

Thèse Paris 1928

LE GERS

SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE

LA RÉACTION CONSERVATRICE

(FÉVRIER 1848-2 DÉCEMBRE 1851)

THÈSE PRINCIPALE DE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR J. DAGNAN



AUCH

IMPRIMERIE BREVETÉE F. COCHARAUX

18, RUE DE LORRAINE, 18

—
1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE GERS SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE

Vu le 26 Février 1929

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et Permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLÉTY.

LE GERS

SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE

LA RÉACTION CONSERVATRICE

(FÉVRIER 1848-2 DÉCEMBRE 1851)

THÈSE PRINCIPALE DE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR J. DAGNAN



AUCH

IMPRIMERIE BREVETÉE F. COCHARAUX

18, RUE DE LORRAINE, 18

1928



PRÉFACE

Sous la monarchie censitaire, la masse de la nation est tenue à l'écart des affaires politiques, réservées dans chaque département à deux ou trois mille électeurs aisés. En 1848, la République et le suffrage universel bouleversent les conditions de la vie politique. Le nombre des électeurs passe brusquement de 240.000 à 9 millions, dont 6 millions de paysans. La province sort de son engourdissement. C'est la fin de l'hégémonie politique de Paris, dont les émeutes ont imposé plusieurs gouvernements à la France. Désormais, l'opinion des départements orientera la politique générale. Les histoires locales qui nous instruisent de la formation, composition, répartition et des vicissitudes des partis politiques, deviennent indispensables à l'histoire générale et intérieure du pays. Il est attachant et instructif d'étudier dans un département l'éveil politique des classes populaires, les premières manifestations du suffrage universel, l'organisation et le programme des partis, l'origine du conflit des classes, la réaction conservatrice et les procédés de compression employés contre le mouvement démocratique et les manifestations du sentiment populaire, l'insurrection contre le coup d'Etat, la répression, l'établissement de l'Empire. A l'histoire générale de cette époque, encore défigurée par la passion et la légende, les enquêtes locales confèrent une précision et une rigueur objectives, en lui fournissant de claires et vigoureuses réalités, en écartant les généralisations abusives, les simplifications arbitraires et les mutilations, en substituant des explications

satisfaisantes et décisives aux hypothèses passionnées ou aventureuses, aux solutions incertaines et provisoires. Ces raisons générales m'ont conduit à écrire l'histoire politique du Gers sous la Seconde République. Des motifs plus personnels expliquent le choix de ce département agricole du Sud-Ouest, où la répression et la résistance politiques ont été particulièrement vives : j'y suis né, j'y ai longtemps vécu, j'y retourne souvent; j'en connais familièrement l'esprit, les mœurs, le patois, la géographie, l'état social et économique; j'ai pu interroger des survivants de la Seconde République. Pour comprendre le passé d'hier, cette expérience intime et prolongée est irremplaçable : par elle, à travers les documents, on reçoit l'impression directe et familière de la vie.

J'ai voulu faire œuvre d'historien par un récit entièrement objectif. L'impartialité ne m'a pas coûté : une vive curiosité m'a seule entraîné, soutenu dans des recherches patientes et obstinées.

Cette étude est faite avec des documents contemporains et inédits, dispersés dans quatre grands dépôts : Archives du Gers, Archives nationales, Archives du ministère de la Guerre, Archives du Lot-et-Garonne. Je crois inutile de dresser ici un inventaire des sources. Je les ai indiquées, analysées, et parfois même très brièvement commentées dans mon récit et dans les notes ou références au bas des pages. De plus, le lecteur trouvera au commencement de chaque livre une liste des documents manuscrits et imprimés.

Les Archives du Gers sont la principale source d'informations : les procès-verbaux des élections, la correspondance politique des maires, sous-préfets, préfets, juges de paix, procureurs, commissaires et gendarmes, les nombreux papiers de la commission mixte, les dossiers judiciaires, la collection de 9 journaux politiques locaux forment la base documentaire de cette étude. La parfaite obligeance de M. René Pagel, archiviste départemental, a singulièrement facilité mes recherches; la com-

pétence et l'amicale complaisance de M. Paul Lavergne, sous-archiviste, m'ont aidé à élucider et à préciser des faits importants; il est de stricte justice de les remercier ici tous deux.

Les Archives nationales ajoutent peu aux informations des Archives départementales. Les rapports du procureur général d'Agen, écho de ses substituts, nous renseignent sur la vie politique et sociale du Gers et sur la répression judiciaire. On ne retrouve qu'une douzaine de lettres du préfet, dispersées dans plusieurs cartons : cette grave lacune est en partie comblée par les minutes des dépêches préfectorales conservées aux Archives du Gers. Les papiers de la Commission mixte, versés par le ministère de la Justice, sont incomplets.

Les Archives du ministère de la Guerre, dont la correspondance politique postérieure à 1848 est encore inexplorée, renferment, classés par jour, les rapports des généraux commandant les divisions militaires, des colonels de gendarmerie et de leurs subordonnés. Ces documents nous instruisent des manifestations démocratiques et de la répression politique sous la Législative. Les rapports des généraux, commandant l'état de siège dans les départements insurgés contre le coup d'Etat, contiennent des récits d'insurrection, le tableau des mesures de répression, un résumé des opérations de la Commission mixte. Pour le Gers, les deux rapports du général de Géraudon forment un historique précis et complet de l'état de siège, de décembre 1851 à avril 1852. On trouve aussi une expédition des notices de la Commission mixte sur les transportés politiques.

Les Archives du Lot-et-Garonne possèdent la correspondance des magistrats délégués par la cour d'appel d'Agen à l'instruction des troubles du Gers consécutifs au coup d'Etat. A ces rapports s'ajoutent ceux des procureurs. Ces documents renseignent sur l'origine, le caractère et l'étendue de l'insurrection, sur les sociétés secrètes, la chasse aux insurgés, les prisonniers politiques, la constitution des dossiers de transportés.

On voit par cet exposé sommaire que les documents abondent. Les sources principales du sujet ont été lentement, minutieusement explorées. Cette étude ne renferme pas une ligne qui n'ait été dictée ou suggérée par un ou plusieurs documents contemporains. On objectera peut-être que la plupart de ces témoignages émanent d'agents politiques ou de partisans, dont l'impartialité est justement suspecte. — On peut répondre que fort peu de documents sont entièrement à l'abri d'une pareille suspicion. Pour tranquilliser sa conscience, il suffit d'user correctement de tous ces témoignages, en séparant les faits certains d'avec les commentaires passionnés, en accueillant impartialement toutes les opinions, en donnant la parole à tous les partis. De plus, à chaque page du livre, les documents sont indiqués et souvent cités. Ainsi le lecteur peut toujours contrôler les sources du récit, examiner leur valeur et leur emploi.

Par scrupule d'exactitude, j'ai fréquemment et longuement cité : l'analyse la plus fidèle ne saurait traduire dans leurs nuances des situations intellectuelles et des dispositions sentimentales disparues, que nous révèle le document original. Les citations, il est vrai, coupent et alourdissent le récit. Mais j'ai délibérément écarté tout souci littéraire : dans l'exposition, dans le style, je n'ai visé qu'à être exact, clair, précis.

Une histoire locale vaut surtout par la précision et l'abondance du détail. Je me suis efforcé de rassembler et d'élucider tous les faits caractéristiques, de faire des statistiques et des dénombrements exacts, de me borner aux conclusions qui découlent logiquement de faits bien établis ou de chiffres certains.

J'ai voulu avant tout éclaircir les faits généraux qui décèlent ou précipitent l'évolution politique : l'accueil fait à la Révolution; les élections; l'organisation, le programme et la propagande des partis; la lutte des classes; le violent conflit entre l'administration ou le parti de l'ordre et le parti rouge; la répression antirépublicaine; le coup d'Etat et la lourde compression qui prélude à la proclamation de l'Em-

pire. Pour la distribution des faits, j'ai observé l'ordre chronologique, jusqu'à novembre 1849. Mais pour tracer le tableau de la compression qui précède le coup d'Etat, j'ai présenté successivement des séries parallèles de faits qui montrent les divers aspects de la réaction conservatrice : la surveillance politique; le conflit entre les maires républicains et l'administration; la répression de la propagande et des manifestations démocratiques. Tous ces faits, groupés et distribués dans les chapitres VII, VIII, IX et X, s'influencent et s'expliquent réciproquement, et j'ai dû marquer leur dépendance par de fréquents renvois ou par des redites. L'ordre strictement chronologique eût abouti à une confusion, à un enchevêtrement de faits et de circonstances, accablants pour le lecteur. Le morcellement était ici la rançon inévitable de la clarté. D'ailleurs, dans le chapitre XI, où j'étudie les mouvements de l'opinion et la situation des partis à la veille du coup d'Etat, j'ai pu revenir à l'ordre chronologique. Je lui ai été fidèle dans la suite de l'ouvrage.

Il m'a paru qu'un exposé sommaire des traits géographiques essentiels du Gers, de son état économique et social à la veille de la Révolution était l'introduction naturelle à son histoire politique sous la Seconde République.

Provins, le 4 mars 1928.

INTRODUCTION

I

Le Gers est voué par sa situation, sa constitution géologique et son relief à l'isolement économique, à la vie agricole et à la polyculture. Il est formé du plateau de Lannemezan prolongé jusqu'à la Garonne par les collines d'Armagnac. Une débâcle glaciaire a recouvert de boues et de graviers alluvionnaires le soubassement tertiaire et creusé un système de rivières divergeant en éventail, du sommet du plateau de Lannemezan vers la Garonne et l'Adour : les principales sont la Save, le Gers, la Gimone, la Baïse, la Losse, l'Arros. Aucun réseau fluvial ne traduit plus clairement l'évolution géologique et le relief (1).

Les vallées rectilignes sont dissymétriques : le flanc ouest, généralement abrupt est un mauvais terrain agricole; le versant est incline doucement ses *boulbènes* fertiles. Sur la crête des coteaux peu élevés, — 100 a 140 mètres, — l'érosion a décapé le revêtement alluvionnaire, et le calcaire primitif reparait, tandis que le fond des vallées est formé de gravier. Le cours supérieur des rivières qui s'alimentait aux glaciers pyrénéens a été capté par la Neste et la Garonne. Les pluies et les neiges du plateau de Lannemezan ne suffisent pas à maintenir un débit régulier à ces rivières, que la sécheresse de l'été transformait en ruisseaux, avant le creusement du canal de la Neste.

(1) Voir la carte du Gers, à la fin du livre.

Les prairies occupent le fond des vallées; les champs de céréales s'étalent sur les flancs des coteaux, dont les crêtes calcaires portent des boqueteaux de chênes dans la partie nord-ouest du département et des vignes dans le Haut-Armagnac et le Condomois. Les cantons de Vic-Fezensac, Eauze, Cazaubon, Nogaro, Condom, Valence, Montréal forment une région vinicole, centre de la fabrication et du commerce des eaux-de-vie d'Armagnac.

Ce département pittoresque, cloisonné de petites collines, aux communications lentes et difficiles, était en dehors des grandes voies de trafic. La haute muraille des Pyrénées ferme les routes d'Espagne; la vallée de la Garonne, qui unit les deux mers, s'écarte du département; les routes directes de Toulouse, Bayonne, Bordeaux chevauchent sur de nombreux coteaux par une série de raidillons. Les routes des vallées fluviales, aboutissant à l'impasse pyrénéenne au sud, débouchant au nord sur la Garonne, en face du Massif Central, ne développent aucun trafic. De cet isolement, qu'explique le relief, était sorti un régime économique caractérisé par la polyculture et les foires l'individualisme et le traditionnalisme des habitants.

Le partage successoral des terres avait morcelé les propriétés, émiettées en une infinité de parcelles par la polyculture. En 1848, le cadastre accusait plus d'un million de parcelles groupées en 153.000 propriétés, dont 125.000 inférieures à 40 hectares, 26.000 de 40 à 60 hectares et 1.300 plus étendues (1). Sur 314.000 habitants, le Gers comptait donc 153.000 propriétaires. La répartition cadastrale des cultures reproduit la proportion des terres mises en labour (55 %), en vignes (15 %), en prés (10 %), en bois ou en pâture (17 %) dans chaque propriété.

(1) *Annuaire du Gers, 1848*. — Terres labourables, 336.000 hectares (55 %); vignes, 94.000 hectares (15 %). prés, 62.000 hectares (10 %); bois ou bosquets, 62.000 hectares (10 %); landes, bruyères, friches, terres vagues, 46.000 hectares (7 %); jardins, 5.000 hectares. — *Opinion du Gers*, 18 novembre 1850 : article sur l'industrie agricole du Gers.

Par suite de l'isolement économique, le paysan doit « vivre sur sa propriété », de ses récoltes. Il a son champ de blé, de maïs, sa vigne, son carré de pommes de terre, de haricots, de lin, son jardin et ses arbres fruitiers. Il moud son blé au moulin voisin et fabrique son pain. Le maïs sert principalement à l'engraissement de la volaille, surtout des oies. On tue par an un ou deux porcs, mis en conserve sous forme de graisse, de jambon et de confit. La volaille et les œufs sont vendus au marché voisin. Le lin est filé à la maison et tissé au village. La maison, bâtie au milieu de la propriété, en pisé et à pans de bois, plus rarement en pierre, possède, comme pièce principale, une assez vaste cuisine avec un ou deux lits. Le mobilier, assez grossier, est fabriqué à la journée, chez l'habitant.

Le paysan exploite lui-même sa propriété avec ses enfants. Il loue parfois un domestique à l'année; il emploie exceptionnellement des journaliers. En dehors des travaux du ménage, la femme travaille aux champs. Le cinquième du sol labourable est cultivé par des métayers. Dans le métayage, le propriétaire fournit tout : cheptel, instruments, semences. Il a droit à la moitié des revenus du domaine, du croît, du cheptel, des produits de la basse-cour.

Pour s'approvisionner d'outils, d'objets manufacturés, de produits alimentaires d'autres contrées, le paysan se rend dans les foires et marchés où il vend à son tour ses animaux, son blé, son avoine, sa volaille, ses œufs.

Son individualisme, conséquence de son isolement, a rendu le paysan routinier, hostile aux nouveautés. « On a toujours fait ainsi », est sa réponse ordinaire. D'ailleurs, il ne possède pas en général la plus légère avance qu'exige toute modification ou amélioration. Aussi la culture est-elle très arriérée et d'un rendement médiocre. L'outillage est primitif : la charrue, formée d'une pièce de bois armée d'un soc, d'un coutre et d'un versoir fixes, sans réglage; les outils de jardin. Les labours sont superficiels et la fumure insuffisante, par suite du petit nombre d'animaux et de la faible étendue des prairies. Les défoncements réservés à

la vigne se font à la main, avec la bêche et le croc. L'assolement biennal fait alterner le blé et la jachère sur le même terrain; dans l'assolement triennal, encore peu pratiqué, le trèfle ou l'avoine suit le blé et précède la jachère nue. On sème à la volée à la main. Les semences plus ou moins sélectionnées ne reçoivent aucune préparation. On moissonne à la faux et à la faucille; le blé est battu sur l'aire, au fléau et au rouleau. Le rendement moyen est de 11 hectolitres à l'hectare — 5 fois la semence. — Il est inférieur au rendement moyen de la France : 13 h. 50 à l'hectare (1).

Les produits de l'élevage sont médiocres et peu rémunérateurs. On ne pratique pas les croisements sélectionnés : les vaches sont saillies au hasard; les 2.500 juments poulinières produisent pour moitié des mules et des poulains, vendus à 6 mois pour insuffisance de fourrage; mules et poulains ne paient pas l'entretien des juments. La faible étendue des prairies est l'obstacle principal à l'élevage.

Le rendement des vignes est faible : 18 hectolitres à l'hectare. La taille trop courte, les ceps trop vieux, l'oïdium, les plants non sélectionnés expliquent cette infériorité du rendement. Le vin est âpre et dur; le mauvais entretien de la futaille le prédispose à la piqure. En 1846 et 1847, l'hectolitre de vin se vend 12 francs et l'hectolitre d'eau-de-vie, 60 francs. Ces prix tomberont à 4 et 17 francs en 1848 où les vins et eaux-de-vie encombreront les celliers. En 1848, le prix du blé descendra à 14 et 12 francs l'hectolitre. La mévente du blé, du vin et des eaux-de-vie sous la Seconde

(1) L'ensemencement des 336.000 hectares de labour absorbe 312.000 hectolitres de blé. Ils en produisent 1.360.000 hectolitres. Les 311.000 habitants consomment, à 3 hectolitres par tête, 933.000 hectolitres de blé. L'excédent à vendre, — 314.000 hectolitres, — représente, à 18 fr. l'hectolitre, une valeur de 5.660.000 fr., insuffisante à acquitter les impôts directs et indirects qui grèvent ce département pour une somme de 6.299.000 fr. La vente des bestiaux, du vin et des eaux-de-vie comble cette différence et pourvoit aux autres besoins du département. (*Annuaire du Gers*, 1848, p. 234). — Voir un art. de l'*Opinion*, sur l'industrie agricole dans le Gers, 18 novembre 1850).

République produira une des plus fortes crises de misère qu'aient traversée les campagnes gersoises (1).

La plupart des autres produits agricoles, — maïs, haricots, pommes de terre, — sont consommés sur place, sauf les œufs et la volaille, — poulets, oies et dindons, — vendus sur les marchés voisins.

La moitié de la population vit dans des maisons éparpillées au milieu des propriétés. Le paysan se cantonne jalousement dans son petit domaine. Généralement il est illettré ou bien il lit peu, l'almanach seulement. Il parle patois et souvent ne comprend pas le français. Il est catholique, va à la messe, fait baptiser ses enfants, fête leur première communion, appelle le prêtre au chevet des mourants. Il est encore docile aux influences traditionnelles du gros propriétaire, bourgeois ou noble, et du curé, tout en gardant un fond de méfiance : il n'a pas encore eu le temps d'oublier la dîme et les corvées.

Les campagnes sont encore très superstitieuses; nombre de gens croient aux sorciers, aux sorts, aux loups-garous; les devins et les rebouteux font recette. Les mœurs et l'esprit général sont encore d'ancien régime.

Le paysan gersois est simple, de mœurs rudes, positif et routinier, communicatif, caustique et volontiers bavard. Ses distractions principales sont les foires et les marchés, la messe du dimanche au chef-lieu de la commune, les séances chez le forgeron et le cafetier. Les fêtes patronales sont pour lui l'occasion de bons dîners, de danses joyeuses. Pendant l'hiver, les veillées groupent les voisins, notamment les veillées pour « dépouiller » le maïs; le travail terminé, on chante et on danse.

Les sentiments dominants du paysan sont le culte de la propriété, la passion de la terre, le respect de l'argent, monnayé, de l'or surtout, mis en réserve dans le bas de laine sous une pile de linge ou dans une cassette enterrée dans

(1) Arch. du Gers. *M. Mercuriales*. — Prix moyen des grains et autres produits agricoles, par quinzaine. — Cf. ci-dessous le début du chapitre XI, pp. 545, 546.

la grange. Mais l'exploitation de la petite propriété est peu rémunératrice, et les maigres économies sont toujours destinées à arrondir le domaine. Le paysan est souvent endetté : pour acheter de la terre, il a dû emprunter à un taux élevé. Un grand nombre de propriétés sont hypothéquées, et les campagnes gersoises sont dévorées par l'usure

*
**

Les 430 villages ou agglomérations rurales de moins de 1.500 habitants sont assez régulièrement répartis, distants de 4 à 5 kilomètres, perchés sur des collines ou tapis dans des vallons, près des rivières et des sources (1). Ils sont organisés sur un type uniforme. Les maisons inégales se serrent autour du clocher. Les habitants sont en grande majorité des cultivateurs dont les terres entourent le village. On y rencontre tous les artisans dont les métiers répondent aux besoins économiques du groupe rural : tisserand, cordonnier, tailleur, forgeron, maçon, tuilier, carrier, charpentier, ébéniste, charron ou carrossier. Leur clientèle est locale. Ajoutons deux épiciers, deux cafetiers-aubergistes. La plupart de ces commerçants et artisans sont de petits cultivateurs et possèdent un champ, une vigne, un jardin.

Les difficultés des communications ou des transports immobilisent les gens des villages. On se déplace peu ou point, et, dans cet horizon étroit, l'esprit local est très fort. Expansifs et bavards, claquemurés dans ces nids à commérages, les villageois gascons voient beaucoup et parfois haïneusement. Les jalousies, les animosités y sont fréquentes, les querelles de famille à famille s'y transmettent comme un héritage; les rivalités de communes ou de sections de commune se prolongent et aboutissent parfois à des rixes entre habitants ou jeunes gens de localité diffé-

(1) Pour le chiffre de la population, pour la distance kilométrique des communes aux chefs-lieux de canton, d'arrondissement, au chef-lieu du département, pour la répartition des villes ou villages, consulter l'*Annuaire du Gers*, 1848, et la carte du Gers, placée à la fin de ce volume.

rente. Néanmoins, la gaieté un peu bruyante, la cordialité, la facilité d'accueil, l'hospitalité aimable restent les caractéristiques traditionnelles des villages du Gers. Dans ces cadres, le suffrage universel éveillera aisément la vie et la passion politiques.

Les 37 bourgs ou villes de plus de 1.500 habitants s'échelonnent de 20 à 30 kilomètres, sur les routes des vallées fluviales, — Lectoure, Fleurance, Auch, Mirande, dans la vallée du Gers; Condom, Valence, Eauze, le long de la Baïse, — ou sur la route de Toulouse à Bayonne : l'Isle-Jourdain, Gimont, Auch, Vic, Nogaro. Ces villes sont des relais pour les diligences (1).

Le relai créait un petit centre économique, qui influait sur l'agglomération entière. Au relai était annexée une hôtellerie pour les voyageurs; dans le voisinage s'installaient un bourrelier et un maréchal-ferrant. L'arrivée de la « patache » provoquait un rassemblement de curieux et d'oisifs, de garçons de course, de cireurs, de porteurs de bagages.

Les auberges des villes et des bourgs étaient fréquentées par les nombreux charretiers qui faisaient le gros roulage, charroyant les matières lourdes, vin, blé, farine, gravier. Ajoutons aussi les portefaix, les colporteurs, les chiffonniers.

Chaque petite ville avait ses loueurs de voiture, entrepreneurs de camionnage et leurs employés, gardes d'écurie, postillons, rouliers. Le paysan gascon, amateur de chevaux, avait un char-à-banc à deux places.

L'entretien des attelages occupait les bourreliers, maréchaux-ferrants, charrons, forgerons, carrossiers, peintres. Dans une région isolée, la route est un élément principal de vie économique.

Toutes les villes avaient des foires et des marchés où affluaient les paysans. Les points de rassemblement étaient le foirail ou marché aux bestiaux, le marché à la volaille.

(1) Voir la carte du Gers, à la fin du volume.

rendez-vous des ménagères campagnardes, enfin, la place avec ses marchands forains. Ces 3 marchés étaient assez éloignés pour obliger la foule à défiler devant les boutiques de la ville.

Le Gers, isolé, privé de matières premières et de forces motrices, n'avait pas de grande industrie. Il était exclusivement agricole.

*
**

A côté des petits propriétaires paysans, disséminés dans la campagne ou habitant les villages, en face des boutiquiers, des artisans et ouvriers, avait surgi une troisième catégorie sociale, une bourgeoisie d'origine récente, installée dans les villes et les bourgs. Elle se recrutait surtout parmi les fils ou héritiers des acquéreurs de biens nationaux qui, par scrupule, gêne ou crainte, s'étaient empressés de revendre les terres enlevées à l'Eglise ou aux émigrés. Au début du XIX^e siècle, les « marchands de biens » sillonnèrent le département, achetant, revendant, morcelant les domaines. C'était un nouvel émiettement des terres, et le paysan s'empressa d'acheter quelques parcelles. Ainsi s'étaient constituées les trois classes qui forment l'armature sociale et politique du pays : les paysans et les bourgeois, naturellement « conservateurs », les artisans et ouvriers, frustrés de leur part des biens nationaux, exclus de la cité politique, jaloux du paysan et du bourgeois, les seuls profiteurs ou bénéficiaires de la Révolution. L'antagonisme latent des bourgeois et des artisans, qui ne peut s'exprimer politiquement sous la monarchie censitaire, éclatera au lendemain de la Révolution de Février. Sous la Seconde République, les paysans, accablés, exaspérés par la mévente de produits agricoles, mais passionnément attachés à leurs terres, se méfient des républicains, généralement des ouvriers et des artisans. Ils flairent et redoutent en eux des « partageux ». Avec les bourgeois, ils se rallieront à

un gouvernement fort, capable de défendre la propriété et de ramener la prospérité dans les campagnes (1).

II

A la veille de la Révolution de Février 1848, l'ignorance est à peu près générale : la moitié ou les trois quarts des paysans et ouvriers ne savent pas lire ou ne lisent pas. Tous parlent patois; beaucoup comprennent difficilement le français. Ils sont d'ailleurs exclus du droit de vote, et, dans le Gers, le cens a réduit le « pays légal » à 2.698 électeurs. En l'absence de toute vie publique, il est très malaisé de discerner les sentiments politiques dominants. Les scrutins de 1846 ne nous renseignent que sur un faible groupe de bourgeois ou de gens aisés, sur le 35^e environ des 95.000 électeurs qui voteront en avril 1848, et dont les opinions ou les tendances n'ont encore eu ni l'occasion, ni le moyen de s'exprimer publiquement.

Les élections législatives et municipales de 1846 ont été la dernière consultation du « pays légal » avant 1848. Les 2.700 censitaires n'ont élu que des députés guizotins, dont trois sont ministres : Lacave-Laplagne, député de Mirande, ministre des Finances; de Salvandy, député de Lectoure, ministre de l'Instruction publique; Persil, député de Condom, garde des Sceaux. Les deux autres députés sont Barada (Auch) et Léonce de Lavergne (Lombez). La lutte n'a été un peu vive qu'à Lombez et à Condom, où l'opposition légitimiste et « carlo-radical » était organisée, et présentait des candidats. A Condom, Persil, com-

(1) Sur la vie économique et sociale du Gers avant les chemins de fer, cf. les articles de M. Z. Baqué dans les nos 1, 6, 8, 9, 11 19 du *Bulletin de la Société gersoise des études locales*. — On lira aussi avec profit la *Monographie du paysan du Gers*, 1865, par Alcée Durrieux.

battu par une forte coalition de démocrates et de légitimistes, l'a emporté par 61 voix seulement.

Radicaux et légitimistes, écrit le préfet, ont marché comme un seul homme. Ceux de ces derniers qui étaient aux eaux sont revenus en toute hâte pour voter en faveur du candidat de l'opposition. Jamais la coalition n'avait été aussi complète, aussi unie, aussi résolue dans ses démarches, dans son action ».

A Lombez, Lavergne n'obtient que 2 voix de majorité sur le député sortant, le légitimiste de Panat : 162 voix contre 160; 2 bulletins nuls, 1 bulletin blanc. De l'aveu du préfet, l'administration a fortement pesé sur le scrutin.

La lutte a été des plus animées, déclare le préfet; le succès était plus difficile à obtenir et l'administration n'est parvenue à l'assurer qu'en cherchant avec persévérance, jusqu'au dernier moment, à grossir le nombre des adhérents à la candidature qu'elle soutenait... Si M. le sous-préfet et moi avons eu beaucoup à faire pour déjouer les manœuvres de l'opposition par des moyens avouables, nous n'avons fait ni menaces ni promesses. L'administration ne redoute pas à cet égard les investigations les plus-sévères.

Par suite de l'option de Salvandy pour Evreux, une nouvelle élection eut lieu à Lectoure, le 7 février 1847 : le candidat ministériel de La Ferronnays obtint 207 voix, et son concurrent Aylies, candidat de la coalition des opposants, en réunit 179 (1).



A l'occasion des élections municipales de 1846, le préfet et les sous-préfets ont renseigné le gouvernement sur la composition politique des Conseils municipaux. Les informations les plus précises concernent les 26 villes ou bourgs dont les maires et adjoints étaient nommé par le roi. Leurs 464 conseillers ont été rangés dans 5 catégories politiques : *adhérents au système du gouvernement*, 297; *opposition démocratique modérée*, 54; *opposition démocratique prononcée*, 38; *opposition légitimiste modérée*, 39; *opposition*

(1) Arch. nat. F 1/c III Gers 6. Elections. — Préfet à Intérieur, 13 août 1846. — Bibl. nat. *Journaux* 492. — *L'Opinion du Gers*, 11, 13, 16 août 1846, 9 février 1847.

légitimiste prononcée. 36. L'opposition compte 92 démocrates et 75 légitimistes contre 297 conseillers ministériels. Dans 8 villes, l'opposition a la majorité. Elle est démocratique à Vic-Fezensac, Lectoure, Samatan; légitimiste à Lombez, l'Isle-Jourdain, Cologne; formée de 6 démocrates et de 6 légitimistes à Cazaubon, de 10 démocrates et de 2 légitimistes à Condom. Les partisans du gouvernement sont en majorité dans les municipalités de 18 villes ou bourgs : à Auch (21 contre 2), à Montesquiou, Marciac, Plaisance (15 contre 1), à Aignan (14 contre 2), à Saint-Puy (18 contre 3), à Riscle (13 contre 3), à Nogaro (12 contre 3), à Miélan, Simorre (12 contre 4), à Monferran (9 contre 3), au Houga, à Valence (10 contre 6), à Montréal (12 contre 9), à Fleurance (15 contre 7), à Eauze (12 contre 11).

D'après le préfet et les sous-préfets, les élections municipales ont été dominées par des questions d'intérêt local, des compétitions et des rivalités de personne. A Condom, à Cazaubon, à Valence, elles ont eu un caractère nettement politique. Si les légitimistes dominent à Lombez, Cologne, l'Isle-Jourdain, la majorité des communes rurales est pour le gouvernement. Les sous-préfets de Mirande et de Lectoure se plaignent de l'hostilité politique des desservants. Enfin, certain nombre de maires ont échoué au scrutin en raison d'animosités provoquées par leur administration. Les divers partis ont maintenu leurs positions. Telles sont, d'après les rapports administratifs, les caractéristiques des élections municipales.

Sur les listes des conseillers municipaux des principales villes figurent quelques démocrates. — *les republicains de la veille*, — qui composeront et dirigeront les commissions provisoires au lendemain de Février 1848 : à Auch, l'avocat Canteloup; à Mirande, l'avocat Passama, le docteur Siam, le vétérinaire Cantaloup; à Lombez, Vignola, pharmacien, Dufaur, avoué, Verdaulon, propriétaire; à Condom, Gavarret, ex-député, Noguès, Dubarry médecins; à l'Isle-Jourdain, Dorbes, Délieux, Raynaud, propriétaires, Dessus-Lamothe pharmacien, Ducasse, cafetier; à Valence, Duprom,

vétérinaire; à Miélan, Vignes, Dutrey, propriétaires, Dours, pharmacien; à Cazaubon, Labarthe-Vacquier, médecin; à Vic-Fezensac, le docteur Sainte-Colombe (1).

*
**

La seule feuille politique importante est l'*Opinion, journal constitutionnel du Gers*, paraissant trois fois par semaine. Elle soutient la politique de Guizot, défend les députés du Gers, tous ministériels, attaque « les radicaux, enfants de juillet, nés sur un tas de pavés,... caressant cette chimère que le gouvernement pourrait bien n'être qu'une émeute ». Elle s'emporte contre les légitimistes mués en libéraux ou démagogues, et flétrit leur alliance avec les radicaux. Elle exalte Guizot et Duchatel. Implacablement hostile à toute réforme électorale, elle estime que le cens à 200 francs est « une garantie illusoire de lumière et d'indépendance ». En conséquence, elle propose l'adjonction des capacités et l'élévation du cens électoral. Au grief de corruption, ressassé contre le gouvernement par l'opposition, surtout par les légitimistes, l'*Opinion* riposte en signalant la famille Barrot comme « d'insatiables cumulards », en dénonçant bruyamment un cas de corruption électorale jugé à Lombez contre un notaire légitimiste (2). Mais la campagne des banquets lui cause de graves soucis.

Le mouvement réformiste a gagné le Gers. Le 22 septembre 1847, l'Isle-Jourdain a son banquet présidé par un démocrate, Castillon. On y boit à *l'organisation du travail ! à la réforme la plus large ! à la souveraineté du peuple ! à la liberté de la presse ! à la régénération de l'Italie ! à M. Arago ! à M. Ledru-Rollin !* La salle est

(1) Arch. du Gers. *M. Maire et adjoints. Conseils municipaux (1846-51)*. — Intérieur à préfet : circ. confid., sept. 46. — Tableau comparatif de la composition des cons. munic. avant et après le renouvellement triennal de 1846. — Sous-préfets à préfet, 2, 13, 16 octobre, 26 novembre 1846; préfet à Intérieur, 9 déc. 46.

(2) *Opinion*, 31 janvier, 10 février, 12 mai, 22 août, 14 nov. 1846, 6, 23, 31 janvier 1847.

décorée de drapeaux italiens, suisses, polonais. Après chaque toast, un couplet de la *Marseillaise* est chanté en chœur (1).

Les lauriers de l'Isle-Jourdain empêchent Condom de dormir, écrit rageusement l'*Opinion*; il veut son gueuleton patriotique (2).

Il est fixé au 28 novembre. L'ex-député Gavarret, chef de l'opposition dynastique condomoise doit le présider. Inquiète, l'*Opinion* espère que Gavarret ne poussera pas « ses vœux de réforme au-delà de l'adjonction des capacités », et qu'il portera le toast au roi. La commission du banquet était formée de 4 légitimistes, — L. de Peyrecave, Fourteau, de Campaigno, de Cugnac, — de 8 opposants dynastiques et démocrates, — L. Lamarque, Lebbé Dauhième et Vidal, avocats, Noguès, médecin. Duputz, négociant, J. Larroche et Bézian. Le banquet groupa 400 convives, venus principalement de Lectoure, Fleurance, Saint-Clar et Auch, et des 3 départements limitrophes, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne. Gavarret présidait. Par égard pour les légitimistes, on évita de chanter la *Marseillaise*. Sept orateurs portèrent des toasts. Pagès, de l'Ariège, parla le premier sur la réforme électorale et parlementaire : le peuple est aujourd'hui ce que le Tiers-Etat était en 1789.

Pour vous la réforme est-elle un droit ? s'écria-t-il. Demandez-la partout et pour tous. N'est-elle qu'un privilège ? Elargissez le cercle. Mais ne restez pas dans une voie rétrograde. L'Empire s'y perdit avec son génie et sa gloire. la Restauration y fut engloutie avec sa noblesse et son clergé !

Grizony, légitimiste, ancien député de la majorité en 1815, porta un toast à l'article premier de la Charte.

Nous voulons cette égalité devant la loi, et nous sommes réunis pour demander l'abolition de celle des élections qui viole essentiellement cet article premier, en créant 3 classes, dans la nation. Ainsi donc, Messieurs, à l'accomplissement de l'article premier de la Charte, qui fera cesser le scandale de voir 10 millions d'esclaves, en fait, sur cette terre de France.

(1) *Opinion*, 12 oct. 47.

(2) *Opinion*, 23 octobre 1847.

Le démocrate Duputz but à Pie IX : il lui promet le concours de la démocratie, parce que « l'Evangile sera toujours le symbole impérissable de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité.

D'autres toasts furent portés : *A la probité politique*, par Carbonneau; *A l'union de toutes les opinions indépendantes sur le terrain national de la Réforme*, par le légitimiste J. de Minvielle; *Aux classes laborieuses*, par Lamarque; *Au dévouement politique*, par Gounon; *A la souveraineté nationale*, par Cazeneuve; *A la commission*, par Caillavet; *Aux invités*, par Edmond Bézian.

Ce banquet a irrité l'*Opinion* : elle s'en prend aux légitimistes, « inintelligents et dupes », et les raille amèrement (1).

*
**

En résumé, dans le Gers, à la veille de la Révolution, le journal guizotin l'*Opinion* mène une vive campagne contre la Réforme, bataille contre les opposants dynastiques, les radicaux et les légitimistes. Les cinq députés sont des orléanistes ministériels, et trois sont ministres. Le « pays légal » vote pour le gouvernement, mais il contient une forte minorité d'opposants : dans l'arrondissement de Lombez, le collège électoral s'est partagé en deux fractions égales de légitimistes et d'orléanistes; dans l'arrondissement de Condom, l'alliance « carlo-radical », où dominent les démocrates, est agissante; dans l'arrondissement de Lectoure, en février 1847, la coalition des opposants réunit 179 voix contre les 207 voix du candidat ministériel. Dans 8 villes, les municipalités ont une majorité d'opposants. La campagne réformatrice a retenti dans le Gers : dans les deux banquets de l'Isle-Jourdain et de Lombez, l'opposition exhale ses griefs contre le régime. Disons toutefois que ces diverses manifestations d'hostilité contre le gouvernement se limitent à quelques villes et bourgs. Les campagnes, immobiles et ignorantes, n'ont pas encore de vie politique.

(1) *Opinion*, 16 et 30 nov., 9 déc. 1847.

LIVRE PREMIER (1)

Établissement de la République

(Février-mai 1848)

CHAPITRE I^{er}

Organisation du nouveau régime

I. Nouvelle de la révolution parisienne du 24 février et formation à Auch d'une commission municipale et départementale; — proclamation de la république; — Alem-Rousseau, préfet provisoire. — A Mirande, Condom, Lectoure, Lombez, etc. — Pégot-Ogier, commissaire-délégué du Gers; — les premières mesures; révocations. — II. La réorganisation municipale; — les communes rurales. — Divisions et incidents. — III. L'esprit public : troubles à Auch, Miélan, l'Isle-Jourdain, Masseube, etc; — les clubs; — dons patriotiques et paiement anticipé des impôts; — fêtes et arbres de liberté; — le journal *l'Opinion*. — Acceptation de la République.

I.

La chute de Louis-Philippe et la formation d'un gouvernement provisoire furent connus à Auch le vendredi 25 février, par une dépêche de Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur. La nouvelle fut accueillie sans émotion, avec surprise et généralement avec satisfaction. On ne signale ni violence, ni désordre, ni résistance. Des groupes sta-

(1) SOURCES. — I. **Documents Manuscrits.** a) Archives du Gers. — Série M COMMISSIONS PROVISOIRES 1848. Rapports des maires ou présidents de commissions; procès-verbaux de la proclamation de la république, de la formation et de l'installation des commissions provisoires, de la réorganisation des gardes natio-

tionnaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville, commentant les événements. Le Conseil Municipal s'était réuni. Le maire, Duran, et le premier adjoint, Boutan, avaient démissionné et Clément Pellefigue, banquier, deuxième adjoint, accepta les fonctions de maire intérimaire. La plupart des conseillers présents à la mairie lui offrirent leur concours; le général lui promit l'appui de la garnison. On battit le rappel de la garde nationale. Vers 2 heures de l'après-midi, les postes de la préfecture et de l'Hôtel-de-Ville avaient été doublés et vers 6 heures la garde nationale prit le service avec les hussards. Dans la soirée, un attroupement chanta *la Marseillaise* et le *Chant du*

nales; récits de manifestations, de cérémonies, pétitions, états des modifications aux conseils municipaux. — POLICE, COMPTE MORAL ET POLITIQUE, 1848. — Correspondance du commissaire délégué Pégot-Ogier et des sous-commissaires d'arrondissement relative à la réorganisation municipale et aux élections à la Constituante. — Cette double série de documents permet de décrire avec quelque sûreté et précision l'organisation du nouveau régime dans le Gers. — M CLUBS ET ELECTIONS 1848. — Professions de foi et circulaires électorales; quelques documents épars sur les clubs. — MUNICIPALITÉS, 1843-1848, documents classés par arrondissements, donnant quelques renseignements isolés sur la réorganisation municipale en mars et avril 1848. — ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE. Procès-verbaux des opérations électorales par commune; vote des militaires; correspondance entre maires, sous-commissaires et Pégot-Ogier sur le sectionnement des cantons, irrégularités du scrutin, réclamations diverses. — M. 1848 ÉLECTION D'UN REPRÉSENTANT. — Procès-verbaux de l'élection complémentaire du 4 juin 1848.

b) Arch. Nationales — B B 30/358. Rapport du procureur général d'Agen, 7 mars 1848

c) Arch. du ministère de la guerre. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE 1848 Une douzaine de lettres du commissaire délégué du Gers, du commandant de la 20^e division militaire, au ministre de la guerre (mars-avril) sur la situation politique du Gers et le départ du 2^e Hussards.

II. JOURNAUX ET PÉRIODIQUES. — *L'Opinion du Gers* (1838-1852), ancien journal guizotien, organe du parti conservateur (3 fois par semaine) Bibl. nat. *Auch, Journaux*, 492. — *Le Franc-Républicain*, journal républicain, hostile au commissaire délégué et à Alem-Rousseau, organe du club présidé par l'avocat Canteloup. Trois fois par semaine, du 23 mars au 23 mai 1848. Bibl. nat. *Auch* 1848. *Journaux* 1142. — *Le Républicain du Gers*, créé et subventionné par le commissaire délégué Pégot-Ogier. (17 mars-8 juin 1848, 3 fois par semaine). Bibl. nat. *Auch* 1848 *journaux* 3398. — *Recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers*, 1848.

Départ devant l'Hôtel-de-Ville et dans les principales rues (1).

Le lendemain samedi 26, une foule envahit la grande salle de la mairie. Une réunion s'organisa sous la présidence de Pellefigue, assisté de Planche, Cl. Laborde, Louis-Martin et Cantaloup, avocat. L'assemblée « agitée comme si elle avait entendu la fusillade de Paris », désigna une commission provisoire de 7 membres : Sentoux et Gautié, négociants, Alem Rousseau, Canteloup et David, avocats, Cl. Pellefigue et Dupetit, banquiers (2).

Le préfet, de Saint-Marsault, était en congé; le secrétaire général de la préfecture, Duprat, s'était esquivé. La commission disposa de la préfecture vacante et, conformément au vœu de l'Assemblée populaire, nomma à l'unanimité Alem-Rousseau chef de l'administration départementale. Par son délégué aux fonctions de préfet provisoire, la commission d'Auch prenait un double caractère municipal et départemental.

Elle lance une proclamation qui fait appel à l'abnégation et au concours de tous, recommande le respect des personnes et des propriétés, l'oubli des haines au profit de la liberté. Elle convoque la garde nationale pour le lendemain dimanche 27, afin de la passer en revue et « constater son état et ses besoins ». Il n'est pas encore question de république.

Dans la soirée, comme la veille, un groupe a chanté la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*.

Le lendemain, dimanche 27, les 7 commissaires, acclamés par la population, se rendent sur les allées d'Etigny où la garde nationale était réunie. Alem Rousseau et Canteloup haranguent la population et lui expliquent, qu'en raison de l'incertitude des nouvelles, la commission s'est

(1) Arch. du Gers. *M. Municipalités*, 1843-48. — Duran, maire d'Auch à préfet, 25 février. — Arch. Nat. — BB 30/358 Rapport du proc. gén. d'Agen, 7 mars. — *Bulletin de l'adm. rép.* (Ancien recueil des actes adm.). n° 1. — *Opinion du Gers*, 26 février, 7 mars.

(2) Bul. de l'adm. rép. n° 1, 6 mars.

abstenue de proclamer la république. Les commissaires rentrent à l'Hôtel-de-Ville au milieu des ovations.

La soirée fut marquée par quelques manifestations « bruyantes » contre certains fonctionnaires; mais les commissaires, des citoyens, des gardes nationaux calmèrent vite ces manifestants.

Le lundi 28, au matin, les commissaires, demeurés en permanence à l'Hôtel-de-Ville depuis le 26, se sont enfin décidés à proclamer la république et ont chargé Alem-Rousseau de rédiger la proclamation. A cette nouvelle, la garde nationale se réorganise par l'élection de ses chefs : Dansos, greffier du tribunal de commerce, est commandant; Saint-Martin, ancien conducteur des Ponts-et-Chaussées, adjudant-major; Loubet, prote, porte-drapeau. Elle propose à la commission de lui adjoindre sept gardes nationaux : Gèze, Lavergne, Chéri, Sentex, Dansos, Saint-Martin et Bétous.

Alem-Rousseau confère avec le maréchal de camp commandant le département, le général Dufour d'Antist, en vue d'une cérémonie civique et militaire pour solenniser la proclamation de la république. A trois heures de l'après-midi, on entend le tambour et les trompettes et bientôt la place d'armes est occupée par la garde nationale, le 2^{me} hussards, la gendarmerie et la population. Vers 5 heures, le général et la commission passent en revue, au bruit des acclamations, la garde nationale et la garnison. Puis, debout sur une estrade, entouré de la commission, du général, du lieutenant-colonel et de l'état-major, Alem-Rousseau lit une proclamation enthousiaste où il déclare que la commission, à l'exemple du gouvernement provisoire, adopte les formes républicaines, remet à la garde du peuple « les grands intérêts du pays ».

La maison d'Orléans, dit-il, a cessé de régner. La Chambre des pairs, la Chambre des députés n'existent plus. Au milieu de sanglants et d'héroïques efforts, Paris a reconnu un Gouvernement provisoire. Ce gouvernement a donné à son administration les formes républicaines... Il annonce que le public sera bientôt appelé à constituer lui-même ses pouvoirs politiques.. Votre commission

a pris la résolution de proclamer au milieu de vous le gouvernement provisoire, de lui prêter concours et obéissance, d'adopter comme lui pour l'administration de la cité, les formes républicaines... Nous voilà tous citoyens d'un pays libre... Trésor public, trésor privé, inviolabilité du domicile, des familles, liberté des opinions et des consciences, respect de l'homme, des cultes et des temples, obéissance aux lois, soumission à la justice, tels sont les grands intérêts qui sont à la garde de la sagesse et de la probité du peuple... Et ceux des citoyens nos frères que des souvenirs rendent timides encore devant tout un peuple se gouvernant lui-même... croiront peut-être ne devoir crier avec nous que Vive la France ! Vive la Nation ! Vive la liberté ! debout bientôt avec nous en face de l'urne solennelle qui dira le mot souverain de la France, crieront alors comme nous : Vive la République ! »

La foule répète ce cri en y mêlant ceux de *Vive la France ! Vive la liberté ! Vive la Nation ! Vive la commission !* La garde nationale et la troupe se sont mutuellement acclamées. Après le départ des cavaliers, la musique du 2^e hussards a joué la Marseillaise et des fanfares pendant la reconnaissance du commandant et des officiers de la garde nationale.

Telle fut la cérémonie de proclamation de la seconde République à Auch. « Depuis, tout est calme, repos, espérance », conclut le *Bulletin de l'Administration républicaine* dont le premier numéro fut expédié dans toutes les communes : il contenait la harangue d'Alem-Rousseau, les dépêches annonçant les événements de Paris, un arrêté enjoignant aux maires de proclamer la République et de réorganiser immédiatement la garde nationale (1).

Toutes les autorités se prodiguèrent des marques de cordialité. L'archevêque reçut de la commission et du préfet provisoires une visite qu'il rendit le lendemain. La commission, le général d'Antist et le lieutenant-colonel Tremblay se visitèrent officiellement.

Le soir du 28, au café Français, une collecte en faveur des blessés et des familles des citoyens « morts pour la défense de la liberté » produisit 60 francs. Une souscription était ouverte chez quatre membres de la commission et chaque commissaire s'était inscrit pour 10 francs.

Les sous-officiers du 2^{me} hussards ont signé une adresse

(1) *Bul. de l'adm. rép.* n° 1, 6 mars. — *Opinion*, 29 février.

félicitant le général de brigade d'Antist « d'avoir fait cause commune avec le peuple ».

Général, au moment où le peuple vient de reconquérir ses droits et sa liberté, et l'armée la plus belle de ses prérogatives, celle de les défendre, les sous-officiers du 2^e hussards croient remplir leur devoir en venant vous témoigner les hommages que vous avez mérités... Honneur à vous, Général ! Honneur à notre Lieutenant-Colonel ! Vous avez tous deux mérité de la République ! Le 2^e régiment de Hussards a accueilli avec joie le gouvernement républicain.

Alem-Rousseau, par une série d'arrêtés, ajourna le tirage au sort, « vu les circonstances », prescrivit le fonctionnement habituel des justices de paix, la réorganisation immédiate de la garde nationale et la proclamation de la république dans toutes les communes. Il mit fin au conflit des deux commissions rivales en nommant, par arrêté, une commission provisoire « chargée d'administrer l'Isle-Jourdain en la forme républicaine » ; il provoqua la démission du sous-préfet de Mirande, Laporte, qu'il remplaça, le 6 mars, par l'élu de la commission républicaine, Ducos, agent de change. Canteloup, avocat, avait été nommé président de la commission municipale d'Auch, en remplacement d'Alem, préfet provisoire (1).

*
**

Dans les principales villes et bourgs, la nouvelle de la révolution parisienne suscita comme à Auch une adhésion immédiate au nouveau régime, la proclamation de la république et la démission spontanée des municipalités censitaires.

Mirande connut la formation du gouvernement provisoire le 26 février. Un feu de joie célébra l'évènement. La population s'y rendit en foule en chantant la *Marseillaise* et criant *Vive la République !* Une adhésion collective, signée de 200 personnes, fut adressée le soir même au Ministre de l'Intérieur. La garde nationale fut convoquée le lendemain. Elle élut au scrutin secret une commission

(1) *Opinion*, 29 février, 2 et 7 mars ; — Bul. de l'adm. rép., n° 1, 6 mars.

ORGANISATION DU NOUVEAU RÉGIME



François ALEM-ROUSSEAU (1792-1868)

Représentant à la Constituante.

Né à Aubiet (arr. d'Auch). Avocat à Auch. Préfet provisoire et maire d'Auch à la Révolution de 1848. Elu représentant le 23 avril 1848, il fut battu en mai 1849. Au 4 décembre 1851, signataire d'une protestation véhémement contre le coup d'Etat, il s'opposa énergiquement à la saisie du *Démocrate*, organe des républicains modérés, et il ne céda qu'à une charge des hussards. Il fut soumis par la Commission mixte à la transportation en Algérie, bientôt commuée en une année de bannissement.

Lithographie de Deveria, 1848. Bib. nat. Estampes N° 2

municipale de 9 membres : Burot, avocat, président; Bous-sès, Passama, Maumus, avocats; Cantaloup, vétérinaire; Ducos, agent de change; Dutour, Lasserre, Aubian, propriétaires. Le sous-préfet, Laporte, reste à son poste, ne reconnaissant « qu'à un pouvoir régulier le droit de le déposséder ». Ducos, désigné par la commission provisoire, le remplaça le 6 mars. Le vendredi 4, le général d'Antist reçut à Mirande l'adhésion de la garnison au nouveau régime. Le 7, une souscription en faveur des blessés de février produisit 800 francs. On ne signale aucun désordre dans l'arrondissement et la république fut proclamée « avec enthousiasme » dans la plupart des communes, affirme un rapport de Bous-sès (1).

Masseube, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mirande, « renversa » sa municipalité le 27 février, parce qu'elle refusait de proclamer la république et « un corps de volontaires républicains » se constitua aussitôt (2).

A Lectoure, la proclamation du gouvernement provisoire fut enthousiaste : on chanta la *Marseillaise* sur la place, dans les rues et les cafés. Le sous-préfet démissionna aussitôt en offrant de rester à son poste jusqu'à l'arrivée de son successeur. La municipalité céda la place à une commission provisoire de 7 membres : Carbonneau, Belliard, Noguès, avocats; Labat, Barailhé, propriétaires; Pujol, négociant; Couraud, ferblantier. La garde nationale s'organisa et le 5 mars élut ses officiers (3). — A Mauvezin (Lectoure), une commission provisoire s'installe le 27 février. Elle est formée de 4 membres : Montanier, brasseur; Candelon, Cousse et Monbrun. Le dimanche, 5 mars, en présence de la garde nationale, de la commission et de la population, la république est proclamée

(1) Arch. du Gers. *M. Police, Compte mor. et polit.* 1848. Rapport de Bous-sès, 22 mars. — Arch. de la Guerre. Alem-Rousseau à ministre de la Guerre, 2 et 6 mars. — *Opinion*,

(2) *Le Républicain*, 18 mai.

(3) Arch. du Gers. *M. Com. prov.* 1848. — Rapport de la com. prov. de Lectoure, 6 mars. — Arch. de la Guerre : *Corresp. génér.* mars 48. — Alem-Rousseau à m. de la Guerre, 2 mars.

dans un « grand enthousiasme » et avec de nombreux cris de *Vive la République !* Le 19, « Mauvezin a voulu saluer par de nouvelles acclamations la glorieuse révolution ». Toute la ville est pavoisée. La municipalité et la garde nationale se rendent successivement à l'église et au temple. Des « allocutions chaleureuses » sont prononcées; *la place de la République* est inaugurée : comme toujours, la fête se termina par un bal et des illuminations (1). — Fleurance a nommé aussi une commission de 7 membres : Tarrissan, Duprat, Cahuzac, Margoët, Laffon, Cazes, Campan (2). — L'arrondissement de Lectoure demeura très calme et la commission provisoire du chef-lieu écrit le 6 mars :

... Nous ne voyons que de nouveaux adhérents au gouvernement républicain. Leurs voix presque seules se font entendre et surtout les plus bruyantes. La république est proclamée dans les chefs-lieux de canton et dans presque toutes les communes (3).

A Condom, le sous-préfet Péraldi reçut le matin du 26 la dépêche du 25 annonçant un gouvernement provisoire. A 9 heures, Laterrade, maire depuis le 7 février, et Péraldi lurent sur la place cette dépêche et une proclamation invitant les citoyens à se rendre dignes de la liberté par l'ordre, et le calme. Entourés d'une foule criant *Vive la République !* ils parcoururent les principales rues pour notifier aux Condomois les événements de Paris. Laterrade et les deux adjoints Lavergne et Sentex convoquèrent à la mairie pour le lendemain dimanche les gardes nationaux afin qu'ils élisent leurs officiers, sous-officiers et caporaux. Une commission de 4 membres, — Lamarque et Daulhième, avocats, Duputz, négociant, Dufau, commandant de la garde nationale, — s'installa. Le 28 mars, le sous-commissaire lui adjointra 10 membres. Cette commission nomma aussitôt des délégués dans les cantons d'Eauze, Valence, Montréal,

(1) Arch. du Gers. *M. Com. prov.*, 1848 Rapport de la com. prov. de Mauvezin, 6 mars. — *Le Républicain*, 2 avril. Lettre de Belot.

(2) *Opinion*, 7 mars.

(3) Arch. du Gers, *M. Com. prov.* 1848. Rapport de la commission, 6 mars.

Nogaro, Cazaubon pour surveiller et hâter la réorganisation municipale de l'arrondissement (1).

A Lombez, la dépêche du 25 parvint le matin du 26 à la sous-préfecture. Le sous-préfet Campagnole la transmit aussitôt aux maires des principales communes en invitant les fonctionnaires à rester à leur poste pour maintenir l'ordre et la tranquillité. La municipalité légitimiste de Lombez notifia le nouveau régime aux habitants par une proclamation recommandant le calme, le respect des personnes et des propriétés et finissant par le cri de *Vive la République !* Deux assemblées populaires se tinrent le soir du 26 et le matin du 27. Le préfet s'y rendit et se fit acclamer, affirme-t-il, en déclarant qu'il resterait patriotiquement à son poste jusqu'à son remplacement légal » (2). Il comptait probablement être maintenu, et il remplaça Philippe et Hubert Becanne, maire et adjoint démissionnaires et chefs du parti légitimiste à Lombez, par deux républicains, Vignola et Dufaur, conseillers municipaux. L'assemblée populaire nomma une commission provisoire de 5 membres : Vignola, pharmacien, Bouisse, plâtrier, Palmouriès, Rotis et Verdaulon, propriétaires. Vignola fut délégué par Alem-Rousseau aux fonctions de sous-préfet provisoire. Le 7 mars, Campagnole écrivait que le gouvernement républicain avait été proclamé sans résistance dans tout l'arrondissement et que la garde nationale avait été réorganisée à Lombez (3). — A l'Isle-Jourdain, un groupe de républicains s'est réuni le 29 février et, « attendu l'insouciance que la municipalité témoigne à l'égard du gouvernement

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.* 1848. Rapport de Daulhième, 6 mars. — *Opinion*, 4 mars. — Les 10 nouveaux membres de la com. prov. nommés le 28 mars : Dubarry, médecin, maire; Sentex, négociant; Fillol, vétérinaire; Dubouch, menuisier; Bellamy, teinturier; Thore, avocat; Lavergne, propriétaire; Lestrade, maréchal-ferrant; Mollo, fondeur; Malaurens, vétérinaire.

(2) Arch. du Gers. *Com. provisoires*, 1848. — Lettres de Campagnole à A.-Rousseau, 26 et 28 février; — proclamation de la municipalité.

(3) Arch. du Gers, *M. Com. prov.* 1848. — Arrêtés et rapport de Campagnole, 26 et 29 février, 1^{er} et 7 mars. — Arch. de la guerre *Corresp. gén.* — A.-Rousseau à min. de la guerre, 4 mars.

républicain et l'impatience des habitants de cette ville si patriotique », il a délégué à Alem-Rousseau deux de ses membres, — Roussillon, médecin, et Délieux, propriétaire, — à l'effet de confier l'administration provisoire de la ville à des « républicains éprouvés qui puissent remplir les vœux de la population par une manifestation imposante en proclamant le gouvernement de la République (1) ». Un arrêté d'Alem-Rousseau, du 1^{er} mars, nommait une commission de 7 membres : Roussillon, médecin, Castillon, propriétaire, ex-président du banquet réformiste, Meilhon, bourrelier, Dubarry, pharmacien, Dorbes, propriétaire, Délieux Maurice, négociant. La commission prêta serment à la République et nomma Roussillon président. La République fut proclamée le 5 mars au milieu des acclamations et au chant de la Marseillaise (2). — A Samatan, le conseil municipal escorte le maire à la proclamation de la république, mais il n'est pas d'avis de convoquer la garde nationale afin d'éviter une dangereuse « effervescence » (3).

Ainsi, à Auch et dans tous les chefs-lieux de canton, le nouveau régime a été proclamé sans susciter des protestations ni des résistances. Les municipalités censitaires se sont retirées spontanément pour céder la place à des commissions provisoires. Ce changement s'est opéré pacifiquement et, parfois même cordialement, comme à Condom où, sur la proposition de la commission provisoire qui a félicité et remercié l'ex-maire Laterrade de sa conduite au 26 février, la municipalité démissionnaire consent à se charger de l'état civil.

Ces commissions se recrutent parmi les républicains de la veille et surtout les représentants de l'opposition dynas-

(1) Arch. du Gers. *M. Com. prov.* 48. La pétition est signée de Délieux, Dorbes, Reynaud, médecin, Daurieux, Macary, Pic, Bajon, Reynaud, Castillon, ex-président du banquet réformiste, Marsolan, Ducasse, Reynaud, Despic, Bernières fils, Laporte, Dubarry, Praviel, J. Dorbes, Duplan, Perpignan, Aug. Dur, Darolles, Délieux, Lamothe, Montin, Larègle.

(2) *Ibid.* — Rapport de Roussillon, 3 mars. — *Opinion*, 11 mars.

(3) *Ibid.* — Rapport de Larriale, 1^{er} mars.

tique. Presque toutes sortent de l'acclamation populaire, ou, plus exactement, ont été désignées par des groupes ardents, endoctrinés et menés par quelque démocrates résolu; quelques-unes comme celles de Mirande et d'Auch, sont élues ou complétées par la garde nationale. Le nombre des commissaires n'a pas été en rapport avec l'importance numérique des municipalités démissionnaires. Ces commissions, de formation populaire, soudaine et spontanée, dont la force et la légitimité résident dans l'assentiment de l'opinion, sentent le besoin de s'associer des hommes dont le passé, la situation sociale, la notoriété, les gages donnés au nouvel ordre de choses, leur apportent une force morale. Voilà pourquoi le nombre des commissaires varie de jour en jour et de ville en ville. Il ne se fixera qu'après le 15 mars, quand l'administration nouvelle aura reconnu et sanctionné les pouvoirs des commissions provisoires. Dès le 4 mars, elles comptent 4 membres à Condom, 6 à Lombez, 7 à Fleurance et à l'Isle-Jourdain, 8 à Lectoure, 9 à Mirande et à Auch. Pour accroître leur force morale, apaiser des dissentiments ou prévenir des divisions, le commissaire du département leur adjoindra des membres (1).

Les hommes de loi, notaires, avoués et surtout les avocats jouent dans ces commissions un rôle prépondérant par leur nombre, l'autorité, les connaissances politiques et administratives, l'habitude de la parole. Ainsi à Mirande, 4 commissaires sur 9 sont avocats. On compte 3 avocats dans chacune des commissions municipales d'Auch, de Condom et de Lectoure, 1 à Lombez, ce qui porte à 14 le nombre des avocats membres des commissions provisoires dans les 5 chefs-lieux d'arrondissement. Si l'on observe qu'Alem-Rousseau est préfet provisoire et Canteloup président de la commission d'Auch, que deux autres avocats, Corrent-Labadie et Lacomme, seront membres de la nouvelle commission départementale, on peut conclure que dans le Gers le barreau est à la tête du mouvement démocratique.

(1) Arch. du Gers. *M. Com. provisoires*, 48. — Rapports des commissions; liste des membres des com. prov.



Le 29 février, un arrêté de Ledru-Rollin révoquant le préfet de St-Marsault, nommait Joly commissaire du gouvernement dans le Gers (1). Ancien procureur à Montpellier et député de Limoux, révoqué par Casimir-Périer, ensuite député de Toulouse où il organisa le banquet réformiste du 2 janvier 1848, ami de Ledru-Rollin, Joly a été nommé commissaire-général de la Haute-Garonne et du Gers. Il délégua ses pouvoirs pour le Gers à Pégot-Ogier, avocat, membre de la commission départementale de la Haute-Garonne. Pégot prit possession de la préfecture à Auch le 6 mars (1).

L'arrêté du 5 mars, nommant Pégot-Ogier, commissaire-délégué dans le Gers, s'inspire déjà des mêmes préoccupations que la circulaire célèbre de Ledru-Rollin, du 12 mars. Il éveille les mêmes inquiétudes et encourra les mêmes reproches du journal conservateur. Il révèle aussi l'impuissance de la commission départementale à organiser et coordonner l'action des autorités révolutionnaires. Voici le texte de l'arrêté :

Considérant qu'il est essentiel de prendre des mesures d'ordre pour régulariser l'action du pouvoir départemental du Gers ;

Que, s'il est reconnu qu'une commission départementale s'est constituée à Auch et y a proclamé le gouvernement républicain, il est vrai aussi que *divers arrondissements de ce département résistent à cette autorité départementale* ; qu'ainsi, il est démontré qu'elle n'a pas l'influence nécessaire pour organiser les autorités révolutionnaires et concourir avec elles à la propagation des doctrines qui doivent assurer le succès des prochaines élections,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article premier. — Le citoyen Pégot-Ogier, membre de la commission départementale de la Haute-Garonne, est délégué par nous pour se transporter dans le département du Gers, muni des pleins pouvoirs qui nous ont été transmis par le citoyen ministre de l'Intérieur.

Article 2. — Il sera libre de casser toute commission départementale, d'arrondissement ou municipale et d'en nommer d'autres à leur place, sans avoir d'autres règles à suivre que son amour du

(1) Arch. du Gers. Com. prov. 48. — Copie de l'arrêté de Ledru-Rollin.

(1) *Opinion*, 7 mars. — *Bul. de l'adm. rép.*, n° 2, 7 mars.

bien public et son dévouement à la cause démocratique. En conséquence, il éloignera tous les hommes qui n'ont point donné à la révolution des gages suffisants et dont la conduite et les antécédents pourraient paraître équivoques...

Article 3. — Nous nous réservons seulement le droit d'approuver et de ratifier les choix qu'il aura faits.

Article 4. — Il fera immédiatement procéder à l'organisation des gardes nationales dont nous nous réservons d'aller constater par notre présence l'organisation, l'armement et le bon esprit.

Article 5. — Notre délégué réorganisera toutes les mairies, nous désignera les juges de paix dont l'influence pourrait être funeste au gouvernement.... (1)

Ainsi ce décret conférait au commissaire délégué des pouvoirs dictatoriaux et, en particulier, un droit à peu près illimité de révocation.

Pégot-Ogier se heurte d'abord à une assez grave difficulté (2).

La commission municipale d'Auch était mécontente et divisée. Après la désignation d'Alem-Rousseau comme préfet provisoire, Canteloup avait obtenu difficilement la présidence de la commission : distant, autoritaire, il déplaisait. Il voulait tout décider par lui-même; mais ses collègues n'entendaient pas se laisser déposséder ni abdiquer entre ses mains. De là, des tiraillements. Quelques partisans de Canteloup, pour écarter Alem à qui la commission désirait confier la mairie, circonvinrent Pégot-Ogier dès son arrivée à Auch, et Pégot obtint d'Alem qu'il se retirât à la campagne. Mais la commission s'irrita de ce départ où elle vit un ostracisme déguisé et une atteinte à son indépendance. Elle démissionna. Les officiers de la garde nationale partageaient l'irritation de la commission et, dans leur visite au commissaire du gouvernement, ils marquèrent leur surprise et leurs regrets de l'éloignement d'Alem. Afin de couper court à toute dissension, Pégot-Ogier maintint la commission provisoire et lui adjoignit Brux-Amade et le boulanger Darré; il se hâta de rappeler

(1) *Bulletin de l'adm. rép.*, 7 mars.

(2) Arch. du Gers. — *Municipalités 1843-48, Arr. d'Auch.* — Pégot-Ogier à Archevêque et à général, 8 mars.

Alem qu'il nomma par arrêté maire provisoire en raison « des services importants rendus au département » (1).

A son retour, Alem fut reçu à l'entrée de la ville par un détachement de la garde nationale et par ses amis « qui étaient allés à sa rencontre avec un fauteuil décoré de lauriers ». « Le maire, écrit l'*Opinion*, a eu l'esprit et la modestie de ne pas s'asseoir sur ce trône. Arrivé sur le perron de l'hôtel de ville, il a prononcé quelques paroles de remerciement à la foule qui lui avait fait cortège (2) ».

Canteloup qui convoitait la mairie fut fort dépité par la nomination d'Alem. Il s'en prit d'abord à Pégot-Ogier dont il dénonçait le « modérantisme » à Joly.

Vous savez, lui écrivait-il le 12 mars, que le citoyen Pégot-Ogier m'a dépossédé de la présidence sans motifs, si ce n'est de créer la mairie d'Alem... Il se dit ici que votre délégué s'appuiera sur les prêtres et la noblesse, que l'archevêque lui a recommandé Alem, que la noblesse dit hautement qu'elle aura Henri V, etc.. Tout cela veut dire que nous sommes loin d'être d'accord avec le pouvoir organisé de la Révolution. Je n'entends dénoncer personne, mais mon patriotisme me fait un devoir de vous avertir de ce qui se passe ici ».

Cette attitude de Canteloup provoqua dans le parti républicain une scission qui se traduira par de sourdes luttes d'influence et des rivalités personnelles aux élections à la Constituante (3). Dès le 3 mars, le journal *La Réforme* de Condom, reprochait à la commission présidée par Alem de vouloir « imposer au pays des agents barotistes ». C'était déjà la discorde parmi les républicains.

Pégot nomme une commission départementale de 3 membres : Corrent-Labadie et Lacomme, avocats, Saint-Martin fils, avoué. Leurs fonctions sont celles des anciens conseillers de préfecture. Par arrêté il délègue Ducos à la sous-

(1) Arch. du Gers. — *M. Clubs et élections 1848*. Lettre imprimée de Molas, contresignée par 9 membres de la commission provisoire. — *M. Municipalités 1843-48*. — Minute de l'arrêté nommant Alem, maire d'Auch.

(2) *Opinion*, 11 mars.

(3) Arch. du Gers. *M. Clubs et élections*. — Lettre imprimée de J. Canteloup à Joly, 12 mars. — *M. Police, Compte moral et politique 1848*. — Belliard à Pégot-Ogier 19 avril 48. — Archives de la Guerre. *Correspondance*, mars 1848. Alem-Rousseau à min. de la guerre, 5 mars. — *Le Républicain*, 2 avril.

préfecture de Mirande, Lamarque à Condom, Carbonneau à Lectoure; à Lombez, l'avocat Sahuqué avait remplacé le sous-préfet Campagnole (1). Hormis les sous-préfets qui ont démissionné ou seront révoqués, tous les fonctionnaires restent à leur poste et adhèrent au nouveau régime. Le commissaire délégué recommande qu'on assure partout du travail aux ouvriers et qu'au nom du « grand principe de fraternité », on observe le décret limitant à 11 heures la durée du travail dans les usines, ateliers, manufactures. Il exhorte fréquemment tous les citoyens au paiement anticipé de leurs contributions pour permettre au gouvernement de triompher des graves difficultés financières (2).

Par arrêté du 16 mars, Régot-Ogier suspend Cassassoles, procureur à Auch. Il révoque un certain nombre de fonctionnaires suspects d'hostilité ou de tiédeur envers le nouveau régime, et, notamment les 3 conseillers de préfecture, le commissaire de police de Vic-Fezensac, Escousse, 17 juges de paix (3). Ces révocations et changements ne vont pas sans quelques protestations.

Le remplacement à l'Isle-Jourdain et à Cologne des juges de paix Thoulouse et Delibes par Cyr St-Laurent et Mouchet « a jeté la stupeur parmi les patriotes », écrira le 19 mars le sous-commissaire de Lombez; Mouchet surtout « a servi la réaction Guizot aux dernières élections, c'est un des plus énergiques agents de la corruption. Les citoyens intègres de ces deux cantons sont tristes et découragés de voir que les hommes du lendemain cherchent à exploiter la révolution qui ne doit avoir que des serviteurs purs de tout antécédent fâcheux... » Le sous-commissaire propose de les remplacer par Guillomède, maire de Cologne, « patriote pur, désintéressé, intelligent », et par Castillon, maire de l'Isle-Jourdain, « qui dans un temps où l'on comptait les républicains, n'a jamais hésité à manifester ses croyances politiques,.... doué d'une grande rectitude d'esprit ».

(1) *Opinion*, 11 mars. Arrêté du 9 mars.

(2) Bulletin de l'adm. républ. (Recueil des actes adm.) 1848, n° 3.

(3) Juges de paix révoqués : Tarbouriech et Bissières (Auch nord et sud), Castaing (Gimont), Lagrange (Saramon), Lasmezas (Jegun), Duran (Vic-Fezensac), Daurensan (Aignan), Malbois (Samatan), Thoulouse (Isle-Jourdain), Delibes (Cologne), Sautiran (Montréal), Daydie (Eauze), Goulard (Mauvezin), Cahuzac (Fleurance), Describes (Miradoux), Duvergé (Lectoure). *Opinion*, 19 mars. — *Le Républicain du Gers*, 17 et 19 mars. — Arch. du Gers C. mor. et polit. 1848, Liste des fonctionnaires révoqués.

La commission provisoire de Saramon estime que le nouveau juge de paix « très gentil, bien élevé, apte à ses fonctions », est trop jeune et ce fonctionnaire aurait dû être choisi parmi les habitants de la localité. En conséquence, la commission et les officiers de la garde nationale demandent à Pégot-Ogier de lui substituer un habitant de Saramon (1). A Gimont, la nomination de Fauré en remplacement du juge de paix Castaing, provoqua des manifestations hostiles, le dimanche 19 mars, jour du tirage au sort. Fauré ne put pénétrer dans la salle de la justice de paix et dut rentrer chez lui sous les huées. Une protestation fut aussitôt rédigée contre sa nomination et il démissionna le soir même (2). Le 21 mars, Ducos, sous-délégué de Mirande, signalait à Pégot-Ogier que les révocations de juges de paix risquaient de soulever l'opinion :

Il y a une huitaine, vous m'écriviez au sujet des juges de paix. J'ai cru devoir pressentir l'effet que produirait leur révocation. Si des candidats conservateurs étaient mis en avant, tout le monde reconnaîtrait qu'il y a lieu de les remplacer; dans le cas contraire, leur révocation serait généralement blâmée (3).

Ainsi averti par les sous-commissaires de Lombez et de Mirande, par les plaintes de la commission de Saramon et les démonstrations des Gimontois, Pégot-Ogier se borna à cet holocauste de 17 juges de paix.

II.

Pégot-Ogier a remplacé les 4 sous-préfets par des délégués ou sous-commissaires qui s'absorbent aussitôt dans la réorganisation républicaine des municipalités en vue des élections à la Constituante. Par des rapports quotidiens ils tiennent Pégot au courant de cette vaste opération politique et administrative.

(1) Arch. du Gers. *M. Com. provisoire*, 48, arr. de Lombez.

(2) Le Franc-Républicain, 28 mars.

(3) Arch. du Gers. *M. Clubs et élections* 1848. Ducos à P. Ogier, 21 mars.

A Condom, la commission provisoire a délégué des commissaires dans chaque canton : Duprom à Valence, Gounon à Eauze, Sansot à Montréal, Pandelé à Nogaro, Labarthe-Vacquier à Cazaubon.

Ils avisent la Commission de Condom que « partout la république est accueillie favorablement le plus souvent avec enthousiasme, nulle part avec répugnance... Mais les maires presque partout, n'était l'action des commissaires cantonaux, tendraient à comprimer l'élan républicain au lieu de le propager... Il faudra, pour refaire complètement l'esprit public... ramener dans les municipalités les hommes à sentiments droits, probes et conscieucieux (1). »

Lamarque, avocat, rédacteur en chef de l'*Etoile d'Aquitaine*, journal républicain, fait afficher l'arrêt du 7 mars qui le nomme sous-commissaire du gouvernement provisoire à Condom et, à dater du 9 mars, nomme le conseil d'arrondissement (2), les commandants des gardes nationales (3) et les commissions provisoires de toutes les communes. Il adresse à Pégot-Ogier un état de propositions « pour organiser le parquet et les justices de paix de l'arrondissement ». Il écrit le 10 mars : « Le gouvernement républicain est entouré partout des plus vives sympathies ». Pour ses choix et notamment pour la composition des commissions, il consulte ses amis politiques, les délégués cantonaux, les républicains des chefs-lieux de canton et des communes rurales. Le 11 mars, il déclare avoir déjà reçu « plus de 200 personnes venues des divers points de l'arrondissement ». Il envoie chaque jour à Pégot-Ogier la listes des communes organisées (4).

A Lombez, la nomination de l'avocat Sahuqué, aux fonctions de sous-commissaire, provoqua des démonstra-

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. Rapport de Daulhième, 6 mars.

(2) Il est composé d'Henri Duffau et Jean Durrey, propriétaires, Daulhième avocat et Duputz, négociant.

(3) Les commandants de garde nationale sont à Condom, H. Duffau, « patriote très estimé », à Montréal, Bezief, off. de santé, « patriote plein de zèle », à Nogaro, Dessaut, avocat. (*Opinion*, 14 mars).

(4) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848. — 7 rapports de Lamarque à P. Ogier, du 13 au 23 mars. — *Opinion*, 14 mars.

tions hostiles, et Sahuqué démissionna le 11 mars, après avoir nommé la municipalité provisoire de Samatan. Cinq communes, — Samatan, Monferran, Touget, Encausse, Pujaudran, — ont proclamé la république et avisé le sous-commissaire; d'autres ont suivi leur exemple sans l'annoncer officiellement (1). — Vignola, le maire provisoire de Lombez, a remplacé à la sous-préfecture Sahuqué démissionnaire, mais il se plaint à Pégot-Ogier et demande qu'on hâte l'arrivée du successeur de Sahuqué. Il écrit le 15 mars :

Les affaires de l'arrondissement sont ici en souffrance, votre délégué n'étant pas encore arrivé, l'opposition agit et moi, malgré ma bonne volonté, je ne puis révoquer ni nommer de nouveaux maires, n'ayant pas de pouvoir pour cela. Il est temps, citoyen, que ce provisoire cesse, sinon, l'élection serait gravement compromise dans notre arrondissement... J'ai reçu plusieurs députations des communes rurales. J'ai pris note des noms influents et dévoués (2).

Un arrêté du 18 mars nomma l'avoué Dufaur sous-commissaire à Lombez. Il écrit le 19 mars à Pégot-Ogier :

J'ai organisé révolutionnairement 8 communes de l'arrondissement... Une commission municipale a été formée dans chacune. Il reste beaucoup à faire pour que l'influence du pouvoir ne se fasse pas sentir aux élections contre les candidats républicains. J'espère mener à bonne fin l'œuvre démocratique à laquelle vous m'avez associé. Partout où je verrai une municipalité dont les antécédents seront équivoques, je la dissoudrai afin de la réorganiser dans un sens patriotique.

Les municipalités dissoutes étaient Giscaro, Laymont, Saint-Soulan, Espaon, Garbic, Frégouville, Polastron et Monbrun. Dufaur a profité de la tournée de recrutement pour enquêter sur les 3 cantons de Cologne, l'Isle-Jourdain, Samatan. L'arrondissement lui paraît « animé des meilleurs sentiments pour la République ». Tous les maires ont compris « l'utilité d'asseoir solidement la République » et lui ont promis leur concours. Sur les maires, il a consulté les comités électoraux et les commissions municipales et son avis est « qu'il y a peu de changements à opérer ». On a fait trop de mutations et il a

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.* 1848. — Sahuqué à Pégot-Ogier, 11 mars.

(2) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.* 48. Vignola à Pégot, 5 mars.

dû rapporter certaines nominations de maires et d'adjoints signalés à tort comme populaires : ces choix maladroits avaient mécontenté les populations. Il se propose de visiter les communes mécontentes, d'assembler les habitants et de nommer des commissions désignées ou agréées par eux (1).

Belliard, avocat à Lectoure, remplaça Dufaur le 28 mars. Pégot-Ogier avait voulu confier à un homme modéré, habile, délié, étranger à la région et libre de toute attache gênante, la difficile mission d'organiser républicainement, en vue des élections très prochaines, un arrondissement fortement conservateur et légitimiste. Dès son arrivée, Belliard s'occupe de constituer les commissions provisoires et, pour ses choix, il se renseigne auprès des percepteurs.

La plus grande partie des communes est tranquille, écrit-il à Pégot-Ogier, le 2 avril. Les seules qui me donnent des inquiétudes sont celles où l'on a formé des administrations provisoires. J'ai dû déjà rapporter un arrêté pris par M. Dufaur, d'accord avec lui et constituer une nouvelle municipalité provisoire à Pujaudran. Je vais être obligé d'en rapporter d'autres. M. Dufaur avoue qu'il s'est trop pressé; on l'a trompé. Ces erreurs ont causé une grande agitation dans les esprits. Heureusement que j'ai encore 21 jours avant les élections; j'espère que tout sera calmé... Ne vous attendez pas à me voir choisir dans les communes de vieux républicains, des démocrates purs. Il n'y en a pas 10 dans l'arrondissement. La grande influence d'opposition était l'influence légitimiste. Il y avait quelques radicaux, le reste était machinalement ministériel. Aussi serai-je obligé de prendre les moins mauvais. Je ne vous ai promis qu'une chose, tenter le possible.

Belliard s'efforcera donc avant tout de ne pas inquiéter ou irriter par des choix maladroits une population conservatrice qui ne vient que timidement à la république (2).

A Mirande, au lieu de nommer les commissions municipales, le sous-commissaire Ducos et la commission administrative ont estimé que l'élection des municipalités, même provisoires, était la conséquence pratique et inévitable de la proclamation de la souveraineté du peuple. En vue

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.* — Dufaur à Pégot, 19^e mars.

(2) *Ibid.* — Belliard à Pégot, 2 avril.

de ces élections, Ducos a adressé une circulaire aux maires de l'arrondissement et, le 22 mars, Boussès, le délégué de la commission administrative, remplaçant Ducos alors en tournée de revision, écrit à Pégot-Ogier que presque toutes les municipalités sont constituées. Elles ont été élues; mais la commission administrative s'est réservé la nomination des maires et adjoints et le soin de casser ou de modifier les commissions provisoires qui appuieraient des candidatures nettement conservatrices ou monarchistes. Ainsi, à la nouvelle que Paul Laplagne, fils de l'ancien ministre de Louis-Philippe, était candidat aux élections à la Constituante, la commission administrative a décidé de maintenir l'ancien maire de Marciac s'il est disposé à combattre Laplagne; s'il patronne ce candidat, non seulement il ne sera pas désigné comme maire, mais la municipalité provisoire « sera cassée et remplacée par une nouvelle où entreront les deux ou trois républicains de la commune ». Et le 28 mars, Ducos écrivait à Pégot-Ogier :

Toutes les municipalités sont organisées. Pour organiser la mairie de Marciac, nous avons cru devoir nous affranchir des règles ordinaires. L'ancien maire avait réuni à l'élection le plus grand nombre de suffrages. Nous avons cru devoir confier la mairie au citoyen Tenet bien connu pour ses opinions démocratiques. Nous avons introduit dans la commission le citoyen Lacoste, bon patriote, bien qu'il n'ait réuni qu'une quarantaine de voix, en remplacement de Lasserre, percepteur. La commission administrative a cru devoir faire ces modifications pour combattre la candidature d'un membre de la famille Laplagne.

Ainsi, dans l'arrondissement de Mirande, la commission administrative, tout en invitant les communes à élire des commissions provisoires, s'attribue la nomination des maires et adjoints et le droit de modifier ou de casser les commissions, le souci d'assurer des élections républicaines lui ayant paru un motif légitime de retrancher sur le principe de l'élection (1).

Dans l'arrondissement d'Auch, Pégot-Ogier avait chargé certaines commissions provisoires des chefs-lieux de can-

(1) Arch. du Gers. *M., Police, Compte mor. et polit.*, 1848. — Ducos et Boussès à P. Ogier, 11, 21, 22 et 28 mars.

ton et quelques républicains notables de lui désigner « les citoyens les plus aptes aux fonctions de maire dans les communes du canton et qui représentent le mieux les idées démocratiques ». Pour la formation des commissions provisoires et la désignation des maires, il a procédé généralement et d'abord par voie de nomination (1).

En résumé, dans le Gers, la réorganisation municipale s'est faite sans règle générale ni plan d'ensemble. Dans les arrondissements d'Auch, de Condom et de Lombez, les municipalités provisoires ont été désignées soit par acclamation, soit par l'élection ou nommées directement par le commissaire ou les sous-commissaires; — à Mirande, le sous-commissaire et la commission administrative ont prescrit pour chaque commune l'élection au suffrage universel d'une commission provisoire, mais en se réservant la nomination des maires et le droit de modifier ou de casser les commission élues. Nulle part, on n'a osé recourir franchement, hardiment à l'élection par le suffrage universel : l'administration redoute les influences contre-révolutionnaires, l'inexpérience et le défaut d'éducation politique des électeurs. Elle a vu dans la réorganisation ou le renouvellement des municipalités la condition d'élections républicaines et une opération décisive pour l'avenir du régime. Là est la raison de sa prudence et de sa défiance à l'endroit du suffrage universel hâtivement appliqué à la républicanisation municipale des communes.



Nous avons décrit la réorganisation des sous-préfectures par la nomination de sous-commissaires, agents politiques directs remplaçant les sous-préfets et chargés d'asseoir, de consolider le nouveau régime par l'installation de commissions provisoires républicaines dans les communes. Nous savons qu'ils ont opéré selon des procédés divers, avec une initiative et une indépendance à peu près com-

(1) Arch. du Gers: *Com. prov.* 1848. — Com. prov. de Vic-Fezensac à P. Ogier, 15 mars 48. — Lettres de Molas à Pégot-Ogier, 4, 5, 11 et 12 mars.

plètes. Il nous reste à examiner dans les communes rurales l'accueil fait au nouveau régime, l'agitation provoquée par la révolution, les changements dans le personnel municipal.

Pour introniser la république, empêcher tout désordre, aboutir à une réorganisation pacifique et rapide, enfin et surtout pour préparer des élections républicaines, condition d'avenir du nouveau régime, le premier soin de l'administration fut d'installer partout d'urgence des autorités et d'organiser une force armée, à la fois populaires et sincèrement républicaines. Dans la plupart des chefs-lieux la république avait reçu une adhésion enthousiaste et, spontanément, des commissions provisoires, sorties de l'acclamation populaire ou d'un simulacre d'élection, avaient remplacé les anciennes municipalités, tandis que les gardes nationales se réorganisaient par la réélection de leurs officiers.

Les communes rurales imitèrent les chefs-lieux et se conformèrent avec empressement à l'arrêté d'Alem-Rousseau, du 29 février, enjoignant aux maires de proclamer la république, et de réorganiser les gardes nationales.

Mais l'arrêté n'assignait ni date ni règle à ces deux opérations; il était muet sur les commissions provisoires. Aussi, au début de mars, dans les communes rurales, la proclamation de la république, la réorganisation des gardes nationales et la formation de commissions provisoires se firent à des jours différents, un peu au hasard des impulsions et des circonstances locales, sur l'initiative des maires ou des conseils municipaux, des gardes nationaux ou de quelques groupes d'habitants. Après l'arrivée à Auch, le 6 mars, du commissaire délégué pour le Gers, après la nomination de sous-commissaires d'arrondissement, la réorganisation municipale des communes fut activée, régularisée, complétée.

Un grand nombre de communes lièrent naturellement les trois opérations par où s'inaugurait le régime et, le dimanche 5 mars, dans une réunion générale des habitants convoqués au son des cloches, de la trompe ou du tambour, élu-

rent les officiers de la garde nationale, acclamèrent la république et nommèrent une commission provisoire. Tantôt le maire proclame la république sur la place du village, devant l'église, à l'issue de la messe paroissiale : il lit le *Bulletin de la République* qui contient les dépêches annonçant la révolution parisienne, la proclamation de la commission provisoire d'Auch et l'arrêt du 29 février; il ajoute parfois une allocution où il adjure tous les citoyens de seconder le gouvernement provisoire afin de « maintenir l'ordre et la liberté », devise commune aux républicains et aux conservateurs; tantôt la république est proclamée à la mairie, en séance du conseil convoqué à cet effet; la garde nationale et les habitants assistent ordinairement à cette séance (1).

Dans quelques communes la proclamation du nouveau régime et la formation d'une commission provisoire sont antérieures au 5 mars. Dès le 27 février, à Barran, (Auch-sud) (2), la république fut proclamée à la mairie où la garde nationale et les habitants réunis élurent aussitôt une commission de 8 membres. — Le conseil municipal de Montcorneil-Grazan (Saramon) s'est réuni le 2 mars et a nommé une commission provisoire de 5 membres. — A Aubiet (Gimont) et à Saramon, les maires ont notifié aux habitants le nouveau régime le 1^{er} et le 3 mars. — A Castillon-Massas (Jegun), le 2 mars, 24 habitants se sont réunis dans l'église en construction, — la mairie étant transformée en chapelle — et ont désigné 5 d'entr'eux pour une commission provisoire. A Lavardens (Jegun), le 28 février, les habitants réunis à la mairie ont élus une commission pour remplacer « l'administration déchuë » (3).

Dans quelques localités, — Bazian, Vic-Fezensac, Castéra-Verduzan (Valence), Riguepeu (Vic-Fezensac), — la

(1) Communes de Lasséran, Préneron, Seissan, Monfort, Puy-casquier, Barran, Noilhan, Monbrun, etc., — Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Rapports des maires ou présidents de commission.

(2) Le nom entre parenthèse indique le canton.

(3) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. Rapports de maires ou présidents de Commission.

proclamation de la république a été précédée ou suivie d'un service funèbre en l'honneur des combattants tués à Paris « pour la défense de la liberté » (1).

Cette proclamation a toujours été accueillie favorablement, par des démonstrations plus ou moins chaleureuses ou bruyantes, des cris plus ou moins nombreux et répétés de *Vive la République* ! Aucun procès-verbal, aucun rapport, aucun écrit ne signale la moindre manifestation publique d'hostilité.

Presque tous les maires se conformant à l'arrêté du 29 février, ont pris l'initiative de la proclamation du nouveau régime. Cependant les rapports des commissaires provisoires en désignent quelques-uns qui, par bouderie orgueilleuse, mauvaise humeur, indifférence ou timidité, n'ont pas bougé ou ont attendu qu'on leur forçât la main (2). Ce sont alors des groupes de gardes nationaux ou d'habitants qui ont provoqué un pétitionnement ou la réunion des citoyens ou de la garde nationale (1).

**

Les gardes nationales paraissent la plus sûre garantie du maintien de « l'ordre et de la liberté ». Pour bien des esprits, l'ordre paraissait peu compatible avec la république, et souvent la crainte du désordre et de la guerre civile perce à travers l'enthousiasme oratoire. Les républicains timorés ou conservateurs exaltaient avec une ardeur significative la garde nationale comme la sauvegarde de la liberté et de la tranquillité publique. Le 6 mars, l'adjoint de Monferran (Isle-Jourdain) dans une harangue aux habitants s'exprimait ainsi :

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Rapports de maires ou présidents de commission.

(2) A Saint-Arroman (Masseube), le 29 février, le maire, tout en adressant ses adieux aux habitants, aurait suscité une querelle pour empêcher l'élection d'une commission. — Au Brouilh (Jegun) la municipalité démissionna et le maire ne fit ni convocation ni proclamation. — A Villefranche (Lombez), le 17 mars, le maire et l'ancienne municipalité n'ont pas encore notifié le nouveau régime aux habitants, ni réuni la garde nationale. (Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. St-Arroman, Le Brouilh, Villefranche).

.. La garde nationale sera une des plus belles gloires de notre époque, rendra les plus grands services. Non seulement elle contribuera à rétablir l'ordre toutes les fois qu'il sera troublé, mais encore elle fera respecter tous les droits acquis et toutes les personnes quelle que soit leur opinion. C'est elle qui rétablira la confiance, dissipera les alarmes, rendra la sécurité au commerce et à l'industrie. C'est elle enfin qui, par son moral et sa bonne discipline nous préservera de la guerre civile et de la guerre étrangère.

Et l'allocution se termine par ces mots : « Vive la République ! Vive l'ordre ! » (1).

Par ce même souci de l'ordre, l'administration prescrivit la réorganisation immédiate de toutes les gardes nationales. Mais l'arrêté du 29 février, relatif à cette opération, n'indiquait ni le mode ni les changements. Dans la plupart des cas, on se conforma à la loi de 1831. Chaque officier était élu par les gardes nationaux au scrutin secret uninominal et à la majorité des votants. Quelques maires embarrassés demandèrent des instructions sur la composition de la garde nationale et la formule du nouveau serment. Parfois, la commission provisoire, comme à Montcorneil-Grazan (Saramon), se borna à incorporer par acclamation tous les citoyens de 20 à 60 ans. A Monferran (Isle-Jourdain), l'adjoint remplaçant le maire indisposé, déclara dans une allocution aux habitants que tous les hommes de 16 à 60 ans pourront entrer dans la garde nationale. Presque toujours la réorganisation fut limitée, au début, à la réélection des officiers. Dans la plupart des communes rurales les gardes nationaux n'avaient pas d'uniforme et ne reçurent pas d'armes. Ils mirent un ceinturon par-dessus leurs habits et s'armèrent parfois d'un fusil de chasse pour assister aux cérémonies « patriotiques ».

*
**

Les commissions municipales provisoires n'étaient pas prévues par l'arrêté du 29 février; mais l'exemple des villes et des bourgs, l'initiative de groupes ou de particu-

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. Texte manuscrit de l'allocution.

liers, les sous-commissaires entraînèrent le plus grand nombre des communes à organiser des commissions. Toutefois, près de 200 communes gardèrent leurs anciennes municipalités par fidélité confiante ou défaut d'initiative.

Ainsi à Touget (Cologne) l'adjoint a proclamé la république le 5 mars, le maire Mohic étant malade et incapable de prendre la parole. Dans son allocution, l'adjoint a flétri « l'oppression et la tyrannie du gouvernement déchu », « Il a observé au peuple qu'il lui était loisible de créer une commission provisoire... dans le cas où la municipalité actuelle ne conviendrait pas.. Il a été répondu par le peuple : « Vive M. le Maire ! Vive M. l'adjoint ! Vive la municipalité ! Nous ne saurions être mieux gouvernés. »

— A Villefranche, le 17 mars « le public ne connaît encore de notre grande révolution que les bruits publics ». Il ignore « les actes de notre nouveau gouvernement. Ce serait au maire à leur en donner connaissance, à les leur expliquer, à commencer l'éducation politique de ses administrés. Mais qu'attendre d'une municipalité qui sait à peine mettre son nom, sortie de l'intrigue et de la corruption ?... La garde nationale qui aurait dû être organisée au début ne l'est pas encore. Le maire nous renvoie de dimanche en dimanche et c'est cependant sur elle que repose l'ordre et la liberté... (1) »

La formation des commissions a tantôt précédé, tantôt suivi la convocation et la réorganisation de la garde nationale et souvent les deux opérations ont été liées : la commission provisoire a présidé à la réélection des officiers ou bien la garde nationale réorganisée a nommé la commission municipale. Il semble qu'au début, le plus souvent l'acclamation populaire — soit des habitants, soit de la garde nationale — ait tenu lieu d'élection. Le mode de nomination a beaucoup varié de commune à commune.

A Moncorneil-Grazan (Saramon), c'est le conseil municipal qui a nommé la commission provisoire.

A Lasseube (Auch), le maire a désigné aux habitants convoqués à la mairie trois commissaires qui ont été aussitôt acclamés.

A Puycasquier (Auch-nord), la population s'est partagée en deux groupes : l'un a nommé par acclamation à la mairie une commission provisoire, pendant que l'autre

(1) Arch. du Gers., *Com. prov.*, 1848. — Mongauzy à Pégot-Ogier, 17 mars.

groupe procédait, sous la halle, à la réorganisation de la garde nationale.

A Castillon-Massas (Jegun), le 2 mars, 24 habitants ont désigné 5 d'entre eux pour former une commission provisoire.

A Barran (Auch-sud), le conseil municipal, la garde nationale, les habitants réunis à la mairie ont élu une commission de 8 membres (1).

Dans un grand nombre de communes, les premières commissions ont été élues au scrutin de liste et à la majorité des votants (2). D'ailleurs, l'élection a été vite adoptée comme un mode de désignation plus régulier, plus légitime que l'acclamation; il offrait l'avantage de prévenir toute récrimination ou d'y couper court. Quand Pégot-Ogier ou les sous-commissaires, par suite de divisions ou de troubles, ont dû remanier ou remplacer certaines commissions improvisées au lendemain de la révolution, ils ont procédé par nomination directe et surtout par l'élection.

Le nombre des commissaires a varié, dans les communes rurales; il a été généralement de 5 ou 7; parfois de 9 et même de 11. D'ailleurs bien des commissions ont, par la suite, admis de nouveaux membres pour apaiser quelques mécontents ou satisfaire quelques ambitieux déçus (3). Dans quelques communes, la commission et les gardes nationaux ont prêté serment à la république.

*
**

La réorganisation municipale n'a pas produit des changements dans toutes les communes. Le 15 mai, Couaillac,

(1) Arch. du Gers. *M. Com. prov.*, 1848. — Rapports des maires ou présidents de commission.

(2) *Ibid.*. Barran, Bédéchan, Ordan-Larroque, Lavardens, Monlezun, Cazaux-d'Anglès, Peyrusse-Grande, etc. Rapports des maires ou présidents de commission.

(3) Arch. du Gers. *M. Com. prov.*, 1848. — Listes des membres des commissions dans les divers arrondissements.

le successeur de Pégot-Ogier, demandait aux sous-commissaires un état des modifications apportées dans les municipalités, le recensement des commissions et des maires provisoires. Les états des sous-commissions permettent de dresser le bilan des changements opérés dans les municipalités par la révolution de février.

Dans l'arrondissement de Condom, 28 communes avaient gardé leurs municipalités sans changements. Ces communes étaient les moins peuplées; elles n'avaient guère plus de 500 habitants, sauf Estang (1336 h.), Mauléon (1178), Castelnau-d'Auzan (1658 h.). 55 communes ont formé des commissions provisoires, mais 8 ont conservé leurs maires; 4 communes ont changé le maire tout en maintenant l'ancien conseil.

Dans l'arrondissement de Lombez, on relève des changements dans 23 communes, généralement parmi les plus peuplées, 48 ont gardé leurs municipalités sans changement.

Dans l'arrondissement de Mirande, le sous-commissaire Ducos a invité toutes les communes à élire des commissions provisoires : 103 maires, en fonctions au 24 février, ont été réélus et maintenus; 49 maires ont été révoqués.

Dans l'arrondissement de Lectoure, sur 72 communes, 12 seulement ont eu leur maire et adjoints révoqués et ont formé des commissions provisoires.

Dans l'arrondissement d'Auch, on a noté des changements dans 35 communes sur 85; 27 maires ont été révoqués; 2 ont démissionné; on compte 35 commissions provisoires et 50 communes ont gardé leurs municipalités sans modifications.

Les changements opérés par la réorganisation municipale se résument ainsi : fin mai, sur 467 communes, 289 ont gardé leurs maires d'avant février; 277 ont eu des commissions provisoires et 186 ont gardé leurs anciens maires et conseils municipaux. Ce sont les villes, les bourgs, les gros villages qui ont renouvelé le personnel des municipalités; les communes les moins peuplées, sans

vie politique, ont maintenu leur statu quo municipal par pénurie de candidats, inertie, fidélité confiante ou esprit conservateur (1).

*
**

Le mode de désignation et la composition des commissions provisoires, le maintien ou la destitution des anciens maires ont suscité, dans un certain nombre de communes, des protestations, des divisions et des troubles, peu graves d'ailleurs.

A Saint-Arailles (Vic-Fezensac), le maire Couergou-Beaufort a convoqué pour le 5, à la mairie, les 92 gardes-nationaux de la commune. 64 se sont présentés et ont élu leurs officiers. L'ex-capitaine et l'ex-lieutenant, dépités de n'avoir pas été élus, font circuler une pétition réclamant une commission provisoire et, le 8 mars, ils réunissent une trentaine d'habitants qui désignent 5 d'entre eux pour une commission d'où le maire est exclu. A la plantation de l'arbre de la liberté, les ex-officiers de la garde-nationale se sont plus à narguer et à humilier le nouveau capitaine par leur attitude et leurs propos. Mais la majorité des habitants a protesté à son tour auprès de Pégot-Ogier en attribuant à une poignée de brouillons les désordres allégués par les adversaires de Couergou-Beaufort. Pour mettre fin à ce désaccord, Pégot a chargé le maire de Riguepeu de procéder à des élections municipales à Saint-Arailles et Couergou fut réélu (2).

A Riguepeu, (Vic-Fezensac), le maire Sabazan, se disant « républicain depuis 1793 », est vivement combattu par le forgeron et une partie des habitants.

Une pétition, portant 44 signatures, demande à Pégot-Ogier la destitution de ce maire « connu pour sa fourberie et son peu

(1) Arch. du Gers. *M. com. prov.*, 1848. — Commissions municipales de l'arr. d'Auch. — Maires, adjoints et membres des com. provisoires depuis le 25 février. — Etats des changements survenus parmi les fonctionnaires publics de l'arrondissement, etc.

(2) *Ibid.* — Couergou à Pégot, 6 mars, 6 avril; — com. prov. à Pégot, 8 mars; — Maire de Mirande à Pégot, 15 mars; — procès-verbal de l'élection, 9 avril.

d'amour pour la république,.... nommé capitaine par l'Empereur, fait officier de la légion d'honneur par la Restauration et la duchesse d'Angoulême,.... tout dévoué à Louis XVIII,.... rejeté par ses administrés en 1830,.... réintégré par Louis-Philippe ». Le maire riposte qu'il a assisté à une messe de *Requiem* pour les morts de Février, tandis que son adversaire, le forgeron « anarchiste » n'a pas paru à l'église (1).

A Puycasquier (Auch-nord), l'ancien maire avait convoqué la population par affiches et par le tambour pour la réorganisation de la garde nationale. Mais deux ou trois de ses adversaires ont battu la caisse à leur tour et annoncé une réunion pour la désignation d'un nouveau maire. Sous la halle, les habitants se sont partagés en deux groupes, partisans et adversaires du maire. Ces derniers se sont rendus à la mairie et ont nommé une commission de 5 membres, tandis que l'autre groupe élisait, sous la halle, les officiers de la garde-nationale (2).

A Peyrusse-Grande (Montesquiou), les conseillers municipaux qui ne font point partie de la nouvelle commission de 7 membres ont prétendu, au grand embras du maire provisoire, participer à l'administration de la commune (3).

A Roquebrune (Vic-Fezensac), les habitants n'ont élu qu'un seul commissaire; quatre autres noms mis en avant ont été discutés, et pour éviter la discorde, l'élection des autres commissaires a dû être ajournée (4).

A Pessan (Auch-sud), le maire provisoire, Roquemaurel, combattu par trois « perturbateurs », réclame l'admission à la commission provisoire des anciens conseillers municipaux. Son fils n'a pas été élu capitaine de la garde-nationale et Roquemaurel, « désespérant de dissiper les préventions », démissionne le 4 avril (5).

A Monlezun (Nogaro), le 21 mars, une cinquantaine d'habitants pétitionnent pour le changement ou la réélec-

(1) Arch. du Gers. *M. Com. prov.*, 1848. — Maire provisoire Menet adjoint, maire Sabazan, à Pégot, 5, 6, 8, 13, 14 mars; — pétition.

(2) *Ibid.* — Maire, Molas à Pégot, 5 et 12 mars.

(3) *Ibid.* — Maire provisoire à Pégot, 5 mars.

(4) *Ibid.* — Secrétaire de la mairie à Pégot, 6 mars.

(5) *Ibid.* — Roquemaurel à Pégot, 20, 30 mars, 4 avril.

tion de la commission provisoire élue « contre le gré de la majorité ». Le maire riposte en traitant les signataires de « gens tarés » (1).

A Montégut (Auch-nord), 15 habitants ont signé une protestation contre la dissolution du conseil municipal, « très digne d'être maintenu » et contre la nomination du maire Dilhan (2).

Dix habitants de Monferran-Plavès (Saramon), demandent à Pégot-Ogier l'exclusion de Bacon Joseph « tracassier..., capable de mettre la désunion entre les bons citoyens par son caprice et sa méchanceté (3) ».

A Monbrun (Cologne), une pétition a circulé réclamant la destitution du maire et de l'adjoint, le remplacement du curé, la nomination d'une commission nouvelle (4).

A Miélan, Dagé a adressé au commissaire délégué une profession politique de 1839 prouvant qu'à cette époque il était déjà « aux confins de la République ». Une commission provisoire est nommée et il en est le président. Mais, de nombreux habitants pétitionnent contre cette nomination et demandent l'élection d'une municipalité provisoire. Le 19 mars, la mairie est envahie par une foule de protestataires. Dagé propose à la commission de démissionner. Un arrêté du 19 mars désigne Lacomme, membre de la commission départementale pour procéder à Miélan à l'élection d'une commission provisoire qui pourra être nommée par acclamation (5).

Le 27 mars, Pégot-Ogier écrit au maire d'Auradé (Isle-Jourdain) pour le révoquer. Il le tient pour responsable des troubles qui pourraient accompagner cette mesure et une commission est élue le 10 avril (6).

— Dès le 28 février, une commission de cinq membres

(1) Arch. du Gers. *M. Com. prov.*, 1848. — Pétition, 21 mars. — Pégot à maire, 21 mars; — Maire à Pégot, 23, 26 mars.

(2) *Ibid.* — Pétition.

(3) *Ibid.* — Pétition.

(4) *Ibid.* — Maire et Traverse à Pégot, 18, 23 mars.

(5) *Ibid.* — Dagé à Pégot, 11, 19, 20 mars; — pétition, 20 mars; — arrêté, 25 mars.

(6) *Ibid.* — Pégot à maire, 17 mars; — arrêté du 27 mars.

s'est installée à Lavardens (Jegun), « attendu qu'il est urgent de constituer un nouveau pouvoir pour parer à toute éventualité ». Le 16 mars, un arrêté de Pégot-Ogier nomme une nouvelle commission de 7 membres; 2 membres de la première commission ont été écartés; 160 à 170 électeurs mécontents de cette nomination envahissent la mairie et élisent une nouvelle commission destinée à rempalcer celle de Pégot-Ogier. Cette nouvelle commission notifie son élection à Pégot-Ogier par un procès-verbal revêtu de 86 signatures, avec d'énergiques et curieux attendus contre l'intrusion administrative dans le choix des commissaires municipaux :

...Attendu qu'il est un devoir essentiel pour les délégués du gouvernement républicain de consulter dans toute élection municipale la volonté générale d'une population pour fixer son choix,... que la nomination de la commission émanée des attributions du citoyen Pégot-Ogier, a été occasionnée par des données manifestement fausses qui empruntaient les apparences des suffrages, vu que cette commission a un fondement opposé au droit du peuple français reconnu par la République, la population de Lavardens prie le citoyen Pégot-Ogier d'annuler la commission instituée par son arrêté du 16 mars pour lui substituer les membres cités plus haut, donnant ainsi satisfaction à la souveraineté populaire... » Suivent les 86 signatures.

Par cette énergique revendication du droit d'élire la commission, nous voyons que des groupes de citoyens s'insurgent contre les pouvoirs illimités du commissaire et sa prétention d'imposer ses choix aux communes (1).

Un arrêté du 23 mars cassait l'élection d'une municipalité provisoire à Jû-Belloc (Plaisance) le 17 mars, et ordonnait une nouvelle élection.

Le général de brigade Noguès, maire provisoire, rappelle que « le gouvernement provisoire de la république, par le décret du 17 mars interdit aux commissaires départementaux, à moins de nécessité d'ordre public (et ce n'est pas le cas ici) de suspendre et moins encore de remplacer les fonctionnaires républicains qui ont remplacé les fonctionnaires de Louis-Philippe; que ces mesures sortent des attributions des citoyens commissaires départementaux et sont réservés aux citoyens ministres de la Justice et de l'Intérieur. Si de tels exemples prévalaient à Ju-Belloc, un des plus

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Procès-verbal de l'élection et de l'installation d'une com. prov., 18 mars.

dévoués à la république et qui méprise les intrigants, où serait la sécurité du gouvernement provisoire de l'Hôtel de Ville ? » Et Noguès termine ainsi sa lettre : « Je suis commissionné maire de Jû-Belloc et j'adresse copie de cette commission et de votre lettre au citoyen ministre de l'Intérieur. Je ne donnerai aucun avis pour réunir les citoyens que sur de nouveaux avis » (1).

A Jegun, le 5 mars, Saint-Martin, maire depuis 18 ans, a adhéré à la république, mais se sentant suspect, il démissionne le 13 mars, Pégot-Ogier nomme une commission de 7 membres qui prêtent serment à la république et affichent une proclamation. Le 16 mars, le maire provisoire Daubas se plaint des menées de deux familles influentes, — notamment celle de l'ancien maire, — « qui ont pesé depuis 17 ans sur la commune et font trafic de leur influence ». Elles s'efforcent d'ameuter une partie de la population contre la commission provisoire et une délégation nombreuse se rend auprès de Pégot-Ogier pour demander son remplacement. A leur retour, les délégués, entourés de nombreux habitants se rendent chez le maire Daubas qui livre les clefs de la mairie.

La foule envahit aussitôt la salle du conseil et élit une municipalité provisoire de 8 membres. Mais Pégot-Ogier exigea une élection plus régulière et ces 8 conseillers furent réélus (2).

A Giscaro (l'Isle-Jourdain), le 5 mars, dans une manifestation populaire, un conflit éclate entre l'ancien adjoint et le nouveau maire (3).

Au Castéra-Verduzan (Valence), la commission et le maire provisoire Lannelongue, nommés par Lamarque, le sous-commissaire de Condom, déplaisent à la population. Le 16 mars, vers midi, le tocsin sonne et une foule nombreuse se porte sous la halle à l'entrée de la mairie. Elle conspue Lannelongue et la commission, acclame l'ex-maire Matet. La foule se rend ensuite chez Matet, l'entraîne vers

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 8148. — St-Pastou à Pégot, 28 mars; lettre de Noguès, 28 mars.

(2) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Saint-Martin, Daubas, min. de l'int. à Pégot, 5, 9, 16, 18 mars, 18 avril.

(3) *Ibid.* — Secrét. du cons. municipal à Pégot.

la mairie avec son adjoint. Lannelongue démissionne aussitôt et une nouvelle commission présidée par Matet est nommée (1).

Le 30 mars, le délégué du comité républicain de Cadeilhan (Lombez) dénonce, « dans l'intérêt de l'élection », le maire « homme monarchique vendu depuis 18 ans au gouvernement déchu » et propose de le remplacer par Messègue, « jeune homme dont le patriotisme est bien connu » (2).

A Caillavet (Vic-Fezensac), l'ancien maire, Saint-Jeannet, a été maintenu à la tête de la commission provisoire, le 5 mars; mais il a été violemment pris à partie par un nommé Mougès que l'adjoint signale comme « un homme de désordre ». Le 19 mars, Bacqué, nommé maire par Pégot-Ogier, remplace Saint-Jeannet et demande qu'on adjoigne 8 nouveaux membres à la commission.

A Barran, (Auch-Sud), une commission de 8 membres nommée le 27 février a mis à sa tête l'ancien maire de Ferbeaux et son adjoint. Pégot-Ogier confirma ces nominations. Mais de vives discussions éclatèrent sur l'organisation de la garde nationale. Le maire et la commission sentant leur impopularité démissionnent et, le 19 mars, 230 électeurs de Barran désignèrent une nouvelle commission (3).

A Bazian (Vic-Fezensac), le 13 Mars, les habitants élurent une commission et chassèrent l'ancien maire qui s'efforçait de « semer la division » (4).

Le 5 avril, la commission administrative de Mirande proteste contre la nomination de Barre et de Vidaloque aux fonctions de maire et d'adjoint de Bassoues : le premier est légitimiste et le second « dévoué au gouvernement déchu ». La religion de Pégot-Ogier a été surprise », écrit

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Lamarque, Lannelongue, Rêdout à Pégot, 16, 17, 18, 19 mars.

(2) *Ibid.* — Bigot à Pégot, 30 mars.

(3) *Ibid.* — *Com. prov. de Ferbeaux, Ayguebelle à Pégot*, 16, 19, 25 mars; — p.-v. de l'élection.

(4) *Ibid.* — *Com. prov. à Pégot*, 13 mars.

la commission qui redoute un conflit du maire et de la commission provisoire (1).

A Aubiet (Gimont), le maire, Amade, a proclamé la république le 29 février. Il a invité la garde nationale à s'organiser « afin de maintenir le bon ordre ». Il a donné les clefs de la mairie au commandant et s'est retiré. Les gardes nationaux ont aussitôt nommé par acclamation une commission provisoire formée de l'ancien maire Amade, de l'adjoint Biane et du doyen du conseil municipal Mouton. Le 5 mars, la commission convoque la garde nationale qui élit sous la halle ses officiers. Le soir, bal à la mairie. Le surlendemain, le mardi-gras, 7 mars, à 1 heure de l'après-midi, une foule bruyante s'amasse sous la halle. On daube violemment sur la commission provisoire qui ignore ce rassemblement. Un habitant pérore contre la désignation irrégulière de la commission. Les commissaires avertis se mêlent à la foule et s'efforcent d'apaiser les mécontents; ils s'engagent à convoquer tous les habitants à l'effet de compléter la garde nationale et d'élire une commission définitive. En attendant, Amade propose à Pégot-Ogier d'adjoindre à la commission 6 nouveaux membres dont 3 appartiennent au conseil de fabrique et sont poussés par un jeune prêtre. Mais 5 refusent : ils ont réclamé l'élection par la totalité des habitants; ils ne sauraient accepter la désignation par le commissaire délégué sans encourir le soupçon d'ambition personnelle. Un arrêté du 25 mars nomme membres de la commission Bonne-maison, Alem, Martet, Dubos, Meau (2).

A Saint-Arroman (Masseube), le maire, Lacoste, pour conserver ses fonctions, s'efforce d'empêcher la nomination d'une commission. Mais l'adjoint, Verdier, se rend à Mirande et reçoit du sous-commissaire l'ordre d'inviter le maire à procéder à la réorganisation de la garde nationale et à l'élection d'une commission provisoire. Si le maire

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.*, 1848. — *Com. administ. de Mirande à Pégot*, 5 avril.

(2) *Ibid.* — Amade, *com. prov. Dieuzaide, Mendousse, etc., à Pégot*, 5, 14, 17, 18, 19, 23 mars.

refuse, Verdier agira à sa place. Lacoste ayant démissionné, Verdier convoqua les électeurs et 53 propriétaires élurent une commission et les officiers de la garde nationale (1).

Le 1er mai, les habitants de Saint-Martin (Nogaro), réclament une commission élue pour remplacer les commissaires nommés par l'administration (2).

Le 30 mai, le curé de Tirent-Pontéjac (Saramon), demande au préfet de nommer une commission dont il désigne les membres dévoués « à la cause démocratique que les autorités locales chercheraient à compromettre » (3).

Le 17 mars, le maire de Tournecoupe (Saint-Clar), est dénoncé à Pégot-Ogier comme « philippiste enragé et jésuite raffiné » (4).

A Saint-Sauvy (Gimont), l'ancien et le nouveau maire se dénoncent mutuellement comme « faux républicains » (5).

A Simorre (Lombez), le maire, Lasserre, abusé par « quelques esprits tracassiers », qui lui ont persuadé que « le drapeau rouge flottait partout », l'a arboré à la mairie le 27 février. Le lendemain, sur une observation du sous-préfet, il a rétabli le drapeau tricolore (6).

A Frégouville (Isle-Jourdain), la république a été proclamée et acclamée le 5 mars; mais le légitimiste Bégué a protesté publiquement à la mairie contre la réorganisation de la garde nationale, sous prétexte que le maire et l'adjoint agissaient sans aucun titre. La discussion risquant de provoquer des violences, prudemment le maire ajourna au dimanche suivant les élections de la garde nationale. Il écrit à Pégot-Ogier afin de savoir s'il est en droit d'arrêter Bégué pour « cris séditieux » et rébellion

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.* 1848. — Pujos à Pégot, 29 9mars; — pétition (42 signatures).

(2) *Ibid.* — Pégot à sous-commissaire de Condom, 17 mai.

(3) *Ibid.* — Curé de Tirent-Pontéjac à Pégot, 30 mai.

(4) *Ibid.* — Pétition, 17 mars.

(5) *Ibid.* — Salles et Marenques à Pégot, 13, 16 mars.

(6) *Ibid.* — Lasserre à sous-préfet, 5 mars.

contre un maire accepté de presque tous les habitants (1).

Dans certaines communes, comme à Pujaudran Isle-Jourdain), des groupes de républicains demandent à Pégot-Ogier de nommer une commission provisoire républicaine, l'ancienne municipalité n'étant pas « patriote », mais attachée « au régime déchu ». De nombreux maires ou commissions sont dénoncés au commissaire comme hostiles au nouveau régime.



Dans quelques communes des protestations contre les commissions provisoires paraissent inspirées moins par l'opposition politique que par de vieilles rivalités de section, des haines locales.

Trente deux habitants de Croute, section de Lasserade (Plaisance) se plaignent d'avoir été écartés du vote à la mairie par une « escobarderie » du maire Laterrade : ils n'ont reçu une convocation sans indication d'objet que la veille du scrutin. Par ce procédé irrégulier Laterrade s'est maintenu à la mairie. Les pétitionnaires le signalent comme un « faux républicain », « légitimiste », cherchant à opprimer et semer la division ». Ils demandent un maire « pur et intact du passé » et dressent une liste de membres d'une commission nouvelle (2).

La commune de Juilles (Gimont), a été formée de 3 paroisses : Juilles, Marrox et Saint-Caprais. Les habitants de Juilles et de Saint-Caprais dénoncent la conduite du maire Lamarque, habitant de Marrox, qui, lors de l'élection de la garde nationale a encouragé des manifestations hostiles au curé et à l'instituteur domiciliés à Juilles. Afin de ramener le calme, ils demandent la destitution de Lamarque et de l'adjoint Bonnet, leur remplacement par Ningrès et Moigné (3).

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.* 1848. — Maire à Pégot.

(2) *Ibid.* — Pétition, 26 mars (30 signatures).

(3) *Ibid.* — Pétitions, 7 mars et 6 avril.

A Clermont-Pouyguillès (Mirande), une commission fut élue le 16 mars, à une réunion organisée par le maire Verdier, dans une métairie. 16 habitants de Clermont demandent à Pégot-Ogier qu'on adjoigne à la commission 5 habitants de leur section qui n'est pas représentée. Sur une plainte de la majorité des électeurs affirmant que « les élections du 16 mars ont été faites d'une manière subreptice, puisque la majeure partie des habitants n'a pas été invitée pour assister à cette opération et apporter son veto », Pégot-Ogier casse la commission et ordonne par arrêté du 14 avril de procéder à de nouvelles élections (1).

Les habitants de la section de Cayron (Plaisance), « turbulents et désireux depuis longtemps d'être démembrés de Beaumarchés », pétitionnent contre la commission. Le maire provisoire met Pégot-Ogier en garde contre leurs prétentions (2).

Tous ces menus incidents qui se rattachent à la réorganisation municipale n'offrent pas de gravité et ne trahissent aucune hostilité contre le nouveau régime. L'adhésion à la république est générale. Près de 200 communes rurales ont gardé leurs conseils municipaux qui avaient la confiance de la population. Les divisions et les troubles signalés résultent le plus souvent de rivalités personnelles ou locales antérieures à la révolution. Ils sont aussi une protestation contre des choix impopulaires, contre la nomination directe des commissions ou des maires provisoires par le commissaire ou les sous-commissaires, une réclamation en faveur de l'élection par la totalité des habitants. Enfin, ce bilan des troubles consécutifs à une transformation politique aussi brusque et aussi profonde n'intéresse qu'une quarantaine de communes.

(1) Arch. du Gers. *Com. prov.* 1848. — Pétition (16 signatures); — arrêté, 14 avril.

(2) *Ibid.* — Maire provisoire à Pégot, 18 mars.

III.

La révolution parisienne de février s'est répercutée jusque dans les plus petits villages par la proclamation de la république, la formation de commissions provisoires, la réorganisation des gardes nationales. Elle a produit un extraordinaire et brusque éveil de la vie politique. Durant les premiers jours, le sentiment dominant est la confiance et la joie, une foi énergique, candide, à une république réparatrice, ouvrière d'égalité, de concorde et de bonheur. Les manifestations les plus caractéristiques de l'esprit public à cette époque furent quelques troubles d'espèce particulière, la création de nombreux clubs et de journaux populaires, surtout les cérémonies « patriotiques » et les arbres de liberté.



La disparition soudaine de toute compression et le sentiment d'une liberté totale, le désarroi des autorités nouvelles, inexpérimentées, ignorantes ou dépaysées, leur répugnance à user de la force, la difficulté ou le danger de recourir à la garde nationale ou à la troupe, dont la discipline s'est relâchée dans l'effervescence des esprits, l'administration par la persuasion morale, ont entraîné quelques désordres locaux : turbulences populaires, mutinerie contre un colonel, démonstrations violentes et brutales contre des gendarmes, refus de payer les taxes d'octroi ou les impôts, explosion de vieilles haines locales aboutissant à une collision.

Nous connaissons les manifestations bruyantes contre le nouveau juge de paix de Gimont, contre les maires ou les commissions, à Lavardens, au Castéra-Verduzan, à Jegun et dans d'autres communes. Mais, au début de mars, un incident plus grave décèle l'agitation profonde des esprits

et la fragilité de l'ordre public. Le colonel du 2^e hussards, Gagnon, fut accueilli à son arrivée à Auch par des démonstrations hostiles de son régiment qui refusa de le reconnaître. La garde nationale se joignit aux hussards pour conspuer le colonel. Pégot-Ogier céda aux mutins et par un arrêté du 10 mars, il invitait le citoyen Gagnon à « quitter à l'instant la ville d'Auch en attendant qu'il soit statué sur son sort par le ministre de la guerre ». Les considérants de l'arrêté sont curieux et suggestifs :

Nous, délégué du gouvernement dans le Gers, considérant qu'il résulte des rapports qui viennent de nous être faits, que l'arrivée à Auch du citoyen Gagnon, colonel titulaire du 2^e régiment de hussards, est la cause d'une agitation susceptible de dégénérer en désordre public; — considérant que ces mêmes rapports nous apprennent que le 2^e régiment de hussards refuse de reconnaître pour son chef le dit colonel Gagnon et que la garde nationale d'Auch sympathise à cet égard avec le dit régiment; — considérant que le 2^e régiment de hussards et la garde nationale sont toutes les forces auxquelles l'autorité puisse faire appel en cas de difficultés imminentes dans le temps où nous sommes; — considérant qu'il serait impolitique, tout en comptant d'ailleurs sur leur soumission à nos ordres, de nous aliéner leur bienveillant concours, etc... (1).

Ces considérants attestent un grave relâchement de la discipline militaire, la faiblesse et le désarroi d'une administration encore dominée par les deux forces matérielles organisées, la garde nationale et l'armée.

Un mois après, au début d'avril, le régiment était déplacé, vraisemblablement en raison de cette mutinerie, et son départ inquiète Pégot-Ogier qui écrit au Ministère de la Guerre, le 12 avril : « Le départ des hussards a laissé le
« Gers dépourvu de troupes. Les élections approchent.
« Elles peuvent dans *l'irritation actuelle des esprits* ame-
« ner des collisions qu'il serait impossible de réprimer.
« La sécurité publique n'est pas d'ailleurs sauvegardée.
« Les gardes nationales sont sans armement ... Je viens
« donc en conséquence vous prier de diriger sur Auch un

(1) Arch. dép. *Compte moral et politique*, 1848. Minute de l'arrêté du 10 mars et lettre de Pégot-Ogier au général de brigade, 11 mars 48.

« régiment de cavalerie, tout au moins, 3 escadrons complets... ». Le ministre envoie 1 escadron de 2^e Chasseurs; du 22 au 25 avril, le régiment tout entier séjournera à Auch. Jusqu'à là, l'ordre sera assuré par la garde nationale « qui devra se mettre à la hauteur des circonstances et se préparer à faire seule la police des foyers, car, d'un moment à l'autre, le concours des troupes de ligne peut lui manquer ». On le voit, le commissaire a peu de confiance dans la garde nationale qu'il estime insuffisante à maintenir l'ordre dans l'effervescence générale.

Il convient de signaler aussi la répugnance à se servir de l'armée contre les perturbateurs ou les factieux. Ce fut le temps du gouvernement et de l'administration par la persuasion morale. Le 5 mars, le commissaire Alem-Rousseau écrivait au ministre :

... Sur plusieurs points du département, il se manifeste des intentions hostiles contre les octrois. Je donne des ordres pour qu'on veille à ce sujet. Je suis bien résolu quoique disposant de forces suffisantes à n'employer que l'influence morale et la garde nationale...

A Masseube, les bouchers avaient refusé de payer les taxes d'octroi, mais sur l'invitation de Pégot-Ogier ils se résignèrent, fin mars, à verser l'arriéré des droits (1).

A Miélan et à l'Isle-Jourdain, les gendarmes odieux à une partie de la population furent violemment conspués, menacés.

A Miélan, la brigade de gendarmerie dut fuir deux fois devant une foule hostile ameutée par quelques meneurs, braconniers, chasseurs, maraudeurs, jadis poursuivis. Pégot-Ogier écrit le 25 avril au maire de Miélan :

Je suis informé que de nouveaux désordres agitent Miélan, résultat d'une haine aveugle contre une brigade de gendarmerie composée de militaires honnêtes et dévoués à leur service... Républicain pratique, je veux que la loi soit aveuglement obéie par tous. Prévenez donc les agitateurs qui vous sont connus, je le sais, que la brigade de gendarmerie restera à son poste et que

(1) Arch. de la Guerre. *Corr. gén. mars-avril 1848*. — Lettres de Alem-Rousseau, 5 mars; de Pégot-Ogier, 12 et 16 avril.

je ferai livrer aux tribunaux quiconque seulement tenterait de la troubler dans l'exercice de ses fonctions...

Le même jour il prescrit au procureur de Mirande une enquête et des poursuites. (1)

A l'Isle Jourdain, en mars, quelques individus ayant eu maille à partir avec les gendarmes, s'efforcent d'exciter la population contre la brigade afin d'obtenir son déplacement. Ils s'acharnent surtout contre le brigadier Dalas bien noté par ses chefs et la commission provisoire. Une pétition circule en ville pour réclamer l'éloignement des gendarmes. Le soir du 24 avril, les manifestations d'hostilité s'aggravèrent. Un attroupement se forma sous les fenêtres du brigadier qui fut insulté, menacé. Des pierres furent lancées et un coup de feu perça un volet. Le sous-commissaire de Lombez, Belliard, ne croit pas à une tentative d'assassinat; selon lui, les manifestants, par ces démonstrations brutales et bruyantes, espèrent obtenir le déplacement de Dalas.

Si l'on accorde ce changement, écrit Belliard à Pégot-Ogier, on augmente l'audace des perturbateurs, on détruit la force morale de la gendarmerie. Mais si les causes de ce mécontentement sont réelles, la gendarmerie est exposée à d'incessantes attaques qui l'empêchent de faire son devoir. Je ne puis me prononcer...

Roussillon, le maire provisoire, déclare qu'il ne peut compter sur la gendarmerie pour protéger Dalas, et il est d'avis de le déplacer pour ramener le calme. Pégot-Ogier envoie ses instructions à Belliard: prescrire une enquête judiciaire et l'aviser au cas où il aurait besoin d'une force militaire; relever le moral du maire; stimuler la garde nationale en lui montrant combien serait humiliant pour elle l'envoi de soldats chargés de rétablir l'ordre; enfin, s'il le juge utile, accompagner le procureur avec une forte escorte de gendarmes; rassembler la garde nationale de l'Isle-Jourdain et placer un poste à la mairie. D'autre part, Pégot-Ogier invite le maire à menacer de la fermeture

(1) Arch. du Gers. *Police. Compte moral et politique*, 48. P.-Ogier au maire de Miélan et au procureur, 25 avril.

de son établissement, le principal instigateur du désordre Rougëan, fabricant d'allumettes; si cette menace ne les calme pas, il devra être arrêté. (1)

Au Mas d'Auvignon (Lectoure), les gens de la campagne se sont portés en masse sur le village. Campagnards et villageois fortement excités par de vieilles querelles, en sont venus aux mains. L'instituteur Montagnère s'est jeté dans la mêlée pour retirer les blessés et faire entendre raison aux furieux, en leur déclarant que cette odieuse agression était une trahison envers la République. Il a pu rétablir la paix dans la commune (2).

En résumé, ces quelques désordres n'ont eu ni gravité, ni caractère politique. Ils sont dus à des mécontents de diverse sorte qui ont profité de la crise politique ou du désarroi des autorités pour satisfaire des rancunes ou s'affranchir de l'octroi.

*
**

Dans l'agitation suscitée par la révolution et les élections à la Constituante, chez ces populations gasconnes expansives et enthousiastes, le besoin de pérorer, de dire son mot sur la situation, d'exposer des projets de réforme ou d'organisation sociale, de combattre ou de prôner des candidatures, créa des clubs ou sociétés populaires sur de nombreux points du département (3), dans les villes et jusque dans les villages. Ce sont des réunions publiques politiques et périodiques qui se multiplient à l'approche des élections et se transforment souvent en comités électoraux.

Au début, les clubs s'étaient organisés pour la propagande politique et l'éducation civique du peuple brusquement éveillé à la vie politique.

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 48, Pégot à Belliard et à Roussillon, 25 et 28 avril; — Belliard à Pégot, 24 avril; — Roussillon à Pégot et à cap. de gendarmerie à Auch; — lieutenant de gendarmerie de Lombez à cap. à Auch, 24 mars.

(2) Arch. du Gers. *M. Compte mor. et polit.*, 1848. Le délégué de l'admin. provisoire de Lectoure à Pégot, 12 mars.

(3) *Le Franc-Républicain*, 28 mars.

A Auch, aux premiers jours de mars, deux clubs siègent à la maison Larée et à la maison Duclos dans le *Chemin droit* (1), présidés par deux républicains adversaires, Alem et Canteloup, avocats.

A Condom, le *Club Condomois* ouvre ses séances le 10 mars; le 12, il discute et adopte son règlement, élit président un républicain modéré appartenant à l'ancienne opposition dynastique, Gavarret. Il se réunit le jeudi et le dimanche. Le 16, plus de 60 personnes y sont assemblées. Des rumeurs défavorables à la commission exécutive de l'arrondissement ayant circulé parmi les assistants, le sous-commissaire Lamarque demande que les griefs contre la nouvelle administration soient formulés publiquement, à la tribune. Un second club, le *Club des Travailleurs*, tenait ses séances le mardi et le vendredi (2).

On lit dans le *Républicain* du 14 avril : « Il s'est formé à Samatan un *Club de la Fraternité*. Les candidats sont invités à y adresser leur profession de foi et autres circulaires qu'ils jugeront nécessaires. »

Voici une liste des villages et bourgs dont les clubs ou sociétés populaires sont mentionnés dans les journaux ou la correspondance administrative : Auch, Condom, Mirande, Lombez, Samatan, Valence, Jegun, Eauze, Le Brouilh, Monbert, Aubiet. On pourrait y joindre la plupart des nombreux comités électoraux qui sont d'anciens clubs (3).

En avril, la fièvre politique et oratoire a gagné jusqu'aux enfants, et à Auch, une société de gamins de 12 à 15 ans s'organise et s'intitule *Club des Enfants*. Le maire lui ouvre une des salles de l'hôtel de ville où ces jeunes clubistes « discutent avec beaucoup de gravité », au dire du *Républicain du Gers* (4).

Le club d'Aubiet (Auch) offrait un spectacle original.

(1) *Opinion*, 11 mars.

(2) Arch. du Gers. *M. Compte mor. et polit.*, 48. — Rapports de Lamarque, 10, 11, 13 et 14 mars. — *M. Commissions provisoires*, 48. — Lamarque à Pégot, 17 mars.

(3) Voir le chap. suivant. p. 77.

(4) *Le Républicain*, 22 avril; — *L'Opinion*, 11 et 16 mars.

Des tribunes étaient réservées aux femmes. On avait organisé des chœurs de jeunes filles et les discussions politiques étaient coupées de chants patriotiques. Si l'on en croit les clubistes, l'effet était charmant et la présence des femmes influait heureusement sur le langage des orateurs et le maintien de l'auditoire (1).

Tous les citoyens sont admis dans ces sociétés qui sont surtout des réunions publiques politiques. Il semble que l'optimisme candide, l'ardeur novatrice, la fureur de pérorer, caractéristiques de l'époque, s'y soient largement donné carrière. A défaut de procès-verbaux de ces réunions, nous possédons quelques feuilles imprimées, élucubrations politiques de candidats ou de tribuns novices et quelques récits de journaux. Ces documents nous laissent croire que les clubs ont retenti de discussions solennelles, théâtrales, fumeuses, incohérentes ou violentes (2). Des orateurs récitaient ou commentaient interminablement des articles de journaux, abordaient les sujets les plus disparates; le *Républicain* s'en plaint le 8 avril :

Le club général d'Auch a pris une excellente mesure : celle de régler d'avance le programme des discussions de la séance suivante pour obtenir des clubs l'utilité pratique, assurer la fécondité de ces discussions. Les clubs sont des lieux d'émulation, mais surtout d'instruction pour tous. Le journal et le club sont deux tribunes qui doivent concourir simultanément au même but. Il faut que personne n'y perde son temps. C'est pourtant ce qui arriverait s'il était permis à ces orateurs qui se cramponnent à la tribune de passer brusquement et sans raison de telle question à telle autre tout opposée à la première; de lire et relire en les commentant, ici aujourd'hui, là demain, des journaux que tout le monde connaît, peut-être même depuis plusieurs jours... Gardons-nous de fatiguer par d'insupportables répétitions...

Ainsi, le *Club général d'Auch* a voulu endiguer le flot oratoire par un ordre du jour obligatoirement fixé dans la séance qui précède la discussion. En outre, le président peut avec l'approbation du bureau, interdire le développement de toute proposition « susceptible de troubler l'ordre public ou contenant des personnalités blessantes ».

(1) *Le Républicain*, 22 avril.

(2) *Arch. du Gers. M. Clubs et élections*, 1848.

Il est vrai que le règlement rouvre la porte au péril du bavardage par la disposition suivante : « Si quelque événement donnait lieu à des questions d'urgence, la parole pourra être accordée par le bureau sur l'explication de celui qui le demandera » (Art. 8). Par ce règlement le club s'est efforcé de secourir l'inexpérience ou la faiblesse de présidents novices, d'écarter l'esprit de coterie par l'élection bi-mensuelle du bureau (président, vice-président, secrétaire et 2 assesseurs) et des 10 commissaires chargés de la police de la salle, par la non rééligibilité du bureau sortant. Son programme de discussion s'étend à « toutes les questions qui peuvent faire triompher les principes républicains et à toutes les matières administratives d'un intérêt général ou local ». Le club tient ses séances dans la salle des spectacles. Tout citoyen en fait partie, « s'il contribue au paiement des frais ». Les jeunes gens au-dessous de 18 ans et les femmes ne sont pas admis aux séances (1).

Le 28 mars, à l'assemblée populaire de Mirande, J.-B. Barbé, candidat à la Constituante, a prononcé un discours qui a été imprimé comme profession de foi. Il débute par un défilé de lieux communs historiques de style solennel et religieux sur ce thème : la révolution de février nous a procuré la liberté désirée, rêvée par les peuples depuis 40 siècles. Le candidat se déclare ensuite favorable à la diminution des contributions, à l'abolition de la loi de la chasse, à la réduction des rentes, à l'impôt du luxe, à « la consécration du droit et du devoir du travail », à l'enseignement libre et gratuit. Il ajoute :

C'est en passant par le Calvaire que la Liberté, l'Egalité, la Fraternité ou la Charité sont descendues sur la terre; et l'hum-

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections, 1848*. Copie du règlement. Voici les membres des deux bureaux entrant et sortant au 29 mars : Soulier, présid., Mesplès, v.-prés., Sancet, secr., Lacaze et Ader aîné, assesseurs, (bureau sortant); — Planche, président, Robaglia v.-prés., Loubert, secr., Rizos et Lubis, assesseurs, (bureau entrant). (*Le Républicain*, 8 avril.)

(1) Arch. du Gers. *Elections et clubs, 1848*. — Discours imprimé de Barbé.

nité n'a marché d'un pas aussi ferme dans la voie du progrès que parce qu'elle a pris pour étendard la Croix à l'ombre de laquelle les hommes sont frères et pour guide l'Evangile qui a rendu à l'homme sa dignité en ne lui donnant pour maître que Dieu...

Ce pêle-mêle de vagues lieux communs et de réformes, qui exprime si bien la confusion des esprits, a tout à fait le ton du sermon : cette phraséologie religieuse et théâtrale qui se retrouve dans de nombreuses professions de foi et surtout dans les harangues autour des arbres de liberté, s'explique par l'éducation chrétienne et romantique des républicains de 1848.

D'après questions de personnes ont parfois agité ces clubs. Ainsi, à Auch, les clubs Duclos et Larée sont séparés par la rivalité d'Alem-Rousseau et de Canteloup. Ce dernier, nous le savons, briguaît les fonctions de maire lorsque Pégot-Ogier nomma Alem. Canteloup qui dirigeait le club Larée en marqua un vif dépit et les 2 clubs retentirent de récriminations et d'explications passionnées. Dans une lettre à Joly, commissaire général, Canteloup reproche à Alem et à Pégot de « s'appuyer sur les prêtres et la noblesse » ; il affirme que les 2 clubs refuseront leur concours au commissaire délégué. Pégot-Ogier se plaignit vivement de cette accusation de « modérantisme » et, pour se venger, publia la lettre dénonciatrice de Canteloup. Aussitôt, le club Duclos fit une démarche auprès de Pégot qu'il assure de son dévouement. Ces deux clubs deviennent des comités électoraux et chacun dresse une liste de candidats républicains (1).

Le club de Nogaro s'est séparé de son président à l'occasion d'un compte-rendu « mensonger » adressé à Pégot-Ogier et où le président affirmait que le club avait réclamé l'élection d'une commission provisoire en remplacement de la commission instituée par les deux arrêtés du 9 mars et du 3 avril. Le 15 avril, 70 clubistes envoyèrent au commis-

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections, 1848*. Lettres imprimées de Canteloup et de Molas. — *Le Républicain*, 2 avril; — *Le Franc-Républicain*, 28 mars.

saire du gouvernement une protestation où ils affirmaient leur entière confiance dans la commission provisoire républicaine (1).

Dans certaines villes où les divisions politiques se sont exaspérées durant la période électorale, les clubs entretiennent une vive agitation et provoquent des violences. Ainsi à Jegun, si l'on en croit *Le Républicain*, le club conservateur a été peu à peu déserté et ses membres dépités ont dépêché au *Club démocratique* quelques clubistes tapageurs qui ont provoqué les membres du bureau et molesté quelques assistants. Le bureau du club protesta auprès de Pégot-Ogier. Le 30 avril, les mêmes individus envahissent de nouveau le club à l'ouverture de la séance, au moment où le président s'apprêtait à lire le journal aux paysans, « pour leur expliquer les vertus républicaines, les droits de l'homme et du citoyen ». Le président a été brutalement apostrophé et un fier-à-bras a démoli la tribune, les bancs, les tables et bousculé les assistants (2).

Le 14 mai, au club d'Eauze, vers 10 heures du soir, une violente discussion sur le maintien ou la destitution du commissaire de police provoqua une rixe entre les bourgeois et les ouvriers très excités contre le commissaire. La gendarmerie dut intervenir pour mettre fin au désordre (3).

Les passions politiques et la haine de classe, réveillées par les élections, les journaux, les séances de la Constituante, les événements de Paris, ont modifié la physionomie des clubs. Aux harangues vagues, optimistes, fraternelles des premiers jours de mars semblent avoir succédé les récriminations, les discussions violentes, les rivalités personnelles entraînant parfois des scènes de désordre (4).

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848. — Protestation du club de Nogaro, 15 avril.

(2) *Ibid.* Protestation du Club de Jegun, 4 mai. — *Le Républicain*, 7 mai 1848.

(3) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1848. — Commandant de la gendarmerie à Pégot-Ogier, 16 mai.

(4) Réduit à de rares et maigres documents, j'ai dû me borner à ces notes fragmentaires, sans pouvoir esquisser un tableau



L'élan de joyeux optimisme de février suggéra des formes imprévues, touchantes ou ingénues, de dévouement civique, de patriotisme fiscal. Des artisans, des petits commerçants, des fonctionnaires, répondant à l'appel du gouvernement, ont voulu conjurer la détresse financière du gouvernement provisoire par des dons en argent et d'objets divers, par le paiement anticipé des impôts.

Les officiers du 2^e *Hussards* ouvrirent une souscription « patriotique », et, à la fin de mars, déposèrent à la recette générale 350 francs en offrande à la république.

Grizony, le président de la commission provisoire de Rozès (Valence), a payé les contributions des 23 habitants les moins fortunés de sa commune.

Le percepteur de St-Clar fait un don de 20 francs et abandonne à l'Etat le 20^e de son traitement de 1848. Les percepteurs de Villecomtal (Miélan), Laymont (Lombez), Lombez, Nogaro, Gondrin (Montréal), Cologne, abandonnent leurs remises sur l'impôt des 45 centimes. Les agents-voyers de Cologne et de Cazaubon, le juge de paix de Cologne sacrifient le 10^e de leur traitement de mars, avril et mai 48.

Les héritiers du juge de paix de Jegun font cadeau à la république des 112 francs qui leur sont dus pour arrérages de pension (1).

Voici une liste de donateurs : Pomès (Jean), instituteur à Bajonnette (Mauvezin), 16 fr. 66; — Tarbouriech, maître de poste, 232 fr.; — la gendarmerie, 340 fr.; — Délieux, avoué à Lombez, 20 fr.; — Dastouet, vérificateur des poids et mesures, 20 fr.; — le 2^e escadron du train des équipages, 1 jour de solde des officiers, sous-officiers et soldats du dépôt (318 fr.); — les professeurs du lycée, 1 journée

d'ensemble des clubs dans le Gers, préciser leur fonctionnement, décrire la physionomie des séances, caractériser sûrement les discussions ou harangues, ni, *a fortiori*, noter l'action ou mesurer l'influence de ces réunions politiques populaires.

(1) *Le Républicain*, 31 mars, 8, 12 et 16 avril 1848.

de traitement (135 fr.); — les élèves du lycée offrent leurs prix de fin d'année (650 fr.); — la directrice des postes de Lombez sacrifie les intérêts de son cautionnement pour une ou plusieurs années; — Fitte, notaire à Lombez, offre d'affecter 1.000 fr. à l'*Emprunt National* (1).

Voici un autre trait d'esprit démocratique et fraternel. On se penche sympathiquement vers l'ouvrier; on le plaint d'être privé des bienfaits de l'instruction, privation et inégalité devenues plus choquantes par suite de son émancipation politique. Le 7 mars, trois professeurs du lycée d'Auch, — Brault, Aulard et Bertin, — proposent à la commission provisoire d'organiser des cours gratuits pour l'instruction et l'éducation civique des ouvriers. La commission semble avoir mis peu d'empressement à répondre à cette proposition et Aulard s'en plaint publiquement dans *Le Républicain*. Enfin, le 1^{er} mai, une salle du lycée fut mise à la disposition des professeurs par l'administration universitaire. Le 14 mai, le professeur Aulard inaugure ces cours et *Le Républicain* constate avec regret que les « vestes et les blouses » étaient rares dans l'assistance (2).

Tous ces témoignages de patriotique bonne volonté et de fraternité démocratique ont fait des premières semaines de la révolution un moment original dans notre histoire du XIX^e siècle. Toutefois, pour ne pas s'abuser sur la portée de ces manifestations si caractéristiques du lendemain de la révolution, il suffira de noter qu'elles se limitent dans le Gers à un tout petit groupe d'individus : 150 petits contribuables seulement ont payé d'avance leurs impôts; les dons volontaires émanent de 3 ou 4 groupes de militaires, lycéens, professeurs et d'une douzaine de petits fonctionnaires. En dehors de Grizony, on ne signale pas un riche bourgeois qui ait consenti un sacrifice pécuniaire. La mas-

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848. Cette liste a été dressée d'après les publications du *Comité central des dons et offrandes à la Patrie*, et des journaux locaux, *L'Opinion*, *le Républicain* et *le Franc-Républicain*.

(2) *Le Républicain*, 23 mai.

se paysanne n'a pas répondu à l'appel du gouvernement et nous verrons bientôt sa résistance aux 45 centimes.

**

En mars et avril, l'enthousiasme populaire et l'esprit de concorde fraternelle s'exprimèrent dans de multiples fêtes et cérémonies civiques et religieuses. Le clergé qui avait boudé la monarchie de juillet, s'abandonna un instant au courant d'idéalisme et d'optimisme social. Il adhéra publiquement au nouveau régime. Partout, il bénit les arbres de liberté, prononça des harangues et des sermons où il exaltait et rapprochait l'Evangile et la devise républicaine. *Liberté, Egalité, Fraternité*, l'arbre de la Croix et l'arbre de la liberté. La plupart des républicains témoignaient d'une grande déférence envers le clergé et s'empressèrent aux services funèbres en l'honneur des victimes des 23 et 24 février. Le sous-commissaire Lamarque écrivait le 12 mars :

Le service funèbre en l'honneur des victimes des 23 et 24 février a été célébré aujourd'hui à Condom dans la cathédrale St-Pierre. La garde nationale, le commandant Duffau en tête, et la compagnie des sapeurs-pompiers y assistaient en armes. Sur mon initiative, tous les employés et la municipalité de Condom se sont rendus à la sous-préfecture pour se rendre avec le corps judiciaire à l'Eglise. J'ai vu avec plaisir dans la réunion plusieurs officiers en retraite. Tous les citoyens valides à Condom assistaient à la cérémonie. La foule occupait les abords de l'église. Le clergé a prêté son concours avec beaucoup d'empressement (1).

Le 12 mars, on célébra à Auch l'avènement de la république par une fête dont le *Bulletin de la Municipalité* nous a laissé le récit :

Le peuple d'Auch a donné dimanche un fort beau spectacle... On l'a vu d'abord à Ste-Marie. M. le Curé de la paroisse officiait. Tout le monde a eu le maintien le plus convenable. Pas un corps constitué ne manquait à l'appel. Jamais cérémonie plus solennelle. A la revue et au défilé il y a eu des « Vive la République ! » sans fin. C'était du véritable enthousiasme. Grâce à la halle

(1) Arch. du Gers. M. *Compte mor. et polit.*, 48. Lamarque à Pégot, 12 mars 48.

neuve, la pluie n'a pas empêché les danses. Un feu de joie a été allumé sur la place d'armes par la municipalité. Au spectacle, un sergent de la garde nationale monte sur le théâtre, un drapeau à la main et chantant la *Marseillaise*, a électrisé le parterre. La cantate des derniers combats de Paris a été chantée par un acteur avec un accent qui allait à l'âme. (1).

La plantation des arbres de liberté dans la plupart des villes et villages furent les manifestations les plus caractéristiques de l'esprit de Février. Le cérémonial était à peu près invariable : service religieux pour les combattants morts dans la lutte, revue de la garde nationale devant l'arbre de la liberté; harangues du président de la commission, du commandant de la garde nationale, du curé qui exaltent à l'envi la liberté, le courage et la beauté morale du peuple, commentent la devise républicaine, prôchent l'ordre, condition de la liberté.

Ainsi fut fêté à Condom l'arbre de la liberté, le 9 avril. Tout le clergé défila; chaque paroisse avait sa croix, chaque corporation portait sa bannière. La population et toutes les autorités, commissions municipales et d'arrondissement, écoles, pensions, hospices, assistèrent à cette solennité. Ducom, curé de St-Pierre, Thore, avocat, membre du conseil municipal, Lamarque, commissaire du gouvernement, Dousset, principal du collège, Daulhième, membre du conseil d'arrondissement, Dugarçon, président du club des Travailleurs, haranguèrent l'assistance (1).

Sept jours après les élections, le 30 avril, un arbre de la liberté fut solennellement planté à Auch. Vers 1 heure, Caouillac, successeur de Pégot-Ogier, le général d'Antist et son état-major, la municipalité, les fonctionnaires étaient réunis à l'hôtel de ville. Une salve d'artillerie marqua le départ du cortège. L'archevêque et son clergé, les magistrats en robe le rejoignirent sur la place de la mairie. Les gardes nationaux faisaient la haie au passage des autorités qui s'acheminaient vers la halle. La pluie fine et serrée du matin cessa soudain et le soleil brilla. Un chêne était

(1) *Bul. rép. de la municip. d'Auch*, 15 mars. (Ne parut qu'une fois). — *Opinion*, 14 mars 48.

(2) *Opinion*, 21 avril 48.

planté entre la terrasse de la préfecture et la halle. Le clergé et les autorités se groupèrent autour de l'arbre de liberté. L'affluence était énorme. La garde nationale et la troupe contenaient avec peine une foule compacte. Les toits, les murs, les arbres étaient garnis de curieux. Sur la terrasse de la préfecture avaient pris place les femmes des fonctionnaires et des notables de la ville. L'abbé Bonnafont, vicaire général, monta sur une tribune et prononça un discours bien expressif de l'époque :

Il y a 18 siècles qu'un arbre fut planté sur une montagne de la Judée. Sur cet arbre, une grande victime donna sa vie pour le salut du monde et, dès ce moment, la face du monde fut renouvelée... La liberté est la fille de la Croix. C'est de la Croix qu'elle est descendue pure et dans son éclat virginal. Avec elle en descendirent aussi l'Egalité et la Fraternité. Qui voudrait le contester ? Racheté par le sang de l'Homme-Dieu, l'homme pouvait-il demeurer l'esclave de l'homme ? Ne devenait-il pas son frère et son égal ? Jésus-Christ en payant pour tous la rançon du péché a fait de tous les peuples une famille dont tous les membres sont appelés aux mêmes droits et aux mêmes espérances... Le clergé ne demande qu'une république sage. Que peut-il vouloir de plus heureux que le règne de la Fraternité sous la sauvegarde de la Liberté ?...

Après ce discours, l'arbre de liberté et le drapeau de la garde nationale furent bénis par l'archevêque. Aimer-Rousseau, maire d'Auch et Loubet, porte-drapeau de la garde nationale parlèrent ensuite. Puis, au son du canon, du tambour, de la musique et des chants, le cortège officiel remonta sur la place d'armes où il se disloqua après le défilé militaire. Dans *Le Républicain du Gers*, le narrateur de cette cérémonie conclut par ce dithyrambe :

Quel rapprochement heureux que la Croix s'unissant à l'étendard national, emblème glorieux de l'unité et de la grandeur de la France, vers cet arbre symbole de notre république naissante. Quoi de plus profondément significatif que la Religion venant protégée par la force consacrer le triomphe de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité ? »

La fête se continua le soir par des illuminations et des danses. Une représentation gratuite d'une pièce d'actualité, *Le combat révolutionnaire du 24 février*, « permit au peuple de donner libre cours à ses sentiments patriotiques (1) ».

(1) *Le Républicain*, 1^{er} mai. — *Opinion*, 2 mai.

A Masseube, l'arbre de la liberté fut planté et béni le dimanche 14 mai. Le cortège était original. Il s'ouvrait par une file blanche de pensionnaires tenant dans leurs mains de oriflammes tricolores; 15 jeunes filles également vêtues de blanc et portant des ceintures rouges suivaient une bannière où l'inscription religieuse « Marie protège les Français » voisinait avec la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité ». Des jeunes gens, formés en corps de volontaires les entouraient; puis, venaient les garçons de l'école communale, drapeau en tête. Le curé Dours et le citoyen Pelleport, « vieux défenseur de la démocratie », ont harangué l'assistance.

Après la cérémonie, un banquet présidé, en l'absence du maire, Breuils, par Campardon, juge de paix, réunit plus de 250 convives. On y porta de nombreux toast : Pelleport but à *la liberté et à la durée de la République*; St-Antonin à *l'unisson et à la concorde des habitants de Masseube*; Duffourg, forgeron, *aux travailleurs*; Ad. Laporte, à *la république une et indivisible*. Il paraît qu'à la chaleur de ces agapes fraternelles, de vieilles inimitiés fondirent, des réconciliations s'opérèrent (1).

Le même jour, une cérémonie analogue se déroulait à Mauvezin (Lectoure). La municipalité et la garde nationale, en cortège, conduisirent successivement au pied de l'arbre de liberté, le curé et le pasteur qui prononcèrent des allocutions. « Touchante union devant le symbole de la liberté des deux églises rivales, déclare *Le Républicain*. En ce jour, catholiques, protestants, riches, pauvres, tous ont été frères politiques et concitoyens ». Un banquet « patriotique » fut présidé par Tauriac, « un vieux démocrate ». Le soir, bal et illuminations (2).

Dans certaines communes rurales, l'enthousiasme républicain n'a pas cédé à celui des villes. Il s'est répercuté à travers les proclamations des maires, naïves et véhémentes, série d'effusions sur la République qui « ouvre une

(1) *Le Républicain*, 18 mai.

(2) Ibid. 21 mai.

ère de gloire et de bonheur », sur la liberté, le peuple, la garde nationale, tirades vengeresses contre la corruption et l'oppression du « régime déchu », « les chaînes de l'esclavage », le joug du tyran », etc (1).

Dans certains villages, la proclamation de la République a été une fête vraiment populaire.

A Beaupuy (Isle-Jourdain), le 5 mars, « enthousiasme difficile à décrire... Tous les habitants ont fait cortège à la garde nationale en chantant des chants patriotiques sur les principales places de la localité » (2).

A Monferran (Isle-Jourdain), le même jour, au bruit du tambour, au son des cloches, la garde nationale a pris les armes; le conseil municipal, drapeau en tête, et toute la population se sont réunis sur la place. L'adjoint a prononcé un discours enthousiaste. La soirée s'est passée en farandoles, en danses et chants d'allégresse, en illuminations. Cette fête n'a pris fin qu'à minuit. « Elle a été vraiment nationale » (3).

A Pujaudran (Isle-Jourdain), la nouvelle ère républicaine a été saluée avec enthousiasme... Chose admirable, deux dimanches ont été nécessaires pour que la population manifestât ses sentiments ». Le 11 mars, la garde nationale a parcouru plusieurs fois le village avec le maire. « Des chants patriotiques, des discours, des vivats n'ont cessé de se faire entendre jusque dans la soirée, et la nuit, des *mais* ont été plantés devant l'habitation des fonctionnaires. Le 19 mars, chose peu ordinaire, toutes les filles de la commune avec des bannières aux couleurs nationales, ont chanté toute la journée parcourant la localité et se sont amusées bien avant dans la nuit, trouvant dans l'habitation du maire des crêpes et des rafraîchissements » (4).

A Pompiac (Samatan), en mai, on a béni un arbre de

(1) Arch. du Gers, *Com. provisoires 1848*. Commune de Touget, Monferran.

(2) *Ibid.* Le maire à Pégot-Ogier, 22 mars.

(3) *Ibid.* L'adjoint à Pégot-Ogier, 6 mars.

(4) *Ibid.* — Le maire de Pujaudran à Pégot-Ogier, 24 mars.

liberté. La municipalité s'est rendue à l'église, escortée par la garde nationale « en armes de chasse », et la population. Le curé a béni l'arbre et le drapeau, prononcé un discours, suivi d'une allocution du maire et du lieutenant de gendarmerie. Ils ont accompagné le curé au presbytère et sont revenus auprès de l'arbre de liberté en chantant la *Marseillaise*. Il y a eu ensuite distribution de pain et de vin, un bal s'est organisé, « de sorte que les uns dansaient d'un côté, et les autres chantaient des chants patriotiques. Rien de plus charmant ». (1).

Le 23 mai, à Monbrun (Cologne), dans une cérémonie analogue, un banquet a été servi au pied de l'arbre de liberté. Tous les habitants ont été conviés. « Nous avons vu, avec regret, écrit le maire, qu'une partie de nos adversaires ne s'est pas rendue. Nous espérons, néanmoins, avec le temps, gagner tous les cœurs et faire aimer la République » (2).

Le dimanche 14 mai, à Thermes (Aignan), « fête patriotique » ; une table de 132 couverts avait réuni tous les habitants. « Ils ont fraternisé comme les membres d'une seule et même famille » (3).

**

Toutes ces fêtes et réjouissances populaires qui se multiplient dans le département attestent une confiance allègre dans le régime qui s'élabore.

Le journal guizotin, *l'Opinion*, qui sera bientôt, dans le Gers, l'organe le plus influent et le plus ardent du parti de l'ordre, est gagné par l'enthousiasme républicain. Le 29 février, il termine son récit de la proclamation solennelle du gouvernement provisoire par ces réflexions :

Nous sommes heureux de n'avoir qu'à nous féliciter de l'ordre et de la tranquillité dont nous jouissons et des mesures qui ont

(1) Arch. du Gers. *M. Com. provisoires*, 1848. — Maire de Pompiac à Pégot-Ogier, 15 mai.

(2) *Ibid.* Maire de Monbrun à Pégot-Ogier, 23 mai

(3) *Le Républicain*, 23 mai.

été prises pour empêcher toute réaction contre les personnes et les propriétés. Cet état de choses qui s'est du reste produit dans tous les départements dont nous avons des nouvelles est dû à l'excellent esprit de notre population, à la fermeté et aux bonnes intentions de notre gouvernement provisoire.

Salle-Estradère, son correspondant politique, proclame dès le 4 mars, le caractère providentiel d'une révolution si soudaine, si pacifique, si respectueuse de la religion. Il se reproche de n'avoir pas eu confiance dans la sagesse du peuple et termine sa lettre par le cri de « Vive la République ! » Vive le peuple de France ! » (1).

*
**

L'installation du nouveau régime dans le Gers a été pacifique, enthousiaste même sur de nombreux points, dans les villes surtout, dans certains groupes ou milieux populaires d'artisans et de petits commerçants, dans quelques villages. Les fonctionnaires, le clergé ont adhéré aussitôt. La monarchie a disparu sans provoquer l'expression publique d'un seul regret. La révolution a brusquement éveillé à la vie politique le peuple ignorant et ouvert des espoirs indéfinis. Il semble qu'on ait donné congé aux craintes et aux inquiétudes; bon sens, mesure, réflexion s'évanouissent. On se grise de formules sonores, grandiloquentes, de phraséologie humanitaire et l'imagination s'ouvre aux rêves illimités, aux visions grandioses ou chimériques : par la liberté, l'égalité, la fraternité vont disparaître l'oppression, la misère et l'inégalité; la France sera le flambeau et le guide des nations; l'humanité a les yeux fixés sur elle; la République française inaugure dans l'histoire du monde une ère de bonheur et de gloire. A cet optimisme ingénu et délirant se rattache un sentiment de fraternité qui paraît avoir rapproché, un court moment, toutes les classes sociales et déchaîné un élan vers la république. Une lettre d'un cultivateur de Sarran (Condom), Bordes, nous

(1) *L'Opinion du Gers*, 29 février, 4 mars.

donne un témoignage saisissant de cet idéalisme effervescent :

Les inspirations patriotiques et dévouées des grands citoyens qui composent le gouvernement provisoire doivent rendre plus grand le peuple français aux yeux du monde, en le faisant marcher à la tête des nations pour les faire arriver au comble des félicités sociales...

Il parle ensuite de la future assemblée nationale constituante sur laquelle le monde entier aura les yeux fixés et l'oreille attentive.

Un autre témoignage de cet esprit du temps, naïf et enthousiaste, nous est fourni par Marcet, l'adjoint de Monferran, qui a harangué ses compatriotes, le 6 mars, jour de la proclamation de la République :

...La République est établie qui va donner à la France une ère de bonheur et de gloire.... Monferranais, depuis 59 ans que notre révolution a commencé, vous avez été acteurs ou spectateurs des deux plus grands événements; mais celui qui nous occupe aujourd'hui est plus grand encore, puisqu'il nous donne des institutions libres, perfectionnées par l'expérience, qui vont faire notre bonheur et mettre notre belle France au premier rang des nations... Les institutions républicaines, conquêtes laborieuses d'un demi-siècle de révolutions qui offrent à notre belle France un avenir plein de gloire et de prospérité, sont mises en dépôt entre les mains de la garde nationale... une des plus belles gloires de notre époque... (Dans son rapport à Alem, Marcet répète que « notre avenir sera sans nuages et que notre belle France sera la plus belle des nations. »)

Nous pourrions citer aussi comme indices du même état d'esprit certaines professions de foi où la phraséologie déborde, aggravée d'exagération gasconne (1). En résumé, les adresses, les harangues, les proclamations, les publications officielles, les récits des journaux, les manifestations populaires donnent l'impression d'une adhésion enthousiaste à la république, d'un brusque et total oubli des discordes politiques, d'une union fraternelle de tous les partis dans l'amour du bien public qui se traduisait alors par le dévouement à la république naissante.

Toutefois, il n'est pas nécessaire d'y regarder de bien près ni longuement, pour s'apercevoir que ce mouvement n'a été profond ni surtout durable. D'abord, les rapports

(1) Voir le chap. suivant, p. 83.

et les harangues des maires ou présidents des commissions, tout en exprimant l'enthousiasme, accusent avant tout le souci du maintien de l'ordre et de la tranquillité publiques; d'autres documents établissent que l'union, la joie, l'optimisme n'ont été des sentiments dominants que durant les deux premières semaines de la révolution.

Le souvenir de la Terreur et les préjugés traditionnels contre la république sont encore vivaces et, le 19 mars, le *Républicain* s'efforce de les dissiper.

Nous savons que les manifestations de bonne volonté patriotique — contribution volontaire, dons, paiement anticipé des impôts — n'émanent que d'un petit groupe de 150 personnes environ, petits contribuables ou fonctionnaires; la bourgeoisie et la masse paysanne y sont restées étrangères.

Dans les communes rurales, les diverses cérémonies patriotiques et notamment la plantation des arbres de la liberté ont été populaires, grâce surtout à la participation du clergé qui leur a donné un caractère religieux. Mais le clergé en général est de tendance légitimiste et son adhésion à la république témoigne surtout de sa mauvaise humeur contre la monarchie de juillet (1).

La bourgeoisie dépossédée de son privilège politique, menacée dans son privilège économique, redoutant des représailles, demeurerait effarée et inquiète devant une révolution pacifique, cordiale, respectueuse des biens et des personnes, mais grosse de réformes. Elle adhéra au nouveau régime, un peu par entraînement d'enthousiasme, peut-être aussi par reconnaissance, mais surtout par tactique. Elle comprit que, dans cette agitation des esprits, devant ce bouillonnement d'idées et de doctrines sociales, le gouvernement provisoire était la seule digue à la révolution; il représentait l'ordre et la résistance; il n'était que provisoire et permettait l'espoir d'une revanche prochaine. Le 9 mars, *l'Opinion*, organe de la bourgeoisie orléaniste,

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 48. — L'instituteur de Gavarret (Condom) à Pégot, 7 avril. — Voir chap. suivant, p. 74.

traduit ainsi cet état d'esprit des conservateurs au lendemain de la révolution .

.... Veut-on toute notre pensée ? Le gouvernement éphémère qui nous a été donné, nous le défendrons parce qu'il n'est que provisoire et parce qu'il personnifie l'ordre et la résistance. S'il était définitivement constitué, s'il nous avait dit son dernier mot, notre opposition ne serait pas à naître elle aurait trouvé bien à reprendre; elle aurait signalé bien des lenteurs, regretté des anachronismes, blâmé des choix malheureux..... » (1).

La correspondance des sous-commissaires nous autorise également à considérer comme superficielle l'impression d'adhésion irrésistible et d'enthousiasme général que communiquent la lecture des journaux et les multiples manifestations. — A Lombez, le sous-commissaire Belliard constate que « l'esprit général est pour le gouvernement républicain », mais il ajoute qu'on ne trouverait pas « dix démocrates purs » dans tout l'arrondissement. Les légitimistes et les conservateurs y sont la grande majorité et ne se rallient au régime que par nécessité. — A Condom, si l'on en croit un rapport de Daulhième, la république aurait reçu un accueil enthousiaste ou favorable; mais les délégués de la commission exécutive ont noté la froideur ou la défiance des maires et la nécessité, pour modifier l'esprit public, de renouveler le personnel municipal (2).

A Mirande, « les rapports, des maires annoncent que le calme existe partout et que la république a été proclamée avec enthousiasme dans la plupart des communes »; mais Boussès, le délégué de la commission administrative doute « qu'elle soit bien comprise, surtout par les habitants des campagnes. Plusieurs d'entre eux voient dans le nouvel état de choses une occasion de satisfaire les petites rivalités et un espoir de dégrèvement des impôts ». Il prévoit que les 45 centimes fourniront aux « républicains du lendemain » un grief contre le régime (3).

Dauriol, délégué de la commission provisoire de Saint-Clar, écrit à Pégot-Ogier :

L'esprit du canton est bon,... mais un peu vicié par ceux qu'on appelle les bourgeois et dont la majorité est légitimiste et l'autre

(1) *Opinion*, 9 mars.

(2) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1848. — Belliard à Pégot, 2 avril.

(3) *Ibid.* — Boussès à Pégot, 22 mars.

partie était encore naguère juste-milieu ». Il ajoute : « Il n'y avait que Maignan et moi de connus pour avoir des opinions républicaines. Je dois dire cependant que les élections pour les députés s'y feront bien. Les maires annoncent que le calme règne partout et que la république a été proclamée avec enthousiasme dans la plupart des communes. Pour en juger, il ne faut pas s'en rapporter aux élections de la garde nationale qui a nommé capitaine de la deuxième compagnie M. Françain, ancien chef du juste milieu et pour capitaine de la troisième M. de Frantz, chef du parti légitimiste. Je n'ai pas cru devoir m'opposer à l'élection de ces deux hommes d'ordre avec qui je suis en très bonnes relations... » (1)

Nous pouvons conclure. Si la république n'a provoqué dans le Gers ni protestations, ni résistance, si elle a été accueillie généralement avec faveur, il y aurait exagération manifeste à prétendre qu'elle a rencontré partout et dans toutes les classes de la société une adhésion enthousiaste. Les récits des journaux, les comptes rendus officiels et les cérémonies « patriotiques » peuvent faire un instant illusion, mais l'examen des faits et des documents démontre que le souci de l'ordre l'emporte souvent sur l'enthousiasme, que les initiatives des démonstrations républicaines, les applaudissements, les chants, les cris de « Vive la République ! » émanent surtout de groupes compacts et ardents; ils ne traduisent pas exactement les sentiments intimes de la masse des paysans ni de la bourgeoisie. La plus grande partie de la population est restée passive, inerte, et à côté des satisfaits et des enthousiastes, les curieux et les résignés ont pu être nombreux. Les conservateurs orléanistes écrasés par le sentiment de leur défaite et de leur impuissance, mûs aussi par le désir et la nécessité de l'ordre se sont effacés, condamnés au silence et à l'inaction. Ils ont provisoirement accepté ou fait mine d'accepter la république. Ils guettent leur heure et aux élections à la Constituante, nous ne tarderons pas à les retrouver prudemment masqués dans les comités formés ou patronnés par le journal conservateur *l'Opinion*. La trêve des

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1848. — Dauriol à Pégot, 20 mars.

partis n'a pas dépassé la première quinzaine de mars. A l'approche du scrutin d'avril les dissentiments et les divisions s'accusent et s'avivent par la polémique des journaux locaux, l'*Opinion*, le *Républicain* et le *Franc-Républicain*.

CHAPITRE II

Les élections à la Constituante

I. Journaux et polémiques. — Comité *central* et comité *électoral*. — L'administration. — L'*Opinion* et le comité *national*; le clergé. — Listes et comités cantonaux; les instituteurs. — II. Professions de foi et programmes. — Réclamations contre le vote au chef-lieu de canton. — Le scrutin.

I

Dès la seconde semaine de mars, l'*Opinion*, par ses attaques contre le gouvernement provisoire, prélude à la bataille électorale qui met fin à la trêve si courte des partis.

En face de nous, écrivait le journal, nous apercevons une autorité, provisoire il est vrai, qui n'a pas craint d'annoncer... que les autorités révolutionnaires doivent assurer le succès des élections prochaines et qu'il est urgent de vouer à l'ostracisme des juges de paix dont l'influence pourrait être funeste au gouvernement ». Le même jour, le 11 mars, l'*Opinion* reproduit un article d'Emile de Girardin qui reprochait au gouvernement provisoire « d'avoir perdu un temps précieux... de semer l'effroi par une intervention oppressive entre les ouvriers et les maîtres pour réduire les heures de travail,... de modifier les usages établis par l'abolition des anciens titres. »

Voilà déjà formulés les griefs qui seront bientôt les thèmes courants de l'opposition conservatrice : mauvais choix des commissaires départementaux, révocation de fonctionnaires, menace d'une intervention électorale de l'administration, perte de temps, réduction inopportune des heures de travail, attitude et langage révolutionnaires choquants et démodés, politique d'oppression et d'effroi (1).

(1) *Opinion*, 9 et 11 mars.

A l'*Opinion*, organe des bourgeois conservateurs, démasquant une antipathie de jour en jour plus agressive contre le gouvernement provisoire et l'administration, le commissaire délégué sentit le besoin d'opposer un journal officieux qui réfutât les attaques de la feuille orléaniste, défendît la politique du gouvernement, dissipât les préventions et les préjugés contre la république, menât campagne en faveur des candidats de l'administration. Le 17 mars, parut le premier numéro du *Républicain du Gers*, créé et pécuniairement soutenu par Pégot-Ogier. Il patronna une liste de candidats démocrates, Ledru-Rollin en tête. Six jours après, un nouveau journal était lancé : le *Franc-Républicain*, organe de la fraction dissidente du parti républicain dirigée par Canteloup et hostile à Alem. Le gérant en est l'ouvrier Laborde. Le journal se dit « socialiste », mais repousse le communisme, réclame le droit à l'existence et au travail, le mandat impératif, l'exclusion des candidatures de bourgeois sous prétexte que leur éducation républicaine n'est pas encore faite. Il énumère les qualités requises de tout candidat : probité, fraternité, désintéressement. Il attaque vigoureusement la feuille de Pégot-Ogier, lui reprochant d'être alimentée par les deniers de l'administration, de frauder le fisc en circulant sans payer les droits de poste, d'être imprimée par l'ancien imprimeur de la préfecture, de n'avoir d'autre gérant responsable que le chef de l'administration. Le *Républicain* riposte à ces griefs en traitant son confrère de *démagogue*, d'*ultra-républicain*, de *traître faisant le jeu de la réaction*. (1).

L'*Opinion* et le *Franc-Républicain* s'accordent à protester vivement contre la publication par le *Républicain* de la liste des contribuables ayant acquitté la totalité de leurs contributions : la feuille officielle « signale ainsi à l'attention et au blâme publics » les contribuables moins fortunés et retardataires :

(1) Le *Républicain*, 17, 27 mars. — Le *Franc-Républicain*, 28 mars.

.... Est-ce pour faire des journaux sans influence et sans couleur, écrit le *Franc-Républicain*, que la République a demandé aux pauvres contribuables 45 centimes pour cent sur le total des quatre contributions? Est-ce surtout pour publier les noms des citoyens qui paient leurs impôts, et, par suite, pour signaler indirectement comme suspects ceux qui ne peuvent pas payer, que l'on dissipe l'argent des contribuables?... Le riche qui peut payer sera noté comme bon citoyen au préjudice du pauvre empêché de suivre l'impulsion de son cœur.

...Des divers points du département, il nous revient que les patriotes retardent le paiement de leurs contributions pour ne pas faire mettre indignement en suspicion leurs frères indigents. »

Le *Républicain* s'indigne contre un reproche aussi perfide : il n'a d'autre dessein que de provoquer une émulation civique en louant publiquement le patriotisme de ceux qui s'efforcent de conjurer la détresse financière de la république (1).

Cette polémique est l'effet d'une scission opérée parmi les républicains par la rivalité d'Alem-Rousseau et de Canteloup. Elle a abouti à la création de deux journaux et de deux clubs rivaux, à la formation de deux listes de candidats républicains. Elle aura sa répercussion dans les comités électoraux des arrondissements (2).

Pendant que les deux journaux républicains se chamaillent, l'*Opinion* accentue son opposition et redouble ses attaques contre le gouvernement provisoire. L'organe conservateur se plaint vivement de la menace d'ingérence et de pression administratives dans les élections, dénonce la *dictature électorale*, les *proconsuls au petit pied*, les *prédications communistes*, l'*ostracisme* auquel Ledru-Rollin a voué les républicains du lendemain, réclame les élections pour le 9 avril. L'*Opinion* crie à la persécution et se pose en victime :

Revendiquons nos droits; faisons entendre nos plaintes et ne procurons pas à ce pouvoir, décrépît après 50 jours de règne, l'occasion trop désirée peut-être, de suspendre l'exercice des libertés qui nous protègent encore. » (3)

(1) *Le Franc-Républicain*, 28 mars; — *Opinion*, 27 mars; — *Le Républicain*, 27 mars.

(2) Voir chap. précédent, p. 47.

(3) *Opinion*, 18, 22 avril.

Le *Républicain* riposte aux plaintes et aux attaques de l'*Opinion*. Il s'efforce de détruire les préventions contre la République, — régime d'oppression, de meurtre, de pillage — et d'écarter les souvenirs de la Terreur :

Les mœurs, le temps, tout a changé, écrit-il le 19 mars. La République de 93 était une révolution sociale; celle de 1848 n'est qu'une révolution politique. Alors il y eut lutte entre le peuple et les privilégiés. Maintenant il y a unanimité, concours de tous pour la chose publique. L'invasion, la conspiration permanente des classes dépossédées, Toulon au pouvoir des Anglais, Lyon au pouvoir des royalistes, la Gironde révoltée, le Midi en feu, la Vendée rebelle, tout à cette époque concourait pour exalter jusqu'au délire les montagnards républicains. Maintenant, que voyons-nous? L'ordre, la concorde régnant au milieu de nous, le gouvernement provisoire décrétant l'abolition de la peine de mort en matière politique, le peuple donnant les plus beaux exemples de désintéressement et de respect pour la propriété. Qu'on cesse donc de vouloir nous faire peur !... (1)

Le 20 avril, le même journal dénonce les desseins contre-révolutionnaires du parti conservateur :

Tenez, je vais vous dire la vérité: pendant les huit jours qui ont suivi la République, vous avez eu peur! Votre intelligence a fait assez peu de progrès pendant ce dernier siècle si progressif pour croire encore à un 93. Vous avez eu peur! Depuis, au lieu d'admirer ce peuple qui n'a eu de sévérité que pour les bandits qui voulaient salir sa victoire, au lieu de témoigner votre reconnaissance de ce que dans, sa grandeur, il a bien voulu vous oublier, vous cherchez à abuser de sa générosité; vous vous êtes enhardis peu à peu et vous osez tendre à la contre-révolution. »

Le 22 avril le *Républicain* répète son avertissement électoral: « Donner à la République naissante des hommes des deux régimes qui l'ont précédé, c'est la remettre en question. »

Le *Franc-Républicain* décrit et résume ainsi la campagne électorale de l'*Opinion* et des conservateurs :

On a insinué au petit propriétaire que la République voulait doubler les impôts et on a exploité les 45 centimes comme un début dans cette voie signalée. Pour les propriétaires de la classe moyenne on a parlé de l'impôt progressif, du nivellement des fortunes, du papier-monnaie et de tout ce qui pourrait déterminer les citoyens timides à se séparer des hommes sincèrement dévoués à la cause républicaine (2).

(1) *Le Républicain*, 19 mars.

(2) *Le Républicain*, 20 et 22 avril; — *Le Franc-Républicain*, 6 mai

Déjà, vers la mi-mars, le sous-commissaire de Condom, Lamarque, protestait au nom de la commission d'arrondissement contre les calomnies des conservateurs présentant les républicains de la veille comme les ennemis jurés de la famille et de la propriété (1).

*
**

Au début de mars, le parti républicain s'organise en vue des élections. Un *comité central* républicain a été formé à Auch au club Larée. Il est présidé par Canteloup, avocat. Il est hostile à Pégot-Ogier et à Alem-Rousseau qui inspirent le *comité électoral*. Il s'efforce de diriger les autres comités républicains dont il convoque les délégués pour le 9 avril en vue de l'élaboration d'une liste unique de candidats. Ses principaux membres sont : Passerieu, notaire, Dansos, commandant de la garde nationale, Bégué ex-avoué, Rivis et Gages, capitaines de la garde nationale, Ader et Dallas, avoués (2). Dans la circulaire électorale du comité, la république est mise hors de discussion : « La France est à tout jamais républicaine. Il faut choisir des candidats ayant donné des gages certains de leur dévouement à la cause de la démocratie ». Le comité a accepté le mandat impératif proposé par le *Franc-Républicain* et ainsi libellé :

Je voterai la constitution d'une république unitaire et purement démocratique. Je n'accepterai qu'une seule Chambre pour représentation nationale, avec des membres responsables et un président temporaire non immédiatement rééligible et pris dans la Chambre. Je réclamerai que la fonction de représentant soit incompatible avec toute autre fonction ou emploi salarié et que les parents en ligne directe ne puissent occuper aucun emploi salarié pendant la durée de son mandat (3).

Sa liste élaborée dans les séances des 8, 9 et 10 avril où figuraient les délégués de 18 comités de canton, est composée surtout de républicains de la veille : le général

(1) *Opinion*, 20 mars.

(2) *Le Franc-Républicain*, 25 mars, 11 avril.

(3) *Ibid.*, 18 avril.

Subervie, originaire de Lectoure, ayant servi sous la République et l'Empire, député de l'opposition, un instant ministre de la guerre dans le gouvernement provisoire; Théodore Boubée, pharmacien à Auch « grand propriétaire démocrate, homme de travail »; Goubin, ouvrier poêlier à Condom « actif, intelligent, d'opinions démocratiques très connues »; Dansos, greffier du tribunal de commerce, « entré dans la vie politique depuis 1830 »; Lamarque, avocat à Condom, sous-commissaire en février, « d'opinions républicaines hautement prononcées »; Carbonneau, avocat à Lectoure, « homme nouveau, désintéressé, ferme républicain, n'ayant pas de famille à caser »; Dubernard, médecin, « fils de médecin républicain », grand propriétaire à Lombez; Nabos, de Marciac, grand propriétaire, décoré de juillet (1).

Le *comité électoral républicain*, présidé par Alem-Rousseau s'est recruté surtout parmi les hommes de l'opposition dynastique. Voici la liste de ses membres : Mesplès, cordonnier, et Soullier, avoué, capitaine de la garde nationale; Sentoux, cartier; Dupetit, agent d'affaires; David, avocat; Daurignac, sculpteur, lieutenant de la garde nationale; Ader aîné, carrossier; Campardon, médecin; Sancet, avocat; Gauthier, négociant; Baylac, contrôleur; Lacaze, fils aîné, peintre, lieutenant de la garde nationale; J. Darré, boulanger; Lacomme, avocat, lieutenant de la garde nationale. Dans sa circulaire aux électeurs, le comité s'exprime ainsi :

La République, gouvernement naturel des sociétés, veut être adoptée sans arrière-pensée et sans retour; elle veut être servie sans crainte, mais en se raidissant contre tout entraînement anarchique. Elle reste la seule voie de salut, le seul moyen de l'ordre... (2).

Son organe est le *Républicain du Gers*. Le 22 mars, le comité invite les délégués des comités républicains des cantons à se réunir le 1^{er} avril dans une des salles de la

(1) *Le Franc-Républicain*, 11 avril.

(2) *Le Républicain*, 17 mars.

ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE



Irénée DAVID (1791-1862)

Représentant à la Constituante.

Né à Auch en 1791. Propriétaire de La Fourre et avocat, il est nommé maire d'Auch sous Charles X, en 1829. Opposant légitimiste sous Louis-Philippe, candidat malheureux à la députation, il combat dans *Le Pays* le ministère Guizot, favorise entre légitimiste et radicaux ou réformistes un rapprochement électoral. — « l'alliance carlo-républicaine », disent les orléanistes. Elu représentant en 48, il soutient la politique de Cavaignac. En 1849, un double échec, en mai et juin, l'écarte définitivement de la vie politique.

Lithogr. communiquée par M. Despaux.

mairie pour dresser la liste des candidats (1). La liste du comité emprunte trois noms à celle du *comité central*, — Subervie, Boubée, Carbonneau, — et contient cinq noms nouveaux : David, Gounon, Alem-Rousseau, Dupetit, Gavarret. *L'Opinion* se prononce contre Alem-Rousseau, Dupetit, Boubée et David « légitimiste de longue date comme le prouvent ses actes de maire en 1830 et ses écrits de publiciste et candidat de 1830 à 1848 ». Les journaux républicains discutent aussi cette liste. *L'Etoile d'Aquitaine*, de Condom, repousse Gounon et Gavarret. Le *Franc-Républicain* désigne comme le véritable comité républicain le *comité central* composé « d'hommes non suspects », tandis que dans le *comité électoral* à côté « d'excellents patriotes » comme Ader, Mesplès, Sentoux, Lacaze, Gautié, etc., figurent deux royalistes avérés, David, avocat, et Campardon, médecin « tour à tour légitimiste et orléaniste d'opposition ». Il repousse les candidatures d'Alem, David, Gavarret, Aylies, Joret : Alem « n'est pas plus républicain que David, maire en 1830 par la grâce de Charles X et le concours de Polignac et de Peyronnet » ; Gavarret est « probe et désintéressé, mais pas assez actif ou ferme », Aylies est fonctionnaire ; la candidature de Joret « née à Nogaro, morte à Eauze, a été enterrée dans les colonnes de l'*Opinion* » (2). Cette liste du *comité électoral* a suscité un autre grief : selon l'*Opinion*, la ville d'Auch s'y est taillée une part trop belle, 4 candidats sur 8 étant auscitains et membres du *comité électoral* (3).

*
* *

L'administration a son journal, — le *Républicain du*

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848. — Circul. du *Comité électoral républicain*, 22 mars.

(2) *Le Franc-Républicain*, 25 mars, 15 et 18 avril.

(3) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848. — « Quant au comité d'Alem, écrit Nabos à Pégot-Ogier, le 12 avril, je ne puis voir sans regret qu'il se soit fait la part du lion, les arrondissements de Mirande et de Lombez n'étant pas représentés. Il est fâcheux qu'il en soit ainsi. Nous agirons chacun de notre côté. Cette scission est déplorable et ne peut avoir qu'un mauvais résultat. »

Gers —, son mot d'ordre, — n'accepter que des républicains de la veille; — et sa liste en tête de laquelle figure Ledru-Rollin. « Pour respecter la liberté de l'électeur », la liste contient 11 noms : Ledru-Rollin, « un des hommes qui ont fait la révolution »; Subervie, « une de nos gloires militaires et un des plus anciens défenseurs de nos libertés »; Carboneau, Gavarret, « a signé le compte-rendu de 1831 »; Boubée, Gauran, médecin, « dut à une circonstance fortuite de ne pas être une des victimes de la conspiration de La Rochelle »; Lamarque et Duputz, « à la tête des républicains de leur arrondissement »; Dupetit; Alem-Rousseau; Berès (1).

L'administration entend diriger les élections. « L'esprit républicain doit être fortement excité » et Ledru-Rollin lance ses commissaires dans la bataille électorale avec un programme hardiment démocratique : abolition de tous les privilèges, répartition de l'impôt à raison de la fortune, droit proportionnel et progressif sur les successions, magistrature librement élue, développement du jury, service militaire égal pour tous, instruction gratuite et égale pour tous, instruments de travail assurés à tous; « l'association volontaire partout substituée aux impulsions désordonnées de l'égoïsme » (2).

Que notre mot d'ordre, écrit Ledru-Rollin, soit partout des *hommes nouveaux* et autant que possible *sortant des rangs du peuple*.... Eclairiez les électeurs et répétez leur sans cesse que le règne des hommes de la monarchie est fini... L'éducation du pays n'est pas faite. C'est à vous de les guider. Provoquez sur tous les points de votre département la réunion des comités électoraux, examinez sévèrement les titres des candidats. Arrêtez-vous seulement à ceux qui paraissent présenter le plus de garanties à l'opinion républicaine, le plus de chances de succès. Pas de transactions, pas de complaisances. Que le jour de l'élection soit le triomphe de la révolution ». — Une autre circulaire aux commissaires dit : « Quels sont vos pouvoirs ? Illimités. Agents d'une autorité révolutionnaire, vous êtes révolutionnaires. Partout préfets et sous-préfets doivent être changés... » (3)

(1) *Le Franc-Républicain*, 13 avril. — *Opinion*, 13 avril.

(2) *Le Républicain*, 22 avril.

(3) *Opinion*, 16, 20 mars, 11 avril. — Certaines circulaires de Ledru-Rollin ont paru entachées de « communisme », et ont inquiété. De Condom on écrit à l'*Opinion* : « On a placardé les

C'est la candidature officielle nettement définie et avouée.

Commissaires et sous-commissaires font des tournées, recommandent des candidats, dressent des listes, tâtent les maires et électeurs influents, entrent en rapport avec les comités républicains.

J'avais bien compris, écrit Belliard à Pégot-Ogier, le 14 avril, que l'administration ne devait pas rester neutre dans les élections... Je viens de faire une tournée dans les cantons de l'Isle et de Cologne. J'ai reconnu une grande hésitation dans le choix des candidats et même une division marquée qui provient de celle qui existe à Auch entre les comités d'Alem et de Canteloup. Les comités républicains manquent en général de la force morale qu'ils pourraient obtenir par la valeur des hommes... L'action de ces comités ne s'étend pas loin. Les légitimistes porteront M. de Panat. L'influence de l'administration est encore la plus grande. Mais en faveur de qui l'employer? Je suis ici livré à moi-même, sans direction comme sans conseil... Voici au reste, si on me laisse dans mon isolement, les noms que je proposerai: Subervie, Alem, Carbonneau, Ayllies, David, Garvarret, Dupetit. Je laisserai aux électeurs le soin de choisir le huitième pour ne froisser personne, aucune susceptibilité de village.

Le 18 avril, Belliard se plaint vivement de n'avoir pas encore reçu la liste de l'administration. Il hésite à proposer Ledru-Rollin dont la candidature lui paraît vouée à un échec.

Je ne puis encore, écrit-il désigner aucun candidat. On m'accuse d'incertitude, on vous accuse de lenteur et le résultat sera l'affaiblissement de mon action dans le choix. Que je connaisse donc vite les candidats dont vous m'avez parlé et faites en sorte qu'ils se trouvent parmi ceux déjà cités. Je ne réponds pas que des candidats dont les noms se prononceraient pour la première fois seraient acceptés. Je me suis conformé à vos deux dé pêches et j'ai proposé M. Ledru-Rollin. Le Comité républicain de Lombez n'en a pas accepté. Je dois à cette occasion vous rap peler que l'arrondissement de Lombez est en grande partie composé de légitimistes et d'anciens conservateurs qui, bien que ralliés en grande partie à la République, ont encore peu de sym-

instructions du cit. Ledru-Rollin aux maires de la république en vue des élections. Une phrase de cette instruction, celle où il est question de la répartition de la richesse publique entre les travailleurs a produit sur notre population un mauvais effet. Quelques-uns n'y ont vu qu'un lieu-commun fort innocent; d'autres, au contraire, et c'est le plus grand nombre, ont cru apercevoir dans cette formule un commencement de réalisation des idées communistes, rêvées par des démagogues de bas étage. » *Opinion*, 16 mars.

pathie pour les hommes qui ont autant contribué que M. Ledru-Rollin à établir un gouvernement qu'ils n'appelaient pas. D'après la connaissance que j'ai de la population et les réponses qui m'ont été faites, ce nom ne sera accepté que d'un petit nombre d'électeurs. Croyez-vous qu'on doive exposer ce nom à un échec?....

Le 19 avril, Belliard donne à Pégot-Ogier la raison du refus de la candidature de Ledru-Rollin : le comité de Lombez suit l'inspiration du comité Canteloup qui a dénoncé le commissaire comme un « faux patriote » et, pour lui faire pièce, engage les républicains de Lombez à repousser la candidature du ministre de l'Intérieur.

Ces lettres de Belliard nous instruisent des sentiments politiques de son arrondissement. Elles attestent la répercussion électorale de la rivalité d'Alem et de Canteloup, qui paralysa l'action de l'administration (1).

Le 28 mars, le sous-commissaire de Mirande, Ducos, écrit :

Tous les maires reconnaissent la nécessité d'envoyer à la Constituante des hommes de l'opinion la plus avancée et d'un caractère énergique. Ils acceptent ceux que je leur signalerai. En ce moment il y a trois candidats : Nabos de Marciac, Breuils de Mirande, Eug. Lamarque de Sabazan. Deux ou trois devront être agréés dans la réunion d'Auch samedi prochain (2).

*
**

Pour répondre à la « dictature électorale » du gouvernement, l'*Opinion* se propose de donner elle aussi son mot d'ordre et sa liste, de former des comités de canton, d'arrondissement et de département (3). Et, dès le 14 mars, le *comité national du Gers*, — « la fine fleur du juste milieu » — organisé sous son patronage, publie le manifeste suivant :

.... Le comité se compose d'hommes qui font acte de patriotisme et non de parti... Selon lui la situation est pleine de périls, au moins de gravité. Le moment est venu de faire appel à toutes les idées d'ordre et de progrès pacifique. Respecter les personnes, honorer toutes les opinions consciencieuses. réclamer la li-

(1) Arch du Gers. *Compte mor. et polit.*, 48. — Belliard à Pégot-Ogier, 14, 18 et 19 avril.

(2) *Ibid.* Ducos à Pégot-Ogier, 28 mars.

(3) *Opinion*, 11 mars.

berté, non pour un parti, mais pour tous les hommes, soutenir la cause des lois et de la religion, rendre les élections sincères... Que ceux qui cherchent à nous entraîner dans les voies fatales, que ces sectaires qui prêchent le communisme, et, avec lui, l'oubli des droits, l'oubli de la famille, l'oubli des saints devoirs de l'humanité, trouvent en nous d'énergiques adversaires... Que ceux qui voudraient exercer une pression électorale rencontrent la coalition des droits, des intelligences et des courages (1).

Si ce programme politique est vague et négatif à dessein cette phraséologie révèle des tendances assez claires. Le mot de république n'y figure pas et c'est une indication. « Faire appel à toutes les idées d'ordre et de progrès pacifique, honorer toutes les opinions consciencieuses, faire acte de patriotisme et non de parti », cela signifie assez nettement ouvrir la république aux anciens monarchistes, à ceux qu'on appelle « les républicains du lendemain ». Enfin, les républicains de la veille sont désignés par cette périphrase : « les sectaires qui prêchent le communisme et, avec lui, l'oubli de la famille, des saints devoirs de l'humanité ».

Ajoutons que ce manifeste est muet sur les réformes sociales mises à l'ordre du jour par la révolution et l'*Opinion* écartera de sa liste tout candidat préconisant des mesures démocratiques jugées subversives, comme l'impôt progressif sur le revenu, l'association du patron et de l'ouvrier. Enfin, les noms des 5 signataires précisent les tendances et l'origine du manifeste : ils sont tous monarchistes et futurs militants du parti de l'ordre. Il suffira de nommer Bories, rédacteur à l'*Opinion* et Grabias, un de ses collaborateurs, bientôt sous-préfet à poigne de Mirande. D'autre part, l'*Opinion* et son comité se proposent de repousser la candidature des conservateurs impopulaires, anciens fonctionnaires décriés, personnages compromis par l'éclat de leur dévouement à la monarchie de juillet.

Fin mars, le comité national a vainement tâté les deux comités républicains *central* et *électoral*, en vue d'une en-

(1) *Opinion*, 14 mars. — *Le Républicain*, 17 mars.

tente électorale et d'une fusion. Les deux comités ont décliné l'offre (1).

Emportée par sa vieille haine orléaniste, *l'Opinion* part en guerre contre les candidats légitimistes mués en républicains, notamment contre Laurentie.

Voici M. Laurentie, rédacteur de la *Quotidienne* et de l'*Union monarchique* qui pose le premier sa candidature républicaine... Contre ces candidatures convaincues ou suspectes de carlisme, patriotes, à quelque phalange que vous apparteniez, pas de quartier !... La révolution de Février n'est pas un arrêt de mort pour les Orléans, mais pour la monarchie... L'administration condamnée à faire la république sans républicains, leur ouvre la préfecture et leur distribue les mairies. Le clergé qui ne sait pas encore que plusieurs commissaires du département ont suspendu de leur autorité proconsulaire les associations et les communautés religieuses, se mêle au mouvement politique et, tout en prêchant la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, recommande des candidats qui datent de la Restauration.

Cette mauvaise humeur de *l'Opinion* contre l'administration complaisante aux légitimistes fait écho aux griefs de l'avocat Canteloup et de ses amis qui reprochaient à Pégot-Ogier de s'appuyer sur la noblesse et le clergé. Le 5 avril, la feuille conservatrice adresse un nouvel et chaleureux appel au clergé qu'il met en garde contre le légitimisme (2). A son tour, un instituteur signale à Pégot-Ogier que le clergé rural patronne les candidatures légitimistes.

Mon dévouement à la république me fait un devoir de vous signaler les menées et les efforts que fait le clergé des campagnes, ainsi que les ennemis de la République, pour obtenir, aux prochaines élections, autant de voix que possible pour les candidats légitimistes qu'ils qualifient d'honnêtes gens. Ils disent entre autres choses aux habitants des campagnes que les vrais républicains sont désunis et ne pourront jamais s'entendre pour gouverner et procurer le bonheur de la France; ils signalent aussi l'impossibilité qu'éprouvent les républicains de mettre au jour les noms de 8 candidats à la députation. Empressez-vous, citoyen commissaire, de faire publier le plus tôt possible les noms des 8 honorables qui vont se dévouer pour procurer le bonheur de la patrie, afin que les instituteurs primaires continuent à rassurer la population et finissent par déjouer les projets de ces hommes d'autrefois qui ne cherchent et ne chercheront qu'à diviser les esprits au lieu de les rassurer » (3).

(1) *Opinion*, 14 mars et 1^{er} avril.

(2) *Opinion*, 22 mars, 5 avril.

(3). Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 48. — Instit. de Gavarret à Pégot-Ogier, 6 avril.

Le 25 avril, le *Franc-Républicain*, reprochant au clergé de s'être « mis à la discrétion du parti henriquiniste », confirmait cette attitude électorale des desservants qui « ont suivi l'exemple et l'impulsion du clergé du chef-lieu. »

La liste du *Comité National*, c'est-à-dire du journal conservateur *l'Opinion*, est presque entièrement formée d'opposants dynastiques. Alem-Rousseau, Dupetit, David et Boubée, acceptés par les démocrates avancés, ont été repoussés par ce comité qui a accueilli quatre candidats d'opinion douteuse et dont le républicanisme est contesté par les journaux républicains du Gers: Joret, Serain, Nabos, Dubernard. Ils seront d'ailleurs tous battus. Les autres candidats, Subervie, Gavarret, Carbonneau, Aylies, dont les trois premiers tromperont les espérances du journal conservateur, sont des républicains modérés qui ont écarté de leur programme toute réforme économique. — L'aventure de l'un d'eux est significative. Carbonneau, tout en se déclarant le défenseur énergique de la famille, de la propriété, de l'héritage, a imprudemment parlé de l'organisation du travail et préconisé l'association libre du patron et de l'ouvrier: l'Etat fournira à ce dernier une partie du capital social, retirée si l'entreprise réussit, perdue si elle échoue. — Mais répond gravement *l'Opinion*, cette caisse de l'industrie qui prête un capital à l'ouvrier ne sera évidemment constituée qu'avec le superflu de ceux qui ont de l'argent. C'est donc un acheminement au communisme. — Carbonneau récidive et aggrave son cas en prônant l'impôt progressif sur le revenu « avec une échelle modérément ascendive. » Il veut remplacer l'impôt du sel et les autres impôts indirects par des lois somptuaires et l'impôt progressif « sagement organisé ». — L'impôt progressif, réplique *l'Opinion*, n'est que la réalisation sans secousse du communisme, car il aboutit fatalement au nivellement des fortunes. — Et Carbonneau fut impitoyablement rayé de la liste de *l'Opinion*.

nion et remplacé par Gounon (1). Cet incident montre que le *Comité National* ne patronne que des candidats muets sur les réformes sociales ou nettement hostiles.

Le 12 avril, le *Républicain* examine la liste de l'*Opinion* et souligne la tactique et les palinodies de la feuille orléaniste en rappelant les campagnes jadis menées par elle contre Subervie, Aylies, Carbonneau et Gavarret qu'elle inscrit aujourd'hui sur sa liste de candidats.

« Prôner des candidatures jadis effrontément combattues est une tactique... A l'ombre de ces 4 noms se glissent des hommes équivoques et peu connus par leurs opinions. Il n'est pas jusqu'à M. Serain qui, dans le temps, écrivait à l'*Opinion* qu'elle prenait pour une injure d'être traité par elle de candidat de l'opposition... C'est ainsi qu'elle renonce à porter à la candidature aucun des anciens conservateurs. »

*
**

Certains candidats appartiennent à plusieurs listes. Le général Subervie « vieille illustration militaire » figure sur quatre listes, Carbonneau, Boubée sur les trois listes républicaines, Gavarret sur deux listes républicaines et celle de l'*Opinion*, Alem-Rousseau sur deux listes républicaines (2).

1. *Opinion*, 19 et 21 avril. — *Le Républicain*, 20 avril. — Arch. du Gers, *Clubs et élections*, 1848. Profession de foi de Carbonneau.

2. Voici les 4 listes principales de candidats.

Comité central républicain	Comité électoral républicain	Liste de l'administration	Comité national
Subervie Carbonneau Boubée Goubin Dansos Lamarque Dubernard Nabos	Subervie Carbonneau Gavarret Boubée Gounon David Alem-Rousseau Dupetit	Ledru-Rollin Subervie Carbonneau Gavarret Boubée Gauran Lamarque Duputz Alem-Rousseau Dupetit Berès	Subervie Gounon Gavarret Aylies Joret Serain Nabos Dubernard

Tous ces candidats sont des bourgeois : avocats, gros propriétaires, un banquier, un général, des commerçants aisés, des médecins, etc. Nous ne recontrons qu'un seul ouvrier : Goubin, de Condom, ouvrier poëlier. Il n'obtiendra d'ailleurs qu'un nombre insignifiant de suffrages.

Des comités électoraux se sont formés un peu partout, à Mirande (1), Condom, Lectoure, Lombez (2), l'Isle-Jourdain (3), Saramon (4), Miélan, Marciac, Masseube (5), Gimont (6), etc. Tous se disent républicains, même quelques-uns composés de conservateurs notoires. Ainsi, en opposition au comité républicain présidé par Breuils, il s'est formé à Masseube un autre comité républicain qui « inscrit sur son drapeau : Morale, Ordre, Justice et Union ». (7) Le

(1) *Comité électoral républicain* de Mirande : Cassaignard, praticien, Ferd, Dutour, cap. de la g. nat., Aubian, Lasserre B., Bernès, Loubens, négociant, Passama, Maumus, Ed. Ducos, Boussès, Labenne, Cérés, coutelier, Burot, Cantaloup, Piquemil. (*Le Franc-Républicain*, 30 mars). Son organe est *Le Républicain*.

(2) Vignola, pharmacien, (prés.), Rotis, propriétaire, (v.-prés.), Bonnet, propriétaire, (secrét.). Verdaulon, propriétaire (Trés.) Lafforgue, employé, Laffargue, serrurier, Capéran coiffeur, Malige, agent d'affaires, (Arch du Gers. *Com. prov.*, 1848. — Lombez)

(3) Marsolan, Délieux-Cléry, Renaud, Dessus-Lamothe, Noël Caubet, J. et P. Laporte, Lamarque. (*Opinion*, 16 mars).

(4) Dardenne, maire (prés.), Podensan (Faget-Abbatial, 1^{er} vice-président, Larée (Castelnau-Barbarens) 2^{me} vice-prés.) Lozes (Saramon) secrét., Chayron, fils, (Lartigues) trés., Saint-Antonin (maire de Bédéchan), Peyrusse (maire de Traversères), Prieur, (maire de Monferran-Plavès), Abadie (Pouylebrin), Despax (Montcorneil-Grazian), Lagrange, (maire de Tirent-Pontéjac) Pérès (maire d'Aurimont). — *Le Républicain*, 25 mars.

(5) Breuils, maire provisoire (prés.), Sotum, notaire (1^{er} v.-prés.) Lartigue, propriétaire, (2^e vice-président), Laporte Ad., Abadie, médecin, Balette fils, Bourgues, cafetier, Duffort, pharmacien, Duffour, forgeron, Dallas père, épicier, Faure, sellier, Estebenet, sellier, Esquinance, meunier, Lartigue nég., Laporte Dom., meunier, Lauzin, forgeron, Saint Antonin, pharmacien, *Le Républicain*, 25 mars.

(6) Bayonne, médecin (prés.) Dumesthé, entrepreneur de maçonnerie, (v.-prés.), Beraut, cafetier, Marcet, négociant, Serain, maire de Gimont, Labat, propriétaire à Saint Caprais, Lamarque, maire de Juillès, Daguzan et Salles, propriétaires à St-Sauvy (*Le Républicain*, 4 avril).

(7) Corties, notaire (prés.), Vaussanges, propriétaire, Pellegrin, entrepreneur, Camus, médecin, Esquiro, marchand de grains, Ader fils, horloger, Corties (Louis), rentier (secrét.) (*Opinion*, 18 mars).

comité de l'*Opinion* à Auch et le comité conservateur de Lombez (1) s'intitulent *Comité national* (2).

Tous publient des manifestes et quelques-uns des listes particulières de candidats. Ainsi, le 3 avril le comité républicain de Lombez désigne ses candidats: Subervie, Carbonneau, Maumus, Breuils, Dubernard, Boubée, Aylies, Gavarret. Les comités de canton de l'arrondissement de Mirande choisissent Nabos, de Marciac, Breuils, de Mirande, Lamarque, de Sabazan. Les comités républicains demandent des candidats « d'un passé pur », proposent quelques réformes démocratiques, instruction obligatoire, impôt sur le revenu. La commission administrative de Mirande exhorte les électeurs à « repousser les candidats quelque honorables qu'ils soient, dont les antécédents ne garantiraient pas un dévouement absolu à la république »

A Paris, des gersois formés en comité républicain, adressèrent à leurs compatriotes un manifeste où ils les invitaient à choisir des républicains inscrivant à leur programme le suffrage universel et direct, l'éducation nationale gratuite et obligatoire, la liberté des cultes, l'organisation du travail, le respect de la propriété et de la famille, une répartition plus équitable de l'impôt, la liberté de presse et d'association, l'extension du principe électif, l'incorporation de tous les citoyens dans la garde nationale, le maintien du décret abolissant la peine de mort en matière politique (3).

(1) Membres de ce comité : Gust, Campagnolle, Bécanne frères, Ratié, Dambielle, Palmouriez L'avocat Fauré en était le secrétaire (*Opinion*, 16 mars). Ce comité est signalé comme légitimiste par le comité républicain.

(2) Nabos à Pégot-Ogier, 13 avril 48. *Com. prov.*, 48 (Arch. du Gers).

(3) Ce comité était ainsi composé : Ans. Batbie (Seissan) (prés.) V. Luro (Miélan) (v.-prés.), St-Arroman (Auch), Balzac (Saint-Clar) J. Seilhan (Mirande), Montanier (Mauvezin), Abeilhé aîné et jeune (Marciac), Arrivets (Cologne), Arexy (Auch), Batbie Achille (Auch), Bétous, ouvrier (Mirande), Zeppenfeld (Auch), Thoulouse (Isle-Jourdain), Prieur Victor (Auch), Bonnemaison (Gimont), Boubée père et fils (Auch), Campardon (Mirande), Denux (Estang), Despassac (Cazaubon), Despons (Mauvezin), Dufau (Mauvezin), Dupuy (Condom), Gauran (Lectoure), Lacroix

Le ministre Carnot avait confié aux instituteurs la mission d'éclairer électoralement les populations rurales, de les guider dans le choix des candidats. « ... Un brave paysan avec du bon sens et de l'expérience, disait une circulaire, représentera mieux les intérêts de sa condition qu'un citoyen riche et lettré.... Des hommes nouveaux, voilà ce que réclame la France. » Les instituteurs étaient autorisés, encouragés à se ranger parmi ces « hommes nouveaux ». (1) Ils prirent au sérieux leur mission politique, formèrent des comités et certains prétendirent qu'un ou deux instituteurs figurassent sur la liste des candidats.

Par une lettre publiée dans *le Républicain* du 25 mars, l'instituteur de Montaut (Auch nord), déclarait qu'il est « juste et convenable » de réserver une ou deux candidatures aux instituteurs. Il propose la désignation des plus dignes par leurs collègues; ensuite, parmi les instituteurs ainsi désignés, on tirera au sort le candidat.

Le 27 mars, 7 instituteurs du canton de Lombez se sont réunis pour former un comité d'entente en vue de concerter leur attitude aux élections (2).

Le sous-inspecteur des écoles primaires du canton de Mirande a convoqué les instituteurs pour former un comité électoral qui choisira des candidats. Un membre de la commission municipale de Mirande ayant affirmé dans un café que le commissaire délégué destituerait tout instituteur s'occupant d'élections, l'instituteur Barthe écrit à Pégot-Ogier pour savoir s'il est interdit aux instituteurs de se réunir en vue d'une action électorale. Pégot-Ogier fit connaître son sentiment dans une note brève et sèche, adressée aux instituteurs de l'arrondissement d'Auch:

« Je suis informé que des individus se donnant le titre d'ins-

(Condom), Lamarque (Gimont), Lasserre (Masseube), Lassus (Simorre), Lavigne (Gimont), Passerieu (Auch), Roujon frères (Vic-Fezensac), Saint-Sever (Cazaubon), Saucède ouvrier (Mirande), Sénac (it.), Sérès (Fleurance), Soye (Eauze), Troyes (Samatan). *Opinion*, (26 mars). — *Le Franc-Républicain*, 25 mars.

(1) *Opinion*, 14 mars.

(2) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 48.

tituteurs primaires, vous ont convoqués au chef-lieu sous prétexte de vous entretenir de matières électorales et de se concerter avec vous sur les candidatures des aspirants à la représentation nationale. Je vous engage à considérer cet appel comme non avenu et à ne pas abandonner votre poste sans un ordre ou une autorisation de vos supérieurs » (1).

Ces réunions politiques d'instituteurs déplaisent aux sous-commissaires et à Pégot-Ogier. Ducos, de Mirande, a dénoncé au commissaire délégué « les manœuvres des comités d'instituteurs ». Le 24 avril, il accusera ces fonctionnaires d'avoir distribué des bulletins de vote portant un seul nom pour fausser le scrutin. Il est d'avis qu'on recherche « les grands meneurs de cette intrigue » pour les punir et prévenir toute nouvelle manœuvre (2).

L'activité électorale des instituteurs, ce rôle de directeurs politique des masses populaires confié par Carnot à d'aussi minces personnages, choquèrent l'administration et la bourgeoisie, même républicaine. Ils éveillèrent contre ces fonctionnaires un sentiment de défiance et de mauvaise humeur qui ne tardera pas à se manifester et à s'aggraver.

II.

Nous savons que de nombreux comités ont confectionné des listes ou recommandé des candidats. Les candidats isolés furent nombreux. *Le Républicain du Gers* déclare que le chiffre des candidats s'est élevé un moment à 36. Au scrutin du 23 avril, 20 obtinrent plus de 1000 voix, 44 plus de 100 (3).

« Les candidatures se multiplient écrit le *Franc-Républicain*; tout le monde se croit appelé à représenter le pays... Les professions de foi sont lancées dans toutes les directions.... »

Ces professions de foi dont beaucoup restent vagues et déclamatoires trahissent l'inexpérience politique et de sin-

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848 — Ducos à Pégot, 24 avril

(2) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 48. Ducos à Pégot-Ogier, 24 avril.

(3) *Opinion*, 29 avril. Supplément : tableau du scrutin.

gulières illusions. On ne trouve pas de programme précis, cohérents, pratiques.

C'est d'abord une série de formules imprécises et sentimentales, sortes de clauses de style ; *république sage et modérée, mais ferme et solidement assise* ; — *amélioration du sort des classes laborieuses* ; — *respect de la religion, de la famille et de la propriété* ; — *répartition plus équitable de l'impôt, etc.* Beaucoup de professions de foi, surtout conservatrices, se bornent à ces formules. Mais d'autres, — celles des républicains de la veille — s'inspirent d'un vif sentiment démocratique, — contiennent un vaste tableau des réformes démocratiques dont quelques-unes réalisables, mais beaucoup prématurées ou chimériques. Une réalisation brusque et d'ensemble eût inévitablement bouleversé les habitudes et heurté trop de préjugés, abouti à un échec et un recul. Les démocrates réformistes ou radicaux réclamaient l'instruction primaire gratuite et obligatoire présentée comme le corollaire du suffrage universel, l'impôt sur le revenu, la suppression du remplacement militaire et l'établissement du service obligatoire et universel. D'autres démocrates demandaient en outre le droit au travail ou l'organisation du travail, formule chère à la classe ouvrière et abhorrée de la bourgeoisie, — la reprise du milliard des émigrés pour le remboursement des 45 centimes, expression d'une rancune populaire, — l'élection des fonctionnaires et surtout des juges, témoignage d'une foi candide et robuste au principe électif.

Tous les candidats acceptent ou font mine d'accepter la République; aucun n'ose réclamer ni même regretter la monarchie. Les républicains modérés font des déclarations incolores, mêlant à leur amour de la république le respect de la famille, de la religion et de la propriété. Nous ne rencontrons pas un seul programme hardiment et clairement socialiste ou communiste. Les républicains réformistes ou radicaux se reconnaissent à ce signe que la question sociale les préoccupe et ils inscrivent quelques

réformes démocratiques dans leurs professions de foi. Ainsi Th. Boubée demande l'instruction gratuite et des bourses pour les enfants du peuple bien doués, l'élection aux fonctions publiques. Nous avons parlé de Carbonneau et de ses projets d'organisation du travail et d'impôt progressif sur le revenu qui lui avaient valu l'excommunication du journal conservateur. Il réclame aussi l'instruction gratuite, des lois somptuaires, la suppression ou modification des « taxes qui frappent les pauvres et les travailleurs. »

Tous les candidats font parade d'opinions démocratiques, se réclament d'un passé, sinon républicain, du moins libéral.

« Chaque candidat, écrit le *Franc-Républicain*, sent le besoin de justifier ses prétentions. Les uns se font un titre d'une invention quelconque, même d'une disgrâce méritée; les autres vantent leur patriotisme et leur constance à l'idée républicaine, quoiqu'ils aient profité des faveurs de tous les gouvernements et qu'ils aient fléchi le genou devant le veau d'or de M. Duchatel. D'autres parlent de leur probité et de leur désintéressement, et pour preuve, font parade de la modicité de leur patrimoine... Toutes les professions de foi, imprimées ou débitées sur un ton théâtral, témoignent d'un grand amour pour la forme républicaine... » (1).

Parmi ces professions de foi notons d'abord quelques manifestations, sans portée d'ailleurs, d'un vague socialisme chrétien, amalgame d'effusions religieuses, de vues théoriques troubles et hardies, très expressives de la confusion et de la candeur des esprits. Le citoyen Sorbet s'exprime ainsi :

.. Je crois au progrès, au perfectionnement indéfini de l'humanité. La Providence pousse en avant les peuples que les despotes veulent tenir dans l'inertie ou faire rétrograder... Je crois à la liberté parce que Dieu l'a mise dans l'homme... Je crois à la fraternité universelle parce que tous les esprits ont le même père qui est Dieu... Je suis chrétien... par une conviction raisonnée qui me crie : celui qui, il y a bientôt deux mille ans, promulgua la triple formule sociale *Liberté, Égalité, Fraternité* dans l'unité..., ce Christ qui prévint de si loin toute la suite des temps, dont le gibet est le centre du mouvement ascensionnel des esprits et des cœurs, celui-là était vraiment l'envoyé de Dieu... Pour que

(1) *Le Franc-Républicain*, 8 avril.

ceux qui n'ont pas puissent acquérir, il faut non seulement le droit au travail et à l'association, mais une organisation qui amène les capitaux dans les mains des ouvriers... Plus de prolétariat ! Plus de grands et de petits ! mais égalité effective des droits et des devoirs tant dans la vie privée que dans la vie publique.... Justice à bon marché, simplification des procédures aujourd'hui si ruineuses, réduction des tailles qui écrasent le laboureur, dégrèvement des impôts établis sur les objets de première nécessité, instruction gratuite et obligatoire pour tous, fondation de banques agricoles et industrielles qui dispensent de recourir aux usuriers... Vous devez demander que les magistrats civils soient soumis à l'élection du peuple, que tous les évêques soient choisis par le clergé diocésain, et les curés par les fidèles, sans préjudice du petit clergé... (1).

Voici deux candidats d'imagination intempérante et comme grisés par la révolution. Ils sont éminemment représentatifs de l'époque. — St-Lannes-Pessalier, « ancien magistrat colonial révoqué, actuellement agriculteur et avocat à Mirande » énumère ainsi ses titres :

Je suis âgé de 65 ans; avocat depuis 1806; auteur d'un opuscule ayant pour but de faire connaître le chiffre et l'époque d'ouverture des successions que laissent les Français qui décèdent dans les colonies et pays étrangers; ancien magistrat à la Guadeloupe, révoqué en 1844 pour avoir signalé le vice de l'administration de la justice coloniale; membre de l'Académie de l'industrie agricole manufacturière et commerciale de France ; auteur d'une méthode synoptique pour simplifier les débats judiciaires et hâter le jugement des procès; breveté d'invention le 13 mars dernier; auteur d'un mode d'émancipation pour les esclaves des colonies françaises; depuis plus de 10 ans je fais des essais agricoles; au concours de 1847, la Société centrale d'agriculture de Paris m'a décerné une médaille aux trois effigies. Je me suis présenté au concours de la même société pour 1848; de jour en jour, j'en connaîtrai le résultat (2).

La profession de foi de Martin, capitaine adjudant-major de la garde nationale d'Auch, est d'une incohérence plus lyrique :

Tant que le soleil suivra la route qui lui est prescrite, ma devise sera toujours « Liberté, Egalité, Fraternité ». Citoyens, républicains, écoutez la maxime que je professe de père en fils (sic) depuis 1789, savoir : La vérité brille comme le soleil, comme lui elle est impérissable. En effet, il y a sympathie entre le citoyen Martin, capitaine adjudant-major et le peuple du Gers, puisque

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections, 1848*. — Profession de foi de Sorbet.

(2) *Ibid.* — Profession de foi de Saint-Lannes-Pessalier.

le citoyen Martin, a proclamé la république sur la place de la mairie le 25 février 1848. En outre, le citoyen de 1789 a aussi proclamé la République le 28 du même mois en faisant reconnaître les officiers de la garde nationale. Ses actions depuis 1803, jusqu'en 1848 seraient trop longues à énumérer. Il se borne à énumérer que son père, pur républicain en 1789, est mort le 31 janvier 1847, pauvre, après avoir eu la confiance de tous les administrateurs de la République, ainsi que de tous les préfets jusqu'en 1815, époque de sa destitution après le grand naufrage de la Loire. Il est mort, dis-je, en chantant la *Marseillaise*. Ainsi, mes braves amis, donnez-moi tous vos suffrages pour que j'immortalise à Paris la République. La Patrie reconnaissante vous bénira en faisant le choix d'un homme vertueux qui veut le bonheur du monde entier !

Dans leur profession de foi, les autres candidats, avec moins d'exubérance romantique, étalent tous la persévérance et l'ancienneté de leur zèle pour la liberté ou la république. — J.-B. Berès, « docteur en médecine et agriculteur à Castelnau d'Auzan (Montréal) se dit élève et neveu de Dubarran, député à la Convention nationale, mort en avril 1816 » ; étudiant et carbonaro à Paris ; dans le Gers toujours sur la brèche comme électeur, comme candidat ». Il a signalé « les turpides... d'un pouvoir corrompue et corrompu.... dans *l'Etoile d'Aquitaine*... ».

Dupetit, d'Auch, écrit :

Carbonaro et député de vente pour le Gers en 1822... Informé que le but du carbonarisme était de remplacer les Bourbons par les d'Orléans, je me retirai... Mon cœur n'a jamais battu que pour la République... Mon opposition au roi de juillet date du 9 août 1830... Appelé en témoignage dans un procès où la politique était en jeu, je fis une profession de foi républicaine qui me fit brutalement révoquer au sortir de l'audience... Je fus un des fondateurs du journal d'opposition *Le Pays* et j'ai pris part à toutes ses luttes.

Buret, avocat à Mirande, a été « correspondant depuis 1827 jusqu'à 1834 de cette société qui prépara et accomplit la Révolution de 1830... En 1831 spécialement chargé par le général Lamarque d'assurer l'élection d'un député de l'opposition... » — Aylies s'écrie :

... Que l'on scrute les 25 ans qui se sont écoulés entre ma participation à la défense des 4 sergents de la Rochelle et ma candidature de 1847, pas un seul fait qui altère l'unité d'une vie active et militante...

ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE



Raymond AYLIES

Représentant à la Constituante.

Né à Auch en 1798. Avocat à Paris, il participe à la défense des *4 sergents de la Rochelle*, en août 1822. En 1830, Dupont (de l'Eure) le nomme conseiller à la cour royale de Paris. Elu député de l'opposition, en 1842, par le collège de Domfront (Orne), il fait partie de la gauche constitutionnelle à la Chambre et demande la suppression des députés fonctionnaires. Candidat de l'opposition dans le collège de Lectoure, en 1847, il est battu. En 48, élu représentant dans le Gers et l'Orne, il opte pour l'Orne. Il vote presque toujours avec la droite. Il n'est pas candidat en 1849. Après le coup d'Etat, il fut nommé conseiller à la Cour de Cassation. En 1869, à 72 ans, il fut candidat « conservateur libéral » dans la 1^{re} circonscription du Gers et battit le républicain Jean David.

Lithogr. de Becquet, frères, communiquée par M. Despaux..

David déclare qu'il « a lutté pendant 18 ans contre un système esclave » et qu'avant cette époque « il a combattu l'intolérance politique ». — Le légitimiste Laurentie se vante lui aussi d'avoir toujours demandé la liberté à la monarchie », d'avoir « prêté main forte à Paris au gouvernement provisoire de la République », invité ses amis politiques « à prendre partout l'initiative de la liberté de la réforme (1) ». — Enfin l'*Opinion* qui a soutenu jusqu'à la fin et sans une défaillance le ministère Guizot, consacre à ses candidats des notices fort piquantes : tel, comme Aylies, a été secrétaire de Mauguin et du gouvernement provisoire; tel autre, comme Nabos, ancien inspecteur des postes, a été destitué pour républicanisme; Joret a été candidat de l'opposition condomoise contre l'ancien ministre Persil; Gavarret, chef de l'ancienne opposition condomoise, président du banquet réformiste (2). Tels sont les nouveaux titres que l'*Opinion* propose aux suffrages des électeurs. Cette volte-face de l'ancien journal guizotin en dit long sur le changement survenu et le chemin parcouru depuis Février.

*
**

Le gouvernement avait fixé le vote au chef-lieu du canton, afin de dégager le scrutin des influences locales. Mais des maires protestèrent : le vote au chef-lieu du canton imposait aux électeurs de certaines communes des déplacements coûteux, longs et fatigants, certains excédant 30, 40 et parfois 50 kilomètres. L'incertitude de voter le premier ou le deuxième jour risquait d'écarter nombre d'électeurs campagnards. On prévoyait aussi l'encombrement dans les salles de vote, « des collisions entre communes rivales et turbulentes », l'abstention des vieillards, des malades, des indifférents, « les élections faussées au détriment des campagnes ». Les plaintes furent nombreuses.

(1) Arch. du Gers. *Clubs et élections*, 1848 — Professions de foi. *Opinion*, 17 avril.

(2) *Opinion*, 15 avril.

Dès le 4 avril, Bordes, un cultivateur de Sarrau, demandait le vote par commune (1). — Le maire de Verlus écrivait :

Les populations rurales sont encore trop peu instruites, trop peu pénétrées de leurs droits pour que leur dévouement les incite à aller à de grandes distances dépenser leur temps et leur argent pour exercer une prérogative dont elles apprécient imparfaitement l'importance. (2)

Le maire provisoire de Simorre signalait à Pégot-Ogier, le 22 mars, la nécessité d'organiser une section électorale à Simorre. Certaines communes de l'ancien canton de Simorre sont éloignées de 25 à 30 kilomètres de Lombez, l'actuel chef-lieu de canton : cette distance écartera les vieillards et les infirmes, obligera certains électeurs à 10 heures de marche, à un séjour prolongé dans la ville. Autre inconvénient : le canton compte 15 communes et la petite ville de Lombez ne pourra pas héberger la cohue des électeurs; des bousculades, des collisions seront inévitables. D'autre part, il est imprudent d'obliger tous les hommes valides à quitter à la même heure leurs communes et leurs maisons. — Le 8 avril le maire de Bassoues réclame une section électorale dans sa commune pour faciliter le vote d'Armous-et-Cau, Gazax-et-Bacarrisse, Peyrusse-Vieille, Peyrusse-Grande, Louslitges, Courties et St-Christaud, éloignées de plus de 20 kilomètres de Montesquiou. Le 14 avril, Barcelonne demande à son tour une section de vote : Vergoignan, Arblade-le-Bas, Gée-Rivière, Bernède, Lannux, sont à peu près limitrophes de Barcelonne et éloignées de 20 kilomètres de Riscle, chef-lieu du canton. — Le 7 avril, le maire demande qu'Aubiet soit érigée en section électorale pour la commodité des électeurs de l'Isle-Arné, Lussan, Marsan, Ansan, Blanquefort, St-Sauvy (3).

Tous les fâcheux pronostics formulés par les maires seront démentis par le petit nombre des abstentions, l'ordre et le calme du scrutin. Toutefois, le gouvernement, frappé

(1) *Opinion*, 18 mars. — Lettre de Bordes.

(2) Arch. du Gers. *Elections à la Constituante*, 48.

(3) *Ibid.*

des difficultés signalées par les commissaires, autorisa dès le 26 mars, le fractionnement de certains cantons en sections de vote et Pégot-Ogier érigea Barcelonne, Simorre, Bassoues, Aubiet, Estang en sections électorales. Cette mesure réveilla les défiances et les rivalités de ville à ville, d'Aubiet et de Gimont, par exemple. Des chefs-lieux de canton se plaignirent, prétendant que certaines villes n'avaient vu dans cette demande qu'un déplacement à leur profit du chef-lieu cantonal : le maire de Cazaubon s'éleva contre la section électorale d'Estang. Manciet, qui entretenait une vieille antipathie contre Nogaro demandera plus tard une section électorale. On avait refusé une section de vote à Viella et le maire s'en plaignit amèrement : ce qui eut été juste pour Viella avait été une faveur pour Barcelonne (1).

*
**

Les élections furent très calmes. Dans certains cantons, les électeurs de nombreuses communes rurales arrivèrent en groupes, maires, curés, tambour et drapeau en tête. Le nombre des votants fut très élevé, malgré la pluie et l'éloignement des bureaux de vote. Il monta à 84.000. Le chiffre des abstentions ne dépassa pas le 1/10 des électeurs inscrits. Les élections postérieures, ni les plébiscites n'ont jamais atteint ce chiffre de votants.

Les candidatures s'étaient multipliées. 18 candidats obtiennent plus de 10.000 voix, 25 plus de 2.000, 28 plus de 1.000, 44 plus de 100.

(1) Arch. du Gers. *Elections à la Constituante, 1848*. Maire de Manciet à commissaire délégué, 30 mai. « Malgré une pluie battante, écrivait le maire, à travers des chemins impraticables et affreux, les électeurs de Viella se rendirent au nombre d'environ 500 au chef-lieu de canton (Barcelonne)... La pluie ne discontinua pas et les électeurs rentrèrent trempés jusqu'aux os et horriblement couverts de boue et nombre d'entre eux contractèrent des rhumes et des maladies dont ils sont à peine rétablis. Ils sont résolus à s'abstenir aux prochains scrutins, si on ne leur accorde pas une section électorale ». — Voir lettres des maires de Simorre, Bassoues, Barcelonne, Aubiet, Cazaubon, Estang.

Le recensement des votes se fit à Auch, le 27 avril.

Furent élus : Gavarret, 64.589 voix; Alem-Rousseau, 62.647; Général Subervie, 59.392; Ayliès, 41.263; David, 35.400; Gounon, 31.555; Boubée, 28.865; Carbonneau, 28.635 (1).

La liste du *Comité Central*, patronnée par le *Franc-Républicain*, est battue, sauf les 3 candidats communs aux deux ou trois autres listes. Les candidats du *Comité électoral* sont élus, sauf Dupetit. Ayliès, patronné par le seul journal *L'Opinion*, futur candidat du parti de l'ordre et député officiel sous le second Empire, est élu par plus de 40.000 suffrages. Deux légitimistes notoires ont succombé : de Panat (21.073) et Laurentie (9.545). Ledru-Rollin n'obtient que 893 suffrages, surtout parce qu'il est étranger au département. Duputz et Lamarque de Condom, républicains de la veille, ne comptent que 6.000 voix, tandis que Gavarret, ancien député et membre de l'opposition dynastique atteint un chiffre de voix dix fois supérieur (64.000). La majorité des élus appartient à l'opposition dynastique. C'est le triomphe de l'opinion républicaine modérée.

Que conclure de ce scrutin ? demande l'*Opinion*. Que notre département ne veut pas revenir en arrière et qu'il a la conviction que des hommes tels que Gavarret, Alem, Ayliès, qui appartiennent à l'ancienne opposition dynastique sont suffisamment avancés pour donner à la république une organisation viable. L'échec de Monsieur Ledru-Rollin reçoit encore plus d'éclat par le rang qu'occupe M. Carbonneau dans la liste des huit noms qui ont été adoptés. Il y a huit jours, M. Carbonneau eût pris un des premiers rangs sans la profession de foi où il adoptait le principe de l'impôt progressif.

(1) Arch. du Gers. *Elections à la Constituante, 1848*. — Recensement général des suffrages. Les autres candidats les plus favorisés furent : Nabos, maire de Marciac, 27.199 voix; Joret, propriétaire à Salles, 24.178; Panat, 21.073; Burot, avocat à Mirande, 19.966; Barbé, de Mirande, 19.549; Dubernard, de Lombez, 19.400; Terrail, avocat à Mirande, 13.149; Laurentie, publiciste, 12.419; Cazeneuve, avocat à Mirande, 12.152; Serain, médecin à Gimont, 12.069; Dupetit, banquier à Auch, 11.802; Eug. Lamarque, de Sabazan, 8.984; Barada, propriétaire à Belmont, 7.853; Bères, médecin, 7.220; Duputz, négociant à Condom, 6.632; Lucien Lamarque, avocat à Condom, 6.214; Bernichan, ouvrier constructeur, 2.494. — Voir le supplément de l'*Opinion* du 29 avril.

Le 25 avril, *Le Républicain* signalait le tohu-bohu électoral, la confusion du scrutin.

Nos bons citoyens de la campagne sont animés des intentions les plus pures. Mais aucun d'eux ou presque aucun n'avait, avant le jour de l'élection, entendu proférer le nom de la plupart des candidats pour lesquels on le fait voter. C'est de toute part une distribution avec profusion de bulletins imprimés et manuscrits que l'électeur de la campagne reçoit de toutes mains. Nous avons vu des citoyens au moment du vote prendre dans leurs poches 5 ou 6 billets et mettre dans l'urne électorale le premier touché en disant : « Cela m'importe assez peu, puisque je ne connais aucun de ces messieurs ». S'il en est dans tout le département comme au chef-lieu, l'élection sera une véritable loterie, tout à fait un jeu de hasard... Il est impossible de trouver dans le scrutin qui va s'ouvrir l'expression réelle de nos populations sincèrement dévouées à la république.

Le Franc-Républicain voit dans ces élections le réveil de la contre-révolution. Il accuse le clergé d'avoir voté et fait voter les paysans pour les candidats légitimistes. Il dénonce l'inertie de l'administration.

Le parti royaliste de la branche aînée a agi avec énergie et activité. Le clergé, malgré nos sages avertissements s'est mis à la discrétion du parti henriquiste. Les desservants des églises rurales sont arrivés avec leurs paroissiens, par eux préparés, et tous ont voté pour des candidats légitimistes. En cela, ils n'ont fait que suivre l'exemple et l'impulsion du clergé du chef-lieu. Le peuple avait espéré que les hommes de l'Evangile imitèrent l'exemple du Christ et qu'ils seraient avec le pauvre et celui qui souffre. Les vieilles habitudes sont difficiles à déraciner. La noblesse tient à la monarchie et le clergé suit la noblesse; c'était la situation au 25 février, et rien parmi nous ne paraît changé... Les commissaires extraordinaires n'ont rien fait pour remédier à cette situation. Aussi, la réaction marche partout la tête levée... Il faut faire l'éducation du peuple, la hâter le plus possible...

Ce commentaire du scrutin au lendemain des élections se ressent un peu de la mauvaise humeur de la défaite. Pour lui donner sa vraie portée, il convient de rappeler que, dans sa polémique électorale, le *Franc-Républicain* a inculpé de légitimisme, deux républicains modérés, anciens opposants dynastiques, Alem-Rousseau et David.

Sauf Aylies, la représentation du Gers appartient tout entière à l'opinion républicaine modérée. Mais évitons de tirer de ce scrutin trop d'indications et surtout des conclu-

sions trop précises. Le vague des programmes, l'absence de partis tranchés, définis, la multiplicité des listes et des candidatures, par-dessus tout, l'ignorance et l'inexpérience politiques des électeurs créèrent une situation obscure et confuse. De cette mêlée électorale ne se dégagent que des groupes flottants aux frontières indécises, des tendances divergentes, et, au lieu de conflits d'idées ou de programmes, des rivalités de personnes. Comment l'électeur aurait-il pu saisir la nuance politique des candidats figurant sur deux, trois ou quatre listes ? Sur bien des points, les influences locales, la situation sociale, l'autorité et le prestige personnel des candidats ont dominé le scrutin. Les élus eux-mêmes ne prendront une position politique un peu nette qu'aux débats et scrutins de la Constituante. Il faudra attendre les élections à la Législative en mai 1849, pour démêler avec quelque sûreté la force respective des partis politiques dans le Gers et leur répartition par arrondissements et cantons.

LIVRE DEUXIÈME ⁽¹⁾

La Réaction sous la Constituante

(Mai 1848-mai 1849)

CHAPITRE III

L'élection complémentaire du 4 juin. — Les 45 centimes.

I. *L'Opinion* contre le Gouvernement provisoire et la Constituante. — Thiers candidat; élection d'un légitimiste. — II L'impôt des 45 centimes et la gêne des cultivateurs. — La résistance. — Troubles à Malabat. — La résistance étendue et organisée; arrestation de 3 meneurs à Malabat. — Incidents épars. — Retard exceptionnel du Gers et difficultés de recouvrement. — Délais, remises ou dégrèvements. — Une pétition contre les 45 centimes. — Répercussion politique de cet impôt.

Les républicains modérés ont triomphé au scrutin du 23 avril. A l'Assemblée nationale la force numérique des partis peut être évaluée approximativement à 500 républicains modérés, 100 partisans de la république démocratique et sociale, 200 orléanistes ralliés, 100 catholiques légitimistes. La peur du socialisme et la défiance envers le peuple parisien dominant conservateurs et républicains modérés et l'Assemblée témoigne aussitôt son hostilité à

SOURCES. — (a) ARCHIVES NATIONALES. BB 18 1462-64. Troubles relatifs à la perception des 45 centimes dans le Gers. (Rapports du procureur général d'Agen). — BB 30 370 et 359. Rapports politiques du procureur général d'Agen. — F 1^c III Gers, 6 *Elections*. — (b) ARCHIVES DE LA GUERRE. — *Correspondance générale*, 1848. — (c) ARCHIVES DU GERS. M. *Compte moral et politique*, 1848-1849. Rapports de police et de gendarmerie. *Contributions directes*, 1846-49. *Correspondance des fonctionnaires des contr. dir.*, du pré-

Ledru-Rollin et à Louis Blanc. L'émeute du 15 mai exaspéra ces sentiments, rapprocha les républicains modérés des conservateurs et l'Assemblée réagit contre les tendances socialistes du Gouvernement provisoire par la suppression de la Commission du Luxembourg et des ateliers nationaux. L'insurrection de juin provoquée par cette dernière mesure, accentua la réaction antisocialiste.

I

L'Opinion exulte : les élus du Gers donnent des garanties à l'ordre et à liberté; les « ultras de la république » sont partout en minorité et les modérés l'emportent; « l'ancienne opposition dynastique revient en masse »; Paris « a relégué en queue de liste Ledru-Rollin et Louis Blanc. » (1)

Cet écrasement du parti de la république sociale enhardit les conservateurs. On s'en aperçoit vite au ton de leur journal. Il devient hautain, sarcastique, violent.

Le 4 mai, il fulmine contre Ledru-Rollin et l'ingérence de l'administration dans les élections, le 6 mai contre le communisme. Il reproche à Joly d'avoir révoqué des maires qui « ne portaient pas sa liste tout entière », suspendu des magistrats qui « s'étaient permis de douter de la gran-

fet, des ministres de la Justice, des Finances, de la Guerre, relative à la perception des 45 centimes. — *M. Conseils municipaux*, 1848. Procès-verbaux. Correspondance. — *M. Election d'un représentant*, 4 juin. Recensement général des votes. — *M. Election à la présidence*. Votes. Correspondance. — *Elections à la Législative*, 1849. Recensement général. Procès-verbaux.

PÉRIODIQUES ET JOURNAUX. *Opinion du Gers*; — *Le Républicain du Gers* (jusqu'en juin 1848). — *Le Pays*, créé par le Préfet Belliard; cavaignaquiste; paraît 3 fois par semaine, du 5 septembre au 14 décembre. (Bibliothèque nationale. *Journaux* 1139). — *L'Etoile d'Aquitaine*, républicain montagnard, hebdomadaire dominical, imprimé à Condom, rédigé par L. Lamarque, avocat (25 août 45-24 juin 49). — *L'Égalité*, démocratique-socialiste, 3 fois par semaine (17 avril 49-4 déc. 51). Biblioth. nat. *Journaux* 1134. — Recueil des actes administratifs..., 1848-49.

(1) *Opinion*, 30 avril et 2 mai.

deur de la république », « menacé, vexé des prêtres en leur supprimant l'envoi de leurs traitements ». Il retourne contre les républicains l'épithète de contre-révolutionnaire qu'il définit à sa manière par une diatribe où il accumule ses griefs contre le gouvernement provisoire :

Les contre révolutionnaires sont ceux qui font haïr la république par des impôts illégalement décrétés, qui ruinent la propriété en augmentant de 45 centimes par franc les charges déjà si lourdes dont elle est grevée; et qui, après lui avoir enlevé ses dernières ressources, lui ôtent la seule voie qui lui restât encore, c'est-à-dire le crédit, en soumettant à une taxe de 20 pour cent les créances hypothécaires,... ceux qui, après avoir promis au pays la réduction des traitements, octroient 40 francs par jour aux commissaires des départements (1).

Le Républicain donne la réplique à *l'Opinion* et prend à tâche de réfuter tous ses griefs politiques.

.. On en veut à Ledru-Rollin parce que, seul peut-être parmi les membres du gouvernement, il avait deviné la contre-révolution derrière les adhésions mensongères (27 avril). — «... Propriété ! famille ! religion ! grands mots qui sont dans la bouche de tous les intrigants et de tous les peureux du jour ! Mais c'est un épouvantail qui n'épouvante plus personne. Loin d'en vouloir le bouleversement, la république fait respecter la famille, la religion et la propriété. Les doctrines communistes n'ont pas de plus grands adversaires que les républicains parce que les républicains veulent l'élévation du peuple et non son asservissement. Dites si le gouvernement provisoire que vous attaquez n'a pas été le premier à marcher contre les communistes... » Les commissaires à 40 francs par jour sont une économie sur les traitements de 20.000 à 40.000 francs des préfets de Louis-Philippe. — «... Les contre-révolutionnaires sont ceux qui, depuis deux mois, s'efforcent de discréditer le gouvernement provisoire et d'embarrasser sa marche en publiant toutes les calomnies qui se débitent sur son compte et en lui prêtant sans cesse les intentions les plus perfides. Les contre-révolutionnaires sont ceux qui excitent les contribuables à ne pas payer les impositions alors que la nation est aux abois, dévorée qu'elle a été par le pouvoir cupide et corrompue, hier encore, ils encensaient. Les contre-révolutionnaires enfin sont ceux qui forment cette réunion étrange d'opinion si divergentes pour combattre la république sous le secret d'un scrutin et pour chercher à établir, avec un nom nouveau, le régime du privilège » (2).

Le 30 avril, on planta un arbre de la liberté à Auch, avec la solennité accoutumée (3). *L'Opinion* fait déjà grise

(1) *Opinion*, 4 et 6 mai.

(2) *Le Républicain*, 7 mai.

(3) Chap. 1, p. 51.

mine à ces manifestations : par son attitude froide la population a montré que « pour se croire et se sentir heureuse », elle n'a pas besoin de ces cérémonies révolutionnaires. Le journal multiplie ses anathèmes au communisme et au parti « ultra républicain » ou rouge. Il fait rage contre Ledru Rollin. Il inculpe de communisme Lamartine qu'il n'a un moment exalté que pour déprécier son collègue radical, Ledru-Rollin. Il vilipende la commission provisoire et la Constituante par des citations agressives empruntées aux journaux conservateurs. Dans un article *La Chambre impuissante*, il reproche à l'Assemblée d'avoir voté des félicitations au Gouvernement provisoire. Il blâme la composition du nouveau ministère. Il exploite l'émotion causée par l'attentat du 15 mai pour effrayer l'opinion et la soulever contre Ledru-Rollin, contre le gouvernement qui assure « l'impunité des terroristes et des communistes ». Il demande des mesures contre les clubs, la presse, les associations « qui préparent dans l'ombre la ruine du gouvernement ». Il redoute un nouveau 93, s'élève contre les 45 centimes, vitupère toujours le communisme, prône le luxe qui alimente l'industrie : le bonheur du pauvre est dans le superflu du riche. Enfin, le général Subervie ayant opté pour l'Eure-et-Loir, il lance le 29 mai la candidature de Thiers, véritable défi à l'opinion républicaine (1). Et maintenant nous pouvons mesurer le chemin parcouru par l'opinion contre-révolutionnaire : un instant muette et désarmée, après la révolution de Février, elle louvoie et chemine prudemment déguisée; enhardie par les élections à la Constituante, elle se démasque et la candidature de Thiers, qui dédaignera le plus léger déguisement républicain, marque le moment précis où, dans le Gers, le parti conservateur réunit dans une même attaque la république modérée et la république radicale, sans oser demander encore le retour à la monarchie.

(1) *Opinion*, 30 avril, 2, 4, 6, 8 12, 14, 20, 29 mai.

**

Les élections complémentaires ont été fixées au 4 juin.

Le concurrent de Thiers est Forgues, rédacteur au National, (1) républicain modéré et candidat de l'administration. (2) Il s'excuse auprès des lecteurs de ne pouvoir se rendre dans le Gers avant le scrutin et se borne à envoyer sa profession de foi dont voici les principales formules :

... Suppression des impôts inutiles et emploi profitable des impôts maintenus ou créés... Alliance intime du Capital et du Travail... Progrès de l'agriculture par l'application des crédits publics aux besoins des propriétaires... Tout Français désormais soldat... Entière liberté des opinions et des cultes, de l'enseignement et de la presse... La religion de nos pères honorée et protégée... Le dogme chrétien s'est manifesté au monde par ces trois mots immortels : Liberté, Égalité, Fraternité.

Ce programme, comme ceux d'avril, n'a ni précision ni portée pratique.

Belliard, l'ancien sous-commissaire de Lombez, est également candidat.

Voici de quel ton hautain et dédaigneux *l'Opinion* recommande Thiers aux électeurs :

... Il n'y a là (à l'Assemblée nationale) ni caractère, ni génie, ni courage, ni talent. Hélas ! la France est bien pauvre et bien malheureuse en même temps.. Ayez le courage de votre faiblesse et de votre pauvreté. Demandez ailleurs ce qui n'est plus chez vous. Faites un choix qui soit une leçon et une espérance et si, dans les élections dernières, il est quelques hommes de cœur et de talent qui aient succombé, relevez-les et donnez-les à la France; elle vous en saura gré !...

L'Opinion profite de cette candidature pour évoquer et résumer une fois de plus avant le scrutin ses griefs contre le gouvernement :

Tous les citoyens qui veulent la durée du pouvoir qui a décrété l'impôt des 45 centimes, l'impôt hypothécaire, proposé le divorce, la nouvelle loi du jury, etc., voteront pour Forgues.

(1) Né à Miélan. Sous le pseudonyme d'Old-Nick il rédige des chroniques littéraires et philosophiques au *National* où, depuis 15 ans, il collabore avec Marrast, Duclerc, Trélat, Recurt, Bastide.

(2) Pégot-Ogier, élu représentant de la Haute-Garonne, a été remplacé à la préfecture du Gers par Barousse, installé le 5 mai.

Le 2 juin, l'*Opinion* crut devoir déclarer que la candidature de l'ancien ministre de Louis-Philippe n'était pas antirépublicaine :

Le nom de Thiers n'est pas une protestation contre la République, mais contre les insensés et les pillards qui la ruinent, contre les peureux et les indécis qui la trahissent (1).

Cette double condamnation des républicains modérés et rouges aboutit à cette conclusion : seuls les orléanistes ralliés peuvent sauver et maintenir la république. C'est déjà le rêve d'une république sans républicain que réaliseront les élections de mai 1849.

Thiers fut battu et bien battu : les électeurs du Gers ont toujours répugné à nommer un candidat étranger au département, fut-il une célébrité politique. Un légitimiste, de Panat, ancien député et préfet de la Restauration, fut élu. L'*Opinion* qui l'avait vivement combattu aux élections d'avril, l'avait beaucoup ménagé en mai, réservant toutes ses sévérités au « citoyen Forgues », républicain modéré et soutenu par l'administration. Elle sentait bien que son candidat n'avait aucune chance et *Le Républicain* perdit naïvement son temps à lui reprocher sa conduite dans l'affaire de la duchesse de Berry « où il servit les basses passions du Tibère bourgeois », et sa politique envers l'Angleterre. (2)

Au scrutin du 4 juin de Panat eut 9367 voix (élu), Forgues 8472, Belliard 6627, Nabos 4014, Burot 3699, Thiers 2845. Sur 95000 électeurs inscrits, 60.000 s'étaient abstenus, 35.000, c'est-à-dire un peu plus du tiers, avaient voté.

Thiers, sans aucune attache dans le département, était

(1) *Opinion*, 2 et 3 juin.

(2) *Le Républicain*, 1^{er} juin. La certitude de l'échec de Thiers laisse croire que l'*Opinion* s'est rabattue sur ce personnage totalement étranger au département à défaut d'un sérieux candidat gersois qui ait voulu accepter son patronage jugé encore compromettant. Thiers avait été vivement combattu par l'*Opinion* en 1847.

le candidat le moins favorisé. — De Panat avait rallié la masse des conservateurs. Son succès surprend d'autant plus que sa candidature n'était appuyée par aucun journal ni par des comités électoraux. On ne relève aux archives ni dans les journaux aucune trace de propagande écrite ou orale en sa faveur. — Les républicains modérés et rouge avaient surtout voté pour Forgues. — Ces 3 candidats avaient une couleur politique assez nette; pour les 3 autres, — Belliard, Nabos et Burot, — les influences locales et personnelles ont joué et dominé au scrutin. L'arrondissement de Mirande a partagé ses voix entre Burot, avocat à Mirande et Nabos, propriétaire à Marciac ; Belliard, avocat à Lectoure, a eu une très forte majorité dans son arrondissement : ce futur candidat du parti de l'ordre aux élections à la Législative a drainé, si l'on en croit l'*Opinion*, les voix conservatrices non légitimistes de Lectoure, Fleurance, Miradoux, Mauvezin, Lombez, et provoqué ainsi l'échec de Thiers. D'autre part, le *Républicain du Gers* reproche à Nabos et à Belliard d'avoir dispersé les voix démocratiques et contribué à la défaite de Forgues. Dans ces conditions on ne saurait compter comme républicains les suffrages de Belliard revendiqués par l'*Opinion* et le *Républicain*, et cela ôte de la clarté au scrutin. En opérant sur les suffrages des candidats d'opinion certaine — Panat, Thiers, Forgues et Nabos, — on aboutit aux conclusions suivantes : dans les arrondissements d'Auch et de Condom les voix conservatrices et républicaines se balancent; dans celui de Mirande les républicains l'emportent;

(1) Scrutin du 4 juin, par arrondissement.

	De Panat	Forgues	Belliard	Thiers	Nabos	Burot
Auch	2027	2039	243	660	62	105
Condom . . .	1756	3154	17	1469	134	831
Lectoure . .	1440	1289	4183	315	116	49
Lombez . . .	3269	745	2156	196	57	
Mirande . . .	797	1208	22	209	3550	2656
Armée	80	37	6		95	58
TOTAUX . .	9369	8472	6627	2849	4014	3699

Lombez est fortement conservateur; à Lectoure, la très grosse majorité de Belliard — formée des suffrages républicains, au dire du *Républicain*, des suffrages conservateurs, au dire de l'*Opinion*, — gêne le diagnostic. Huit cantons ont une majorité républicaine : Vic-Fezensac (Auch), Caзаubon, Eauze, Montréal (Condom), Aignan, Miélan, Marciac, Montesquiou (Mirande). Les cantons à majorités fortement conservatrices sont Gimont, Saramon (Auch), Lombez, l'Isle-Jourdain, Samatan (Lombez). (1)

Notons que, par suite de l'éloignement des bureaux de vote, en raison des travaux de la moisson, du peu d'importance attribuée à cette élection complémentaire, 64 p. 100 des électeurs inscrits s'abstiennent au scrutin du 4 juin, ce qui en affaiblit encore la signification.

Le *Républicain* impute l'échec du candidat républicain à l'indifférence et au manque de discipline.

L'élection s'est faite avec beaucoup de tiédeur. Peu d'électeurs des communes rurales se sont approchés du scrutin. Beaucoup ont été retenus par les fêtes locales dont l'attrait pour nos campagnards l'emportera longtemps sur le devoir politique. Bien des fautes ont été commises : il y a eu peu de discipline parmi les républicains; la politique individuelle est un danger... On ne fait rien de grand, rien de sûr que par les partis bien organisés, bien disciplinés... — Panat a obtenu 9.367 suffrages, les autres 20.000, et un légitimiste représentera le département. Le parti républicain est vaincu par sa faute : il a réparti ses voix sur 3 candidats. Forgues n'a été battu que de 800 voix. Si l'on ajoute aux suffrages de Forgues ceux de Belliard et de Nabos qui, eux aussi, ont la prétention d'être républicains, on trouve que le parti démocratique soutenu par 19.000 votes a été vaincu par celui qui n'en a que 9.367. Les légitimistes peuvent rire... Cet échec ridicule n'est imputable qu'au manque de discipline (2).

La défaite du candidat de l'administration consola l'*Opinion* de l'échec de Thiers, et de Panat sera à la Constituante le représentant entièrement selon ses vœux, le seul des représentants du Gers dont elle ait constamment approuvé l'attitude et les votes. Il sera candidat du parti de l'ordre en mai 49.

(1) Arch. du Gers. *M. Election d'un représentant*, 4 juin 1848. Recensement général des votes.

(2) *Le Républicain*, 3 juin.

Quelle que soit la diversité des causes de cette élection d'un légitimiste, — absence de discipline, multiplicité de candidatures, indifférence des électeurs, — le scrutin du 4 juin marque dans le Gers un recul de l'opinion républicaine, le déclin ou la fin de l'élan et de l'enthousiasme de Février.

II

Si cette élection d'un légitimiste s'explique surtout par les divisions du parti démocratique et la multiplicité des candidatures républicaines, on peut croire aussi que les récriminations persévérantes du journal et du parti conservateurs ont eu une répercussion électorale par l'exaspération des paysans contre les 45 centimes.

Dans sa détresse financière, le gouvernement provisoire avait décrété, le 16 mars, une contribution extraordinaire de 45 centimes par franc sur les 4 contributions directes, les patentes, les impositions locales votées et autorisées pour 1848. Présentée comme une mesure de salut public, cette contribution supplémentaire n'en parut pas moins injuste et arbitraire. Elle frappait surtout les petits cultivateurs en grevant principalement la propriété foncière très morcelée et la plus imposée. Calculée sur les centimes additionnels, elle pesait plus lourdement sur les contribuables assujettis à de plus gros sacrifices par les budgets communaux. Enfin, le décret du 5 avril, qui, dans chaque commune, chargeait le maire, le percepteur et un ou deux répartiteurs de dresser la liste des contribuables hors d'état de payer, n'assignait ni règles certaines ni limite à l'exonération : il aboutissait ainsi à l'arbitraire et risquait de paralyser cet expédient fiscal.

Ce don de joyeux avènement du régime indisposa fortement les paysans du Gers, presque tous petits cultivateurs. Ils attendaient un allègement fiscal et on les frappait d'un impôt supplémentaire. Leur déception fut d'au-

tant plus rude qu'une série de mauvaises récoltes, la dépréciation des produits agricoles, la rareté du numéraire avaient entraîné une gêne cruelle et générale. Ajoutons que, dans cet été de 1848, la grêle ravagea la moitié des communes du département. Autre aggravation à cette misère : dans ce pays de vigneron, à la suite de récoltes abondantes, le vin ne se vendait guère, encombrait les celliers ou était cédé à vil prix. Nous lisons dans une pétition à la Constituante, publiée par *l'Opinion* :

On se fera une idée des conséquences désastreuses qu'ont eues pour nous les derniers événements, en rapprochant les prix moyens qu'ont atteint nos vins et eaux-de-vie dans les deux dernières années (12 francs l'hectolitre de vin, 60 francs l'hectolitre d'eau-de-vie) des prix actuels, 4 francs l'hectolitre de vin, 17 francs environ l'hectolitre d'eau-de-vie, futaille et frais de distillation déduits. De grâce, MM. les représentants, vérifiez l'exactitude de ces chiffres... vous comprendrez que, si la valeur vénale de tous les autres produits agricoles a été altérée ou réduite par l'effet des circonstances, notre revenu à nous a été entièrement anéanti.... Bien plus, vous vous convaincrez que les frais nécessaires de culture ne sont même pas couverts. Dans presque tout le reste de la France, le propriétaire reçoit du colon, métayer ou fermier, un revenu que les derniers événements ont pu plus ou moins affecter, mais qu'ils n'ont pas absolument annulé... Mais l'industrie vinicole est trop chanceuse, trop onéreuse pour que la vigne puisse être affermée. Aussi le revenu réduit partout ailleurs est vraiment détruit dans nos mains. Nos exploitations ne sont plus que de véritables ateliers de travail et, puisqu'on se propose, dit-on, de multiplier à grands frais les ateliers de secours dans toute la France, pourquoi voudrait-on nous contraindre à fermer les nôtres ?...

En juillet, les maires des 18 communes du canton de Riscle (Mirande), centre de l'Armagnac, ont adressé au préfet une lettre collective exposant la situation faite à leurs administrés par les 45 centimes.

Le revenu principal de ces contrées consiste en vin. Les céréales ne sont qu'un accessoire et suffisent à peine à sa consommation locale. Par suite de l'absence absolue de numéraire dans nos campagnes, les produits vinicoles ne peuvent se vendre à aucun prix. Ils encombrant les celliers et ne sont d'aucune ressource pour le propriétaire dont le premier devoir est de payer les ouvriers et les frais d'exploitation. Dans ces circonstances le plus riche, en apparence, est en réalité le plus embarrassé, puisqu'il a plus de charges et qu'il ne peut ni vendre ni employer. L'impôt ordinaire qui frappe le Gers est beaucoup plus élevé que dans les départements voisins. C'est à grand peine que nos cultiva-

teurs ont réussi à l'acquitter jusqu'à présent, mais le moment arrive où nous nous voyons dans la presque impossibilité de payer le second trimestre. Nous ne pouvons donc vous dissimuler, Monsieur le Préfet, notre complète impuissance à verser les 45 centimes, si le gouvernement persiste à en exiger la rentrée (1).

En août, le préfet décrivait au ministre des finances la détresse des cultivateurs du Gers :

La grêle a porté la dévastation dans le département que j'administre. La misère est à son comble dans le plus grand nombre des communes. Les cultivateurs abandonnent les champs et vont offrir le secours de leurs bras dans des contrées moins malheureuses. C'est un spectacle de misère digne de toute la bienveillance du gouvernement. Avant le désastre de la grêle, les communes éprouvaient de très grandes difficultés. Il résulte de renseignements que, malgré la meilleure volonté, les plus grands propriétaires se trouvent dans l'obligation de contracter des emprunts. De toutes parts on demande la remise de l'impôt des 45 centimes (2).

La misère profonde des campagnes du Gers, attestée par les pétitions et la lettre du préfet, explique la longue et vive résistance au nouvel impôt.



Dès le 23 mars, Pégot-Ogier invitait les maires à dresser de concert avec le percepteur et 1 ou 2 habitants la liste des contribuables hors d'état de payer (3).

Le 14 avril, Belliard, sous-commissaire délégué à Lombez, écrivait à Pégot-Ogier :

J'ai parlé aux maires de l'impôt des 45 centimes. Je les ai engagés à presser les contribuables, à leur expliquer les besoins du gouvernement républicain. La principale cause qui empêche la rentrée de cet impôt est la gêne qu'éprouvent en ce moment toutes les populations agricoles (4).

Le 20 avril, Pégot-Ogier informe le ministre des difficultés du recouvrement des 45 centimes. Le décret du 5 avril, qui prévoit des dégrèvements, a incité les contri-

(1) *Opinion*, 20 juillet 48.

(2) Arch. du Gers. *Contr. dir.* 1846-49. Préfet à min. des finances, 24 août 48.

(3) *Ibid.* — Circ. aux maires (imprimé).

(4) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1848. Belliard à Pégot-Ogier, 14 avril.

buables à retarder le paiement dans l'espoir d'une suppression de l'impôt. Les résistances se dessinent un peu partout. Pour y mettre fin le ministre des finances prescrit des « poursuites réglées avec prudence et fermeté. » (1)

Le 11 mai, le receveur particulier demande la liste de tous les contribuables en état de se libérer; les percepteurs leur enverront sans retard une sommation sans frais. Il veut connaître par commune les contribuables les plus aisés qui ont manifesté leur résolution de ne pas payer; les plus influents d'entre eux devront être rigoureusement poursuivis les premiers pour l'exemple. Le directeur des contributions directes juge indispensable un arrêté préfectoral qui ordonne l'établissement des états de cotes irrécouvrables jusqu'à épuisement des 30 millions accordés au Gers en dégrèvement de cette contribution. Les mesures de coercition affirmeront la volonté du gouvernement de percevoir les 45 centimes, mettront fin à des illusions ou des espoirs qui entretiennent la résistance (2).

Mais les percepteurs ont vainement essayé de se concerter avec les maires et les répartiteurs pour la confection des listes de dégrèvement : l'hostilité contre les 45 centimes est telle que maires et répartiteurs se dérobent obstinément; ils refusent « d'apprécier la fortune plus ou moins grande de chacun »; indiquer les contribuables hors d'état de payer, c'est désigner les autres aux poursuites et ils redoutent d'exciter des jalousies entre contribuables, d'encourir les reproches et l'animosité de leurs administrés. Ils sont effrayés aussi par des menaces de meurtre et d'incendie. Ce refus des maires de collaborer avec les agents du fisc prolonge parmi les populations l'espoir d'une suppression prochaine de l'impôt. De là, un redoublement d'opposition et de résistance aux percepteurs (3). Les contribuables se retran-

(1) Arch. du Gers. *Contr. dir.* 1846-49. — Min. des fin. à Pégot-Ogier, 9 mai.

(2) *Ibid.* — Receveur particulier à préfet, 13 mai.

(3) *Ibid.* — Dir. des contr. dir. à préfet, 20 mai. — *Rec. des actes adm.*, 1848, n° 33. — Circ. aux maires.

chent derrière l'illégalité de l'impôt qu'une loi seule peut rendre exigible.

En dépit des objurgations du gouvernement et de l'administration, « le recouvrement des 45 centimes est complètement nul », constate le receveur particulier de Lombez; les lenteurs, les hésitations ont encouragé la résistance; l'urgence de l'impôt dictait une attitude plus nette, plus énergique. Il écrit le 6 mai :

Je ne prétends pas blâmer l'administration d'avoir cherché à épuiser les voies de conciliation; mais, du moment où le public a élevé des doutes sur la légalité de l'impôt, les avertissements officiels... étaient dangereux, parce que c'était accréditer l'erreur... Cette imposition ayant un caractère d'urgence, il fallait imprimer ce caractère au recouvrement. Maintenant le mal est fait et c'est à l'empêcher de s'aggraver qu'il faut s'attacher... Ce sera difficile... Si j'en crois les rapports qui me parviennent de tous les points, on rencontrera des résistances d'autant plus opiniâtres qu'elles sont calculées et qu'il y a parti pris d'attendre la décision de l'Assemblée nationale. Il y a plus : les maires paraissent généralement décidés à ne pas s'occuper de la rédaction des cotes irrécouvrables parce qu'ils pensent qu'il y aurait trop d'articles à y faire figurer et que, si on les restreint, ils deviendront l'objet de haines dangereuses... J'ai prescrit aux percepteurs d'adresser des sommations sans frais à tous les contribuables qu'ils savent être en position de payer l'imposition des 45 centimes et de leur faire connaître en même temps ce qu'ils peuvent devoir, tant sur l'exercice courant que sur les exercices expirés, afin de tout comprendre dans la même poursuite. Évidemment, les actes de poursuites sont nombreux, car il me semblerait imprudent d'en excepter un seul de ceux qui sont réputés dans l'aisance... Quelques-uns paieront... mais le plus grand nombre ne paiera pas. Que faut-il faire ? Faut-il continuer tous les actes subséquents ? Si on continue, on peut pousser à la désaffection; si on s'arrête, on montre de la faiblesse et alors naît la pensée de non-légalité... (1)

Toutes ces critiques, tous ces pronostics pessimistes attestent l'indécision, le désarroi, le découragement des agents du fisc, l'étendue et la ténacité de la résistance des contribuables.

Le même jour, le percepteur de Villecomtal (Miélan) signale la même situation et annonce une rébellion prochaine.

(1) Arch. du Gers. Contr. dir., 1846-49. — Receveur part. de Lombez à préfet, 6 mai.

Cette contribution, écrit-il, aggrave la situation des propriétaires qui s'attendaient à une réduction de leurs charges. Leurs ressources consistaient en denrées. La plupart, soit qu'ils eussent ou non un excédent, les ont vendues pour commencer de satisfaire aux dettes criardes, contractées pendant ces malheureuses années. Il ne leur reste que le vin, marchandise sans prix et sans débouché, à charge bientôt. Chaque contribuable cherche à démontrer l'impossibilité de payer. Il ne veut payer que par la force. Il avance bien d'autres menaces... Les maires ne veulent pas se charger de décider que tel paiera tout et que tel autre ne paiera qu'une partie ou rien du tout. Ce refus leur est dicté par la prudence, car les citoyens de l'Arros s'échauffent facilement et sont terribles dans leurs résolutions. La lecture de la lettre du citoyen ministre, qui ordonne la poursuite sans s'arrêter à aucune considération, n'a pas fait la moindre impression. On attend l'attaque (1).

Les prévisions du percepteur ne tardent pas à se réaliser.

Le mécontentement et la colère couvent, grandissent dans l'arrondissement de Mirande et surtout dans le canton de Miélan. Le 13 avril, Vigne, caporal en retraite, se rend chez le percepteur de Miélan pour toucher sa pension. Invité à payer les 45 centimes, il invective contre le gouvernement provisoire et ses agents; au marché, il excite publiquement les habitants et les paysans au refus de la contribution maudite, disant, qu'établie par décret, elle n'était exigible qu'après avoir été confirmée par l'Assemblée nationale. « L'effervescence des esprits est extrême dans les communes de Miélan, Marciac et Montesquiou » (2). Les refus de paiement se multiplient; la résistance s'étend et s'aggrave. Le 3 juin, elle tourne à l'émeute à Malabat (Miélan), à la suite d'une signification de garnison collective. Luro, capitaine de la garde nationale, fait sonner le tocsin et battre la caisse pour amener les paysans; il oblige par menaces le porteur de contrainte à reprendre ses billets de garnison avec défense de rentrer dans la commune. Le lendemain, 4 juin, jour de l'élection complémentaire, les électeurs de Malabat et de Betplan arrivent à Miélan, drapeau en tête, chantant une chan-

(1) Arch. du Gers. *Contr. dir.*, 1846-49. — Percepteur de Villecomtal à préfet, 6 mai.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* 1848. — Lieut. de gend. à min. de la guerre, 7.

son sur l'incident de la ville, l'expulsion du recors. Un attroupement se forme sur la route et les électeurs des communes voisines signent l'engagement de résister à main armée à toute contrainte (1). Une instruction est ouverte. Le juge d'instruction de Mirande a préparé des mandats d'arrêts contre les perturbateurs de Malabat. Pour en assurer l'exécution, le 6 juin, il se transporte en voiture à Villecomtal, chef-lieu de la perception d'où dépend Malabat, avec le sous-commissaire et le procureur de la république. Ces 3 fonctionnaires sont accompagnés de 11 gendarmes commandés par le lieutenant Dal. Leur arrivée à Villecomtal provoque aussitôt un nombreux rassemblement. Le tocsin sonne et une foule d'hommes et de femmes, armés de fusils et de faux accourt des communes voisines. Ce cortège bruyant, vociférant, accompagne les fonctionnaires et les gendarmes jusqu'à Malabat. Il grossit sans cesse en chemin. Les magistrats vont chez le maire de Malabat. Il leur déclare que, démissionnaire depuis deux jours, il se rend aux eaux des Pyrénées; il ne leur donnera aucun renseignement; pas un habitant ne leur en fournira; il les avertit en outre qu'ils courent de grands dangers et risquent un soulèvement général si la gendarmerie se montre.

En effet, des centaines de paysans armés de fourches en fer, de sabres, de faux, de pioches, perches et bâtons, continuent d'accourir à Malabat, à travers champs, au son du tocsin. Ils profèrent des menaces, des cris de mort contre les gendarmes, veulent démolir la voiture des magistrats, la jeter dans un vivier. Un haut-volant aurait été levé sur la tête du juge d'instruction et un fusil braqué sur le procureur et le sous-commissaire. Les fonctionnaires s'efforcent vainement de calmer cette foule. Les gendarmes restés en arrière et prévenus du danger se sont prudemment repliés sur Miélan par un chemin de traverse et sur l'ordre du procureur, pour éviter une collision sanglante.

(2) Arch. nat. BB 18 1462. Rapport du proc. gén. d'Agen, 10 juin.

Ces bandes grossissent et les magistrats prennent le parti de s'éloigner. Mais par une forte chaleur les insurgés les obligent de retourner à pied à Villecomtal, en suivant leur voiture où ont pris place une douzaine de femmes et d'enfants. Railleries, quolibets, menaces s'abattent sur les prisonniers. On veut forcer l'huissier à marcher avec sa redingote à l'envers; le procureur qui essayait de faire entendre raison à un insurgé est rabroué; le sous-commissaire qui voulait fumer un cigare doit y renoncer : on ne fume pas en bonne compagnie. Cependant on leur permet de remonter dans leur voiture qui devra marcher au pas. Le tocsin sonne toujours dans les communes voisines; les paysans accourent et cet étrange cortège grossit qu'à compter 3.000 personnes, 6.000 estime l'*Opinion*.

Cette foule irritée se répandait en imprécations contre le gouvernement, le peuple et les ouvriers de Paris. « La mort mille fois la mort, criait-on, plutôt que de payer les 45 centimes. Nous sommes accablés par la misère, nous n'avons pas de denrées, nous ne pouvons pas les vendre; hier la grêle a ravagé le pays près d'ici. Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas payer. Malheur à qui viendra pour nous y forcer ! »

Luro voulut obliger le procureur à signer un engagement de ne plus retourner à Malabat pour les 45 centimes. Le procureur refusa.

Tantôt à pied, tantôt en voiture, les magistrats, escortés de leurs vainqueurs, arrivèrent à Miélan à 2 heures de l'après-midi. Par moquerie on obligea les prisonniers à faire deux fois le tour de la ville. Ensuite, les insurgés, harassés de chaleur et de fatigue, renoncèrent à reconduire leurs prisonniers à Mirande, les remirent en voiture et leur permirent de continuer librement leur chemin après les avoir engagés à ne plus revenir à Malabat (1).

(1) Arch. nat. BB 18 1462. Réquisitoire du proc. gén. d'Agen, 18 juin.— Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*— Lieut. de gend. et colon. de la 13^e légion à min. de la guerre, 7 et 10 juin. — *Opinion*, 8 et 10 juin. — *Le Pays*, 9 sept. 48.

*
**

Après cette défaite de l'autorité la résistance s'organise et s'étend. L'autorité judiciaire est perplexe : une prompte répression peut seule enrayer le mouvement; mais la force armée disponible, — 250 cavaliers et presque pas d'infanterie, — au dire du préfet, est insuffisante à assurer l'exécution des mandats de justice. Force est donc d'attendre.

1

Le 16 juin, à la suite du départ de 2 bataillons du 27^e pour Bordeaux, le général commandant la 11^e division militaire à Bayonne, demande de nouvelles troupes pour surveiller et pacifier le Gers et les Hautes-Pyrénées, presque entièrement dépourvus d'infanterie, et dont les gardes nationales ne sont pas encore armées (1).

La rébellion gagne toujours. Le procureur général écrit que, de Mirande et Nogaro aux Pyrénées, — dans le Gers, les Hautes et les Basses-Pyrénées, — plus de 100 communes se sont liguées contre les 45 centimes. A l'appel du tocsin les insurgés doivent se porter en masse aux lieux où opéreront les agents du fisc.

Des émissaires enrôlent sans cesse des recrues, au besoin par des menaces de meurtre et d'incendie. Les esprits s'échauffent. On ne parle que guerre civile, de marche sur Paris. L'autorité ne peut plus s'en tenir aux demi-mesures. Il faudra des forces considérables pour rétablir l'ordre. Les orateurs de la Constituante, déclare le procureur général, se sont trompés en affirmant que les 45 centimes rentrent sans difficultés. L'affaire n'est plus exclusivement judiciaire : elle est devenue une grave question politique. Il faut, ou renoncer à l'impôt, ou en modifier la forme, ou en faciliter le paiement, ou agir vigoureusement pour prévenir et décourager toute résistance. C'est ainsi

(1) Arch. de la guerre. *Corr. gén.* 48. Ct de la II^e D. M. à min., 16 juin.

que le procureur général apprécie la situation au 16 juin (1)

De son côté, le général d'Antist commandant à Auch la 2^e subdivision du Gers et des Hautes-Pyrénées, dénonce au capitaine de gendarmerie de Tarbes, un vaste complot organisé dans le Gers, les Hautes et les Basses-Pyrénées, en vue d'un soulèvement général et armé contre les 45 centimes; les insurgés se proposent de s'emparer du fort de Lourdes et de ses canons (2).

Par un arrêt d'évocation du 10 juin la cour d'Agen a délégué un conseiller pour instruire l'affaire de Malabat. Il s'est arrêté à Auch où général, préfet, capitaine de gendarmerie, membres de la commission départementale, sous-préfet et procureur de Mirande tiennent une conférence. L'opinion unanime est qu'une simple démonstration aggraverait la situation en irritant plus fortement les esprits. Un rapport du lieutenant de gendarmerie corrobore cet avis. (3)

L'exaspération des populations va grandissant. Les maires démissionnent. Celui de Bassoues n'ose pas permettre aux gendarmes d'arracher les placards portant ces menaces : *Mort au perceuteur ! Incendie pour qui paiera les 45 centimes !* Une pareille tolérance semble assurer l'impunité aux organisateurs de la résistance et laisse le champ libre à la propagande. Le procureur Chevert conseille au magistrat délégué d'ajourner son voyage à Mirande où sa

(1) Arch. nat. BB 18/1462. — Rapport du cap. de gend. 11 juin. — proc. gén. à g. des sc., 16 juin. — Arch. de la guerre, *Corr. gén.*, 48. — Préfet des Htes-Pyrénées à com. la 11^e D. M., 24 juin. — Intérieur à Guerre, 29 juin; — Guerre à Intérieur, 30 juin.

(2) Arch. de la Guerre. *Corr. gén.* 48. — Com. 11^e D. M. à min., 16 juin. — A l'occasion de ces troubles un vif désaccord a surgi entre le préfet des Htes-Pyrénées et le général d'Antist. Le préfet déclare que le complot dénoncé n'est qu'une invention absurde. Il reproche au général de ne l'avoir pas prévenu, rappelle ses « antécédents légitimistes qui lui ont fait accueillir comme une nouvelle sérieuse ce qui n'a été que le vœu des hommes de son ancien parti ». Il conclut en demandant le déplacement de d'Antist. Le ministre de la guerre estime que la dénonciation d'un complot par la voie hiérarchique ne saurait motiver le déplacement d'un général (*Corr. gén.*).

(3) Arch. nat. BB 18/1462. — P. g. d'Agen à G. des sc., 16 juin. — rapport du lieut. Dal, 11 juin.

présence ajouterait aux embarras de la situation. Des hommes estimés, influents s'emploient à calmer les esprits en insistant sur les dangers et les dégâts matériels d'une émeute et d'une intervention militaire. Le vice-président du tribunal de Tarbes, Cestia, très écouté à Malabat, son pays natal, agit dans ce sens. Il se rend à Auch avec Chevert pour renseigner le magistrat délégué. Il lui expose que la résistance à l'impôt s'étend et s'aggrave tous les jours. A Rabastens, des soldats chargés d'assurer la perception des 45 centimes, ont fraternisé avec les paysans du marché; les paysans croient que les soldats refuseront de réprimer une résistance qu'ils estiment légitime et que le refus de l'impôt est général. Cestia a combattu ces idées, conseillé la soumission en raison du fractionnement de l'impôt payable après la récolte et des périls d'une rébellion; il les engage à se confier à la justice; d'ailleurs, les chefs de famille en révolte contre l'autorité seront arrêtés et ce sera la misère dans ces foyers; les plus coupables devraient se sacrifier en se constituant prisonniers. Mais les paysans demeurent sourds à toutes les exhortations et persistent dans leur attitude. (1)

Le magistrat délégué se rend enfin à Mirande pour informer. Il entend quelques témoins et les fonctionnaires molestés à Malabat. A la suite de l'information il a remis au capitaine de gendarmerie les mandats d'amener contre Luro et Cassagne, commandants de la garde nationale à Malabat et à Villecomtal, contre la fille Dupalanque signalée pour propos « violents et atroces », contre un quatrième individu qui aurait braqué son fusil sur le procureur et le sous-préfet. Si ces 4 individus sont arrêtés ou se présentent spontanément, la procédure continuera; sinon, la cour rendra un arrêt par contumace afin d'obliger les prévenus à se constituer prisonniers. Pour l'exécution des mandats, le capitaine de gendarmerie et le général chargé

(1) Arch. nat. BB 18/1462. — Procureur de Mirande au commissaire délégué, 12 juin; — commissaire délégué à proc. gén., 18 juin; — Cestia au proc. de Mir., 16 juin.

d'appuyer ses opérations conviendront du moment et des moyens. (1)

Juillet passe et aucun des prévenus ne se présente. Le préfet hésite toujours, attend, espère une détente. En août, il doit se rendre à Malabat pour se renseigner et pacifier les esprits; après ce voyage, le capitaine de gendarmerie exécutera les mandats. (2) Mais tous ces retards indisposent le ministre de la justice près de taxer de pusillanimité la conduite du préfet. Le 18 août, le ministre déclare que ce voyage sera le dernier délai. (3)

Le général et le préfet redoutent toujours un soulèvement général et une aventure sanglante. Ils ne veulent opérer qu'avec des forces considérables. Bassoues, Lupiac et quelques communes du canton de Plaisance les inquiètent vivement. Pour l'exécution des mandats, le lieutenant de gendarmerie de Mirande, Dal, a élaboré tout un plan stratégique : un piquet à Betplan, entre Villecomtal et Malabat, occupera le clocher pour empêcher le tocsin; un détachement de 200 hommes s'établira sur les hauteurs dominant les 3 villages pour se porter sur les points menacés; à l'entrée de Villecomtal un escadron protégera le passage des prisonniers contre toute tentative d'enlèvement par les insurgés; toutes les brigades à cheval de la lieutenance de Mirande coopéreront avec 80 hommes de troupes aux arrestations qui devront être simultanées (4).

Le 7 septembre, à l'aube, un escadron du 2^e chasseurs, précédé de plusieurs brigades de gendarmerie, entrait à Malabat. Luro, Cassagne et la fille Dupalanque furent arrêtés sans difficulté; le quatrième individu recherché avait fui. Les prisonniers furent écroués à Mirande, puis transférés à Agen. Un arrêt de la cour d'appel du 18 septem-

(1) Arch. nat. BB 18 1462. — Proc. gén. à G. des sc, 27 juin; — procureur de Mir. au com. délégué; — com. délégué à proc. gén.

(2) *Ibid.* — Cap. de gend. à proc. gén., 31 juillet.

(3) *Ibid.* — Proc. g. à G. des sc., 4 août; g. des sc. à proc. gén. 18 août.

(4) *Ibid.* — Proc. gén. des sc., 3 sept.; — lieut. de gend. de Mir. à cap., 25 juin.

bre renvoya les 3 prévenus devant les assises du Gers. Ils furent acquittés.

Toutes ces craintes, hésitations et lenteurs des autorités judiciaires et administratives témoignent de l'irritation profonde des populations. Elles ont encouragé sur de nombreux points la résistance ouverte.



En dehors du soulèvement étendu et organisé dans l'arrondissement de Mirande, les journaux et les rapports des receveurs particuliers signalent un peu partout des turbulences, des mutineries contre les porteurs de contrainte, des bouillonnements épars dans les campagnes.

En juin, un porteur de contrainte informe le sous-préfet de Lectoure que la commune d'Homs (Mauvezin) s'est insurgée contre les 45 centimes; le maire dirigeait le mouvement. De son côté, le maire proteste contre cette dénonciation mensongère : il n'a encouragé personne à refuser les 45 centimes que d'ailleurs tout le monde est bien résolu à ne pas payer (1).

En juillet, un agent de poursuites envoyé à Montesquiou se retire précipitamment devant l'hostilité d'une population irritée. Le receveur particulier voit dans cet incident « le résultat inévitable de l'impunité de l'affaire de Malabat ».

A Lasseube (Auch-sud), un porteur de contrainte, voulant opérer une saisie chez un contribuable, Solirène, trouva la maison fermée. En l'absence de l'adjoint, il ne put requérir l'ouverture des portes. Un second porteur n'eut pas plus de succès. A la demande du percepteur Mailhos, le préfet écrivit en octobre au procureur pour obtenir le ministère d'un huissier en vue d'une saisie (2).

Fin juillet, le préfet Belliard avait suspendu un maire pour refus des 45 centimes. Cet arrêté fut affiché dans tou-

(1) Arch du Gers. *Contr. dis.*, 1846-49. — Sous-préf. de Lectoure à préfet, 23, 28 juin; maire de Homs à sous-préf., 18 et 20 juin.

(2) Ibid. — Rec. gén. des fin. à préfet, 5 août, 10 oct. 48.

tes les communes. Résultat : ce maire frappé à grand renfort de publicité fut réélu par son conseil (1).

Au début de novembre, les habitants d'Antras (Jegun) se saisirent du porteur de contraintes, lui lièrent les mains derrière le dos et le reconduisirent aux confins de la commune (2).

Le 6 novembre, à Tillac (Marciac), l'agent de poursuites se heurta à une vive résistance. Depuis quelques jours, il avait saisi et mis sous séquestre une jument et une pendule appartenant à Audirac. Accompagné de deux recors, il veut s'en emparer pour les vendre au marché de Marciac. Mais le tocsin sonne et un attroupement se forme aussitôt pour empêcher la saisie. Il doit se retirer sous les malédictions et les injures. Il déposa une plainte et la justice informa (3).

En avril, 1849, le journal *L'Egalité* signale encore des troubles et des saisies à Lavardens et à Jegun pour refus des 45 centimes (4).

Le 4 novembre 1849, le procureur de la république et le lieutenant de gendarmerie de Condom se rendirent à Bezolles (Valence) pour aviser au moyen de recouvrer les 45 centimes. Les 6 habitants consultés déclarèrent les contribuables prêts à cesser toute résistance, si on obligeait d'abord les riches à payer. L'agitation fut vive et quelques coups de fusil éclatèrent (5).

Le recouvrement des 45 centimes dans le Gers a occasionné des troubles et des poursuites jusqu'à la fin de 1849. Nous mesurerons encore mieux l'étendue et la ténacité de la résistance en examinant les procédés de l'administration pour vaincre ou déjouer l'opposition des contribuables, les délais, remises ou dégrèvements accordés par le gouvernement.

(1) *Opinion*, 27 juillet, 20 août.

(2) *Ibid.*, 8 novembre.

(3) *Ibid.*

(4) *Egalité*, 19 avril 49.

(5) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1849. — Lettre du lieutenant de gend. de Condom, 12 nov. 49.

*
**

Nous connaissons par le *Moniteur* du 2-septembre l'état du recouvrement des 45 centimes au 31 juillet 1848. Dans le Gers, sur un rôle de 1.665.410 francs, 194.988 francs seulement ont été perçus. Sauf le Lot, la plupart des départements pauvres ont versé des sommes, proportionnellement supérieures (1).

Ces 45 centimes ont pesé sur les élections municipales de juillet. Beaucoup de conseillers municipaux ont été élus sur la promesse de s'opposer à leur recouvrement. Notons aussi qu'une proposition à la Constituante d'abroger le décret du 16 mars a accru encore l'hostilité et la résistance.

Pour la contribution des 45 centimes, il ne faut plus en parler, écrit le receveur particulier de Lombez, le 2 août. La résistance est peut-être plus forte que jamais. Beaucoup de conseillers municipaux ont été élus à la condition qu'ils opposeraient au recouvrement de cette contribution. La proposition qui a été faite à la Chambre de retirer le décret du 16 mars arrête aussi les contribuables bien disposés. Je ne vois pas de terme aux difficultés qu'il n'est pas en mon pouvoir de vaincre... »

Le 5 août, le receveur général écrivait au préfet :

... Les élections municipales ont fourni aux récalcitrants l'occasion de manifester leur opposition et leur résistance. Partout les porteurs de contrainte sont sans force et sans appui... (2).

(1) *Moniteur*, 2 sept. 48. — Situation des recouvrements effectués sur les 45 centimes au 31 juillet 48.

Départements	Montant des rôles	Recouv ^s au 31 juill.	Restes à recouvrer
Gers	1.665.410	194.988	1.470.422
Lot	1.395.993	63.278	1.332.715
Aveyron	1.561.003	194.666	1.366.337
Corse	349.510	61.226	288.284
Ariège	773.376	120.517	652.859
Hautes-Pyrénées. . .	685.437	137.603	547.834
Pyrénées-Orientales.	766.551	284.792	481.759
Hautes-Alpes.	537.817	174.034	363.783
Basses-Alpes	704.553	182.177	522.376

Au 31 juillet sur le montant général des rôles, — 191 millions —, 96 millions, c'est-à-dire plus de la moitié, ont été recouverts. Ce sont les départements de la région du Nord et de la région parisienne qui ont le plus versé.

(2) Arch du Gers. *Cont. dir.*, 1846-49. — Recev. part. de Lombez à recev. général, 2 août; — recev. gén. à préfet, 5 août.

Le ministre de l'intérieur invite les préfets à secouer l'inertie des maires qui, par leur refus obstiné de dresser les états de dégrèvement, exposent à des poursuites les habitants pauvres de leurs communes. A son tour, le 11 septembre, le ministre des finances insiste sur la « nécessité de donner une plus grande impulsion, au recouvrement des impôts directs ».

Des moyens de contrainte plus énergiques, plus efficaces pour « vaincre les difficultés créées le plus souvent par la malveillance des ennemis de la République », sont envisagés. Le préfet propose au receveur général des finances, s'il le juge nécessaire, l'emploi de la garnison individuelle militaire qui n'a pas encore été appliquée dans le Gers. De son côté, le receveur général s'ingénie à déjouer ou vaincre la résistance des contribuables. Il demande au ministre des finances d'ajourner le paiement aux caisses publiques de tous les créanciers et salariés de l'Etat qui n'auraient pas payé les 45 centimes. Il propose, afin d'éviter tout nouveau retard, que les préfets confient aux seuls percepteurs le soin de dresser les listes de dégrèvement en cas de refus des répartiteurs et des notables. Les obstacles s'accumulent contre les porteurs de contrainte : sans appui auprès des maires ou adjoints, isolés en face de la population irritée, ils se découragent et abandonnent la lutte. Le receveur général songe à remplacer par les huissiers des tribunaux les porteurs de contraintes, selon lui, dépourvus d'énergie et de zèle, peu expérimentés en saisie. Cet emploi d'huissiers s'autorise d'un arrêté de 1832, qui permettait aux percepteurs de requérir les huissiers pour poursuivre au 2^e et 3^e degré en matière de contributions directes. En outre, un avis du conseil d'Etat du 13 août 1840 obligeait les huissiers à prêter leur concours aux receveurs et aux percepteurs pour suppléer à l'inexpérience ou à l'inaptitude des porteurs de contrainte. Enfin, le 2 novembre 48, le préfet du Gers prend un arrêté autorisant cet emploi d'huissiers. Mais partout, les huissiers refusent leur concours ou n'acceptent ce nouveau rôle

qu'avec répugnance et contraints. Le sous-préfet de Condom informe le préfet qu'aucun huissier n'a voulu procéder à des saisies contre des contribuables. Le procureur d'Auch dut requérir l'huissier Barciet pour l'obliger à prêter son concours au percepteur de Lasseube-Propre (1).

Tandis qu'on envisage de nouveaux moyens de contrainte, le préfet signale au ministre des finances la gêne et les difficultés particulières au Gers par suite de la grêle qui dévaste chaque année une partie du département. En cet été de 1848, la moitié des communes a été atteinte par le fléau. « La misère est à son comble ». Les cultivateurs abandonnent leurs champs et vont se louer au loin comme domestiques. Les propriétaires aisés sont acculés aux emprunts. Partout, on réclame des remises ou des dégrèvements. Certaines communes implorent des délais : on attend la rentrée des récoltes, la reprise des transactions, le relèvement du prix des produits agricoles, ressource unique du pays. Le département a obtenu une réduction de 30.000 francs sur le montant des 45 centimes. Mais, depuis longtemps, la plupart des maires et répartiteurs ont refusé de dresser les états de dégrèvement; les notables désignés n'y ont guère mis d'empressement (2). Si dans un certain nombre de communes, des listes de dégrèvement ont été rédigées, de nombreux maires, surtout dans les communes ravagées par la grêle, demandent le dégrèvement en masse, c'est-à-dire la remise entière des 45 centimes pour tous les contribuables (3). Finalement, les percepteurs ont été chargés d'établir seuls les listes

(1) Arch. du Gers. *Cont. dir.*, 1846-49. — Cir. minist., 5 août et 11 sept.; — préf. à rec. gén., 16 sept.; — recev. gén. des fin. à préfet, 5, 21 août, 26 sept.; préfet à min. des fin., 22, 29 août; min. des fin. à préfet, 5 sept.; — arrêté du 2 nov. 48; — sous-préfet de Condom à préfet; — réquisitoire du procureur.

(2) *Ibid.* — Préfet à min. des fin., 24 août, 16 et 22 sept.; min. des fin. à préfet, 16 et 20 septembre.

(3) *Ibid.* — Maire de Seissan à préfet, 26 sept. — Seissan a été ravagé par la grêle du 5 juin. La commission municipale a dressé de nouveaux états pour y comprendre les sinistrés qui n'y figuraient pas.

de dégrèvement (1). Mais les états supplémentaires se multiplient et l'on y voit figurer des gens riches ou aisés. Tous les jours des demandes individuelles de décharge ou de réduction sont adressées à l'administration des contributions directes. Mais le directeur écarte tous les états supplémentaires : les percepteurs, en fin d'année, établiront, à l'ordinaire, la liste des cotes ou portions de cotes irrécouvrables; les réclamations individuelles ne seront examinées que si elles sont motivées par des pertes ou dommages postérieurs à la rédaction des états de dégrèvement par les maires ou les percepteurs (2).

Le 20 septembre, le ministre des finances estimait que dans le Gers les propositions de dégrèvement atteignaient un chiffre trop élevé, attendu que les 2/3 des communes n'avaient pas encore remis leurs états au 1^{er} septembre. Le préfet transmet au directeur des contributions directes les observations du ministre et prescrit d'inscrire sur les états les seuls contribuables réellement insolvables et non ceux qu'une gêne momentanée empêche de se libérer intégralement : sinon, la somme de 30.000 francs accordée au Gers en réduction du montant des 45 centimes sera dépassée. En conséquence, avant d'établir leurs propositions définitives, les contrôleurs devront s'informer auprès des maires de la situation exacte des contribuables figurant sur les listes de dégrèvement (3).

En novembre, le préfet Pasquier, notifiant son installation aux sous-préfets et aux maires, déplore « l'arriéré énorme et affligeant des 45 centimes dans le Gers », tandis que « cette contribution est presque entièrement soldée partout » (4). L'administration use de ménagements, accorde des délais et des facilités en raison de la grêle et du

(1) Arch. du Gers. *Contr. dir.*, 1846-49. — Circulaire du min. des Fin., 11 sept.; — préfet à recev. gén. des fin., 16 septembre.

(2) *Ibid.* — Direct. des contr. dir. à préfet, 14 oct. dir. générale des fin. à dir. du Gers, 11 oct. 48.

(3) *Ibid.* — Préfet à min. des fin., 24 août 16 et 22 sept.; — Min. des fin. à préfet, 16, 20 sept.

(4) *Rec. des actes adm.*, 1848. Circulaire préfectorale du 18 novembre.

bas prix des denrées. A son tour, le conseil général, dans sa séance du 24 janvier 1849, émet le vœu d'une remise ou réduction des 45 centimes en faveur des victimes de la grêle.

Le 27 décembre, le ministre des finances signale au préfet l'arriéré et le retard exceptionnel du Gers dans le recouvrement des 45 centimes. « Par son arriéré énorme, le Gers se place après tous les départements », écrit le ministre (1). Le Préfet exhorte les maires à faire entendre raison aux récalcitrants; par contre, il demande qu'on exonère de cet impôt les victimes de la grêle : le département est dans une gêne cruelle par la dépréciation générale des produits du sol, les mauvaises récoltes, la grêle qui a ravagé la moitié des communes. D'ailleurs, la moitié des contribuables choisis parmi les plus pauvres a obtenu la remise entière de cet impôt (2).

Le 17 février 1849, le directeur des contributions directes du Gers est autorisé à dégrever les propriétaires du montant de la contribution extraordinaire applicable aux immeubles dont les récoltes ont été totalement détruites, et accorder des remises proportionnelles à ceux dont les biens ont éprouvé des dommages partiels.

Le préfet obtient encore que les contribuables frappés par la grêle soient exonérés, non seulement des 45 centimes, mais aussi de la contribution ordinaire. Ces dégrèvements s'ajoutent à ceux des contribuables hors d'état de payer, et, en fin de compte, on paraît n'avoir exigé les 45 centimes que des contribuables aisés (3).

**

Une pétition, datée du 24 octobre 1848, publiée par l'*Opinion*, rédigée par le conseiller général d'Eauze, de

(1) Arch. du Gers. *Cont. dir.*, 1846-49. Min. des fin. à préfet, 27 décembre.

(2) Rec. des actes admin., 1849, n^{os} 1 et 5. Circ. des 3 et 31 janvier 49.

(3) Ibid., n^o 11. Circ. du 27 février 49.

Bazignan, gros propriétaire et viticulteur, nous a transmis les critiques véhémentes et les colères soulevées par cet impôt des 45 centimes qui a heurté les conceptions fiscales conservatrices, cruellement déçu et gêné les paysans du Gers. L'impôt y est repoussé comme injuste, illégal, exorbitant, excédant notablement la capacité fiscale des cultivateurs ruinés par la grêle et la mévente des produits agricoles; le décret du 5 avril et la circulaire ministérielle du 11 septembre, enjoignant aux agents des contributions directes de dresser seuls les listes de dégrèvement et recommandant une plus grande énergie dans le recouvrement de l'impôt, sont présentés comme entachés du plus révoltant arbitraire. Enfin, la pétition indique la répercussion politique de cet expédient fiscal, notamment sur l'élection à la Présidence.

MM. les ministres, nous venons vous supplier de proposer d'urgence un dégrèvement général et proportionnel sur l'impôt des 45 centimes. La seule conséquence qu'il entraînerait, c'est l'abrogation du décret du 5 avril. L'arbitraire éhonté du mode de dégrèvement que ce décret autorise, donne à l'impôt des 45 centimes le caractère d'un expédient révolutionnaire sans loyauté, sans bonne foi... Aucun impôt ne saurait être *voté* et *perçu* que par une loi. Le vote incident et presque subreptice obtenu de nos représentants à propos de je ne sais quelle pétition ne saurait avoir l'autorité de la loi... Le décret du 5 avril est conçu suivant les idées de progression officiellement proclamées par la commission exécutive. Il est la violation patente des règles de la proportionnalité dont on ne s'était encore jamais départi en ce qui concerne l'impôt foncier. La proportionnalité, c'est l'atténuation des charges communes par répartition égale entre les contribuables, sauf l'exception de l'insolvabilité notoire » dont la constatation ne peut donner lieu à aucune méprise importante. L'état des cotes irrécouvrables est donc facile à dresser. « Mais donner le droit à quelques agents municipaux de déterminer les divers degrés d'aisance ou de gêne des contribuables, est une brutalité d'arbitraire devant lequel auraient reculé des pouvoirs réguliers. Une pareille taxe n'est pas seulement l'application du principe de la progression; c'est l'abus, poussé à ses dernières limites, du système progressif, puisque, dans sa tarification ascendante, le décret ne détermina aucun élément de graduation, aucun degré au terme de progression. Presque tous les maires de nos contrées ont décliné la responsabilité d'une classification impossible. Le décret se trouve donc matériellement inexécutable. On n'est pas arrêté devant ces loyales répugnances. Les préfets viennent d'enjoindre aux percepteurs de dresser seuls les *états nominatifs*, sans le concours des agents municipaux. Le droit de taxation et

de décharge accordé à tous les agents du fisc, est une de ces hardiesses administratives dont le souvenir restera... C'est une capitulation imposée au pouvoir, une satisfaction accordée aux contribuables dont les dispositions pouvaient paraître inquiétantes. Cette espèce d'avant-garde ainsi détachée de la masse paisible des contribuables, on a espéré que les poursuites à outrance dont on vient de nous menacer à la tribune ne rencontreraient plus de résistance. »

Le pétitionnaire propose le retrait du décret du 5 avril, la réduction de 5 p. 100 des 45 centimes pour en hâter le recouvrement. « Dans cet acte de justice, les populations veraient un témoignage de condescendance et nous n'aurions pas à craindre de leur voir chercher comme une occasion de formidables représailles dans l'acte décisif de souveraineté qu'elles vont être appelées à exercer. Vous écarterez par là toutes les mauvaises chances du *projet d'impôt sur le revenu* déjà assez mal accueilli, dit-on, par l'Assemblée nationale... Dans nos pays vignobles les poursuites auraient le caractère d'une extorsion, d'une spoliation véritable. Si vous reculiez devant le dégrèvement général qu'il conviendrait de substituer selon nous aux procédés révolutionnaires du décret du 5 avril, le *dégrèvement à titre de remise* ne pourrait en tout cas nous être dénié... L'impôt foncier ne peut être qu'une part du revenu. Le droit de l'Etat en matière de contribution foncière n'a jamais été un titre de co-propriété, bien moins encore de propriété exclusive, quelle que soit la prétention de nos écoles socialistes. Quand l'impôt, perdant le caractère d'un prélèvement sur le revenu annuel, va jusqu'à atteindre notoirement, sans contentation possible, le capital lui-même, il y a violation formelle, patente, du droit de propriété. L'impôt doit rester en rapport avec le revenu, et les lois du 7 septembre 1807 et du 11 mars 1808 statuent qu'il y a lieu à remise totale ou partielle quand les propriétaires se trouvent avoir perdu tout ou partie de leur revenu. Ce serait un erreur de croire que la remise en matière d'impôt direct soit restreinte au cas de grêle, d'inondation, etc... Elle est admise tous les jours par MM. les Préfets en cas de chômage de loyers ou de diminution notable de leur prix, comme pour tous autres accidents analogues. Si l'impôt doit se proportionner au revenu, nous demandons où donc est pour nous le revenu, où est en 1848 pour nos malheureuses contrées la matière imposable... Le passé ne nous offre aucune idée du dénûment, de la détresse de nos pays vignobles... titre irrécusable de dégrèvement ». Il suffit de comparer les prix moyens de nos vins et eaux-de-vie dans les deux dernières années, — 12 francs l'hectolitre de vin et 60 francs l'hectolitre d'eau-de-vie, — aux prix actuels, 4 et 17 francs. « Si la valeur vénale de tous les autres produits agricoles a été ailleurs altérée ou réduite... notre revenu à nous a été anéanti... Bien plus, les frais nécessaires de culture ne sont pas couverts... »

Si les tribunaux ne tenaient aucun compte des oppositions judiciaires dont nous aurons à les saisir... nous mettrons nos récoltes sous la main du fisc... nous refoulerons notre indignation dans notre conscience et là, nous maudirons en silence nos oppresseurs. Et on pourrait voir sans tarder, peut-être, ce que valent aux gouvernement les malédictions des gens de bien... Le vote de la présidence, va nous apprendre quelle est la puissance de

réaction de notre nouvelle organisation politique et si elle va se dégager d'elle-même du principe délétère qui, dès sa naissance, l'a infecté et vicié. La France compte les jours, les heures... En donnant aux populations un témoignage de condescendance miséricordieuse par le dégrèvement des 45 centimes... Si vous restez dans l'inaction,... oh alors, attendez-vous à quelques-uns de ces écarts du suffrage universel qui rejettent encore la France hors de ces voies. La responsabilité d'un vote prévu et redouté pèserait sur vous seuls. »

La pétition se termine en rappelant le double caractère nécessaire à l'impôt : il doit être une « offrande volontaire solennellement consentie par les représentants de la nation, voté et perçu par une loi » ; l'impôt doit s'atténuer « par sa répartition proportionnelle entre tous les contribuables. Or le décret du 5 avril en dehors de l'irrégularité flagrante de sa forme, est la négation de toutes nos règles en matière de proportionnalité (1) »

*
**

L'impôt des 45 centimes s'est donc heurté dans le Gers, pays de petits cultivateurs, à une forte gêne causée par la grêle, les mauvaises récoltes, la dépréciation des produits agricoles. Il a soulevé des mécontentements et des colères, provoqué des troubles. Nous pouvons, sinon mesurer exactement, affirmer du moins la répercussion électorale et politique de cet impôt dans le Gers. L'impopularité en a été exploitée par les conservateurs; l'*Opinion* en a fait le principal argument de sa polémique et a eu par là une forte prise sur les masses paysannes. L'élection du légitimiste de Panat, d'une majorité de conseils municipaux à tendances conservatrices, d'un conseil général nettement et fortement conservateur, l'écrasante majorité de Louis-Napoléon, s'expliquent en partie par l'irritation contre les 45 centimes. La pétition du conseiller général de Bazignan, une déclaration du représentant Duputz sont fort nettes à cet égard. Duputz écrira le 15 février 1851 :

... Il n'était pas un paysan pour qui l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte ne signifiait remboursement des 45 centimes (2).

Les receveurs particuliers ont noté la répercussion de cet impôt sur les élections municipales. Ajoutons que les can-

(1) Arch. du Gers. Contr. dir. 1846-49. Pétition de Bazignan.

(2) *Ami du peuple*, 15 février 1851.

tons de Plaisance, Riscle, Aignan, centre de la résistance aux 45 centimes, resteront longtemps et fortement conservateurs.

Les républicains modérés sont journellement dénoncés par l'*Opinion* comme responsables de la création et du maintien de cet impôt abhorré. Les montagnards, partisans de l'impôt progressif sur le revenu et hostiles en principe aux 45 centimes, évitent de faire chorus avec les conservateurs; mais, devant l'exaspération croissante des contribuables, ils répudient ouvertement les 45 centimes et, pour en opérer le remboursement, ils demandent « le rappel du milliard des émigrés ». En définitive, l'impopularité de cet impôt retombe presque entière sur les républicains modérés, et, les mécontents, selon leur tendances politiques, vont à droite et à gauche, — à droite surtout.

En résumé, les 45 centimes fortifient les dispositions conservatrices des paysans qui garderont rigueur à la République de cette aggravation des charges fiscales, renforcent le parti de l'ordre et aussi le parti rouge aux dépens du parti républicain modéré qui s'annihilera progressivement dans le Gers. En étudiant les élections municipales et au conseil général, l'élection à la Présidence, nous saisirons les multiples échos et effets de cette longue rancune contre les 45 centimes.

CHAPITRE IV

Élections des conseils municipaux et du conseil général: — Élection du Président

- I. *L'Opinion* contre les républicains. — Elections municipales. — Le Conseil général. — Promulgation de la Constitution. — II. Election à la Présidence : campagne de *l'Opinion* et du *Pays*. — Les banquets montagnards. — Le scrutin.

L'émeute et la répression sanglante de juin accentuèrent brusquement la réaction contre le programme politique et social du Gouvernement provisoire et accrurent l'influence du parti de l'ordre sur la majorité républicaine de l'Assemblée. Le général Cavaignac, le vainqueur de l'émeute, devint le chef d'un gouvernement dominé par le souci de l'ordre et de la défense sociale. Les mesures de compression politique, — état de siège, lois sur la presse et sur les clubs, — enrayèrent la propagande socialiste. Ce fut aussi l'échec de tous les projets démocratiques : projets de lois sur les créances hypothécaires, sur les successions et donations, projet de rachat par l'Etat des chemins de fer et des assurances. Le renversement du ministre républicain Carnot, la désagrégation de la majorité républicaine, l'entrée au ministère de Dufaure, l'ancien ministre de Louis-Philippe, l'élection triomphale de Louis-Napoléon, le candidat de la rue de Poitiers, marquèrent l'orientation définitive vers une politique de réaction conservatrice.

I

Dans le Gers, le réveil de l'opinion conservatrice s'est affirmé par la candidature de Thiers et l'élection d'un

légitimiste. L'impôt des 45 centimes a exaspéré les paysans. L'*Opinion*, sentant que la déception croissante a beaucoup affaibli, sinon tué, l'enthousiasme de Février, pose le masque démocratique. Toute concession politique lui paraît désormais inutile et l'ancienne feuille orléaniste dédaigne d'opposer plus longtemps la république « honnête et modérée » à la république « rouge et violente ». Elle condamne en bloc tout le personnel et le programme républicains issus de la révolution :

Lorsqu'on voudra organiser la République, écrit-elle, c'est-à-dire, sauver la France, il faudra faire table rase des hommes et des choses qui se sont succédés depuis 4 mois.

C'est toujours le rêve d'une république dirigée, administrée par les orléanistes, d'une république sans républicains. Et le journal agite sans cesse le spectre du communisme en rendant le parti républicain tout entier solidaire des opinions de quelques clubistes et théoriciens exaltés. Ce sera la tactique efficace du parti de l'ordre et du coup d'Etat.

Les journées de Juin n'eurent pas une répercussion brusque et nette dans le Gers. Mais, sous la plume du rédacteur de l'*Opinion*, elles devinrent un texte à déclarations antisocialistes ou antirépublicaines et la justification de toutes les mesures de répression.

Ce journal combat tous les jours avec une violence croissante les hommes et les idées de Février. La composition du ministère Cavaignac lui inspire d'amères réflexions :

... Quand le général Cavaignac a noblement et glorieusement rempli sa tâche,... il conserve un portefeuille à M. Recurt, qui, à l'Intérieur, le 22 juin, a laissé les barricades se dresser dans tout Paris; M. Carnot, l'ami de *La Réforme*, reste à l'Instruction publique; M. Jules Bastide est d'abord maintenu à son poste, puis envoyé à la marine; M. Bethmont continue à être ministre. Voilà 4 ministres sur 8 qui sont conservés. L'Assemblée devait-elle se contenter du sacrifice de MM. Duclerc, Trélat et Flocon ? Nous ne le pensons pas. Cette transaction est une faute... L'Assemblée a beau hésiter et biaiser, il faudra qu'elle arrive, tôt ou tard, aux hommes qui ont déjà donné des gages aux idées d'ordre et de sage liberté.... (1).

(1) *Opinion*, 12 juillet.

Le Manuel républicain de l'homme et du citoyen, publié sous les auspices de Carnot, a été discuté à l'Assemblée : il est entaché de socialisme. *L'Opinion* tance sévèrement les députés du Gers, Gavarret, Carbonneau, Alem-Rousseau, Boubée et Gounon qui ont appuyé Carnot de leurs votes (1). Le même journal applaudit à toutes les mesures de compression, décret sur les clubs, décret sur la presse. Il combat le décret abolissant la contrainte par corps, les projets d'impôt sur les successions, l'impôt sur les créances hypothécaires (2). — Gavarret s'étant prononcé dans son comité en faveur de l'instruction primaire gratuite et obligatoire, se voit réfuté par la lettre d'un agriculteur dont « le bon sens routinier » a frappé le journal conservateur. Voici les arguments : le père de famille doit avoir la liberté, s'il est pauvre, de placer son enfant en apprentissage ou comme ouvrier; d'ailleurs, l'instruction est démoralisante; elle entretient une ambition malsaine qui fait les déclassés; elle pousse les paysans à désertier la campagne; cette instruction prétendue gratuite sera payée en définitive par le père de famille. Ce sont là quelques-unes des raisons que Thiers, le porte-parole du parti de l'ordre, se plaira à développer un an plus tard devant la commission préparatoire de loi Falloux (3).

Parmi les 11 journaux parisiens suspendus par Cavaignac se trouvent *l'Assemblée nationale* et *La Presse*. *L'Opinion* blâme le général d'avoir frappé ces deux feuilles qui ont toujours défendu les principes d'ordre et de conservation : on doit se borner à frapper les journaux « rouges » — Le vote sur les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière apprend au même journal que toute la représentation du Gers, sauf Aylies et de Panat, est « montagnarde ». — Le 31 août, *l'Opinion* récapitule ses griefs contre les représentants qui « avaient hautement répudié la politique de Ledru-Rollin avant leur élection » : remerciements au

(1) *Opinion*, 3 juillet.

(2) *Ibid.*, 14, 27 juillet.

(3) *Ibid.*, 2 août.

gouvernement provisoire, silence sur les 45 centimes, vote de l'impôt hypothécaire, « vote d'absolution pour le *Manuel Républicain* de Carnot », refus d'autoriser des poursuites contre Louis Blanc et Caussidière (1). — Le vote sur « le droit à l'existence par le travail » est à relever. De fermes républicains hésitèrent à sanctionner par un vote ce droit considéré par eux comme une dangereuse concession au socialisme. Trois représentants du Gers, — Carbonneau, Gavarret et Gounon, — votèrent seuls en faveur de ce droit; les autres, — Aylies, Boubée, David, de Panat, — votèrent contre; Alem-Rousseau était absent (2). — Enfin, le vote de confiance au ministère Dufaure classe définitivement, au jugement de l'*Opinion*, les représentants du Gers en modérés et démagogues. Les 3 modérés sont : Aylies, David, de Panat; les 5 « démagogues » qui ont refusé la confiance aux nouveaux ministres sont : Alem-Rousseau, Boubée, Carbonneau, Gavarret, Gounon (3).

*
**

Les élections des conseils municipaux et surtout du conseil général, en juillet et août, marquent une régression de l'opinion républicaine dans le Gers. La répercussion électorale des 45 centimes est constatée dans la correspondance des receveurs particuliers : beaucoup de conseillers municipaux n'ont été élus que grâce à leurs déclarations contre cet impôt et à la promesse de s'opposer à son recouvrement (4). Les élections au conseil général furent nettement conservatrices.

Les opérations électorales de juillet et août 1848 furent très calmes. On n'a signalé aucun désordre, en dehors de quelques incidents peu graves provoqués par les rivalités des sections de communes. Quelques réclamations se pro-

(1) *Opinion*, 13 juillet, 28, 31 août.

(2) *Ibid.*, 21 septembre.

(3) *Ibid.*, 21 octobre.

(4) Arch. du Gers. *Contr. dir.* 1846-49. — Receveur part. de Lombez à préfet, 2 août.

duisirent contre un défaut de publicité de l'élection ou de secret du vote, tenant à un matériel d'élection insuffisant ou défectueux : exigüité de la salle, bulletins écrits sur la table et sous les yeux des membres du bureau, caisse recouverte d'une planche mobile servant d'urne électorale. Quelques vices de forme, comme l'absence de signature des scrutateurs sur les listes de dépouillement, sont dus à l'étourderie ou à l'inexpérience des maires et scrutateurs. Le Conseil de préfecture annula les élections de 9 communes et cassa les élections de 8 conseillers municipaux.

Le décret du 3 juillet 1848 fixait le 1^{er} tour de scrutin au dimanche 20 juillet et le second au lundi 31 juillet. Mais plusieurs commissions avaient demandé que le second tour fut reporté au dimanche 6 août, en raison des travaux de la moisson. Le préfet refusa d'abord, puis céda, en exigeant que tous les électeurs fussent de nouveau individuellement convoqués pour le second tour.

Le 31 juillet, l'*Opinion* exprime l'espoir que presque toutes les municipalités « imposées aux populations par les commissaires et les préfets de la république seront renversées ».

Nos renseignements, écrivait ce journal, nous autorisent à annoncer d'avance une véritable razzia des municipalités organisées par la république. Elles avaient été d'ailleurs, à quelques exceptions près, si heureusement et si honnêtement composées ! Or, si ce résultat se produit, que faudra-t-il penser de l'autorité de tous ces pouvoirs révolutionnaires que la volonté d'un pacha avait improvisés et que le souffle populaire a renversés (1).

Les élections ne démentirent guère ce pronostic et cet espoir de l'*Opinion*. Beaucoup de conseillers municipaux du régime censitaire furent réélus; 218 maires en fonctions au 24 février et dont 126 avaient été écartés au lendemain de la révolution furent ramenés ou maintenus, généralement dans les communes rurales peu peuplées, sans vie politique, dépourvues d'un personnel municipal de rechange; 108 maires provisoires, nommés ou élus sous l'administra-

(1) *Opinion*, 31 juillet.

tion républicaine, succombèrent. Dans les chefs-lieux de canton, 18 maires provisoires furent maintenus, à Jegun, Vic-Fezensac, Gimont, Condom, Cazaubon, Eauze, Saint-Clar, Fleurance, Mauvezin, Samatan, Mirande, Aignan, Marciac, Masseube, Montesquiou, Plaisance, Riscle, Nogaro; dans les 10 autres chefs-lieux, — Saramon, Montréal, Valence, Miradoux, Lombez, Cologne, l'Isle-Jourdain, Miélan, Lectoure, Auch, — les maires provisoires furent remplacés. Au total, près de la moitié des anciens maires de la monarchie se retrouvent à la tête des municipalités en août 1848 (1).

Les paysans ont été conduits à élire d'anciens conseillers par fidélité confiante d'abord; puis, sur ces scrutins de village, les influences traditionnelles toujours agissantes du desservant, du gros propriétaire ou du châtelain ont pesé davantage. D'ailleurs la masse d'illettrés campagnards qui se dérobaient aux fonctions municipales limitait le choix et, d'autre part, les paysans élisait de préférence les hommes aisés ou instruits de leur commune, sans s'inquiéter de leur passé ni de leurs opinions. Aussi, la très grande majorité des municipalités nouvelles seront modérément républicaines ou d'opinion indécise. Elles seront entraînées par le grand courant de réaction conservatrice marqué par l'élection présidentielle et les élections de mai 1849. Elles se rallieront au parti de l'ordre, seront dociles à l'administration ou, tout au moins, passives. Sous la Législative, durant les 3 années de réaction conservatrice, qui précèdent le coup d'état, une cinquantaine de municipalités seulement demeureront nettement républicaines et entreront en conflit avec l'administration qui révoquera 32 maires et dissoudra une dizaine de municipalités (2). Enfin, des 462 maires élus en août 1848, 277, c'est-à-dire près des deux tiers, seront maintenus par le coup d'Etat : c'est la

(1) Arch. du Gers. *Conseils municipaux 1834-52*. Elections, Correspondance. — *Annuaire du Gers*, 1848, 1849. — Liste des maires et adjoints. — Voir chap. I et chap. VIII.

(2) Voir ci-dessous, chap. VIII.

preuve irrécusable qu'ils ont adhéré au gouvernement du prince-président et à l'Empire (1). On doit donc conclure que les élections municipales de juillet 1848, sans caractère politique dans la plupart des communes rurales, ont été conservatrices, et l'*Opinion* peut justement se déclarer satisfaite et commenter ainsi les résultats électoraux :

Les élections municipales s'achèvent dans un ordre parfait. Les choix sont excellents... Les communes rurales, livrées après le 24 février à leur propre bon sens, avaient généralement composé leurs commissions municipales avec des membres des anciens conseils. Ces membres ont été partout maintenus dans les conseils nouveaux. Les seules luttes qui aient éclaté dans les communes rurales ont été causées par des rivalités de section (2)...

Le journal note que dans les communes, chefs-lieux de canton, les élections ont été un peu plus agitées et ont eu un caractère politique plus net, surtout dans les chefs-lieux où les commissions municipales avaient été formées d'hommes nouveaux.

Toutefois les élections municipales du chef-lieu ont mécontenté l'*Opinion* : à 2 ou 3 exceptions près, Auch a élu les républicains membres de la commission provisoire ou des comités électoraux républicains : Michelet, Ader, Campardon, Canteloup, Betous, Gautié, Planche, Soullier, Laporte, de Monlaur, Passerieu, Sentex, Laporte Chéri, Ader, avoué, Laffargue. Un arrêté du 23 août nomma Soullier maire, Gautié et Sentex adjoints (3).

Mais, à l'élection du Conseil général, le succès de l'*Opinion* est encore plus complet et plus éclatant. Sur sa liste de candidats ne figurent que d'anciens monarchistes, plus ou moins ralliés, parmi lesquels Lacave Laplagne, un ancien ministre de Louis-Philippe. La liste passa presque entière et l'*Opinion* classe ainsi les élus : 11 anciens conservateurs 5 légitimistes, 11 membres de l'opposition dynastique, 1 républicain de la veille (4). Un légitimiste présidera le conseil

(1) Arch. du Gers. *Conseils municipaux, 1834-54*. Elections et correspondance.

(2) *Opinion*, 9 août.

(3) *Opinion*, 2 et 28 août; — *Le Pays*, 7 septembre.

(4) *Opinion*, 4 septembre 48; — *Le Pays*, 5 et 16 sept.

général. Voici la liste des conseillers : 1° dans l'arrondissement d'Auch : Dieuzaide (Auch nord), de Luppé (Auch sud), Serain (Gimont), Cassassoles (Saramon), Dansos (Jegun), Barada (Vic-Fezensac) ; — 2° dans l'arrondissement de Condom, Gavarret (Condom), de Barrau (Cazaubon), de Bazignan (Eauze), Bères (Montréal), Joret (Nogaro), de Grizony (Valence) ; — 3° dans l'arrondissement de Lectoure, Carbonneau (Lectoure), Delpech (Saint-Clar), Cahuzac (Fleurance), Courrent (Miradoux), Ayliès (Mauvezin) ; — 4° dans l'arrondissement de Lombez, Campagnolles (Lombez), Fauré (Samatan), de Panat (L'Isle-Jourdain), de Puymirol (Cologne) ; — 5° dans l'arrondissement de Mirande, Cenac-Moncaut (Mirande), Lamarque (Aignan), Dagé (Miélan), Corties (Masseube), Nabos (Marciac), Laplagne-Barris (Montesquiou), de Laterrade (Plaisance), Demandes (Riscle). (1) Les conseillers généraux républicains étaient : Dansos, Gavarret, Nabos, Dagé.

Deux représentants, républicains modérés, Alem-Rousseau et David, ont succombé avec un chiffre de voix dérisoire. L'*Opinion* attribue la défaite d'Alem à son alliance avec les montagnards, celle de David à son attitude politique peu nette et elle l'engage à rompre résolument avec les montagnards, à rentrer dans le bercail conservateur, c'est-à-dire, à s'affilier au Comité de la rue de Poitiers, comme Ayliès et de Panat. (2)

Le conseil général se réunit le 5 octobre, élu de Grizony et plus tard de Puymirol, légitimistes, président, Cahuzac, secrétaire. Il demanda la réduction des 45 centimes « en faveur des habitants dont les propriétés ont été ravagées par la grêle », l'abolition des « contributions indirectes frappant les objets de première nécessité », une révision de la législation sur les vins et eaux-de-vie, la suppression graduelle des droits d'octroi sur la viande, enfin, sur la proposition de Dansos, la révision du jugement des in-

(1) *Opinion*, 28 août. — *Pays*, 5 septembre.

(2) *Opinion*, 28 août.

surgés de Juin ou, tout au moins, le transfert en Algérie des insurgés condamnés (1).

Le 1^{er} décembre, le conseil adopta un vœu de son président de Puymiol. C'était à la fois un vœu politique et une manifestation catholique en faveur du Pape qui, après l'assassinat de son ministre Rossi et le triomphe de l'émeute, avait quitté Rome où il était le prisonnier des révolutionnaires :

Votre président, affecté par les nouvelles de Rome qui, en portant le deuil dans toute la chrétienté, vont surexciter les espérances coupables de ces hommes qui, par la négation de Dieu, veulent survivre au renversement de la famille et de la propriété; consolé toutefois par l'attitude ferme, noble, généreuse, filiale, prise par le gouvernement de la République dans cette occasion solennelle à l'égard du chef vénérable de notre religion, vous invite à vous associer à l'expression de ces sentiments en émettant le vœu que le gouvernement persiste dans la voie utile et glorieuse où il vient d'entrer (2).

*
**

L'Opinion, emportée par ses derniers succès électoraux, accentue sa campagne contre les représentants républicains. Elle s'acharne surtout contre Alem-Rousseau qu'elle présente comme l'obligé du ministre Guizot et qu'elle s'efforce de compromettre par une histoire d'avancement obtenu en faveur de son frère receveur particulier. Pour semer la zizanie politique et dans l'espoir de brouiller les officiers de la garde nationale et le préfet Belliard, elle se fait l'écho d'un dissentiment imaginaire. En vue de protester contre la rumeur mensongère et les insinuations du journal, les officiers firent au préfet, le 10 septembre, une visite « fraternelle et patriotique » où ils affirmèrent leur attachement à la république et la nécessité de « fonctionnaires franchement républicains ». Le préfet leur répondit :

La réaction me fait la guerre parce que je suis républicain. Il est logique qu'elle vous attaque aussi, vous qui faites ma force

(1) *Le Pays*, 12 octobre. — Séances des 5 et 7 octobre.

(2) *Opinion*, 5 décembre 48.

et dont je réclame le loyal concours. Je sais qu'aux élections dernières, quelques fonctionnaires ont agi plus ou moins activement pour faire échouer les candidatures républicaines. Ils ont pris mon impartialité pour de la faiblesse. Mais j'ai les yeux sur eux et je saurai au besoin devenir sévère... Voyons-nous souvent; nous apprendrons à nous mieux apprécier. Nous travaillerons ensemble à consolider la République, objet de toutes nos affections. Par l'amour de tous les républicains, nous formerons un faisceau que nos ennemis essaieraient en vain d'entamer... (1).

Contre les attaques incessantes, passionnées de l'*Opinion*, l'administration était sans défense. *Le Républicain du Gers*, fondé par Pégot-Ogier pour soutenir les candidatures républicaines en avril et juin, avait disparu en juin. Pour riposter aux critiques du journal conservateur et surtout pour mener campagne en faveur de Cavaignac candidat à la présidence, Belliard sentit à son tour la nécessité d'avoir un organe et il créa *Le Pays* qui parut 3 fois par semaine, du 5 septembre au 14 décembre 1848. Par une circulaire il engagea les maires à s'abonner à un journal et les avertit en même temps que « le journal du Gers qui prête son concours au gouvernement et qui a la sympathie de l'administration est *Le Pays* » (2). La feuille officieuse prône aussitôt la candidature de Cavaignac, défend la révolution de Février, le gouvernement provisoire, la majorité républicaine de la Constituante, les représentants du Gers vilipendés par l'*Opinion*.

*
**

Dans l'agitation créée par l'élection présidentielle la nouvelle constitution fut proclamée solennellement. Le préfet écrivait aux maires :

La Constitution est placée sous l'invocation de Dieu; sa promulgation doit être une solennité politique et religieuse... Mgr l'Archevêque a dû d'ailleurs faire connaître à tous les curés ou desservants qu'ils devaient chanter un *Te Deum* solennel le 19 de ce mois. Vous voudrez bien y assister avec les conseils municipaux et les gardes nationales... (3).

(1) *Le Pays*, 12 sept.

(2) *Le Pays*, 28 septembre.

(3) *Rec. des actes adm.*, 1848, n° 51.

Dans ces solennités, rien de l'enthousiasme de Février; les journées de Juin ont passé, ravivant la lutte des classes, dressant paysans et bourgeois contre ouvriers, assombrissant l'avenir. Les 45 centimes surtout ont refroidi l'enthousiasme. A Pompiac (Lombez), le jour de la promulgation de la constitution on a hautement murmuré contre cet impôt exécré. Le maire de Bezeril (Lombez), relatant l'accueil fait à la constitution par sa commune, écrivait le 26 novembre :

Tous ont été bien contents de la lecture de la Constitution, si ce n'est de l'impôt des 45 centimes.. Ils regrettent de ne pouvoir satisfaire à cet impôt.. à cause des grêles et inondations que la commune a éprouvées depuis 1821

Ce fut partout le même cérémonial : *Te Deum* à la messe où assistaient le conseil municipal et la garde nationale; lecture de la Constitution sur la place publique ou sous la halle couverte, car la pluie tomba sur tout le département ce dimanche-là; distribution de pain ou de quelque argent aux indigents. (1)

A Auch, la fête eut un caractère froidement officiel. La journée était grise, pluvieuse; la population absente ou clairesmée, indifférente. Vers 10 heures, la place d'armes était occupée par le 2^e régiment de chasseurs, la gendarmerie départementale, les vétérans, les sapeurs-pompiers, les 7 compagnies de la garde nationale. Le maire, accompagné du Préfet, des adjoints, conseillers de préfecture fonctionnaires et délégués du clergé, s'est avancé vers la tribune dressée au centre de la place et surmontée de deux drapeaux. Il y monte et, tête nue, protégé contre une pluie persistante et froide par un parapluie que tenait un agent, il entame la lecture des 116 articles de la Constitution. Elle dure une demi-heure, au milieu de l'inattention et de l'impatience générales, et la fin en est accueillie par quelques cris de *Vive la République !* Le cortège of-

(1) Arch. du Gers. Com. prov. 1848. — Maires de Pompiac, Bézéril, Noilhan, Monferran, etc. à Préfet.

ficiel se rend ensuite à la cathédrale où est célébrée une messe suivie d'un « Te Deum ». Le cortège revenu sur la place d'armes assiste à un défilé des chasseurs et des gardes-nationaux. Une compagnie de la garde nationale a crié avec quelque vigueur : « *Vive la République !* ». *L'Opinion* a noté aussi quelques cris de *Vive la République démocratique et sociale*. Le soir on a dansé sous la halle et les édifices publics ont été illuminés (1).

II.

Ces solennités officielles ne font pas trêve à la préoccupation du moment, l'élection présidentielle, qui absorbe la vie politique du pays. La campagne de presse est ardente, acharnée, surtout après le vote de la Constitution. La lutte se circonscrit vite à Cavaignac et Louis Bonaparte. La plupart des journaux se partagent entre ces deux candidats. Ils ne contiennent qu'articles virulents, biographies apologétiques ou dénigrantes, manifestes de comités, de conseils généraux, d'arrondissements ou municipaux, adhésions de journaux, de personnages ou de groupements politiques, pronostics électoraux.

Dans le Gers trois opinions entrent en bataille : les montagnards ou rouges soutiennent la candidature de Ledru-Rollin; Cavaignac est le candidat des républicains modérés et de l'administration; les conservateurs de toute nuance et la majorité des mécontents se rallieront à Louis Bonaparte.

En octobre, l'*Opinion* avait entamé la campagne électorale par de vives attaques contre Cavaignac, candidat de la « coterie » du *National*, « admirateur de la Convention, protecteur des commissaires de Ledru-Rollin et de fonctionnaires malhonnêtes ou ridicules »; son élection

(1) *L'Opinion*, 20 nov. — *Le Pays*, 21 novembre.

prolongera « ce système désastreux qui entretient l'inquiétude et perpétue la misère » (1)

La feuille conservatrice évite de désigner son candidat. Elle attend la réunion — fixée au 5, puis au 13 novembre, — du *Comité de la presse départementale*, formé des délégués des 29 journaux conservateurs de province qui ont participé au congrès de Tours. Ce comité choisira le candidat du parti de l'ordre.

En attendant, l'*Opinion* reproduit le 30 octobre un retentissant article de la *Presse* en faveur de Louis Bonaparte : les diverses candidatures y sont examinées et jugées en formules tranchantes.

La présidence de Cavaignac sera le triomphe de la coterie du *National*. Thiers, Lamartine, Ledru-Rollin dont les ministres ne seront que les commis » ont « des positions acquises, des opinions connues,... des antécédents de tribune qui les engagent sur tous les points... » Louis Bonaparte, héritier d'un nom glorieux, « aura intérêt à choisir les hommes les plus capables,... pourra les convier tous à l'œuvre... Il détend la situation, aplanit les difficultés, n'en crée pas... Il n'a pas eu de commandement militaire qui doive inspirer la crainte d'un ascendant sur l'armée dont il serait tenté d'abuser... S'il est un candidat dont le nom se prête miraculeusement à l'accord de toutes les opinions et de toutes les classes, c'est Louis Napoléon. Cavaignac, c'est l'incarnation du *National*; Lamartine, c'est la modération; Ledru-Rollin, c'est l'intimidation; Thiers, c'est l'intervention; Bugeaud, c'est l'arbitraire; Louis Napoléon, c'est l'avenir... » (2).

Cet article entraîne des adhésions, provoque des commentaires, des ripostes. Presque toute la presse prend feu et c'est la mêlée électorale des journaux. Le directeur de la *Presse*, Emile de Girardin, qui se venge de son incarcération de juin, mène le combat, approvisionne d'arguments, de formules et de griefs toutes les feuilles anticavaignquistes. Le *Constitutionnel* de Thiers, bientôt rallié à Louis Napoléon, agira fortement sur les feuilles conservatrices encore hésitantes.

L'*Opinion du Gers* s'acharne contre Cavaignac, le principal adversaire, néglige un peu Ledru-Rollin ou ne l'at-

(1) *Opinion*, 28 octobre 48.

(2) *Opinion*, 30 oct. 48.

taque qu'incidemment et avec une sorte de brièveté dédaigneuse, publie de larges extraits des journaux de toute opinion, mêmes les ripostes du *National* à la *Presse*, fait d'abord grise mine à Louis Bonaparte et paraît s'orienter un instant vers la candidature éphémère de Bugeaud, adoptée par *Courrier de la Somme*. Elle écrit le 31 octobre dans sa *Revue des Journaux* :

L'Assemblée Nationale n'a pas grand amour pour Cavaignac et cependant elle ne veut pas satisfaire des rancunes particulières, à l'exemple de la *Presse*. En cela elle fait preuve de bon goût.

Le même jour, elle reproduit un long article du *Courrier de la Somme* et un article du *Courrier de la Gironde* où le maréchal Bugeaud est exalté. Elle ne se ralliera ouvertement à Louis Napoléon que le 18 octobre, après le manifeste du *Comité de la presse départementale*.

Entre temps, le journal conservateur redouble ses attaques contre le Gouvernement provisoire, le ministère, la « coterie du *National* ». Son rédacteur Bories écrit le 2 novembre :

Les républicains se sont montrés d'une avidité peu commune et par le népotisme le plus éhonté ont exploité la France. La coterie, la parenté, la domesticité du *National* se sont ruées sur les honneurs. Aujourd'hui, tout le monde est fixé sur la première des vertus républicaines, sur le désintéressement.... L'impôt des 45 centimes, les commissaires à 40 francs et les députés à 25 fr. par jour, un président de la Chambre qui demande 72.000 francs de frais de représentation, les ouvriers de Paris, de Lyon et de Lille, soldés pour ne rien faire, 192 millions en caisse constatés par un inventaire que M. Dumont eut soin de faire signer avant de céder la clé du Trésor aux héros de Février, et disparus sans qu'on puisse en avoir des nouvelles; — en somme un budget de 1.800 millions pour 1848, sans diminution probable pour 1849. Voilà le gouvernement à bon marché !...

Le 4 novembre, le préfet du Gers, Belliard, est révoqué. L'*Opinion* attribue cette disgrâce à sa modération, à sa tiédeur présumée à l'endroit de Cavaignac, à sa parenté, à ses relations. Fut-il soupçonné de mener sous main campagne contre le général ? Il se peut. Sur les vraies raisons de cette révocation nous sommes réduits aux conjectures : dans sa longue lettre d'adieu, publiée par *Le Pays*, Belliard

expose sa conduite et ses projets, se borne à déclarer qu'il ne s'explique pas sa destitution. *L'Opinion* prend sa défense :

Belliard, neveu du maréchal Lannes et cousin des Montebello aura semblé peu propre à entrer en campagne pour le général Cavaignac contre le neveu de l'Empereur... Il rentre honorablement dans la vie privée, parce qu'il ne s'est pas prêté à aucun des actes de violence administrative qu'on lui a, dit-on, demandés (2).

Par une hécatombe et un chassé-croisé de préfets le gouvernement marque qu'il entend agir sur l'élection à la Présidence.

Le 11 novembre, Bories, sans désigner le candidat de *l'Opinion*, oriente ses lecteurs vers Louis-Napoléon en repoussant toutes les autres candidatures par une série de formules dépréciatrices où il résume ses griefs :

Quel est l'homme qui, proclamé président de la république, doit faire renaître la confiance ? Est-ce le général Cavaignac ? Non, parce qu'il conserve tout le mal et n'apporte aucun bien. Est-ce Lamartine ? Non.. Est-ce Ledru-Rollin ? Non, parce qu'il rappelle les circulaires, les commissaires à 40 francs, les 45 centimes, l'impôt progressif, en un mot, la révolution sociale. Nous demandons un peu de patience à nos lecteurs

Le 16 novembre, Bories, sans nommer encore Louis-Napoléon, soulève le voile avec emphase :

Le peuple a été plus sage et plus prudent que nous. Nous ne regardions que demain, il a vu l'avenir. Nous cherchions un homme fort par l'épée, puissant par le génie; nous nommions Bugeaud, Thiers, Changarnier, Molé; il avait, lui, le grand penseur des rues, le philosophe des champs, trouvé plus qu'un homme : Il avait trouvé un nom et la moitié d'un principe. Inclignons-nous, car la lumière vient d'en bas...

Et le journal s'emporte contre 3 brochures cavaignaquistes : la biographie apologétique du général, un pamphlet contre la famille de Napoléon, un parallèle du général et de Louis-Napoléon, injurieux envers le prince.

Enfin, le 17 novembre, *l'Opinion* déclare que « l'élection de Louis-Bonaparte assure le bonheur de la France et la

(1) *Opinion*, 4 nov. — *Etoile d'Aquitaine*, 5 nov., — *Le Pays*, 11 novembre 1848.

paix européenne ». Elle met les légitimistes et le clergé en garde contre Cavaignac.

Les légitimistes, qui sentent le besoin de faire sur l'autel de la patrie le sacrifice d'anciennes sympathies, se rallieront-ils au fils d'un régicide ? L'habitant religieux de nos campagnes peut-il se confier au fils dont le père a fait guillotiner les prêtres et dévaster les églises ?... La France a horreur du régicide et de l'athéisme.

Pour éloigner plus sûrement du général le clergé et les catholiques qu'on a essayé de duper, affirme-t-elle, par « la scandaleuse comédie de l'expédition de Civita-Vecchia », l'*Opinion* se fait l'écho du journal conservateur, le *Mémorial bordelais*, violemment anticavaignaquiste et qui rappelle la mission du conventionnel Cavaignac, le père du général, dans les Landes et le Gers, conte l'histoire d'une jeune fille de Dax, contrainte au déshonneur pour sauver son père, et celle des 10 têtes coupées à Auch pour venger un attentat contre le conventionnel en mission Dartigoeyte.

J.-B. Cavaignac écrivait d'Auch à la Convention « qu'il secondait l'apostolat philosophique de Dartigoeyte, en brûlant dans un tombeau deux vierges à miracles et une foule de saints et de reliques ». Il vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis... Dès le 3 frimaire, il écrivait d'Auch : « Je fais construire des crèches dans les temples. La République aura de superbes écuries... » Le reste de la lettre est consacré à l'éloge des prédications civiques de Dartigoeyte... Cavaignac annonce sa rentrée dans Bayonne et retrace les mesures sévères pour étouffer la conspiration. « Les nobles, dit-il, étaient l'âme de ce complot horrible; la tête des plus criminels est tombée sur l'échafaud; les autres sont dans les fers; la terre était souillée, là plus qu'ailleurs, de la présence des prêtres réfractaires. Sept ou huit de ces misérables ont payé de leur tête leurs infâmes projets. » Suivent les détails sur le zèle du peuple qui, *plus éclairé, dépouille avec empressement de leurs ornements les temples de l'imposture pour les transformer en temples de la raison*. On ajoute que *l'argenterie des églises s'accumule dans les districts*... Il ne reste plus un seul prêtre en fonctions dans les Landes ». L'*Opinion* rappelle ensuite les 10 exécutions capitales des 15 et 16 avril 1794, destinées à venger l'attentat contre Dartigoeyte. « Nous n'aurions pas raconté cette histoire, conclut le journal local, si Cavaignac aspirant à la présidence de la République n'avait dit à la séance du 2 septembre 1848 : « Mon père siégeait à la Convention et je suis heureux et fier d'être le fils d'un tel homme ». (1).

(1) *Opinion*, 9 décembre. — L'attentat eut lieu le 6 avril 1794, au théâtre d'Auch, à une séance de la Société montagnarde. Tandis que le conventionnel en mission Dartigoeyte parlait, une

Après avoir longuement dénoncé et décrit la passion et la conduite anticatholiques du père de Cavaignac, *l'Opinion* exhume, le 10 décembre, un article de Godefroy Cavaignac, frère du général, et en publie, à l'adresse du clergé et des catholiques, les déclarations violemment anti-chrétiennes :

Le mauvais génie du prêtre abusa de la doctrine de la vertu découragée. Les religions, la religion chrétienne notamment, firent de l'homme un être déchu soumis à une dégradation originelle toujours agissante... le culte a été radicalement funeste à la vraie civilisation.

L'Opinion publie un long article de Granier de Cassagnac contre la candidature de Cavaignac. Elle conteste le nombre et l'importance des journaux que *Le National* estime favorables à Cavaignac.

Il n'y a pas de préfecture à laquelle ne soit attaché, comme un immeuble par destination, un journal sans abonnés, entretenu par notre argent et condamné à endosser la livrée de M. Eugène... (1).

Enfin, le 11 décembre, *l'Opinion* mène grand tapage autour du « scandale des récompenses nationales », mystification et manœuvre électorales des adversaires de Cavaignac. Voici l'affaire. Un décret du 11 mars avait institué une commission de récompenses pour examiner les titres des blessés de Février et des victimes politiques de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. Une liste de candidats fut dressée. Le 19 septembre, le ministre Sénard propose à l'Assemblée de réserver à son ministère l'attribution des récompenses et demande un crédit. Le pro-

grosse brique lancée contre lui se brisa à ses pieds sans l'atteindre. Un jeune volontaire du bataillon de Mirande fut arrêté comme l'auteur de cette tentative de meurtre. Une commission militaire de Bayonne, créée par les conventionnels en mission Pinet et Cavaignac, se transporta à Auch, et, pour venger l'attentat et intimider les contre-révolutionnaires, condamna à mort, les 15 et 16 avril, 10 détenus politiques qui furent guillotins séance tenante, à l'angle nord-est de la place de l'Hôtel de ville. — (Pour le détail de cette affaire, consulter la curieuse brochure de M. G. Brégail, *Les Bourreaux à Auch*, 1923).

(1) *Opinion*, 10 décembre.

jet est renvoyé à une commission parlementaire qui réclame communication du travail de la commission du 11 mars. Dufaure, successeur de Sénard, transmet le dossier sans en prendre connaissance. Il contenait un état nominatif de candidats à des pensions ou à des indemnités. Certains noms étaient suivis de la mention : *condamné pour vol, pour incendie, pour assassinat*. On y trouvait inscrits pour des pensions de 500 francs la sœur et les parents de Fieschi, le fils de Pépin et de Morey, les sœurs d'Alibaud et de Lecomte. Des commissaires hostiles à Cavaignac, flairant un opportun et fructueux scandale politique, se hâtèrent de copier la liste, la communiquèrent à l'*Evènement*, à l'*Assemblée nationale* et autres journaux anticavaignaquistes. Ces feuilles parurent avec des titres sensationnels : *Les pensionnaires de M. Cavaignac*; — *Le prix Monthyon de la République*; — *Récompenses nationales au régicide, à l'assassinat, à l'insurrection*. Elles escomptaient une forte répercussion électorale, profitable à leur candidat. « Chaque nom de cette liste, c'est 200.000 voix de moins à Cavaignac », déclarait l'*Evènement*. L'*Opinion* fait chorus avec la presse anti-cavaignaquiste en publiant la fameuse liste et les articles de journaux les plus violemment hostiles au général. (1)

*

**

Nous savons que, pour soutenir la candidature de Cavaignac dans le Gers, le préfet Belliard a fondé le journal *Le Pays*. Il écrivait au ministre le 23 septembre :

Je n'avais pas attendu la note confidentielle du secrétariat du pouvoir exécutif pour repousser avec une énergique indignation les attaques odieuses des journaux ennemis de la République contre le général Cavaignac. Ne pouvant calomnier cette vie pure, ce caractère élevé, un journal de Bordeaux, ainsi que l'*Opinion*, journal d'Auch, ont essayé de ternir l'éclat des services du général Cavaignac, à l'aide d'ignobles mensonges et de dégoûtants calculs. Cette tactique n'a pas été heureuse. Le mépris des hommes

(1) *Opinion*, 11 décembre.

honnêtes de tous les partis a été le partage de ses auteurs. Leur but était d'affaiblir la popularité du général Cavaignac au profit de M. Thiers ou de Molé. On s'efforce de préparer les esprits à l'élévation à la présidence d'un de ces hommes d'Etat. C'était un travail souterrain. Chaque jour apportait son insinuation calomnieuse, soit contre les hommes de la république, soit contre la république elle-même. Tous les moyens étaient bons. On les employait tous sans crainte. Nous n'avions pas de journal pour démasquer toutes ces turpitudes. J'ai réussi après beaucoup d'efforts à créer *Le Pays, journal du Gers*. Les premiers efforts ont été employés à signaler à l'indignation publique ces cerveaux sans foi qui évoquent le souvenir de crimes imaginaires avec l'intention de souiller une vie de citoyen. Le but a été manqué. La popularité du général Cavaignac a grandi. J'ose affirmer que l'élection lui serait favorable. *Le Pays* rendra de bons services et rétablira la vérité des faits toujours dénaturés par *l'Opinion*. Ce journal est le plus mauvais du département. Il lutte sans loyauté ni franchise; sa polémique est sans élévation. Il procède toujours par insinuations contre la République. Ses colonnes ne reproduisent que de fausses ou de mauvaises nouvelles. L'on doit à tout prix maintenir *Le Pays*. Je ne sais cependant s'il aura une longue vie. Le chiffre de son capital social n'est pas élevé. Je vous envoie un des numéros du *Pays*, où se trouve un article concernant le général Cavaignac... (1).

Cette lettre nous renseigne sur l'origine, le but, le caractère politique du *Pays* et rend plus inexplicable la révocation de Belliard dont le zèle cavaignaquiste s'affirme et s'étale dans ce document.

La feuille officieuse est l'exacte contre-partie de *l'Opinion*. Elle défend la révolution de Février, le gouvernement provisoire, la majorité républicaine de l'Assemblée, les représentants du Gers attaqués pour leurs votes et présentés par la feuille conservatrice tantôt comme des courtisans du ministère, tantôt comme des montagnards farouches.

Le Pays se pose en journal antisocialiste, en défenseur de la société, de la religion qui apprend à l'homme à souffrir, au pauvre à se résigner :

Nous ne reconnaissons que la République qui ne veut ni le *droit au travail* de Proudhon, ni *l'Icarie* de Cabet, ni le *décret* de Barbier, ni les doctrines subversives de Blanqui et Raspail. Tout cela fait peur... Ne disons pas comme quelques fougueux innovateurs qu'il faut faire table rase. Nous reconnaissons nous aussi qu'il manque quelque chose à notre société dégénérée, le

(1) Arch. nat. F. 1 c III Gers, 6. *Elections*. — Belliard à min., 23 sept. 48.

sentiment du devoir... qui puise sa force et sa durée dans les croyances religieuses.. La société est l'œuvre de Dieu; il en a dicté les lois A cette source, vous puiserez la vérité. Vous promettez à l'humanité la *vie agréable*, le *travail attrayant*, avez-vous donc oublié que Dieu a dit à l'homme : *Tu gagneras ta vie à la sueur de ton front*... Vous parlez sans cesse de jouissances matérielles et de bien-être pour tous et Dieu a dit : « *Il y aura toujours des pauvres parmi vous* ». Rhéteurs dangereux, apôtres du désordre, vous prêchez peut-être sans le savoir, l'envie contre le riche, le mépris de toute autorité, de toute autorité sociale et vous appelez cela *refondre la société* ! Auriez-vous la prétention de mieux connaître le monde que Dieu qui l'a fait ? Une République qui protège la religion, la société, la famille, l'individu, sans violence et sans faiblesse, un gouvernement d'ordre, de modération et d'économies,... repoussant les souvenirs d'un passé désastreux et en garde contre un avenir inconnu, telle est la république démocratique à laquelle sont dévoués le ministère et la majorité de l'Assemblée. Aurons-nous cette république ? Telle est la question que le suffrage universel aura à résoudre dans l'élection du président (1).

Le ton religieux de cette déclamation antisocialiste et les formules de défense sociale sont bien le ton et les formules de l'*Opinion* et constituent une avance électorale à la bourgeoisie et au clergé, clientèle politique du journal conservateur.

Tous les jours, *Le Pays* s'évertue à refuter les griefs accumulés par la presse conservatrice contre la candidature du général, « la seule raisonnable », selon lui : Cavaignac est un républicain sincère, ami de l'ordre, honnête, énergique et modéré, également antipathique aux monarchistes et aux amis de Ledru-Rollin. Le 31 octobre, *Le Pays* passe en revue les candidats, adversaires de Cavaignac, et les écarte successivement par une série de formules dénigrantes tournées en brefs réquisitoires :

M. Bonaparte,... ce candidat auquel s'est rattaché M. de Girardin, dont les ambitions déçues ont tracé autour de lui un cercle de déconsidération, sera soutenu par les anciens conservateurs qui le considèrent comme une transition... Quant à la valeur individuelle du prince, ses souteneurs n'en parlent pas et ils agissent en cela assez prudemment. Peut-on appeler sérieux M. Bugeaud, l'incarnation de la politique personnelle de Louis-Philippe, son geôlier de Blaye,... l'homme des massacres de la rue Transnonain, l'ennemi déclaré de la presse et des hommes

d'intelligence ? Sera-ce M. Thiers, le ministre de la résistance, l'enfant de la presse qui musela sa mère, l'imprévoyance et la légèreté personnifiées, l'agioteur dénoncé en pleine tribune,... l'homme auquel son talent n'a jamais pu donner de la considération ? Qui parle de M. Ledru-Rollin dont les doctrines épouvantent la France ?... L'homme sage... ne saurait fixer son attention que sur M. de Lamartine ou le général Cavaignac,... mais les hommes froids et sévères écarteront le grand poète... et s'avoueront que l'auteur des *Girondins* n'est pas l'homme de la situation. Le général Cavaignac est le seul dont la candidature soit rationnelle et l'élection satisfaisante (1).

Le gouvernement avait eu un instant la pensée d'envoyer des orateurs dans les départements pour républicaniser les populations, en réalité pour organiser la propagande électorale et fortifier la candidature de Cavaignac. *Le Pays* applaudit à ce projet.

Il approuve « sans réserve l'emploi de représentants en mission; et si la mesure n'est pas réalisée, ce sera à notre grand regret. Les départements n'apprécient pas la vérité de la situation politique... Une foule de fonctionnaires payés par la République la minent de tout leur pouvoir, ce qui jette dans les esprits... le découragement et le doute. Les journaux monarchiques achèvent de dérouter l'opinion... qui s'obscurcit et se pulvérise. Il faut donc unir fortement, intimement la province à Paris afin de la soustraire aux conséquences funestes de l'isolement. Il faut que l'Assemblée nationale touche à tous les points du pays. Il faut établir un courant de sentiments et d'idées qui de la capitale se répande sur toute la surface de la République. Le meilleur moyen serait de faire traverser les populations par des représentants capables d'inspirer les vrais principes, de dissiper l'erreur ou la crainte, de donner l'élan aux indifférents ou aux tièdes, de fortifier les autorités locales, de ranimer jusqu'aux extrémités du pays la vie politique prête à s'éteindre. De retour à Paris, ces missionnaires de l'Assemblée rapporteraient à leur collègue des documents précieux, soit pour la confection des lois, soit pour le régime de l'administration intérieure (2).

Le Pays masquait pudiquement dans cet article la vraie raison de son enthousiasme ainsi que le véritable dessein du gouvernement. Mais devant la froideur ou l'hostilité de l'Assemblée, le ministère renonça à ce projet d'envoi dans les départements de missionnaires que le public et les journaux locaux n'eussent pas manqué d'accueillir comme les courtiers électoraux de Cavaignac.

(1) *Le Pays*, 31 oct.

(2) *Le Pays*, 21 septembre.

A *l'Opinion* qui a reproché à Cavaignac d'être fils d'un conventionnel le *Pays* réplique le 14 septembre :

Louis-Philippe est lui aussi fils du conventionnel Philippe-Egalité; ce même Philippe-Egalité vota la mort de son cousin Louis XVI; et ce vote, ignoble fratricide, dégoûta d'horreur la Convention tout entière.

Il réfute et flétrit le récit du *Mémorial Bordelais* qui, pour éloigner du général les conservateurs et les catholiques, a conté la mission dans les Landes et le Gers du conventionnel J.-B. Cavaignac, père du candidat. Il a soin de noter que, contrairement à l'affirmation de *La Presse*, le père de Cavaignac était catholique comme son fils, et non protestant. Il félicite le général de son empressement à protéger le pape et il invite le clergé à se rallier à Cavaignac « homme sincèrement religieux ». — Le 2 décembre, il accentue ses avances au clergé :

Le clergé de France a pris, dès Février, une attitude noble et fière. Il a accepté résolument une révolution qui ne l'attaquait pas, qui l'acceptait. Il a pris dans la direction à lui donner la part qui lui revenait, et chaque jour cette part devient plus grande, car chaque jour fait voir que nos révélateurs modernes bâtissent sur le sable et que le Christ seul a édifié sur le roc. Le général Cavaignac, homme sincèrement religieux a compris mieux que personne que le salut de la société était là. Sa loyale et énergique conduite vis-à-vis de l'insurrection romaine a une signification si claire, qu'il est impossible que le clergé de France tout entier ne réunisse pas ses influences à la cause d'un homme qui comprend si bien la haute mission de la France.

Le Pays multiplie ses attaques contre Louis Bonaparte, le ridicule aventurier de Strasbourg et de Boulogne, l'espoir des monarchistes: son élection provoquera des troubles et marquera la fin de la république. Dans son *Bulletin de la presse* il publie de larges et nombreux extraits des journaux cavaignaquistes et la polémique électorale déborde jusque sous la rubrique des « Faits divers ».

Le Pays signale le vote des représentants du Gers dans la séance du 25 novembre sur l'ordre du jour déclarant que Cavaignac avait bien « mérité de la patrie ». Carbonneau, David, Gavarret votèrent l'ordre du jour. Le journal déclare que Boubée, Gounon, absents, l'auraient sûre-

ment voté; Aylies et de Panat s'étaient abstenus; 6 représentants sur 8 étaient donc cavaignaquistes.

Le 3 décembre, Pasquier, le successeur de Belliard, arriva, passa en revue et harangua la garde nationale commandée par Dansos, cavaignaquiste fervent. Il parla de « l'élection du premier magistrat de l'Etat » et, à mots couverts, il invita les gardes nationaux à voter pour Cavaignac.

La France, dit-il, est une grande et belle nation : ce serait un crime que de la laisser en proie aux déchirements de la division et aux étreintes de l'anarchie. Elle ne doit être soumise qu'aux lois d'un gouvernement fort, sincèrement démocratique, voulant l'ordre avant tout, la liberté pour tous, et, par conséquent, l'égalité et la fraternité. N'écoutez donc que la voix de la modération..

Le Pays publia cette harangue le 5 décembre (1).

Au début de décembre le colonel de Cotte fut mandé au ministère. Si l'on en croit l'*Opinion*, il avait été dénoncé par le maire Soullier et le préfet comme anticavaignaquiste : il aurait interdit le cri de *Vive la République* et refusé de distribuer des biographies de Cavaignac. (2)

L'*Opinion* dénonce la pression électorale officielle :

On écrit le 5 décembre : « Aujourd'hui à la foire de Panjas, nous avons eu le triste spectacle de voir les gendarmes de Cazaubon transformés en courtiers électoraux. » Préfet, sous-préfet, conseillers de préfecture, maires, adjoints, magistrats et officiers de police, gardes-champêtres, journaux de préfecture, leur organe, agissent, intriguent, se remuent, écrivent pour Cavaignac contre Louis-Napoléon. Celui-ci étant nommé président, que feront-ils ? (3)

A Auch, le maire Soullier et ses adjoints Sentex et Gautié adressaient aux maires de l'arrondissement une circulaire imprimée recommandant la candidature de Cavaignac, « qui peut seul maintenir l'ordre et assurer le triomphe de la république », et annonçant l'envoi de paquets de bulletins (4).

Dans le Gers, le parti cavaignaquiste et l'administration usèrent des procédés de la candidature officielle : directe-

(1) *Le Pays*, 18, 30 nov., 5 déc. 48.

(2) *Opinion*, 3, 30 déc. 48.

(3) *Ibid.*, 9 décembre.

(4) *Ibid.*, 19 décembre.

ment ou indirectement les fonctionnaires furent invités à voter pour Cavaignac. La feuille officielle, *Le Pays*, tout en polémisant avec véhémence contre l'*Opinion*, eut pour principal souci de rallier à son candidat le clergé, le grand agent électoral des campagnes, et la bourgeoisie, en présentant Cavaignac, le vainqueur de Juin, comme l'adversaire exécré de Ledru-Rollin et des socialistes, comme « un homme sincèrement religieux » et dévoué au Pape.



La politique bourgeoise ou antisocialiste de l'Assemblée, la répression sanglante de Juin, les mesures de compression, l'alliance de Cavaignac avec les anciens ministres de Louis-Philippe ont irrémédiablement divisé le parti républicain en deux fractions hostiles, les modérés et les rouges. Dans le Gers, ces derniers déclarent volontiers que le triomphe de Louis-Napoléon Bonaparte leur déplairait moins que celui de Cavaignac (1). D'autre part, les républicains modérés exècrent Ledru-Rollin et ses partisans. Des deux côtés on s'adresse des excommunications et des anathèmes.

Pour lutter contre l'audace croissante des conservateurs et soutenir la candidature de Ledru-Rollin à la Présidence, les rouges, ne disposant que d'un journal hebdomadaire peu lu, *L'Etoile d'Aquitaine*, rédigée à Condom, organisent à Fleurance, Lectoure, Auch, Condom, des banquets politiques où ils exaltent leur candidat dans des harangues véhémentes et de nombreux toasts à *la Pologne, aux exilés, à la Montagne, à Ledru-Rollin, à l'organisation du travail*, etc. Ces toasts scandalisent l'*Opinion* qui les reproduit pour éveiller ou entretenir chez ses lecteurs la haine et la peur à l'endroit des républicains, et aussi par tactique électorale, pour faire pièce au *Pays* et à l'administration. Dans cette publicité donnée aux banquets et aux toasts

(1) *Etoile d'Aquitaine*, 5 et 12 nov. 48.

montagnards *Le Pays* voit et dénonce l'alliance de l'*Opinion* et des rouges (1).

A Auch, les rouges ont organisé un banquet « démocratique et social », fixé au 22 octobre. Ils ont convié la municipalité et le préfet, demandé l'autorisation de servir le banquet sous la halle aux grains. Le 16 octobre, les deux adjoints Gautié et Sentex et le maire Soullier, cavaignaquistes fervents, déclinent l'invitation et refusent à la commission du banquet la halle ou tout autre bâtiment communal, sous prétexte que « l'autorité municipale ne reconnaît que la république démocratique et ne peut s'associer à une démonstration qui paraît avoir pour but la propagande des doctrines socialistes ». A son tour, le préfet Belliard motive ainsi son abstention :

.. Votre banquet avec sa désignation particulière indique une confusion de mots et annonce une confusion d'idées qui ne me permet pas de voir clairement son but. Il est à craindre que des éléments aussi contraires que la démocratie et le socialisme ne fournissent l'occasion de manifestations hostiles, ou ne deviennent des causes de troubles et de désordres.

Le Pays, qui publie les deux lettres du maire et des adjoints, les accompagne d'un long et tortueux commentaire approbatif :

S'il arrive que deux ou quatre sectes du dogme social aient fixé un même jour, demandé le même lieu, convié la même autorité pour leurs réunions respectives, il est impossible que, si une de ces sectes occupe le lieu et possède le délégué du peuple, les autres ne soient lésées, comprimées et désappointées dans l'exercice de leur liberté... De quel socialisme s'agit-il ? Du socialisme de Fourier ? de Considérant ? de Cabet ? de Proudhon ? de Pierre Leroux ? de Ledru-Rollin ? de Louis Blanc ?... Que les citoyens aient la faculté de se réunir pour des manifestations et des banquets, rien de mieux ! C'est leur droit... Mais si le magistrat du peuple, oubliant qu'il tient son mandat de tous, accordait des privilèges aux uns au préjudice des autres, nous lui dirions hautement qu'il a méconnu sa mission politique (2).

Cet article du journal officieux, les lettres du préfet, du maire et des adjoints soulignent la rupture définitive des montagnards et des républicains modérés. Sous prétexte

(1) *Le Pays*, 24 oct. 48.

(2) *Ibid.*, 17 et 19 oct.

d'expliquer le refus de la halle et l'abstention des autorités municipales au banquet du 22 octobre, en réalité pour déprécier des adversaires politiques, l'organe cavaignaquiste présente les rouges, partisans de la république réformiste ou sociale, comme une des multiples sectes socialistes et mêle à dessein le nom de leur chef et candidat Ledru-Rollin à ceux des théoriciens, rêveurs ou utopistes du socialisme. On insinue ainsi ou on fortifie contre les montagnards cette accusation redoutable d'être les adversaires de la propriété, afin de soulever et d'entretenir contre eux la haine des bourgeois et des paysans. *Le Pays* emprunte à l'*Opinion* sa tactique contre les rouges; ce sera celle du parti de l'ordre et du coup d'Etat. L'empressement des rouges à saisir, soit dans leur journal, soit dans les banquets, l'occasion de repousser cette accusation avec colère et mépris montre qu'ils en sentent tout le danger politique.

Le 22 octobre, le banquet fut servi dans la prairie du Moulin de l'Hôpital. Une délégation de démocrates se rendit au club Larée, prit le drapeau portant la devise *Patrie et Travail* et les souscripteurs se rendirent au banquet, en cortège. Les orateurs conspuèrent les journaux réactionnaires, la candidature de Cavaignac et affirmèrent leur respect de la famille et de la propriété. Onze toasts furent prononcés.

Lescure but *au triomphe de notre république démocratique, une et indivisible, à la prospérité et à la gloire de notre belle France*; — Daulhième, avocat de Condom : *à Ledru-Rollin*; — Laporte, de Masseube : *aux exilés Louis Blanc et Caussidière*; — Ninous, d'Auch : *à Maximilien Robespierre*; — Calvairac : *à la république démocratique et sociale*; — Léo : *aux triomphes du socialisme, aux martyrs et penseurs du peuple, à Barbès, à Louis Blanc, à Raspail*; — Besthorn, polonais : *La Pologne à vous, frères du Gers, et à vos idées*; — Martin : *au triomphe de la république démocratique; sa devise est qu'un vrai républicain n'a pour père et pour fils que la vertu, la loi et son pays*; — Druilhet : *aux citoyens qui ont juré de ne se donner du repos que lorsque la république démocratique et sociale sera assise sur ses véritables bases*; — Laubadère Alexis, de Valence : *à l'avenir; unissons-nous pour recouvrer la liberté que nous n'avons pas, l'égalité que nous désirons et la fraternité qui est la devise sacrée de tous les républicains démocrates*; — Sernin Louis, typographe : *A Barbès,*

partisan de l'impôt d'un milliard sur les riches et à Ducoux, ex-préfet de police. — Selon *l'Opinion*, ce dernier toast n'avait pas été soumis à la commission du banquet.

Après le repas, les convives, en cortège, traversèrent la ville en chantant des airs patriotiques, entourèrent l'arbre de la liberté devant la terrasse de la préfecture, gagnèrent la place de l'Hôtel-de-ville où ils se dispersèrent.

L'Opinion, qui a décrit cette manifestation montagnarde avec une indulgence aiguisée de malice à l'adresse des cavaignaquistes, de l'administration et du *Pays*, note que le cortège, ayant rencontré un convoi funèbre conduit par un prêtre, cessa de chanter et se découvrit devant la croix : « Il y a eu quelque chose d'imposant dans cet hommage rendu par 300 ouvriers au Roi que les révolutions ne détrônent pas (1) ».

Un autre banquet s'organise à Condom. La commission est formée de L. Lamarque, Daulhième, avocats, Ch. Noguès, Noullens, étudiant, Mollo, fondeur, Brizon, huissier, Goubin, poëlier, Miranne, tailleur de pierre, Dugarçon, ex-avoué, Fillol, vétérinaire, Ed. Duputz, négociant, Ferret, ébéniste, Lestrade, maréchal-ferrant, Bergès, limonadier, Larrieu, avoué, Malaurens, vétérinaire. Presque tous feront partie de la commission municipale révolutionnaire au coup d'Etat et seront poursuivis ou déportés par la commission mixte.

Le 26 novembre, le banquet réunit 180 convives, selon *l'Opinion*, — 360, au dire de *l'Etoile d'Aquitaine*. De nombreux montagnards étaient venus d'Auch, de Vic-Fezensac, de Fleurance, de Nérac, de Mézin, de Nogaro, d'Eauze, de Montréal. En l'absence de Delpech, avocat d'Agen, le banquet fut présidé par l'avocat Lamarque, rédacteur en chef de *l'Etoile d'Aquitaine*. Il porta un toast à Ledru-Rollin, « l'ami, le défenseur des prolétaires et qui a pour devise : droit au travail, famille et propriété, trilogie sainte et indivisible ». Daulhième but à *l'organisation du travail*. Calvairac, de Jegun, exhorta les ouvriers, propriétaires, rentiers, intéressés au maintien et à l'affermissement de la

(1) *Opinion*, 23 oct.

république démocratique, à voter pour Ledru-Rollin. Après les toasts un cortège se forme, et, tambour en tête, aux cris de *Vive Ledru-Rollin ! Vive la République démocratique et sociale !* se dirige vers l'arbre de la liberté, sur la place des Capucins. Là, un ouvrier harangue la foule et, selon l'*Opinion*, — narrateur évidemment suspect, — il aurait crié : *A bas les propriétaires et les rentiers !* Davasse, de Nérac, entonna sur l'air de la Marseillaise un hymne à la Liberté. Le cortège fit le tour de la ville en chantant des airs « patriotiques ».

Fleurance eut aussi son banquet montagnard de 120 convives et divers toasts politiques furent portés par Robert, Cazes aîné, Délas, Castadère, Millet, Tarrissan, Adoué, Duffau, Raymond, Maumin (1).

Dans le Gers, la campagne pour l'élection du Président a été ardente, acharnée. La polémique des journaux et les banquets montagnards traduisent la violence de la passion qui dressa en un âpre conflit les 3 partis dont les luttes forment l'histoire politique de la seconde république : républicains modérés, montagnards, conservateurs de toute nuance, bientôt amalgamés dans le parti de l'ordre. Chacun de ces trois partis, — notamment le parti montagnard, — s'est concentré, organisé, discipliné, a recensé ses forces, essayé ses moyens d'action. C'est le résultat le plus certain de la campagne électorale dans le Gers.

*
**

L'élection était fixée au 10 décembre et durait deux jours. Le vote au chef-lieu de canton a été abandonné sur les plaintes vives et réitérées des maires ruraux reprochant à l'administration de sacrifier aux habitants des villes les électeurs paysans en leur infligeant de longs, fatigants et parfois coûteux déplacements. Le maintien de ce système, après les multiples scrutins d'avril, juin et juillet qui avaient un peu lassé les électeurs, et surtout en l'absence de l'en-

(1) *Opinion*, 29 novembre 1848.

thousiasme civique de Février, risquait de diminuer le nombre des votants. Le 20 novembre, l'*Opinion* formulait un autre grief et demandait que les villes formassent des sections de vote isolées :

Après avoir rendu le vote facile, il faut le rendre libéral et indépendant, le soustraire aux influences des agitateurs et des meneurs. Il faut isoler les villes autant que possible en agglomérant les communes rurales plus exemptes de brigues et d'intrigues que les centres populaires...

L'*Opinion* demandait ainsi un sectionnement politique et, sur ce point, elle n'obtint pas satisfaction. Le département fut divisé en 105 sections électorales englobant chacune 4 ou 5 communes.

Le chiffre des votants fut de 72.000 sur 95.000 inscrits. Il était inférieur de 12.000 à celui des élections à la Constituante; 23.000 électeurs s'étaient abstenus, près du 1/4 des inscrits, tandis qu'en avril les 8.000 abstentions ne dépassaient pas le 1/10 des inscrits. Le recensement officiel des votes se fit le 15 décembre, à l'Hôtel de ville d'Auch, en présence de tous les juges de paix, présidents des bureaux de vote. Louis-Napoléon avait obtenu 57.253 suffrages, Ledru-Rollin 9.125, Cavaignac 5.946. Sauf dans 2 ou 3 chefs-lieux de canton, Louis-Napoléon eut partout des majorités énormes. Les campagnes, la bourgeoisie conservatrice des villes, les mécontents de toute sorte avaient voté en masse pour lui. Les rouges votèrent pour Ledru-Rollin qui l'emporta sur Cavaignac dans les 2/3 des chefs-lieux de canton. Il obtint une forte majorité à Lectoure (934 contre 223 à Cavaignac et 180 à Louis-Napoléon), et à Fleurance (1051 voix contre 566 à Louis-Napoléon et 191 à Cavaignac), une faible majorité à Mirande, de fortes minorités à Seissan (Auch), Lisle-Jourdain (Lombez), Terraube, St-Clar (Lectoure) (1).

Le scrutin soulignait l'écrasement des républicains modérés qui avaient triomphé aux élections d'avril. Leur candi-

(1) Archives du Gers, *Elections à la Présidence, 1848*. Recensement général. — Voir Annexe aux chapitres IV et XIV.

dat, en dépit du zèle de l'administration, n'avait obtenu que 8 p. 100 des suffrages, tandis que Louis-Napoléon et Ledru-Rollin recueillaient 79 p. 100 et 13 p. 100 (1). On peut croire que le rude échec de Cavaignac consola un moment les Montagnards de la défaite de Ledru-Rollin, car l'*Etoile d'Aquitaine*, rédigée par les militants du parti, écrivait le 12 novembre : « Si Ledru-Rollin ne devait pas être élu, nous aimerions autant le succès de Bonaparte qui ne pourrait que hâter un dénouement prochain plus ou moins inévitable ».

Le résultat de l'élection était loin de répondre à la force réelle des partis et à une répartition durable des opinions politiques dans le Gers. L'écrasante majorité de Louis-Napoléon qui dérouta toutes les prévisions est due à une coalition passagère de tous les suffrages conservateurs et de nombreux suffrages républicains. Les raisons de cette coalition furent complexes. En dehors des conservateurs, les mécontents, les peureux, les indécis se rallièrent en général à Louis-Napoléon pour des motifs divers : gêne ou misère des paysans, irritation générale contre les 45 centimes, force énorme d'attraction du nom de Napoléon sur la masse des ignorants, des illettrés; souvenir des écrits semi-socialistes du prisonnier de Ham qui ôtent à la candidature du prince son caractère antirépublicain; impopularité de Cavaignac, usé par le pouvoir, antipathique aux ouvriers par la répression de juin, à tous les rouges par sa politique de compression et son alliance avec les anciens ministres de Louis-Philippe. Les montagnards du Gers déclaraient volontiers que le succès de Louis-Napoléon leur déplairait moins que celui de Cavaignac. On peut donc croire que certains d'entre eux, par haine de Cavaignac, abandonnèrent Ledru-Rollin, dont l'échec paraissait certain et votèrent pour Louis-Napoléon (2). Duputz, le chef du parti monta-

(1) Le scrutin général donnait une écrasante majorité à Louis-Napoléon : 5.434.226 voix (près de 75 p. 100). Cavaignac eut 1.448.107 voix (moins de 20 p. 100); Ledru-Rollin 370.119 (5 p. 100)

(2) Le 19 décembre, le correspondant parisien de l'*Opinion* écrivait : « ... Si nous en croyons les feuilles socialistes ou mon-

gnard dans le Gers et représentant à la Législative, démentait clairement les sentiments qui avaient dominé le scrutin des 10 et 11 décembre 1848 quand il écrivait en février 1851 :

Comment expliquer ce succès de Louis-Napoléon Bonaparte ? Il n'y avait dans la République aucun nom qui s'imposât à toutes les classes de la société ; le souvenir de la gloire impériale était seul vivant. Ne suffisait-il pas de prononcer le nom de Napoléon pour que le peuple, à défaut d'un homme, votât pour un grand souvenir. Vous vous rappelez la situation des esprits au 10 décembre. Le fatal impôt des 45 centimes avait profondément irrité la population. Les royalistes exploitèrent la mesure. Il n'est pas un paysan pour qui l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte ne signifîât remboursement des 45 centimes. Le peuple des villes lui-même, plus éclairé que la population rurale, ne put échapper à l'entraînement général ; la magie du nom, le souvenir des écrits semi-socialistes du prisonnier de Ham, pesèrent sur son vote. Chose étrange ! les départements qui ont nommé les rouges donnèrent plus de voix au président actuel que les autres départements. Louis-Napoléon Bonaparte n'a pas compris le sens de l'élection du 10 décembre. Il a cru à la participation puissante des partis royalistes au succès de cette journée. De là, la formation du cabinet Faucher-Falloux (1).

Comme l'affirmait Duputz, l'élection du président de la république n'a pas eu la signification profondément antirépublicaine qu'on lui a parfois attribuée : dans le Gers, les élections à la Législative, où l'on compte 265.000 suffrages républicains contre 216.000 suffrages conservateurs, suffisent à démontrer que l'énorme majorité de Louis-Napoléon Bonaparte fut bien le résultat d'une coalition passagère. Mais la politique personnelle du Président et le choix des nouveaux ministres donnèrent le pouvoir au parti de l'ordre, activèrent la désagrégation de la majorité républicaine de l'Assemblée et devinrent le point de départ d'une réaction nettement antirépublicaine.

tagnardes, beaucoup ont abandonné Raspail ou Ledru-Rollin pour Louis-Napoléon en haine de Cavaignac. Ils ont craint que personne n'obtenant la majorité absolue, l'Assemblée ne préférât Cavaignac et ils tenaient avant tout à repousser celui qui avait si rigoureusement écrasé l'insurrection de juin.... »

(1) *Ami du Peuple*, 21 février 1851.

CHAPITRE V

La propagande politique — Elections à la Législative

Décembre 1848-Mai 1849

I. *L'Opinion* contre la Constituante. — Le nouveau personnel administratif; le préfet de Grouchy. — Manifestation de la garde nationale d'Auch et sa dissolution. — La propagande antisocialiste. — II. La propagande républicaine : *l'Egalité*. — La diffusion de brochures et journaux républicains. — Les paysans. — La répression. — III. Elections à la Législative : tentative d'un rapprochement électoral des montagnards et des républicains modérés; — programmes et listes; — le scrutin; — la répartition des opinions.

S'il est excessif d'affirmer que par l'élection du Président la France a tourné le dos à la révolution de Février et à la république, il est toutefois hors de doute que l'écrasante majorité de Louis-Napoléon marque le déclin du régime et du parti républicains. Le nouveau ministère est recruté dans la minorité conservatrice de l'Assemblée, parmi les orléanistes libéraux. Les trois principaux ministres, O. Barrot, Faucher, Falloux sont des personnages influents du Comité de la rue de Poitiers. Le gouvernement n'est plus l'expression politique de la majorité républicaine issue des élections d'avril. Il entre aussitôt en conflit avec l'Assemblée dont le parti de l'ordre réclame la dissolution immédiate ou à bref délai, tandis que le ministre de l'intérieur, Faucher, ennemi ardent des idées socialistes, épure avec ardeur le personnel administratif et s'efforce de réprimer la propagande démocratique. Un « mouvement » ramène un grand nombre des anciens préfets, sous-préfets de Louis-Philippe; la *Solidarité républicaine* est supprimée

par simple circulaire ministérielle; les emblèmes rouges sont déclarés séditieux, les clubs fermés, le colportage surveillé, entravé; Falloux recommande aux recteurs la surveillance politique des instituteurs; enfin l'expédition contre la république romaine est engagée. Les élections du 13 mai envoient à la Législative une énorme majorité conservatrice qui, jusqu'au coup d'Etat, mènera une lutte sans merci contre les doctrines et le parti républicains.

I.

L'Opinion est naturellement enthousiaste du nouveau ministère.

La France a déclaré par son suffrage universel qu'elle voulait la liberté modérée, l'ordre moral et matériel, qu'elle entendait confier son gouvernement à des hommes honorables par leur capacité et leurs bonnes intentions... Le cabinet représentera tous les grands partis modérés qui veulent l'ordre dans le pays.

La feuille orléaniste réclame avec une insistance véhémente la séparation ou le renvoi de l'Assemblée « répudiée par 5 millions de suffrages »; son maintien après le vote de la Constitution et l'élection du Président « est un défi à la majorité imposante qui vient de se manifester ».

L'opinion que la mission de l'Assemblée est terminée se répand de plus en plus dans le public; elle gagne les masses; sa pression sera tellement forte sur les représentants que la session ne pourra pas durer longtemps encore. — L'Assemblée a été héroïque au 15 mai et au 22 juin; elle a préservé la France du socialisme en repoussant le « droit au travail », en inscrivant le droit de propriété » dans la Constitution, en rapportant la plupart des « funestes décrets du gouvernement provisoire ». Elle rendra un dernier et signalé service en se dissolvant rapidement.. — « Au milieu de ce mouvement politique elle a un air moribond qui frappe les regards. » (1)

Et, le 28 décembre, *l'Opinion* publiait un long article de Granier de Cassagnac sur la nécessité de dissou-

(1) *Opinion*, 18, 19, 22, 24, 27 décembre 1848.

dre l'Assemblée dont la mission se borne à voter une constitution et installer le pouvoir nouveau.

A quoi servirait-il au Président d'avoir le pays pour lui, s'il a contre lui l'Assemblée, c'est-à-dire, « les agents officiels de la république rouge et les patrons du socialisme ? ». L'unité de vues est la condition d'un gouvernement fort. Or, l'Assemblée paralyse l'action du Président et de ses ministres dans la politique extérieure. La France doit rétablir le pape à Rome et sauver l'Italie de l'anarchie; mais Louis-Napoléon Bonaparte ne peut pas négocier tant que l'Assemblée ne sera pas dissoute. « ... Il y aurait à prétendre rester, quand 6 millions de votes la chassent, une telle accumulation d'odieux et de ridicule, que les représentants les plus intrépides en auront peur. Ainsi, attendons une semaine et préparons-nous à nommer de nouveaux députés dans un mois ».

Toute la presse conservatrice mène campagne contre l'Assemblée et l'*Opinion* engage ses amis à demander la dissolution par une protestation dont la formule empruntée au *Courrier de la Somme* lui a paru « un modèle de précision, d'énergie et de convenance ».

Le journal ne doute pas qu'elle ne soit signée des 57.000 citoyens qui, dans le Gers, ont voté pour Louis-Napoléon, et il dénonce le vote des 6 représentants républicains du Gers contre la proposition Rateau : Alem-Rousseau, Boubée, Carbonneau, David, Gounon, Gavarret appartiennent à « cette minorité qui ne veut pas s'en aller parce qu'elle est sûre de ne pas revenir ». (1)

Dès le 28 décembre, l'*Opinion* réclamait le remplacement des « fonctionnaires de Février », l'épuration des parquets et des préfectures. D'ailleurs, observait-elle, si les préfets « avaient quelque dignité », ils se retireraient. Cette remarque visait le préfet Pasquier qui, sur un rapport du maire Soullier, aurait dénoncé au ministère l'anticavaignaquisme du colonel de Cotte du 2^e hussards. Le régiment fut déplacé. Avant leur départ, tous les officiers firent une visite d'adieu à l'archevêque et au général et, en manière de protestation, s'abstinrent d'aller chez le préfet. Si l'on en croit encore l'*Opinion*, le préfet Pasquier se serait assez gravement compromis dans l'élection prési-

(1) *Opinion*, 13 décembre, 17 janvier 1849.

dentielle. Il s'était concerté avec le maire d'Auch, Soullier, zélé partisan de Cavaignac, pour empêcher une manifestation favorable à Louis-Napoléon. Dansos, commandant de la garde nationale, s'était prêté à leur dessein en préparant une allocution « cavaignaquiste », revue et corrigée par le maire. Afin d'en éprouver l'effet, Dansos la lut à vingt-cinq gardes nationaux choisis et sûrs. L'expérience parut encourageante, mais l'affaire fut ébruitée. Après l'élection, Dansos, devant les gardes nationaux assemblés, aurait, toujours d'après l'*Opinion*, protesté contre « la majorité mensongère » de Louis-Napoléon. Pour se dégager, le préfet et le maire n'hésitèrent pas à désavouer le commandant qu'un arrêté préfectoral suspendit pour deux mois. Un arrêté présidentiel porta la suspension à dix mois. (1)

Son désaveu ne sauva pas le préfet. Il avait perdu la faveur du journal et du parti conservateurs. Vers le milieu de janvier 1849, il fut remplacé par de Grouchy, sous-préfet de Montargis avant Février et ancien député « pritchardiste ». Cette nomination est « la plus haute expression de l'esprit réactionnaire du pouvoir », dira le journal démocratique du Gers, l'*Egalité*. Les journaux républicains de Paris l'avaient relevée comme un défi. Dans une première proclamation de ton belliqueux le nouveau préfet déclare :

« Défenseur énergique de l'ordre, j'en poursuivrai le rétablissement sur la place publique et dans les esprits... L'élection du président de la république a créé une situation nouvelle; elle a rallié tous les partis modérés dans une pensée commune, le besoin de l'ordre. Le premier de nos devoirs est de défendre et d'affermir le pouvoir sanctionné par la volonté nationale ». Il adjure tous les « bons citoyens » de l'aider à « combattre sans relâche ces doctrines insensées qui ont attaqué tout ce qu'il y a de légitime et de sacré dans le monde : la Propriété, la Famille, la Religion et Dieu lui-même ! »

Une circulaire aux sous-préfets, maires et fonctionnaires, contient un avertissement net aux instituteurs :

(1) *Opinion*, 16 décembre 1848 et 2 janvier 1849.

L'ordre moral a reçu partout de profondes atteintes : on a répandu... des doctrines dont le triomphe serait la ruine de la société, on a voulu en verser le poison jusqu'au milieu de nos écoles pour vicier jusque dans leur germe les générations naissantes. Que votre surveillance, que vos sages conseils... détournent nos instituteurs du rôle déplorable auquel on voulait les faire descendre; et qu'ils préservent la jeunesse sur laquelle repose l'avenir de la patrie. »

L'Opinion se déclare enchantée de cette attitude et publie avec empressement la proclamation et la circulaire. (1)

Lectoure, considéré par les conservateurs comme « le foyer du Ledru-Rollinisme », la citadelle du « socialisme » dans le Gers reçoit un nouveau sous-préfet, Béchard, fils de légitimiste; l'ancien sous-préfet Barailhé avait démissionné après l'élection de Louis-Napoléon.

Les deux sous-préfets républicains de Lombez et de Mirande, Curie-Sembrès et Ducos, sont remplacés par l'avocat de Chevigné et Cezan, chef de division à la préfecture. Les deux conseillers de préfecture, Sentous et Dupetit, nommés au lendemain de la révolution, sont également remplacés par Grabias, ancien conseiller, Metjé, attaché au ministère de l'instruction publique, et qui cédera bientôt la place à Duprat, secrétaire général de la préfecture à la veille de la révolution. L'administration se peuple d'anciens fonctionnaires de la monarchie, et *l'Opinion* s'applaudit de ces changements « qui donnent satisfaction aux modérés ». (2)

*
**

L'anniversaire du 24 février fut marqué à Auch par une manifestation de la garde nationale irritée de la suspension de Dansos.

Après les coups de canon d'usage et la célébration du

(1) *Actes admin.*, 1849, n° 5. — Proclamation et circulaire du préfet, 30 janvier. — *Moniteur*, 11 janvier; — *Opinion*, 14 janvier, 4 février.

(2) *Opinion*, 26 janvier; — *Moniteur*, 11, 24, 25 janvier, 30 mars. Décrets de nomination.

service religieux à la cathédrale, les gardes nationaux commandés par Lodoyer, capitaine des sapeurs-pompiers, étaient réunis sur la place de l'Hôtel de Ville. Ils prétendirent, après la remise du drapeau, se rendre en armes au quartier de cavalerie pour y fraterniser avec le 9^e Chasseurs. Lodoyer leur donna l'ordre de rompre. Mais, en dépit de cet ordre et de l'intervention du maire, Soullier, ils ne bougeaient pas et criaient : « Vive la République ! A bas les chouans ! A bas l'écharpe ! A bas la presse réactionnaire ! A la lanterne ! » Ces cris visaient le préfet, le maire et l'*Opinion*. Les gardes-nationaux, officiers et tambours en tête, descendirent ensuite au quartier de cavalerie. Ils entrèrent dans la caserne aux cris de « Vive la République ! Vive le 9^e Chasseurs ! ». Ils défilèrent dans la cour tandis que les chasseurs criaient « Vive la garde nationale ! » Ils remontèrent sur la place d'Armes. En passant devant la terrasse de la Préfecture ils crièrent de nouveau « A bas les chouans ! à bas la réaction ! » Le soir, autour de l'arbre de la liberté, selon le récit de l'*Opinion*, ils chantèrent des couplets patriotiques alternant avec les cris de « Vive Raspail ! Vive Barbès ! »

La riposte de l'administration fut prompte : sur la proposition du maire, le préfet suspendit par arrêté du 26 février la garde nationale qui fut aussitôt dissoute par un décret présidentiel du 28 février.

Un nouvel arrêté préfectoral du 2 mars en ordonnait le désarmement immédiat : tout garde national était tenu de déposer ses armes à la mairie avant le 10 mars « afin d'assurer leur conservation jusqu'au moment de la réorganisation. »

L'*Opinion* applaudit à tant de promptitude et de vigueur (1). Ajoutons que la garde nationale, au mépris de la loi, ne fut jamais réorganisée à Auch.

(1). *Opinion*, 26, 27 et 28 février, 5 mars; — *Le Moniteur*, 9 mars; — *Rec. des act. admin.*, 1849, n^{os} 11 et 12. Arrêtés et décret des 24 et 28 février, du 2 mars.

**

Le 24 mars 1849, Bories, rédacteur en chef de l'*Opinion*, jette un cri d'alarme : le socialisme fait des progrès menaçants en France et hors des frontières, en Angleterre, en Italie, en Allemagne; il risque de tout emporter. Que tous les hommes d'ordre s'unissent pour fonder une association analogue à l'œuvre catholique de la *Propagation de la Foi*. Les riches donneront un sou par jour; les pauvres un sou par semaine. La caisse ainsi constituée servira à introduire dans l'atelier, la caserne et la chaumière, les publications destinées à combattre la grande hérésie sociale et politique. L'œuvre ne doit pas être éphémère, arrachée à la crainte du moment : la caisse de l'association doit être alimentée par des cotisations annuelles. L'œuvre ne sera vraiment efficace que si tous y participent, le pauvre comme le riche. Les brochures, livres, journaux seront d'autant plus lus que chacun aura contribué à les répandre. Dans chaque ville et village, l'association choisira un correspondant actif et sympathique. Cette propagande antisocialiste doit être départementale : il faut d'abord se défendre chez soi. Le procédé le plus efficace serait la distribution gratuite d'un journal hebdomadaire à 1.000 paysans, 3 par commune. L'*Opinion* ouvre une souscription; les fonds seront envoyés au comité de la rue de Poitiers (1).

Le comité de la rue de Poitiers, qui dirigeait la campagne antisocialiste ou plus exactement antirépublicaine, publia son programme de propagande, reproduit par l'*Opinion* du 12 avril.

« 1° Favoriser, soit la vente à bas prix, soit la distribution gratuite de quelques journaux dévoués à la cause de l'ordre et

(1) *Opinion*, 24 mars, 3, 12 et 14 avril. — Disons en passant que Bories fut mal payé d'un zèle si ingénieux. Une profession de foi emphatique et violemment conservatrice ne put lui faire trouver grâce devant le « comité des électeurs modérés » qui lui préféra un autre candidat. Dépité, Bories quitta l'*Opinion* dont il ne reprit la direction que pour célébrer le coup d'Etat du 2 décembre. (*Egalité*, 17 avril 1849).

qui s'engagent à combattre d'une manière spéciale les doctrines socialistes; à l'heure qu'il est le comité a conclu des arrangements avec plusieurs journaux.

« 2° Abaisser notablement le prix de toute brochure qui dans une forme vraie, simple, populaire, réfutera les détestables sophismes de la pensée socialiste et fera pénétrer dans les esprits les grandes vérités sur lesquelles repose la société.

« 3° aider à la publication des journaux hebdomadaires rédigés par des écrivains distingués. — Le Comité engage les hommes modérés à organiser dans chaque chef-lieu un comité de propagande antisocialiste. »

Les documents font défaut pour décrire avec précision et détails la campagne antisocialiste dans le Gers. Les brochures de la rue de Poitiers, et notamment les *Veillées d'une chaumière de la Vendée*, où le maréchal Bugeaud présente les réformes démocratiques comme des folies dangereuses, durent y être abondamment distribuées. Les journaux républicains, comme l'*Egalité*, font de fréquentes allusions à ces publications. Le *Comité central des électeurs modérés* « oppose aux écrits républicains des distributions extraordinaires de l'*Opinion* qui les réfute et les combattra sans relâche ». Le 3 mai, il annonce l'envoi prochain de brochures de la rue de Poitiers aux comités conservateurs cantonaux (1).

II

L'arrivée d'un préfet à poigne, la dissolution de la garde nationale d'Auch, la répression administrative, les diatribes de l'*Opinion*, tenaient le parti républicain en haleine dans le Gers. Il était manifeste qu'un duel à mort s'engageait entre les partisans de la république sociale et les conservateurs monarchistes. La république elle-même était devenue l'enjeu du combat et le parti républicain se préparait à un décisif et vigoureux effort en vue des élections prochaines.

Après l'élection présidentielle, le parti rouge, qui se re-

(1) *Opinion*, 3 mai.

crutait parmi les artisans et petits commerçants des villes et des bourgs, se préoccupait de convertir à la république sociale les paysans qui avaient voté en masse pour Louis-Napoléon. La création d'un organe périodique parut le moyen le plus efficace pour atteindre les campagnes encore inentamées par la propagande républicaine, écarter ou dénoncer l'arbitraire administratif, riposter aux attaques de l'*Opinion* et prendre l'offensive, fortifier, unifier, discipliner le parti, l'entraîner à la lutte électorale. Et le 17 avril fut publié le premier numéro du journal *L'Egalité*.

Il définit ainsi sa tâche : les républicains sont généralement en majorité dans la ville; c'est donc la masse rurale qu'il faut détacher du « parti de l'ordre », conduire à la démocratie et à la république par une défense habile et persévérante du programme et du personnel républicains, une vigoureuse offensive contre les modérés et les conservateurs de toute nuance. Voici le manifeste du nouveau journal :

Les partis monarchiques, protégés par un pouvoir qui semble se faire le complice de leur haine et de leurs complots, conspirent ouvertement le renversement de la Constitution et la ruine de la République. C'est le moment de commencer une lutte incessante contre la réaction; mais, pour combattre, il nous faut un journal.

Il faut organiser la défense de la Révolution. Les habitants des campagnes séduits par des promesses impossibles, égarés par des calomnies cyniques, ont tourné contre la république, leur véritable mère, l'arme qu'elle avait mise en leurs mains pour travailler à l'émancipation commune. Les écrivains mercenaires de la réaction ont indignement exploité, au profit des factions monarchiques, l'ignorance des campagnes, ce crime séculaire de la royauté; ils leur ont présenté comme des sauvages ennemis de la famille et de la propriété tous ceux qui veulent que les avantages de la propriété et les joies de la famille ne soient plus un monopole de hasard et le privilège de quelques-uns. Nous voulons combattre la réaction en répondant à ses calomnies et en réfutant ses doctrines, éclairer les habitants des campagnes sur leurs intérêts et les mettre en état de connaître leurs véritables amis.

L'Egalité sera rédigé par une réunion de démocrates d'Auch et de Condom. Un comité de rédaction, choisi parmi les républicains les plus avancés de chaque arrondissement, sera chargé de surveiller et de diriger même, dans les circonstances difficiles la marche politique de notre feuille.....

... Il nous faut laver les premiers apôtres de l'égalité d'indignes

outrages et les montrer tels qu'ils furent... Nous n'oublierons pas nos frères de l'armée. La République les a fait citoyens... Nous leur parlerons souvent, heureux de leur faire oublier la honte d'assister immobiles et l'arme au bras à l'asservissement des peuples, la honte de s'entendre proposer tous les jours comme des modèles de courage et d'honneur militaire les hordes sauvages de Radetzky et de Windischgraët... »

La fondation du journal est une œuvre de dévouement; pour réaliser les fonds nécessaires les républicains doivent souscrire 200 actions de 100 francs, divisées en coupures de 50 et de 25 francs. — « ... Les Malthusiens du sol et de la Banque, les réactionnaires de toute couleur se préparent à faire dans toute la France la propagande de la contre-révolution. Déjà, ils inondent nos campagnes de petits livres où est distillé le venin de quelques folliculaires effrontés... Citoyens, la Démocratie est pauvre. Montrons que nous saurons mesurer nos efforts aux difficultés ».

Dans son premier numéro du 17 avril, *l'Egalité* développe son programme politique et social par un long énoncé de principes généraux.

« La justice se fonde sur l'égalité sociale, non sur « l'égalité chimérique de fortune ». Tous les hommes ont un droit égal à la vie, à la famille, à la propriété. Ce droit est garanti par le droit au travail. Par l'égalité devant le travail, par l'association, le crédit, on peut changer les rapports économiques qui font du travailleur un esclave. L'homme doit multiplier ses forces par l'association. Il faut que des « banques d'escompte et d'échange hiérarchiquement disséminées dans les cantons et les chefs-lieux de département et reliées entre elles par la direction unitaire d'une banque centrale distribuent le crédit sur toute la surface de la France aux travailleurs des villes et aux cultivateurs... » Celui qui n'a que le nécessaire ne doit pas payer d'impôts; le superflu seul doit être imposé. L'impôt doit être progressif et non proportionnel; il n'est juste que s'il est nécessaire. La société doit approprier à ses besoins les richesses sociales comme les canaux, les chemins de fer, les mines, L'égalité devant l'impôt de sang exige qu'aucun citoyen ne s'affranchisse par de l'argent de l'obligation de servir sa patrie. Les moyens de consommation, de perfectionnement et de bien-être doivent être répartis équitablement par une intervention de l'Etat dans les rapports du capital et du travail, par l'organisation du crédit, par l'assurance de l'Etat contre les sinistres, les malheurs, par une instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous, par une instruction secondaire rendue accessible à tous, par l'abolition de toutes les distinctions honorifiques, l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics, l'obtention de tous les grades, dignités et fonctions à l'élection et au concours. — Libertés individuelles, de réunion et d'association, souveraineté du peuple imprescriptible et inaliénable, s'exerçant par le suffrage universel et direct; et, dans le cas de violation des droits du peuple, insurrection pacifique ou armée, selon la résistance du pouvoir oppresseur.

Un article de Joigneaux du 28 avril éclaire et précise les doctrines du nouveau journal :

Aujourd'hui, comme en 89 et 92, c'est aux républicains seuls que la calomnie s'attaque. On affirme aux populations que ce sont des pillards, des gens de sac et de corde, qu'il faut s'en défaire à tout prix pour ramener la confiance et le travail. Le noble le dit à ses fermiers, le curé le dit à ses paroissiens, le capitaliste le dit à ses emprunteurs. Mais ce que le capitaliste, le curé, le noble ne disent pas, c'est la vérité. Ce qui nous rend criminels aux yeux de ces hommes *honnêtes et modérés*, c'est que nous voulons imposer le revenu, reporter les petites cotes sur les grosses, imposer l'argent qui ne paie rien au fisc et dégrever la propriété foncière qui paie trop, abolir immédiatement l'impôt sur les vins, rappeler le milliard des émigrés en remboursement des 45 centimes; c'est que nous voulons l'enseignement obligatoire et gratuit.

Le journal n'est pas socialiste, sauf peut-être quand il proclame *le droit au travail*, formule dont on ne précisait pas la portée. Il se déclare calomnié quand on le dit ennemi de la propriété. Il se borne à proposer l'impôt progressif sur le revenu, l'exploitation par l'Etat des chemins de fer, des mines, des canaux, des banques, des assurances, le service militaire obligatoire pour tous, l'instruction primaire obligatoire et gratuite. Il n'y a pas là ombre de socialisme. C'est le programme radical ou réformiste.

L'Egalité publia les *Lettres aux Paysans* du représentant Joigneaux. Elles circulèrent en brochure et eurent une grande vogue auprès des électeurs ruraux. Joigneaux mettait en un lumineux relief et à la portée d'esprit des paysans le caractère pratique et bienfaisant des réformes inscrites au programme montagnard : dégrèvement de la propriété foncière, institution de banques agricoles, enseignement gratuit, justice à bon marché ou gratuite, rappel du milliard des émigrés en remboursement des 45 centimes, monopole des assurances par l'Etat, l'allègement des charges militaires par la réorganisation de l'armée.

Le succès de *L'Egalité* paraît avoir été assez vif auprès des paysans d'habitude et d'esprit conservateurs, mais séduits par le dégrèvement de la propriété foncière, l'abolition de l'impôt sur les boissons, l'organisation du crédit

agricole. Grâce au journal montagnard, des idées politiques nouvelles s'infiltrèrent dans les campagnes jusqu'alors réfractaires à la propagande démocratique et dociles à l'influence traditionnelle du châtelain ou du gros propriétaire et du curé. On s'en aperçoit clairement à la surveillance inquiète et soupçonneuse que l'administration ne cessa pas de faire peser sur le nouveau journal. Le 12 mai 1849, le procureur général d'Agen écrit au Garde des sceaux :

... Un nouveau journal a été fondé sous le nom de *l'Egalité* et en vue des élections prochaines. Il est à son 14^e ou 15^e numéro; il ne dissimule pas ses tendances socialistes.... Le journal *l'Egalité*, par l'violence de son langage, a fixé dès le premier moment l'attention du parquet. Cependant, d'accord en cela avec l'autorité administrative, mon substitut d'Auch a pensé que cette publication n'avait pas encore donné lieu à diriger des poursuites contre ses auteurs.... *L'Egalité* se répand aussi à Lombez, mais il n'y arrive qu'après avoir été soumis à l'examen des autorités du chef-lieu.

Le succès et l'influence de *l'Egalité* seront constatés par le procureur général et ses substituts :

« Rédigé dans un esprit détestable... il y a fait un mal immense ». « *L'Egalité* a produit dans les campagnes les plus grands ravages... Elles sont bien perverties... » (1)

Les brochures républicaines sont abondamment distribuées. Une des plus répandues contient le célèbre *Toast de Félix Pyat aux Paysans*, publié dans le 1^{er} numéro de *l'Egalité*. C'est une page d'éloquence amère, véhémence, sentimentale, dans le goût romantique du temps. Elle circula partout en brochure et obtint un succès inouï, déchaînant l'enthousiasme et la colère. L'éloge lyrique du paysan, l'excitation à la haine des « blancs » et à l'union fraternelle avec l'ouvrier des villes en vue de réaliser la démocratie, paraissait aux conservateurs un appel aux passions « subversives », « anarchiques », et, pour entretenir l'irritation de ses lecteurs, *l'Opinion* en publiait les passages les plus caractéristiques.

(1) Arch. nat. BB 30 358. — Rapport du proc. gén. 9 décembre 1849.

A ces hommes de la glèbe, aux plus nombreux, aux plus patients, aux plus pauvres, aux plus laborieux de nos concitoyens, aux prolétaires des campagnes, aux paysans !

... C'est le paysan qui cultive la terre... qui la féconde de ses sueurs, c'est lui le nourricier du peuple, c'est lui qui produit le pain et le vin... C'est encore le paysan qui défend la terre, cette terre marâtre qui n'a que des rigueurs pour lui... C'est lui qui verse le plus de sang pour elle... qui marche à la frontière pieds nus, sans pain, au chant de la *Marseillaise*, formant les 14 armées de la République et fauchant l'ennemi comme un blé mûr.

Ainsi donc, honneur au soldat comme au laboureur, deux fois honneur au paysan !

Quant à leurs seigneurs et maîtres, quant à ceux qui donnent ce nom de paysans aux autres, ils ont raison, ils sont indignes de le porter.

La terre, ils l'ont asservie,... ils l'oppriment.

Ils trahissent, ils vendent la patrie. Oui, ils l'ont vendue et en ont touché le prix, l'indemnité du milliard, « ce denier de Judas », avec cette différence que Judas, après avoir reçu l'argent, allait se pendre et qu'eux, ils sont allés danser.

O chers porte-blouses ! vous tous, paysans, ouvriers, canailles et manants, pauvres gens des campagnes et des villes, que faisiez-vous pendant que les nobles dansaient avec les alliés ? Vous pleuriez dans vos chaumières... Vous pleuriez sur notre honneur et notre fortune en ruine ! Fidèles à vos regrets et à vos espérances, vous gardiez au coin du foyer, auprès de votre fusil encore noir de poudre, quelque sainte image des héros de la France. Vous gardiez au fond de vos cœurs la religion de la patrie et de la liberté. Et, pour comble de misères, les complices de ceux qui avaient tué vos derniers fils, vous arrachaient encore votre dernier sou pour payer les violons de la danse !...

... Paysans, il ne dépend que de vous de ne plus voir ces jours d'opprobre et de malheur. Vos frères des villes, le peuple de Paris, ce grand artiste en révolution, vous a délivrés de ce régime odieux ; il vous a débarrassés des rois ; il vous a fait libres et citoyens ; il vous a donné le suffrage universel. Gardez-le bien... Il vous a donné la République. Vous êtes les plus forts ; vous vous êtes 24 millions sur 35... Faites bien attention à vos représentants, n'allez pas prendre des loups pour des bergers, l'ivraie pour le froment, des royalistes pour des républicains... Défiez-vous surtout de vos éternels ennemis, de vos amis vêtus de noir et qui n'en sont pas moins blancs. Que la blouse grise des champs s'entende avec la blouse bleue des villes, car leur cause est commune ; c'est la cause du travail, car vous faites ensemble les frais communs de la paix et de la guerre, car vous payez ensemble l'impôt de l'argent et l'impôt du sang. C'est aussi la cause de la civilisation, car le temps approche où l'Europe doit être républicaine ou cosaque.

Il dépend de vous d'exterminer la royauté, la misère et l'ignorance, toutes les tyrannies... Il dépend de vous que nous ayons enfin la République ; non pas la République du juste milieu... la République des Râteau, des Barrot, des Bugeaud ; non pas la République des privilèges et des abus, de l'égoïsme et de l'injustice, de la violence et de la peur ; non pas cette République violente à l'intérieur et lâche à l'extérieur, qui veut faire de

la France une Hongrie et de nos généraux des bans de Croates; non pas cette République demi-bourgeoise, demi-troupière, qui met un tricorne par dessus son bonnet de coton; non pas cette République, ou plutôt cette monarchie sous le nom de république, qui court après les rois et les papes perdus; non, citoyens, mais la vraie République, la République démocratique et sociale, la République de vérité et de justice, d'association et d'assurance, de solidarité et d'amour, la République où vous puissiez, vous et vos familles, vivre en travaillant où vous puissiez enfin manger le blé que vous aurez semé et boire le vin que vous aurez récolté !

Il dépend de vous enfin que vos femmes apprennent à leurs enfants, dans la langue républicaine de leurs pères, ces mots si doux de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, ou que le knout des cosaques leur apprenne dans une langue étrangère les noms si durs d'esclave, de maître et d'ennemi. Paysans, la patrie est encore en danger ! Vous la sauverez encore, non par les armes, mais par les votes, par la seule force du nombre et de l'union. Vous sauverez la République, la France et l'Humanité. Aux Paysans de France ! » (1)

Le *Toast de Pyat* et les *Lettres de Joigneaux* étaient répandus en brochure à profusion dans les campagnes où les petits livres de propagande du *Comité de la rue de Poitiers*, notamment les *Veillées d'une chaumière vendéenne* de Bugeaud, étaient abondamment distribués par les conservateurs. Le célèbre toast excitait vivement le sentiment démocratique et la haine contre les « blancs », tandis que les *Lettres de Joigneaux* nettes, vives et familières développaient, précisaient et popularisaient le programme montagnard. Cette propagande, très capable de faire brèche et d'éveiller la passion politique dans la masse paysanne jusqu'alors inerte, résignée, docile et négligée par les réformateurs, inquiétait vivement l'administration. Le procureur général en déclarait la répression impossible.

.... Des publications montagnardes et socialistes, écrivait-il, sont répandues dans les communes en assez grande quantité. Ces publications sont adressées de Paris à des hommes du département qui les transmettent de la main à la main, en cachette et sans publicité. Ce colportage n'étant pas public se devine bien plus qu'il ne se voit. Il échappe à toute constatation et par cela même à toute répression. Dans l'arrondissement de Condom des livrets ont été répandus dans les chefs lieux de canton, non par des colporteurs, mais par des particuliers. Ce sont principale-

(1) *Égalité*, 17 avril. — *Opinion*, 8 mars.

ment les *Lettres de Joigneaux* déjà imprimées dans *La Réforme*.... ». (1)

Les républicains Bruchet et Maignaut, de St-Clar, le casquetier Ayliès, de Fleurance, ont distribué aux paysans dans les foires, le *Toast de Félix Pyat* et les *Lettres de Joigneaux*. — A Mirande, Jean Sorbet a distribué pendant le marché, sur la voie publique, le *Toast de Félix Pyat*.

L'Egalité signale des curés qui ont tonné en chaire contre « les prédications incendiaires », « les journaux infâmes » que colportent des « hommes de désordre ».

Le curé de Goux (Fleurance), dans son prône, aurait invité les patrons ou propriétaires à refuser du travail aux ouvriers qui lisent les journaux. — Le desservant de Montfort (Mauvezin), dans un sermon belliqueux, flétrit les « anarchistes » qui, sur le « forum », dans les villes et les campagnes, « embauchent le peuple par leurs prédications incendiaires et démoralisatrices »; il dénonce ces « petites brochures », — les *Lettres de Joigneaux* et le *Toast de Félix Pyat*, sans doute, — « que l'on vend deux sous » et qui « distillent à longs traits le venin de l'immoralité,... les journaux infâmes et les livres anarchiques » que colportent « des hommes de désordre, vagabonds et polissons ». Il termine en exhortant ses paroisiens à prendre conseil « des hommes d'ordre, gens honnêtes et pieux, qui s'approchent des sacrements ».

Ces citations m'ont paru caractériser nettement les procédés de la propagande démocratique et leur effet sur le clergé rural (2).

L'Egalité et les journaux républicains de Paris, comme la *République démocratique et sociale*, le *Peuple*, et surtout l'édition hebdomadaire de *La Réforme*, adressés à des abonnés ou à des amis politiques circulent dans leur commune où ils passent de main en main, et, moyennant un affranchissement de 2 centimes, se répandent dans les

(1) Arch. nat. BB 30 359. — Proc. gén. d'Agen à G. des se., 12 mai 1849.

(2) *Egalité*, 2, 5, 8 et 10 mai 1849.

communes voisines. Le plus souvent, ils sont apportés d'abord chez le maître d'école, chez le forgeron, au café, au cabaret ou encore chez quelque républicain notable, partout où les paysans et les ouvriers agricoles ont l'habitude de se réunir les dimanches et fêtes. Les journaux y sont lus à haute voix, les commentaires suivent, la conversation s'engage sur les réformes ou les événements politiques (1).

Depuis Février, dit une note politique de juge de paix, l'instituteur de Barran, Eugène Daure avait pris l'habitude de faire tous les dimanches aux paysans réunis autour de lui la lecture des journaux les plus dangereux. Il les commentait dans les termes les plus violents et les plus anarchiques. (2)

Dans ces réunions et conciliabules, en se faisant les défenseurs des petits propriétaires dont ils se proposent d'alléger les charges fiscales par l'impôt progressif sur le revenu et le report des petites cotes sur les grosses, les républicains, au grand dépit des conservateurs, écartaient la redoutable accusation d'être les ennemis de la propriété et de préparer le partage des terres. Ils prétendaient que le riche seul doit payer l'impôt et que le paysan était sacrifié, lésé. Un service militaire diminué, égal et obligatoire pour tous, l'abolition de l'impôt des boissons et du sel, la suppression des octrois et, contre l'usure, ce fléau des campagnes gersoises, l'établissement de banques agricoles, prêtant à faible intérêt aux cultivateurs que les emprunts usuraires acculaient à la ruine, voilà tout un plan de réformes bien capable de rallier au parti montagnard une fraction notable de la classe rurale.

Le paysan gersois, expansif et même bavard, d'esprit vif, a un goût très marqué pour la politique et se passionne aisément. Il se plaît à ces réunions, discussions et lectures qui ont la saveur du fruit nouveau et presque défendu. C'est là qu'une partie de la population rurale, ignorante et

(1) Arch. nat. BB 30 358. Rapport du proc. gén., 12 mai 1849. — *Opinion*, 18 mars 1849.

(2) Arch. du Gers. *Insurr. de 1851. Condamnés politiques*. — Dossier Eug. Daure.

aux trois quarts illettrée, fait son apprentissage civique et reçoit sa première éducation républicaine. A la voir prête à s'affranchir des influences traditionnelles et conservatrices, ses guides habituels, — le maire et le curé, le gros propriétaire noble ou bourgeois, — et tout le parti de l'ordre éprouvent de la colère et de l'effroi, car ils redoutent dans cette menace d'émancipation politique une atteinte profonde à l'ordre social. Cette propagande républicaine, orale, familière et cordiale, tend à dissiper l'atmosphère de préventions, de préjugés, d'accusations traditionnelles et injurieuses dont les conservateurs avaient enveloppé et obscurci les doctrines et l'idéal politiques des républicains avec persévérance et un succès durable dans bien des endroits. Des paysans s'aperçoivent alors que les « rouges » ne sont pas ces théoriciens échauffés, rêvant d'expropriation, de destruction et de pillage, ces êtres pervers que leur décrivent les brochures de la rue de Poitiers. La plupart leur apparaissent comme des hommes de cœur, de bonne volonté et d'imagination. Certains républicains, d'allure excentrique et farouche ou mystique, leur font, en dépit des apparences, l'effet de pacifiques rêveurs dont les doctrines généreuses, troubles ou chimériques, visent toujours à l'amélioration du sort des pauvres, à la diminution de l'inégalité économique par une plus équitable répartition des charges publiques.

Disons aussi que le parti républicain a son écume, son lot d'individus louches et tarés, de paresseux et de vagabonds, dont la conduite et les propos le discréditent, et, en étayant les diatribes de la presse conservatrice, maintiennent contre lui la légende injurieuse. Toute une population nomade, aujourd'hui disparue, de gagne-petit, chiffonniers, marchands et artisans ambulants, étameurs, rémouleurs, chemineaux mi-ouvriers, mi-mendiants, voituriers, rouliers, colporteurs, etc., se posent souvent en républicains par envie, rancune, jalousie, haine de la société; leurs propos violents et grossiers contre les riches, les propriétaires, leurs menaces contre l'ordre social, entretiendront

chez de nombreux paysans, isolés dans les campagnes, d'esprit timide et routiniers, naïvement crédules, endoctrinés par leurs conseillers habituels, — desservant, châtelain ou riche propriétaire, — la terreur et la haine des « partageux » en qui ils s'obstinent longtemps à identifier tout le parti républicain. Les documents administratifs ou policiers et la tradition orale nous ont transmis des témoignages nombreux de cette hostilité entre nomades rouges et cultivateurs. « L'an prochain, quand nous aurons la république rouge, c'est nous qui moissonnerons vos champs et faucherons vos prés » Cette apostrophe banale du chemineau ou du paresseux vagabond a souvent suffi pour enfoncer chez le paysan, craintif et méfiant comme un récent propriétaire aisément alarmé sur son titre ou ses droits, un préjugé incoercible contre les républicains, — la lie des villes, des fainéants avides d'expropriation et de pillage, des gens de sac et de corde à ses yeux (1).

Le suffrage universel a éveillé les campagnes à la vie politique. Après l'élection du président de la République et en vue des élections à la Législative, la propagande républicaine et la propagande conservatrice se sont affrontées, déchaînant la passion politique jusque dans les villages, très peuplés et foyers de vie locale à une époque de communications difficiles et de rares déplacements. Insensiblement les populations se partagent en deux groupes : les *blancs* et les *rouges*, dénominations où se fondent toutes les nuances politiques et qui désignent le bloc des républicains montagnards et modérés et la coalition des conservateurs orléanistes et légitimistes ou parti de l'ordre. Dans les deux camps, qui voisaient haineusement, les

(1) Les propos violents ou grossiers de certains républicains ont été consignés dans les notices rédigées sur les insurgés par la Commission mixte, par les sous-préfets, les juges de paix, dans des rapports de gendarmerie et de police, dans les dossiers des condamnés politiques. Arch. du Gers. *Coup d'Etat*, 1851. M 6, 9. — *Compte moral et politique* 1849, 1850, 1851. (Voir ci-dessous chap. x) — J'ai pu consulter quelques survivants de cette époque qui m'ont confirmé ces propos et la défiance ordinaire des petits propriétaires paysans à l'endroit des républicains.

journaux attisent la discorde qui s'alimente encore aux intrigues et coteries locales, aux divisions de famille. Le cri : *A bas les Blancs ! Vivent les Rouges !* commence à retentir un peu partout, dans les cafés, dans les cabarets, dans les rues. Il entretient l'irritation et l'hostilité. Sous la Législative, la compression méthodique, le zèle antirépublicain des magistrats et agents politiques exaspéreront le conflit et, jamais, la passion politique n'aura été aussi âpre, aussi agressive que durant les trois années qui précèdent le coup d'Etat.

*
**

L'Opinion dénonce avec colère l'active propagande républicaine. Elle redoute moins le socialisme « sous sa forme hideuse », le partage des terres, que la formule séduisante, lancée et popularisée par l'*Egalité* et les montagnards : « le riche seul doit payer l'impôt ». Elle adjure l'administration d'enrayer cette perfide et dangereuse prédication (1). Le préfet et le procureur qui guettent l'*Egalité* n'ont pu encore relever de délit ni poursuivre le journal. Mais ils s'efforcent d'atteindre le colportage des livres et écrits « séditeux » dans les campagnes et dans les villes. Il faut protéger les populations contre « les mauvaises publications, véritable fléau ». De nombreux colporteurs parcourent alors les marchés et les foires, les villes et les villages, vendant almanachs, brochures, livres, chansons, gravures. Le colportage peut devenir un redoutable véhicule d'idées démocratiques et, à ce titre, il inquiète l'administration. L'alerte est donnée par une circulaire préfectorale du 21 avril, rappelant aux sous-préfets, maires et commissaires qu'en principe *tout colportage des livres est prohibé*, car l'autorisation régulière de vendre des livres est subordonnée à l'obtention d'un brevet de librairie qui confine la vente à un lieu spécifié et ne confère nullement le droit de colporter des livres et des écrits au dehors. Mais si, « mue par des motifs d'humanité, l'administration croit devoir tolérer un tel commerce offrant des moyens

(1) *Opinion*, 24 mars.

d'existence à des citoyens malheureux, cette faculté doit toujours être considérée comme une tolérance que l'autorité peut faire cesser aussitôt qu'une telle mesure lui paraît opportune ».

Le colportage est donc une simple tolérance. L'autorité locale, pour des motifs d'intérêt public, peut saisir les livres d'un colporteur, même muni d'un brevet, d'une patente ou d'un passeport régulier. Par divers arrêtés, la cour de cassation avait décidé que l'exercice sans brevet de la profession de libraire n'était réprimé par aucune peine légale. Donc, si le colporteur est dépourvu de brevet, l'autorité devra se borner à garder les livres sous les scellés jusqu'à leur cession à un libraire ou colporteur, dûment autorisé, car la législation n'autorise ni l'arrestation ni les poursuites. Enfin, si quelques livres saisis ont été condamnés judiciairement ou ne portent ni le nom de l'auteur ni celui de l'imprimeur, ils doivent être remis au procureur qui peut en poursuivre les distributeurs (1). L'administration estime que la répression n'est pas assurée et la Législative renforcera la police du colportage.

Le préfet Grouchy se plaint de la mollesse des magistrats dans la poursuite des délits politiques et il signale « le manque de zèle et de fermeté » du procureur de Mirande, Chevert. Instruit du reproche, le procureur général s'inscrit en faux contre les rapports alarmants du préfet qui, sous le coup d'injustes préventions contre les parquets, a dramatisé la situation politique du Gers. Il n'est pas vrai que les délits se multiplient impunément, mais ils sont difficiles à saisir, et le procureur signale un colportage clandestin échappant à toute constatation et répression.

Des journaux tels que le *Peuple*, *La Réforme*, *La République démocratique et sociale*, sont adressés de Paris à des abonnés ou à des amis qui les font également circuler dans leurs communes. Mais en cela, où est le délit ? Comment d'ailleurs le constater ? Les mauvaises doctrines se propagent facilement cela est vrai. C'est un malheur. Mais on ne peut combattre ce mal quand il n'arrive pas au niveau d'un délit que par la publication contraire

(1) Actes adm., 1848, N° 17. Circul. préfet., 21 avril 1849.

d'écrits ou de journaux défendant les principes d'ordre et de modération. On ne peut pas vouloir confisquer la liberté de la presse en faveur d'un parti quel qu'il soit, et, le voudrait-on, on ne l'obtiendrait pas de l'autorité judiciaire... J'ai, du reste, trouvé dans les soupçons dirigés contre elle l'occasion de rappeler mes substituts à l'accomplissement plus rigoureux de tous leurs devoirs. J'ai exigé d'eux qu'ils se conforment aux dispositions des articles 27 et 249 du Code d'instruction criminelle, un peu négligées dans les temps ordinaires.... » (1)

Pour disculper ses substituts, écarter les soupçons et les alarmes du préfet — également injustifiés selon lui, — le procureur général dans son rapport au ministre relève soigneusement et par arrondissement tous les faits de répression. Il conclut en affirmant que « s'il existe une minorité anarchique, elle est bien loin d'avoir de l'importance ». Mais ce magistrat qui conservait encore quelque souci de modération et des scrupules de légalité, ne tardera pas à être remplacé par un procureur général combatif, qui stimulera plus fortement le zèle répressif de ses substituts.

Examinons la répression politique dans chaque arrondissement.

A Auch, deux colporteurs ont été arrêtés par les gendarmes, mais le juge d'instruction n'a pas cru devoir décerner de mandat d'arrêt, le délit n'étant pas caractérisé. — Un imprimeur est poursuivi. — Le 28 janvier, au théâtre d'Auch, à une représentation de Monte-Christo, pendant un entr'acte, on chanta la *Marseillaise* et quelques cris de *Vive la République démocratique et sociale* se firent entendre (2). Le sergent de recrutement Combres fut envoyé dans un fort de correction à Lourdes pour avoir proféré ce cri. — Le 28 avril, le commissaire de police pénétra, sans mandat du procureur ni du juge d'instruction, dans les bureaux de l'*Egalité* pour y saisir les exemplaires du *Toast de Félix Pyat* dont le journal avait annoncé la vente (3).

A Vic-Fezensac, le 22 avril, le commissaire de police

(1) Arch. nat. BB 30/358. — Proc. gén. d'Agen à G. des sc., 12 mai 1849.

(2) *Opinion*, 1^{er} février.

(3) *Egalité*, 30 avril.

Revel arrêta arbitrairement le colporteur Louis Ojardias qui avait étalé sa marchandise près de la halle. Un distributeur de brochures du Comité de la rue de Poitiers s'était installé près de lui, et, interpellant les gens de la campagne qui sortaient de l'église, il déblatérerait contre les républicains, « hommes de sang qui voulaient le partage » des terres et le pillage ». Ojardias intervint et, apostrophant à son tour les paysans : « Détrompez-vous, leur criait-il, les républicains ne sont pas dépourvus de bons sentiments. Ils ne désirent ni pillage, ni partage, ni sang. Il n'y a que la haine des royalistes qui soit capable de nous calomnier ainsi ! » Le commissaire, dissimulé derrière un pilier, se précipite sur Ojardias, lui enjoignant d'enlever son étalage et de le suivre en prison. Sur son refus, il appelle les gendarmes qui mettent la main au collet du colporteur et l'emprisonnent. Le commissaire fouilla la maison d'Ojardias, prit quelques papiers, un *Toast à Ledru--Rollin*, deux lettres de famille contenant quelques propos politiques. Ojardias, adressa une plainte au procureur (1). — A Gimont, le commissaire a interdit la vente de l'*Egalité* (2); mais le procureur et le préfet ont estimé, qu'en dépit de sa violence, ce journal n'avait pas encore donné lieu à des poursuites. — Depuis le 10 décembre, déclare le procureur général, il n'y a plus de clubs dans l'arrondissement; les réunions électorales sont surveillées (3).

Dans l'arrondissement de Condom, deux feuilles hebdomadaires, « incolores et insignifiantes », s'impriment à Condom : *L'Etoile d'Aquitaine*, ancien journal de l'opposition dynastique et dirigée par l'avocat montagnard Lamarque et *L'Echo de la Baïse*, organe du parti de l'ordre. Des brochures, notamment les *Lettres de Joigneaux*, sont distribuées par des républicains. Le sous-préfet et le procureur se sont concertés pour empêcher cette distribution.

(1) *Egalité*, 1^{er} Mai.

(2) *Ibid.*, 27 avril.

(3) Arch. nat. BB 30/358. — Proc. gén. à G. des Sc., 12 mai 1849.

Il n'y a pas de club; les républicains se réunissent dans des maisons privées. — A Condom, en vertu d'une commission rogatoire du juge d'instruction de Paris, Fillon, des visites domiciliaires eurent lieu chez l'avocat Lamarque, Noguès fils, Mollo, tondeur, président, secrétaire et trésorier de la *Solidarité républicaine*, supprimée par une simple circulaire du ministre de l'Intérieur, Faucher. Duputz, membre de cette association, fut révoqué de ses fonctions de percepteur. De semblables visites eurent lieu à Valence chez quelques républicains Manein, Dubourdiou, Audran et Soulès (1).

Dans l'arrondissement de Lectoure, trois villes républicaines, — Fleurance, St-Clar, Lectoure, — où l'excitation politique est entretenue par des groupes ardents et quelques militants résolus, sont particulièrement surveillées par l'administration.

Fleurance, en raison des suffrages accordés en décembre à Ledru-Rollin, est traitée en ville suspecte, disgraciée. Le sous-préfet de Lectoure la divise en deux sections électorales pour empêcher le retour du « scandale des élections du 10 décembre ». Les membres du comité montagnard de Fleurance protestèrent dans l'*Egalité* contre une lettre du sous-préfet Béchard qui les traitait d'énergumènes, parce que Fleurance, sur 1178 suffrages, en avait donné 1051 à Ledru-Rollin (2).

A Saint-Clar, l'effervescence du parti républicain inquiétait le sous-préfet de Lectoure et le préfet. Depuis le 10 Décembre l'agitation politique était très vive. Le conseil municipal avait voté « à bulletins ouverts » pour Ledru-Rollin et la population s'était partagé en deux camps, les blancs et les rouges. Les cris *Vivent les rouges ! A bas les blancs ! Vive la république démocratique et sociale !* retentissaient dans les cafés et dans la rue. Le soir, huit à dix jeunes gens chantaient une chanson politique dont voici le refrain :

(1) Arch. nat. BB 30/358. — Rapport du proc. gén., 12 mai 1849. — *Egalité*, 29 avril; — *Opinion*, 16 avril.

(2) *Egalité*, 25 mai 1849.

« A bas le drapeau blanc,
« Henri V et sa clique !
« A bas le drapeau blanc !
« Vive la République !

Au refrain se joignait le cri *A bas les Chouans !* La nuit du 24 février fut particulièrement troublée par « des clameurs séditieuses et des cris menaçants ». Après le 29 janvier, une chanson « infâme » contre le président de la République fut chantée le soir dans les cafés et sur la place. Le préfet en cite un couplet dans son rapport :

Napoléon avait promis
De faire égorger tout Paris;
Mais le coup a manqué,
Grâce à nos canonniers.
Changarnier et Léon Faucher
Auront la tête tranchée.

Le commissaire cite les jeunes chanteurs devant le tribunal de police qui se déclare incompétent. Le procureur appela de ce jugement. A cette occasion, la petite ville de Saint-Clar obtint les honneurs du *Moniteur* qui la dénonce à la France entière comme un foyer d'anarchie et parle de jeunes gens qui, au sortir d'un club, font, tous les soirs, retentir les rues de « clameurs anarchiques ». Le maire écrit crûment dans l'*Egalité* que le *Moniteur* a menti. Le sous-préfet le tance pour son manque d'égards envers le récit officiel. — En mars les républicains avaient ouvert un club électoral qui réunissait une assistance nombreuse. Une plainte fut adressée à la sous-préfecture. Le club fut fermé sous prétexte que la déclaration avait précédé de moins de 48 heures son ouverture, que le nom de *Club démocratique* n'était pas celui du lieu de ses séances. Quatre républicains, Dauriol adjoint, Sentis, pharmacien, Derey tailleur et Campuzan, boulanger, furent traduits en police correctionnelle pour avoir fait partie du bureau de ce club en qualité de président, vice-président, secré-

taire et trésorier. Ils furent condamnés à 25 fr. d'amende.

Le préfet s'indigne contre la municipalité, surtout contre le maire et l'adjoint dont « l'attitude encourage les anarchistes ». Loin de réprimer le désordre, ils ont menacé de destitution le commissaire de police pour avoir adressé au sous-préfet un rapport sur les séances du club. Le préfet propose au ministre la dissolution du conseil municipal. — Deux républicains de Saint-Clar, Bruchet et Maignaut, un casquetier de Fleurance, Ayllies, furent poursuivis pour avoir distribué aux paysans, dans les foires, le *Toast de Félix Pyat* et les *Lettres de Joigneaux*. — Le cafetier Dufau fut inculpé pour le cri désormais séditieux de *Vive la République démocratique et sociale !*

Au 10 décembre, Lectoure a donné une forte majorité à Ledru-Rollin et sa municipalité républicaine entamera bientôt un long conflit avec l'administration. Deux jeunes gens ont été traduits devant la cour d'assises pour cris séditieux. Ils ont été acquittés. — Un tisserand de Gimbrède (Miradoux) a été condamné à 10 francs d'amende pour avoir distribué le jour de la fête locale les *Toasts de Félix Piat et de Ledru-Rollin*.

Il n'existe pas de sociétés secrètes dans l'arrondissement. Elles ne pourraient pas échapper à la surveillance « organisée de concert par le sous-préfet de Lectoure, le procureur et le lieutenant de gendarmerie » (1).

L'arrondissement de Lombez a été plus particulièrement visé par le rapport du préfet, parce que l'active propagande républicaine n'y rencontrait qu'une répression « languissante. » Le procureur général a riposté que les magistrats avaient fait tout leur devoir : « autant de faits connus, autant de poursuites, autant de jugements ». Prades, marchand d'esampes a été condamné à 6 jours de prison pour vente ou distribution publique sans autorisation. —

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Préfet à ministre, 2 avril 1849. — *Coup d'Etat M 14*. — Liste des ind. condamnés depuis 1848. — Arch. nat. BB 30/358. — Rapport du proc. gén., 12 mai 1849. — *Egalité*, 10 et 25 mai; — *Moniteur*, 26 mars, 6 avril.

Castillon, imprimeur à l'Isle-Jourdain a subi quatre condamnations et payé 4.000 francs d'amende. — A Lombez, quelques *Lettres de Joigneaux* et le *Bulletin électoral* publié par Azéma, sous-préfet de Condom sous le gouvernement provisoire, furent saisis par les gendarmes entre les mains du distributeur (1). — Le 12 mai, le sous-préfet de Lombez, de Chevigné, enjoignait au polonais Besthorn, réfugié en France depuis 18 ans, de quitter sous dix jours la ville de Simorre où il exerçait depuis quelques années son métier de vétérinaire. La notification de cette mesure n'indiquait aucun motif. Le maire de Simorre, le maire et le curé de Lombez intercédèrent vainement en faveur de Besthorn. Nous savons seulement qu'il avait porté un toast dans le banquet montagnard du 22 octobre 1848. On peut supposer aussi que Besthorn, démocrate ardent, mêlé aux paysans par son métier, avait mené campagne aux élections de mai en faveur des candidats montagnards. L'administration a voulu par cette mesure expéditive se débarrasser d'un redoutable agent électoral (2).

Dans l'arrondissement de Mirande, aucun délit n'a été signalé, affirme le rapport du procureur général; le lieutenant de gendarmerie ferme, intelligent et « bien intentionné », a donné des instructions à ses subordonnés et déclare qu'aucune contravention n'a été constatée. Toutefois, l'*Egalité* note qu'à Mirande, Jean Sorbet fut poursuivi pour avoir distribué, pendant le marché, sur la voie publique et sans autorisation, le *Toast de Félix Pyat* (3).

Dans le département, tous les clubs ont été fermés; il n'existe pas de sociétés secrètes.

Les républicains exaltés, écrit le procureur général, n'ont que des réunions peu nombreuses, dans des lieux où, malgré la surveillance du parquet, aucun délit n'a pu être découvert (4).

Les républicains s'assemblent dans les cafés, cabarets,

(1) Arch. nat. BB 30/358. — Rapport du proc. gén., 12 mai 1849. — *Egalité*, 23 avril.

(2) *Egalité*, 2 juin 1849. — Lettres du sous-préfet (18 mai) et de Besthorn (26 mai).

(3) *Egalité*, 10 mai.

(4) Arch. nat. BB 30/358. — Rapport du proc. gén., 12 mai 1849.

auberges, chez des amis où ils discutent, lisent ou écoutent la lecture des journaux, concertent leur action politique. Dans la plupart des cantons, le parti montagnard s'organise : il a ses chefs et ses groupes de militants qui péroreront dans les cafés, dans les réunions privées, exposant le programme républicain. Cette propagande orale s'exerce jusque dans les villages, aux lieux de réunions des paysans. Le zèle des magistrats, gendarmes et commissaires est inefficace contre la circulation des brochures et des journaux républicains qui circulent dans les campagnes. La Législative renforcera la répression contre la propagande républicaine en armant l'administration et les magistrats de nouveaux textes répressifs plus sûrs et plus expéditifs.

III.

Les montagnards voyant que la République elle-même est l'enjeu de la bataille politique tâtent les républicains modérés en vue d'une entente électorale. Mais le rapprochement est malaisé : trop d'injures et d'anathèmes ont été prodigués ; les rancunes ne désarment pas et de vigoureuses inimités tiendront séparés des hommes dont l'union eut assuré le triomphe du parti républicain dans le Gers.

Les montagnards prirent l'initiative du rapprochement. L'*Egalité*, dans plusieurs articles, avait recommandé l'oubli des haines et l'union des républicains contre la coalition des conservateurs. Le comité électoral des républicains modérés et celui de l'*Egalité* choisirent des délégués pour préparer l'entente. Les délégués montagnards avaient mandat d'exiger dans la liste de fusion quatre candidats sur sept. Cette prétention se fondait sur l'élection du 10 décembre, « le seul fait authentique et officiel » qui eut donné aux deux fractions républicaines l'occasion de se compter. Dans le Gers, Ledru-Rollin ayant obtenu une forte majorité sur Cavaignac, — 9.125 voix contre 5.946, — il paraissait juste à ses partisans

d'avoir un candidat de plus que les républicains modérés. Ces derniers contestèrent cette base d'accord; ils déclaraient que trois candidats de chaque nuance devaient figurer sur la liste de fusion et le septième serait choisi par les délégués de chaque comité, réunis en assemblée générale. Les montagnards répliquèrent que « la partie ne pouvait pas être égale, puisque la force numérique des deux groupes n'était pas égale » ; d'ailleurs, leur mandat était impératif. Ce fut la rupture. Les délégués se séparèrent et les négociations ne furent pas reprises. Le *Comité démocratique central* et le comité de rédaction de l'*Egalité* arrêtaient la liste montagnarde où ils inscrivaient deux candidats modérés, les représentants Carbonneau et Gavarret. La liste des candidats républicains modérés ne contient qu'un seul nom montagnard : Duputz, de Condom. La discorde entre républicains persistait et, le 1^{er} mai, l'*Egalité*, dressant le bilan de ses griefs, attaquait vivement le parti républicain modéré.

... Le parti du *National* meurt en province comme à Paris, malgré le bain de sang qu'il a pris en Juin pour se donner des forces... A Auch, les hommes du *National* ont formé leur liste de candidats. Mais certains se sont ralliés à la liste où figurent Carbonneau et Gavarret... *Le National* a combattu la Révolution dès le 24 Février. Garnier-Pagès écrivait la fameuse lettre en faveur de la Régence. Arago adjurait ses collègues de ne pas accorder le droit au travail; Marrast organisait une police personnelle contre les vainqueurs de Février. *Le National* a fait Juin, l'état de siège, les déportations, la haute cour de Bourges, la loi contre les attroupements et contre la presse... ». (1)

Les républicains modérés avaient formé leur liste de six représentants à la Constituante, — Gavarret, Carbonneau, Alem-Rousseau, Boubée, David, Gounon, — et du candidat montagnard Duputz.

En tête de la liste montagnarde figure Ledru-Rollin. Nous y trouvons deux constituants, Carbonneau et Gavarret. Les quatre autres candidats sont : Duputz, négociant, fondateur d'un journal démocratique, l'*Etoue*

(1) *Egalité*, 23 avril, 1 et 5 mai 1849.

d'Aquitaine, ancien percepteur, destitué par Faucher pour affiliation à la *Solidarité Républicaine*; Breuils, de Masseube, républicain de la veille; Dupouy, ancien journaliste républicain, actuellement rédacteur à l'*Egalité*; Combres, ex-sergent de recrutement à Auch, détenu dans un fort de correction à Lourdes pour avoir crié au théâtre d'Auch : « Vive la République démocratique et sociale ! » (1).

Le 28 avril, l'*Egalité* publie « la déclaration de principes du Comité démocratique socialiste de Paris », et déclare « adopter sa ligne politique ». Tous les candidats montagnards étaient tenus de souscrire aux six propositions du comité :

1° La république est au-dessus du droit des majorités; — 2° si la constitution est violée, les représentants du peuple doivent donner l'exemple de la résistance; — 3° les peuples sont solidaires comme les hommes; l'emploi des forces de la France contre la liberté des peuples est un crime, une violation de la constitution; la France doit des secours aux nationalités qui combattent la tyrannie; elle peut aujourd'hui les accorder immédiatement; — 4° le droit au travail est le premier de tous les droits; il est le droit de vivre; la plus dure des tyrannies est celle du capital; la représentation nationale peut et doit poursuivre l'abolition de cette tyrannie; — 5° dans une nation libre l'éducation doit être pour tous gratuite, commune, égalitaire et obligatoire; — 6° le rappel du milliard des émigrés est une mesure juste, utile, possible.

On a signalé l'imprudence et la chimère de quelques-unes de ces propositions : une intervention armée et immédiate en faveur de la Pologne et de l'Italie, le rappel du milliard des émigrés, le droit au travail, l'hypothèse de la violation de la Constitution, l'appel à l'insurrection contre un coup de force éventuel. D'ailleurs les candidats républicains du Gers ont prudemment écarté de leur programme électoral la plupart de ces propositions impolitiques.

Le programme électoral des démocrates était le développement de quelques-unes des propositions imposées

(1) *Egalité*, 6 mai.

aux candidats montagnards par le comité électoral de Paris :

Instruction gratuite à tous; amélioration de la situation matérielle des instituteurs; liberté illimitée de la presse et abolition des cautionnements et privilèges d'imprimerie; réforme judiciaire par la simplification de la procédure, révision démocratique des codes, justice véritablement gratuite, abolition de la peine de mort, de la contrainte par corps en matière de dettes, démocratisation des services publics par un nouveau mode de recrutement des fonctionnaires et par l'octroi d'une liberté complète en dehors des fonctions publiques; — liberté de la chasse, abolition de la conscription et du remplacement; — organisation démocratique du crédit foncier agricole, industriel et commercial; centralisation et exploitation au profit de la société tout entière des assurances, de la banque, des chemins de fer, des canaux, de toutes les voies de communication et des mines; réforme du régime hypothécaire, abolition de l'usure, répartition plus équitable de l'impôt, abolition de l'impôt du sel et des boissons, de la prestation en nature, de l'exercice et des octrois, remboursement des 45 centimes, encouragement au commerce loyal et aux associations agricoles et industrielles, organisation démocratique et développement des sciences et des arts appliqués aux besoins de la société nouvelle. (1)

Ce programme était vaste, démesuré, et, partant, d'une réalisation difficile et forcément lointaine. Il répondait aux vœux et doléances de la classe rurale : la suppression de l'impôt du sel et des boissons, de la prestation en nature, de l'exercice et des octrois, des 45 centimes, devaient plaire singulièrement aux villageois. Ces promesses, jointes à la propagande décrite plus haut, eurent un franc succès. Les électeurs des campagnes, petits propriétaires, métayers, ouvriers agricoles, votèrent en masse pour la liste démocratique.



Le 4 janvier 1849, l'*Opinion* déclarait que, des huit représentants, six, sinon sept, avaient déçu les conservateurs. Les représentants républicains qui avaient encouru l'anathème du journal conservateur étaient Gavarret, Carbonneau, Alem-Rousseau, Boubée, Gounon, David.

(1) *L'Egalité*, 7 mai 49.

Depuis l'élection présidentielle les cinq premiers avaient voté pour l'abolition de l'impôt du sel, pour la discussion des projets de Carnot sur l'enseignement, pour la mise en accusation du ministère Barrot, contre la proposition Rateau, invitant l'Assemblée à se dissoudre, contre un projet de suppression des clubs, déposé par Faucher. David avait voté avec Ayliès et de Panat pour le maintien de l'impôt du sel et contre la mise en accusation du ministère ; d'autre part, il avait voté avec les républicains contre la proposition Rateau. Ces volte-face lui avaient été vivement reprochées par l'*Opinion* qui l'appelait « crapaud du marais ». Les deux représentants dont les votes avaient satisfait le journal et le parti conservateurs, étaient Ayliès et de Panat. Mais Ayliès ne se représenta pas ; l'*Opinion* ne gardait sur sa liste qu'un seul constituant : de Panat. Les autres candidats du parti de l'ordre étaient : Lagrange, industriel, directeur de la verrerie Saint-Joseph, à Lectoure ; de Gontaut-Biron ; de Saint-Marsault, préfet du Gers, révoqué au lendemain de la Révolution ; Lacave-Laplagne, ancien ministre de Louis-Philippe ; Belliard, préfet du Gers, révoqué par Dufaure quelques jours avant l'élection du 10 décembre. Cette liste avait été arrêtée le 15 avril dans une réunion de délégués des comités « modérés » cantonaux. Des comités « des électeurs modérés » s'étaient organisés dans la plupart des chefs-lieux de canton.

Deux autres listes conservatrices se formèrent : 1° celle des électeurs « constitutionnels » où Lagrange, de Saint-Marsault, de Gontaut-Biron étaient remplacés par le duc de Fezensac, Laurentie, David ; — 2° la liste des électeurs « bonapartistes » qui gardait Lacave-Laplagne, de Panat, Belliard, de la liste de l'*Opinion* et ajoutait Laurentie, de Monlaur, et Persil, ancien ministre de Louis-Philippe (1). Persil fut vivement combattu par l'*Opinion*

(1) *L'Egalité*, 8 mai.

(2) *Opinion*, 26 avril.

qui écrivait à son sujet : « Pour lutter avec succès contre le socialisme, il faut choisir des hommes qui par leurs antécédents n'aient rien d'antipathique ni de répulsif ».

Ces deux listes dissidentes inquiètent beaucoup le journal conservateur. Le bureau du *Comité Central des électeurs modérés* prêche l'entente sur la liste de l'*Opinion* :

Chacun doit porter la liste sans modification; rayer un seul nom serait tout remettre en question. Faites comprendre à tous le but du parti modéré, but qui est d'élire une assemblée qui, au lieu de susciter des embarras à Louis-Napoléon Bonaparte, l' élu du peuple, concoure loyalement avec lui à affermir la politique sage et modérée, inaugurée par la volonté nationale, le 10 décembre. Que les sous-comités et correspondants répètent à tous les citoyens que nos 7 candidats sont unis de vues avec le Président de la république et qu'ils s'efforcent avec lui de guérir le pays de ses maux.

Le *Comité Central des électeurs modérés* a pris soin de placer ainsi ses candidats sous le patronage du Président de la République par tactique contre les candidats dissidents « bonapartistes ». D'ailleurs la plupart de ces candidats dissidents se retireront avant le scrutin. Seul, Laurentie maintiendra sa candidature, et son attitude lui sera amèrement reprochée par l'*Opinion* qui lui imputera l'échec de trois de ses candidats. Ce même *Comité Central* a organisé la propagande électorale.

Pour prémunir le peuple contre les détestables doctrines du socialisme, le bureau du comité emploie tous les moyens qui sont à sa disposition. Aux écrits que l'on répand il oppose des distributions extraordinaires de l'*Opinion* qui les réfute et les combattra sans relâche. Bientôt, il pourra faire parvenir aux comités les brochures qui sont demandées dans le même but par la plupart d'entre eux... (1)

Quel est le programme du parti de l'ordre ? Comme aux élections à la Constituante, il reste vague et négatif : défense de la religion, de la famille et la propriété, liberté d'enseignement par l'abolition du monopole ; déclamation

(1) *Opinion*, 3 mai 1849. — Le bureau du comité central des électeurs modérés est composé de Duran, d'Esparbès, Paris-Laplagne, Bauduer aîné, Alex. de Cortade.

violente contre le socialisme, c'est à peu près tout ce que contiennent les professions de foi des candidats et les circulaires des comités (1) Ajoutons la liste des griefs ordinaires contre les républicains : les 45 centimes, les commissaires extraordinaires, le papier monnaie, l'impôt progressif sur le revenu, l'abolition du remplacement militaire, l'impôt sur les créances hypothécaires.



Le vote eut lieu le 13 mai dans les 105 sections électorales établies pour l'élection présidentielle. Le chiffre des votants qui, en avril et décembre 1848, avait été de 84.000 et de 72.000, descendit à 70.000 sur 95.000 inscrits. Mais, à la différence des élections à la Constituante et de l'élection présidentielle, le scrutin du 13 mai 1849 eut dans le Gers une signification nette, profonde et durable quant à la force des partis et à la répartition des opinions par arrondissement et canton.

Les deux partis républicains et le parti de l'ordre se sont affrontés avec des programmes nets et des listes séparées, sans candidats communs. En 1848, au scrutin d'avril, l'enthousiasme vague et l'inexpérience politique, l'absence de partis tranchés avaient brouillé programmes et candidats et abouti à un véritable tohu-bohu électoral. Mais les journées de juin, l'élection présidentielle, le conflit du gouvernement et de la Constituante avaient soulevé d'ardentes polémiques, précisé les tendances et l'orientation politique des partis. Aussi, en mai 1849, les électeurs votèrent en général pour une politique, pour une liste, pour un parti comme le prouvent les procès-verbaux des sections électorales. Républicains et « hommes d'ordre » ont formé deux camps politiques bien nets. Dans chacune des deux listes, conservatrice et montagnarde, les candidats obtiennent un chiffre de voix sensiblement égal, principalement dans les villes et bourgs importants où le parti

(1) *Opinion*, 12 mars et 8 avril. — Lettre du comité des membres du Conseil général; — profession de foi de Bories.

républicain est organisé et dirigé, comme à Auch, Vic-Fezensac, Gimont, Jegun, Lombez, l'Isle-Jourdain, Cologne, Valence, Montréal, Gondrin, Mauvezin, Saint-Clar, Lupiac, Mirande. Les voix conservatrices, en dépit des listes et des candidats dissidents, sont encore moins dispersées que celles des républicains ; seuls Luro et le légitimiste Laurentie ont pu détourner à leur profit un nombre appréciable de suffrages conservateurs. L'écart des voix des quatre élus du parti de l'ordre est d'environ 1000, tandis qu'entre le plus et le moins favorisé des trois républicains l'écart est monté à 10.000 voix. Les républicains en majorité ont voté pour la liste des républicains modérés, formée des six constituants républicains et du montagnard Duputz. Rouges et modérés ont voté pour Carbonneau, Gavarret et Duputz qui figurent sur les deux listes républicaines : ainsi s'expliquent leur élection et le chiffre élevé de leurs suffrages. Mais les républicains se sont partagés entre les quatre candidats rouges, Breuils, Dupouy, Combres, Ledru-Rollin et les quatre constituants, Alem, Boubée, Gounon et David. Cette dispersion des voix républicaines a provoqué la défaite de ces huit candidats et assuré l'élection des quatre candidats du parti de l'ordre. Le total des voix recueillies par les candidats montagnards et républicains modérés prouve clairement que par l'entente et la discipline les républicains écrasaient le parti conservateur par 265.000 contre 216.000 suffrages et élisaient sept députés républicains.

Le tableau des opérations électorales par canton et section de vote nous permet d'esquisser une carte politique du département. Examinons d'abord la répartition des opinions par arrondissement (1).

Auch et Condom sont deux arrondissements à majorité montagnarde. Dans l'arrondissement d'Auch le total des

(1) Pour évaluer l'importance d'une opinion politique dans un canton ou un arrondissement, j'ai additionné les suffrages obtenus par les candidats d'une même liste. Il ne faut donc pas s'étonner si le chiffre des suffrages dépasse de beaucoup le chiffre des votants. — Les 4 élus du parti de l'ordre : de Panat (31.320 voix), Belliard (31.164), Joret (30.820), Lacave-Laplagne (30.230) ; les 3 élus républicains : Gavarret (40.921), Carbonneau (38.005), Duputz (30.526). Voir *Annexe au chap. V*, le tableau du scrutin du 18 mai 1849.

ÉLECTIONS A LA LEGISLATIVE



Sébastien-Philippe GAVARRET

Représentant à la Constituante et à la Législative.

Né en 1791 à Lassauvetat (Lectoure). Avocat et propriétaire à Condom. Elu député de l'opposition en 1831, il démissionne en 1833. Chef de l'opposition dynastique condomoise, il préside le banquet réformiste de Condom, le 28 novembre 1847. En avril 1848 et en mai 1849, il est élu représentant avec le plus gros chiffre de voix. Le coup d'Etat met fin à la carrière politique de ce républicain modéré.

Lithogr. de Marin-Lavigne, communiquée par M. Despauz.

suffrages républicains s'élève à 54.760; celui des suffrages conservateurs à 36.377. Les cantons rouges sont Jegun, Vic-Fezensac, Auch nord et Auch sud où la liste montagnarde a la majorité; les républicains modérés n'y ont recueilli qu'un petit nombre de suffrages. Dans le canton de Gimont rouges et républicains modérés l'ont emporté sur les conservateurs; le canton de Saramon est le seul canton à majorité conservatrice.

Dans l'arrondissement de Condom nous comptons 72.095 voix républicaines contre 40.329 voix conservatrices. Le canton le plus rouge est celui de Valence où la liste montagnarde a obtenu partout une très forte majorité. Dans le canton de Condom, les républicains l'emportent sur les conservateurs par 15.271 voix contre 7.627; la liste montagnarde triomphe dans la section de Condom et celle des républicains modérés dans les 3 autres sections bien moins importantes. Dans les cantons d'Eauze et de Montréal les républicains modérés dominent et les conservateurs sont battus à Eauze par 11.860 voix contre 4.450, à Montréal par 11.507 contre 5.323. Nogaro est le seul canton où les conservateurs triomphent par 11.559 voix contre 6.599.

Dans l'arrondissement de Lectoure les 2 listes républicaines ont réuni 56.049 suffrages contre 35.985 suffrages conservateurs, mais partout, sauf dans le canton de Fleurance, la queue de la liste rouge a été sacrifiée: Breuils et surtout Dupouy, Combres et Ledru-Rollin sont éliminés des bulletins républicains. Les républicains modérés dominent. — Le canton rouge est celui de Fleurance où la liste montagnarde entière triomphe, sauf dans la section de La Sauvetat. — Dans le canton de Mauvezin où Dupouy, Combres et Ledru-Rollin réunissent chacun une douzaine de voix, les forces républicaines et conservatrices s'équilibrent; les conservateurs l'emportent dans les sections de Sarrant et de Monfort, sont en minorité dans celle de Solomiac et à égalité de voix avec les républicains dans celle de Mauvezin. — Dans

le canton de Lectoure, les républicains l'emportent par 17805 voix contre 7532. Les républicains, presque tous modérés, dominent partout, sauf dans la section de St-Mézard où les conservateurs obtiennent une petite majorité. — Le canton de St-Clar a donné la majorité aux conservateurs par 8.097 voix contre 7.309. Les sections de St-Clar et de Mauroux sont républicaines, tandis que les conservateurs ont de fortes majorités dans celles de Tournecoupe et de St-Léonard. Dans le canton de Miradoux, les républicains sont en majorité : 6.654 voix contre 4.868. La majorité républicaine est écrasante dans la section de Miradoux, bien moindre dans celle de Flamarens; à Gimbrède et à St-Pesserre, les conservateurs triomphent.

Dans les deux arrondissement de Lombez et de Mirande, les conservateurs ont de fortes majorités.

L'arrondissement de Lombez compte 40.236 voix conservatrices contre 26.477 voix républicaines. Les conservateurs dominent dans les 3 cantons de Lombez (15.849 contre 5.628), Cologne (6.550 contre 4.606), Samatan (7.668 contre 6.437); dans le canton de l'Isle-Jourdain, les forces républicaines et conservatrices se balancent (9.797 voix républicaines contre 9.819 voix conservatrices). — Dans la section de Lombez, les républicains modérés, Alem, Boubée Gounon, David sont totalement éliminés des bulletins républicains; dans les autres sections, les républicains votent pour la liste modérée avec les deux candidats rouges Duputz et Breuils. Dans la section de Montpezat (Lombez) les conservateurs ont obtenu 10 fois plus de voix que les républicains. — Dans la section de l'Isle-Jourdain les républicains dominent le scrutin, mais la section de Monferran est fortement conservatrice. — Dans le canton de Cologne, seule la section de Touget est républicaine. — Dans le canton de Samatan, les conservateurs l'emportent dans toutes les sections, sauf dans celle de Samatan où les 385 voix données à Ledru-Rollin décèlent un assez fort groupement montagnard.

Dans l'arrondissement de Mirande, les candidats du parti

de l'ordre obtiennent 54.677 voix contre 39.470 voix républicaine. Les républicains dominent dans le canton de Miélan par 8.606 voix contre 3.246, dans le canton de Mirande par 12.137 contre 6.087, dans le canton de Montesquiou par 7.752 contre 5.538, dans le canton de Masseube par 8.362 contre 7.174; les conservateurs ont d'écrasantes majorités dans les 3 cantons de Marciac (7.156 contre 3.903), Aignan (8.245 contre 2.574), Plaisance (9.291 contre 1.324), la majorité conservatrice est bien plus faible à Riscle (6.390 contre 5.421). Partout, sauf dans la section de Masseube, où la liste montagnarde l'emporte, les républicains ont voté pour les candidats modérés et sacrifié Dupouy, Combres et Ledru-Rollin. Cependant, le chiffre des suffrages de Ledru-Rollin dans les sections de Mirande (836), de St-Elix (343), de Masseube (562), de Miélan (245), de l'Isle-de-Noé (247) indiquent un certain nombre d'îlots montagnards dans cet arrondissement conservateur.

En résumé, Luro, Laurentie et les 7 candidats de la liste conservatrice ont obtenu 216.410 suffrages. Les voix obtenues par les candidats modérés et rouges s'élèvent à 266.159, soit une majorité de 50.000 suffrages en faveur des républicains. Ces deux chiffres 216.000 et 266.000 traduisent la force respective du parti républicain et du parti de l'ordre dans le Gers (1).

Les 17 cantons nettement républicains sont : Auch-nord et Auch-sud, Gimont, Jegun, Vic-Fezensac (Auch) Condom, Cazaubon, Eauze, Montréal, Valence (Condom), Lectoure, Fleurance, Miradoux (Lectoure), Mirande, Masseube, Miélan, Montesquiou.

Nous trouvons de forts groupements montagnards dans l'arrondissement d'Auch, à Auch, à Seissan, à Jegun, à Lavardens, à Barran, dans la section de Tachouires, à Vic-Fezensac; — dans l'arrondissement de Condom, à Condom, à Valence, à Bezolles, à St-Puy, au Castéra-Verduzan; dans l'arrondissement de Lectoure, à Fleurance

(1) Arch du Gers. *Elections à la Législative*, 1849. — Recensement général; — procès-verbaux des opérations électorales des sections.

et à Montestruc; — dans l'arrondissement de Mirande, à Mirande, à Masseube, à Miélan, à l'Isle-de-Noé. Enfin, dans l'arrondissement conservateur de Lombez, nous trouvons quelques îlots rouges à Samatan, à l'Isle-Jourdain et à Lombez.

Dans les cantons de Mauvezin (Lectoure), de l'Isle-Jourdain (Lombez), les forces républicaines et conservatrices s'équilibrent.

Les cantons conservateurs sont Saramon (Auch), Nogaro (Condom), St-Clar (Lectoure), Lombez, Cologne, Samatan (Lombez), Aignan, Marciac, Plaisance, Riscle (Mirande).

Par l'examen des procès-verbaux du scrutin des sections électorales, nous voyons nettement que les républicains dominent dans les villes et les bourgs les plus peuplés; les campagnes se partagent entre conservateurs et républicains; les groupements montagnards sont nombreux et actifs dans les deux arrondissements d'Auch et de Condom.

Cette répartition des opinions se maintiendra et, après la compression de l'empire autoritaire qui étouffe toute vie politique, elle réapparaîtra sans de graves modifications.

Le journal *L'Egalité* attribue à ce scrutin « une double signification » :

L'annihilation progressive et rapide du parti républicain modéré et l'avènement de la jeune montagne; le vote socialiste de l'armée qui ne veut plus verser son sang pour des prétendants, ni combattre au dehors les républiques (1).

Les élections nous ont révélé la force et le progrès du parti montagnard. Ardent, agressif, propagandiste, soutenu et dirigé par un journal de combat, *l'Egalité*, il rallie à lui la démocratie paysanne. Il entrera dans une dure et longue lutte avec l'administration. La compression politique fortifiera sa discipline tout en arrêtant ses progrès. Les républicains modérés, inactifs, sans organe de propagande, ne formeront bientôt qu'un état-major sans troupes, un parti politique insignifiant. Le gros du parti sera entraîné et absorbé par la montagne et le parti de l'ordre.

(1) *Egalité*, 25 mai.

LIVRE TROISIÈME

La réaction conservatrice sous la Législative ⁽¹⁾

CHAPITRE VI

Organisation de la répression antirépublicaine

(Mai-Novembre 1849)

I. Journaux et polémiques.— Manifestation républicaine du 16 juin à Auch. — Interdiction des clubs et des réunions politiques. — Election complémentaire du 8 juillet. — II. Le « socialisme » de l'*Egalité* et les diatribes antisocialistes de l'*Opinion* — L'*Opinion* contre les fonctionnaires « rouges » et les instituteurs. — La répression du colportage et les procès de l'*Egalité*. — III. La question romaine et le ministère du 31 octobre.— Organisation de la surveillance politique.

La Législative et le Président pratiquent une politique de réaction antirépublicaine, ouverte et violente. La manifestation parisienne du 13 juin leur est une occasion d'écraser le parti montagnard par l'envoi devant la Haute-Cour de 34 représentants, la suspension de 6 journaux et l'interdiction de tout club ou réunion politique. Inauguré par le ministre L. Faucher, le système de compression se complète et se perfectionne en 1849, par le projet Falloux plaçant l'instituteur sous la surveillance du maire et du curé, les

(1) SOURCES. — Documents Manuscrits. — I. Archives du Gers. — *Compte moral et politique*, 1849, 1850, 1851. — Rapports de gendarmerie et de commissaires, lettres du préfet, des sous-préfets, juges de paix, maires, sur les manifestations et la sur-

lois sur l'état de siège, sur la presse et le colportage. Le ministère du 31 octobre organise une surveillance répressive visant à étouffer l'esprit républicain et à supprimer toute vie politique. Enfin, après les élections montagnardes de Paris, du 10 mars et du 28 avril 1850, les trois principaux moyens d'action du parti républicain, — journaux, réunions, suffrage universel, — furent paralysés par la prorogation de la loi de 1849 contre les clubs, par la loi du 31 mai 1850 qui ôte le droit de suffrage à près de 3 millions d'électeurs, par loi du 24 juillet 1850 qui, en élevant le cautionnement, gêne ou détruit les journaux républicains. Dans toute la France, l'administration et les magistrats, aidés de tous les agents politiques et des fonctionnaires, poursuivent jusqu'au coup d'Etat la destruction systématique du parti montagnard.

veillance politiques, sur les républicains, les fonctionnaires, etc. — *M. Police*, 243 rapports politiques de commissaires de police, de nov. 1849 à décembre 1850. — *Municipalités 1843-1852*; — *Municipalités 1843-54*; — *Municipalités, arr. d'Auch 1843-52*, etc.. — Ces liasses de documents renferment de nombreuses lettres de maires, de sous-préfets, du préfet qui nous instruisent du conflit entre l'administration et les conseils municipaux ou maires républicains. — *Coup d'Etat de 1851, 1-18*. Une dizaine de liasses contenant une correspondance politique abondante sur les républicains soumis par la commission mixte à des mesures de sûreté générale, sur l'organisation du parti montagnard, les sociétés, etc. — *Insurrection de 1851, Condamnés politiques*. — Dossiers des insurgés soumis à des mesures de sûreté par la commission mixte. Notes intéressantes sur les antécédents politiques des insurgés républicains. — II. Archives du Lot-et-Garonne. — *Série U*, 1-5. Les rapports des magistrats instructeurs et des procureurs de la république sur l'insurrection du Gers nous renseignent sur le personnel républicain et les sociétés secrètes. — III. Archives nationales. *BB 30/358, 370, 398*. Rapports politiques du procureur général d'Agen 1849, 1850, 1851, 1852. — IV. Archives du ministère de la guerre. — *Correspondance générale 1849, 1850, 1851*. Nombreux rapports politiques de gendarmerie.

JOURNAUX ET PERIODIQUES. — *Opinion du Gers*, 1849, 1850, 1851. — *L'Egalité*, journal montagnard; (avril-décembre 1849). — *Le Bien du Peuple* (avril-mai 1850). Bibl. nat. *Journaux* 1140. — *L'Ami du Peuple* succède au *Bien du Peuple* et sera supprimé au coup d'Etat. Bibl. nat. *Journaux* 501. — *Recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers*, 1849, 1850, 1851. — *Recueil général des lois et décrets (Strey)*, 1849, 1850, 1851.

I.

Dans les six premiers mois de la Législative, de juin à novembre 1849, se noue la crise politique qui dresse en un combat décisif le parti de l'ordre contre le parti montagnard, les blancs contre les rouges, s'élabore et se perfectionne un système de compression violente. Cette crise se répercute en province et je me suis efforcé de noter chronologiquement tout ce qui a trait à la vie politique du Gers durant cette période agitée : la polémique de *l'Opinion* et de *L'Egalité* où la lutte de classe se traduit par un âpre conflit de doctrine, les manifestations dans la rue, les élections, les mesures de répression, l'organisation d'une surveillance politique méthodique et minutieuse.

*
**

Dans le Gers, au lendemain des élections à la Législative, la bataille politique continue dans les journaux, haineuse et violente.

Après avoir récriminé contre les candidats dissidents, — surtout contre le légitimiste Laurentie, déclaré responsable de l'échec de 3 candidats « modérés », — après avoir déploré le départ de Léon Faucher, « ministre consciencieux et défenseur intrépide de la société », *l'Opinion* se déchaîne contre le « socialisme ».

Voici d'abord un article du 22 mai, intitulé « A bas les Riches ! ». C'est un exposé véhément et déclamatoire des desseins et sentiments pervers que les conservateurs attribuent aux républicains, assimilés à une bande de malfaiteurs, préparant, en dehors de toute idée politique, l'expropriation, le pillage, le massacre de tous ceux qui possèdent

Cultivateurs du Gers, vous qui, circonvenus par tant de manœuvres, séduits par de misérables prédications, intimidés par tant de menaces hideuses, avez eu la faiblesse de jeter dans l'urne électorale les bulletins que vous ont glissés frauduleusement

nos ennemis qui sont aussi les vôtres, voyons, après vous avoir égarés hier serait-il vrai qu'ils ne vous calomnient pas aujourd'hui ? Serait-il vrai, qu'au fond du cœur ou de vive voix, vous ayez, en votant, crié : « A bas les Riches ! »

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, l'extermination de vos compatriotes parce qu'ils possèdent quelques arpents de terre de plus que vous.

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire l'incendie de toute maison que l'indigence n'habite pas, de toute demeure où si souvent vous avez trouvé des conseils pour diriger votre inexpérience,... des consolations,... des secours...

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, la guerre civile sous sa forme la plus barbare : la guerre civile, non pas pour une idée, pour un sentiment, mais pour trouver une proie, pour la saisir et la dévorer à la manière des bêtes féroces.

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, la séparation de la France en deux camps prêts à se déchirer, au milieu desquels la patrie disparaîtrait pour ne laisser à sa place que des hordes de cannibales auprès de qui les Bédouins de l'Asie et de l'Afrique sont des prodiges de civilisation.

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, plus de bienveillance mutuelle, plus de charité, plus de justice, mais des torches, des fusils, des poignards et des cris de guerre qui retentissent si déchirants et si implacables à la fois, lorsque c'est dans la même langue qu'ils sont proférés des deux côtés.

« A bas les riches ! », c'est-à-dire, le meurtre de la jeune fille que vous avez vu naître, de l'enfant que souvent, peut-être, vous avez porté dans vos bras, du vieillard dont vous avez béni la longue et bienfaisante carrière.

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, un massacre général, car où s'arrêtera-t-il ? Celui qui possède une chaumière n'est-il pas un riche aux yeux de celui qui n'a rien ?

« A bas les Riches ! », c'est-à-dire, plus de religion..., plus de ces autels où sont venus prier vos pères, où s'est agenouillée votre enfance; car, de quel droit, des hommes altérés de sang et de rapine voudraient-ils s'incliner devant la demeure du Dieu de miséricorde, de charité et d'amour ?

Dites, électeurs du Gers, qui avez voté pour les noms que nous nous sommes épuisés à signaler à toutes vos défiances, est-ce à ces paroles de haine et de fureur que vous avez cédé ? Est-ce de semblables prédications qu'on vous a fait entendre ? Non. Les hypocrites qui vous ont séduits déguisaient alors l'horreur de leurs doctrines; car, sous la forme impie qui est bien celle qui leur appartient en réalité, vos cœurs honnêtes les auraient repoussées avec dégoût. Mais maintenant que le 13 mai est passé, maintenant qu'ils ont obtenu de vous tout ce qu'ils voulaient en obtenir, ils ne se déguisent plus... Bien plus, ils proclament que vous partagez tous leurs affreux sentiments.

... Voilà qu'ils traduisent votre vote par ces mots épouvantables : A bas les Riches !... Nous ne voulons que vous mettre à même de sauvegarder votre honneur en vous faisant connaître ce que disent de vous ces sycophantes qui ont abusé de votre crédulité. Vous n'avez été qu'égarés, ils prétendent que vous êtes leurs complices.... »

Le surlendemain, l'*Egalité* ripostait par un article également intitulé « A bas les riches ! » C'est une diatribe contre les riches égoïstes, implacables adversaires de l'égalité et de toute amélioration sociale. Il répond alinéa par alinéa à l'article de l'*Opinion* où les républicains sont présentés comme des misérables et des scélérats.

La réaction, comme en ses beaux jours de 1815, débite à l'adresse des démocrates un interminable chapelet de calomnies et d'injures.

Démagogues, nous dit la réaction,... vous êtes des hommes violents... des pervers...; vous voulez l'extermination de vos compatriotes, l'incendie des châteaux, des maisons et des cabanes; la guerre civile pour trouver une proie;... vous êtes des hordes de cannibales.... Vous voulez des torches, des fusils, des poignards.... Vous voulez le meurtre de la jeune fille, de l'enfant, du vieillard bienfaisant.... Vous voulez un massacre général de tous ceux qui possèdent même une simple chaumière;... vous ne voulez plus de religion;... vous êtes des hommes altérés de sang et de rapine....

Après avoir ainsi résumé l'injurieux article de l'*Opinion*, l'*Egalité* reprend et commente à son tour le cri : « A bas les Riches ! Pour fouailler les prétendus défenseurs de la famille et de la religion, la feuille montagnarde développe le thème romantique du riche ennemi né de l'égalité, oisif, égoïste, vauté dans l'adultère, inapte aux joies de la famille, sacrifiant à ses plaisirs les filles du peuple, dissimulant sa cupidité sous le masque de la religion, se jugeant quitte envers ses frères malheureux par une dédaigneuse charité qui aggrave et prolonge la misère; en contraste avec le riche, le pauvre, laborieux, généreux, sublime, cherchant un dédommagement aux cruautés du sort dans les joies pures du foyer.

Oui, à bas ces riches qui ne veulent point laisser arriver leurs semblables au point où ils sont eux-mêmes arrivés et qui, dans leur ignorance folle, se figurent que l'on ne peut désormais arriver à posséder qu'en dépossédant les autres.

Oui, à bas ces riches qui s'opposent systématiquement à toute amélioration sociale, qui ne veulent pas comprendre que l'on peut faire disparaître de ce monde l'affreuse misère sans être ni des voleurs, ni des assassins. Il y aura toujours, nous le savons, une certaine inégalité dans la richesse, dans la possession; mais ce que nous nions, c'est que l'on ne puisse pas affirmer

qu'il est possible de trouver un milieu où l'on ne verra plus son enfant mourir de faim, de froid et ne pourra le conserver sans avoir recours à l'aumône.

Oui, à bas ces riches qui, tous les jours, minent par des moyens occultes et souterrains la réputation de tous ceux qui, pour une idée, pour un sentiment, vivent une vie pénible et dure.

Oui, à bas ces riches qui, pour le soulagement de leurs semblables, n'ont pu créer, avec ce prétendu monde d'amour qui les anime, que des établissements à l'entrée desquels on lit en gros caractères : Dépôt de mendicité ! Vous vous trompez, MM. les dévots ! Ce n'est pas ainsi que vous devez les désigner ; nommez-les cimetières, morgues vivantes !

Oui, à bas ces riches dont l'immoralité n'est point désarmée par la misère, l'ingénuité de cet enfant.... Elle devient bientôt mère... et quelques instants après,... criminelles. Qu'importe ? N'ont-ils pas acheté sa beauté, sa jeunesse ?

Oui, à bas ces riches à l'âme cupide, qui abusent de cette religion dont ils se disent aujourd'hui les défenseurs pour subtiliser des héritages, et dont toutes les passions peuvent facilement se satisfaire derrière le rempart de l'or.

Oui, à bas ces riches qui ne veulent point du socialisme parce que, disent-ils, le socialisme attaque la famille, la propriété. Hypocrisie, mensonge ! La famille, ils ne peuvent la comprendre : la nuit est employée dans les festins ; le jour dans un repos abrutissant. Chacun vit de son côté, dans une complète indifférence, et, bientôt dans ces salons resplendissants, d'où l'on ne peut sortir sans avoir le cœur le plus endurci, l'immoralité, l'adultère, règnent en véritables souverains. Oui, cachons-nous donc pour le dire, tous ceux qui crient le plus haut à la destruction de la famille, sont ceux-là même qui ne ressentent aucun de ces plaisirs qui, le soir, délassent le laboureur, l'ouvrier des fatigues de la journée.

Oui à bas les riches qui trafiquent de tout, de l'amitié, de l'amour....

.... Les hommes privilégiés ne travailleront jamais dans le sens de l'Égalité... Le peuple l'a compris : aussi est-il venu jusqu'au pied de l'urne électorale au cri : « A bas les riches ! » le riche étant pour lui l'homme de privilège, de parchemin, le bourgeois enrichi.... Retirez-vous hommes du passé !

Ces deux articles donnent le ton de la polémique et la mesure de la passion politique. C'est une explosion de fureur, un débordement de haine sociale qui pousse à une lutte sans merci démocrates et conservateurs. *L'Égalité* s'efforce de faire comprendre aux paysans qu'ils sont lésés, spoliés par une classe privilégiée qui veut les maintenir dans la misère, c'est-à-dire, dans la dépendance matérielle et politique. *L'Opinion* présente à ces mêmes paysans les rouges comme les destructeurs systématiques de la propriété, de la famille et de la religion.

L'*Egalité* du 24 mai fut saisie et son article déferé au jury.

Le 24 mai, nouvelle diatribe antisocialiste dans l'*Opinion* : le socialisme s'est déguisé pour séduire.

... C'est en se déguisant que le socialisme s'est imposé.... Se montrant dans toute la brutalité sauvage de ses doctrines, il eût arrêté jusqu'au plus ignorant.... Nous ne permettrons pas surtout à la peur de nous troubler... N'oublions pas devant quels poltrons de France tout entière s'est prosternée le 24 février, à ce point qu'ils ont eu l'audace, — ces prétendus démocrates, — d'expédier à la France par le télégraphe, une forme de gouvernement, sans avoir daigné au préalable la consulter !... »

Le lendemain, 25 mai, l'invective monte. L'*Opinion* répond au journal *Le Peuple* qui terminait un article par ces mots : « Le socialisme tient maintenant dans ses plis la paix ou la guerre. Veut-on la guerre ? »

Oui, riposte l'*Opinion*, plutôt la guerre que le règne du socialisme. Plutôt la guerre que le bain où vous voulez nous enchaîner. Plutôt la guerre que ce niveau inflexible sous lequel vous prétendez faire ramper toutes les intelligences,... que cet athéisme socialiste si arrogant, bientôt érigé en persécution. Plutôt la guerre que de ne pas être libre de croire, philosophe ou chrétien, que la vie est une épreuve ou une expiation, et qu'au dessus d'elle, Dieu nous voit et devient pour nous tous riches ou pauvres, un appui dans le présent, une espérance dans l'avenir. Plutôt la guerre que de ne pas avoir un foyer où la tyrannie démocratique ne puisse pas pénétrer, des enfants que l'Etat ne puisse pas arracher à la tendresse maternelle, une famille qui ne soit pas numérotée comme on numérote aujourd'hui les galériens... Avant de passer par les mains de Fouquier-Tinville, de M. Proudhon ou de tout autre, nous sommes bien déterminés à tout faire pour briser dans son œuf cette infâme tyrannie, aujourd'hui avec la plume, mais demain avec le fusil, si nos impitoyables adversaires nous y contraignent.

Dans un autre article, l'*Opinion* déclare que le parti modéré n'aura pas ses *crapauds du marais*.

Non, plus de lâches qui, sans l'excuse du fanatisme, pactisent avec le crime et marchandent avec l'infamie. Arrière ces eunuques politiques !.... Résignons-nous à assister en 1849 à cette parodie de la Montagne de 93 qui se prépare....

... Ne sera-t-il pas curieux de contempler à la tribune la double robe de Robespierre, le simulacre de Danton et peut-être même la copie effacée du sanguinaire Marat.... Ils sont 250, mais ils rencontreront, vis-à-vis d'eux, face à face, corps à corps, 500

hommes qui savent que leur mission est de sauver la France et qui ne se laisseront pas intimider par des menaces, par des cris, imbéciles échos du club des Jacobins. Non ! parmi les nôtres il n'y aura pas de transfuges et la Montagne de 1849, ridicule copie de celle de 93, n'inspirera que la pitié sans exhumer la terreur (1).

La feuille conservatrice publie « Les veillées d'une chaumière de Vendée » où le maréchal Bugeaud, dans un « dialogue de Pierre et Paul », s'évertue à réfuter « l'association générale des peuples », le droit au travail, la diminution de l'inégalité des biens, etc. (2). — Dans deux « Lettres aux cultivateurs du Gers », l'*Opinion* met le paysan en garde contre les rouges qui l'ont accablé des 45 centimes, traité de « stupide et de misérable » au lendemain de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, ils lui font miroiter le remboursement des 45 centimes et du milliard des émigrés, l'allègement de tous les impôts, la liberté de la chasse. En réalité, les socialistes veulent détruire la propriété; le paysan recevra sa ration « comme les animaux de son étable »; il travaillera « comme le forçat dans son bagné, sous le bâton de l'argousin ». — Enfin, le 29 mai et le 5 juin, en prévision d'une insurrection montagnarde, l'*Opinion* accompagne d'un avertissement et d'une menace ses anathèmes habituels au socialisme :

Que les démagogues le sachent bien à l'avance : nous ne serons pas des victimes dociles et résignées. Nous résisterons jusqu'au bout ! (3)

L'*Egalité* relevait avec vivacité les défis et les bravades de l'*Opinion* qui évoquait les barricades et la guerre civile dans des articles provocants et agressifs.

La réaction se fait guerrière... nous appelle aux barricades et nous défie à la guerre civile... Soyez tranquilles, hôtes accoutumés de la cave et du galetas, nos barricades se relèveront plus tôt peut-être que vous ne pensez, et ce sera trop tôt pour vous... Les royalistes traitent de *poltrons* les hommes devant qui la France s'est prosternée après le 24 Février. Mais si les hommes de Février sont des poltrons, qu'êtes-vous donc alors vous qui,

(1) *Opinion*, 25 mai 1849.

(2) *Ibid.*, 1, 2, 3, 4 et 5 juin 1849.

(3) *Opinion*, 29 mai, 5, 8 juin.

au premier coup de fusil, disparaissiez comme une volée de corbeaux,... qui avez abandonné trois fois aux colères du peuple les rois que vos flatteries avaient perdus,... qui, dès le 25 Février, le lendemain de la victoire du peuple, vous empressiez aux pieds du nouveau souverain, mendiant les regards bienveillants des travailleurs en blouse, tranquilles et fiers quand vous avez eu l'honneur de presser dans vos mains la main calleuse et noire du combattant ?... Hier, vous étiez des peureux; aujourd'hui, vous êtes des fanfarons... — Que MM. les royalistes ne croient pas venir impunément au bout de leurs projets, s'il leur prend fantaisie d'attaquer la République. Vainement auront-ils fait baisser la Bourse par leurs craintes simulées et tari toutes les ressources du travail ! Les 1.600.000 voix que vient d'obtenir la démocratie appartiennent à des citoyens qui, au besoin, manieraient aussi bien leur fusil qu'ils ont su déposer un bulletin de vote (1).

A l'*Opinion* qui présentait les rouges comme les ennemis de la propriété et du paysan, l'*Egalité* ripostait par un programme de réformes démocratiques, favorables aux petits cultivateurs que la feuille montagnarde animait contre les gros propriétaires, les châtelains.

Braves habitants des campagnes, vous avez entendu dire bien souvent que le socialisme n'est que l'étude des moyens propres à organiser la société de manière que tous ceux qui travaillent bien vivent bien, que tous ceux qui ne sont pas propriétaires le puissent devenir par leur travail, que tous enfin puissent avoir une famille inaccessible à la misère et au déshonneur... Les socialistes veulent la famille et la propriété *pour tous*, tandis que les ennemis du socialisme ne la veulent que pour eux... Une expression presque constante que le peuple a donné à ses aspirations vers le bien-être... c'est l'abolition des impôts qui pèsent sur les objets de première nécessité... L'impôt sur le sel a été réduit et l'impôt sur les boissons aboli à partir du 1^{er} janvier prochain. Vous devez ce bienfait aux rouges, aux Montagnards. Croyez-vous donc que ces nobles, ces bourgeois, ces anciens ministres de Louis-Philippe, auraient voté pour l'abolition de l'impôt sur les boissons et sur le sel ? Non certes, parce qu'ils ont intérêt à ce que vous restiez misérables pour vous avoir toujours sous la main et à leur merci. M. de Panat s'est bien gardé de voter pour l'abolition de ces deux impôts parce qu'il savait qu'ils devaient être remplacés par des impôts qui tomberaient exclusivement sur les riches, par exemple, par des impôts sur les rentes, les créances hypothécaires, ou sur les amusements de luxe, sur les voitures, sur les domestiques, etc. Alors, M. le vicomte de Panat s'est dit : j'aime mieux que ce soit le paysan qui continue à payer l'impôt, et moi, je veux continuer à jouir de mes rentes, de mes meubles, domestiques et chevaux *sans rien payer*, et M. de Panat a voté contre l'abolition

(1) *Egalité*, 26, 29 mai.

des impôts sur le sel et sur les boissons... Gavarret et Carbonneau ont voté pour l'abolition... Voter pour les rouges, les socialistes, les montagnards, car c'est tout un, voilà pour vous le seul moyen d'obtenir le remboursement des 45 centimes, la liberté de la chasse, la restitution du milliard.. — « ... Les républicains montagnards aboliront la loi sur la chasse. Vous pourrez ainsi le dimanche vous donner le plaisir de courir un lièvre sans rêver amendes et gendarmes... Pour le vieillard ils chercheront un mode d'assistance;... pour l'enfant, ils décréteront l'éducation gratuite et obligatoire.. »

Après avoir amadoué le paysan par ces promesses de réformes, l'*Egalité* l'excite contre les riches propriétaires en lui démontrant combien il est lésé, exploité par eux.

Ils ont les terres, les châteaux, les maisons et l'argent, et cependant c'est vous qui cultivez, bâtissez, produisez... Après la récolte que vous avez préparée et recueillie pour eux, vous êtes quelquefois sans pain pour votre famille et pour vous. Après avoir bâti ces châteaux... vous êtes sans abri... ou vous grelottez dans une masure dont le sol humide atrophie les membres de vos enfants... Il y a parmi les royalistes des hommes qui consomment plus que 40, 100, 1000 ouvriers. Pour que cela fut juste, il faudrait qu'ils travaillent plus que 40, 100, 1000 cultivateurs. C'est impossible. Presque toujours ils ne font rien. Ils vivent sans rien faire du travail des autres... N'est-ce pas là une iniquité qui ressemble à une spoliation ? On va criant partout qu'il y a de bons riches... Mais nous ne voulons pas recevoir comme une grâce ce qui nous revient comme un droit. Ils sont oisifs et nous travaillons. A nous de faire l'aumône, à eux de la recevoir. Les royalistes ont des intérêts contraires aux vôtres... Quand vous recevez un bulletin d'un aristocrate, la République reçoit un coup de couteau ! (1)

*
**

L'occupation de Rome par les troupes françaises avait soulevé la fureur du parti républicain. A la manifestation parisienne du 13 juin répondirent en province des troubles facilement réprimés qui furent pour l'administration une occasion de sévir contre les fonctionnaires, les sociétés et les journaux républicains.

Le 15 juin, l'*Egalité*, dans un article virulent, dénonçait l'expédition française contre la république romaine comme « une insolente infraction aux ordres de la Constituante »

et invitait les républicains à défendre « la République et l'honneur du nom français ».

... A l'heure où nous écrivons, Rome expire peut-être, affaissée sous les ruines de ses barricades et de ses monuments... et Pie IX, le pontife rouge, le grand-prêtre de la guerre et du sang, franchit, appuyé sur les bras d'Oudinot, les cadavres de ses sujets accumulés sous ses pas. Il les voulait esclaves, on les lui livre morts. On aura tout fait pour lui dans Rome, tout, jusqu'à la besogne du bourreau !...

Le gouvernement de la République française, si l'on peut dire qu'il y ait une république en France, s'est fait l'exécuteur des hautes œuvres de l'absolutisme européen. Cet eunuque gras et chauve qui ne pardonne pas à la République d'être passée devant lui sans y faire attention, cet Odilon Barrot qui n'est plus aujourd'hui qu'un instrument sonore que tient M. Bonaparte et dans lequel souffle M. de Falloux, est venu revendiquer à la tribune l'honneur d'être au service des tyrans... Ainsi le peuple aura peut-être un voyage à faire aux gémonies... La Constitution lui trace clairement son devoir. Elle dispose (art. 5 du préambule) *que la république française respecte les nationalités étrangères et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple*. L'article 54 ajoute que le Président ne peut entreprendre aucune guerre sans le consentement de l'Assemblée nationale. Or, l'attaque dirigée par nos armées contre la république romaine, est une insolente infraction aux ordres de l'Assemblée Constituante et à l'autorité de la Législative qui n'a pas été préalablement consultée. Cette guerre va replacer l'Italie sous le joug abhorré de l'Autriche et anéantir la liberté de ce pays. Donc, notre constitution est violée. De plus, l'art. 110 confie le dépôt de la Constitution même et des lois à la garde et au patriotisme de tous les Français. C'est donc le cas de la défendre puisqu'elle est attaquée. Citoyens, la constitution elle-même nous fait un suprême appel. Le moment décisif approche peut-être. Rappelons-nous que c'est à la Constitution qu'il faut obéir. Il y va de tout ce que nous avons de plus cher; il y va de la République et de l'honneur du nom français. — Patriotes, aujourd'hui les représentants de la Montagne seront à l'Hôtel-de-Ville ou à Vincennes. Soyons prêts, mais attendons et espérons. *Vive la République démocratique et sociale jusqu'à la mort !*

Le même jour, l'Egalité publiait la proclamation du Comité démocratique socialiste de Paris :

... Nous, rédacteurs de la presse républicaine, nous, membres du comité démocratique-socialiste, nous disons au peuple de se tenir prêt à faire son devoir. La Montagne fera le sien, jusqu'au bout. Nous avons sa parole. Cinq représentants ont été délégués par elle pour aviser. Tous les républicains se lèveront comme un seul homme.

La publication de ce manifeste avait jeté l'émoi dans la population et enfiévré les républicains.

Le lendemain, 16 juin, le ministre de l'Intérieur envoyait aux départements une dépêche rassurante :

Paris jouit de la plus parfaite tranquillité. La population n'a pris aucune part à l'insurrection tentée par quelques anarchistes. Elle a été repoussée sans collision, grâce aux mesures prises par le gouvernement et l'attitude de la garde nationale et de l'armée.

L'Egalité accompagnait d'un commentaire irrité la publication de cette dépêche et niait la victoire gouvernementale :

... Quoi ! l'on apprend à Paris que les troupes de la République française égorgent notre République sœur d'Italie... On apprend que le sang français a coulé par torrents mêlé aux flots du sang d'un peuple que nous aimons ! Et vous dites que Paris est tranquille !... Quoi ! les hommes de la Montagne... font au peuple qui les connaît et qui les aime un appel solennel au nom de la Constitution et le peuple, dites-vous, reste immobile et muet, et *Paris jouit du calme le plus profond* ! Nous connaissons le peuple, le peuple de Février et de Juin ! Et nous vous répondons : « Ce que vous annoncez est impossible ! Ce que vous dites n'est pas vrai... On sent que l'Elysée ne gouverne plus, il conspire !... Alors, c'est au Peuple à ressaisir la souveraineté perdue dans des mains perfides et à *gouverner seul*, jusqu'à ce qu'il ait trouvé des mandataires plus fidèles pour exercer la puissance en son nom ! Quoi qu'en disent les dépêches, le peuple de Paris est debout et la République est sauvée !

Dans le même numéro de *l'Egalité* paraissaient les appels adressés au peuple de Paris et de la province par la Montagne, la Presse, la Garde nationale, les Comités et les Ecoles.

Les événements de Paris et les excitations de la presse avaient créé une vive agitation. A Auch, le soir du samedi 16 juin, l'effervescence des milieux républicains et populaires aboutit à quelques démonstrations bruyantes sur la place de la mairie. Après la retraite militaire, un groupe de jeunes gens entonna la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, cria *Vive la République démocratique et sociale ! Vive la Constitution !* Toujours chantant, il accompagna la musique militaire jusqu'au quartier de cavalerie. En remontant sur la Place, le groupe se grossit de curieux. Devant la terrasse de la Préfecture, on cria longuement : « A bas

le Préfet ! A bas Grouchy ! A bas le Président ! Vive la République démocratique et sociale ! » Sur la place, pour disperser l'attroupement, le commissaire de police fit vainement les trois sommations, puis se retira. Le préfet requit alors la gendarmerie et un escadron du 9^e Chasseurs dont l'arrivée fut saluée par les cris de : « Vive le 9^e Chasseurs ! Vive la République démocratique et sociale ! Vive la Constitution ! » Pour éviter une « collision entre patriotes et soldats », les manifestants évacuèrent la place. « La petite émeute » prit fin vers 10 heures et demie (1).

Les deux numéros de l'*Egalité* des 15 et 16 juin qui contenaient « l'Appel à la Montagne, au peuple de Paris et de la Province », furent saisis et déférés au Parquet.

Le lendemain 17 juin, l'*Opinion* expliquait le sens et l'enjeu de la lutte entre républicains et conservateurs :

...La lutte à laquelle nous prenons part comme un soldat obscur et dévoué, c'est la lutte de la passion généreuse de l'homme contre ses mauvais instincts; c'est la lutte de tout ce que nous avons de grand, de pur, d'élevé dans nos âmes contre tout ce qu'elles contiennent d'ignoble, de vil, de bas, de pervers et de dépravé... Qu'on ne nous parle pas des Ledru-Rollin, des Lagrange, de Felix Pyat, de tous ces misérables esclaves des passions populaires... La vraie question, c'est de savoir qui l'emportera de la vérité ou du mensonge, de la justice ou du génie des rapines et des déprédations, de la sainte humanité ou de la soif du sang et du meurtre, en un mot de la civilisation ou de la barbarie.

Pour l'*Egalité*, le 13 juin marquait la fin de la Constitution; la défaillance du peuple parisien s'expliquait par sa haine contre les auteurs de la Constitution, contre Cavaignac et les républicains modérés; la brèche à la Constitution livrait passage à l'Empire.

Il n'y a plus de Constitution ! le pouvoir exécutif l'a violée impunément... Nous retombons au niveau des chartes de bon plaisir, des chartes octroyées !... La Montagne avait promis au peuple de se mettre à sa tête et d'organiser la résistance si la Constitution était violée... La Montagne en masse est descendue dans la rue... Le peuple de Paris a manqué au rendez-vous. On dirait qu'il s'est souvenu que la Constitution a été votée sous l'état de siège et qu'elle porte le cachet de Cavaignac l'Africain, qui a servi de modèle aux Radetzki, aux Windischgraëtz, aux

(1) *Opinion*, 17 juin; — *Egalité*, 17 juin.

Wrangel et à tous les barbares qui font métier de bombarder les cités et d'assassiner les peuples au profit de toutes les réactions. On dirait qu'il s'est souvenu que la Constitution est l'œuvre de ces républicains d'un bleu perfide qui tourne au blanc, et qu'il n'a pas voulu verser pour la défendre une goutte de ce sang qu'il prodigue souvent avec une héroïque insouciance pour de moins graves intérêts... M. Bonaparte peut être empereur dans 8 jours et cela *très légalement*... L'Assemblée a seule le droit d'interpréter la Constitution. Elle pourra donc décider que l'artifice 43 en instituant un président de la république a voulu parler d'un empereur ou d'un roi... Le peuple de Paris est malade.. Il nous faut attendre qu'il soit guéri. Qu'il se relève bientôt; la République ne périra pas ! (1)

*
**

Le 19 juin, la Législative votait une loi contre les clubs et les réunions publiques. Par son extension progressive aux cafés « clubs déguisés », aux réunions électorales « susceptibles de troubler l'ordre public », aux banquets politiques, à toute société ou réunion, cette loi deviendra aux mains de l'administration l'arme la plus redoutable contre les républicains.

L'Opinion se fait l'avocat de toutes les mesures de compression. Le Garde des Sceaux invite les procureurs à poursuivre le cri désormais séditieux de « Vive la République démocratique et sociale ! » et l'exhibition du drapeau rouge, à user des lois sur les clubs et le colportage pour « éteindre les foyers où les passions s'alimentent » et frapper « les émissaires des sociétés secrètes » et les colporteurs. — La feuille conservatrice propose de restreindre la liberté pour museler la « presse démagogique » et fermer les « clubs furieux » (2).

Le 29 juin, un arrêté préfectoral, en exécution de la loi du 19 juin, interdisait tout club ou réunion publique politique dans le Gers. L'article 2 ajoutait :

Seront immédiatement fermés les cercles ou réunions non publics, fondés dans un but non politique et dont les membres contrairement aux prohibitions de l'art. 14 du décret du 28 juillet 1848 et aux déclarations faites par les fondateurs se livrent à la discussion des affaires politiques.

(1) *Egalité*, 18 juin 1849.

(2) *Opinion*, 29 juin, 1^{er} juillet 1850.

Une circulaire accompagnait l'arrêté, enjoignait aux sous-préfets et aux maires d'empêcher que les réunions électorales « ne cachent des réunions dangereuses sous l'apparence de l'exercice du droit de discuter les titres des candidats » (1).

Arrêté et circulaire, à la veille d'une élection complémentaire dans le Gers, permettaient à l'administration d'interdire toute réunion électorale et d'entraver la propagande démocratique.

*
**

L'ancien ministre de Louis-Philippe, Lacave-Laplagne était mort le 13 mai, le jour même de son élection à la Législative. Les élections complémentaires avaient été fixées au 8 juillet. Dès le 12 juin, l'*Opinion* ouvrait la campagne électorale en publiant la circulaire du *Comité central des électeurs modérés* aux délégués cantonaux convoqués pour le 17 juin. La circulaire rappelait les causes de l'échec de 3 candidats conservateurs : candidatures dissidentes, dispersion des voix modérés, abstentions nombreuses. Elle démasquait ensuite les desseins des rouges, évoquait les maux qu'entraînerait leur triomphe.

Comme au 13 mai, les meneurs démagogiques diront que seuls ils peuvent alléger les charges qui pèsent sur le peuple. Ils promettent le remboursement des 45 centimes qu'eux seuls ont créés, l'abolition de la conscription des corvées, des règlements sur les voitures, de toutes les entraves d'une administration oppressive. Démasquons-les. Ces glorificateurs d'un régime sanglant et odieux marchent sur les traces de leurs devanciers,... C'est la ruine et le bouleversement qu'ils préparent;... à l'intérieur, ils n'ont su qu'exciter l'agitation, bannir la confiance, détruire toutes les sources du travail, dissiper nos finances;... au dehors, ils veulent la guerre pour donner aux révolutionnaires la prépondérance dans tous les pays; une guerre générale et sans terme; c'est-à-dire, l'impôt du sang poussé à sa dernière limite ou les levées en masse qui dépeuplèrent nos campagnes, les réquisitions, le maximum, les assignats, la banqueroute... (2)

(1) *Actes adm.*, 1849, n° 22. Circulaire et arrêté du 29 juin..

(2) Cette circulaire est signée des membres du bureau du « Comité central » : Duran, Bauduer, Desparbès, Paris-Laplagne, Alex. de Cortade. (*Opinion*, 12 juin.)

Le 17 juin, les « délégués des électeurs modérés » désignèrent Lagrange, propriétaire de la verrerie St-Joseph à Lectoure, comme le candidat du parti de l'ordre. Les 28.000 voix obtenues en mai le classaient après Lacave-Laplagne (38.000) sur la liste du parti de l'ordre. Les délégués de Mirande, de Lectoure et de Condom repoussèrent la candidature de David. Ils invitèrent chaque comité de canton à provoquer une souscription destinée à combattre les doctrines mensongères et calomnieuses du socialisme par une distribution abondante et gratuite de l'*Opinion* (1).

Afin d'éviter les compétitions locales et les rivalités de personnes, les rouges opposèrent à Lacave-Laplagne un candidat étranger au département : Pégot-Ogier, l'ancien commissaire délégué du Gers après Février. Sa candidature fut lancée par le comité démocratique-socialiste de Fleurance : ses votes à la Constituante contre l'état de siège, la transportation en masse des insurgés de Juin, la mise en accusation des chefs montagnards, le recommandaient aux suffrages des républicains. Successivement les comités montagnards de 17 cantons se rallièrent à cette candidature (2). Pégot-Ogier fut écroué à Toulouse le 23 juin, sous prétexte de complot, et il ne sera relâché qu'en août. Instruit de son arrestation, le *Comité démocratique-socialiste central du Gers* adopta à l'unanimité sa candidature et repoussa celle d'Alem présentée par le comité des républicains modérés comme une compensation pour

(1) *Opinion*, 21 juin 1849.

(2) *Egalité*, 10, 14, 23, 26, juin 5 et 7 juillet 1849. — Les présidents et secrétaires de ces 17 comités forment la partie agissante et militante du parti républicain. Voici leurs noms : Cazes aîné (Fleurance), Bernès (Mirande), Soumabielle et Fitte (Marciac), Breuils (Masseube), Lapeyrère (Vic-Fezensac), Calvairac (Jegun), Barailhé, Pujol (Lectoure), Bruchet et Dauriol (Saint-Clar), Deceps et Vitrac (Gimont), Duprom (Valence), Dours (Miélan), Délieux (L'Isle-Jourdain), Cavanhac, (Aignan), Espéron, Capmartin, Barbé (Mauvezin), Lanaspèze (Samatan), Lamarque (Condom), Podensan (Saramon). — Arexy et Zeppenfeld étaient le président et le secrétaire du *Comité démocratique Central du Gers*.

l'arrondissement d'Auch qui n'avait pas fourni de représentant à la Législative. Les montagnards invitèrent les républicains modérés à imiter l'abnégation et la discipline de l'arrondissement de Mirande qui, par sa population, aurait pu prétendre à deux représentants et avait accepté la candidature de Pégot-Ogier pour mettre fin à de déplorables rivalités.

Cependant les deux anciens constituants, David et Alem, battus en mai, repoussés par les comités montagnards et conservateurs, affrontèrent le scrutin.

Le 29 juin, *L'Opinion* fait rage contre Pégot-Ogier, « montagnard pur sang » et contre tout le parti de la Montagne dénoncé comme les « missionnaires d'une religion infernale », une bande d'anarchistes, de spoliateurs :

Pégot-Ogier est en prison et se défend par sa propre nullité. Ce prévenu on va le chercher dans un cachot pour en faire un martyr. Aucun lien ne vous attache à lui. Un montagnard, voyez-vous, c'est un sectaire affilié à une hideuse franc-maçonnerie qui a juré de courber la France sous son abominable dictature... C'est un esclave, il reçoit un mot d'ordre et s'y soumet aveuglement. Un montagnard se fait le missionnaire d'une religion infernale qui ne parle au peuple que pour envenimer sa misère en ayant l'air d'y compatir, qui ne répand partout qu'envie, haine et fureur... Un montagnard aspire à la destruction de tout ce que vous voulez conserver. Les lois qui vous protègent, il en prêche le mépris; l'autorité qui assure votre sécurité, il voudrait pouvoir l'anéantir; l'industrie qui vous donne le pain de vos enfants, il fait tout pour qu'elle meure; ce champ qu'à force d'économiser vous êtes venus à payer, ses doctrines tendent à vous en disputer la passession...; cette église où vous allez prier, il attend le jour où il pourra en chasser Dieu et y proclamer son infâme athéisme...

L'Opinion mène campagne contre David et Alem-Rousseau, « ces métis politiques plus dangereux que les montagnards eux-mêmes, race d'hommes qui frayèrent la voie aux proscriptionnaires et aux bourreaux ». *L'Egalité* déclarait à son tour « qu'il est des ennemis plus dangereux que les blancs : ce sont les bleus ».

Lagrange, dans sa profession de foi, déclarait vouloir « contenir les passions révolutionnaires et les déjouer... repousser les rêves subversifs ». Il se disait partisan de la

liberté d'enseignement et de « l'extension des libertés communales par la décentralisation administrative » (1).

Le programme de Pégot-Ogier était celui des candidats montagnards aux élections du 13 mai. Dans sa campagne électorale, l'*Egalité* en avait développé les principaux articles : l'impôt progressif sur le revenu; la suppression de tous les impôts sur les objets de première nécessité, l'abolition de la loi sur la chasse, l'instruction primaire gratuite et obligatoire, etc. Le journal montagnard démontre aux paysans leur solidarité avec les ouvriers des villes; il les met en garde contre les candidats du parti de l'ordre qui veulent maintenir ou aggraver leur dépendance.

Parmi les candidats, les uns veulent que vous restiez des bêtes de somme supportant sans profit les principales charges de l'Etat; ils veulent vous arracher pour payer l'impôt jusqu'à ce sou que vous avez ôté à votre nourriture, jusqu'à cette petite pièce d'argent, rapportée du marché voisin... Ne devait-elle pas servir à acheter ce petit coin de terre... Dès le moment où possesseurs de quelques arpents vous n'aurez plus d'inquiétude pour le pain de chaque jour, ils perdront une grande part de cette influence qu'ils ont sur vous; ils ne pourront plus vous faire voter bon gré, mal gré, pour le candidat de leur cœur... Les lois votées par des représentants autres que leurs amis seront faites, non dans l'intérêt des ouvriers des villes et des campagnes, mais dans celui des riches, des nobles, comtes, barons, marquis. Ils ne veulent pas que le permis de chasse soit aboli... parce que le laboureur, le dimanche, ne doit pas pouvoir se donner le plaisir de la chasse... Ils ne veulent pas que l'enfant du plus pauvre puisse être instruit comme l'enfant du riche sur les, mêmes bancs d'une école *gratuite et obligatoire*... Toute génération entrée dans la société par la cabane, l'échoppe, la mansarde... ne doit avoir qu'une satisfaction, un besoin, le besoin de manger... Vous enverrez à la Législative le citoyen Pégot-Ogies pour défendre les intérêts des pauvres. (2)

Au scrutin du 8 juillet, Lagrange fut élu par 23.703 voix; Pégot-Ogier obtint 13.897 voix; Alem-Rousseau, 2.286 et David 1.512. Plus de la moitié des électeurs n'avaient pas voté.

Le chiffre de voix des deux derniers candidats souligne la défaite définitive du parti modéré dans le Gers : sur 41.457 votants, ils ne réunissent que 3.798 suffrages. La

(1) *Opinion*, 29 juin.

(2) *Egalité*, 1, 3, 11 juin, 4 juillet.

concentration se fait de plus en plus à droite et à gauche (1).

La victoire conservatrice fut encore plus complète qu'en mai. L'arrondissement de Lombez avait donné aux élections à la Législative 40.000 voix conservatrices contre 17.000 voix montagnardes; le 8 juillet, Lagrange obtient cinq fois plus de voix que Pégot-Ogier, 4.286 contre 803.— Dans l'arrondissement d'Auch, les montagnards l'avaient emporté en mai à une majorité de 10.000 voix; en juillet, la majorité passe à Lagrange qui réunit 3.546 voix contre 2.576 à Pégot-Ogier.

Dans l'arrondissement de Mirande, la situation politique ne paraît pas avoir changé depuis mai.

L'arrondissement de Condom donnait en mai une majorité de 600 voix aux démocrates; en juillet, Pégot-Ogier recueillait 3.815 suffrages, son adversaire conservateur 4.412, soit une majorité de 597 voix.

Dans l'arrondissement de Lectoure, les conservateurs gagnent encore des suffrages.

En résumé, les démocrates perdent la majorité à Auch et à Condom et de nombreux suffrages dans les 3 autres arrondissements. Ils dominent dans 9 cantons sur 29 : Eauze, Montréal, Valence (Condom), Auch, Jegun (Auch), Lectoure, Fleurance (Lectoure), Mirande, Miélan (Mirande).

Ces majorités sont faibles comparées à celles des conservateurs dans les 4 cantons de Lombez et dans ceux de Plaisance, Riscle, Aignan, Saramon, qui sont comme les places fortes de l'opinion conservatrice dans le Gers. On explique en partie l'écrasant succès du candidat du parti de l'ordre, en observant que Pégot-Ogier, le candidat montagnard, était étranger au département, ce qui, dans le Gers, a toujours constitué une infériorité électorale. Notons aussi que sur 96.572 électeurs inscrits, 41.398 seulement, — moins de la moitié, — ont voté. Le succès des conservateurs en mai a-t-il découragé et éloigné du scru-

(1) Arch du Gers. *Election complémentaire*, 1849. Recensement général des votes.

tin un certain nombre de républicains ? Il se peut. Mais, par ailleurs, l'*Opinion* et l'administration incriminent fréquemment l'apathie des « hommes d'ordre » qui ne se dérangent pas pour voter. Il est donc malaisé de caractériser politiquement ces abstentionnistes. Une chose paraît certaine : les travaux de la moisson, l'éloignement des bureaux de vote ont écarté un grand nombre d'électeurs, peu intéressés par cette élection complémentaire, et peut-être excédés des scrutins multiples, l'élection du 8 juillet étant la huitième depuis Février.

Ce scrutin marque nettement le déclin rapide du parti républicain modéré dans le Gers : Alem-Rousseau qui avait obtenu 60.000 voix au 23 avril 1848, n'en réunit que 26.000 au 13 mai 1849; au scrutin du 8 juillet, le chiffre de ses voix est tombé à 2.286, le 1/10 des suffrages de Lagrange, le 1/5 des suffrages de Pégot-Ogier. Attaqué par les rouges et les conservateurs, le parti des républicains modérés, sans organe de défense et de propagande, est annihilé électoralement.

En août, les conservateurs obtinrent encore des succès électoraux.

A Condom, dans une double élection au conseil, général et au conseil d'arrondissement, deux conservateurs, Jules de Campaigno et Durand, l'emportèrent sur Lamarque et Noguès qui attribuent leur défaite à l'indifférence et au découragement des ouvriers. — A Lombez, un légitimiste, Bécane (Philippe) est élu conseiller général contre Vignola, montagnard. — De Panat devient le président du conseil général qui ne compte plus que 5 républicains, — Dansos (Jegun), Carbonneau (Lectoure), Nabos (Marciac), Joret (Nogaro), Berès (Montréal), — contre 24 conseillers du parti de l'ordre (1).

*

**

Afin d'entretenir chez ses lecteurs la peur et la haine contre les rouges, l'*Opinion* poursuit sa croisade contre le

(1) *Egalité*, 3 août 1849. — Voir chap. III, p. 129 pour la composition du Conseil général.

socialisme, « la grande hérésie du XIX^e siècle ». *L'Egalité* réplique et dans cette polémique s'expriment avec violence un conflit de classes et un choc de doctrines. « La guerre se trouve placée entre le capitaliste et le prolétaire. », écrivait *L'Egalité* du 12 juin.

Le journal montagnard n'est pas socialiste au sens précis et actuel du mot, impliquant l'abolition de la propriété privée; toutefois, il semble avoir pour idéal un certain nivellement des fortunes. Il se fâche quand on le dit ennemi de la propriété; il prétend au contraire vouloir la rendre accessible à tous; il veut libérer des dettes et de l'usure la petite propriété paysanne par l'institution de banques agricoles d'Etat, organisant le crédit à bon marché. Il nie la légitimité de la grosse fortune, privilège d'oisifs et de parasites; il souffle la passion égalitaire sur les masses rurales, excite la jalousie des petits propriétaires contre les riches, s'efforce d'éveiller en eux le sentiment qu'ils sont lésés. Il veut réaliser la justice sociale, supprimer la misère, source du vice, par l'abolition de l'iniquité fondamentale : l'inégale répartition des charges. Le pauvre sera exempté de l'impôt qui ne doit être qu'un prélèvement sur le superflu, sur le luxe. Pour être juste, il sera progressif et remplacera tous les impôts antidémocratiques sur les objets de première nécessité; il fonctionnera ainsi comme niveleur économique. Par le droit au travail, l'association, le crédit, la justice fiscale, le travailleur ne sera plus un esclave. — Le journal propose aussi la nationalisation des banques, des assurances, des mines, des chemins de fer, des canaux, qui cesseront d'être des monopoles au profit de la bourgeoisie capitaliste et fourniront à l'Etat des ressources pour le paiement des services publics. Il combat le remplacement militaire, privilège d'argent, et demande un service égal pour tous. Il réclame l'instruction gratuite et obligatoire, condition primordiale de l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière et rurale. Ce programme de *L'Egalité* n'est pas spécifiquement socialiste; nous dirions aujourd'hui : un

programme radical à tendances socialistes. Voilà précisé le « socialisme » du parti montagnard.

Pour l'*Opinion* la prédication des idées d'égalité et de justice sociale, la guerre aux abus et aux privilèges, ne sont qu'un appel aux passions subversives. Exciter la jalousie des classes pauvres, c'est fomenteur la guerre civile, effrayer les capitaux, paralyser le commerce et l'industrie, aggraver la misère, ouvrir la voie aux proscriptions, à l'expropriation, au pillage, au meurtre. Vouloir réorganiser la société, c'est entreprendre contre l'œuvre de Dieu. Et au nom d'un idéal politique et religieux, l'*Opinion* défend l'ordre social avec ses inégalités, ses injustices, avec sa hiérarchie de riches et de pauvres, instigatrice d'effort et de vertu; elle flétrit le matérialisme et l'athéisme des socialistes; elle exalte la religion qui glorifie la douleur et prêche la résignation à l'ordre établi.

Nous trouvons l'expression véhémence de ces deux doctrines dans de nombreux articles de l'*Opinion* et de l'*Egalité*.

L'*Egalité* nie que les souffrances et la misère des travailleurs des champs et des villes soient inévitables et de droit divin. L'affirmation d'une telle fatalité serait à la fois la négation du socialisme et une insulte à Dieu. L'Etat doit combattre l'ignorance et la misère par l'instruction gratuite et obligatoire et l'impôt progressif, acheminement vers l'égalité.

« Electeurs des campagnes, les royalistes de toute couleur ne rêvent aujourd'hui qu'une chose : vous retenir dans l'ignorance et la misère pour que vous ne soyez jamais en état de vous occuper des affaires publiques et de les contrôler... » — « ... L'impôt ne doit peser sur aucun des objets de première nécessité;... ne peut être établi qu'à partir du revenu supérieur aux nécessités de la vie... Qui peut nier la justice de l'impôt progressif ? Il est bien plus facile à celui qui a 15.000 francs de rente de payer 3.000 francs d'impôt qu'à celui qui a 5.000 francs de rente d'en payer 1.000. L'Etat peut puiser l'impôt à 3 sources : 1° Rémunération pour les services publics au moyen des canaux, des mines, des chemins de fer, des postes, des banques; 2° primes d'assu-

(1) Arch. nat. BB 30/358. — Proc. gén. à G. des sc., 12 mai 1849.

rances contre l'incendie, la grêle...; 3° impôt progressif sur le revenu... A l'aide de ces principes on trouverait le moyen de remplacer tous les impôts sur les objets de première nécessité... C'est la base de la démocratie, la consolidation de la République. » (1)

Le 20 juillet, l'*Egalité* passe en revue les adversaires du socialisme.

...Les privilégiés de toute espèce, de la fortune, des honneurs ou du blason; les oisifs...; les petits propriétaires, gens crédules et de bonne foi, auxquels on a fait croire sans peine toutes les calomnies répandues contre le socialisme et qui se figurent que l'on veut le peu qu'ils ont pour le partager; les agioteurs...; toute l'aristocratie financière qui tient dans ses mains les entreprises que l'Etat devrait exploiter et qui ruine, à la Bourse, des milliers de famille, féodalité plus dangereuse et plus oppressive que ne l'était la féodalité nobiliaire; les écrivains aux gages des supôts du privilège, qui retiennent dans leur camp la foule des peureux, des égoïstes et des crédules de toutes les classes, tous ceux qui se figurent avoir quelque chose à perdre...; enfin, toute la partie du clergé qui a fait scission avec l'Evangile... qui a mieux aimé prendre sa part de privilège que de marcher à la tête du peuple, à la conquête de destinées plus heureuses...

De son côté, l'*Opinion* dénonce infatigablement ce socialisme « sournois, perfide, sentimental, indéterminé, sans courage et sans franchise », qui se réclame de la justice contre les abus et les privilèges, et, de son vrai nom, s'appelle « démagogie ».

« Il a régné à toutes les époques honteuses et sanglantes de l'humanité. » La suppression de la misère et du vice par « la réalisation absolue du juste dans l'organisation sociale », ôterait toute grandeur et toute dignité à l'homme. Cet idéal est avilissant; il nous ravit « les austères voluptés de la lutte, les joies de la victoire, tout, jusqu'aux joies non moins saintes du repentir. » Dans son tableau de la société actuelle le socialisme ne montre que « vol, meurtre et prostitution; » il propose d'organiser une société « abjecte et rampante où l'homme sans conscience de ses œuvres, sans responsabilité de ses actes, sans tradition, sans espérance et sans Dieu, ne sera plus qu'un animal... Ce n'est pas là le progrès ! »

« Depuis 18 siècles l'humanité est en possession d'une doctrine qui glorifie la douleur, qui épure la vie et qui apprend à envisager la mort sans terreur... Le socialisme ne sait qu'exaspérer la souffrance humaine... ». — Le 28 juillet, un article alarmiste se fait l'écho des prétendus bruits d'une « journée révolutionnaire ». « L'anarchie ne se tiendrait pas pour battue...

(1) *Egalité*, 9 juin, 14 juillet, 14 août 1849.

Ce serait la 4^{me} couche révolutionnaire, ce que la société, ce que Paris a de plus abject, de plus vil, de plus criminel, quelque chose de plus hideux que les bandits du 13 juin, qui tenterait l'aventure insurrectionnelle. Les associations secrètes ont décrété leur permanence; l'ordre de se tenir prêt à descendre dans la rue est donné; tout est disposé pour l'attaque. Tout ce qui n'est pas absolument du parti de l'ordre, se jette du côté révolutionnaire... Demain, il n'y aura plus que deux grands partis à Paris comme dans les départements : le parti modéré et le parti du renversement social. »

Le 29 juillet, à l'occasion d'une lettre publique du représentant Lagrange à ses électeurs du Gers, l'*Opinion* stigmatise « la torpeur des amis de l'ordre », laisse entrevoir cette peur haineuse de Paris qui éclatera et s'étalera après les élections montagnardes de 1850.

L'absence de relations entre électeurs et élus maintient la province dans une étroite dépendance vis à vis de Paris. Nous ne pouvons agir sur *cette grande officine de révolutions où le sort de toute la France se décide*, que par les représentants que nous y envoyons. Mais à quoi se réduira cette action si nos représentants à Paris ne cherchent pas à se mettre en rapport avec l'opinion publique du département. Cette absence de relations perpétue la torpeur et l'indifférence politiques qui laissent passer toutes les révolutions. Encore si la torpeur était partout; mais tandis que le parti de l'ordre s'endort, le parti du désordre veille. Apathie d'un côté, fermentation de l'autre, voilà la situation de l'esprit public dans presque tous les départements. Tout le monde cependant est pénétré de l'impérieuse nécessité d'appeler à la défense de l'ordre social menacé toutes les forces conservatrices diffuses dans le pays... Pour rendre la santé et la vie à la France il faut la soumettre à une vaste propagande d'idées saines, d'instruction forte et d'enseignements moraux. Il faut, en appelant son attention sur des questions d'intérêt général, secouer cet égoïsme apathique qui la tue.

Le 7 août, une longue diatribe contre Lamartine permet à l'*Opinion* de prodiguer et de renouveler ses anathèmes à la révolution de Février et à la république.

Jusqu'ici la république n'a fait que condamner la société à trembler jour et nuit pour son existence.. Elle n'a réussi à offrir à la famille et à la propriété que périls dans le présent et menaces dans l'avenir. Jusqu'ici, elle n'a su mettre à la liberté, comme à une folle furieuse, qu'une camisole de force... N'importe; Monsieur de Lamartine n'hésite point à s'adorer dans ses œuvres. » Suit un tableau des variations politiques du poète qui « a proclamé la république au mépris des droits de la France,... qui, maintenant que les démagogues ses frères sont dans l'exil ou dans les prisons, a le beau courage de les flétrir si cruelle-

ment... Nous enveloppons dans une commune réprobation tous les hommes qui, pour une part quelconque, ont contribué à jeter la France dans un abîme où elle se débat aujourd'hui... » (1)

Les succès répétés du parti de l'ordre, — élection du 10 décembre, élections à la Législative, répression consécutive à la manifestation parisienne du 13 juin, élection complémentaire du 8 juillet, — expliquent l'audace et la fureur antirépublicaine de l'*Opinion*. Les conservateurs, encouragés, enhardis, sentent qu'ils n'ont plus rien à craindre ni à ménager. Le gouvernement et l'administration mènent avec ardeur la lutte contre le « socialisme ». Le journal conservateur souffle la peur et la haine contre les rouges et aussi contre les républicains modérés qu'il présente comme l'espèce des démagogues la plus dangereuse. Il maintient le parti de l'ordre sur un perpétuel qui-vive en flagellant « les apôtres et les adeptes du socialisme » comme les pires ennemis de la religion, de la famille et de la propriété, en les montrant prêts à fondre sur la société insuffisamment protégée. Il vitupère l'inertie des conservateurs et demande la destitution des fonctionnaires républicains.

**

En septembre, l'*Opinion* réclamait une razzia de fonctionnaires « rouges » et « semi-rouges », créatures du gouvernement provisoire ou de Cavaignac. Il faut en purger l'administration : le maintien des employés et fonctionnaires suspects énerve la défense sociale.

« A l'intronisation de la république, la curée des appétits faméliques, des médiocrités besogneuses, des incapacités les plus notoires, des improbités, avait été grande. Tout ce *caput mortuum* des républicains de la veille et de l'avant-veille, des républicains antédiluviens, les protégés des dictateurs, des proconsuls au petit pied de la localité, du club avaient accaparé en un tour de main tous les emplois, les préfectures, les sous-préfectures et les parquets. » Sous Cavaignac le népotisme, le favoritisme, l'intrigue peuplèrent les mairies de « semi-rouges ». Puis, « avec Louis-Napoléon, toute cette macédoine administrative avait été

(1) *Opinion*, 28, 29 juillet, 7 août 1849.

sinon conservée, du moins, étrangement ménagée. En conservant ce personnel le gouvernement rend son action impossible. Dans certaine ville, le maire est rouge, le sous-prefet tricolore, le procureur demi-rouge, plus ou moins socialiste. Le premier en effet a été nommé par M. Ledru-Rollin ou la commission provisoire, le deuxième par Crémieux. Où sera la communauté d'action pour défendre la société ? Dans ce tohu-tohu administratif, au milieu de renseignements contradictoires, comment l'autorité sera-t-elle éclairée ? Et s'il y avait par hasard à sévir contre ces anciens coreligionnaires, ces anciens clubistes aujourd'hui transformés d'un bout à l'autre de la république en taupinière de conspirateurs, contre ces agents clandestins de la propagande socialiste qui parcourent incessamment les campagnes où ils infiltrent leur poison, ces mêmes fonctionnaires rouges ou semi-rouges ne fermeraient-ils pas quelquefois les yeux. ce qui est à coup sûr la meilleure manière de ne rien voir. Et quand viendra le jour de l'élection, quand il faudra nommer un représentant, un conseiller municipal, un conseiller général, d'arrondissement, ne tremblez-vous pas, hommes de la religion, de la famille, du tien et du mien, à l'idée de l'influence qu'exercent forcément et moralement, dans les comices, tous ces fonctionnaires à double face que vous laissez si imprudemment à la tête de la société ?... Et c'est quand, partout, les administrations municipales vont être renouvelées, quand, dans 18 mois à peine, la présidence elle-même de la république va être remise en question, quand une nouvelle assemblée constituante sera peut-être convoquée, quand, enfin, le socialisme qui nous observe, conspire dans les ténèbres la ruine de la société et ne se flatte d'y parvenir qu'en pervertissant l'esprit public, qu'en amenant les masses à triompher dans les scrutins électoraux, que le ministre dans son incurie persisterait à fermer les yeux à la lumière ? Ce serait alors au président de la république et à la Législative à aviser... »

De tous les fonctionnaires, l'instituteur est le plus exécré du parti de l'ordre qui sent et redoute son influence : par son origine, sa fonction, ses rapports quotidiens et ses entretiens familiers avec les cultivateurs, il peut agir puissamment sur l'opinion des campagnes, l'orienter politiquement en influençant, endoctrinant les paysans; par l'enfant, il prépare l'avenir. *L'Egalité* en exaltant son rôle, en le dressant contre les curés et les royalistes, le compromet définitivement, alarme, irrite et coalise contre lui les conservateurs.

Douze pêcheurs de Galilée, écrit ce journal, ont pris le monde dans leurs filets; 36.000 instituteurs primaires qui s'entendraient entre eux et auraient foi dans la démocratie, pourraient changer l'esprit de la France en éclairant les campagnes sur leurs intérêts, sur les pièges que leur tendent les factions royalistes, sur la valeur des calomnies que les desservants propagent contre les

opinions avancées. Nous n'avons qu'un ennemi : l'ignorance. Faites évanouir cet ennemi et la République est sauvée ! (1)

Nous savons que le rôle d'éducateur politique des classes populaires confié par Carnot aux instituteurs avait scandalisé les bourgeois même républicains et les avait indisposé contre ces minces fonctionnaires, gens de peu ou de rien à leurs yeux. L'administration partageait cette antipathie et cette rancune. Le préfet de Grouchy, dans sa circulaire du 31 janvier 1849, parlait « du poison versé jusqu'au milieu de nos écoles » et du « rôle déplorable auquel on voulait faire descendre les instituteurs ». — Le 3 mai 1849, le Comité supérieur de l'instruction publique de l'arrondissement d'Auch invite les délégués cantonaux à visiter les écoles pour se renseigner sur la conduite politique des instituteurs.

... Frappé des effets produits par les déplorables circulaires du ministre de l'instruction publique après le 24 Février et de la facilité avec laquelle les instituteurs sont entrés dans la voie funeste qui leur était montrée, le Comité recommande à MM. les Délégués de constater si les instituteurs... négligent leurs devoirs pour se livrer à la politique, et surtout à une politique contraire aux idées d'ordre et aux principes sur lesquels reposent la propriété, la famille et la société; si enfin ils ne sont pas devenus les propagateurs des doctrines socialistes et communistes...

Après les élections à la Législature, l'animosité de l'administration se marque par une surveillance plus étroite, plus ombrageuse et renforcée d'inspecteurs spéciaux. Le 7 juillet, le préfet, président du Comité de l'instruction publique, déclare que « ... frappé de la tendance de certains instituteurs à oublier leurs devoirs pour se livrer à la politique... le comité a désigné des inspecteurs chargés d'une surveillance habituelle sur les écoles ». Voici les instructions données à ces inspecteurs :

Sous l'empire de la constitution républicaine et du suffrage universel, il faut que l'instruction pénètre dans toutes les classes de la population, mais... accompagnée des principes tutélaires qui sont la base de la société. Elle doit être le plus puissant auxiliaire de la morale et de la religion; elle doit conduire les citoyens à

(1) *Egalité*, 27 nov. 1849.

l'exercice intelligent de leurs fonctions et droits politiques. Il faut surtout qu'elle les prémunisse contre les suggestions des fauteurs d'anarchie qui exploitent tous les mauvais instincts pour égarer les électeurs, soit en leur présentant des utopies soit en leur faisant des promesses que ni la société ni le gouvernement ne sauraient tenir. Telle est l'éducation populaire que les instituteurs sont chargés de répandre dans les campagnes. Beaucoup l'ont méconnu par leur exemple et leurs leçons; la surveillance sévère des comités les contraindra à remplir plus fidèlement leur devoir... (1)

Ce texte reflète et éclaire les sentiments de l'administration et des conservateurs sur le peuple et les instituteurs. Habitué à considérer les classes populaires comme inaptes à toute opinion politique éclairée et désintéressée, travaillées des pires instincts et convoitises, les bourgeois et le gouvernement considèrent le droit de vote et l'instruction comme deux instruments d'émancipation particulièrement redoutables aux mains des paysans et des ouvriers. Ils veulent que l'instruction s'accompagne d'un enseignement moral et religieux, prêchant la soumission, la résignation à l'ordre établi. Ils craignent que les instituteurs, émancipés ou pervertis par leurs modestes études, sortis du peuple et en contact permanent, familier avec les paysans, ne soient pas disposés à faire de l'enseignement primaire « l'auxiliaire de la morale et de la religion », qu'ils ne deviennent les dupes ou les complices des « fauteurs d'anarchie », exploitant les « mauvais instincts » des électeurs. Il importe de se prémunir contre ce danger par une surveillance étroite et incessante.

L'Opinion mène contre les instituteurs une violente campagne. Le 11 septembre 1849, elle reproduit une longue et emphatique diatribe où Lamartine avait ramassé tous les griefs et les rancunes du parti de l'ordre contre les maîtres d'école.

Ils (les instituteurs) se sont faits les missionnaires de cette nouvelle religion qui consiste à nier Dieu, à diviniser la nature, à adorer le plus brutal sensualisme, à renverser les autels, à arracher les bornes des champs, à supprimer la famille, à disperser le foyer domestique, à renverser la marmite, comme dit

(1) *Rec. des actes adm.*, 1849, n° 24.

le paysan... à mettre la société à la ration comme une compagnie de discipline dans une caserne ou comme une escouade de galériens sur un ponton. Ils se sont constitués les grands prêtres de ce culte de démolisseurs, et ils se sont mis à pérorer comme des inspirés dans toutes les langues politiques qu'ils ne savaient pas. Ils ont fait des harangues avinées sur des tréteaux de cabaret; ils ont écrit des manuels d'expropriation et des évangiles de discorde. Ils ont crié : A bas ceux-ci ! A bas ceux-là, c'est-à-dire : Vive la guerre civile ! Enfin, quand la nation a eu pour la seconde fois à faire sortir de son scrutin sa raison, sa sagesse, son esprit de progrès régulier et de conservation dans son Assemblée législative, les instituteurs ont pris le mot d'ordre et l'inspiration de qui ? de leurs magistrats naturels, des cultivateurs et des trafiquants, pères de famille intéressés à l'ordre ? De leurs maîtres dans l'Université ? de leurs inspecteurs dans les arrondissements ? De leurs magistrats ou de leurs bons conseillers naturels ? Non; de quelques commis voyageurs, colporteurs de démocratie falsifiée et de quelques souteneurs de club, notés de déshonneur, d'ingratitude et de scandale dans les chefs-lieux voisins. Ils se sont faits les facteurs ruraux de ces insensés dont le règne serait la honte, le deuil, l'extermination de la patrie. Ils ont distribué ces listes appelées rouges parce que le bon sens prophétique du peuple sait bien qu'elles sont écrites en teinte sinistre, ces listes dont les noms, inconnus des hommes de bien, semblaient sortir pour la première fois à la lumière comme d'un conciliabule de ténèbres pour étonner ou pour effrayer la patrie... (1)

J'abrège l'invective. Cette page d'une verve insultante et grossière qui rappelle par le ton les brochures de la rue de Poitiers et que l'aigreur de ses déboires électoraux a pu dicter à Lamartine, atteste que chez certains républicains modérés et bourgeois l'antipathie contre l'instituteur ne le cédait pas à celle des conservateurs monarchistes.

En riposte aux diatribes de l'*Opinion*, l'*Egalité* se fait l'avocat chaleureux des instituteurs qu'il appelle au secours et au service de la démocratie :

... Instituteurs, vos intérêts sont dans la démocratie... La réaction vous en veut parce que vous gênez ses criminels projets. Elle vous jette chaque jour le sarcasme, l'insulte, la calomnie à la tête. Elle soudoie la plume d'un écrivain renommé pour vous accuser d'athéisme... Vous, des athées !... Les patrons de l'usure, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du marchandage des sexes, sont les vrais athées. Ils ont fait de leur Dieu, auquel ils ne croient pas mais auquel ils veulent faire croire les autres, un instrument de stabilité pour leur domination matérielle. Dieu, pour eux, c'est la clé de leur coffre-fort, c'est le fossé de leur château, c'est le gendarme de leurs intérêts menacés par le pro-

(1) *Opinion*, 11 septembre 1849.

grès des idées et du temps.... Dans un temps où l'aristocratie avait fait alliance avec le clergé, où le presbytère s'appuyait au château et le château au presbytère, la domination du curé pesait indignement sur le pauvre maître d'école. Simple valet d'église, voué au service du clocher, du lutrin et des burettes, il dévorait en silence les affronts de sa pénible existence, car souvent l'instituteur a de la famille... Le progrès des lumières et la Révolution de Février, lui ont apporté des conditions nouvelles d'autorité en améliorant sont sort. Dégagé de l'action sacerdotale et de la municipalité, l'instituteur était appelé par la victoire du peuple à exercer dans nos communes de France une véritable magistrature d'opinion... Instituteurs, votre faiblesse c'est votre désunion. Entendez-vous pour résister à l'arbitraire des chefs qui trahissent leur mandat. Serrez-vous autour de la loi, de la publicité des journaux et l'on n'osera plus vous frapper. Nous vous adjurons de sauver la République en exerçant sur les campagnes l'influence que seuls vous pouvez exercer. Vous touchez au peuple par votre origine, vos fonctions, vos rapports continuels avec les cultivateurs. Vous parlez leur langue. Par l'enfant vous tenez le cœur du père, de la mère, de la famille. A l'influence du confessionnal vous opposez celle des sentiments. La démocratie n'a pas de meilleurs interprètes que vous dans les campagnes... Veuillez seulement et le règne du privilège est aboli à jamais... La démocratie vous confie ses destinées. Elle vous dit comme Jésus-Christ à ses apôtres : *Ite et docete. Allez et enseignez !* Elle vous donne charge d'âmes... Allez à la liberté, à l'égalité par le suffrage universel et enseignez la fraternité parmi les ouvriers de la terre.

Deux jours plus tard, l'*Egalité* publiait un article véhément d'un instituteur.

...Et nous, instituteurs, sommes-nous moins honnêtes, moins républicains, depuis que Lamartine nous a jetés à la face des ordures ramassées dans les sentines impures de la réaction ?... Ils tremblent !... Ce n'est pas devant une armée de trembleurs que la France républicaine capitulera. Qu'ils s'érigent tous en pourfendeurs socialistes, en Don Quichotte de l'ordre et de la compression ! Qu'ils envoient un Changarnier et un Carlier dans chacune de nos communes de France, accompagnés de petits livres de la rue de Poitiers, qu'ils reprennent la loi Falloux enterrée dans les cartons du conseil d'Etat, qu'ils peuplent les écoles de nos villages d'ignorantins et de nonnes, qu'ils fassent alliance avec tous les égorgeurs du nord et du midi pour assassiner la liberté et ses adorateurs. La France est au-dessus des Jésuites et des mouchards... Soyons les bons conseillers des habitants du village, efforçons-nous de les initier à la vie républicaine... C'est en opposant les saines doctrines aux prédications antisociales et aux infâmes calomnies de tous les jongleurs du grand parti de l'ordre que nous serons vraiment dignes de la République et de la France.

Il est aisé d'imaginer l'effet de pareils articles : ces appels passionnés aux instituteurs, cette exaltation de leur

rôle, l'invitation à s'unir pour résister aux injonctions politiques et aux mesures arbitraires de leurs chefs, ces adjurations véhémentes d'être les sauveurs et les guides de la démocratie, les professeurs de politique républicaine dans les villages, accroissent contre eux l'irritation et l'hostilité du parti de l'ordre et de l'administration qui ne verront plus dans chaque maître d'école qu'un socialiste, un anarchiste ou un factieux.

*
**

La propagande républicaine, active et persévérante, était le gros souci de l'administration qui s'efforça de l'atteindre sous ses deux formes les plus efficaces et populaires : le colportage et la presse.

Les nombreux colporteurs qui parcouraient les marchés et les foires, les villes et les campagnes, cachaient dans leur ballot des objets sévèrement prohibés : almanachs, brochures, livres, chansons, gravures, journaux républicains, lithographies, figurines de démocrates célèbres. Dans chaque localité, les colporteurs connaissaient les rouges, se rendaient à leur domicile pour offrir la marchandise « séditeuse », notamment les almanachs, l'unique lecture de nombreux paysans. Les commissaires, la gendarmerie, l'administration dénoncent à l'envi le danger de cette propagande clandestine. Il faut protéger en hâte les populations rurales contre cette « infiltration des doctrines socialistes, véritable empoisonnement moral du pays » (1). Et la Législative prend d'énergiques mesures de répression et de préservation.

La loi du 27 juillet 1849 exige de tout colporteur et distributeur une autorisation, toujours révocable d'ailleurs, délivrée par le préfet, valable pour le seul département, et un catalogue en double expédition dont chaque feuillet

(1) Actes adm., 1849, n° 17.

numéroté, signé par le préfet, est revêtu du timbre de la préfecture (1).

Les colporteurs s'adjoignent parfois des commis qu'ils dirigent sur divers points du département et qui les rejoignent ensuite. Ces auxiliaires sont parfois leurs propres enfants, des pupilles ou des parents très proches. Leur nom et leur âge figurent obligatoirement sur le brevet d'autorisation. Ils doivent toujours être porteurs d'une copie dûment certifiée de l'autorisation délivrée au colporteur légalement responsable de leurs actes.

Donc, à toute réquisition des magistrats et fonctionnaires publics, et spécialement des juges de paix, maires et adjoints, commissaires de police, agents de police municipale et gendarmes, les colporteurs doivent présenter : 1° l'autorisation préfectorale; 2° le catalogue visé des écrits et livres qu'ils colportent. Ils ne peuvent jamais s'opposer à un contrôle détaillé de leurs ballots de marchandises. Tout livre non inscrit au catalogue ou contraire à l'ordre, à la morale, à la religion doit être saisi. On peut confisquer le ballot entier.

Les contrevenants seront condamnés à un emprisonnement d'un à six mois et à une amende de 25 à 500 francs, sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées pour crimes et délits, soit contre les auteurs et éditeurs de ces écrits, soit contre les distributeurs ou colporteurs eux-mêmes. (Art. 6 de la loi du 27 Juillet 1849).

Un arrêté préfectoral du 10 décembre 1849 prescrit de nouvelles précautions. Pour empêcher les substitutions, le permis de colportage contiendra le signalement du colporteur et le catalogue sera double.

Tout colporteur non autorisé ou nanti d'ouvrages ou emblèmes non compris dans son catalogue approuvé, sera immédiatement traduit devant le sous-préfet ou le préfet; sa balle sera mise en fourrière; son autorisation lui sera retirée; le tout sans préjudice des poursuites de droit (2).

Des circulaires ministérielles et préfectorales étendent

(1) Rec. des Actes administratifs, 1849, n° 17. — *Opinion*, 2 janvier 1850; arrêté du 10 déc. 1849.

(2) Recueil des actes administratifs.. 1849, n°s 27 et 36.

la loi aux journaux et à tous les écrits périodiques. En conséquence, tout vendeur sur la voie publique dans les villes ou dans la campagne, tout distributeur offrant gratuitement des journaux ou écrits périodiques, est astreint aux mêmes obligations que le colporteur.

Une circulaire préfectorale du 5 novembre 1849 assimile l'exercice illégal du colportage à un délit. En effet, la simple contravention, n'autorisant pas une arrestation immédiate, empêche toute répression efficace : les contrevenants, n'ayant pas de domicile fixe, échappent le plus souvent à l'action de la justice, s'ils sont laissés en liberté provisoire. Donc, tout distributeur ou colporteur, dépourvu d'une autorisation régulière, doit être arrêté par les agents de la force publique et conduit aussitôt devant le procureur.

Des doutes se sont élevés sur l'étendue du mot « distributeur ». Le préfet lui donne la portée la plus large et l'applique non seulement aux libraires ambulants, mais à tout distributeur d'écrits, quel que soit le lieu de la distribution ou du dépôt, voie publique, lieux publics, domicile privé. Ainsi, les agents de l'administration ont le droit d'exiger de tout distributeur, colporteur ou dépositaire d'écrits destinés à être distribués, l'autorisation prescrite par la loi du 27 juillet 1849, que la distribution soit gratuite ou non, publique ou faite à domicile.. La circulaire excepte seulement la simple communication d'un écrit lorsqu'on ne peut supposer chez celui qui l'a fait aucune intention de colportage (1).

C'était la confusion voulue, établie par les circulaires préfectorales, entre la distribution et le colportage. Elle permettait à l'administration de frapper les simples particuliers qui distribuaient des écrits républicains et d'atteindre ainsi le « colportage clandestin » signalé par le procureur général dans son rapport du 12 mai 1849 (2).

(1) *Rec. des actes adm.*, 1849, n^{os} 27, 34, 36.— Circ. préfectorales.

(2) Arch. nat. BB 30/353. — Rapport du proc. gén., 12 mai 1849. (Voir ci-dessus, p. 172).

D'ailleurs, pour opérer plus sûrement, tout écrit républicain était déclaré « écrit séditieux » dont la simple communication constituait un délit.

C'est ainsi qu'à St-Clar, un républicain Bruchet et la femme du cafetier Duffau furent poursuivis comme prévenus du délit de distribution d'écrits séditieux : il s'agissait d'une lettre imprimée, signée Bruchet et relative à la dissolution du conseil municipal. Ils furent acquittés à Auch. Mais ce jugement fut cassé et ils furent condamnés à Agen (1).

De mai à décembre 1849, les délits de colportage ne paraissent pas avoir été nombreux. Dans les rapports des commissaires, je n'ai relevé pour cette époque qu'une seule arrestation de colporteur : un Ariégeois, Maurère, fut arrêté le 16 novembre, pour défaut d'autorisation (2).

Le 1^{er} octobre, le préfet interdisait le colportage et la vente de l'*Almanach du Peuple* dont l'éditeur était poursuivi pour délit d'attaque à la propriété et d'excitation au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres (3).

Le 20 décembre, le commissaire de Condom déclare que le colportage a disparu (4).



Le succès de l'*Egalité* inquiète et irrite. Gêné dans sa circulation et sa vente par la répression du colportage, il fut saisi 7 fois en 3 mois et poursuivi en cour d'assises. Préfet et procureur s'efforcent de le tuer à coup d'amendes. D'ailleurs, un journal républicain ne pouvait guère se flatter d'éviter les multiples délits dont le vague et l'élasticité prêtaient à l'application et à l'interprétation les plus arbitraires : *excitation à la haine et au mépris du gouverne-*

(1) Voir ci-dessous, chap. VIII.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Vic-Fezensac, déc. 1849.

(3) Actes adm., 1849, n° 27.

(4) Arch. du Gers. *M. Police*, 1849. — Com. de Condom, 20 déc. 49.

ment, des citoyens les uns contre les autres, attaques à la Constitution, à l'autorité et aux droits de l'Assemblée, au suffrage universel, à la religion, à la propriété, à la famille, offenses au Président, provocation à un attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement, etc. Avec des formules aussi souples et imprécises, toute appréciation sévère, même mesurée, d'un acte administratif ou politique était tenue pour un délit par une administration et des magistrats prévenus et malveillants.

Le premier article qui provoqua la saisie de l'*Egalité* est du 24 mai 1849. Il est intitulé « A bas les Riches ! ». C'est une sortie véhémement contre les riches égoïstes et une riposte à un article de l'*Opinion* du 22 mai où le cri « A bas les riches ! » attribué par le journal *Le Peuple* aux paysans républicains lors du scrutin du 13 mai, était commenté et tourné en diatribe antirépublicaine (1).

Les numéros des 15 et 16 juin qui contenaient le manifeste de la Montagne dénonçant au peuple de Paris et de la province la violation de la Constitution par l'expédition contre la république romaine, avaient été saisis et déférés au parquet (2).

Les numéros des 24 et 26 juillet furent également saisis pour « insultes à tous les pouvoirs et en particulier à ceux de l'Assemblée Nationale, excitation au mépris contre plusieurs classes de la société ». Dans le numéro du 26, on avait incriminé un article furibond contre les « défenseurs de l'ordre » :

Allez ignorants et intrigants... Arrière tous ces satisfaits ! les Repus, les Bedaines vertueuses et tous les égoïsmes luxurieux noyés dans la matière !... Peuple enquiers-toi de la vie de tous ces conservateurs de la misère et de la Prostitution qui prétendent se faire contre nous les sauveurs de la Famille...

Enfin, l'*Egalité* des 13 et 16 août fut encore saisie pour délit d'injures à l'Assemblée.

La saisie de ces sept numéros de l'*Egalité* donna lieu

(1) Voir ci-dessus, p. 195, 196.

(2) Ibid, p. 201, 202.

à quatre procès en cour d'assises, les 18, 20 et 22 octobre 1849. Daulhième, Lamarque et Dubarry, avocats républicains de Condom et Dieuzaide, avocat à Auch, défendirent l'*Egalité* poursuivie pour sept délits :

1° avoir voulu troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres; 2° avoir excité à la haine ou au mépris du gouvernement de la République; 3° avoir attaqué la Constitution; 4° avoir attaqué l'autorité et les droits de l'assemblée nationale; 5° avoir offensé l'assemblée nationale; 6° avoir fait une provocation non suivie d'effets à un attentat ayant pour but de changer le gouvernement; 7° avoir attaqué le principe du suffrage universel.

Le 20 octobre, le procureur requérait contre l'article du 24 mai « A bas les Riches ! ». Selon lui, l'article visait tous les riches; les montagnards étaient les ennemis de la famille et de la propriété, préparaient le pillage et un bouleversement social; tous les systèmes socialistes détruisaient la propriété; la fraternité socialiste n'était qu'un masque. — Daulhième répliqua au procureur que les mots « A bas les Riches ! » ne s'adressaient qu'à la catégorie des riches égoïstes, adversaires de tout progrès social; l'article incriminé répondait alinéa par alinéa à un article de l'*Opinion*, paru la veille et où les républicains étaient présentés comme des misérables et des scélérats. Cet article aurait dû être poursuivi pour excitation à la haine et au mépris d'une classe de citoyens. L'avocat cita des extraits des Evangiles et Pères de l'Eglise où les riches étaient bien plus durement traités que dans l'*Egalité*. Condamner l'*Egalité* serait condamner le christianisme, conclut-il.

Le gérant fut condamné à 6 mois de prison et à 500 francs d'amende.

Le lendemain, 21 octobre, le procureur soutint que les articles de l'*Egalité* du 15 et 16 juin, sur la violation de la Constitution contenaient les délits d'attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement, d'excitation à la guerre civile, d'attaque au suffrage universel et à la Constitution. Les socialistes ont en vue le pillage et le partage des biens, etc. — Dans sa plaidoirie, l'avocat Dubar-

ry prit à tâche de démontrer que, par leur aveuglement, les prétendus défenseurs de l'ordre sont les pires ennemis de la propriété foncière. Par les banques agricoles, l'organisation du crédit, les républicains se proposent de diminuer le taux de l'intérêt afin d'alléger les dettes des cultivateurs. Dubarry démontra que l'expédition romaine constituait une violation flagrante de la Constitution.

Ce second procès valut au gérant 3 mois de prison et 3.000 francs d'amende. Il était condamné aux frais et à l'insertion des arrêts dans 2 journaux de la localité.

Le surlendemain, 23 octobre, le 3^e et le 4^e procès contre l'*Egalité* se terminèrent par deux acquittements.

L'*Egalité* du 24 et 26 juillet était poursuivie pour délit d'insulte au pouvoir de l'Assemblée nationale, délit d'excitation au mépris contre plusieurs classes de la société. Le procureur reprocha encore aux socialistes d'être les adversaires de la famille et de la propriété, de répudier hypocritement les doctrines de Proudhon, Considérant, Fourier, Cabet, afin de rassurer le jury en le trompant. D'ailleurs, Lamartine qui les connaît bien a flétri les socialistes.

L'avocat Lamarque répliqua par une ample démonstration historique de l'antiquité du socialisme. Moïse, Socrate, Platon, Jésus, Jean Huss, Galilée étaient des socialistes. Tout « changement progressif » dans la société est du socialisme : transformation de l'esclavage en servage, du servage en prolétariat, abolition du prolétariat. Le but du socialisme est l'abolition de la misère, des abus, des injustices. Les moyens sont indiqués dans les théories sociales de Fourier, de Proudhon, de Cabet, de Leroux. De toutes ces doctrines, les montagnards retiennent ce qui leur paraît bon : ils sont éclectiques. L'opinion de Lamartine sur les socialistes est très négligeable : il a viré à tous les systèmes, chanté l'absolutisme, réhabilité Robespierre, célébré Louis-Philippe, exalté la Révolution; « maintenant il essaie de patronner le parti jésuite en flétrissant les instituteurs ». Il est impossible de relever dans l'article pour-

suivi un grief soutenable : les deux assertions incriminées, — le télégraphe a été employé pour fausser les élections, la Constitution a été violée, — sont indiscutablement exactes, puisque Léon Faucher a été chassé du ministère pour le premier fait, puisque l'expédition contre Rome a été une violation indéniable et impudente de la Constitution.

Le dernier procès était motivé par le délit d'injures à l'Assemblée, relevé dans deux articles de *l'Egalité* du 13 et du 16 août, où l'on rendait compte des deux dernières séances de la Législative.

Le journaliste y déclarait que les lois sont violées, « que les combattants de Juin, déportés sans jugement, sont victimes d'un violent ressentiment politique; que le Président de la République et ses ministres ne s'inquiètent guère des brèches faites tous les jours à l'édifice de la Constitution,... qu'on musèle partout la presse, qu'on veut l'anéantir afin de l'empêcher d'éclairer les peuples sur ses droits et sur les abus de pouvoir dont ils sont tous les jours victimes..., que le gouvernement fait la guerre aux jeunes nationalités au profit des tyrans... »

Toutes ces déclarations parurent délictueuses au procureur qui joignit l'imprimeur au gérant dans la poursuite. — L'avocat Dieuzaide, dans sa plaidoirie lut des articles du *National* et de *La Presse* où l'Assemblée était singulièrement plus maltraitée que dans les articles de *l'Egalité* (1).

Ces procès politiques avaient agité Auch. Il y eut des manifestations, des chants. Les nombreux républicains, présents à l'audience, accueillirent la condamnation du gérant de *l'Egalité* par les cris de « Vive la République ! ». On chanta la *Marseillaise* dans les rues et sur la place (2). Le gérant se pourvut immédiatement en cassation : Emprisonné le 7 octobre en vertu d'un jugement rendu par défaut en 1848, il fut mis en liberté le 7 novembre (3). Son pourvoi fut rejeté et il subit 9 mois de détention.

(1) *Egalité*, 26 août 1849.

(2) Arch. du Gers. *M. Police*, 1849. — Com. d'Auch, 15-31 octobre 1849.

(3) Le gérant Abadie avait été écroué à Toulouse le 7 octobre 1849, en vertu d'un jugement par défaut du tribunal correc-

Mais on suscita de nouvelles tracasseries à l'*Egalité*. Aux poursuites pour délit d'opinion devant le jury, toujours trop indulgent au gré de l'administration, s'ajoutaient, avec la quasi-certitude d'une condamnation, les procès correctionnels pour infraction aux règlements. Par ce dernier moyen, préfet et procureur s'efforçaient de tuer le journal à coups d'amende, de le contraindre à un deuxième cautionnement et à un nouveau titre (1).

À la requête du procureur, le gérant de l'*Egalité*, Abadie, était cité devant le tribunal correctionnel, le 5 novembre.

Il était « prévenu 1° d'avoir changé les conditions de périodicité du journal l'*Egalité*, sans indiquer, dans la déclaration faite le 29 août dernier, à la préfecture du Gers, les époques auxquelles le dit journal devait paraître et avoir commis la contravention prévue et punie par l'article 6 de la loi du 8 juillet 1828; 2° d'avoir, depuis les déclarations faites, le 1^{er} octobre dernier, à la préfecture du Gers, sans mention du changement dans la périodicité, le 2 octobre dernier, à la préfecture de la Haute-Garonne, avec mention que ledit journal paraîtrait six fois par semaine, publié l'*Egalité* à des époques différentes de celles indiquées dans cette dernière déclaration et d'avoir ainsi commis la contravention prévue et punie par l'art. 6 de la loi du 18 juillet 1828; 3° d'avoir publié le journal l'*Egalité* le 30 octobre dernier et le 1^{er} novembre courant, depuis une condamnation prononcée contre lui en matière de presse, sans avoir satisfait aux conditions prescrites par l'art. 14 de la loi du 27 juillet 1849 et de s'être aussi rendu coupable des contraventions prévues par les articles 4, 6 et 15 de la loi du 18 juillet 1828.

Ce cinquième procès de l'*Egalité* fut jugé le 5 novembre.

tionnel de Toulouse, rendu 15 mois auparavant et le condamnant à 1 mois de prison et 200 francs d'amende : rédacteur de l'*Avenir*, il avait publié 4 ou 5 numéros sans déclaration préalable ni cautionnement. Le journal avait disparu et Abadie avait quitté Toulouse. Le jugement lui fut signifié en son absence et les délais d'opposition expirèrent sans qu'il connut la signification. Emprisonné le 7 octobre, il fit opposition et demanda la liberté provisoire qui lui fut refusée. Il fut transporté de Toulouse à Auch en voiture cellulaire pour paraître aux assises et y répondre des 7 délits relevés contre l'*Egalité*. (*Egalité*, 23 octobre).

(1) Arch. du Gers. *M. Police*, 1849. — Com. d'Auch, 31 octobre — Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* 1-15 Janvier 1852. — Rapport Géraudon. « Tombée sous les efforts du préfet et du procureur de la république, l'*Egalité* reparut avec un nouveau titre, *Le Bien du peuple*.... »

et le gérant Abadie fut condamné à 500 francs d'amende et aux frais (1).

Le sculpteur Zeppenfeld, rédacteur en chef de l'*Egalité*, parcourut le département pour provoquer des abonnements et recueillir des fonds destinés à payer les 4.000 francs d'amende du journal. Le 24 octobre, il était à Vic-Fezensac. Le commissaire note :

Zeppenfeld a passé la soirée du 24 octobre au café des socialistes: Il partit le lendemain pour Jegun et rentra le soir même. C'était pour le cautionnement et les abonnements de son journal. Il n'en partit que le 27 (2).

Les 13 et 14 novembre, nous le trouvons à Mirande où au dire du commissaire, il aurait recueilli 300 francs pour payer les amendes du journal (3). Mais ce genre de collecte est interdit par la loi et l'alerte est donnée à tous les commissaires. Celui de Mauvezin écrit le 3 novembre :

Je n'ai pas eu trace de souscription pour payer l'amende infligée à l'*Egalité*. Cependant si les émissaires passaient, les ouvriers rouges leur donneraient bien quelque somme (4).

Le 5 décembre, Zeppenfeld est encore à Mirande :

...On m'assure, écrit le commissaire, qu'il avait reçu de 2 personnes de la ville 50 francs. Je suis impuissant à fournir la preuve de cette collecte prohibée et je reste désarmé...

Zeppenfeld finit par être poursuivi. Daste, le juge d'instruction de Mirande lance contre lui un mandat d'amener aussitôt converti en mandat d'arrêt. Zeppenfeld subit ainsi plus de 15 jours de prison préventive. Il était « prévenu d'avoir, au mépris de la loi, provoqué des souscriptions pour couvrir le journal l'*Egalité* des frais et amendes judiciaires auxquels il avait été condamné.. ». A l'audience du 4 janvier 1850, le tribunal le condamna à un mois de prison et 500 francs d'amende. Après le jugement, à la

(1) *Egalité*, 4 et 18 nov. 1849.

(2) Arch. du Gers. *M. Police*. — Com. de Vic-Fezensac, 1^{er} novembre 1849.

(3) Ibid. — Com. de Mirande, 18 nov. 1849.

(4) Ibid. — Com. de Mauvezin, 3 nov. 1849.

sortie du tribunal, de nombreux républicains, présents à l'audience, l'entourèrent et l'accompagnèrent avec des démonstrations de sympathie jusqu'à la maison d'arrêt. Breuils, maire de Masseube, qui avait déposé en faveur de Zeppenfeld, fut suspendu pour l'avoir aidé à se procurer de l'argent destiné à payer les amendes de l'*Egalité*. Quand Zeppenfeld sortit de prison, les démocrates de Mirande lui offrirent un banquet (1).

L'*Egalité* succomba sous les amendes, et cessa de paraître au début de décembre, mais reparut en avril 1850, sous le titre de *Bien du Peuple*.

En dépit des saisies, des procès, des tracasseries multiples, l'*Egalité* poursuivait avec succès sa propagande parmi les paysans. Le 6 décembre, le procureur général, dénonçant la diffusion gratuite, dans les campagnes, du journal républicain « rédigé dans un esprit détestable » écrivait :

Il a produit les plus grands ravages.... Ses agents nombreux font dans tout le pays une propagande incendiaire... (2).

**

Le préfet Grouchy, nommé préfet d'Eure-et-Loir, avait quitté le Gers en août. Il laissait de vifs regrets à tous les conservateurs. Sa combativité, ses allures de préfet à poigne, l'aversion des républicains lui avaient conquis la sympathie et la confiance du parti de l'ordre. Peu de jours avant son départ, il avait lu en séance du conseil général un véhément réquisitoire contre le socialisme. L'*Egalité* résumait son administration dans ces deux mots : *provoquer, réprimer* (3). Son successeur, de Magnitot, sous-préfet de Châlon-sur-Saône, arriva à Auch le 13 octobre. Son zèle répressif égalera celui de Grouchy.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Mirande, 5 déc. 1849, 5, 16 janvier, 4 février 1850. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen, 31 déc. 1849. — *Opinion*, 7 février 1850.

(2) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du procureur général d'Agen, 6 et 31 déc. 1849.

(3) *Egalité*, 30 août, 9 oct. 1849.

En ce moment, la presse et le parti conservateur tonnent contre Victor Hugo qui, dessinant son évolution politique, a loué dans le débat sur la question romaine, la fameuse lettre du Président à son cousin, Edgard Ney. Louis-Napoléon y résumait ainsi les conditions du rétablissement du pouvoir pontifical : amnistie générale, sécularisation de l'administration, code Napoléon et gouvernement libéral. Cette sorte d'ultimatum adressé au pape avait vivement froissé les catholiques.

L'Opinion s'était élevé avec vivacité contre la lettre à Edgard Ney parce que Louis-Napoléon y envisageait une guerre européenne profitable à la démagogie.

... Le président pose un cas de guerre... Il va au devant des désirs les plus chers du socialisme et de la démagogie. Qu'importe aux socialistes que vous leur ayez enlevé le droit de se réunir, si vous leur donnez la guerre avec l'Europe ? Avec la guerre ils seront les maîtres du peuple... Après nous être armés pour le catholicisme contre la démagogie cosmopolite, nous serions sur le point de nous armer contre le catholicisme pour la démagogie que nous avons à peine vaincue... Nous sommes décidés à combattre les invitations à une guerre générale... avant-coureur de la république rouge... La France, dans la situation que le socialisme et la démagogie lui ont faite, ne doit plus combattre que pour sauvegarder son indépendance, que pour protéger ses frontières. Sans doute le danger serait alors le même et la république rouge s'empresserait alors comme toujours de venir exploiter notre détresse. Toutefois entre l'invasion étrangère et la république rouge notre choix sera bientôt fait. Il n'y aurait plus qu'à se précipiter contre l'invasion étrangère en se confiant à Dieu pour qu'il nous préserve de la république rouge. Mais affronter cette affreuse alternative pour que le pape amnistie ses proscrits lorsque nous n'amnistions pas les nôtres, pour doter les romains d'un bon gouvernement lorsque nous-mêmes sommes à la recherche d'une semblable merveille, mais ce serait à la fois un crime contre la société, contre la France, contre le bon sens. Une telle politique peut, à l'avenir nous compter parmi ses adversaires les plus résolus. (1)

Le 19 septembre, *l'Opinion* revient à la charge. Elle estime que « notre querelle avec la cour de Gaëte est une question de vanité et de gloriole nationale ». La prétention d'imposer un gouvernement libéral à Pie IX lui paraît absurde.

(1) *Opinion*, 14 sept. 1849.

... Dès qu'on relève le trône pontifical à Rome on a beau faire, c'est un gouvernement théocratique qu'on restaure. Que veut dire dès lors cette sécularisation de l'administration posée comme un principe absolu ? Que veut dire encore ce gouvernement libéral qu'on prétend imposer au Souverain Pontife ? Prétend-on faire du successeur de St-Pierre une sorte de roi constitutionnel obligé de lutter ou de ruser avec des majorités, de composer avec les idoles éphémères de la foule et de courir ainsi toutes les chances attachées à ces royautés si fragiles de nos jours ?... Parce que pour capter misérablement la popularité il faut avoir sans cesse à la bouche les mots de progrès et de liberté, imposerons-nous à Pie IX des projets qui l'ont déjà conduit à l'exil et des libertés qui le conduiront peut-être à l'échafaud ?... Il ne faut pas demander au souverain pontife de cesser d'être lui-même... En résumé, absence complète d'intérêts sérieux pour la France, susceptibilités de vanité nationale qui doivent disparaître dès qu'il s'agit du pape, oubli de la nature et des conditions d'être du pouvoir avec lequel nous traitons; tels sont les éléments du conflit... Et voilà pourquoi nous nous sommes mis sur une pente qui, entraînant la France à une guerre générale, la précipiterait sous le joug de la démagogie. (1)

C'est toujours au péril démagogique que songe *l'Opinion* quand elle redoute dans le parti de l'ordre une scission sur la question romaine.

... Est-ce dans un pareil moment que les conservateurs pourraient se diviser ? Ce serait de leur part un crime de lèse-société s'ils laissaient la démagogie reprendre l'offensive et s'ils affaiblissaient la défense. — Tout ce que les partis démagogiques demandent à la question romaine, c'est un champ de bataille où ils puissent vaincre le parti de l'ordre... Ils s'efforcent de détacher de nous le pouvoir exécutif par d'insidieuses promesses. Ils espèrent, en passionnant l'opinion pour une frivole question de vanité nationale, dissimuler sous les dehors d'un patriotisme menteur les manœuvres de leur détestable ambition. Il est un danger devant lequel la France doit tout oublier : c'est le triomphe de la Montagne (2).

E' *l'Opinion* gémit sur la rupture imminente de la majorité et du président de la République, attaque le discours de Victor Hugo « s'inspirant des plus pures doctrines de la Montagne lorsqu'il dit que le pire ennemi de la papauté... c'est l'esprit clérical, que le *Motu proprio* est un soufflet pour la France ». *L'Opinion* traite Victor Hugo de renégat et attribue son apostasie au désir d'être ministre.

Dans un discours passionné, Montalembert avait répliqué

(1) *Opinion*, 19 sept. 1849.

(2) *Opinion*, 4 oct.

à son ancien ami, Victor-Hugo. Ces débats agiterent vivement l'opinion. Les discours de Montalembert et de Victor Hugo furent reproduits et longuement commentés dans la presse et les milieux politiques. Dans le Gers, *l'Egalité* ouvre une souscription pour répandre le discours de Victor Hugo et de Mathieu (de la Drôme); *l'Opinion* se propose de donner la publicité la plus étendue au discours de Montalembert.

*
**

Au milieu de ces polémiques, une vive alerte : le ministère O. Barrot est renvoyé. Le 31 octobre, le Président annonce un nouveau cabinet d'hommes effacés, mais dévoués à sa politique et à sa personne. C'est la rupture avec la pratique parlementaire et une tentative de gouvernement personnel. Le parti de l'ordre est consterné; la presse conservatrice jette un cri d'alarme et de malédiction contre le président : comme après Février, il faut se méfier du pouvoir, redouter ses entreprises et ses alliances (1). Mais cette effervescence s'apaise vite; la déclaration ministérielle rassure la majorité conservatrice par la promesse de lutter contre « l'anarchie », de « dompter les mauvaises passions » et d'affirmer « le principe religieux ».

Que nous importe, s'écrie *l'Opinion*, que le Président semble nous désigner à l'indignation de la France, si son ministère n'en fait pas moins bonne guerre au socialisme et à la démagogie, s'il ne leur prête pas un appui hypocrite, s'il ne leur vient pas en aide en jetant la désunion dans la majorité, s'il consacre tout ce qu'il a de dévouement au salut du pays ? Sur la foi de ces espérances, nous nous efforcerons d'oublier le message du Président pour ne nous souvenir que du message des ministres. — « Le message est-il une rupture avec la majorité ? Non. Le message dit à la majorité : Je veux gouverner selon vous, « mais je veux gouverner. » Le programme ministériel ajoute : « Je veux gouverner avec vous, jamais contre vous. » (2)

Le ministère se pose aussitôt en gouvernement de défense sociale, bien résolu à lutter contre « les doctrines

(1) *Opinion*, 4 nov. 1849.

(2) *Ibid.*, 6 et 9 nov. 1849.

subversives ». Il organise une méthode de compression politique qui accentue la campagne antirépublicaine. Par des circulaires et des instructions confidentielles, les ministres prescrivent aux fonctionnaires de leurs départements la surveillance politique de leurs subordonnés et la lutte contre les adversaires du gouvernement présentés comme les ennemis de la société. — Le ministre de l'intérieur, F. Barrot, demande aux préfets, « les premiers soldats de l'ordre », des rapports confidentiels sur la situation politique de leur département et les mesures les plus propres à maintenir « l'ordre ». Les préfets exigent à leur tour des commissaires de police un rapport bi-mensuel et détaillé sur l'état politique et moral de leur canton. — Le ministre de la guerre, le général d'Hautpoul, confie à la gendarmerie la surveillance politique des fonctionnaires (1). — Le ministre des finances veut qu'on lui signale les agents « infectés par les doctrines subversives du socialisme ». — Rouher, le ministre de la justice, prescrit aux procureurs généraux un rapport mensuel contenant « un exposé sommaire de tous les faits politiques... délits de presse, organisation de sociétés, création de journaux, menées sourdes ou apparentes des partis », des notes politiques sur les magistrats amovibles et même sur les autres fonctionnaires (2).

Ainsi, une inquisition politique impitoyable, minutieuse,

(1) Arch. de la guerre. *Corresp. gén., déc. 1850*. — Note sur le service de la section de la sûreté générale. (Classée dans la *corresp.* du 1^{er} déc. 1850). Cette section, organisée par le général d'Hautpoul en novembre 1849, recevait les rapports politiques des généraux commandant les divisions militaires, des colonels de gendarmerie et de leurs subordonnés. Elle signalait aux divers ministères « les fonctionnaires ou agents du gouvernement dont l'autorité supérieure devait redouter et combattre la mauvaise influence ». De novembre 1849 à fin novembre 1850, 4000 fonctionnaires ont été dénoncés aux ministres de l'intérieur, des finances, des travaux publics, de l'instruction publique, de la marine, de la justice.

(2) Les rapports politiques des procureurs généraux (1849-75) sont conservés aux Archives nationales, classés par ressort de cour d'appel sous la cote *BB 30/ n^{os} 358-390*. (Pour le Gers, cartons 358 et 370).

incessante, s'étend à tous les départements et le gouvernement n'est plus qu'une vaste police. La lutte contre les doctrines et le parti républicain ira s'aggravant, nonobstant le désaccord et les fréquentes querelles du président et de la majorité monarchiste.

Dans le Gers, la campagne antirépublicaine aboutit à une dictature administrative. Le préfet s'efforce d'écraser la propagande démocratique par une surveillance répressive étroite, agressive, par une application attentive et souvent arbitraire de toutes les lois et mesures de compression. Commissaires, gendarmes, juges de paix, maires conservateurs, lieutenants et capitaine de gendarmerie, substituts, procureur général, recteur, sous-préfets et préfet forment le personnel énergique et décidé de la répression antirépublicaine. Une surveillance politique, serrée et méthodique, s'organise dans tout le département. Commissaires et agents de police, gendarmes et brigadiers, en contact fréquent ou permanent avec la population, notent dans leurs rapports ou procès-verbaux tous les délits politiques et contraventions, tous les propos et faits d'allure politique : conversations, racontars, chants, cris, banquets, réunions, élections, déplacements de représentants ou de militants républicains, conduite des fonctionnaires, attitude des divers partis, pronostics électoraux etc., le tout entremêlé de commentaires personnels et de diatribes politiques. Avec les renseignements des gendarmes et des brigadiers les juges de paix composent leurs rapports au procureur qui centralise ainsi les informations politiques des divers cantons et adresse à son tour un rapport au procureur général d'Agen tenu de fournir au garde des Sceaux un rapport mensuel sur la situation politique de son ressort. — Les lieutenants de gendarmerie reçoivent des brigadiers et gendarmes les renseignements politiques qui alimentent leurs rapports au commandant de la gendarmerie du département ou au colonel de la légion qui adresse à son tour de fréquentes communications politiques au ministre de la guerre. — Les commissaires de police envoient des

rapports de quinzaine au préfet qui les complète et les contrôle par les rapports des sous-préfets et des maires, rédige ensuite, à l'aide de ces informations, sa correspondance politique avec le ministre de l'intérieur.

Avec un pareil système de surveillance et d'information rien n'échappe au gouvernement ni à l'administration. Tous les délits et les manifestations politiques, les menées du parti républicain, sont signalés par le procureur général, le préfet, le colonel et les commandants de gendarmerie, les commandants des divisions militaires aux trois ministres de l'intérieur, de la justice et de la guerre qui exercent une surveillance politique générale. Pour serrer les mailles du filet policier qui enveloppe le pays, chaque ministre communique à ses collègues tout ce qui intéresse particulièrement leur département, notamment les dénonciations de fonctionnaires taxés d'insouciance politique ou suspects de républicanisme, afin qu'ils prennent des mesures, prescrivent une enquête ou une surveillance particulière sur le fait ou le personnage signalé. Une note du ministère de la guerre nous apprend qu'en un an, de novembre 1849 à novembre 1850, la section de la sûreté générale, organisée par le général d'Hautpoul, a expédié aux divers ministères 800 lettres relatives à la surveillance politique. Enfin, le départ pour Paris d'un républicain militant est toujours signalé au préfet de police.

Sur les rapports du procureur général d'Agen, le ministre de la justice a signalé le lieutenant de gendarmerie de Mirande, le brigadier de Condom, au ministre de la guerre, le commissaire et le maire de Mirande au ministre de l'intérieur, deux instituteurs au ministre de l'Instruction publique, deux agents-voyers et les facteurs de l'arrondissement d'Auch au ministre des travaux publics. De son côté, le ministre de la guerre signale au ministre de l'intérieur le maire de Bassoues, Vidaloque, organisateur d'un banquet « socialiste » et le maire de Marcillac; au préfet de police Carlier il annonce l'arrivée à Paris d'un jeune démocrate de Condom, Noulens. Le mi-

nistre de l'intérieur demande à son collègue de la guerre le déplacement du brigadier de Marciac, de la brigade de Condom (1).

La correspondance politique de tous les agents de la répression est la source principale de l'histoire de la réaction sous la Législative. Elle en décrit l'esprit, la méthode et les détails d'application, tandis que les journaux ne fournissent souvent que des faits incomplets, inexpliqués ou systématiquement défigurés. La lecture de tous ces rapports laisse l'impression d'une lourde compression. C'est la suspicion, l'espionnage et la délation pesant indistinctement sur tous les citoyens. Les hommes les plus inoffensifs, ceux qu'on imagine le mieux protégés par leur situation sociale, leur passé ou l'éclat de leur dévouement à la politique conservatrice, n'échappent pas toujours à la surveillance ni même au soupçon. Tout porte ombrage : les cafés, les réunions, les journaux, les gardes nationales, les sociétés, les réjouissances publiques, l'arrivée d'un personnage politique. L'œil et la main de la police sont partout.

Tous ces rapports politiques sont intéressants par l'esprit qu'ils révèlent. Le ton haineux, violent, injurieux, atteste que les agents de la répression ne tiennent par le parti montagnard ou « socialiste » pour un parti légitime. Les républicains sont désignés couramment par des périphrases flétrissantes : *les éternels ennemis de l'ordre, les ennemis du repos public, les ennemis de l'ordre, de la morale, de la religion, de la famille, de la propriété; hommes naturellement pervers, dévorés d'orgueil et d'ambition, agents incorrigibles de désordre*. On leur oppose les *hommes d'ordre, les honnêtes gens, les gens de bien, les braves gens*. Pour le parti de l'ordre, les républicains, ouvriers et paysans, sont des individus pervers, incapables d'idées générales

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Min. de la justice à min. de l'int. 19 janvier, 28 février 1850, mai, 4 nov. 1851; — à min. de la guerre, 28 février 1850; — à min. de l'inst. publique, février et mai 1851; — Min. de l'int. à min. de la guerre, mai, 5 août, nov. 1851. — Arch. de la Guerre. *Corr. gén.* 1849-51. — Min. de la guerre à préfet de police, 7 déc. 1849; — à min. de l'int., 4 et 28 août 1851.

et de sentiments désintéressés, ne rêvant qu'expropriations, meurtre ou pillage; leurs chefs bourgeois sont des déclassés, des ambitieux aigris, sans scrupules, des chefs de bande qui, masquant d'une doctrine leurs appétits grossiers, ne reculeront pas devant un bouleversement social pour satisfaire leurs rancunes ou leur ambition. Cette opinion sur les républicains explique la violence du conflit entre conservateurs et démocrates.. Un large fossé d'incompréhension les sépare. L'administration et les magistrats s'imaginent défendre l'ordre, la morale et la société en luttant contre les républicains assimilés à des malfaiteurs de droit commun. Pour ces raisons, ils n'apporteront dans la répression ni hésitations, ni scrupule.

Il nous reste à décrire la surveillance et la répression politiques dans le Gers, de novembre 1849 au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Pour mettre un peu d'ordre et de clarté dans cette étude, nous examinerons successivement les divers aspects de cette réaction antirépublicaine : le rôle des commissaires de police, les agents principaux de la répression; la surveillance politique à l'endroit des fonctionnaires, des républicains, des lieux publics, des sociétés, des gardes nationales, du colportage et des journaux; le conflit entre l'administration et les municipalités ou maires républicains; la répression des manifestations républicaines, banquets, réunions, cris, chants, propos, emblèmes séditieux; les opinions et les partis politiques.

CHAPITRE VII

Les républicains et la surveillance politique.

(Novembre 1849-2 décembre 1851)

I. Les commissaires de police. — Chaland à Saint-Clar, Vic-Fezensac, Mirande. — Lacassagne à Auch. — Commissaires de Vic-Fezensac, Lectoure, Fleurance, Mauvezin, Gimont, Mirande, Condom, Eauze, Samatan. — II. Surveillance réciproque des divers agents de la répression. — Les représentants républicains. — Les militants montagnards. — Les perquisitions. — Les fonctionnaires et employés. — III. Les instituteurs. — La révocation de Bazerque.

I.

Les agents les plus actifs de la répression sont naturellement les commissaires de police, opérant sous l'autorité immédiate du préfet qu'ils renseignent directement. Les archives du Gers possèdent 243 rapports politiques des commissaires, d'octobre 1849 à décembre 1851. Cette correspondance intéresse les 11 principaux cantons : Auch, Condom, Lectoure, Mirande, Samatan, Saint-Clar, Fleurance, Mauvezin, Gimont, Eauze, Vic-Fezensac.

Depuis octobre 1849, les commissaires sont tenus d'adresser au préfet un rapport de quinzaine sur « la situation politique, économique et morale » de leurs cantons. Ces rapports policiers, presque exclusivement politiques, contiennent des renseignements sur la surveillance politique, sur l'opinion, les républicains, les fonctionnaires, les cafés, les sociétés, les manifestations et propos d'allure politique, la propagande des partis, les élections. Quelle confiance peut-on accorder à ces documents ? Comme il s'agit de témoignages policiers, le premier mouvement est d'en contester la véracité, l'impartialité. On ne saurait, en effet s'y fier entièrement. Les faits y sont souvent obs-

curcis, parfois dénaturés, sous un amas d'injures et de déclamations; une mise au point est nécessaire. Pour le préfet et par ostentation de zèle, les commissaires se mettent en frais de style. Ils s'inspirent de la rhétorique vitupérative des journaux conservateurs : il n'est question que de *factions rouges*, de *doctrines subversives* et *démagogiques*, d'*orgies révolutionnaires*, de *séides révolutionnaires*, d'*anarchistes*, etc. La plupart, d'esprit très fruste, tiennent mal la plume et écrivent en charabia. Notons aussi que l'obligation de fournir un rapport par quinzaine a conduit parfois les commissaires à dénaturer, grossir, dramatiser des incidents futiles de la vie locale pour trouver matière à récit, sous peine de passer pour tiède ou incapable. Aussi, certains rapports ne contiennent que des faits insignifiants, des racontars, des niaiseries. Toutefois, à travers ces récits passionnés ou maladroits ou injurieux, sous un fatras de diatribes et d'invectives, on démêle des faits exacts, intéressants, souvent confirmés par les rapports ou procès-verbaux de gendarmes et de brigadiers, — documents plus probes et plus sûrs, — par les renseignements émanés des juges de paix, procureurs, maires et sous-préfets, par les récits des journaux et les comptes-rendus des procès politiques. Au total, ces rapports policiers, rédigés avec gaucherie et une violence injurieuse, mais contrôlés et complétés par les témoignages écrits des autres agents de la répression, offrent un tableau détaillé et intéressant de la vie politique dans le département. Leur violence elle-même a un intérêt historique : injures et déclamations attestent l'ardeur de la réaction antirépublicaine. Mais le principal mérite de ces documents policiers est de nous renseigner sur les procédés et l'étendue de la surveillance politique, sur l'état d'esprit des agents subalternes de la répression.

Presque tous les commissaires sont d'anciens militaires ou gendarmes, peu instruits, façonnés à l'obéissance passive, d'intelligence et de conscience médiocres. L'infériorité de leur situation matérielle garantit leur docilité, ex-

plique leur zèle. Ils sont dans la gêne, parfois dans la misère. Le commissaire Revel est un pauvre diable, chargé d'une mère et d'une femme infirmes, avec une pension annuelle de 336 francs pour 37 ans de service et 3 campagnes. Le commissaire d'Auch, Lacassagne, qui croit avoir perdu la confiance du préfet, lui écrit :

Rendez-moi votre estime indispensable à mon existence ou éloignez-moi. Quelle que soit votre décision, n'oubliez pas que je suis père de 4 enfants, que j'ai 22 ans de service militaire et 10 ans de service civil et que je suis sans fortune. (1)

Le commissaire de Samatan se plaint de l'insuffisance de son traitement. Il a à sa charge une mère infirme. Il supplie qu'on ait pitié d'un ancien militaire de l'Empire (2).

Une pareille dépendance matérielle interdit à ces agents politiques toute hésitation, toute résistance. D'ailleurs, l'administration est impitoyable. Ne se montrent-ils pas assez dociles, assez énergiques ou capables d'arbitraire ? Refusent-ils de se faire persécuteurs ou tracassiers à la demande du préfet ou du sous-préfet ? Ils doivent s'amender vite, sous peine d'être écartés. — Le commissaire de Lectoure rédige des rapports modérés, accusant quelque souci d'impartialité. Voici le ton :

« Le pays est généralement républicain, démocrate, assez avancé en opinion, rejetant loin de lui les idées communistes, incapables de faire aucun acte révolutionnaire. » — « Le dimanche, 4 novembre, dans le café du Commerce, plusieurs jeunes gens se sont livrés à des chants patriotiques, mais ils n'ont procuré (sic) aucun désordre. » — « Les élections municipales ont eu lieu le 11 courant. Les sept républicains démocrates ont été élus, presque à l'unanimité, sans concurrents... » (3).

Ce langage tranquille déplaît. Il témoigne de peu de zèle. Le commissaire est écarté. — Le commissaire de Vic-Fezensac, Bertrel, harcelé sans répit par les remontrances de l'administration, a compris ce qu'on attendait de lui. Excédé, il écrit :

(1) Arch. du Gers. *M. Police*, 1850, Commis. d'Auch, 2 avril 1850.

(2) Ibid. — Commis. de Samatan, 18 oct. 1850.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Lectoure, 18 novembre 1849.

L'ordre est partout... Cet état de choses impatient certaines gens qui, masquant d'une fausse dévotion pour l'ordre des animosités personnelles ou des vues d'intérêt privé, seraient charmées de trouver en moi un instrument propre à les satisfaire. Je devrais irriter continuellement les passions afin de les pousser à descendre dans la rue. Homme de calme, de modération, de conciliation avant tout, c'est la voie dans laquelle je veux rester tant qu'on ne me forcera pas d'en sortir... Surveiller et contenir les ennemis de l'ordre, oui ! mais me poser en agresseur, en agent provocateur, jamais ! En présence des défiances dont je me vois l'objet, j'avais besoin de ces explications.

Désespérant de satisfaire aux exigences de l'administration, il écrit son dernier rapport avec la franchise d'une conscience qui se libère :

... Puisque je suis encore en pied, je vous dois mon rapport de la première quinzaine de ce mois et, comme tous les précédents il contiendra la vérité et rien que la vérité. J'affirme donc aujourd'hui que cette commune est admirable d'ordre, de calme, de tranquillité... Les lieux publics se renferment dans les droits que leur accordent les règlements. Lorsque je m'adresse à des hommes, je leur parle en homme, je leur parle comme à des hommes, et non comme à des chevaux. Au lieu de la brutalité qui indispose et pousse à la rébellion, je commence par communiquer le sentiment de l'autorité qui commande l'obéissance... (1)

Il est à peine besoin d'ajouter que ce commissaire fut immédiatement destitué. — Voici un autre exemple curieux et typique. Le commissaire de Mirande, Ferrière, écrit le 24 octobre 1849 :

... Le travail ne va point; les ouvriers d'état sont souvent sans ouvrage; on est franchement attaché à la République.

Le sous-préfet se méfie; il soupçonne le commissaire, homme du pays, de faire écrire ses rapports par le secrétaire de la mairie, candidat républicain au conseil général.

En disant que les ouvriers d'état sont sans ouvrage, écrit-il au préfet, le commissaire a voulu exprimer un vague attachement à la classe ouvrière dans un but électoral.

Le 4 novembre 1849, le commissaire déclare à nouveau que la population est franchement « dévouée à la République » blique et à la Constitution, amie de l'ordre et soumise « aux lois ». Le dévouement à la République et à la Cons-

(1) Arch. du Gers *M. Police*, 1850. Commis. de Vic-Fezensac, 31 oct., 15 nov. 1850.

titution ! Décidément, cela dut paraître au préfet un comble d'impudence ou de naïveté. Le sous-préfet écrit, le 6 décembre, que le commissaire n'a pas compris les observations à lui faites, qu'il est incorrigible et constitue « un véritable contre-sens de la situation qu'il occupe ». Le malheureux, menacé de révocation, s'applique à recouvrer les bonnes grâces de l'administration. La rédaction de ses rapports accuse un effort sérieux dans ce sens; ils sont plus abondants et contiennent de larges emprunts au vocabulaire conservateur. Le commissaire parle maintenant de « socialisme », de « faction rouge », de « queue du parti rouge ». Il promet de veiller jour et nuit pour surveiller « messieurs les socialistes ». Il n'est plus question d'attachement à la République (1). Mais c'est en vain. Il ne réussit pas à dissiper les défiances et il disparaît en juillet 1850. Révoqué ? Déplacé ? Certainement disgrâcié. Et c'est Chaland qui lui succède.

*
**

Celui-là est un vrai maniaque du soupçon et de la délation. Il mérite une mention spéciale. C'est un tape-dur fat, provocant, maladroit. Disons d'abord qu'il a une excuse : sa bêtise qui est prodigieuse. La pensée de coopérer à une œuvre de salut public, à un sauvetage social, grise cette pauvre cervelle. Infatué de sa mission, il ne connaît ni scrupules, ni mesure, et, il exécute, en l'aggravant, la consigne reçue. A ses yeux, tous les républicains sont de dangereux démagogues, des êtres pervers, des scélérats envers qui tout est permis, et il se livre contre eux à d'incessantes provocations et vexations, à de véritables brimades. Le Préfet, qui avait fait de cet agent de police de Châlon un commissaire de police dans le Gers, s'est contenté, lorsqu'il était trop compromis et devenu impossible,

(1) Arch. du Gers. *M. Police*. — Commis de Mirande, 24 oct. et 4 nov. 1849, 1^{er} avril, 17 mai, 17 juin, 16 juillet 1850; — sous-préfet à préfet, 26 oct., 6 déc. 1849.

de l'envoyer sévir ailleurs. C'est ainsi que dans une seule année nous rencontrons ce commissaire à Saint-Clar, à Vic-Fezensac, à Mirande. Il envoie de longs, longs rapports rédigés avec autant de fantaisie dans le style que dans l'orthographe (1). Ce ne sont que déclamations, accusations, procès-verbaux, dénonciations. Il écrit en matamore :

Je suis installé depuis hier et mon arrivée a produit un effet de crainte merveilleuse sur la population de cette localité... — « ... Vic-Fezensac jouit d'une tranquillité parfaite. Je suis entièrement maître de la population qui était contraire à l'esprit du Gouvernement. Plus de conversations politiques comme auparavant. Vous trouverez vous-même étonnant, Monsieur le Préfet, un pareil changement, cette tranquillité revenue comme par le don d'une magie... » — Tous les autres individus qui me sont signalés se tiennent tranquilles. Ce n'est que la crainte de moi qui les tient dans l'immobilité. Je vous promets, Monsieur le Préfet, que je leur mène la vie très dure sans me compromettre. » — « Mon canton est tranquille, mes administrés me craignent d'une manière extraordinaire. » — « ... Je dois vous dire que ma réputation effraie tous les démagogues qui exercent la propagande. Ils font le tour de Mirande, mais ils ne viennent pas dans cette ville de peur de devenir ma proie et celle de la justice » (2).

Ces hâbleries se retrouvent dans la plupart des rapports

Il dénonce infatigablement, maires, instituteurs, fonctionnaires républicains, tous les démocrates, jusqu'à des ecclésiastiques. Dix personnes sont signalées dans son rapport du 26 décembre 1849 (Saint-Clar), quinze dans celui du 30 décembre (Saint-Clar), dix dans celui du 3 janvier 1850 (Saint-Clar), sept dans celui du 7 janvier (Saint-Clar), huit dans celui de juin 1850 (Vic-Fezensac), etc.

Ces renseignements, écrit-il le 1^{er} juin 1850, ne sont donnés par des gens notables qui sont tout à la fois des amis de l'ordre, de la religion, de la famille, de la propriété.

Il accueille les soupçons les plus absurdes. Rien n'arrête sa rage dénonciatrice. Il écoute aux portes des maisons. Il entre brusquement chez les cabaretiers et débitants pour interroger les personnes présentes. Ce sont alors d'inter-

(1) J'ai rétabli l'orthographe dans les citations.

(2) Arch. du Gers. *M. Police*, Commis de Vic-Fezensac, St-Clar, Mirande, 21 mars, 1^{er} juin, 24 janvier, 16 août 1850.

minables dialogues qu'il consigne dans des rapports supplémentaires (1). Il fait « sa ronde habituelle dans tous les endroits suspects à la société ». Il entre en lutte ouverte avec les municipalités et les maires dès qu'ils lui résistent (2). Il passe son temps à dresser des procès-verbaux sous d'extravagants et mensongers prétextes : attroupelements, chants séditeux, injures envers l'autorité. Il n'obtient que des acquittements et est publiquement convaincu de mensonge. Cela ne le décourage pas d'ailleurs, et il multiplie les arrestations et perquisitions arbitraires. Ces provocations et vexations continuelles indisposaient violemment les populations et agitaient les villes. A peine arrivé à Mirande, ce commissaire, par son zèle inintelligent, provoque une bagarre. A cette occasion, sept républicains furent emprisonnés et, d'ailleurs, acquittés aux assises, après 3 mois de prison préventive. *L'Ami du Peuple*, poursuivi pour avoir signalé les exploits du commissaire à Vic-Fezensac, fut également acquitté par le jury (3).

La lecture de ses rapports est suggestive : elle donne une idée exacte de l'inquisition policière organisée contre les républicains du Gers sous la Législative.



Chaland a été commissaire à St-Clar, de décembre 1849 à février 1850.

Il écrit le 26 décembre 1849 :

Dimanche dernier, 23, à 11 h. 1/2 du soir, j'ai arrêté et mis à la prison municipale et le lendemain fait conduire à Lectoure pour être à la disposition de M. le Procureur de la République : 1° Beauch Alex, jeune étourdi de 19 ans, qui prétend que bientôt les rouges auront le dessus et qu'il veut à toute force lui aussi avoir des métairies; sa mère est morte le journal rouge à la main et avec le regret de ne pas avoir pu rouler carrosse pendant son vivant; elle est morte sans confession, et, lui, est déjà sous l'inculpation d'avoir menacé et provoqué un prêtre dans l'exercice de ses fonctions et même en chaire. 2° Grabias Alex., homme rassis de 40 ans, mais consumé par le liquide que les rou-

(1) Arch. du Gers, *M. Police*. — Commis. de St-Clar, 6 et 24 janvier 1850.

(2) *Ibid.* — Com. de Mirande, oct., nov. 1850.

(3) *Ami du Peuple*, 14 juillet, 14 août 1850.

ges lui font boire et se servent de lui pour prendre face au premier rang des scènes scandaleuses. Celui-ci a déjà subi un jugement en simple police pour tapage nocturne. 3° Canteloup, jeune socialiste de 20 ans, qui ne s'occupe entièrement qu'à faire de la propagande et à composer des espèces de chansons que je n'ai pu encore saisir; il est très dangereux par ses maximes. Tous trois sont natifs et domiciliés à St-Clar. Les cris de ces individus sont de *Vivent les Rouges et à bas.....* Les menaces sont : « Si vous me f..... dedans, bientôt nous vous éclaircirons vous et tant d'autres qui ne s'en doutent pas et qui sont plus que vous ». Ces menaces ont été proférées à quatre reprises, accompagnées de quelques grincements de dents au commissaire qui les a arrêtés. Je vous signale comme très dangereux Derbon instituteur à Mouroux : il a fait courir une pétition pour abonner une partie des gens de sa commune au journal l' *Egalité* en remplacement de celui de l' *Opinion*. Idem, le nommé Montaubéric, maire de la susdite commune, comme attirant chez lui pour y causer politique tous les Rouges de l'endroit. Idem, le nommé Dupin, maire suspendu d'Astramiac... Idem, même commune, Sommabert, instituteur très dangereux pour ses mauvaises maximes. Idem, Capéran, instituteur de St-Clar, extraordinairement rouge, mais se retenant beaucoup. J'ai aperçu déjà subitot M. l'abbé (1) aller incoguenitot (sic) à la campagne; je l'observe spécialement. Arriette, ex-percepteur, quoique ayant toujours ces mêmes idées a changé de face et de conduite; il est très restreint. Clamens fait courir le bruit qu'il veut renvoyer la société qu'il a chez lui, mais je ne m'y fie pas et je le surveille bien plus spécialement encore. J'ai appris par la rumeur publique qu'ils ne disaient rien parce que la femme au sieur Duffaut, fils, cafetier, était malade; mais ma conviction est qu'ils ont plus peur que d'envie d'être sages. — Tous les individus qui me sont signalés sont d'une tranquillité parfaite jusqu'à présent, mais non par bonne mœurs, mais par crainte. Voici deux couplets de chansons qui m'ont été signalés, mais que l'on ne chante pas et que l'on a chanté ci-devant :

Oh toi ! président de notre république
Tous tes hauts faits sont gravés dans nos cœurs
Tu as dissous par un décret inique,
Des conseillers pleins de zèle et d'ardeur.

Refrain : Drin, drin, drin...

Nous ne voulons plus de ces machines provisoires
Nous ne voulons plus de ces bouchons de trou de c... (2)

Le 1^{er} janvier 1850, à 11 heures du soir, Chaland a surpris quelques propos entre Mainville, boulanger-cabaretier, et

(1) L'abbé Dabadie, vicaire de St-Clâr, — « bien connu pour ses opinions socialistes très prononcées », écrit le maire de Pessan. — Arch. du Gers. *Municipalités* 1834-52. Maire de Pessan à préfet, 1^{er} février 1850.

(2) Le conseil municipal de St-Clar avait été dissous et remplacé par une commission provisoire nommée par le préfet.

Filhol, ex-agent-voyer révoqué pour opinion politique : ils se plaignaient des impôts et de l'ex-percepteur Arriette. Ces propos ont paru insignifiants au maire et au juge de paix qui ont vainement dissuadé Chaland de les consigner dans un rapport. Le même jour, le commissaire signale l'organisation d'une société secrète à St-Clar et il en désigne les promoteurs. Le 4 janvier, il a dressé 3 procès-verbaux contre Bruchet Amable fils, ex-conseiller municipal, Rouède, ex-maire, Dauriol, ex-adjoint, « pour avoir insulté, coudoyé et frappé le gendarme Casagne, commandé de service par son brigadier ».

Le 2, il a verbalisé contre : « 1° Aylies Joseph, déjà condamné pour faits politiques; 2° Lagarde, fils tailleur, ex-facteur rural, révoqué pour cause politique, 3° Laget, tailleur d'habits, 4° Derey, comme ayant le jour de l'arrestation du sus-nommé Chéri causé un fort rassemblement en faisant une acclamation qui consistait en ces mots que je ne pus pas très bien entendre : *Aylies* : Justice ! — *Lagarde* : non pas de ce soir. — *Aylies* : Si l'on s'était levé en masse ? — *Laget* : Il fait joliment froid, nous sommes presque en Russie. — *Derey* : Plus tard il fera bien chaud ». — « J'ai aperçu également le même jour de cette arrestation M. l'abbé qui au moment où je passais avec mon prisonnier haussait les épaules comme un air de mépris et je le vis grincer des dents. Il était accompagné de son condisciple le sieur Rouède, ex-maire dissous. Ce fut presque l'auteur de mon voyage à Lectoure pour en rendre compte... Clamens et Duffau m'ont promis de renvoyer leur mauvaise société socialiste... Tous ces noms sont rouge écarlate. Duffaut, cafetier rouge, a été appelé aujourd'hui pour comparaître devant le juge d'instruction pour cris séditieux. »

Le 6 janvier, dans un rapport supplémentaire, Chaland informe le préfet qu'il a surpris, réunis dans une chambre du café Duffau, Bruchet, Dauriol, Duffau. « Vu leurs explications contradictoires et mensongères », il demande, « pour donner un bel exemple », la fermeture de cet établissement, « lieu de la société des rouges pur sang ».

« C'est un établissement dangereux et très difficile à surveiller, car ils mettent toujours un plâton pour me voir venir et pour me surveiller. » — « M. l'abbé de St-Clar est allé du 1^{er} au 4 courant à Moulins pour cabaler sur les prochaines élections; il va souvent à la campagne pour faire de la propagande socialiste; mais je ne peux pas le surprendre, car, sans cela, je le mettrais en état d'arrestation. »

Le 12 janvier, Chaland envoie la copie d'une chanson

saisie chez le cafetier Duffaut et qu'il a signalée au procureur. Il dénonce encore la conduite du vicaire de St-Clar.

Il est allé dans la commune du Houga, chez les nommés Capdeville, père et fils, pour cabaler en disant qu'il fallait voter pour les rouges, que, sans cela, on allait les augmenter d'impositions, etc. Il est allé également chez le nommé Villemain pour cabaler... Plusieurs femmes ont dit qu'au confessionnal il ne parlait que de politique en disant aux femmes de dire ceci et cela à leurs maris, mais ces pauvres femmes n'osent pas trop le répéter. Partout en ville il cabale. Venant d'un enterrement, il rencontre le nommé David cadet et il l'a cabalé en pleine rue au sujet des élections. Déjà, il a été prouvé que, pour les autres élections plus considérables que celles-ci, il avait dit qu'il voterait pour M. David et pas du tout, pas un bulletin ne sortit pour ce dernier, ce qui prouva qu'il avait voté pour Ledru-Rollin. Ceci est connu de tout le monde. Il mène une vie honteuse pour la carrière qu'il a embrassée.

Le 17 janvier, il annonce le départ de l'abbé de St-Clar pour Pise, « où il est attendu pour y dire sa messe dimanche prochain. Tous les habitants de St-Clar sont très contents de ce changement » (1). Le commissaire a verbalisé contre Bruchet pour distribution d'écrits séditieux dans les lieux publics.

J'ai su, écrit-il, que l'auteur de ces imprimés signés Bruchet est le nommé Dayrem, greffier de la justice de paix et que ce dernier est constamment chez le sieur Duffaut, cafetier, qu'il tient à l'intérieur une conduite affreuse et que dehors il n'a pas l'air d'y toucher... (2)

A Saint-Clar, les élections municipales ont lieu le 20 janvier 1850. Chaland se multiplie pour entraver la propagande démocratique, intimider les républicains. Il surveille particulièrement Mortera, l'instituteur d'Avezan où il se rend les 18, 19, 22 janvier, « le soir, pour ne pas être connu ».

« J'ai su, écrit-il le 24 janvier, par des notables de cette commune, que Mortera allait faire de la propagande chez le sieur

(1) Par suite des dénonciations du commissaire, « l'autorité ecclésiastique s'est vue obligée de retirer l'abbé Dabadie d'une ville où il était l'un des principaux éléments d'anarchie ». — Arch. du Gers. *Municipalités* 1834-52. — Maire de Pessan à préfet, 1^{er} février 1850.

(2) Bruchet et la femme Duffau, prévenus de distribution d'écrits séditieux, furent acquittés à Lectoure et à Auch et condamnés à Agen.

Dubiel. Ayant écouté quelques instants à la porte, j'ai entendu que Mortera disait à ses compagnons socialistes : « Ah ! si les braves St-Clairais n'étaient pas des imbéciles,... ils parviendraient bien à faire nommer de francs républicains... Il serait à désirer que l'on nommât des gens de l'avis de notre brave Ledru-Rollin ». — « Le 19, je n'ai pu rien savoir... Le 22, j'ai parlé avec Mortera et lui ai fait une morale complète. » — « Dayrem, greffier, et Bruchette,... ont engagé les ouvriers du chantier de charité à voter pour la liste rouge leur promettant une comporte de pommes de terre... Dayrem fut dans la campagne avec une charrette pour chercher les électeurs infirmes et malades pour les faire voter pour la liste rouge... Lorsque je prends quelqu'un en contravention, il s'informe si je suis bien en droit et il les cabale même contre moi. Mainville, boulanger et cabaretier, a fait une liste de proscription par laquelle il disait que les meuniers qui ne voteraient pas pour la liste rouge n'aurait pas de blé à moudre... Le sieur Capéran, instituteur, a très mal voté. »

Un zèle aussi remuant entraîna l'infatigable policier à commettre un abus de pouvoir, une illégalité qui motiva une plainte au procureur et provoqua son déplacement.

... Le commissaire de Saint-Clair, écrit le procureur de Lectoure, le 2 février, s'est laissé entraîner à un excès de zèle que vous connaîtrez par la plainte que je vous transmets et qui est exacte. Il a été sur le point de forcer le domicile d'un citoyen. Il s'est arrêté à temps. Il est venu me consulter. Je l'ai blâmé et lui ai dit qu'il avait été trop loin. Ce pauvre garçon est désolé. Il m'a dit que, pour six mois de traitement, il ne voudrait pas avoir fait ce qu'il croyait avoir le droit de faire...

Cette mésaventure n'affaiblit pas l'ardeur turbulente de Chaland qui se sent protégé, soutenu par le préfet (1).

*
**

En mars, il est envoyé à Vic-Fezensac. Il écrit le 21 mars :

Je suis installé depuis hier 20, et mon arrivée à Vic-Fezensac a produit un effet de crainte merveilleux sur la population. Il n'en est pas de même de M. Desca, corroyeur et premier adjoint au maire. Il m'a dit que je devais marcher avec l'administration, sans cela il faudrait que je f... le camp. Je lui répondis que non, non et mille fois non, que je marcherais avec l'administration si elle prenait un chemin d'ordre et qu'au contraire je cesserais toute relation avec ceux qui seraient la cause d'un désordre... Cette discussion a eu lieu devant le nommé Maigne, agent de

(1) Arch. du Gers. *Police* 1850. — Com. de St-Clair, 24 janvier. — *Municipalités* 1834-52. — Procureur à préfet, 2 février 1850.

police. Pour que ce dernier se rappelle bien des propositions ci-dessus, je lui ai fait signer le présent rapport pour vous confirmer la vérité.

Le 3 avril, le *Bien du Peuple* décrit ainsi l'impression produite par l'arrivée de Chaland et ses débuts à Vic-Fezensac :

Notre petite ville (Vic-Fezensac) est dans une agitation difficile à décrire depuis l'arrivée d'un commissaire de police qui porte le nom de Chaland. Ce malheureux a débuté par tracasser les cafetiers suspects d'être républicains, en leur faisant de fréquentes visites avec gendarmes et sergents de ville... Ce qui est curieux, ce sont les ordres qu'à son arrivée il donna aux gardes-champêtres et aux sergents de ville, campé sur la hanche et la pipe à la bouche. « J'ai reçu des pouvoirs illimités du gouvernement; si vous obéissez à mes ordres, je promets, à vous, de vous faire décorer, à vous, de vous faire nommer garde-forestier, à vous, sergent de ville, de vous faire accorder une bonne retraite. Le gouvernement ne me refuse rien. Je ne suis pas venu pour la petite police des rues. Je ne m'occupe que de la police politique. Donc, j'exige d'abord que les gardes-champêtres parcourent toutes les communes de ce canton et y prennent note exacte de tous ceux qui professent l'opinion républicaine, de tous les rouges. Vous noterez aussi leur position de fortune. Les sergents de ville feront ce service dans la ville. Ce travail doit être terminé à la fin du mois. Jeudi dernier, les gardes champêtres lui ont dit que le métier de mouchard ne leur convenait pas. Le commissaire furieux fit mettre en prison le garde-champêtre Lacoste. Les sergents de ville lui dirent que tous les habitants étaient rouges, excepté une vingtaine de salariés du gouvernement...

C'est toujours la même manie dénonciatrice et Chaland écrit le 1^{er} juillet 1850 :

« ...Je vous signale non seulement quelques hommes pervers, mais encore leur propagande subversive, hommes hostiles au gouvernement actuel, qui exercent et professent des doctrines vicieuses et prêchent un socialisme outré. Ces principes corrompus qu'ils cherchent à imbiber dans le cœur de ceux qui veulent bien les croire et qui, dans la simplicité de leurs organes intellectuels, se donnent de cœur et d'âme à leurs prophètes... » J'abrège ce charabia que suit une liste de 8 noms : « Toulouse adjoint au maire de Cazaux-d'Anglès qui a fait signer à sa demoiselle une protestation contre le projet de réforme électorale »; Dam... (?) et Saint-Martin, de Jegun, qui font de la propagande socialiste, Delony, maire de Roquebrune, très mauvais; Carrère, maire de Caillavet et son adjoint, « pires que très mauvais, d'un accord parfait avec Mougès ex-instituteur qui, à lui seul, a perdu par ses mauvaises doctrines une partie de cette commune »; Gelas, maire de Marambat « passablement mauvais »; Basax, maire de Vic-Fezensac, « mauvais sous tous les rapports ». —

« L'administration locale de Vic-Fezensac ne se rendra à l'ordre que lorsqu'elle n'existera plus... »

Le 27 mars, le maire de Vic, Bazax, « homme d'ordre » paisible et conciliant, se déclare excédé des procédés provocateurs du commissaire et il écrit au préfet pour demander son déplacement; il est bien décidé à résigner ses fonctions, si le commissaire continue ses tracasseries. Magnitot, indulgent aux excès de zèle de Chaland, se borne à lui recommander « d'agir avec fermeté, mais avec prudence et modération ». Loin de se calmer, Chaland accentue son attitude agressive envers le maire et l'adjoint. Le 20 mai, le commissaire ayant requis les deux agents de la police municipale pour surveiller une maison de jeu, l'adjoint Desca lui retire les deux agents. En réponse à cet « affront sanglant en présence d'un public nombreux et devant des subordonnés », Chaland dresse procès-verbal à l'adjoint. Mais le procureur informe le commissaire que l'adjoint n'a pas commis un délit et que sa plainte n'est pas juridiquement recevable.

Le 9 juin, nouvel incident. L'abbé Cousse, qui conduisait un enterrement, avait trouvé la fosse du cimetière trop étroite. Il prévient le maire qui délègue son adjoint Desca. L'adjoint se rend au cimetière accompagné de l'agent Magne que Chaland apostrophe en lui criant que pareille affaire le regarde seul. Chemin faisant, le commissaire arrête une femme pour un prétendu propos injurieux à l'adresse du prêtre et la conduit à la prison. Le maire la met aussitôt en liberté, adresse de vifs reproches à Chaland et le prévient qu'il se plaindra au préfet. Par représailles, Chaland s'empresse de signaler des réunions secrètes chez le maire qui détiendrait une certaine quantité de munitions : il s'agissait de 460 cartouches déposées à la mairie en 1830. Un arrêté préfectoral enjoint au maire de remettre les cartouches au commissaire qui a fait grand bruit de sa découverte. Le maire, très froissé de l'attitude de Chaland, se plaint au préfet de cette remise de car-

touches au commissaire comme d'un procédé discourtois et d'un manque de confiance (1).

Le 28 juin, Chaland signale une réunion de républicains où « des discussions anarchiques » auraient été suivies de toasts. Le professeur Billote, qui a sa confiance, lui a donné les détails du banquet et les noms des convives.

Le 14 juillet, l'*Ami du Peuple* conte les exploits de Chaland à Vic. Il s'est introduit avec 2 sergents de ville et 4 gendarmes chez Arséguet, « négociant estimé de tous les partis ». Il s'est emparé de quelques numéros de *La Voix du Peuple*, du *Nouveau Monde*, de brochures de Lamartine et de Félix Pyat, d'un travail sur l'impôt des boissons, du *Guide de l'électeur républicain*, d'une lithographie représentant les 12 principaux montagnards de la Constituante. Il s'est efforcé d'arracher par intimidation au serrurier Pujos des déclarations mensongères sur « les socialistes et les 7 ou 8 bonnets phrygiens » de Vic-Fezensac. Sous menace d'arrestation, il contraint Pujos d'aller chercher un fusil chez son frère (2).



En hostilité ouverte avec le maire et le conseil municipal de Vic, Chaland est envoyé à Mirande. Dès son arrivée, le 24 juillet, il provoque une bagarre (3). A cette occasion, sept républicains furent écroués et envoyés devant les assises. Chaland n'en est que plus excité, et il écrit fièrement :

« Je suis à la tête de 6 procès-verbaux en simple police et 6 en police correctionnelle. Les petits endroits autour de Mirande me redoutent tant, qu'ils se tiennent tranquilles, parce qu'ils croient que j'ai le droit d'aller chez eux. Je tiens cela des gendarmeries environnantes.

(1) Arch. du Gers. *M. Municipalités* 1834-52. — Lettres du maire, 27, 31 mars; — du préfet, 28 mars, 10 juin, 13 juillet 1850.

(2) Pour avoir signalé ces faits et parlé de « résistance légale aux excès de l'autorité, » l'*Ami du Peuple* fut poursuivi devant le jury qui l'acquitta. (*Ami du Peuple*, 14 juillet 1850). — Voir chap. IX.

(3) Voir ci-dessous, p. 266, 267.

Il tire un orgueil naïf de cette réputation de croquemitaine et il note complaisamment tous les bruits qu'elle a suscités. Un bataillon de ligne passe à Mirande et il signale aussitôt la couleur politique des officiers et des sous-officiers. Il se flatte d'être « à la tête de 24 condamnations en simple police et de 6 en correctionnelle ».

En août, il écrit :

Depuis le 24 juillet, jour de la rébellion portée contre moi, une amélioration sensible... Ma juste sévérité produit les meilleurs résultats. Plus de chants, plus de cris, plus de provocations.

... Les démagogues font circuler dans la campagne des bruits sans fondement, que je voulais emprisonner une jeune fille pour avoir mangé du pain sec dans la rue; dans une heure avancée de la nuit que j'étais allé m'escrimer avec une barre de fer contre des pots de fleurs établis sur les croisées, que j'avais défendu à un homme de la campagne de marcher avec des sabots, que je faisais lever les pieds des chevaux pour m'assurer s'ils étaient ferrés, dans le but d'attirer sur moi la haine de la classe peu instruite... Dans mes investigations mystérieuses suivies, j'ai appris avec plaisir que, dans le 2^e bataillon du 66^e de ligne de passage il y a 15 jours, il n'existait qu'un seul officier du parti opposé au gouvernement actuel, lieutenant; dans les sous-officiers et les soldats, on en compte 30 environ, mais principalement 11 qui sont socialistes pur sang... Je suis à la tête de 24 condamnations en simple police, 6 en correctionnelle. Les auteurs de la rébellion du 24 juillet, en prison préventive, sont : Boussés avoué, Cantaloup, vétérinaire, Laffage fils, cordonnier, Lussan fils, boulanger, Daran fils, Gramont père et fils... Le nommé Sénac, instituteur est reconnu comme un homme très dangereux... Depuis le départ du fils Montaut, le café de ce dernier n'est plus dangereux. Le café Pech ne possède plus qu'une petite clientèle. M. le Juge de paix a une opinion très bonne pour le parti de l'ordre. Terrail fils, avocat, fort avancé dans le parti démagogique reçoit presque tous les jours des correspondances de Paris et ailleurs; j'ai un œil ouvert sur lui. Le 8 de ce mois, le nommé Bergès Jean, brigadier forestier, révoqué dans les Basses-Pyrénées, est passé dans notre ville; j'ai cru remarquer que cet individu faisait de la propagande en voyageant. J'ai informé M. le Sous-préfet. — Je vous informe que le procès-verbal dressé contre le sieur Bruchet Amable à St-Clar pour distribution d'écrits séditieux dans les lieux publics, qui a été acquitté à Lectoure et à Auch et cassé à Paris vient d'être condamné à Agen. Cette condamnation lui coûtera au moins 7 à 800 fr....

Les 7 républicains mentionnés dans ce rapport et incarcérés préventivement seront envoyés devant la cour d'assises du Gers, comme prévenus de rébellion envers le commissaire. En attendant, Chaland multiplie les procès-verbaux contre les témoins à décharge, les dénonce au

préfet, en le priant avec une naïve impudeur de les signaler « au procureur de la République qui doit siéger aux assises » (1).

Le 24 septembre, Chaland a dressé 4 procès-verbaux pour « chansons obscènes avec publicité », et il informe le préfet que « ces 4 individus doivent être témoins à décharge dans l'affaire Boussès ». Il ajoute : « J'ai fait condamner 5 individus en simple police ». Le 6 octobre, il annonce 7 procès-verbaux pour « attroupements, chants séditieux, injures envers l'autorité ». Il signale l'abbé Lafargue « propageant de mauvaises doctrines ».

Le maire de Mirande, fatigué à son tour de ses abus d'autorité, de son attitude provocante, demande qu'on le débarrasse de ce commissaire. Chaland riposte en déclarant que « le maire retombe dans le parti opposé à l'ordre », et il ajoute naïvement : « quoique je ne puisse encore l'assurer ». Le 29 novembre, il suspend un agent de police « pour avoir dit que les insurgés qui sont en Suisse feraient bien de se révolter, si toutefois ils rentraient en France et que lui, en ferait autant ».

Depuis les dernières assises, écrivait-il au préfet, M. le Maire transige avec tous ceux à qui je dresse des procès-verbaux pour contravention en simple police (2).

En effet, les 7 républicains traduits devant le jury ont été acquittés et cette poursuite, — « presque blâmée par le parti modéré et la presque totalité de la population » —, a tourné à la confusion du commissaire. Le procureur général écrit sur cet acquittement :

... On rejette tous les torts sur le commissaire de police qui avec un peu plus de tact et de mesure aurait pu facilement tout éviter... Il s'est fait dans le département une telle réputation de rigueur et d'exagération que les magistrats renoncent désormais à obtenir devant le jury une condamnation quelconque dans les affaires que pourront susciter les mauvaises passions soulevées

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 15 août, 15 oct. 1850. — *Ami du Peuple*, 14 août 1850.

(2) *Ibid.* — Commis. de Mirande, oct. et nov. 1850.

contre M. Chaland... Je crois qu'un tel homme, placé sous la main de M. le Préfet de police à Paris, rendrait des services immenses. Là, au moins, il pourrait être convenablement récompensé. A Mirande, au contraire, ce fonctionnaire si vigilant, si résolument attaché à ses devoirs, ne reçoit que 600 francs de traitement. Sa femme et ses enfants n'ont pas ce qui est nécessaire pour se vêtir et vivre passablement. (1)

Le ministre de la justice communiqua à son collègue de l'Intérieur les observations du procureur général sur Chaland qu'un décret du 13 mars 1851 nomma commissaire à Joigny (Yonne).

*
**

Les autres commissaires n'ont pas, au même degré, cette naïve impudeur dans l'arbitraire. Ils sont moins violemment agressifs et un peu plus adroits. A cela près, la même dictature policière sévit partout, minutieuse, impitoyable.

Le commissaire d'Auch, Lacassagne, est celui dont les procédés rappellent le plus ceux de Chaland (2).*

Lacassagne est installé à Auch le 28 décembre 1849. Dans son premier rapport du 17 janvier, il décrit ainsi le caractère des auscitains :

... Je crois avoir saisi que le caractère auscitain est profondément orgueilleux, que celui de la classe ouvrière est un étrange mélange de bien et de mal. Aussi la voit-on laborieuse par nécessité, oisive par goût, communicative avec finesse et prudence, portée à la contradiction, tout en cédant plutôt à la force qu'à la raison, aventureuse par calcul, soumise ou rebelle suivant l'occasion et très susceptible d'entraînement.

Lacassagne examine ensuite les 3 partis politiques, républicain modéré, légitimiste et « socialiste ».

« Le parti républicain modéré le moins nombreux... possède une partie de l'élite de la population,... braves gens,... mais timides, sans énergie,... blâmable par le manque d'unité dans les votes », favorise la propagande socialiste. Le parti légitimiste « n'est nuisible dans les élections que par son abstention, il n'est pas

(1) Arch. nat. B B 30/370. — Rapport du proc. génér., 4 nov. 1850.

(2) Ces deux commissaires viennent de Châlon-sur-Saône, — Chaland agent de police et Lacassagne, gardien de prison. Ils ont été nommés dans le Gers sur la proposition du préfet Lerat de Magnitot, ancien sous-préfet de Châlon.

à craindre autrement. Le parti socialiste est en grand nombre dans la ville... Il sommeille ou il dort parfois quelque temps. Ce parti nécessite d'autant plus de surveillance qu'il a à sa tête des hommes ardents ».

Lacassagne partage les républicains d'Auch en 2 catégories, « les hommes d'action » et « les hommes d'exécution ».

Je vous signale comme hommes d'action : Arexy, avocat, ancien rédacteur de *l'Egalité*, Arrivet, marchand de drap, Sancel, fils, avocat, Prieur fils, médecin, Rivière, employé à l'Intendance, Canteloup, avocat, Viollet, ex-lieutenant de gendarmerie, Lavallée, préposé en chef de l'octroi, et comme hommes d'exécution : Laborde, charron, Bourdil, brasseur, Sabathier, marchand de laine, Brière, propriétaire, Lescure, tapissier, Pujos, peintre, Caillau, ancien chef de club, Bourrec, ancien militaire, Septe, sans profession, Barriac, aubergiste, Bouch, cafetier, Souque, serrurier, Dupetit, boulanger, Dragon, menuisier, Espéron, tourneur, Baylac, imprimeur, Fauré, perruquier, Tanazac, cordonnier, Lacaze, cafetier, Candelon, ancien militaire, Cazaban, forgeron, Terrail, sans profession, Ader, cafetier, Castex, tailleur. La première catégorie comprend les tacticiens, les orateurs, les panégyristes de 93, les faiseurs de complots. La deuxième catégorie est composée d'hommes peu instruits, d'un cœur accessible aux mauvaises passions, imbus de fausses doctrines, qui, avides de fortune, brûleraient tout pour quelques écus, renverseraient les sages et libérales institutions dont la France jouit, pour élever sur leurs ruines un Tribunal révolutionnaire ou un comité de salut public, pour faire couler des flots de sang, sans distinction ni pitié...

Dans la première quinzaine de Février 1850, le commissaire a noté une amélioration de l'esprit public.

« Ce qui nuit le plus à cet heureux amendement, c'est la tiédeur des esprits opposés au Socialisme et l'audace de celui qui répand partout la terreur. Deux douzaines de moins de socialistes comme Labadens et ce parti serait sans force à Auch... Zeppenfeld, doreur, et Breuil, ancien maire de Masseube, sont venus grossir le nombre des socialistes.... Tous les individus de la même couleur, notés dans mon précédent rapport, ont tenu pendant cette quinzaine une conduite privée régulière, excepté Labadens, marchand de pommes, terroriste achevé, qui s'est posé devant moi en agresseur le jour de la foire et qui, quelques jours plus tard, interpella M. Barada avoué en termes injurieux et menaçants... » — « Il y a quelques jours, écrit Lacassagne le 15 mars, les socialistes s'agitaient, mais sans aucune démonstration, c'est-à-dire que leur physionomie avait une apparence de contentement qui n'est pas ordinaire et qu'on doit attribuer au triomphe des électeurs de la capitale. Mais si peu qu'ait duré le contentement des socialistes d'Auch, ils l'ont exprimé en prétendant former un nouveau corps municipal avant le 1^{er} mai prochain. Le sieur Tournier, marchand de fer, serait nommé par eux maire, Sabathier, marchand de cartes, 1^{er} adjoint, Laborde, charron, 2^e ad-

joint, les nommés Bourrust, Florens et Bourgade, maçon et portefaix entreraient à la police. Ces propos ont été tenus par un nommé Cazaban, potier, rouge dangereux.... Les maisons de tolérance seront soumises aux mêmes heures de fermeture que les établissements publics...

Le 19 juin, Lacassagne exulte :

Plus d'agitation des partis, plus de réunions politiques, plus de conciliabules, ni le funeste usage de commenter et discuter en réunion et à haute voix dans les cafés, les articles des journaux politiques ne s'est répandu jusqu'ici. On peut dire dès à présent que la ville d'Auch est un des premiers tombeaux ouverts au socialisme (1).

La surveillance de Lacassagne ne se limite pas aux cafés; elle s'étend aux moindres démarches des rouges, à leurs réunions dans des maisons privées.

Je n'ai rien négligé, écrit-il en août 1850, pour connaître où nos plus notables socialistes passaient leur temps. Je les ai trouvés assez réguliers dans l'emploi qu'ils en font. J'ai fait à cet égard plus que je n'en ai dit et je ne me suis jamais couché sans être assuré qu'il ne restait rien à surveiller sur leur conduite. L'on dit que tout converge sur Arexy principalement, sur Breuils, Sancet et Prieur fils. Je me suis attaché pour ainsi dire à leur pas et je sais qu'ils passent leur temps à l'imprimerie Loubet, aux cafés Larroque et Dubouch, aux soirées musicales et quelquefois chez eux en petit comité. Les quatre Labadens, Bourdil, Lacaze, Dubouch, Bordes, Charron, socialistes d'un autre ordre, plus redoutables que les premiers dans l'exécution, n'ont dans leur conduite actuelle rien de significatif. On ne les voit pas se réunir, ni aller ni venir. Ce sont des trameurs qui ne resteraient pas dans l'inaction s'ils avaient affaire. Les promenades et les places publiques n'ont point l'aspect de troubles. On y entend rarement parler de politique...

La vigilance du commissaire poursuit les rouges jusque dans les maisons publiques, où il prétend découvrir plus nettement qu'ailleurs les sentiments et les intentions politiques de la classe ouvrière.

... Les maisons de prostitution, qui sont un véritable thermomètre de l'esprit public de la classe ouvrière, n'ont offert à mes observations rien d'intéressant sous le rapport politique : tout y est calme, tandis qu'à l'approche des troubles, ces lieux plus que tout autre changent subitement de physionomie. C'est alors que commencent les orgies et les excès de toute espèce, ainsi que les discours frénétiques

(1) Com. d'Auch, 1-15 juin 50.

Lacassagne répète sans cesse : « Je ne puis compter sur aucune confiance politique de mes agents ». Et, tout en le déplorant, une chose le rassure : c'est l'attitude de la troupe et de la gendarmerie. Envisageant l'hypothèse d'une « journée », d'une émeute, il écrit :

L'excellente gendarmerie de notre département, les escadrons du 9^{me} Chasseurs en station à Auch, admirables par la discipline qui en fait la force, me donnent l'assurance que le jour où l'on descendra dans la rue, (s'il nous était réservé de subir cette malheureuse épreuve), tout serait bientôt comprimé par la valeur de notre garnison (1).



De novembre 1849 à fin décembre 1850, Vic-Fezensac a vu passer 4 commissaires : Revel, Chaland, Bertrel et Jacob.

Le 21 novembre 1849, le procureur Saint-Luc Courboreux a demandé le déplacement de Revel, parce que « son autorité morale est complètement anéantie ».

Dans un récent procès, écrit le procureur au préfet, M. Revel a joué un triste rôle. Le jugement a relâché tous les inculpés sur le motif que le procès-verbal mentionnait certains faits détruits par une preuve irrécusable. On ajoute qu'au moment où Revel déclara qu'il ferait un procès-verbal, il était entièrement ivre... Je crois qu'un fonctionnaire qui s'est dégradé lui-même aux yeux d'une population, d'ailleurs difficile à mener et très malveillante, ne peut plus faire le bien et qu'il y a lieu à le remplacer... Comme Revel est un vieux soldat, un changement de résidence, joint à la dure mercuriale que je lui ai adressée, serait peut-être un avertissement suffisant.

Le procureur demande un homme « froid, juste, vigilant et ferme, qui maintiendrait par son énergie une population mauvaise et nourrie des plus détestables doctrines » (1).

Revel fut remplacé par Chaland que ses manières brutales mirent en conflit permanent avec le maire et l'adjoint.

A Chaland succéda Bertrel. Il écrit le 30 juillet 1850 :

(1) Arch du Gers. *Police*, 1850. — Commis, d'Auch, 17 janvier, 16 février, 15 mars, 19 juin, 15 août 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Procureur à préfet, 21 novembre 1849.

... Nous vivons dans un calme parfait... Reste à savoir si, à la faveur de cet ordre extérieur, les fauteurs de désordre agissent dans l'ombre et se réunissent clandestinement pour méditer de coupables projets. Nous ne cessons le brigadier et moi d'avoir l'œil sur eux. Pour remplir convenablement cette partie si importante du service, je me suis déjà assuré des sympathies de quelques citoyens honorables et de leurs dispositions à me participer (sic) ce qui viendrait à leur connaissance. Mais il me manque une ou deux mouches prises dans le peuple et la manutention de quelques fonds secrets pour les encourager. Ce dernier moyen aidant l'autre, rien ne bougerait sans en être instruit.

Il se montre plus libéral et tolérant que son prédécesseur : il autorise des funambules à opérer sur la place publique et des chanteurs ambulants à se faire entendre trois soirs au café Massignac. Mais il devient suspect et est taxé de faiblesse. Se sentant condamné, il déclare qu'il ne consentira pas à devenir un agent provocateur et affirme à nouveau que la commune est « admirable d'ordre, de calme et de tranquillité (1) ». Il est remplacé par Jacob, qui signale une entrevue de Lamarque et du docteur Sainte-Colombe « très rouge ».

*
**

Le commissaire de Lecture fait un tableau confus de la situation politique. Il écrit le 9 février 1850 :

Lecture renferme quelques-unes de ces personnes portées à des idées subversives de socialisme et de communisme... Le nombre de ces personnes est restreint... Les 6/8 de la population ont des opinions extrêmement avancées et, parmi ces personnes, celles qui occupent un rang dans la société, soit par naissance, par fortune, par instruction. L'élan partant de là, il n'est point étonnant que le nombre soit si fort... — Le 4 mars : « Ce nombre de personnes à idées subversives et démagogiques... n'est point très grand... il n'en résulte pas moins que les 3/4 de la population ont des idées tellement avancées qu'on pourrait se méprendre avec les idées subversives. Ces idées leur sont inculquées par des personnes ayant une position assurée et qu'elles sont loin de partager; mais, avides d'emplois et d'honneurs et par esprit de domination, se sont-elles empressées (sous le masque de républicanisme) de s'attirer la population en la flattant beaucoup et se disant les vrais amis du peuple. Un tel langage tenu par ces personnes devait... produire son effet, surtout alors que ces personnes montrent... de la ténacité, et que les personnes apparte-

(1) Arch du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Vic-Fezensac, 15 juillet, 31 oct., 15 nov. 1850.

nant au parti modéré, loin de chercher à les combattre..., semblent... se tenir complètement à l'écart;... de là dérive le grand mal qui existe dans les esprits... Les exercices religieux sont très suivis, même par les hommes (1).

Traduit en termes clairs, ce rapport nous apprend que les rouges sont peu nombreux à Lectoure; que les 3/4 des Lectourois et, parmi eux une fraction de la bourgeoisie, appartiennent au parti républicain modéré; que le conseil municipal et le maire, émanation de cette majorité, font au préfet une opposition tenace, tandis que le parti de l'ordre se tient à l'écart de la lutte.

Les républicains ont fondé à Lectoure une société philanthropique. Le commissaire est indigné : le sectarisme des démocrates a écarté des conservateurs « qui ne demandent à faire partie de cette société que dans le but » louable de venir en aide aux malheureux ». Les républicains ne les jugèrent pas exempts de toute arrière-pensée politique, et le commissaire lui-même leur donne raison quand il écrit :

... Ces personnes de bien... se sont retirées de cette société pour en former une dans laquelle on admettrait indistinctement toutes les honnêtes personnes. Cette société s'est réunie chez Monsieur Agasson, receveur de l'enregistrement,... élu président à l'unanimité. Quand cette société aura fait sentir ses bienfaits à la classe ouvrière, la population comprendra que c'est dans ce principe de philanthropie qu'existe le bon socialisme et qu'alors beaucoup d'esprits égarés feront un retour au bon sens et à la raison... — Le 4 mars : « ... La situation politique est en voie d'amélioration, car la nouvelle société philanthropique mettra la classe industrielle et agricole en rapport avec des personnes très opposées aux idées subversives et démagogiques »

Le commissaire se plaint des « autorités municipales en opposition avec l'autorité supérieure ». — Il note la joie et la réserve des rouges après l'élection d'E. Sue, leur abattement après le vote de la loi du 31 mai, l'apathie des « hommes d'ordre », un conflit entre le maire et le maréchal-des-logis de gendarmerie au sujet de la fermeture d'un café, l'empressement des rouges à faire inscrire sur

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Lectoure, 9 février et mars 1850.

les listes électorales le plus grand nombre de leurs amis, l'exhibition de gilets et de rosaces rouges à un bal. — Le 19 novembre 1850, le commissaire affirme que « les Rouges, se voyant constamment poursuivis par la police et la gendarmerie, ne se réunissent presque plus. Les arrestations faites à Agen n'ont peut-être pas peu contribué à ce fait, pensant qu'il pourrait bien en arriver autant à quelqu'un d'eux » (1).

*
**

Fin décembre 1849, le commissaire de Fleurance écrit :

... L'esprit public est divisé, mais la plus grande partie des hommes sont des amis de l'ordre... La conduite des hommes placés sous la surveillance de la haute police ne donnent lieu à aucune plainte.

Le commissaire note que le curé et les 3 vicaires ont « une conduite régulière ». Nous trouvons un renseignement intéressant sur les écoles de Fleurance : une école secondaire dirigée par Centrin reçoit 20 élèves; l'école tenue par les 3 frères de la Doctrine chrétienne en reçoit 300; l'école tenue par l'instituteur communal ne compte qu'une douzaine d'élèves appartenant aux familles les plus indigentes. Les autres rapports signalent une affiche placardée de nuit, une lecture à haute voix au café Tarrissan, la dissolution du conseil municipal républicain.

Les 22 rapports du commissaire de Mauvezin notent les faits suivants : un voyageur de commerce a chanté une chanson politique; Duputz et Lamarque font une tournée de propagande; les jeunes conscrits ont chanté *La Marseillaise*; un instituteur communal s'est logé chez un rouge; les socialistes se réunissent par groupes de 5 ou 6 les jours de marché (2).

A Mirande, le commissaire Ferrière signale la rentrée des fusils de la garde nationale, le banquet offert à Zep-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. Com. de Lecture, 4 mars, 19 avril, 3 juin, 15 juillet, 7 août, 19 sept., 19 nov. 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mauvezin, 3 déc. 1849, 13 février, 13 mai, 3 juin, 2 nov. 1850.

penfeld, le passage de Duputz, quelques chants, des affiches, un conflit entre le maire et les conseillers. Le 24 juillet, Ferrière est remplacé par Chaland (1).

Le commissaire de Gimont signale les conversations politiques dans les cafés que « deux brouillons inondent de journaux exaltés », l'effet produit par les « élections socialistes » de Paris, une pétition contre la loi électorale (2).



Le commissaire de Condom, dans son rapport du 15 au 30 octobre 1849, brosse un tableau du « socialisme », qui se recrute surtout parmi les hommes immoraux, paresseux, ruinés par la débauche, méprisés, usant les jours à déclamer dans les cafés contre les riches.

Depuis l'échec des socialistes de Paris au Conservatoire des Arts et Métiers, le zèle des nôtres s'est beaucoup ralenti. Il n'y a plus de réunions secrètes; on ne les entend plus comme avant chanter dans les rues et chercher à répandre la terreur parmi la classe paisible de citoyens en affichant publiquement leurs sanglantes doctrines et cette secte passerait aujourd'hui presque inaperçue sans la visite des rédacteurs de l'*Egalité*... Pendant leur séjour dans cette ville on remarquera un peu plus d'animation parmi les principaux chefs du socialisme et quelques adhérents,... gens qu'on méprise généralement et dont la plupart d'entre eux ont dévoré leur patrimoine dans la débauche et mérité vingt fois les honneurs de la police correctionnelle par leur immoralité et le dérèglement de leur conduite. Ils se recrutent dans.. un tas de paresseux, soi-disant ouvriers, sans moralité, sans argent, sans crédit, qui réclament l'organisation du travail et seraient bien fâchés d'avoir quelque chose à faire.

« La stagnation des affaires et la privation du travail est pour eux une excuse pour faire chaque jour de nouvelles dupes. On les rencontre continuellement dans les lieux publics, se plaignant sans cesse que les riches ne font pas travailler les pauvres et les accusant de tenir leurs capitaux enfouis pour faire mourir le peuple de misère; et de là, la menace continue de les dépouiller et de les anéantir le jour où leurs doctrines viendront à prévaloir.... La seule société secrète est la franc-maçonnerie. » — « Dans nos campagnes le socialisme, dit-on, perd beaucoup de terrain. Avec un peu d'entente de la part des amis de l'ordre qui ne savent pas assez faire le sacrifice de leurs opinions personnelles et

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 26 oct. 1849, 4 février, 16 juillet 1850.

(2) Ibid. — Com. de Gimont, 18 mars, 3 avril, 3 mai, 3 juin 1850.

mettre de côté leurs petites rivalités, et plus de fermeté de la part des autorités dont les gens timides, mais bien intentionnés ne sentent pas assez l'appui, on parviendrait à faire disparaître ces éléments de trouble... Mais que peut-on attendre de maire et adjoints qui se mettent à la tête et dirigent des hommes de désordre ?... »

Le commissaire signale l'attitude de la Loge, de la Société industrielle de Condom, la consigne du silence donnée aux républicains après les élections parisiennes du 10 mars et du 28 avril, les voyages de propagande du républicain Lesseps, le danger de laisser des armes aux mains des rouges, l'apposition de 10 affiches, l'exaspération des républicains contre la loi électorale, les déplacements de militants républicains, une harangue de Pascal Duprat, représentant montagnard des Landes, à Condom, un charivari contre un garde-champêtre et des bruits de poursuite contre le représentant Duputz inculpé de complot. — En mai 1850, le président du tribunal, St-Etienne, a reçu les statuts de la ligue antisocialiste dont les promoteurs étaient Molé, de Broglie, de Montalembert. Le procureur a l'intention « d'organiser le parti de l'ordre afin de connaître les éléments de force sur lesquels il peut compter si un mouvement anarchique venait à éclater » (1).

A Eauze, « les opinions sont calmes, sauf quelques exaltés », déclare le commissaire, le 3 novembre 1849.

« La classe ouvrière et celle qui possède peu est immorale et ne demandant que du désordre, si la circonstance se présentait. On ne doit compter dans notre commune les gens d'ordre que parmi ceux qui se trouvent dans une position honnête. » — « Le dimanche, au sortir de la messe, 4 ou 5 individus de la ville, sans considération, forment un groupe, chacun de quelques paysans. Je n'ai pu comprendre ce qu'ils disent. Ils se dispersent après 15 ou 20 minutes. Je ne vois dans leur conduite que jactance. » — Le commissaire note les lectures de journaux dans les cafés, « tantôt à haute voix, tantôt à voix basse. » (2)

Tous ces rapports du commissaire d'Eauze sont assez insignifiants. Ils contiennent ce refrain : « La situation

(1) Arch. du Gers. *Com. de police* 1849-1850. — Condom, 30 oct., 20 novembre 1849, 3 mars, 3 et 18 mai 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police, 1850*. — Com. de Samatan, 2 nov. 1849, 26 mars, 15 avril, 3 et 17 juillet 1850.

politique s'améliore tous les jours, mais non l'état économique ».

De novembre 1849 à décembre 1850, 3 commissaires se sont succédés à Samatan : Escousse, Revel et Jacob.

Le 2 novembre 1849, le commissaire Escousse signale deux *Cercles des Travailleurs*, l'un à Lombez, l'autre à Samatan; on y rencontre « un grand nombre de membres très exaltés ». Une société de bienfaisance a été formée de « personnes dévouées à l'ordre ». — Le 26 mars, le commissaire Revel écrit :

«... La moitié des habitants de Samatan sont républicains démocrates-socialistes; dans ce nombre se trouve une partie du conseil municipal. L'autre moitié ne désire que le bon ordre. Depuis quelque temps, il existe plus d'harmonie entre les deux partis. Un certain nombre d'entre eux se fréquentent, vont au café ensemble, jouent leur consommation, mais sans parler politique. Les plus exaltés des socialistes sont les jeunes gens depuis 18 ans jusqu'à 30; du reste, ils ne s'écarteront pas du bon ordre et ils y rentrent aisément ». — « L'arrêté de dissolution du cercle des travailleurs a produit beaucoup de sensation dans le parti rouge ». — Le cercle dissous paraît s'être reconstitué.

« Tout est calme; plus de réunions plus de chants », tel est le résumé des rapports de juillet à fin novembre 1850 (1).

**

Ces rapports policiers attestent à la fois la violence de la compression politique et l'activité du parti républicain dans les principales villes du Gers. Les commissaires s'absorbent dans la surveillance des rouges tenus pour les pires malfaiteurs. Pour contenir, traquer, brimer les rouges, pour les réduire au silence et à l'inaction, ils multiplient les dénonciations, perquisitions, procès-verbaux, arrestations, poursuites, avec une audace et un arbitraire sûrs de n'être jamais désavoués. Ils opèrent excités, soutenus, par une administration et des magistrats disposés à ne voir dans leurs abus l'autorité et leurs provocations que les maladresses ou les excès d'un zèle louable. Les gendarmes agissent avec le même état d'esprit et la même bruta-

(1) Arch. du Gers. *Police, 1849-1850*. — Com. de Samatan.

lité agressive. Cette activité policière, cet espionnage grossier et provocant qui s'exerce jusque sur les divertissements populaires, les jeux, les bals, les banquets, entretient et exaspère la passion politique, la haine entre blancs et rouges, l'irritation contre l'administration et ses agents. Gendarmes et commissaires sont devenus odieux aux populations. La colère couve et, au moindre incident, éclate en manifestations violentes, en collisions aussitôt dénoncées et poursuivies comme des rébellions envers l'autorité.

Chaland est à peine arrivé à Mirande, précédé par une réputation de policier brutal et agressif, que son zèle inepte déchaîne une bagarre. Le soir du 24 juillet 1850, faisant sa ronde avec les deux agents, il avise sur le pont de la Baïse un individu dont le visage et une partie du corps sont cachés par une peau de mouton noire. C'est un gamin, le jeune Lassus, qui déclare jouer avec sa sœur et s'amuser à effrayer les passants. Aussitôt, le commissaire le traîne chez le procureur absent. Les parents du gamin accourent, affolés. Une foule s'amasse, très excitée contre le commissaire qu'elle hue. Entendant les mots de mouchard, canaille, le commissaire ordonne à un agent de saisir Gramont, qui résiste. L'intervention de Chaland provoque une collision. Des assistants l'entourent et le frappent; Gramont se dégage et se dirige vers le pont suivi du commissaire, des agents et de la foule. Entouré, frappé, le commissaire aurait crié : « Vous pouvez me tuer, vous ne tuerez pas la loi ! »

Selon l'accusation, le vétérinaire Cantaloup et l'avocat Boussès l'auraient, à ce moment, traité d'agent provocateur et frappé. L'arrivée des gendarmes mit fin à la bagarre. Sept républicains furent incarcérés et poursuivis : Boussès et Cantaloup, Lafage, cordonnier, Lussan, boulanger, Daran fils, Gramont père et fils. Par arrêt de la chambre des mises en accusation d'Agen, ils furent renvoyés devant la cour d'assises pour rébellion envers le commissaire et ses agents. Le 12 août 1850, brusquement, sans notification de l'arrêt, les sept républicains furent transportés en

voiture cellulaire dans la prison d'Auch. Tous les Mirandais, même les « modérés », étaient outrés des procédés de Chaland et du traitement infligé aux accusés, tous honorablement connus; ils blâmaient vivement ce procès. Le principal accusé, Boussès, était estimé et très aimé à Mirande, en souvenir de son père, président du tribunal, et en raison de son mariage qui l'apparentait à des familles influentes du pays. Il était républicain modéré et son défenseur désavoua en son nom les doctrines socialistes. L'accusation avait été abandonnée à l'égard de Daran et Gramont fils. Elle n'était soutenue contre Boussès que par Chaland et sa femme, les deux filles d'un gendarme : ces témoins prétendaient avoir discerné, dans l'obscurité profonde et la mêlée, Boussès frappant des pieds et du poing le commissaire. Tous les accusés dénoncèrent le zèle perturbateur de Chaland et reprochèrent au procureur leur transfert en voiture cellulaire. Le jury les acquitta le 21 octobre 1850. Ce procès avait tourné contre le commissaire, secrètement blâmé par les magistrats eux-mêmes. Le procureur et le procureur général étaient opposés à toute mesure disciplinaire contre l'avocat Boussès.

Elle risquait d'en faire « un des chefs les plus violents de l'opposition, tandis qu'il est à présumer qu'il gardera une extrême réserve, surtout après s'être séparé publiquement des socialistes. D'ailleurs, les trois mois de prison préventive ont été une peine et une leçon qui ne sera pas perdue pour la cause de l'ordre à Mirande ».

Le retour des acquittés donna lieu à Mirande à de vives démonstrations de sympathie. Le sous-préfet, le procureur, le maire, les adjoints, le juge d'instruction, entourés de plusieurs brigades de gendarmerie mandées d'avance, surveillaient la manifestation, prêts à intervenir (1).

A Saint-Clar où la haine est très vive entre blancs et rou-

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 4 nov. 1850. — Arch. du Gers. *Police*, 1850. Com. de Mirande, 15 oct. 1850. — *Opinion*, 28 juillet, 26 oct. 1850. — *Ami du peuple*, 14 août, 25 et 30 octobre 1850.

ges, une intervention inutile et maladroite des gendarmes provoque une collision le 26 janvier 1851. Le maire Larrouget, un *blanc* placé par le préfet à la tête de la commission provisoire remplaçant le conseil municipal républicain dissous, avait prêté à ses amis politiques le tambour municipal et la halle pour les amusements et les danses du carnaval. Le 19 janvier, les rouges, pour narguer le maire, organisèrent un bal à trente pas de la halle, sous le « couvert » de Laroche. Le tambour municipal résonnait dans la solitude et le brigadier dépité se précipite dans le bal rouge, bousculant danseurs et danseuses. Le maire arrive à son tour, revêtu de son écharpe, escorte de la brigade et criant : « Au nom de la loi sur les attroupements, je vous ordonne de vous disperser ! » On lui demande l'endroit où il autorise à danser. « A la placette ! » répond-il. — « Merci, monsieur le Maire, nous irons à la placette », répliquent les danseurs en se retirant. Le dimanche suivant, la halle était toujours vide et une foule s'était amassée sur la placette. Des jeunes gens, des femmes aux yeux bandés s'amusaient à frapper d'un bâton un pot de terre suspendu à une corde. Par mégarde, une femme frappa légèrement sur la tête d'un enfant de 10 ans qui s'était étourdiment détaché du cercle des curieux. Personne ne s'était inquiété de l'incident; mais, à la surprise et au mécontentement général, le gendarme Cassagne s'approche et ordonne de cesser ce jeu. Un jeune cordonnier, Carrier, dit au gendarme : « Il me plaît de jouer. En faisant bien, je ne vous crains pas ! » Selon l'accusation, il aurait ajouté : « Je vous em... ! » Cassagne se rue sur lui, le frappe à coups de poing, le gendarme Réchou le frappe à son tour. La foule surexcitée se précipite sur les gendarmes, les empêche de dégainer, leur arrache leur prisonnier. Dans la bagarre, Réchou reçoit un coup de poing sur l'œil. Huit républicains, Carrier, Duffau, cafetier, Dayrem, Pouydebat, cordonnier, Bruchet, Caubet, cordier, Sentis, Dupuy, Bécher, « les plus exaltés du parti socialiste », furent arrêtés comme agresseurs des gendarmes et transférés en voiture cellu-

laire à Lectoure. Leur départ de St-Clar provoqua un attroupement qui hua et siffla les gendarmes.

Les prévenus furent traduits en cour d'assises et défendus par l'avocat Dayrem, frère de l'accusé. Dayrem rappela les exploits de Chaland, les tracasseries des gendarmes, les procès-verbaux et les arrestations sans motifs ou sous de mensongers prétextes. L'ordre du gendarme Cassagne était illégal, arbitraire. Le mot grossier de Carrier n'avait pas été prononcé. La résistance à un acte illégal, suivi de brutalités, était légitime. Les accusés n'étaient intervenus que pour empêcher les gendarmes de dégaîner, pour éviter une collision sanglante. — Le rapport du brigadier parle de 200 personnes qui empêchaient les gendarmes de faire usage de leurs armes et cherchaient à les désarmer. — Ce procès occupa les audiences des 21, 22 et 23 avril 1851. Il avait attiré de nombreux républicains des divers cantons. Tous les accusés furent acquittés, après 3 mois de prison préventive. A leur passage à Fleurance, ils montèrent sur des chars décorés de lauriers; à Lectoure, les républicains les acclamèrent longuement. Leurs compatriotes de Saint-Clar fêtèrent leur retour; des femmes et des jeunes filles se portèrent au devant d'eux, à quelques kilomètres de la ville, avec des branches de laurier et d'aubépine fleurie. Un punch leur fut offert à Saint-Clar (1).

Les deux bagarres de St-Clar et de Mirande attestent l'exaspération populaire contre les tracasseries d'une gendarmerie et d'une police entraînées au combat politique, l'âpreté de la lutte de l'administration contre les rouges. La passion politique et les interventions policières enveniment les plus maigres incidents de la vie locale.

Les municipalités de Vic-Fezensac et de St-Clar ont vainement essayé de se débarrasser de commissaires qui

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.*, 1851. — Lieutenant de gendarmerie à préfet., 28 janvier 1851. — Arch. de la guerre. *Corresp. gén.*, 1851. — Lieutenant de gendarmerie à ministre, 29 janvier 1851. — *Ami du Peuple*, 30 avril 1851. — *Opinion*, 27 avril 1851.

n'étaient que des agents politiques, des mouchards. Elles supprimèrent leur traitement au budget communal, sous prétexte que la ville n'était pas assez riche pour avoir un commissaire. Mais les crédits furent aussitôt rétablis par le préfet (1).

II.

Le zèle politique et l'ardeur combative entraînent la surveillance réciproque et la défiance permanente parmi les agents de la répression : ils s'observent, se suspectent, se décrient, se dénoncent mutuellement. Le procureur se méfie du commissaire et celui-ci de ses agents; les sous-préfets dénoncent procureurs et commissaires; le préfet, le procureur général et ses substituts dénoncent les sous-préfets.

Le procureur de la république de Condom demande l'éloignement du commissaire de police qui est un homme du pays et, à ce titre, peu sûr : un jour de troubles, ce commissaire sera un embarras et un danger (2).

Le commissaire de Samatan se plaint de l'agent Latronchic qui serait, « de l'opinion contraire à l'ordre » (3).

Dans les rapports du commissaire Chaland, ce sont des récriminations sans fin contre ses agents, contre les maires ou adjoints.

Le commissaire d'Auch, Lacassagne, se lamente sans trêve sur la médiocrité ou l'absence de zèle de ses agents dont il ne reçoit aucune confiance. Il écrit :

« La police municipale n'est pas faite consciencieusement par tous les agents. C'est à peine si j'obtiens que le service ordinaire se fasse régulièrement. Quant au service confidentiel, il est nul, excepté chez un seul. Mais je dois dire que M. le Maire m'appuie de toute son autorité ». — « Je ne puis compter sur aucune confi-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Saint-Clar; —

(2) *Ibid.* — Com. de Condom, 4 avril 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Samatan, juin 1850.

dence politique de mes agents, Dansos excepté. » — « Les agents de police ne seront jamais que de mauvais serviteurs » (1).

Le sous-préfet de Mirande accuse le commissaire de pacifier avec les républicains et de faire rédiger ses rapports par le secrétaire de la mairie, candidat au conseil général. Le procureur général, informé par son substitut, dénonce au garde de sceaux ce commissaire qui « n'inspire pas confiance aux amis de l'ordre; il manque de capacité et de liberté d'action; il a été nommé par l'influence des hommes exaltés et il en subit toujours l'inspiration... » (2)

Le commissaire de Condom prétend qu'un employé de préfecture trahit le secret des correspondances politiques. (3)

Le brigadier de gendarmerie de Bassoues (Mirande) signale le garde-champêtre Pujo qui « fait étalage d'opinions socialistes les plus exaltées. » (4)

La brigade de Bassoues est dénoncée comme peu zélée, inactive. Le préfet est informé que le gendarme Moignard de la brigade de Bassoues prend ses repas dans une auberge fréquentée par les républicains, que le 16 juin 1851, il a mangé avec des démocrates notoires et assisté à des conversations politiques. Le lieutenant de Mirande après enquête déclare que « Moignard a été calomnié » et que « la dénonciation est sans fondement ». L'auberge Danton où le gendarme prend ses repas n'est pas un lieu de réunion politique; Barres, le maire de Bassoues, homme d'ordre et qui fréquente l'auberge, l'a certifié au lieutenant. D'ailleurs, Moignard mange avec le propriétaire, à la cuisine et non dans la salle commune. Le 16 juin, lendemain de la fête patronale, 5 républicains, Vidaloque, adjoint, Carrier, tisserand, Laffite, marchand, Fitte, cafetier et Lauzin,

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Commis d'Auch, 31 mars, 16 avril, 31 mai 1850.

(2) *Ibid.* — Sous-préfet à préfet, 26 oct. 49. — Arch. nat. *BB 30/370*. — Rapport du proc. génér., 31 déc. 1849.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 déc. 1850.

(4) *Ibid.* — *Compte mor. et polit.* 1851. — Lieutenant de gendarmerie de Mirande à cap., 21 janvier 1851.

teinturier, ont déjeuné à l'auberge Danton pendant que Moignard mangeait à la cuisine. Le gendarme n'a pas communiqué un instant avec les républicains. Désormais, il prendra ses repas dans sa chambre. « Ce gendarme est jeune, sans trop d'intelligence,.. uniquement occupé à apprendre ses devoirs et qui n'a aucune idée politique. Il a été calomnié ». Telle est la conclusion du rapport du lieutenant de gendarmerie. (1)

Le 30 novembre, le ministre de la guerre écrivait au colonel de la 13^e légion de gendarmerie :

Des renseignements dignes de foi me font connaître que le juge de paix du canton de Jegun (Auch) entretient dans le pays de mauvaises relations, exerce autour de lui une influence fâcheuse et ne mérite en aucune manière la confiance du gouvernement. Je vous prie de vous renseigner sur ce fonctionnaire et de me faire connaître, s'il est vrai, comme j'ai lieu de le croire, que son maintien dans le poste qu'il occupe est, dans la circonstance présente, une faute et un danger (2).

Le juge de paix de Samatan, Larriale, avait été dénoncé par le commissaire Escousse comme « professant des doctrines et tenant des discours qui sentaient la démagogie ». Il aurait « par ses efforts et des démarches actives cherché à assurer le triomphe d'un candidat socialiste », à l'élection complémentaire du 8 juillet 1849. Larriale protesta et se déclara « partisan des idées d'ordre et de modération ». Mais, ayant eu la maladresse d'avouer ses « sympathies pour Alem-Rousseau », il ne réussit pas à dissiper les défiances et fut révoqué (3).

En janvier 1850, le procureur général dénonce au garde des sceaux le sous-préfet de Mirande, Armand :

... Précédé par une réputation d'homme peu dévoué au parti de l'ordre. Avant Février, rédacteur d'un journal tout à fait révolutionnaire... A son arrivée à Mirande, il a accepté un asile com-

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et pol.*, 1851. — Lieutenant à capit. de gendarmerie, 27 juin. — cap. à préfet, 28 juin 1851.

(2) Arch. de la Guerre. *Corr. gén.* — Min. à colon. de la 13^e légion, 30 novembre 1849.

(3) Arch. du Gers. *Election complémentaire*, 1849. — Commissaire à préfet, 8 juillet 1849; — juge de paix à procureur, 30 juillet 1849.

plet pendant plusieurs jours chez le secrétaire de la sous-préfecture qui passe pour communiste et qui habite la même maison que le lieutenant de gendarmerie qui passe pour un rouge.

Le secrétaire de la mairie « fait cause commune avec les socialistes »; le commissaire de police Ferrière est « incapable » et a été « nommé par les ultra-démocrates ». Le procureur général propose le déplacement du commissaire et du lieutenant de gendarmerie, Dal. — Fin février, le procureur, écho de son substitut, dénonce à nouveau le commissaire Ferrière comme « imbu des plus détestables doctrines »; tout le personnel des bureaux de la mairie et de la sous-préfecture « professe les plus mauvaises doctrines »; Dal a des « sympathies pour les socialistes ». — Le 28 février, le garde des sceaux signale tous ces fonctionnaires à ses collègues de l'intérieur et de la guerre. Mais le ministre de la guerre affirme que « Dal est actif et dévoué »; que son déplacement paraît « injuste et inopportun » au sous-préfet de Mirande. (1) — En février, le sous-préfet Armand fut remplacé par Grabias, conseiller de préfecture à Auch.

En octobre 1851, le procureur général taxe d'indécision et de faiblesse la conduite du sous-préfet de Condom.

Les démagogues, écrit-il, sont nombreux dans l'arrondissement de Condom et organisés en sociétés secrètes. Il serait à désirer que l'administration fût entre les mains d'un homme énergique, vigoureux, redoutable pour les uns et maître absolu de la confiance des autres. Depuis longtemps le préfet a demandé le déplacement du sous-préfet. Ce fait connu le place dans une position regrettable, notoirement privé de la confiance de son supérieur. Ce fonctionnaire instruit, de mœurs exemplaires, est trop modeste et semble souvent indécis, provoque de bonnes mesures, mais avec trop de retard. En résumé, il a peu d'autorité dans l'arrondissement. Cela tient : 1° à ce qu'on le croit en défaveur auprès de la préfecture; 2° à ce que 3 ans de fonctions dans une résidence ne peuvent être affrontés aujourd'hui que par des fonctionnaires d'élite. Ces 3 ans ont été pour lui une période de stage, de début, d'études, d'expérience. Dans un arrondissement moins difficile, il pourra être utilement employé (2).

(1) Arch. nat. B B 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 janvier, 28 février 1850. — Min. de la guerre à min. de la justice, 22 mars 1850.

(2) *Ibid.* — Rapport du proc. génér. 1^{er} oct. 1851.

Ce sous-préfet fut remplacé par Bajac.

Engagé dans un violent conflit avec le maire de Lectoure, le préfet se plaint du sous-préfet Pompéï que le procureur estime pusillanime et indécis. Et Pompéï est déplacé (1).

Ce perpétuel soupçon, ces dénonciations si fréquentes entre agents de la répression attestent et entretiennent une ardeur de combat qui ne tolère ni défaillance ni tiédeur, exclut toute hésitation et tout ménagement.



Les représentants républicains sont le point de mire de l'administration. Leurs déplacements, visites, passages dans une ville sont épiés, signalés aussitôt au sous-préfet et au préfet; leurs moindres propos sont recueillis, notés, parfois défigurés. Les commissaires « s'attachent à leurs pas », suivant l'expression de l'un d'eux.

Le 17 janvier 1850, le commissaire d'Auch écrivait :

L'arrivée dans nos murs de M. Duputz, représentant montagnard, n'a donné lieu à aucune manifestation. Quelques amis politiques lui ont fait compagnie (2).

Et, durant tout son séjour dans le Gers, les commissaires ne lâcheront pas Duputz, le chef du parti rouge : leurs rapports nous instruisent, jour par jour et presque heure par heure, du détail de ses voyages : départ, arrivée, accueil, conversation, repas, visites d'amis, réunions, sérénades, etc. Le commissaire de Condom note le 3 février que « l'arrivée de Duputz n'a pas produit la plus légère sensation. On ne lui a pas fait les honneurs d'une sérénade dont on est si prodigue à Condom ». Le commissaire a eu un entretien avec le représentant montagnard dont il rapporte ces propos :

Louis-Napoléon n'exerce aucune influence sur la population de Paris. Elle lui est même hostile. Il n'est pas probable qu'il par-

(1) Voir ci-dessous le chapitre VIII.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 17 janvier.

vienne à réaliser le projet qu'il a de se faire nommer empereur; il rencontrerait partout une forte opposition. Le parti Cavaignac s'agite beaucoup en ce moment, mais il est, lui aussi, très impopulaire, bien faible... Le parti socialiste a perdu beaucoup de terrain à Paris, mais il en a beaucoup gagné en province et nous recevons à ce sujet les nouvelles les plus satisfaisantes, surtout des villes manufacturières dont les populations entières appartiennent au socialisme.

Le commissaire note ensuite les déplacements de Duputz :

M. Duputz est sorti seulement deux fois de la ville avant-hier pour aller à Valence, déjeuner chez le maire avec son ami Lamarque, et, hier matin, il est allé à Nérac avec le même pour y régler quelques affaires d'intérêt. Il est rentré dans la nuit et il n'en est plus sorti, car, à l'instant même, je le vois passer sous mes fenêtres (1).

Le commissaire de Mirande écrit à son tour le 16 février :

M. Duputz a séjourné à Mirande du 4 au 6. Il n'est pas permis d'être plus calme que MM. les Socialistes. Ce calme ne m'empêche pas d'exercer la surveillance la plus active (2).

On lit dans un rapport du commissaire de Fleurance :

Duputz et Lamarque sont passés dans notre ville du 7 au 8 février. Ils ont eu quelques entretiens avec les hommes extrêmement rouges. Leur venue n'a produit aucune impression (3).

Le 8 février, Duputz et Lamarque sont à Lectoure.

Informés par M. le sous-préfet, écrit le commissaire, le maréchal-des-logis et moi nous nous sommes attachés à leurs pas afin de surveiller de près et sévir au besoin. Ils étaient venus, paraît-il, pour faire une collecte pour faire reparaître l'*Egalité* (4).

Il a quitté Condom, le 22 février, à 6 heures du matin, écrit le commissaire. Il est allé à Toulouse avec son ami-Gresse avocat. Lamarque l'a accompagné jusqu'à Auch (5).

En août 1850, les 4 représentants républicains se rendent dans le Gers : Duputz, Gavarret et Joret, dans l'arrondissement de Condom, Carbonneau à Lectoure. Le commissaire

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 février 1850.

(2) *Ibid.* — Mirande, 16 février 1850.

(3) *Ibid.* — Fleurance, 15 février 1850.

(4) *Ibid.* — Lectoure, 9 février 1850.

(5) *Ibid.* — Com. de Condom. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 28 février 1850.

re note que Gavarret est arrivé le 12 par la diligence de Bordeaux; 104 des 350 membres de la société philanthropique dont il est le président, lui ont rendu visite; on lui a fait une sérénade à 9 heures. Il est parti pour sa campagne de Tuco où il réside habituellement. Le procureur général regrette que « nombre d'hommes d'ordre aient pris part à l'ovation sous prétexte d'honorer le président de la Société de bienfaisance »; en tournée d'inspection à Condom, il adresse de vifs reproches au greffier du tribunal et au juge de paix qui ont participé à la démonstration (1).

Joret est arrivé le 13 août à Condom; « il n'a pas eu de sérénade ».

Duputz a reçu à son arrivée, les 50 membres de la société industrielle de Condom. Il a eu sa sérénade, Le 25 août, il a reçu Vivent, avocat à Agen et Descamps, notaire à Francescas... Il est allé à Cazeneuve, chez son ami Durrui (2).

Le procureur général, informé par son substitut, écrit :

L'arrivée de Carbonneau à Lectoure n'a produit aucune sensation. Il semble éviter ses amis politiques et serait, dit-il, effrayé de leur succès.

Même note dans le rapport du commissaire de Lectoure (3).

Le commissaire de Condom annonce une tournée politique dans le Gers du représentant montagnard des Landes, Pascal Duprat : il se rendra d'abord à Condom; il ira ensuite avec Gavarret à Auch « où il est attendu par le parti démocratique pour narguer M. le Préfet... ».

Le 6 septembre, Duprat séjourne six heures à Condom. Avec Daulhième, Lamarque, Dugarçon et autres républi-

(1) Arch. nat. BB 30/470. — Rapport du proc. gén., 30 août 1850. — Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 16 août 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 16 août et 8 sept. 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Lectoure, 18 août 1850. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 août 1850.

cains, il s'est rendu chez Duputz. Aussitôt, gros émoi : le commissaire prévient le sous-préfet Bajac et le procureur de la république. Il ordonne à ses agents de « surveiller la maison Duputz où sont Pascal Duprat et ses amis et de rendre compte de toutes les menées de ces Messieurs ». Sur la terrasse des Jacobins, Duprat harangua une nombreuse assistance; le commissaire assistait à la réunion (1).

Le nommé Duprat, représentant du peuple, a été à Condom où il a péroré pendant 2 heures environ. Il se propose de venir à Mirande. Mais M. le sous-préfet et moi l'attendons avec les mesures les plus sûres, s'il se met en flagrant délit quelconque (2).

Le commissaire de Samatan signale la présence de Duputz.

Il est arrivé le 2 novembre, à 10 heures du soir, est resté le 3 et est parti à 11 heures du soir... Il a vu Longayrou, pharmacien, Larriale, négociant, ex-juge de paix, Marmouyet, notaire Mongausi, ex-greffier de justice de paix. Mais cette entrevue n'a été qu'individuelle, à cause de ma surveillance (3).

En novembre 1850, les représentants regagnent Paris. Selon le procureur général, Gavarrret a passé inaperçu, Duputz a disparu sans bruit.

Joret a voulu se mettre en évidence : il a prononcé un discours dans un banquet à Nogaro et déclaré qu'il votait avec la montagne parce qu'il aimait le peuple (4).

Le 3 décembre 1850, le commissaire de Condom informe le préfet qu'il a été question de poursuivre Duputz.

M. Peraldi, à son retour de Paris a apporté la nouvelle que M. le Procureur général près de la cour d'appel de Lyon avait adressé... une demande en autorisation de poursuivre notre représentant M. Duputz, impliqué dans le complot dont cette dernière ville était le siège. Le conseil des ministres a décidé qu'on écrirait à ce magistrat pour lui demander une opinion personnelle sur les charges qui pèseraient sur Duputz et si elles paraissent suffisantes pour motiver une condamnation. Dans ce dernier cas seulement on agirait.

(1) Arch. du Gers. *Police, 1850*. — Com. de Condom, 17 sept. 1850. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 7 oct. et 4 nov. 1850.

(2) Arch. du Gers. *Ibid.* — Com. de Mirande, 15 sept. 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Samatan, 15 nov. 1850.

(4) Arch. nat. BB. 30/370. — Rapport du proc. gén. — d'Agen, 30 nov. 1850.

Duputz ne fut pas poursuivi.

En 1851, le retour de Joret dans le Gers fut marqué par un incident qui eut une certaine publicité. Il arriva le 23 juillet à Nogaro, d'où il partit aussitôt pour son château de Salles.

Dès son arrivée, écrit le lieutenant de gendarmerie de Condom, il a été visité par MM. Bouillet, ex-maire, et Bouillet, chirurgien, commandant de la garde nationale, avec 150 individus appartenant au parti avancé. Ils l'ont complimenté. M. Joret s'est plaint publiquement d'avoir été obligé en passant à Eauze d'exhiber son passeport à la gendarmerie de cette localité, ajoutant qu'un pareil procédé envers un représentant du peuple était une infamie... Le brigadier Busca, de Nogaro, a riposté en disant : « La gendarmerie d'Eauze a fait son devoir, attendu que, probablement, elle ne vous connaissait pas. » A l'arrivée et au départ, les cris de *Vive M. Joret ! Vive la République !* se sont fait entendre... Il n'y a pas eu d'autre démonstration.

Le ministre de la guerre, informé de ces faits, approuve la conduite des gendarmes. Mais Joret a conté cette affaire dans une lettre à *La Presse*. Le colonel de la 13^e légion écrit au ministre pour en contester l'exactitude : à Eauze, le gendarme Séailles, qui connaissait Joret, l'aurait salué très poliment et se serait borné à lui dire : « M. le Représentant se retire chez lui en congé ? » Joret ripostait dans une lettre à *l'Opinion* :

... La politesse de la forme n'excuse pas l'inconvenance du fond... Les gendarmes ne sont pas responsables. Ce système de tracasseries dans ce département profite peu à la cause de l'ordre... Un paysan disait : « Si ces gens-là restaient les maîtres, ils nous attelleraient à la charrue !... »

Au commandant de la gendarmerie du Gers, Bernardy, invité à écrire à *La Presse* pour réfuter le récit de Joret, le ministre de la guerre interdit toute réponse dans les journaux (1).

(1) Archives du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1851. — Lieutenant à cap. de gendarmerie, 25 juillet. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Colonel de la 13^e légion à ministre, 4 et 17 août; — cap. Bernardy à ministre, 25 juillet; — ministre à colonel, 6 août. — *Opinion*, 7 août; — *Ami du Peuple*, 15 août 1851. — Dans les Landes, à Tartas, la police se montra plus agressive envers Crémieux, hôte de son ami Pascal Duprat. Le commis-

Durant son séjour dans le Gers, Joret, passé au parti montagnard, est étroitement surveillé par la gendarmerie et les commissaires. Sur le bruit d'une réunion de représentants montagnards dans son château de Salles, des instructions ont été envoyées par le lieutenant de gendarmerie de Condom au brigadier de Nogaro. La réunion n'eut pas lieu. Mais le 15 août, fête patronale de Nogaro, Joret s'est rendu à midi chez Bouillet où il a déjeuné. Vers 4 heures, la musique de Nogaro a escorté Joret et ses deux amis, Sabathier, maire de Manciet, Bouillet, ex-maire de Nogaro, qui se sont rendus aux jeux. A 5 heures, un nommé Barthélemy, ayant voulu lire un discours à l'adresse de Joret, le maire Dubuisson s'y est opposé et la lecture n'a pas eu lieu, malgré les protestations véhémentes du cordonnier Lacomme. Mais Joret, vivement acclamé, a été reconduit chez Bouillet, musique en tête. Il a harangué la foule, l'exhortant à continuer d'obéir à la loi, à se rappeler le 5 août 1851 et le banquet du 4 novembre 1850; il a ajouté que l'oppression n'a qu'un temps et que chacun après cette épreuve jouira de ses droits de citoyen. A 10 heures du soir, Joret est rentré à Salles. La gendarmerie a patrouillé jusqu'à deux heures du matin. (1)

*
**

Le zèle de la police ne s'épuise pas contre les représentants montagnards : tous les fonctionnaires, tous les républicains sont surveillés avec la même minutie ombreuse. La lecture des rapports des commissaires est instructive à cet égard. Nous avons déjà cité de longs extraits de cette correspondance, notamment les rapports des commissaires Chaland et Cassagne. Ajoutons que l'ardeur délatrice des gendarmes, des juges de paix, des pro-

saire voulait l'arrêter pour défaut de passeport. Pour lui faire lâcher prise, Duprat menaga le commissaire d'une intervention de la foule irritée. (*Ami du Peuple*, 29 août 1851.)

(1) Arch de la Guerre. *Corresp. gén.* — Lieutenant de gendarmerie de Condom à cap. Bernardy, 17 août 1851

cureurs, le cède à peine à celle des commissaires. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les documents réunis aux archives du Gers sous la rubrique *Compte moral et politique*, de lire la *Correspondance générale* manuscrite du Ministère de la Guerre, la correspondance des procureurs généraux, aux Archives nationales.

A la moidre dénonciation, au plus léger soupçon, l'alerte est donnée aux commissaires et aux gendarmes, qui épient et notent les démarches, visites, relations, propos du fonctionnaire suspect ou du républicain signalé. Les dénonciations reposent parfois sur de simples mystifications.

Ainsi, à Miélan, le 25 mai 1851, le docteur France ayant reçu trois amis, leur offrit un verre de liqueur. Ils entonnèrent quelques refrains. Bernès, un propriétaire, s'étant arrêté pour écouter, dit le lendemain au docteur France : « Hier, je passais devant chez vous et j'ai entendu un grand bruit. Vous étiez sans doute nombreux ? » — « Oui, répondit France, nous étions trente. Vous avez bien fait de ne pas entrer, car, il y avait un homme derrière la porte, armé d'un sabre, et qui vous aurait haché. » Cet homme simple et crédule prit au sérieux et ébruita cette plaisanterie. Le préfet informé, désigna la maison du docteur France à la gendarmerie comme un lieu de réunion des rouges et prescrivit une active surveillance. Le brigadier de gendarmerie expliqua dans un rapport que Bernès avait été mystifié par le docteur France (1).

Le 20 novembre 1849, le commissaire de Condom signale un « dangereux agitateur » :

Lesseps, ancien député sous Louis-Philippe, condamné récemment par la cour d'assises du Lot-et-Garonne pour son organisation du refus de l'impôt, a choisi Gondrin pour y faire de la propagande socialiste. Il a en vue sa candidature aux prochaines élections. C'est un voisinage fort incommode et dangereux : Il serait à désirer qu'on put l'éloigner; mais il est, dit-on impossible d'espérer ce résultat, tant que cette ville sera administrée par le maire actuel.

Le 18 mai 1850, le même commissaire écrit au préfet :

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et pol.* 1851. — Lieutenant à cap. de gendarmerie, 21 juin 1851.

... M. Lesseps a fait deux apparitions à Condom, les 7 et 11 du courant. Dans sa première visite, il a vu 3 ou 4 des principaux meneurs. La seconde n'a pas duré une demi-heure. Il est parti pour Nérac. Il a passé dans la contrée de Gondrin et d'Eauze pour y faire de la propagande. Il se fait accompagner d'un jeune homme de Villeneuve d'Agèu, espèce de matamore...

En mars 1850, le commissaire de Fleurance avertit Magnitot que l'ex-maire républicain Cadéot « a obtenu un passeport à l'étranger. L'absence de cet homme d'un esprit très avancé produira une amélioration dans les esprits mal fixés » (1).

Le 2 décembre 1850, le commissaire de Vic-Fezensac signale le passage de l'avocat républicain Lamarque qui s'est entretenu avec le docteur Sainte-Colombe « très rouge ».

Lamarque avait une conversation très animée que Sainte-Colombe écoutait très attentivement. J'e craignais une réunion secrète. Une surveillance très prolongée dans la nuit me donna la certitude qu'il n'y en a pas eu.

Cette surveillance du commissaire exaspère naturellement Sainte-Colombe et le commissaire écrit le 31 décembre 1850 :

Le 25 décembre, à 3 heures de l'après-midi, Sainte-Colombe et 5 autres individus allaient de front, du bas de la ville au haut. J'étais à leur suite, je fus aperçu. M. Sainte-Colombe resta seul avec M. Lambitte. Ils se promenaient longtemps. Nous nous croisâmes. Toutes les fois, Sainte-Colombe, à mon approche, se serrait les lèvres, signe de l'humeur qu'il avait contre moi. Le vendredi, jour du marché, il m'a signalé du geste et de la voix à 4 individus. Il m'a provoqué, me toisant des pieds à la tête, et me menaçant avec des yeux d'indignation. Il travaille justement pour les élections, mais à domicile, et voudrait bien être débarrassé d'un commissaire de police qui le suit pas à pas.

Le 16 août 1850, le commissaire de Condom signale le départ précipité de Lamarque et de Daulhième, avocats républicains, dans la voiture de Sentex, négociant. Ferret, huissier, et Deler, ex-professeur du collège, suivaient dans un cabriolet. Enfin, Dugarçon, ex-avoué, Bellamy, cadet, teinturier, Cournet aîné, boulanger, Lestrade fils, cafetier, avaient pris place dans une troisième voiture. Laborde,

(1) Arch. du Gers. *Police, 1850*. — Com. de Fleurance, 15 mars 1850.

gendre de Duviard, maire de Cassagne, chevauchait entre les deux premières voitures. Le commissaire demande à son collègue de Nérac des renseignements sur cette équipée de rouges. Il apprend que tous ces démocrates condomois ont dîné ensemble à l'Hôtel de France, sont allés ensuite au café du Griffon d'où cinq ou six d'entre eux se sont rendus chez Bousquet qui tient une maison de tolérance. Tous sont repartis le lendemain pour Condom (1).

En mai et juin 1850, des placards « incendiaires » furent affichés à Condom. Les républicains ayant été désignés par *l'Opinion* comme les auteurs des placards, les 4 avocats rouges de Condom protestèrent par une lettre publiée dans *La Constitution* et *l'Ami du Peuple*.

Au nom du comité socialiste de Condom, nous affirmons que les auteurs de cette lâcheté ne sont pas dans nos rangs. Nous affirmons qu'ils sont ailleurs et que la plume dont ils se sont servis a été trempée dans le venin distillé par les journaux royalistes... Les républicains ont assez prouvé qu'ils savent braver les balles et la proscription. Ils ne cherchent pas le mystère pour attaquer leurs ennemis.

Le procureur général traduit aussitôt les 4 avocats devant le conseil de l'ordre pour avoir « manqué au respect dû aux lois, aux arrêts de la justice et aux règles de leur profession ». Mais le conseil décida que cette protestation des avocats ne lésait en rien ni les intérêts ni l'honneur de l'ordre. Le procureur général fit appel, et, devant la cour d'Agen, requit contre 3 avocats la radiation du tableau. Il désigna Lamarque, « chef du parti socialiste à Condom et ne plaidant jamais », comme le plus coupable; la suspension serait pour lui une peine illusoire. Par arrêt du 22 novembre 1850, la Cour, moins sévère que le Procureur général, condamna Lamarque et Dugarçon à 6 mois de suspension, Daulhième à 3 mois, Lassalle, avocat stagiaire, à la réprimande et à la prorogation de de son stage pendant 1 an. Les 4 avocats se pourvurent en cassation. Ils

(1) Arch. du Gers. *Police 1850*. — Com. de Condom, 14 août 1850.

raisonnaient ainsi dans leur pourvoi : si leur protestation contenait un délit de presse, ils devaient être envoyés devant le jury; il ne peut y avoir de délit à se proclamer socialiste en l'absence de loi qui condamne le socialisme; un avocat pour un acte politique inhérent à sa qualité de citoyen et qui n'a pu être déféré comme délit aux tribunaux ordinaires, ne saurait être atteint dans sa profession qui est sa propriété et le plus souvent toute sa fortune (1).

Violet, jeune lieutenant de gendarmerie, mis en retrait d'emploi, depuis octobre 1849, pour ces opinions républicaines, avait quitté Bagnères pour se fixer à Auch. Il a refusé de reprendre du service et, le 25 mars 1851, il écrit au général commandant la subdivision du Gers :

La célèbre circulaire qui crée de nouvelles attributions à la gendarmerie (2) est, selon moi, attentatoire à l'honneur de l'épaulette et à la dignité de l'homme.

Le ministre de la guerre lui inflige une peine disciplinaire qu'il devra subir jusqu'à nouvel ordre à la citadelle de Bayonne. Violet part d'Auch le 1^{er} mai 1851 pour subir un mois de détention à la citadelle de Bayonne et reçoit du ministre l'ordre de fixer son domicile à Bayonne. Il demande au ministre de rapporter cet ordre qui lui causera de graves préjudices. Le général de division l'autorise à rentrer à Auch en attendant la réponse. Mais le ministre blâme l'autorisation accordée par le général et enjoint à Violet de retourner immédiatement à Bayonne (3).

En juillet 1850, deux républicains, Breuils, ancien maire de Masseube et Laporte Adolphe ont été arrêtés et conduits à Mirande, en vertu d'un mandat d'amener de Daste, juge d'instruction : ils sont prévenus d'outrages à la gendar-

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen, 30 nov. 1850. — *Ami du Peuple*, 1^{er} déc. et 1^{er} juin 1850.

(2) Allusion à la circulaire du ministre d'Hautpoul qui demandait aux colonels de gendarmerie des rapports confidentiels pour le ministre et le Président sur « les actes et les tendances des agents du gouvernement ».

(3) *Egalité*, 9 oct. 1849. — *Ami du Peuple*, 2 mai, 15 juin 1851.

merie et d'excitation des citoyens les uns contre les autres. Après quelques jours de prison, ils sont relâchés par un non-lieu (1).

Le directeur d'un établissement d'enseignement libre, subventionné par la commune de Fleurance, fut contraint par le préfet de renvoyer le professeur Ticier, suspect de républicanisme (2).

Nous mentionnons plus loin (3) les nombreuses vexations, tracasseries, arrestations et poursuites infligées pour propagande et manifestations politiques. Les propos, cris, chants « séditeux », les « rébellions contre l'autorité » conduisirent de nombreux républicains en cour d'assises. Mais le jury les acquitta presque tous, notamment les 15 républicains de Saint-Clar et de Mirande, poursuivis pour rébellion contre le commissaire et les gendarmes.

Les acquittements par le jury scandalisaient et irritaient l'administration. *L'Opinion* déplorait des « verdicts pleins de mansuétude » (4). Sur l'acquittement des prétendus agresseurs de Chaland, le procureur général écrivait le 3 novembre 1850 :

La liste du jury de cette session était en général mauvaise; plusieurs chefs socialistes y figurent ainsi que plusieurs cultivateurs illettrés, incapables de suivre une discussion un peu difficile et plus incapables encore de se défendre des influences très actives du dehors. L'acquittement de tous les accusés de rébellion contre le commissaire de police n'a surpris personne. Le résultat était prévu : il en sera presque toujours ainsi, à moins qu'une loi nouvelle modifie la composition du jury, ou bien que la liste soit composée par les soins des maires nommés par le pouvoir exécutif (5).

Le préfet essaya d'influer sur la désignation des jurés. Dans le conseil cantonal les délégués de chaque commune présentaient les citoyens à inscrire sur la liste des jurés. Les citoyens présentés étaient toujours admis par le conseil estimant que les délégués étaient le mieux qualifiés pour

(1) *Opinion*, 11 juillet 1850.

(2) *Le Bien du Peuple*, 19 avril 1850.

(3) Voir ci-dessous, chap. IX et X.

(4) *Opinion*, 27 avril 1851.

(5) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen, 3 nov. 1850.

désigner les habitants de la commune aptes aux fonctions de juré. Un refus eut paru une injure au délégué. Le préfet voulut rompre avec cette pratique. Il écrivit au juge de paix de Marciac pour l'engager à « user de toute son influence sur le conseil pour écarter des listes les hommes de désordre qui veulent tout renverser, les perturbateurs, etc. » La lettre fut lue à la réunion du conseil cantonal et Nabos, conseiller général, maire révoqué de Marciac pour refus de fermer un cercle républicain, se vit clairement désigné avec ses amis. Il reprocha au préfet d'exciter les citoyens les uns contre les autres et dressa le bilan de son administration :

Plus de 20 maires destitués sans motifs, plus de 40 instituteurs brutalement chassés et jetés sans asile et sans pain sur le pavé des grandes routes avec leurs femmes et leurs enfants,... d'honorables citoyens provoqués, jetés dans les cachots, entraînés dans les voitures cellulaires... et acquittés par le jury; puis des visites domiciliaires sans résultat...

Le maire de Marciac et Nabos présentèrent un conseiller municipal républicain de Marciac. Il fut écarté et Nabos refusa de proposer d'autres candidats. Sur la liste de Marciac ne figurèrent que des citoyens très riches (1).

Au conseil de revision, le préfet se vengea brutalement des attaques de Nabos. L'interpellant devant tous les maires du canton, il le traita de malhonnête homme et, d'une voix irritée, il ordonne au brigadier de gendarmerie de lui dresser procès-verbal pour port illégal de décoration : au lieu du ruban bleu primitif sans liseré, Nabos portait un ruban rouge à liseré noir, comme semblait l'y autoriser une décision du gouvernement provisoire. Ce procès devant le tribunal de Mirande lui valut une simple condamnation aux frais. Mais le procureur Chevert fit appel devant le tribunal d'Auch qui condamna Nabos à cinquante francs d'amende et aux frais. De nombreux républicains de Mirande, de Marciac et du canton de Miélan assistèrent au procès, à

(1) *Ami du Peuple*, 20 décembre 1850. — Lettre de Fitte, 11 décembre 1850.

Mirande. Après le jugement, ils se dispersèrent dans 3 auberges. Les républicains ramenèrent le soir même Nabos à Marciac. La Musique vint à leur rencontre. La voiture de Nabos était en tête, 8 autres suivaient. Il faisait nuit et la voiture de Nabos, entourée d'une foule qui portait des torches et chantait des airs patriotiques, fit le tour de la place. Les manifestants se dispersèrent sous une pluie torrentielle. En prévision d'une manifestation républicaine, le sous-préfet avait d'abord ordonné de diriger sur Marciac les 5 ou 6 brigades de l'arrondissement; puis, il retira cet ordre (1). Soumabielle, maire de Marciac, fut suspendu sous prétexte d'avoir toléré ou encouragé des manifestations en l'honneur de Nabos (2).

Dès qu'un militant républicain quitte le Gers pour Paris, son départ est signalé par la gendarmerie ou le commissaire. Le préfet ou le ministre de la Guerre avertissent à leur tour le préfet de police de l'arrivée du personnage. Ainsi, le jeune Noulens, de Condom, « homme de lettres », est signalé par le ministre de la Guerre à la police le 7 décembre 1849. Le préfet Carlier répond :

Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 courant pour appeler mon attention sur le nommé Noulens, se disant homme de lettres, récemment parti de Condom (Gers) pour se rendre à Paris où il doit se mettre à la disposition du comité central de la propagande socialiste. Le nommé Noulens est arrivé le 3 courant et est descendu rue St-Guillaume n° 2, où loge son ami et collègue politique le sieur Delaroche, fils du maire de Condom. Depuis son arrivée dans la capitale le nommé Noulens qui est en effet un socialiste exalté compose des chansons révolutionnaires qu'il se propose de faire imprimer. Il fréquente plusieurs représentants de la Montagne et notamment le sieur Duputz. Le sieur Noulens ne sera pas perdu de vue...

— Le ministre de la guerre signale encore à Carlier « un des meneurs socialistes du Gers », Saint-Martin, récemment parti de Jegun. (3)

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et politique*, 1851. — Rapport du cap. de gendarmerie, 26 juillet 1851. — *Ami du Peuple*, 1^{er} juin, 25, 30 juillet, 3, 13 août 1851.

(2) Voir le chap. suivant.

(3) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1849. — Carlier à min. de la guerre, 18 et 20 déc. 1849.

La crainte d'un soulèvement armé républicain provoqua le désarmement de 53 gardes nationales, inspira l'arrêté préfectoral prescrivant à tout armurier de ne vendre de fusils, pistolets et autres armes de luxe ou de chasse qu'aux acheteurs munis d'un certificat de moralité accordé par le maire et visé par le sous-préfet. Cette crainte devient très vive après le vote de la loi du 31 mai 1850 qui exaspéra les républicains en ôtant le droit de vote à 3 millions de citoyens et, dans le Gers, à 26.000 électeurs sur 96.000 inscrits. Le préfet donne l'alerte aux commissaires : ils doivent surveiller et signaler tout préparatif d'insurrection armée, s'efforcer de découvrir « les sociétés secrètes, les réunions politiques, la fabrication ou détention d'armes ou de munitions de guerre ». Le 6 juillet 1850, le commissaire Lacassagne écrivait au préfet :

...Les choses sérieuses dont vous m'avez entretenu sur les préparatifs du soulèvement des rouges après la clôture des listes électorales sera l'objet de mon attention... J'ai commencé cette nuit à sonder le terrain ennemi.

Le même commissaire écrit un mois et demi plus tard :

Pas de rapport en juillet pour déployer toute ma vigilance... Rien de ce qu'on appelle sociétés secrètes, réunions politiques, préparatifs de démonstrations, fabrication ou détention d'armes ou de munitions de guerre, rien ne m'est apparu... (1)

Sur l'ordre du préfet, du procureur et du sous-préfet, les perquisitions se multiplient aux domiciles des républicains en vue de découvrir de la poudre et des armes.

A Lectoure, le commissaire de police et 3 agents ont pénétré dans l'auberge Cadours où se réunit la jeunesse républicaine. Ils ont vainement tout bouleversé pour trouver de la poudre, Cadours ayant affirmé, — par plaisanterie, déclare-t-il, — qu'il en possédait chez lui 50 livres.

Le sous-préfet de Mirande, Grabias, a fait perquisi-

(1) Arch. du Gers. *Police, 1850*. — Com. d'Auch, 6 juillet, 15 août 1850.

tionner infructueusement à Lamazère, (Mirande), chez Ortholan et Carrère, à Mouchès (Montesquiou), chez Lagrave, à l'Isle-de-Noé (Montesquiou), chez Cator, Cestac et Bourguignon (1).

Le 2 juillet 1850, à Vic-Fezensac, le commissaire Chaland pénétrait à 5 heures du matin, escorté de deux sergents de ville et de 4 gendarmes, dans la maison d'Arséguet. Il visita toutes les chambres, et, dans celle du fils Arséguet, il saisit quelques numéros de *La République*, de *La Voix du Peuple* et du *Nouveau Monde*, quelques brochures de Lamennais, de Félix Pyat, un travail sur l'impôt des boissons, le *Guide de l'électeur républicain* et une lithographie représentant les 12 principaux montagnards de la Constituante, un petit livre de la rue de Poitiers que, sur son titre, il prit pour un ouvrage « socialiste » : *La vérité aux paysans, aux ouvriers, aux soldats*. Il s'empara aussi de quelques portraits de Barbès, Leroux, Proudhon et même d'une image du Christ. Il prit aussi un fusil de garde national et une paire de vieux pistolets. Il se rendit ensuite avec la même escorte chez le serrurier Pujos, dénoncé comme possesseur d'une canne-fusil. Pujos déclare n'avoir jamais eu qu'un fusil à crosse brisée, fabriqué par lui-même et qu'il a porté chez son frère, armurier, chargé de le vendre. Par un flagrant abus de pouvoir, Chaland lui ordonne d'aller le chercher sur-le-champ. Pujos résiste. Chaland s'emporte, menace de l'incarcérer. Puis, se radoucissant, il lui promet d'oublier sa résistance, s'il consent à le renseigner sur les socialistes et les 7 à 8 bonnets phrygiens de Vic. Afin d'éluder la réponse, Pujos lui demande à son tour ce que c'était que des socialistes et des bonnets phrygiens. Le commissaire, joué et vexé, tempête à nouveau, contraint Pujos à se rendre chez son frère en compagnie de 2 gendarmes pour y prendre son fusil. Il s'empare d'un moule à balles et de 396 balles de pistolet, destinées au tir public établi chez Pujos. *L'Ami*

(3) *Ami du Peuple*, 5 juillet 1850, 21 sept. 1851. — *Rec. des actes adm.* 1851, n° 28.

du Peuple, qui a dénoncé cette contrainte illégale sur un citoyen, est poursuivi en cour d'assises et acquitté (1).

Six jours plus tard, Chaland avertit le préfet qu'il a découvert chez le maire Bazax un dépôt de cartouches à balle de calibre, que ce dépôt « doit être conséquent ». Il se venge ainsi du maire, qui a dénoncé sa brutalité et réclamé son déplacement. Chaland demande au préfet de lui adjoindre pour la saisie deux gendarmes d'Auch, parce qu'il ne peut pas se fier à ceux de la localité. Le préfet lui interdit de perquisitionner chez Bazax, mais il le charge, par arrêté, de restituer à l'autorité militaire les cartouches en dépôt à la mairie. Il s'agit de 460 cartouches déposées depuis 1830. Le commissaire, s'attribuant le mérite d'une pareille découverte, apporte, dans cet enlèvement des cartouches, une ostentation blessante pour le maire, qui se plaint au préfet de cette intervention du commissaire, comme d'une marque de défiance (2).

Le 25 novembre 1850, à Vic-Fezensac, sur un ordre du procureur, le juge de paix et son greffier, assistés de quelques gendarmes, perquisitionnèrent vers midi chez le forgeron Desbarats. Le juge de paix lui ayant demandé s'il n'avait pas de médailles, Desbarats lui en remit une à l'effigie de Ledru-Rollin et qu'il avait sans cesse sur lui. Le juge de paix voulut s'assurer qu'il n'en cachait pas d'autres. On fouilla minutieusement tous les meubles; tous les livres, tous les papiers furent examinés. Le juge de paix découvrit et emporta trois brochures, — *Les Chaînes de l'esclavage*, de Marat, *Le Dieu des Riches et le Dieu des Pauvres*, Chenu et ses Complices, — et quelques chansons (3).

Le 2 juillet 1850, le juge de paix de Masseube, accompagné d'un brigadier de gendarmerie, perquisitionna chez

(1) *Ami du Peuple*, 5 et 14 juillet 1850; — *Opinion*, 4 et 13 juillet 1850.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités, Arr. d'Auch, 1843-1852*. — Lettres du commissaire, 8, 12 juillet; lettres du préfet et du maire, 10, 13 juillet 1850.

(3) *L'Ami du Peuple*, 29 nov. 1850.

Laporte. Le butin fut maigre : on ne saisit qu'une lettre de Paris annonçant l'envoi d'une médaille de bronze frappée à l'effigie de Ledru-Rolin.

En juin 1850, le sous-préfet, le procureur, le greffier du tribunal, le lieutenant de gendarmerie de Condom et la brigade d'Eauze, se sont réunis à Lannepax (Eauze) pour fouiller la maison de Descamps, maire révoqué de Manciet, et soupçonné de cacher un condamné politique en fuite. La maison fut visitée de la cave au grenier et l'on emporta un manifeste d'un comité électoral de Manciet et une lettre. A Sauboire, section de Manciet, le juge de paix, assisté de la brigade de Nogaro, perquisitionna chez le frère de Descamps, notaire à Francescas, soupçonné lui aussi de donner asile à un conspirateur (1).

Le républicain Bordères, de Homps (Mauvezin), est accosté à Fleurance par le commissaire, qui l'invite à lui remettre une brochure du maire républicain Cadéot. Il se rend dans sa maison avec le brigadier et un gendarme et se livre à une perquisition minutieuse en vue de découvrir d'autres exemplaires de cette brochure dont Bordères serait le recéleur et le distributeur (2).

Dans la nuit du 11 avril, par un large trou pratiqué dans le mur de la poudrière d'Auch, 60 kilos de poudre furent volés. Le préfet ordonna aussitôt de perquisitionner chez les républicains. On ne trouva rien. A cette occasion, Arexy, dans l'*Ami du Peuple*, hasarda quelques réflexions : Pourquoi ne recherche-t-on pas aussi la poudre chez les royalistes ? Puisqu'elle n'est ni chez les républicains, ni chez les royalistes, n'a-t-elle pas été enlevée par une main amie de la police ? ou n'a-t-elle pas été enlevée du tout ? Le préfet ne désirait-il pas transférer la poudrière à la Treille, près de la caserne de cavalerie ? N'a-t-il pas fait des tentatives infructueuses près de la municipalité ? Ces deux vols rapprochés n'avaient-ils pas été commis exprès

(1) *Ami du Peuple*, 16 juin 1850. — Lettres de Descamps, 10 et 12 juin.

(2) *Ibid.*, 20 nov. 1850. — Voir chap. IX.

pour donner tort à la municipalité qui a décidé que la poudrière resterait où elle est ? (1).

**

Le gouvernement fait une étroite obligation aux fonctionnaires de coopérer ouvertement, activement, sans arrière-pensée, à la répression politique.

Le gouvernement a une mission trop haute, trop difficile, affirme le procureur général, pour tolérer autour de lui la légèreté, la tiédeur, ou bien encore la prudence qui se réserve et s'abstient.

Il trace longuement, dans son discours à l'audience solennelle de rentrée de 1850, leur devoir politique aux fonctionnaires :

S'il importe que tous les citoyens travaillent au salut commun, cette obligation est bien plus étroite encore et plus impérieuse pour les fonctionnaires. Il faut qu'ils agissent en coopérateurs résolus et dévoués. Les situations équivoques sont les pires; de nos jours plus que jamais, solliciter, exercer des fonctions publiques, c'est dire qu'on se sent la fermeté, la décision d'esprit et de cœur nécessaires pour accomplir le bien général, c'est se déclarer capable de résister au mal, de faire tête avec courage aux tendances anarchiques et perverses. Les emplois publics ne sauraient être le partage d'un pusillanime égoïsme, ou la décoration d'une médiocrité frivole et vaniteuse. On doit en soutenir le poids avec la loyale fermeté, avec le dévouement intrépide qui ne connaissent ni calcul, ni faiblesse, ni arrière-pensée... Le temps où nous vivons ne comporte pas la neutralité entre le bien et le mal, entre le devoir et l'infidélité. Il n'y a pas en France de nuance intermédiaire entre l'ordre et le désordre, entre le respect des bases sociales et l'esprit de désorganisation. Tout ce qui n'est pas ouvertement pour la cause de l'ordre est contre elle par la force des choses; ne pas l'appuyer et la défendre énergiquement ressemble à un abandon; le fonctionnaire qui n'est ni courageux ni dévoué devient un péril (2).

En décembre 1850, le même procureur général déplore chez les fonctionnaires la tiédeur et l'apathie politique :

Le zèle des fonctionnaires est généralement assez tiède. On ne peut compter sérieusement que sur un petit nombre d'entre eux dans un moment difficile. A part les gendarmes et les agents subalternes dont l'activité est à chaque instant en mouvement, les hommes revêtus d'emplois publics s'endorment dans un dé-

(1) *Ami du Peuple*, 15 avril 1851.

(2) *Opinion*, 10 novembre 1850.

plorable repos quand la tranquillité matérielle existe, sauf à garantir leur position par de tristes faiblesses quand la catastrophe a éclaté (1).

Et de nombreux fonctionnaires furent fréquemment dénoncés comme républicains, ou suspects de complaisance envers les républicains. Ils furent étroitement surveillés, sévèrement tancés, menacés de révocation ou révoqués.

A Condom, Deler, professeur au collège, est révoqué après 18 ans de service, pour « opinions démagogiques ». Il est poursuivi pour ouverture d'établissement secondaire clandestin : l'inspecteur, en visitant son école, le 21 janvier 1851, avait trouvé des grammaires grecques et latines, des auteurs latins, — les fables de Phèdre, Virgile, Quinte-Curce, — traînant sur les tables et une douzaine d'enfants sur 20 occupés à l'étude du grec et du latin. Le tribunal devait trancher la question suivante : l'instituteur qui a ouvert régulièrement un établissement libre d'enseignement primaire peut-il être poursuivi pour ouverture d'établissement secondaire si, dans son école libre, il a dépassé le programme d'enseignement primaire et empiété sur les matières de l'enseignement secondaire ? Vivent, le défenseur de Deler, soutint que la loi autorise cet empiètement, « puisque Falloux lui-même a déclaré que l'enseignement primaire devait être élargi selon les aptitudes des élèves et le vœu des parents. — Le procureur Romand fit le procès du socialisme et parla de l'aveuglement des parents. Le tribunal admit la bonne foi de Deler et ne le condamna qu'à 25 francs d'amende, par application de l'art. 463 du Code pénal (2).

L'économe du collège est destitué et un conflit éclate entre le recteur et la municipalité. Le commissaire, écho des « hommes d'ordre », écrit :

On croit généralement que la chute du collège en sera le résultat, ce que paraît désirer la majorité des habitants, las de voir les deniers de la commune dévorés par cet établissement, tandis qu'on pourrait les appliquer avec plus de fruit à d'autres

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 déc. 1850.

(2) *Ami du Peuple*, 1^{er} déc. 1850, 9 février 1851.

services en souffrance, comme ceux des fontaines publiques, du pavage des places, des boulevards (1).

Tourné, avocat à Condom, avait été nommé procureur de la république dans la même ville. Le procureur général prit-il ombrage de ses relations avec ses anciens confrères du barreau, « à tendances démagogiques ». Il fut révoqué, en dépit des appréciations favorables du président du tribunal, du préfet, du premier président de la cour d'appel d'Agen (2).

Dans son rapport du 31 décembre 1849, le procureur général estime que les employés des postes et les agents subalternes du ministère des Travaux publics « doivent être surveillés de très près ».

... Les facteurs ruraux de l'arrondissement d'Auch passent pour avoir tenu la plupart une conduite peu conforme au devoir des serviteurs de l'Etat; Romané, inspecteur des postes d'Auch « n'a pas dirigé ses agents d'une manière assez ferme; il conviendrait de le déplacer » (3).

Le 17 janvier 1850, le commissaire de Condom écrit au préfet :

La commune de Courrensan est pervertie, dit-on, par l'influence de l'instituteur révoqué et du percepteur Lucante qui ne l'est pas encore, malgré les réclamations adressées à l'autorité supérieure par les personnes influentes de la localité. Aux dernières élections, toutes les voix, moins une vingtaine, ont été acquises au parti socialiste. Les honnêtes gens sont atterrés par un pareil résultat et le maire de Courrensan, Solon, a déclaré à un membre du tribunal que, si on maintient Lucante, il démissionnera.

Beaufort, percepteur d'Eauze, vieux soldat de l'Empire, blessé à Wagram, fut destitué pour républicanisme (4).

Les militaires et employés civils dans l'intendance militaire sont surveillés et notés politiquement. Le général de Joly, commandant la 11^e Division militaire fournit au Ministre de la guerre des renseignements sur 4 employés de l'intendance dont l'un a été placé sur la surveillance occulte de son frère, prêtre missionnaire diocésain.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 nov. 1850.

(2) Ibid. — Com. de Condom, 5 janvier 1850.

(3) Arch. nat. BB 30/370. Rapport du proc. gén., 31 déc. 1849.

(4) *Ami du Peuple*, 8 mai 1850.

Rivière, employé civil, secrétaire au bureau du sous-intendant militaire qui lui donne 35 fr. par mois, n'est pas commissionné; c'est un homme de 54 ans environ, père de famille sans fortune. On ne l'entend pas parler politique. Du temps du prédécesseur du sous-intendant de Viel-Castel, il fut sur le point d'être renvoyé du bureau à cause de ses fréquentations avec des gens connus pour leurs opinions exaltées. Le préfet, M. de Grouchy et, plus tard, M. de Magnitot en parlèrent au sous-intendant M. de Lagrèze qui déclara au sieur Rivière que, s'il ne sortait pas de la détestable voie dans laquelle il était engagé, il serait forcé d'agir à son égard avec une grande sévérité. Son âge, sa position, son extrême pauvreté et le désir de ne pas le rendre *intéressant*, en lui enlevant sa modique rétribution mensuelle, décidèrent M. de Lagrèze à ne pas se presser de mettre cette menace à exécution... M. de Grouchy et M. de Magnitot parurent être de cet avis. Depuis, soit que Rivière ait agi avec plus de circonspection, soit qu'il ait changé de conduite, aucun fait n'a été signalé à M. de Viel-Castel qui lui-même n'a rien remarqué de Rivière qui pût éveiller les soupçons; on le surveille.

— *Bruant*, commis de 3^e classe, ancien sous-officier, âgé de cinquante et quelques années,... est sincèrement dévoué à la cause de l'ordre.

— *Peyret*, commis auxiliaire depuis 2 ans; a 28 ans; il est frère d'un ecclésiastique d'Auch, missionnaire. Tous deux réunis, ils ont fait venir leur mère et la soutiennent. Peyret a été maître d'études au séminaire et le supérieur lui porte intérêt... Toutefois comme il est d'un caractère peu énergique il n'y aurait rien d'étonnant qu'il ne se laissât entraîner. C'est pour ce motif qu'on a fait engager, sous le sceau du secret, son frère à le surveiller.

— *Salles* Henri, de 16 à 17 ans, touche 15 fr. par mois, est sans importance et d'une intelligence bornée. (1)

III

De tous les fonctionnaires aucun n'a été plus étroitement surveillé que l'instituteur (2). Pour les conservateurs et l'administration il personnifie et résume le danger social. Ils voient en lui le sectateur et l'apôtre de la grande hérésie, le socialisme. Educateur de la jeunesse, il pervertit les jeunes générations par un enseignement « communiste » : Par ses prédications, il conduit au socialisme les popula-

(1) Arch. de la guerre. Corr. gén. — Commandant de la 11^e division militaire à ministre, 29 juillet 1851.

(2) Le Gers comptait 333 instituteurs et 469 communes. L'instruction des filles était très négligée : il n'existait que 134 écoles de filles dont 13 seulement étaient communales. Sous le rapport de l'instruction primaire le Gers était un des départements les plus arriérés (Circulaire du préfet). *Opinion*, 2 déc. 1849.

tions rurales. C'est le recruteur habile et ardent de l'armée rouge, et, à ce titre, il coalise les haines et les craintes du parti de l'ordre. Même les républicains modérés lui témoignent de la défiance. L'administration flaire dans chaque maître d'école un « socialiste », un « anarchiste ». Les journaux conservateurs retentissent de déclamations contre le péril primaire. Montalembert parle des « affreux petits rhéteurs », et, « à l'armée démoralisatrice et anarchique des instituteurs » il oppose « l'armée du clergé ». Enfin, Thiers traduit l'opinion et les vœux de la bourgeoisie apeurée, quand il dit que les instituteurs sont 36.000 communistes, 36.000 anticurés, et demande la fermeture des écoles normales, véritables séminaires du socialisme.

La dépendance de l'instituteur est complète. La loi temporaire du 11 janvier 1850 l'a placé sous la surveillance du préfet qui nomme, suspend et révoque les instituteurs. L'instituteur révoqué ne peut ouvrir une école, ni dans la commune où il enseignait, ni dans les communes limitrophes.

Le préfet du Gers prétend « user avec fermeté, mais justice, du droit de suspension et de révocation ». Voici les principaux passages d'une circulaire du préfet aux maires pour l'exécution de la loi du 11 janvier :

Beaucoup d'instituteurs ont mis au service de la propagande des doctrines les plus subversives l'influence qu'ils tenaient de leur position. Egarés par de funestes conseils, ils n'ont pas craint d'embrasser avec ardeur de dangereuses théories, de s'en faire les apôtres et de se déclarer ainsi les adversaires d'une société qui ne les avait cependant jamais comblés que de bienfaits.

Le préfet stigmatise leur ingratitude par l'énumération des avantages positifs, matériels, exceptionnels dont ils ont bénéficié.

.... Dans leur ingratitude, ils ont oublié l'éducation gratuite qui leur avait été donnée aux frais de leur département, la dispense du service militaire, l'espèce d'inamovibilité prononcée en leur faveur par la loi, l'allocation d'un logement, d'un traitement fixe que la loi leur assurait également, l'amélioration apportée récemment encore à leur position pécuniaire par la fixation d'un minimum auquel l'Etat pourvoit sur ses ressources, enfin les encouragements honorifiques accordés avec libéralité aux plus dignes d'entre eux.

Le préfet demande ensuite aux maires de l'éclairer sur la conduite des instituteurs.

Autant je serai sévère et inexorable vis-à-vis des instituteurs que des premiers avertissements n'ont pu corriger, autant serai-je disposé à l'indulgence vis-à-vis de ceux qui, reconnaissant franchement leurs erreurs, s'empresseront de les abjurer avec sincérité. Mais les instituteurs entachés d'immoralité, ou fauteurs téméraires d'une propagande odieuse, les brouillons de commune attisant avec une haineuse envie les rivalités locales, ceux qui affichent un scepticisme scandaleux à l'endroit de la religion et de ses ministres trouveront en moi une rigueur inflexible.

Dans chaque canton, le préfet et le sous-préfet, en présence des instituteurs et des maires, ont enquêté sur la conduite des maîtres d'école. Des maires ont fourni des renseignements. D'autres ont hésité ou envoyé des certificats de complaisance. Dans sa circulaire du 9 avril, le préfet leur reproche vivement ce manque de sincérité et de courage.

... Quelques-uns, obéissant à un sentiment de faiblesse, ... ont délivré des certificats en contradiction avec le langage qu'ils nous avaient tenu la veille; quelques-uns enfin n'ont pas craint de charger certains instituteurs de rédiger eux-mêmes les renseignements qui les concernait. Ces détails, j'ai voulu les rendre publics afin que l'opinion en fasse justice... Nous vivons dans un temps où le courage civil est au premier rang des devoirs du magistrat. C'est en manquant complètement que de reculer devant la vérité, et de ne pas oser dire en face à vos ennemis ce que vous ne craignez pas de dire d'eux en arrière... (1).

A son tour, le recteur Peyrot, dans une lettre aux inspecteurs des écoles primaires, définit la conduite et les devoirs de l'instituteur.

L'instituteur est à la fois homme et fonctionnaire. Quelques personnes croient que l'homme peut se mal conduire et l'instituteur bien faire. Il n'en est rien : de même que le prêtre n'enseigne pas seulement la parole de Dieu, à jour et à heure fixe, dans un endroit désigné, mais partout et toujours par l'exemple de toute sa vie, de même l'instituteur doit pratiquer les leçons de religion et de morale qu'il donne dans sa classe.... Avertissez d'abord, avertissez même une seconde fois; mais quand vous aurez la conviction que les conseils sont devenus inutiles, signalez-moi, sans hésiter, les instituteurs scurds à votre voix et ils seront immédiatement révoqués. Je me préoccupe beaucoup plus de la mo-

(1) *Opinion*, 16 février, 12 avril 50. — *Actes adm.*, 1850. — *Circulaires aux maires*, 9 février, 3 avril 1850.

ralité des instituteurs que de leur capacité.... Une chose que nous devons rechercher dans les instituteurs,... c'est le zèle....; le zèle et cette foi vive dont parle Saint-Paul et qui transporte les montagnes...

La loi Falloux (15 mars 1850) améliorait le sort matériel des maîtres d'école en leur assurant un traitement minimum de 600 francs; mais la surveillance était renforcée. L'instituteur, toujours nommé par le préfet, est placé sous l'autorité immédiate du recteur départemental. Dans chaque commune le maire et le curé inspectent l'école primaire où ils ont un droit d'accès permanent; au-dessus de 2.000 habitants, le conseil académique leur adjoint un ou plusieurs délégués. Le maire suspend provisoirement l'instituteur, sauf à informer le recteur dans les deux jours. Le recteur réprimande, suspend pour six mois, ou révoque l'instituteur, qui ne peut pas exercer la profession d'instituteur libre dans la même commune.

Une circulaire préfectorale, relative à l'exécution de la loi du 15 mars 1850, avertit les maires, que, désormais, la mauvaise conduite ou l'incapacité de certains instituteurs n'échappera plus à l'administration.

Si, par une tolérance coupable, quelques maires ont pu parvenir jusqu'à ce jour à dissimuler aux yeux de l'administration la mauvaise conduite ou la nullité de certains instituteurs, aujourd'hui cette dissimulation n'est plus possible; l'action de l'autorité est organisée pour pénétrer *partout, habituellement, constamment*, dans les plus grandes comme dans les plus petites communes, et celui qui s'écarterait de son devoir y serait rappelé à l'instant même, ou suivant les cas, il deviendrait l'objet des mesures répressives indiquées par la loi. — « Il y aurait imprudence pour les instituteurs à se croire désormais hors des atteintes de la loi. » — « La nouvelle loi donne à l'autorité académique des pouvoirs non moins étendus que ceux que l'autorité préfectorale tenait de celle du 11 Janvier... » (1)

*
**

Sous-préfets, gendarmes et commissaires surveillent, dénoncent les instituteurs et rédigent contre eux des notes politiques qui figurent sur de nombreux rapports.

(1) *Opinion*, 22 avril 1850. — *Recueil des actes adm.*, 1850, n° 30.

Le commissaire de Saint-Clar, Chaland, signale au préfet plusieurs instituteurs :

L'instituteur de Mauroux, Derbon, a fait courir une pétition pour abonner une partie des gens de sa commune au journal *l'Égalité* en remplacement de celui de *l'Opinion*; — l'instituteur de St-Clar, Capéran, extraordinairement rouge, mais se retenant beaucoup; — Sommbère, instituteur d'Estramiac, Gavarret, instituteur de l'Isle-Bouzon, Mortera, instituteur d'Avezan, qui ont toujours leurs anciennes doctrines socialistes, mais ne donnent pas prise contre eux.

Le 24 janvier, Chaland se plaint vivement de la conduite de Mortera aux élections municipales :

Il a excité les électeurs contre les candidats de l'administration; il a déclaré que, « quand bien même on le destituerait, cela ne l'empêcherait pas de bien dîner le soir même de sa destitution »; en apprenant sa destitution, il a répondu qu'il s'en moquait, et ensuite il est allé boire avec les gens de désordre, en raillant l'autorité supérieure... (1).

Le commissaire de Mauvezin écrit le 3 juin 1850 :

Le nouvel instituteur communal a commencé sa classe le 27 mai; il a pris son logement chez le sieur Boué, sellier, qui est du parti rouge.

Le 6 novembre 1849, le sous-préfet de Condom signale Soulès, instituteur démissionnaire, comme extrêmement dangereux.

Il serait à désirer, écrit-il au préfet, qu'il ne soit plus replacé nulle part, et qu'il soit signalé aux divers comités du département comme indigne d'exercer désormais les fonctions d'instituteur (2).

Le commissaire de Mirande dénonce 4 instituteurs.

« Le nommé Sénac, instituteur, est reconnu comme un homme très dangereux par la propagande qu'il exerce, en propageant des doctrines capables de corrompre les esprits les mieux attentionnés ». — « Les instituteurs Villemur et Sénac, très à charge au parti de l'ordre, et leur manière d'exécuter leurs fonctions est très favorable au socialisme: très confidentiel, attendu qu'ils sont bien avec l'administration locale ». Même note sur les instituteurs de Mouchés et de Ponsampère, « placés par la protection de Villemur qui se sert d'eux pour exploiter ces idées » (1)..

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de St-Clar, 26, 30 décembre 1849, 24 janvier, 3 février 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom. — Sous-préfet à préfet, 6 nov. 1849.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 15 août, 15 oct. 1850.

Fourcade a été nommé instituteur à Beaucaire. Puis, l'institution lui ayant été refusée, le recteur se propose de le surveiller, si on lui confie une école.

Le procureur général signale un instituteur de Fleurance, l'abbé Chabrier, à qui la commune donne un local et 1.000 francs d'appointements.

Devenu communiste, il prêche les doctrines les plus subversives à 15 ou 20 élèves, tous fils d'artisans aisés de Fleurance. Dans un banquet qu'il leur donna à la Noël de 1849, un des convives voulut porter un toast à la santé de M. de Panat. On refusa d'y répondre. Le maître d'études de M. Chabrier se mit à dénigrer les riches et dit à ses élèves : « Est-ce que vous soutiendrez les riches ? — « Non, non, répondirent-ils — Etes-vous socialistes, mes enfants ? — Oui, oui, s'écrièrent-ils. Puis on but à la République et on demanda la liberté des malheureux déportés » (1).

*
**

Le préfet ne s'est pas borné aux avertissements et aux menaces; il a frappé sans ménagement les maîtres d'école suspects d'opinions républicaines. En avril et septembre 1850, il publie deux listes d'instituteurs révoqués, déplacés, suspendus avec privation de traitement pendant 1 ou 3 mois. Le bilan des mesures disciplinaires en application de la loi du 11 janvier 1850 est de 7 instituteurs suspendus, 16 révoqués non remplacés, 19 déplacés ou remplacés après révocation. Au total, sur 333 instituteurs communaux, 42 ont été frappés, dont 26 pour des motifs politiques : *propagande socialiste, confiance altérée par des écarts démagogiques, propos séditieux, attaques par la presse contre les desservants des communes; — en opposition avec l'autorité ecclésiastique vis à vis de laquelle l'instituteur a manqué de déférence; — forte part dans les scènes de violence qui ont eu lieu à Haget contre le desservant*. Toutes ces mesures ont reçu du *Recueil des actes administratifs* et de l'*Opinion* une publicité destinée à intimider les maîtres d'école (2).

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 janvier 1850; — ministre de l'instr. publ. à min. de la justice, 17 février 1851.

(2) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 30. — *Opinion*, 24 septembre 1850.

Les peines disciplinaires, prononcées par le recteur en application de la loi Falloux, exécutoire depuis le 1^{er} septembre 1850, se réduisent à 6 révocations et 1 suspension. Il est naturel, qu'après l'épuration préfectorale, le second bilan de la répression ait été plus modeste.

Le maire de Mauléon, consulté sur l'instituteur Buphomène, a répondu que ce fonctionnaire, en exercice depuis 13 ans dans la commune, est un honnête père de famille, irréprochable, estimé de tous; les imputations, dirigées contre lui par 2 ou 3 « hommes d'ordre », sont des calomnies. Le comité local, le conseil municipal, les habitants confirmèrent le témoignage du maire. Rien n'y fit : Buphomène fut révoqué et le conseil académique lui interdit d'ouvrir une école privée à Mauléon. Le maire indigné démissionna aussitôt (1).

Une institutrice de Fleurance, dénoncée par le commissaire, fut traînée en police correctionnelle pour délit de colportage et acquittée; elle avait prêté à une élève une *Biographie d'Ad. Cadéot*, maire républicain et bienfaiteur de Fleurance (2).



En avril 1850, *l'Ami du Peuple* a ouvert une souscription pour venir en aide aux instituteurs républicains suspendus ou révoqués et sans ressources. Les souscripteurs sont surtout des artisans et des ouvriers : tailleurs, tonneliers, couteliers, coiffeurs, plâtriers, mécaniciens, boulangers, etc., qui envoient 5 sous, 10 sous, 1 franc.

La souscription atteint 581 francs. Le secours ne dépassait pas 50 francs, maximum fixé par le Comité central de la souscription nationale. Le droit à un secours se justifiait par le décret de révocation dont le motif, — opinion politique, inconduite, incapacité, — permettait de

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1844-52. — Maire de Mauléon à préfet, 2 nov. 1850.

(2) *Ami du Peuple*, 25 juin, 10 août 1851.

distinguer le coreligionnaire politique d'avec le fonctionnaire indigne. Vingt républicains notoires vérifiaient les comptes; 238 francs furent distribués aux instituteurs frappés pour leurs opinions. Un instituteur républicain révoqué, Bazerque, publia, — peut-être à l'instigation du préfet, — un factum où il reprochait au comité de secours de n'avoir pas distribué des fonds. L'administration espérait-elle que le comité, pour se justifier, publierait la liste des instituteurs secourus et les lui désignerait ainsi pour un ostracisme définitif ? Le comité évita le piège. Des instituteurs effrayés lui écrivirent qu'ils étaient prêts à restituer les sommes touchées, pour dérober leurs noms à une administration inexorable, qui ne leur pardonnerait pas d'avoir émarginé à une caisse républicaine. Arexy et Breuils ripostèrent à Bazerque que 238 francs avaient été distribués, qu'il avait touché lui-même le maximum, 50 francs; ils insinuèrent qu'il recevait des subsides de la police ou de la préfecture (1).

Ces maigres secours ne pouvaient conjurer la détresse matérielle des instituteurs révoqués, qui se réfugiaient dans les villes où ils espéraient trouver un emploi pour vivre et nourrir leur famille. Pour se débarrasser de l'instituteur et le remplacer par des religieux, les conseils municipaux conservateurs supprimaient la subvention communale et l'instituteur, réduit à la rétribution mensuelle payée par les parents des élèves, était obligé de fermer son école et de s'éloigner. Ainsi, à Fleurance, la ville la plus ardemment montagnarde du département, le conseil municipal conservateur, élu par une minorité d'électeurs, avait appelé 3 frères de la Doctrine chrétienne. Il ôta la subvention de 200 francs à l'instituteur Pouy qui avait à sa charge sa vieille mère et une sœur. Et cependant, pour dissiper les préventions des « hommes d'ordre », Pouy avait distribué à ses élèves la brochure du maréchal Bugeaud, *Les Veillées*

(1) *Ami du Peuple*, 12 mai et numéros suivants; 19 janvier 1851, 7 février 1851.

d'une chaumière vendéenne. Réduit à la misère, Pouy abandonna l'école et fut remplacé par un quatrième religieux.

Un professeur révoqué, Ticier, affirmait dans une lettre à l'*Ami du Peuple* que les instituteurs substituaient volontiers les *Lettres de Joigneaux* au livre du maréchal Bugeaud, envoyé et prôné par l'administration. Toutefois, un certain nombre d'entre eux, à l'exemple de l'instituteur Pouy, pour éviter une disgrâce, c'est-à-dire la gêne ou la misère s'ils étaient chargés de famille, s'efforçaient de complaire à leurs chefs et à l'autorité ecclésiastique. Un républicain, le docteur Cavanhaç, d'Aignan, signalait l'instituteur Dumeste, « coryphée au lutrin et assidu aux conciliabules organisés par le curé Cardes » : Dumeste imposait aux enfants « l'étude assidue d'un petit livre sorti de la rue de Poitiers et des *Veillées d'une chaumière vendéenne* œuvre du don Quichotte de la réaction. » Un ouvrier ayant déclaré « qu'il préférerait que son fils s'occupât de grammaire », l'enfant fut renvoyé de l'école (1).

En 1852, la Commission mixte a soumis à des mesures de sûreté un fort petit nombre d'instituteurs, une demi-douzaine environ. On peut conclure que l'épuration administrative n'a laissé en fonction que des instituteurs d'opinion conservatrice, ou que le maître d'école républicain a dû plier, capituler, et s'est appliqué à déjouer les sévérités de l'administration par une attitude prudente et réservée.

(1) Ce court extrait des *Veillées d'une chaumière vendéenne* suffit à donner le ton de cet opuscule de propagande et traduit les sentiments du parti de l'ordre sur les rouges : — « ... *Pierre* : Eh bien, Paul, qu'as-tu appris au club aujourd'hui ? — *Paul* : Il n'y a pas eu de séance : le président, le vice-président et 3 ou 4 des principaux orateurs étaient appelés devant le juge de paix pour certaines contraventions ou de mauvaises chicanes que leur font les réactionnaires. — *Pierre* : Cela ne me surprend pas. Je connais parmi vos meneurs plusieurs individus qui ont été repris de justice; j'en connais un autre qui a longtemps tenu une maison de prostitution, et qui ne l'a quittée que parce qu'il a fait banqueroute. J'en connais d'autres qui ont fait de très mauvaises affaires parce qu'ils sont fainéants et débauchés. Voilà les gens qui trouvent que la société va mal... »

**

Dans le *Bien du Peuple*, Bazerque, instituteur à Monclar (Condom), a conté en détail sa révocation. Elle nous montre nettement l'esprit, les procédés, le mécanisme de la répression organisée contre les instituteurs.

Le 1^{er} février 1850, Bazerque avait reçu une lettre du sous-inspecteur primaire de Condom.

Vous êtes accusé de socialisme et d'en propager le principe; je vous invite à vous rendre à Condom le 4 février prochain; l'administration supérieure désire vous entendre. Nous irons ensemble à la sous-préfecture.

Sur des conseils d'amis, Bazerque, pour démasquer le caractère politique de l'accusation, demande un certificat de moralité et d'exactitude professionnelle au comité local qui avait inspecté sa classe avec de grands éloges, quinze jours auparavant. Le maire, le curé, le sacristain refusent de délivrer un pareil certificat. Le curé donna les raisons de son refus : Bazerque n'était pas un homme d'église, lisait les journaux anarchiques, prônait les candidatures démagogiques. Mais le quatrième commissaire, Rozès, était un homme riche, influent, indépendant. Il adjura vainement ses collègues d'être conséquents et justes en consignant dans un certificat les éloges décernés à la dernière inspection. Sur leur refus, Bazerque voulut donner sa démission.

Mais Rozès rédigea une protestation signée par les pères de famille, les propriétaires de la commune et légalisée par le maire.

Nous, soussignés, pères de famille et propriétaires domiciliés à Monclar, canton de Cazaubon, certifions que Bazerque, instituteur primaire en cette commune, y accomplit avec zèle et intelligence ses devoirs d'instituteur, que nos enfants, depuis qu'ils fréquentent son école, y ont fait de rapides progrès, que jamais, en notre présence, il n'a émis des idées contraires au bon ordre, à l'observation des lois, au respect dû à la propriété, à la famille, à la religion; que, si quelques propos imprudents lui ont été prêtés, nous n'en avons aucune preuve certaine. En conséquence, nous prions instamment, dans l'intérêt de l'instruction de nos enfants, les autorités préposées à l'instruction primaire

d'accueillir avec bienveillance les explications que leur fournira M. Bazerque et de n'accepter les dénonciations dirigées contre lui qu'après une démonstration évidente qui nous manque complètement. Suivent les signatures des membres du Conseil municipal, des pères de famille et des propriétaires.

Muni de cette pièce, Bazerque se présente au Comité supérieur où il connaît enfin les 5 accusations relevées contre lui :

1° Le sieur Bazerque est accusé d'avoir propagé les doctrines du socialisme dans les campagnes; — 2° d'avoir crié dans une réunion de cent personnes : *Vive la République démocratique et sociale ! A bas les riches ! Vivent les pauvres !* — 3° de diriger son école avec mollesse; — 4° de ne pas assister aux offices di-vins; 5° de fréquenter les sociétés dangereuses.

Pour se disculper, Bazerque demanda une enquête. Elle lui fut accordée. Les habitants de la commune protestèrent contre une accusation qui ne fut soutenue que par les 3 membres du comité local; le curé, le maire et le sacristain. Le curé ayant parlé du toast « anarchique », avoué, disait-il par l'accusé lui-même, Rozès répliqua qu'un pareil toast n'avait jamais été porté et que Bazerque s'était borné à crier *Vive la République ! Vivent les paysans !* Bazerque, à son tour, nia s'être reconnu l'auteur d'un toast, dont on ne lui avait fait grief qu'à la séance même du comité supérieur; d'ailleurs, un pareil aveu eut ruiné d'avance toute sa défense.

La commission d'enquête et le préfet tinrent pour négligeable le certificat de régularité professionnelle et de moralité signé des conseillers municipaux et des pères de famille: ils prétendaient n'y voir qu'un document arraché par pression et intimidation. Et, en avril 1850, Bazerque fut révoqué par un arrêté dont voici les principaux considérants :

Considérant qu'en abandonnant son école sans autorisation et qu'en la dirigeant avec la mollesse et l'influence dont la preuve irrécusable résulte des divers documents sus-visés, le sieur Bazerque s'est rendu coupable de négligence habituelle;

Considérant que Bazerque a manifesté hautement et à plusieurs reprises les *opinions politiques les plus avancées* par ses actes ou par des propos séditieux qui constituent une faute grave et dont la preuve est également rapportée ;

Considérant même que la *perversité radicale* des *actes et des principes* de cet instituteur ne saurait permettre de supposer chez lui la possibilité d'une amélioration ou d'un amendement quelconque;

Considérant enfin que, loin de trouver une excuse dans la division qui règne à Monclar, nous voyons au contraire une aggravation des torts du sieur Bazerque dans la manière même dont il a cherché à exploiter cette même division à l'occasion de l'enquête, soit en agissant personnellement par intimidation sur M. le Commissaire enquêteur, soit en provoquant des dépositions préparées à l'avance et d'un caractère plus que suspect... (1)

Après sa révocation, Bazerque s'établit à Auch pour y vivre de leçons particulières. Il a conté que, obligé par la misère à demander sa réintégration contre une promesse d'abstention politique, il apprit par le commissaire que le préfet attendait encore mieux de lui : affilié aux sociétés secrètes, il devait renseigner l'administration sur le fonctionnement et les ramifications de ces sociétés, révéler la liste des membres. Bazerque indigné retira sa demande. Faut-il voir, dans son accusation contre le comité de secours aux instituteurs, une complaisance envers l'administration, une trahison envers ses collègues révoqués, comme l'ont insinué quelques républicains ? Quoi qu'il en soit, Bazerque fut réintégré et nommé instituteur à Fourcès. Il fut suspendu en octobre 1851 et la commission mixte décida sa transportation en Algérie

Les détails de la révocation de Bazerque nous ont montré quelle arme redoutable contre les instituteurs offrait à l'administration cette loi du 11 janvier 1850. Par les griefs allégués, nous voyons qu'elle livrait le maître d'école, républicain ou libre-penseur, non seulement à l'arbitraire du préfet, mais encore aux caprices, aux animosités, aux passions politiques des maires et desservants. Si la loi du 15 mars 1850 améliora la situation matérielle des instituteurs, elle maintint ou aggrava la surveillance et leur dépendance.

(1) *Le Bien du Peuple* 1^{er} mai 1850.

**

Les rapports des commissaires, complétés par la correspondance des autres agents de la répression, nous ont fait connaître le caractère et l'étendue de la surveillance politique : incessante, minutieuse, tracassière, agressive, puérilement ombrageuse, elle s'exerce contre tous les citoyens et s'insinue dans tous les actes de la vie publique et privée. La promptitude au soupçon et l'ardeur délatrice n'épargnent pas les agents eux-mêmes de la répression, qui se dénoncent réciproquement et à l'envi. Les représentants républicains espionnés dans leurs moindres démarches, les militants montagnards provoqués, brimés, détenus préventivement, traînés devant les tribunaux ou le jury, les fonctionnaires suspects admonestés, menacés, révoqués, la haine entre blancs et rouges exaspérée par les provocations policières, tels sont les principaux résultats de la lutte antirépublicaine. Mais elle se heurte à la résistance ou à l'inertie des municipalités, des maires républicains qui refusent de coopérer à la compression politique, et ce conflit est un des épisodes les plus caractéristiques de la réaction conservatrice sous la Législative.

CHAPITRE VIII ⁽¹⁾

Conflit de l'administration et des maires ou conseils municipaux républicains.

- I. Le conflit. — L'opposition des maires et des conseils municipaux républicains; avertissements et menaces du préfet. — Projet de nomination des maires par le gouvernement. — II. Conflits à Fleurance, Saint-Clar, Mirande, Masseube, Marcillac, Manciet, Beaucaire, Cazaubon, Haget. — III. Conflit à Lectoure : arrêté du 22 janvier 1850 et opposition du maire Barrau; — pourvoi en conseil d'Etat; — nouveaux incidents; — dissolution de la municipalité et révocation de Barrau; — élections du 5 janvier 1851 et abstention des républicains. — IV. Dissolution de municipalités rurales et révocation de maires. — Bilan du conflit. Conclusion.

I

Pour entraver la propagande républicaine et supprimer toute vie politique dans le département, l'administration

(1) Pour les chapitres VIII et suivants, j'ai pu consulter les documents judiciaires récemment versés aux archives du Gers par les greffes du département. C'est la source essentielle pour l'étude de la répression politique. Par l'abondance, la sûreté, la précision des documents, — procès-verbaux, rapports, interrogatoires, dépositions, réquisitoires, ordonnances, arrêts, jugements, etc. — les dossiers correctionnels et criminels permettent d'élucider les faits poursuivis : propos, cris, chants, emblèmes séditieux, délits de réunion ou de sociétés secrètes, rébellion, délits ou contraventions en matière de presse ou de colportage, etc. Ils nous restituent à ces faits, trop souvent incomplets ou systématiquement défigurés dans les rapports des agents de répression ou dans les récits des journaux, leur physionomie propre, leur sens et leur portée véritables. Ils nous instruisent de la passion, de la propagande et des menées politiques, des procédés et de l'étendue de la compression. — *La correspondance des parquets*, qui contient les rapports des procureurs et des juges de paix, nous fournit d'intéressantes et fréquentes informations sur la vie politique et sociale du département.

multiplie les mesures visant la surveillance des lieux publics, les réunions, les sociétés, le colportage. Les conseils municipaux, maires et adjoints républicains qu'exaspère ce système de compression refusent de coopérer à l'exécution des lois, décrets et arrêtés confisquant des libertés ou restreignant le droit de suffrage. De fréquents conflits éclatent, s'aggravent et se prolongent entre les municipalités et l'administration. Pour briser leur résistance, le préfet suspend maires et adjoints, provoque leur révocation et la dissolution des Conseils municipaux dont il annule les délibérations, nomme des commissions municipales provisoires. Ces procédés de contrainte avivent les dissentiments. A la suspension ou révocation des maires, à l'annulation de leurs délibérations, les municipalités ripostent par la grève ou la démission; parfois elles élisent un nouveau maire républicain et l'opposent au maire provisoire nommé par le préfet. Des maires, par représailles ou taquinerie, s'entêtent dans une opposition systématique, ardente et tenace: ils discutent la légalité des mesures administratives, refusent leur concours, défèrent au conseil d'Etat les arrêtés préfectoraux, s'opposent à l'installation d'instituteurs nommés par le préfet, parfois même à l'exercice du culte par antipathie politique contre le desservant, entrent en conflit avec les agents de la répression politique, commissaires et gendarmes, refusent au commissaire le concours des gardes-champêtres et des agents de la police municipale, s'abstiennent de réglementer l'ouverture et la fermeture des cafés, cabarets, dressent les fonctionnaires municipaux et les habitants contre l'administration au nom des libertés locales, se dérobent à la confection des listes électorales ou les établissent sans tenir compte de la loi du 31 mai, provoquent des pétitions ou des votes de protestation et de blâme contre la nouvelle loi électorale ou les mesures administratives. Le résultat, on le devine : une pluie d'arrêtés préfectoraux s'abattant sur les maires et les municipalités rebelles.

*
**

Parmi les municipalités élues (1) en juillet et août 1848, beaucoup étaient d'un républicanisme fort tiède ou d'opinion politique douteuse et indécise; certaines communes, soit par reconnaissance et fidélité confiante, soit par pénurie de candidats aux fonctions municipales, soit enfin par inertie politique, avaient gardé l'ancien personnel monarchique rallié à la république au lendemain de la révolution. La plupart de ces municipalités, entraînées par le grand mouvement d'opinion conservatrice qu'attestent avec éclat l'élection présidentielle et les élections à la Législative, avaient glissé à la réaction : les unes secondent activement la répression administrative, les autres se montrent dociles ou simplement passives. D'autre part, une cinquantaine de municipalités nettement républicaines, — principalement dans les villes et les bourgs, — menées par leurs maires, démocrates ardents et militants, s'étaient raidies contre le courant de réaction conservatrice. Elles forment des centres de protestation et de résistance. Leur désaccord avec l'administration avait éclaté au lendemain de l'élection présidentielle et était allé s'aggravant. Le 6 décembre 1849, le procureur général écrivait : « La plupart des municipalités sont mal composées » (1). Il signalait ainsi l'indocilité de nombreux maires et conseils municipaux républicains, et même conservateurs, tous hommes du pays, et naturellement enclins à ménager l'esprit local, plus soucieux d'agir en mandataires de leurs concitoyens qu'en agents du gouvernement.

(1) Le décret du 3 juillet 1848, modifiant l'art. 3 de la loi du 21 mars 1831, stipulait que les maires et adjoints seraient choisis par le gouvernement parmi les conseillers municipaux dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et dans les communes de plus de 6000 habitants; dans toutes les autres communes les maires étaient élus par les conseils municipaux. (Art. 10 et 11). Dans le Gers les maires et adjoints étaient nommés par le gouvernement dans les seuls chefs-lieux d'arrondissement, aucune autre commune ne dépassant 6.000 habitants.

1. Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen. 6 décembre 1849.

Cependant les avertissements ne leur étaient pas ménagés. En décembre 1849, le préfet Magnitot leur adressait une circulaire comminatoire :

Si MM. les Maires tiennent une partie de leur mandat du suffrage universel, il ne faut pas qu'ils croient pouvoir l'exploiter impunément, soit au profit des passions ou des vengeances de leurs commettants, soit dans l'intérêt de leurs rancunes personnelles. Le pouvoir exécutif, dont ces magistrats sont aussi les délégués, n'entend pas abdiquer à leur égard, qu'on le sache bien, le droit de les diriger et de les surveiller dans l'exercice des devoirs qui dérivent de leurs fonctions. Et cependant je me suis aperçu à regret que plusieurs d'entre eux, ayant perdu de vue ces obligations, avaient essayé de s'y soustraire. Il est temps que ces fatales habitudes empruntées à des souvenirs révolutionnaires se perdent dans le département. Je ne saurais en souffrir le retour. (1)

L'avertissement est clair : l'administration, en rappelant aux maires leur caractère d'officiers de police judiciaire et de délégués du pouvoir exécutif, indique qu'elle entend trouver en eux des serviteurs dociles, empressés à concourir activement à la répression politique, notamment à la surveillance des cafés hantés par les républicains.

Ferdinand Barrot, ministre de l'Intérieur, écrivait aux préfets le 24 février 1850 :

Je ne crois pas avoir besoin de vous recommander d'exercer une surveillance constante et active sur les maires et adjoints de votre département. Vous devez chercher à les connaître assez bien pour apprécier le degré de confiance qu'ils peuvent vous inspirer, l'appui ou l'inertie ou les entraves que l'administration rencontre en eux et le parti qu'il pourrait y avoir lieu de prendre ultérieurement à leur égard, si une mesure générale autorisait le renouvellement des maires dans un délai rapproché » (2).

Et le préfet réitère les conseils, dicte leur conduite aux maires. Il énumère parmi leurs devoirs les plus essentiels la surveillance et la dénonciation politique des fonctionnaires, notamment des instituteurs, la lutte contre les adversaires du gouvernement présentés comme les ennemis de la société.

(1) *Recueil des actes adm.*, 1849.

(2) Arch. du Gers. *M. Maires et adjoints*, 1846-51. — Circulaire de F. Barrot, 24 février 1850.

Nous vivons dans un temps, écrivait le préfet, où le courage civil est au premier rang des devoirs du magistrat. C'est en manquer complètement que de reculer devant la vérité et de ne pas dire en face à vos ennemis ce que vous ne craignez pas de dire d'eux en arrière.

Les « ennemis » que vise ici le préfet sont les instituteurs communaux que la loi du 11 janvier 1850 a placés sous la surveillance du maire.

Ainsi la mission sociale et politique dont les maires sont investis par le gouvernement exige qu'à la délation ils joignent le courage de maintenir leurs accusations en présence du fonctionnaire dénoncé. Mais nombre de maires répugnent à ce rôle et restent sourds à toutes les exhortations administratives. Au préfet, qui prétend les jeter au combat politique, ils résistent par républicanisme et aussi par crainte de représailles, indépendance de caractère et souci de popularité. Le préfet leur en fait de grands reproches :

Dans les moments de crise et d'épreuves où nous vivons, les uns croient pouvoir impunément se mettre au-dessus des lois et faire parade d'un sentiment qu'ils qualifient d'indépendance vis-à-vis de l'autorité;..... les autres, par faiblesse, j'allais dire par crainte, se laissent entraîner sans résistance, cédant moins à la conviction qu'à la peur ou qu'à de prétendus intérêts;..... enfin un désir irréfléchi de popularité anime le plus grand nombre et, pour le satisfaire, ils ne craignent pas de compromettre leur caractère de magistrats et de citoyens. De pareils actes sont affligeants. J'ai dû frapper sans hésitation ceux qui s'en étaient rendus coupables... Ce que je veux et ce que je poursuis, c'est le *bien*; ce que nous devons empêcher d'un commun accord, c'est le *mal*, sous quelque forme qu'il produise... (1)

Poursuivre le bien, empêcher le mal, formule simple et redoutable, qui fait écho à la phrase célèbre, devise de la réaction : « Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent ! »

Mais le préfet est armé contre les défaillances ou l'opposition des maires par l'article 15 de la loi du 18 juillet 1837 que l'*Opinion* rappelait le 5 février 1850 au maire de Lectoure :

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850.

Dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes prescrits par la loi, le préfet, après l'avoir requis pourra y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial.

Néanmoins la résistance des maires gêne et irrite l'administration, encourage et enhardit les rouges.

*
**

Le gouvernement, pour fortifier son action répressive en débarrassant les préfets des oppositions locales, prépare un projet de loi qui leur confie la nomination de tous les maires et adjoints élus par le conseil municipal. Ce retour à la loi du 21 mars 1831 était motivé par le nombre des révocations prononcées depuis septembre 1848, bien supérieur à celui des révocations opérées sous la monarchie de Juillet.

Le ministre demande aux préfets un rapport sur la composition des municipalités, les dossiers des révocations prononcées depuis le 1^{er} septembre 1848, des rapports spéciaux sur « les actes ou la conduite des fonctionnaires municipaux qui manifestent d'une manière saillante leur incapacité, leur immoralité ou leur sympathie pour le désordre ». Un mois plus tard, on demandait encore au préfet « l'état numérique des maires et adjoints en fonction avant le décret du 3 juillet 1848, qui ont été nommés par voie d'élection depuis la promulgation de ce décret ». Cet état était destiné à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur le mode de nomination des maires.

Le 13 mars 1850, le préfet donne son avis au ministre sur le projet de loi : les maires élus par les conseils municipaux obéissent toujours à des considérations de popularité, d'ambition d'intérêt local ou personnel; « ces majorités qui flattent aujourd'hui les passions du suffrage universel pour être maintenues, obéiront avec la même soumission aux ordres de l'autorité afin de la satisfaire dans

ce qu'elle demandera de bon et de juste au nom de l'intérêt public » (1).

Mais la majorité conservatrice de la Législative, mécontente du ministère et du président, soucieuse de ne pas renforcer imprudemment le pouvoir exécutif, refusa de discuter le projet de loi attribuant la nomination des maires au gouvernement. *L'Opinion* gourmande la majorité parlementaire qui a fait échec au projet. Selon le journal, l'élection du maire par les conseils municipaux détruit par avance l'effet de toutes les mesures de répression :

Les représentants de la majorité, écrit-il, ne savent pas ce qui se passe au fond des départements..... Etrange contradiction !... Ces représentants ont voté la suspension du droit de réunion. La belle mesure, si, grâce à la trahison des maires nommés par les conseils municipaux, chaque cabaret de nos villages devient un club en permanence. Ils ont voté la loi contre le colportage. Comme le colportage, ce missionnaire perfide de la propagande démagogique, sera bien réprimé, si le suffrage universel continue à placer à la tête des municipalités des démagogues ou des peureux qui tremblent devant les démagogues. Ils ont voté la loi sur l'état de siège, ils ont voté le maintien de cette dictature militaire dans cinq départements. L'intelligente résolution, si, après cela ils s'obstinent à désarmer le pouvoir dans les 80 autres départements. Ils ont voté la loi sur les instituteurs. L'ingénieuse conception de chasser de la maison d'école les alliés du socialisme, pour les déclarer ensuite saints et inviolables lorsqu'ils siègent à la mairie !...

L'Opinion s'acharne à dénoncer le dangereux paradoxe de maires tantôt nommés par le gouvernement dans les chefs-lieux d'arrondissement et communes de plus de 6.000 habitants, tantôt élus par les conseils municipaux dans les autres communes, et agents rebelles du ministre responsable. Pourquoi cette double origine ? L'indépendante et l'opposition de ces maires élus affaiblissent ou paralysent toute répression. Cette situation incohérente est contradictoire au principe de la responsabilité ministérielle, puisque l'autorité du ministre peut être tenue en échec par son principal agent, le maire. Le libre choix de

(1) Arch. du Gers. *Maires et adjoints, 1846-1851*. — Min. de l'int à préfet, 6, 24 février, 6, 10 mars; — préfet à min. de l'int. 16, 27 février, 13 mars 1850.

tous les maires par l'administration sera la seule mesure logique et bienfaisante, car, en dégageant le maire de toute préoccupation électorale, elle lui permet de s'absorber dans l'unique souci de l'ordre public et l'intérêt de sa commune. Telles sont les idées longuement développées par l'*Opinion* dans un article du 12 juillet 1850.

... Si le pouvoir exécutif est responsable de ses actes et des actes de ses agents, n'est-il pas élémentaire qu'il puisse seul les nommer, les changer, les révoquer ? Comment le ministre de la justice serait-il assuré du concours de ses procureurs,... si ces magistrats étaient inamovibles, s'ils étaient les produits aventureux de l'élection ?... eh bien, ce qui paraît logique, naturel, lorsqu'il s'agit des magistrats, des employés de finance, de tous les agents enfin qui fonctionnent directement dans la juridiction d'un département ministériel, voilà tout à coup que, par la plus étrange des contradictions, on n'en veut plus quand il s'agit d'un maire... Le maire est chargé de l'exécution des lois et règlements des mesures de sûreté générale... Le maire est préfet de police de sa commune... officier de police judiciaire, il verbalise et constate les contraventions; il remplace le commissaire de police dûment empêché et, comme tel, il relève directement du procureur général et du ministre de la justice. C'est le maire qui convoque et réunit la garde nationale, etc... Or, que deviendrait la responsabilité ministérielle, le pouvoir lui-même, si un agent aussi important, aussi essentiel du pouvoir exécutif relevait exclusivement de ce pouvoir qu'il pourrait impunément, scandaleusement braver, contrecarrer dans son action ? Mais la loi n'a-t-elle pas accordé au pouvoir la nomination des maires dans les chefs-lieux d'arrondissement ? Pourquoi cette distinction ? Et puis qui ne sait pas le singulier personnel dont la loi actuelle a encombré les 40.000 conseils municipaux de la république ? Partout des hommes de quelque valeur, des hommes de l'ordre, ont été culbutés, remplacés et Dieu sait par qui ? Ici, ce sont des hommes tarés, là, des hommes illettrés ne sachant pas encore signer leur nom. Plus loin, ce sont d'anciens détenus politiques, d'anciens martyrs de Sainte Pélagie, de Clichy, du Mont Saint-Michel, et voire même, s'il faut en croire le *Constitutionnel*, d'anciens repris de justice... La majorité a repoussé de ses dédains une loi aussi capitale. Et cependant le ministre avait fait une concession dont il n'avait point calculé la portée. Il demandait en effet d'assimiler les maires des communes cantonales aux maires des communes des chefs-lieux d'arrondissement, de les nommer à volonté, mais en les choisissant parmi les membres du conseil municipal en pied. Quel serait votre embarras alors qu'un conseil municipal serait, comme dans les 20.000 communes de la république, exclusivement composé de rouges, de démagogues, de socialistes. Pour résoudre cette difficulté, la logique n'offre qu'un moyen : investir le pouvoir du droit de nommer dans toute la France les maires, même en dehors des corps municipaux. La loi suprême de salut public ne veut pas qu'un gouvernement aille se confier follement à ses ennemis. Le maire n'aurait plus à

s'occuper de sa future réélection, à capter les uns, à ménager les autres. Il n'aura qu'un but, le bien-être de sa commune. L'ordre public, l'intérêt communal y gagneront. (1)

Nous retrouverons la même thèse dans la correspondance politique du procureur général. Après avoir déclaré que la plupart des municipalités étaient « mal composées », il ajoutait : « Si on ne se hâte pas de faire une loi confiant aux préfets la nomination des maires, le pays restera livré à une éternelle anarchie ». Il est d'avis, qu'en cas de démission collective d'un conseil municipal, le préfet puisse le remplacer pendant un an par une commission provisoire composée à son gré. « On ne saurait trop fortifier l'autorité », conclut-il (2).

A son tour, un maire conservateur écrivait :

Le grand mal depuis Février, c'est la ruine complète de l'autorité; l'anarchie, pour n'être plus dans la rue, est toujours vivace dans les esprits, et cet esprit de révolte progresse. Ce qu'il y a de plus urgent, c'est de restaurer le pouvoir, d'entourer l'autorité de la force de prestige dont elle a besoin pour faire le bien des masses, malgré elles, s'il le faut; car, pourquoi ne le dirait-on pas, elles sont incapables d'user sagement du pouvoir, même à leur profit. Cette vérité est surtout palpable dans nos campagnes où le mot liberté signifie licence et celui de république pillage et anarchie. La mesure la plus urgente serait de rendre au préfet la nomination des maires et adjoints pour rétablir l'unité dans le pouvoir municipal livré à des tiraillements funestes. Dans l'état actuel, les conseils municipaux n'ont généralement d'autres vues dans les élections que le désir de se rendre agréables aux divers partis, de choisir un représentant dans les couleurs différentes qui divisent le pays. Est-ce là le moyen d'avoir une bonne administration ?... N'est-il pas de la dernière évidence qu'en laissant aux conseils municipaux l'élection des maires et adjoints, c'est mettre en présence deux pouvoirs rivaux, puisque la nomination des préfets appartient au gouvernement. Comment dès lors ces deux pouvoirs rivaux, dont l'un est nécessairement subordonné à l'autre, pourraient-ils s'entendre dans leurs rapports journaliers pour le bien général du pays ?... (3).

*
**

En novembre 1850, nouvelle enquête auprès des magistrats sur la nomination des maires par le gouvernement.

(1) *Opinion*, 12 juillet 1850.

(2) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 déc. 1849.

(3) Arch. du Gers. M. *Maires et adjoints*, 1834-52. — Roquemauvel à préfet, 1er février 1850.

Par sa circulaire du 23 novembre, le Garde des Sceaux invitait les procureurs généraux à interroger les chefs des parquets sur l'opportunité ou l'urgence d'un retour à la nomination des maires par le chef de l'Etat ou les préfets, soit avec l'obligation de les désigner parmi les conseillers municipaux, selon le système de la loi du 21 mars 1831, soit avec la liberté de les choisir, toujours ou dans des cas déterminés, en dehors du conseil municipal.

Dans le Gers, les juges de paix, consultés par les procureurs, furent unanimes à condamner le système en vigueur. Ils criblèrent de critiques le décret du 3 juillet 1848 qui, en dehors des chefs-lieux d'arrondissement et des communes de plus de 6.000 habitants, attribuait aux conseils municipaux l'élection des maires et adjoints, et la loi de 1831, qui obligeait le gouvernement à choisir ses maires parmi les conseillers élus. Le décret de 1848, élaboré dans une crise, accepté comme un essai, inspiré d'idées abolies ou détestables, a été « funeste aux intérêts de l'ordre ». Il a désarmé les préfets devant les municipalités hostiles, qui ont élu maires et adjoints les opposants les plus ardents et les plus tenaces. Ces municipalités se sont ensuite empressées de réélire les maires frondeurs et indisciplinés, suspendus ou révoqués par le gouvernement. Suspensions et révocations indisposent et irritent plus qu'elles n'intimident ou ne corrigent. Bref, ce décret de 1848 a favorisé les progrès de la « démagogie », diminué le prestige et la force de l'administration, énervé la défense sociale. Si l'on en croit les juges de paix de l'arrondissement de Condom, nombreux sont les maires qui « font de l'opposition » ; dans le seul canton de Nogaro, 14 combattent l'administration. Le procureur de Condom, résumant les renseignements fournis par les juges de paix du ressort, déclarait :

... Un tiers des maires de l'arrondissement a des opinions très avancées; un tiers est composé d'hommes faibles, exposés à se laisser diriger par les menaces du parti démocratique; un tiers est composé d'hommes défendant hautement la cause de l'ordre. Chez presque tous, on remarque la crainte de compromettre leur

popularité et les voix des électeurs qui les ont mis en position de ceindre l'écharpe.

Un simple retour à la loi de 1831 suffirait-il à écarter les méfaits du système actuel ?

Les juges de paix le contestent. Dans les communes où les conseils municipaux sont exclusivement formés de démagogues, le préfet sera réduit à proposer ou à choisir le moins mauvais. De tels choix entraveront ou paralyseront son action dans bien des communes. Avant de revenir à la loi de 1831, il importe donc d'y introduire cet amendement capital : *dans tous les cas*, le gouvernement peut choisir les maires en dehors du conseil municipal. Limiter cette liberté de choix à des cas définis exposerait parfois l'administration à de graves embarras, car les circonstances très variées de l'élection, l'apathie des hommes d'ordre, l'hostilité des légitimistes déjouent toutes les prévisions. Donc, la nomination de tous les maires par le gouvernement entièrement maître de ses choix demeure pour les hommes d'ordre l'unique chance d'être sagement administrés et vigoureusement protégés. La force de l'administration est en effet dans l'unité de vues aux degrés divers de la hiérarchie. Un maire, en désaccord politique avec son préfet, s'efforcera, dans ses rapports avec ses administrés, de battre en brèche l'influence administrative au profit de ses opinions personnelles; il apportera de la négligence et de la mollesse dans la répression des délits et contraventions, se fera le complice des auteurs de désordres, entretiendra l'esprit d'opposition, la passion politique dans sa commune. Autre inconvénient : dans bien des cas, le préfet, au lieu de s'adresser au maire, son agent et informateur naturel, a recours au juge de paix dont il dénature ainsi les fonctions et le rôle. — On signale encore une regrettable anomalie. A défaut de commissaire de police, les maires des chefs-lieux de canton remplissent les fonctions de ministère public près les tribunaux de simple police. Ainsi, par un privilège exorbitant, les électeurs du chef-lieu imposent un magistrat à toutes les communes du

canton. Ce magistrat, produit de l'élection, peut à l'audience, entrer en conflit avec le juge de paix. Et, de fait, cette différence d'origine entraîne des désaccords fréquents. — Mais le principal argument en faveur de la nomination de tous les maires par le gouvernement, celui que ressassent la presse conservatrice, les préfets, procureurs, juges de paix, tous les « hommes d'ordre », c'est la nécessité de fortifier l'action administrative en vue de la grande lutte dont le « démagogues » menacent le parti de l'ordre pour 1852.

Remarquez bien ce qui nous attend, écrit le juge de paix de Nogaro. L'avocat Montaut, le chef de nos démocrates, nous convie dans une lettre adressée à l'*Ami du Peuple* à une partie de coups de fusil pour le mois de mai 1852. M. Joret nous en a dit autant à Salles et à Nogaro. M. Michel (de Bourges) a tenu le même langage à l'Assemblée à l'occasion de l'élection du général Lahitte. C'est un mot d'ordre donné et accepté sur toute la ligne par nos ennemis : est-ce le cas de désarmer le pouvoir ? Ne doit-on pas au contraire lui donner tout son appui en vue des crises terribles que nous aurons à supporter ?...

Il convient surtout de ne pas se laisser intimider par les criaileries des démagogues déclarant qu'on attente aux franchises municipales, « qu'on tue leur république ».

Il est inutile de se gêner pour les hommes qui ont décrété la vente des diamants de la couronne, celle du domaine de la liste civile, des bois de l'Etat, l'emprunt de 100 millions, le paiement anticipé de l'impôt, les 45 centimes et autres sottises dont le vrai peuple, auquel je me fais gloire d'appartenir, conservera longtemps la mémoire.

Seul, le juge de paix de Valence est partisan du retour pur et simple à la loi de 1831 qui, en associant dans la désignation des maires les habitants de la commune et le gouvernement, concilie les intérêts de la commune et de l'Etat. En choisissant les maires en dehors du conseil municipal, on risque de créer un régime de méfiance réciproque, de susciter des oppositions systématiques. Sagement, le système de 1831 prévient ces conflits, également nuisibles aux intérêts matériels de la commune et à l'ordre public. Mais cet avis du juge de paix de Valence ne traduit qu'une opinion particulière, isolée. La quasi-totalité des

juges de paix et des procureurs réclament pour le gouvernement la libre nomination des maires, sans restrictions ni entraves d'aucune sorte. Et le procureur de Condom conclut ainsi son enquête :

La situation que nous a faite le décret de 1848 est intolérable. Faut-il revenir à la loi de 1831 ? Non, car le mal serait à peine atténué. Mes juges de paix, à l'exception d'un seul, partagent à cet égard mon opinion. Il faut donc, ainsi que le voulait la loi du 28 pluviôse an VIII, que le pouvoir exécutif nomme les maires et les adjoints, sans le concours direct ou indirect, médiat ou non des habitants. Il doit avoir le droit de les choisir même en dehors des conseils municipaux, qu'il s'agisse de chefs-lieux ou de communes rurales. Il n'est pas même certain, qu'avec cette latitude, il puisse trouver partout des mains fermes, éclairées et énergiques (1).

*
**

Ainsi l'administration, les magistrats, le parti de l'ordre et les journaux conservateurs s'accordent sur ce moyen de restaurer l'autorité et de lutter efficacement contre les républicains : la nomination de tous les maires par le ministre ou les préfets. Mais la Législative, par défiance envers le Président, refusa au gouvernement ce procédé de contrainte sur l'opinion républicaine et l'administration fut réduite à combattre l'opposition des maires et des conseils municipaux républicains en usant : 1° de la loi du 21 mars 1831, autorisant le préfet à annuler les délibérations des conseils municipaux (art. 28); 2° de la loi du 18 juillet 1837, permettant au préfet de se substituer à un maire refusant « de faire un des actes prescrits par la loi » (art. 15), interdisant aux conseils municipaux le vote de toute *protestation*, *proclamation* ou *adresse* (articles 24, 28 et 30); 3° de la circulaire ministérielle du 1^{er} mars 1840, déclarant que l'arrêté préfectoral pour l'exécution d'une loi, dans le cas de l'inaction d'un maire dûment requis, sera légal et obligatoire comme

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Corresp. du parquet de Condom*, 1850. Circ. du proc. gén. d'Agen, 25 nov.; rapports des j. de paix de Nogaro, Condom, Cazaubon, Valence, Eauze, Montréal, du proc. de Condom, 29, 30, 30 nov., 1, 2, 3, 6 déc. 1850.

l'arrêté municipal dont il tient lieu. Nous verrons l'emploi fréquent, arbitraire ou ingénieux de ces textes répressifs.

Ajoutons qu'à dater d'octobre 1850, les élections municipales se firent avec les nouvelles listes électorales dressées conformément à la loi du 31 mai. Un grand nombre de républicains en étaient exclus (1) et le mot d'ordre du représentant Duputz, le chef des Montagnards, était de s'abstenir à tous les scrutins (2). Le préfet, plus confiant par l'exclusion ou l'abstention des républicains, hésita moins à recourir à de nouvelles élections pour remplacer les municipalités dissoutes.

II

Pour protester contre la répression politique, les municipalités républicaines votaient des blâmes à l'administration et à ses agents, supprimaient le traitement du commissaire, refusaient de voter le budget, s'élevaient contre la loi électorale du 31 mai, démissionnaient ou faisaient grève. Le préfet, s'appuyant sur l'article 28 de la loi du 21 mars 1831, ripostait par l'annulation des délibérations des conseils municipaux, provoquait parfois la dissolution de ces conseils pour les remplacer par des commissions provisoires composées par lui, ou pour faire élire des municipalités plus dociles.

Sur les désaccords entre certains maires républicains et le préfet nous possédons des documents qui nous instruisent du détail de ce long conflit de l'administration et des municipalités, nous permettent d'en reconstituer les épisodes caractéristiques, d'apprécier l'ardeur de la répression et la vigueur de la résistance.

(1) Arch. du Gers. *Maires et adjoints*, 1846-51. — Circulaire confidentielle de Baroche, 23 oct. 1850. — Les conditions nouvelles d'électorat supprimaient 26.000 électeurs sur 96.000 inscrits dans le Gers.

(2) Voir le chap. XI.

*
**

A Fleurance (Lectoure), le chef des républicains était Cadéot, fort riche et populaire par sa générosité. Maire au lendemain de la révolution, il avait organisé une compagnie de 80 pompiers dont il était le capitaine. Il la réunissait dans de fréquents banquets. Le conseil municipal était entièrement « rouge ». Il fut dissous en février 1850 pour « écarts démagogiques ». Réélu en mai, il nomma de nouveau Cadéot et Tarrissan, maire et adjoint. Le conseil municipal enjoignit au secrétaire de mairie, sous peine d'une amende de 25 francs, « d'afficher toutes les délibérations du conseil », même annulées par le préfet. Un arrêté préfectoral du 12 juin annula cette décision. En juillet, ce conseil fut encore dissous pour « esprit d'hostilité contre l'administration ». Le préfet désigna une commission provisoire afin de « contrebalancer l'influence des meneurs du parti exalté ». Au scrutin du 27 octobre, organisé d'après les nouvelles listes électorales, les républicains l'emportèrent encore. « Le parti de l'ordre s'était bercé d'illusions », écrit le procureur général. Mais Cadéot envoya au préfet la démission des 23 conseillers élus et une protestation contre l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales.

La loi du 31 mai, faite en prévision des élections à venir des représentants du peuple, n'est nullement applicable aux élections municipales et départementales. La prise en considération de la proposition Dabaux, invoquée par le ministre de l'intérieur dans sa lettre à M. le Préfet du Gers, en date du 5 de ce mois, reste sans valeur, tant que l'assemblée parlementaire ne lui a pas donné sa sanction.

Enfin, aux élections du 21 décembre, grâce à l'abstention des républicains, les 23 candidats modérés furent élus par 270 voix sur 305 votants. En 9 mois, le conseil municipal de Fleurance avait été deux fois dissous et une fois démissionnaire (1).

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Ministre à préfet, 10 août; sous-préfet de Lectoure et Duprat à préfet, 23, 27 décembre 1850; — *Police 1850*. — Com. de Fleurance, 15 août 1850. — *Arch nat.* — BB 30/370. — Rapport du procureur général d'Agen, 4 nov. 1850. — *Ami du Peuple*, 15 mai, 30 oct. 1850. *Recueil des actes adm.*, 1850, n° 30.



Saint-Clar, chef-lieu de canton de Lectoure, avait été déjà signalé en 1849 par le *Moniteur* comme un foyer d'anarchie (1). Son conseil municipal était républicain; le maire Rouède, et l'adjoint, Dauriol, étaient des républicains de la veille, des *rouges*. Le conseil municipal qui, au dire du préfet, « avait voté à bulletins ouverts pour Ledru-Rollin » en décembre 1848, fut dissous par décret du 27 octobre 1849. Treize conseillers républicains écrivirent au préfet pour connaître les motifs de la dissolution. Cette mesure, prise à la sollicitation de « 25 bourgeois », était la réponse à de vieux griefs et à une récente délibération du conseil, qui, sur la proposition de Bruchet, avait supprimé les 240 francs alloués à un commissaire de police jugé inutile par les conseillers et imposé par l'administration. Le conseil municipal n'était pas « l'expression de la majorité des électeurs communaux », tel était le prétexte de la dissolution. Or, Rouède, sur 300 suffrages exprimés, en avait recueilli 280; le moins favorisé des conseillers municipaux en avait obtenu 250. La commune ne comptait que 500 électeurs et le nombre des votants n'avait jamais dépassé 400. Un arrêté préfectoral du 6 novembre 1849, instituait une commission provisoire de 8 membres; Descamps de Larrouget, était nommé maire provisoire. Les élections furent fixées au 20 janvier 1850. Un *Appel aux électeurs* où Bruchet, membre de la municipalité dissoute, imputait la dissolution aux calomnies des *blancs*, fut saisie; Bruchet et l'ex-maire Rouède furent poursuivis pour délit de distribution. Selon le commissaire, les républicains menèrent une campagne électorale très énergique. Aux scrutins des 20 et 27 janvier 1850, 16 candidats « de l'ordre » furent élus; au second tour, les répu-

(1) Voir chap. V, pp. 175, 176, 177.

blicains s'étant abstenus, un seul rouge, Rouède, avait été réélu; il démissionna aussitôt. « Le Conseil municipal est formé d'honnêtes gens », écrivait le commissaire (1).

*
**

A Mirande, 16 conseillers municipaux sont morts ou ont quitté la ville. L'administration a dû procéder à des élections nouvelles. Les républicains s'organisent et s'agitent.

Le parti exalté, écrit le commissaire, compte un nombre infini de candidats; dans l'autre on est obligé, pour ainsi dire, de faire violence pour qu'ils acceptent.

Le préfet interdit une réunion électorale de républicains au café Montaut. Elle se tint en plein air, à deux kilomètres de Mirande. Dix républicains furent élus le 19 mai par 500 voix sur 700 votants, et installés le 2 juin.

Ils se sont vantés, écrit encore le commissaire, de mettre la désordre au conseil municipal; les séances promettent d'être orageuses. Ils ont voté l'élection d'un secrétaire qui n'est permise que dans les sessions légales. Ils ont voté l'insertion dans le procès-verbal d'une protestation contre les mesures de police prise par Monsieur le Préfet contre leurs réunions prétendues électorales et contre la violation des lois et de la constitution. MM. les socialistes, fiers de leur victoire contre les hommes d'ordre, disent qu'ils savent bien que la délibération sera annulée, l'administration étant juge et partie.

Voici le texte de la protestation contre l'interdiction de la réunion électorale :

Considérant qu'en entravant les réunions projetées par les citoyens, à l'occasion des élections municipales, M. le sous-préfet de Mirande a méconnu les droits qu'ils tiennent de la Constitution et des lois. le conseil municipal proteste contre les mesures prises par M. le sous-préfet de Mirande dans le but d'empêcher toute réunion électorale.

(1) Arch. du Gers. *Municipalités* 1834-52. — *Appel aux électeurs*, d'Am. Bruchet; — lettres du sous-préfet, 24 oct., 3 déc. 1849, du com. de police, 20 et 27 janvier 1850, du préfet, 6 nov. 1849. — *Police*, 1850. — Com. de St-Clar, 15 et 30 janvier 1850. — *Compte moral et polit.*, 1850. — Com. de gend. à préfet, 16 janvier 1850. — *Opinion*, 6 février 1850; *Egalité*, 18, 25 nov. 1849. — Lettre d'un « ouvrier Saint-Clairais ».

Cette protestation figura au procès-verbal de la séance. Les conseillers républicains dénoncent le désarmement de la garde nationale et l'envoi des armes au chef-lieu comme une violation de la Constitution et une insulte à la population. Le désaccord devient très vif entre le maire Burot et les nouveaux conseillers. Irrité par un article de presse, le maire décida, contrairement à une pratique constante et aux dispositions expresses des lois de 1831 et de 1837, que « les habitants et les conseillers même n'auraient plus le droit de compulser livres et registres sans une autorisation spéciale ». Fin juin, le maire n'avait pas encore réuni le conseil élu depuis deux mois. Il fut convoqué le 14 juillet pour désigner deux membres chargés de statuer avec le maire sur les réclamations relatives à la nouvelle liste électorale. Les conseillers républicains réclamèrent la lecture du procès-verbal de la séance précédente. Le maire Burot déclara que la délibération avait été annulée et biffée sur le registre des procès-verbaux, en vertu d'un arrêté dont il donna lecture. Les républicains observèrent que l'article 28 de la loi du 21 mars 1831 réservait au conseil, dont une délibération était annulée par le préfet, la faculté d'appeler au chef du pouvoir exécutif; il eut donc été convenable, avant d'exécuter la décision préfectorale, de la notifier au conseil pour lui permettre d'user de ce droit. Ils prétendirent en conséquence discuter si le conseil devait s'incliner devant la décision du préfet ou maintenir son procès-verbal jusqu'à ce que le ministre eût prononcé. Mais le maire s'y opposa, sous prétexte que « ce débat était étranger à la discussion ». Toutefois, il laissa procéder à l'élection d'un secrétaire, bien qu'elle n'eut pas été mentionnée dans la convocation. Mais, contre son attente, Cassaignard, son candidat fut battu, et le républicain Pérès élu. Pour empêcher la nomination d'une commission électorale, 11 républicains quittèrent la salle où il ne resta que 10 conseillers. Le quorum n'étant pas atteint, on ne pouvait délibérer valablement et la séance fut levée. Le maire n'en rédigea pas moins un procès-verbal constatant qu'une commission

électorale composée de Labat et de Duroutgé avait été nommée (1).

*
**

En 1849, Breuils, maire de Masseube, avait été suspendu pour trois mois, sous prétexte d'agissements illégaux dans l'élection complémentaire du 8 juillet. Une enquête démontra que Breuils avait agi en faveur du candidat montagnard Pégot-Ogier, mais par des procédés corrects, et il fut réintégré dans ses fonctions de maire (2).

Il fut de nouveau suspendu par arrêté du 25 janvier 1850, pour son « opposition systématique à l'autorité supérieure » et pour avoir aidé Zeppenfeld, rédacteur de l'*Egalité*, à se procurer de l'argent destiné à payer les amendes du journal. Le préfet a longuement motivé son arrêté :

... Vu l'extrait des dépositions faites à l'audience du tribunal de Mirande, le 4 janvier 1850, par le sieur Breuils, maire de Masseube, dans l'instance correctionnelle introduite contre le sieur Zeppenfeld, prévenu d'avoir, au mépris de la loi, provoqué des souscriptions pour couvrir le journal l'*Egalité* des frais et amendes judiciaires auxquels il avait été condamné;... considérant... qu'il a été prouvé à l'audience, ainsi que cela résulte d'ailleurs de la condamnation intervenue, que les différentes courses faites par le sieur Zeppenfeld en compagnie du sieur Breuils avaient beaucoup moins pour but de procurer des souscriptions au journal radical à créer que de trouver l'argent destiné à payer les amendes auxquelles le journal l'*Egalité* venait d'être condamné; — considérant... que le sieur Zeppenfeld, encouragé par la présence du sieur Breuils, prononça dans un café de Masseube un discours qui contenait l'apologie des idées socialistes dont l'*Egalité* était l'expression; — considérant que, non content d'avoir cherché dans le cours des débats à établir une certaine solidarité entre sa conduite et celle du sieur Zeppenfeld, le sieur Breuils chercha à protester contre la condamnation prononcée contre ce dernier en l'accompagnant jusqu'à la maison d'arrêt au milieu d'une foule composée des hommes les plus connus par l'exaltation de leurs opinions politiques; — considérant que le sieur Breuils apporte dans ses rapports avec l'autorité supérieure un esprit d'opposition systématique qui nuit à la marche régulière de l'administration et qui est d'ailleurs de nature à compromettre le

(1) Arch du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 1, 17, mai, 3, 17 juin, 4, 16 juillet 1850. — *Ami du Peuple*, 19, 21 mai, 5, 30 juin, 19, 21 juillet 1850.

(2) *Rec. des actes adm.*, 1849, n° 33. — *Egalité*, 22 nov. 1849.

triomphe de toutes les idées d'ordre; — considérant qu'une première suspension prononcée par notre prédécesseur contre le sieur Breuils ne paraît pas lui avoir fait même comprendre l'importance des devoirs qui lui sont tracés par la loi; — considérant qu'en favorisant les démarches du sieur Zeppenfeld et en le couvrant de sa protection comme maire, le sieur Breuils a lui-même violé les dispositions de la loi du 27 juillet 1849 et a gravement compromis son caractère; — considérant dès lors que le sieur Breuils ne saurait désormais inspirer la moindre confiance à l'autorité supérieure :.... arrêtons.... le sieur Breuils est suspendu de ses fonctions (3).

Une pareille abondance de considérants dénote chez le préfet une singulière ingéniosité à découvrir des motifs de suspension et à tourner en griefs punissables des dépositions ou des manifestations favorables à un républicain. — Ajoutons que le préfet, après la révocation de Breuils et de son adjoint, confia l'administration provisoire de Masseube au conseiller municipal Lamarque. Le nouveau maire convoqua le conseil pour le 23 juillet afin d'élire deux commissaires chargés de statuer sur les réclamations relatives à la liste électorale. En séance, Breuils lut l'arrêté préfectoral nommant l'huissier Lamarque maire provisoire. Il en contesta aussitôt la légalité : la loi veut que le maire absent, suspendu ou révoqué, soit remplacé par le premier inscrit au tableau. « Et le préfet, qui a-t-il nommé ? s'écria Breuils. Le dernier inscrit au tableau, un sieur Lamarque qui n'est bon qu'à faire des exploits dont la rédaction est un pur galimatias. » Et, sur sa proposition, les conseillers voulurent élire un nouveau maire avant de désigner les deux membres de la commission électorale. Lamarque leva aussitôt la séance et se retira. Le pharmacien Saint-Antonin fut élu maire à l'unanimité. Balette et Breuils furent nommés membres de la commission électorale. Le notaire Corties avait refusé de participer à cette élection qu'il jugeait illégale et s'était retiré. Saint-Antonin emporta le sceau de la mairie. Le lendemain, le conseil de préfecture cassa cette élection et le préfet délégua le sous-préfet de Mirande à l'effet de réinstaller Lamarque, de lui

(1) *Opinion*, 7 février 1850. — *Recueil des actes adm.*, 1850., n° 4.

restituer le registre des délibérations et le sceau, d'exécuter l'arrêté annulant la délibération du 23 juillet. En dépit des sommations du sous-préfet, Saint-Antonin refusa de rendre le sceau de la mairie (1).

Le préfet saisit de cette affaire le parquet de Mirande. Par application des articles 222, 223 et 258 du code pénal, il demandait des poursuites contre Breuils pour outrages envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, contre Saint-Antonin pour usurpation de fonctions publiques. Cette affaire souleva une controverse entre le préfet, Saint-Antonin, le tribunal et le procureur de Mirande, le procureur général (2).

Saint-Antonin et Breuils soutiennent que, le maire et l'adjoint de Marciac ayant été révoqués par deux arrêtés du 8 mars et du 15 avril 1850, l'article 10 du décret du 3 juillet 1848 exige que les nouveaux maire et adjoint soient élus par le conseil municipal parmi ses membres. Le 21 mars, le conseil avait demandé au préfet que le maire fut régulièrement remplacé; le 22 juin, une pétition signée de 9 conseillers républicains, — plus du tiers des conseillers, — fut adressée au préfet afin qu'il autorisât la convocation du conseil, à l'effet de nommer un maire. Le préfet n'a jamais répondu, en dépit de l'article 24 de la loi de 1831 qui l'astreint à notifier son refus par un arrêt motivé. Le conseil s'est adressé ensuite au ministre de l'Intérieur et n'a obtenu aucune réponse. Ce double silence du préfet et du ministre constitue un déni de justice autorisant le conseil municipal à nommer un maire au scrutin individuel, conformément à l'article 10 du décret de 1848 (3).

Consulté par le préfet, le ministre de l'Intérieur, Baroche, déclare que le décret de 1848 est muet sur la délégation

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Trib. corr. d'Auch. Contre Saint-Antonin.* — Procès-verbaux de Lamarque et de Saint-Antonin, 23 juillet; de Grabias, 25 juillet; dépositions et interrogatoires; minute de l'arrêté nommant Lamarque, 21 mars 1850.

(2) *Ibid. Préfet à procureur*, 26 juillet.

(3) *Annexes des greffes.* — Procès-verbal de Saint-Antonin; pétition des 9 conseillers républicains, 21 juin 1850.

provisoire des intérimaires remplaçant les maires et adjoints suspendus ou révoqués, que l'article 27 de la loi de 1831, la jurisprudence, une ordonnance rendue en conseil d'Etat le 7 août 1843, autorisent le préfet à désigner, sans s'astreindre à l'ordre du tableau, les administrateurs provisoires, toutes les fois que l'intérim doit avoir une certaine durée. Le procureur général craint d'échouer dans ses poursuites pour outrage au maire provisoire de Masseube, parce que la loi de 1831 ne confère pas au préfet, par une disposition précise, le droit de nommer les maires provisoires; or, il ne saurait y avoir culpabilité au sens de l'article 222 du code pénal, si Lamarque n'a pas été régulièrement investi. Mais cette question, affirme le ministre, ne peut être tranchée que par l'autorité administrative, et les tribunaux excèderaient leur pouvoir si, par un refus de sanction pénale, ils prétendaient infirmer la validité d'un acte du préfet, approuvé par le ministre. Et Baroche engage le préfet à continuer les poursuites et à communiquer les observations précédentes au procureur général (1).

Le 29 août, le tribunal de Mirande, repoussant la thèse du ministre et du procureur Chevert, rendit une ordonnance de non-lieu :

... Attendu que Breuils fut révoqué de ses fonctions de maire par décision du pouvoir exécutif à la date du 8 mars 1850, que Sotum adjoint a été suspendu, puis révoqué le 15 avril, et que, par arrêté du 21 mars, le préfet délégua Lamarque, le dernier inscrit, et alors que le conseil municipal n'était pas encore dissous; — attendu qu'aux termes 10 et 11 du décret du 3 juillet 1848 les maires sont choisis par le conseil municipal et dans son sein, au scrutin secret et individuel, qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1831, en cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints, le maire doit être remplacé par le premier inscrit et qu'il n'y a lieu à nomination du maire provisoire que dans le cas prévu par l'article 27 de la dite loi, celui de la dissolution du conseil municipal, les articles 10 et 11 du décret précité doivent donc recevoir leur application toutes les fois qu'il y a révocation, comme dans l'espèce, du maire et des adjoints, puisque la révocation ne saurait être considérée comme une absence momentanée appelant l'un des conseillers, d'après l'ordre du tableau, à suppléer le magistrat municipal, mais bien comme une

(1) *Annexes des greffes.* — Baroche à préfet, 16 août 1850.

absence complète réclamant une nouvelle nomination par le conseil lui-même,

Par ces motifs, déclare que la nomination de Lamarque était entachée d'une irrégularité qui n'a pu conférer la qualité de magistrat, nécessaire pour caractériser le délit d'outrage prévu par l'article 222 du code pénal, et le sieur Saint-Antonin étant au contraire régulièrement investi de ce caractère par l'élection dont il avait été l'objet et ne pouvant par suite tomber sous le coup de l'article 258 du même code, comme s'étant immiscé sans titre dans les fonctions publiques, il n'y a pas lieu de suivre, tant contre Breuils que contre Saint-Antonin.

Aussitôt, le procureur Chevert fit opposition à cette ordonnance, parce que le tribunal en jugeant de la validité d'un acte administratif, en déclarant irrégulière la nomination par le préfet du maire provisoire de Masseube et régulière l'élection du maire Saint-Antonin, avait outrepassé ses droits.

Le procureur général, développant la thèse de Baroche, du préfet, du procureur Chevert, requit l'annulation de l'ordonnance du 29 août, 1° parce que le tribunal de Mirande « a méconu les dispositions de l'art. 27 de la loi de 1831 », attribuant au préfet « le droit de désigner une administration provisoire sans être astreint à suivre l'ordre du tableau », 2° parce qu'il a commis « un excès de pouvoir », « en s'immisçant dans l'examen des actes administratifs, en violation des lois du 24 août 1790 et du 16 fructidor an III ».

Le 2 octobre, un arrêt de la Chambre des mises en accusation affranchit Breuils de toute poursuite, parce que le propos incriminé ne portait pas « atteinte à l'honneur ou à la délicatesse de Lamarque », parce que, proféré dans une séance non publique, il n'avait pas « le caractère de publicité exigé pour qu'il y ait délit par les lois du 17 mai 1819 et du 25 mars 1822 ». L'arrêt renvoyait Saint-Antonin devant le tribunal correctionnel d'Auch, « comme prévenu de s'être immiscé sans titre dans les fonctions publiques de maire de Masseube ». Et le 23 octobre 1850, Saint-Antonin était condamné à 1 mois de prison.

Sur ces entrefaites, le conseil municipal avait été dissous et le notaire Corties, conseiller général, fut maire

provisoire jusqu'aux nouvelles élections municipales qui se firent le 27 octobre avec la nouvelle liste électorale. Corties, — « un intrigant qui, durant 18 ans, sous Louis-Philippe, dupa tous les partis », dit l'*Ami du Peuple*, — et qui avait protesté contre la loi du 31 mai, figurait en tête de la liste du parti de l'ordre. Les rouges furent battus (1).



Le 2 décembre 1849, Nabos, maire de Marciac, fut suspendu pour avoir toléré un club « socialiste », — le cercle républicain de Marciac dont il était membre, — et pour avoir refusé de coopérer à sa fermeture. L'arrêté motivé lui fut signifié par le brigadier de gendarmerie. En septembre, Zeppenfeld, en quête de souscriptions à l'*Egalité*, y avait exposé la politique du journal; Nabos y avait discuté un projet d'impôt et déposé une pétition pour le maintien du décret abolissant l'impôt sur les boissons. Enfin, le 11 novembre dans ce même cercle avait eu lieu une « soirée dite démocratique ». A la nouvelle de sa suspension, la population se porta devant sa maison et entonna des chants « patriotiques »; la musique de la garde nationale lui donna « une magnifique sérénade ». En séance du conseil, Nabos démissionna; tous les conseillers en firent autant. Mais, sur l'observation de l'un d'eux, que l'administration municipale risquait de tomber « aux mains d'un homme que la cité connaît et redoute », tous retirèrent aussitôt leur démission. L'adjoint Dumestre fut nommé maire provisoire. Il démissionna le 18 janvier 1850. Le préfet le remplace par l'avocat Cols qui demande aussitôt la convocation du conseil pour l'élection d'un maire et d'un adjoints définitifs. Nabos fut réélu maire le 27 février par 9 voix sur 10 votants. Son ami Soumabielle fut élu adjoint.

(1) *Opinion*, 17 décembre 1850. — *Ami du Peuple*, 25 et 30 octobre 1850. — Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*, 1850. Contre Saint-Martin. — Minutes des réquisitoires du procureur Chevert et du proc. gén.; minutes de l'arrêt de la chambre des mises en accusation; copie de l'ordonnance du 17 août 1843.

A la nouvelle de cette double élection, on chanta la Marseillaise sur la place. L'arrivée des gendarmes mit fin à la manifestation. Le préfet, trompé par un renseignement anonyme, ordonna une enquête sur l'élection de Nabos. Le sous-préfet Grabias et le juge de paix lui affirmèrent qu'elle avait été régulière.

Je regarde l'élection de Nabos comme une calamité, lui écrivait le juge de paix, surtout en présence des élections qui vont avoir lieu bientôt... Il n'usera de son influence que pour faire triompher la cause du désordre. Il y travaille déjà par lui-même et ses émissaires, notamment par le châtreur Soumabielle qui vient de lui être donné pour adjoint,... d'autant plus à redouter qu'il exerce une certaine influence dans la campagne où son métier le met en rapport avec un grand nombre de propriétaires. Enfin, Nabos est à Marciac le chef avoué du parti démagogique et toutes les fois qu'il circule quelques bruits favorables aux rouges, il les réunit dans le cabaret du boucher Abrial, leur tient les discours les plus incendiaires et leur prêche des doctrines à la Blanqui et à la Marc Dufraisse.

En 1851, Nabos fut de nouveau suspendu, puis révoqué le 3 juin en raison d'une lettre au sous-préfet de Mirande : « Mais, patience, Monsieur; nous avons encore un an à souffrir ! et après qui sera là ?... » Cette lettre fut écrite en réponse à une tracasserie du préfet. S'autorisant d'un prétendu décret du Gouvernement provisoire, Nabos, décoré de Juillet, avait substitué au primitif ruban bleu à liseré rouge un ruban rouge à liseré noir. Par taquinerie et représailles, — Nabos avait véhémentement dénoncé au Conseil général la répression administrative antirépublicaine, — le préfet lui fit défense de porter un pareil ruban. Au conseil de revision de Marciac, il l'interpella brutalement devant les maires du canton et invita le brigadier à dresser procès-verbal pour port illégal de décoration. Le préfet s'acharna dans cette affaire. La chancellerie fut consultée : aucun décret n'autorisait un changement de couleur dans la décoration de Juillet; à la suite des réclamations de membres de la Légion d'honneur, un avertissement au *Moniteur* du 22 novembre 1849 déclarait autorisé le seul ruban bleu primitif; enfin, le ruban rouge à liseré noir appartenait à l'ordre russe de Saint-Wladimir; telle était

la réponse. Et, avec une insistance qui trahit un ressentiment personnel, le préfet stimulait l'ardeur répressive du procureur Chevert.

...Je pense, lui écrivait-il, que vous êtes résolu à agir énergiquement... Je me suis empressé de transmettre le cas à M. le ministre de l'Intérieur... Il compte sur une répression judiciaire du Tribunal. Le doute sur ce point ne paraît pas admissible devant l'évidence des faits... Le décret n'existe pas... Le sort des poursuites ne doit pas être douteux et le jugement qui interviendra contre Nabos viendra donner une leçon de plus à la vanité ambitieuse de ce démagogue... L'hésitation n'est pas possible dans la poursuite ni dans la répression...

Dans son réquisitoire introductif, le procureur exposait ainsi les éléments du délit : le ruban de Nabos n'est pas autorisé par un décret; à distance, il simule celui de la Légion d'honneur; il appartient à l'ordre russe de Saint-Wladimir. Le procès était nettement politique et, dans son jugement, le tribunal de Mirande admit à la fois le délit et la bonne foi de Nabos :

« ... On ne peut, sans abjurer toute raison, prêter à Nabos la pensée de se parer de la décoration de Saint-Wladimir au milieu de ses concitoyens... Les décorés de Juillet, après le 24 Février, substituèrent le rouge au bleu », sans provoquer « ni poursuites judiciaires, ni avertissements personnels et officiels, sauf après 18 mois de tolérance... » Nabos peut avoir ignoré l'avis du *Moniteur*; l'abandon immédiat du ruban après information « prouve son erreur ou sa bonne foi »... Toutefois, il a eu tort « de négliger de vérifier le véritable état de la législation ».

En conséquence, Nabos était relaxé de l'accusation et condamné aux seuls dépens : 27 fr. 50. Toutefois, le préfet ne se tint pas pour battu. A son invitation, le procureur fit appel du jugement. La chambre des mises en accusation renvoya Nabos devant le tribunal correctionnel d'Auch qui, par une stricte application de l'art. 259 du code pénal, le condamna à 50 francs d'amende et aux frais, « pour s'être obsiné », — malgré les observations réitérées du préfet qui lui ôtent le bénéfice de la bonne foi, — « à porter publiquement et avec intention, en 1850 et 1851, un ruban moiré rouge à petit liseré noir qui simulait le ruban de la Légion d'honneur ».

Après le jugement de Mirande, Nabos avait été fêté, acclamé par les républicains, à son retour à Marciac, le soir du 25 juillet. A cette occasion, son ami, le maire Soumabielle, fut suspendu le 27 juillet pour avoir « toléré et encouragé » une manifestation de sympathie envers Nabos, — « de nature à troubler l'ordre public », disait l'arrêté (1).

*
**

Le 10 juillet 1850, Labarthe-Vacquier, maire de Cazaubon, et les deux délégués du juge de paix avaient arrêté la liste électorale au chiffre de 390 inscrits. Le maire ajouta 37 noms sans consulter les délégués qui protestèrent auprès du juge de paix. La liste, établie en violation de l'article 1 de la loi du 31 mai était entachée de nullité et Bajac, le sous-préfet de Condom, proposa au préfet son annulation et la suspension du maire qui « professait les idées les plus avancées », ne comptait que des amis au conseil municipal où il se conduisait en « petit potentat ». Un arrêté préfectoral du 6 octobre suspendait Labarthe pour addition irrégulière à la liste électorale, « un oubli regrettable de ses devoirs de maire, qui, préposé à l'exécution des lois, doit à ses administrés l'exemple de la soumission ». Le maire irrité reprocha vivement à Bedout, l'un des délégués à la confection des listes, d'avoir protesté et provoqué ainsi sa suspension. Bedout lui déclara qu'il s'était borné à expliquer par les adjonctions illicites son refus de signer la liste et il se plaignit à son tour au juge de paix des termes de l'arrêté qui l'exposaient aux récriminations du

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Grabias à préfet, 11, 28 février, 3, 24 mars; — préfet à Grabias, 8, 20 mars; — J. de paix à préfet, 18 mars 1850; — minute de l'arrêté du 27 juillet 1851. — *U. Annexes des greffes Trib. corr. 1851*. Contre Nabos. Procès-verbal du lieut. Dal, 28 mai; lettre de la Chancellerie; préfet à proc., 12 et 18 juin, minutes du réquisitoire, du jugement, de l'opposition, du réquisitoire du proc. gén., du jugement du trib. corr. d'Auch; dépositions de Dal; de Dagé, etc. — Sur la manifestation du 25 juillet à Marciac, voir chap. VII, pp. 285-286.

maire et de ses amis : il eût fallu remplacer *protestations* par *renseignements*. D'ailleurs la suspension paraît à Bedout une mesure excessive. Mais le préfet propose au ministre la révocation du maire.

Les adhérents de M. Labarthe, lui écrit-il, c'est-à-dire les hommes exaltés de l'endroit, ont été frappés de stupeur en apprenant qu'il avait été suspendu de ses fonctions. Les hommes d'ordre, quoiqu'ils aient applaudi, sont cependant indécis encore. Je crois que les premiers seraient complètement découragés et que les autres reprendraient enfin l'énergie nécessaire, si l'autorité supérieure continuait immédiatement les mesures prises par l'autorité préfectorale.

Le juge de paix informe le préfet que le maire et ses amis présentent la suspension comme une mesure politique et non comme la sanction d'un acte illégal et coupable : Labarthe prétend que, le 10 juillet, de 6 heures du soir, — heure où les délégués se sont retirés, — jusqu'à minuit, il avait le droit d'inscrire sur les listes tous ceux qui apportaient des déclarations ou des réclamations justifiées. Même des hommes d'ordre reprochent à l'administration de n'avoir pas vérifié ce fait, car, si les inscriptions ont été faites dans cet intervalle, elles sont valables et la suspension est imméritée; si les inscriptions sont postérieures au 10 juillet, la révocation ne suffit plus : on aurait dû exercer contre Labarthe des poursuites judiciaires qui auraient débarrassé le canton de ce « propagandiste dangereux ». Aujourd'hui, faute d'une enquête administrative ou judiciaire, Labarthe fait figure de martyr politique. Mais le préfet est opposé aux poursuites judiciaires : les magistrats répugnent à apprécier des faits administratifs et ne frappent que des actes prévus et punis par la loi pénale. Un non-lieu judiciaire serait plus fâcheux pour l'administration que la situation signalée par le juge de paix. — Labarthe fut révoqué (1).

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1845-52*. — J. de paix à sous-préfet, 27 sept., 2 oct., à préfet, 14 oct. et 3 nov; — sous-préfet à préfet, 2, 7 oct.; — préfet à Intérieur, 14, 24 oct., à j. de paix, 13 nov.; Int. à préfet, 4 nov.; — arrêté du 6 oct. 1850.



Le 15 février 1850, le maire de Manciet (Condom), Descamps, était suspendu pour « avoir fait parade dans une lettre officielle de sentiments anticléricaux ». Le 6 février, il avait adressé au sous-préfet de Condom la copie d'un arrêté de police des lieux publics conforme à la circulaire préfectorale du 20 janvier. Pour narguer l'administration, il s'était amusé à démontrer dans un long persiflage l'inutilité d'un pareil arrêté dans une commune où deux Jésuites venaient de prêcher une mission.

...Manciet, écrivait-il au sous-préfet, est habitée en grande partie par d'honnêtes et laborieux artisans dont quelques-uns vont parfois le soir, il est vrai, se délasser des fatigues du jour, soit au café, soit à l'auberge; mais il est rare que l'heure indue les y trouve, à présent surtout que *la divine providence par l'entremise de deux révérends pères Jésuites nous a pendant trois semaines comblés de ses faveurs, car nous courbons sous le poids des grâces et des indulgences dont ils nous ont inondés*. Ainsi, soyez assuré, Monsieur le sous-préfet, que, sans la mise en vigueur de l'arrêté de police, mes administrés qui ont l'habitude de fréquenter ces lieux, les quittent à temps pour rentrer au logis et remplir leurs devoirs de vrais chrétiens. Et ne pensez pas que, pendant le peu de temps de leurs réunions au café, par exemple, ils s'occupent de politique. S'ils ont eu cette maladie dans le temps, je les suppose guéris, car *il leur a été prouvé du haut de la chaire évangélique, — comme l'infaillibilité du Pape, — que tous ces journaux qui inondent les villes et la campagne et arrivent jusque sous le toit de chaume, ne font qu'égarer les esprits, exalter les passions et corrompre les mœurs*. Aussi, ceux d'entre nous qui ne sommes pas tout à fait évangélisés, — c'est bien notre faute, — *si nous continuons à recevoir ces maudits journaux (les rouges, s'entend) nous sommes de par les Jésuites voués aux flammes éternelles*. Ainsi, il n'est pas à craindre aujourd'hui qu'une conspiration, ayant pour but le renversement du gouvernement ou la destruction de la société, s'ourdisse chez nous : nous avons renoncé aux affaires de ce monde pour penser à l'éternité. Avec de pailleuses intentions, je ne pense pas être obligé de mettre le baillon à mes administrés. Néanmoins, pour me conformer aux instructions de M. le Préfet, je publierai l'arrêté de police et leur bon sens me prouve d'avance que jamais on n'aura besoin de le mettre à exécution (1).

Cette facétie épistolaire fit scandale. « Extinction com-

(1) Arch. du Gers. — *M. Municipalités 1845-52*. — Descamps à sous-préfet, 6 février 1850. C'est le sous-préfet qui a souligné les phrases les plus agressivement ironiques, avant de transmettre la lettre au préfet.

plète de sens moral,... mépris de l'autorité digne d'une prompte et sévère répression.. », c'est en ces termes que le sous-préfet apprécie cette lettre en la communiquant au préfet. Il lui adresse en même temps les notes fournies par Tartas, avocat et juge de paix de Nogaro, sur ce maire qui néglige totalement ses devoirs d'administrateur et vit constamment éloigné de Manciet. Le 15 février, le préfet suspend Descamps :

Il a manqué gravement à ses devoirs et aux convenances... pour avoir fait parade, dans une lettre officielle, de ses principes anticléricaux et employé le persiflage et l'ironie pour tourner en ridicule des actes ou des discours se rattachant à l'exercice du culte (1).

Le 19 février, le préfet demande au ministre de révoquer Descamps.

Manciet, lui écrit-il, est la seconde ville du canton de Nogaro par son importance et par sa population qui n'est pas moindre de 1750 habitants. Cette agglomération exige la présence continue d'un administrateur... M. le Maire n'y a fait que de rares et courtes apparitions. Il n'y a sûrement plus aujourd'hui de domicile; aussi la police ne s'y exerce-t-elle pas le moins du monde. Il n'y a plus de taxe ni pour le pain ni pour la viande. Récemment encore, à l'occasion d'une mission qui a donné lieu à l'esprit-bouffon de M. le maire à s'exercer, une mascarade s'était organisée pour parodier et tourner en ridicule les missionnaires, et, sans l'intervention de personnes raisonnables, des scènes scandaleuses se seraient passées. C'est dans ces circonstances, et pour expliquer l'inutilité des mesures de police des lieux publics contenues dans ma circulaire du 20 janvier, que M. le Maire de Manciet, donnant cours à ses sentiments irrégieux, écrivait dans une lettre pleine d'ironie... (Le préfet cite les phrases soulignées par le sous-préfet dans la lettre de Descamps) (2).

Descamps fut révoqué le 15 avril 1850 et Tartas nommé maire provisoire. Pour protester contre la suspension de Descamps, les conseillers de Manciet firent grève et résistèrent aux quatre convocations des 5 et 12 mai, 12 et 18 juin. Devant ce refus de concours, Tartas demande

(1) Arch. du Gers. — *M. Municipalités 1845-52*. Sous-préfet à préfet, 14 février 1850; — ampliation de l'arrêté du 15 février.

(2) Arch. du Gers. *M. Municipalités 1845-52*, Préfet à Intérieur 19 février 1850. — Rec. des actes adm., 1850, n° 25.

l'assistance d'un délégué du sous-préfet pour établir le budget communal; pour le reste, il agira seul (1). Le sous-préfet a proposé la dissolution du conseil municipal (2). Dans un rapport du 25 juin, le préfet expose la situation au ministre : la municipalité formée des hommes « les plus exaltés », refuse de se réunir et les affaires de la commune sont en souffrance; il aurait déjà demandé la dissolution s'il n'eut craint qu'une élection trop rapprochée ne ramenât à la mairie les mêmes conseillers; aujourd'hui, la liste électorale établie, conformément à la loi du 31 mai, l'action du maire provisoire et des hommes d'ordre laissent espérer de meilleurs choix (3). Le ministre répond que l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales est encore douteuse : cette question ne sera tranchée que par l'Assemblée. — Le conseil municipal fut dissous le 9 septembre 1850. Le sous-préfet, consulté sur le moment le plus favorable au renouvellement du conseil, fut d'avis qu'on l'ajournât à 3 mois. Entre temps, le préfet nommait une commission municipale provisoire que présida Tartas (4) et le ministre de l'intérieur autorisait l'emploi des nouvelles listes électorales dans les élections municipales. Violant la loi du 31 mai, Tartas avait dressé la nouvelle liste en dehors de toute commission municipale, et toutes les réclamations contre cette illégalité furent rejetées. L'administration inquiète essaya de peser par intimidation sur le scrutin du 15 décembre. Une brigade fut envoyée à Manciet pour la police de la salle de vote. Le procureur, le sous-préfet et le lieutenant de gendarmerie firent annoncer leur arrivée au maire par un gendarme expédié en estafette;

(1) Arch. du Gers. — *Municipalités, 1845-52*. Tartas à sous-préfet, 19 juin.

(2) Ibid. — Sous-préfet à préfet, 21 juin.

(3) Ibid. — Préfet à Intérieur, 25 juin.

(4) Arch. du Gers. — *M. Municipalités, 1845-52*. — Préfet à Intérieur, 13 août; — Intérieur à préfet, 7 août, 14 sept.; — sous-préfet à préfet, 7 août, 18 sept.; — préfet à sous-préfet, 17, 20 sept. 27 nov.; copies d'arrêtés des 20 sept. et 26 nov., du décret du 9 sept. — *Ami du Peuple*, 29 déc. 1850. — Arch. nat. BB 30/370. Proc. gén. à Garde des Sceaux, 30 déc. 1850.

trois brigades avaient reçu l'ordre de se tenir prêtes à marcher sur Manciet; le maire s'entourait de gendarmes pour traverser la ville. Mais, en dépit de tout ce déploiement de force et de l'emploi de la nouvelle liste électorale, le conseil municipal républicain de Manciet fut réélu.

**

Le 7 juillet 1850, le préfet prescrivait au sous-préfet de Condom une enquête sur le maire de Beaucaire (Valence), Peyrussan, officier de santé, signalé comme ayant « entraîné par crainte ou violence plusieurs habitants à signer une protestation contre la nouvelle loi électorale ». Le 12 juillet, le juge de paix de Valence, chargé d'enquêter, fournit les renseignements suivants : les nombreuses signatures de la pétition ont été obtenues par les démarches et l'influence du maire; la plupart des pétitionnaires ont signé à la mairie; sur 180 signataires, 40 ou 50 ne savent pas écrire; 25 ou 30 signatures paraissent des sobriquets désignant peut-être des domestiques et des ouvriers; des jeunes gens de moins de 21 ans figurent parmi les signataires et il est ainsi démontré que le maire a légalisé des signatures d'illettrés, de mineurs, d'individus étrangers à la commune ou inscrits sous un sobriquet ou un faux nom (1).

Le sous-préfet complète ces renseignements :

Depuis longtemps, Peyrussan se livre à des écarts démagogiques... Il ne néglige rien pour inciter par ses déclamations démagogiques les citoyens à la haine et au mépris du gouvernement, de la religion et de ses ministres. Ainsi, on l'a entendu dire en public et à l'issue des offices religieux que le gouvernement veut museler le peuple, rétablir la dîme et le plonger dans l'esclavage et la misère. Il traite publiquement préfets et sous-préfets de valetaille, et de brigand le respectable pasteur de cette paroisse. Récemment, il disait à un de ses administrés de nettoyer son fusil parce que le moment n'était pas éloigné où il aurait à s'en servir. Mais les excentricités démocratiques de ce magistrat ne se bornent pas à des déclamations furibondes, elles vont encore jusqu'à porter le trouble dans le chœur de l'église de Beaucaire où il existe depuis 40 ans un banc d'œuvre... Sous prétexte qu'il avait entendu dire que dans la confection de ce banc l'ouvrier aurait fait entrer les débris d'un vieux banc ayant appartenu originai-

(1) Arch. du Gers. — *M. Municipalités 1844-52*. Préfet à sous-préfet, 7 juillet 1850; — J. de paix à sous-préfet, 12 juillet 1850.

rement à la commune, le maire n'a trouvé rien de mieux que de s'y impatroniser et de s'y enfermer hermétiquement au moyen d'une double serrure qu'il y a fait apposer et dont il se réserve pour lui seul les clefs. C'est de là, m'assure-t-on, que M. le Maire se permet de narguer à l'autel le curé et les fabriciens expulsés par lui de la place que la loi leur réserve à l'église.

Le sous-préfet a saisi la justice des faits signalés par le juge de paix. Il propose la suspension immédiate de Peyrussan et son remplacement, non par l'adjoint « dangereux instrument des haines politiques du maire », mais par Rozès, conseiller municipal « énergique et dévoué à la cause de l'ordre » (1).

Un arrêté préfectoral du 16 juillet suspendait Peyrussan pour « ses déclamations démagogiques dont le but est d'exciter les citoyens à la haine et au mépris du gouvernement, de la religion et de ses ministres... », pour une « pétition électorale » colportée par lui, signée à la mairie comme un document officiel et dont les signatures ont été légalisées bien qu'émanant d'illettrés ou de personnes imaginaires (2).

Magnitot envoie au ministre le dossier de Peyrussan dont il propose la révocation.

Le 10 août, sur la proposition du sous-préfet de Condom, le préfet convoquait les électeurs de Beaucaire pour remplacer six conseillers municipaux démissionnaires à la suite de la suspension du maire. Mais le sous-préfet a changé d'avis; on lui a affirmé que les 6 démissionnaires « qui professent les principes les plus anarchiques obtiendront une majorité notable »; dans ce cas, les autres conseillers ayant « des opinions presque aussi avancées », le conseil municipal serait un obstacle au triomphe « des saines doctrines et on ne pourrait attendre de lui qu'une hostilité constante envers l'administration ». Pour ces motifs, le sous-préfet demande la dissolution du conseil municipal et la création d'une commission provisoire. Mais le préfet

(1) Arch. du Gers. — *M. Municipalités*, 1844-52. — Sous-préfet à préfet, 13 juillet; — copie de l'arrêté du 16 juillet 1850.

(2) *Rec. des actes admin.*, 1850, n° 30.

hésite : le Conseil d'Etat n'accordera la dissolution qu'en raison d'actes d'hostilité caractérisée. Et, le 29 novembre, le sous-préfet avoue que l'hostilité de la municipalité « contre toutes les idées d'ordre ne s'est pas traduite par des actes ». D'ailleurs, la dissolution n'est plus nécessaire : à la suite de deux décès, il ne reste plus que 3 conseillers en exercice et le sous-préfet propose de convoquer les électeurs pour le 15 décembre, afin de remplacer les 6 démissionnaires et les 2 conseillers décédés (1). Au scrutin du 15 décembre, les républicains triomphèrent, et à cette occasion, l'instituteur Fourcade fut signalé sur le rapport du procureur général comme le meneur du parti démagogique. Le conseil municipal nomma maire et adjoints des « exaltés » (2).

**

Les habitants de Haget (Mirandé) étaient fort excités contre leur curé. Une fierté chagrine, susceptible, la sévérité des admonestations, la longueur des sermons, des difficultés et des retards froissants aux premières communions, la majoration du prix des chaises, etc. étaient autant de griefs. Bref, succédant à un prêtre indulgent et facile, l'abbé Labasse, austère, distant, ombrageux était détesté de la grande majorité de ses paroissiens. La révolution de Février leur parut une occasion excellente de s'en débarrasser. Le 29 février 1848, des jeunes gens groupés devant le presbytère, entonnèrent, à l'adresse du desservant, « des chants patriotiques de 93 ». Peu de jours après, des agitateurs, membres de la nouvelle commission municipale, — Soullès, Favarès et Crouzeilhes, — provoquèrent une réunion des habitants à la mairie. On y décida l'expulsion du curé. Les 3 promoteurs de la réunion et le

(1) Arch. du Gers. — *M. Municipalités 1844-52*. Préfet à Intérieur et à sous-préfet, 27 juillet, 10 août, 2 oct., 17 nov.; — sous-préfet à préfet, 10 août, 30 sept., 29 nov. 1850.

(2) Arch. nat. — *BB 30/470*. — Rapports du proc. gén., 30 déc. 1850, 1^{er} juin 1851.

maire Dargaignon, malade et porté sur une brouette, se rendirent au presbytère pour notifier au desservant le vœu de la population. L'abbé Labasse refusa de prendre une décision avant d'en avoir référé à l'archevêque. Cette attitude irrita Soulès qui le menaça, le provoqua. Instruit de ces incidents, l'archevêque interdit la célébration des offices. Par représailles, la commission municipale ferma l'Eglise au desservant et procéda seule aux inhumations. A l'enterrement de la femme Lahille, le 29 septembre 1848, les manifestations d'hostilité contre le curé furent particulièrement violentes. Le convoi se heurta à la claire-voie du cimetière fermée par une chaîne. On sonna le tocsin et on battit le rappel pour ameuter les habitants. Derrière la claire-voie, un groupe d'hommes, formé en partie de conseillers municipaux, injuriait le curé en patois : « C'est moi qui suis le maître ici, criait Teulé fils, agitant la chaîne. Je te défends d'entrer ici, *salop, droulat*, sacré brigand ! Je me torche le derrière de la fabrique et de toi ! Ah, noir ! il y a longtemps que tu mènes la commune, mais, f... tu auras bientôt fini ! » Vainement, le curé voulut lire la lettre du sous-préfet, autorisant l'inhumation : sa voix fut couverte par les clameurs et les huées. « Le sous-préfet ne vaut pas plus que toi ! » criait Castay Pierre au curé qu'apostrophait Darré Pierre : « Tu croyais dire la messe plus longtemps ici. Non, non ! rentre dans ton pays. Tu es le sujet de tous les troubles ». Des femmes vociféraient : « Brigand ! chevrier ! Noir ! S... ! Que le diable t'emporte ! Que le diable te brûle ! » Les fabriciens entouraient le prêtre pour le protéger contre les violences. Ils étaient traités de c...-blancs. Imprécations, cris, tambour et tocsin faisaient un vacarme assourdissant. Pour mettre fin à cette scène, le curé, revêtu du surplis et de l'étole, après avoir récité les prières, déposa sa *barrette* sur la bière et se retira. Par moquerie, les manifestants, précédés du tambour, l'escortèrent jusqu'au presbytère en chantant la *Marseillaise*.

En mai 1849, à l'enterrement de la nièce de Lahille,

le curé dut chanter l'office des morts devant la porte de l'église fermée.

Dubosc, le président du conseil de fabrique, avait signalé plusieurs fois ces désordres au procureur. Une conférence à la sous-préfecture réunit le curé, Dubosc, l'ancien maire Dargaignon, le procureur et le sous-préfet. Le procureur, hostile à une intervention policière ou militaire, conseilla des mesures conciliantes. Le curé de Villecomtal, à l'occasion d'un enterrement, prononça vainement quelques paroles d'apaisement. Entre temps, pour narguer le curé Labasse, Debats sonnait la messe tous les dimanches. L'instituteur, remplaçant le curé, faisait le chemin de la croix à l'église, en présence de quelques fidèles. Comme délégué de la municipalité, il présida à 9 ou 10 enterrements, se vantant de savoir enterrer aussi bien qu'un prêtre ou un évêque. Les curés de Villecomtal et de Betplan qui traversaient le village furent insultés. Enfin, de nouveaux incidents à l'enterrement d'un fabricant provoquèrent une intervention décisive de l'administration, la suspension du maire, des poursuites judiciaires et mirent fin à cette longue interruption du culte dans l'église de Haget.

Le 19 novembre 1849, mourait le fabricant Dabezies qui avait demandé un service religieux à l'église. Le fils Dabezies transmit au maire Crouzeilles le désir du défunt. Le maire promit l'entrée de l'église au cadavre et au cortège, mais il la refusa au curé. Le lendemain, le cortège se présente à la porte de l'église où se trouvaient déjà le maire Crouzeilles et 5 ou 6 conseillers municipaux. Le maire fait ouvrir la porte pour laisser pénétrer le cadavre et les affligés. Mais il s'oppose à l'entrée du curé. *L'Opinion* conte que Crouzeilles, — soufflé peut-être par l'instituteur, — aurait apostrophé ironiquement le curé par cette formule liturgique : « *Quid petis ab ecclesia dei ?* » (1) — « L'ouverture de l'église », répond le prêtre. — « Il n'entrera ici que ceux que je désignerai », réplique le maire. — « Si

(1) *Que demandez-vous à l'église de Dieu ?* Formule empruntée au rituel du baptême.

je ne puis entrer, déclare le curé, le cadavre n'entrera pas, puisque je dois dire les prières en sa présence. Je dresserai procès-verbal de tout ce qui se passe ». — « Faites-le, répond le maire; ce ne sera pas le premier procès-verbal ». Et le prêtre dut réciter les dernières prières devant la porte de l'église et au cimetière.

Cet incident s'ébruita aussitôt, et l'*Opinion* flétrit la conduite sacrilège du maire, s'emporta contre « ces Chammettes, ces Gobel, ces Hébert de village..... qui ont cru que la fermeture des églises et la République, tout cela devait marcher ensemble et ont agi en conséquence »; elle s'indigne surtout contre l'inaction des autorités qui ont toléré pendant 20 mois cette violence aux consciences religieuses par l'interruption tyrannique du culte catholique et réclame une répression immédiate. Le général commandant la 13^e division militaire explique au ministre l'intervention tardive de l'administration par une brouille entre l'archevêque d'Auch et le préfet de Grouchy. Un arrêté du 27 novembre 1849 suspend le maire Crouzeilles pour, « hostilité envers le desservant, entraves à l'exercice du culte, immixtion dans les cérémonies religieuses »: Le 29 novembre, le sous-préfet de Mirande, Grabias, se transporte à Haget avec le lieutenant de gendarmerie et une brigade; il réinstalle le desservant « en présence d'une population calme et impassible ». Le maire fut révoqué et le conseil municipal dissous. Cinq mois plus tard, l'affaire de Haget avait son épilogue au tribunal correctionnel de Mirande : l'ex-maire Crouzeilles fut condamné « pour entraves à l'exercice du culte » à deux mois d'emprisonnement et 100 francs d'amende; 4 anciens conseillers municipaux à trois mois de prison et 50 francs. L'instituteur avait été révoqué, « pour avoir pris une forte part aux scènes de violence contre le desservant » (1).

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 6 décembre 1849. — Arch. de la Guerre. *Corr. gén.* — Comte de la 13^e D. M. à min. de la guerre, 4 déc. 1849. — Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Grabias à préfet, 12 mai 1850. — *U. Annexes des greffes*. Trib. corr. 1850. Contre Crouzeilles, etc. — Dépôts de Dabiez, Labasse, Dubosc, etc. — *Opinion*, 26 nov. et 1^{er} déc. 1849.

II

A Lectoure, le conflit a duré plus de deux ans. C'est le plus fertile en démêlés, en controverses, en incidents divers, celui qui nous instruit le mieux des procédés de répression et de résistance ou d'opposition. Il ne prendra fin qu'en janvier 1851 par l'élection d'une municipalité conservatrice.

La municipalité élue en juillet 1848 était demeurée républicaine et violemment hostile à la politique de réaction conservatrice qui s'est affirmée après l'élection présidentielle, accentuée après l'arrivée à Auch d'un préfet à poigne, Grouchy. Aux élections législatives, en mai et juillet 1849, Lectoure, « la citadelle du Ledru-Rollinisme », donna le scandale d'une forte majorité républicaine, et, le sous-préfet, redoutant des manifestations, avait demandé et obtenu un demi-escadron de chasseurs pour maintenir l'ordre au scrutin du 13 mai. Cette mesure avait irrité la municipalité comme une atteinte à ses droits et la majorité républicaine démissionna le 16 mai. Il restait 7 conseillers. Le préfet nomma l'un d'eux, Silvestre, maire provisoire. Le 22 juillet, les 14 conseillers démissionnaires furent réélus. Le préfet maintint Silvestre qu'un décret du 28 septembre nomma maire titulaire (1). Mais gêné, impuissant devant une majorité méfiante et hostile, Silvestre résigna ses fonctions. Sa démission entraîna celle des 7 conseillers de la minorité. Au scrutin du 11 novembre, ils furent remplacés par 7 républicains que le sous-préfet classe ainsi : 2 « républicains modérés ». 5 démocrates « exaltés » ou « avancés » (2). Selon le procureur, le

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1845-52*. — Préfet à ministre, 19 septembre 1849.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure, 1834-52*. — Silvestre à sous-préfet, 28 juin, 3 oct. 1850; — p.-v. de l'élection du 28 juillet; — préfet à ministre, 15 et 19 sept.; — préfet à sous-préfet, 25 sept., 18 oct.; — sous-préfet à préfet, 11 nov. 1849, 18 et 23 sept., 24 oct. 1850. — *M. Police 1850*. — Com. de Lectoure, 18 nov. 1849.

succès républicain est dû à l'abstention des hommes d'ordre qui ne se sentent pas appuyés par le sous-préfet (1). Pour remplacer Silvestre, le sous-préfet avait désigné Amédée Barrau, le premier conseiller inscrit à l'ordre du tableau. Son activité et sa fortune évaluée à 300.000 francs inspiraient confiance, « semblaient offrir le plus de garanties à la cause de l'ordre » (2).

*
**

La réglementation de l'ouverture et de la fermeture des lieux publics à Lectoure ouvrit le désaccord entre le préfet et le maire. Le conflit ainsi engagé s'aggrava et se prolongea toute l'année, marqué de nombreux incidents, le préfet multipliant les arrêtés, le maire s'ingéniant à les éluder.

Les cafés et cabarets de Lectoure ne fermaient qu'assez tard dans la nuit.

Ils avaient dégénéré en clubs véritables, où les plus détestables doctrines étaient propagées et discutées au moyen du colportage et de la lecture des mauvais journaux,... où la fortune des familles venait s'engloutir dans le jeu, car ces lieux publics restaient toute la nuit ouverts au public, sans surveillance et sans contrôle.

En raison de ces griefs et des plaintes de pères de famille, Magnitot, le 9 janvier 1850 invita le sous-préfet à mettre Barrau en demeure de fixer à 11 heures du soir la fermeture des établissements publics. Sur le refus du maire, il était décidé à prendre lui-même cette mesure, comme l'y autorisait l'article 15 de la loi du 18 juillet 1837, et par une circulaire du 20 janvier, il invitait tous les maires à régler par des arrêtés de police l'ouverture et la fermeture des lieux publics (3).

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 janv. 1850.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure*, 1834-52. Rapport du préfet au min. de l'Intérieur, 17 août 1850.

(3) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure*, 1834-52. Préfet à sous-préfet, 9 janvier 1850.

Barrau mis en demeure, refuse net, déclarant au sous-préfet qu'il connaît l'esprit et les besoins de ses administrés, qu'il n'appartient pas à un intérimaire « de faire ce que des maires titulaires ont toujours négligé, même à des époques plus critiques ». D'ailleurs, la ville, privée depuis plus de sept mois d'un maire et, depuis deux mois, d'un commissaire de police, est fort tranquille; pourquoi l'agiter inutilement par une telle mesure ? Les Lectourois ont l'habitude de prolonger leurs veillées pendant le carnaval. En fermant les cafés à 11 heures du soir, on indisposera les jeunes gens et les agents de police passeront leur temps à dresser des procès-verbaux. L'autorité locale ne doit pas se discréditer par une mesure inutile et vexatoire. Quant aux plaintes de pères de famille ou de personnes honorables, Barrau les ignore et les nie (1).

À ce refus, le préfet riposte aussitôt par un arrêté du 22 janvier, fixant les heures d'ouverture et de fermeture des cafés de Lectoure. En voici le texte :

Vu les plaintes qui me sont parvenues de l'usage existant à Lectoure de laisser les cafés, cabarets et autres lieux publics ouverts une partie de la nuit; vu notre lettre du 9 janvier au sous-préfet de Lectoure et par laquelle nous invitions ce magistrat à faire comprendre à M. le Maire de Lectoure la nécessité de mettre un terme à cet état de choses par l'emploi de mesures de police que la loi l'autorise à prendre; vu la réponse de M. le Maire de Lectoure exprimant le refus positif de s'associer à une mesure de ce genre qu'il regarde comme inutile et qui d'ailleurs ne ferait dans son opinion que discréditer l'autorité locale et l'administration supérieure; — vu la loi du 16-24 août 1790, titre XI, article 3, qui confie à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux le maintien du bon ordre dans tous les lieux publics; — vu la loi du 19-22 juillet 1791; — vu le livre IV du code pénal; — vu l'article 15 de la loi du 18 juillet 1837 ainsi conçu : « Dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes prescrits par la loi, le préfet, après l'en avoir requis, peut procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial »; — Considérant qu'il n'existe à Lectoure aucun règlement sur la fermeture des cafés, cabarets et autres lieux publics et que, par suite, plusieurs de ces établissements restent ouverts une partie de la nuit en dehors de la surveillance de l'autorité, au grand préjudice de l'ordre, de la moralité et du repos des citoyens; — considérant qu'à défaut par M. le Maire de Lectoure d'avoir obtempéré à notre

(1) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure, 1834-52.* — Barrau à sous-préfet, 20 janvier; — sous-préfet à préfet, 17 et 20 janvier.

invitation, c'est à nous qu'il appartient d'assurer cette partie si importante des attributions qui lui sont tracées par la loi; — arrêtons... Art. 1er : Les cafés, cabarets et autres lieux publics... de Lectoure ne seront jamais ouverts avant le jour et devront être fermés chaque soir à 11 heures; — Art. 2. En cas de bal ou de fête, une autorisation exceptionnelle de prolonger les réunions jusqu'à une heure plus avancée de la nuit pourra être donnée par l'autorité municipale... » (1).

Cet arrêté offre un intérêt particulier : il sera déferé au Conseil d'Etat comme illégal; il énumère les textes dont s'arme l'administration contre les maires et les municipalités indociles, notamment l'article 15 de la loi du 18 juillet 1837, d'un emploi fréquent et décisif; enfin l'article 2 de l'arrêté provoqua une vive explication entre le préfet et le sous-préfet et, finalement, le départ de ce dernier.

Barrau refuse de publier l'arrêté et en conteste aussitôt la légalité. Selon lui, le préfet fonde son droit de se substituer à l'autorité municipale sur une interprétation erronée de la loi de 1837 qui lui confère un droit de réglementation générale intéressant tout le département, nullement un droit de réglementation particulière visant une commune. L'article 15 n'autorise l'intervention administrative que pour assurer l'exécution d'actes prescrits par la loi; il ne vise nullement la police locale. L'interprétation du préfet équivaldrait pratiquement à l'abolition des franchises municipales expressément consacrés par plusieurs lois. La circulaire du 20 janvier, invitant tous les maires à prendre isolément des mesures analogues à celles que le préfet a infligées à Lectoure, loin de communiquer à l'arrêté du 22 janvier le caractère de généralité qu'exige l'article 15, en souligne au contraire le caractère très particulier. La circulaire du 1^{er} mars 1840, invoquée par le préfet, n'exprime que l'opinion d'un ministre et ne saurait prévaloir contre un texte de loi. Et Barrau défera l'arrêté au Conseil d'Etat pour incompétence et excès de pouvoir (2).

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 4. — Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure*, 1834-52. — Minute de l'arrêté du 21 janv.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. de Lectoure*, 1834-52. — Pompéi au préfet, 24 et 26 janvier 1850; — Barrau à sous-préfet, 24 janvier.

Le 26 janvier, il fit afficher une protestation contre l'arrêté :

L'administration supérieure depuis 8 mois prive Lectoure d'une autorité municipale régulière. C'est le plus beau témoignage qu'elle puisse rendre à ses habitudes d'ordre et de moralité. Trompée par des rapports malveillants et mensongers, elle intervient aujourd'hui par un *arrêté spécial* dans une question de police locale en réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des cafés, cabarets et autres lieux publics. Au nom des franchises municipales, nous avons dû protester et refuser toute participation à la publication d'un acte que nous regardons comme illégal... Vous répondrez à vos calomniateurs en vous conformant dans l'intérêt de l'ordre à une mesure arbitraire contre laquelle nous épuiserons tous les recours donnés par la loi (1).

Troublé par l'attitude et l'argumentation de Barrau, incertain de la conduite à tenir, le sous-préfet demande en hâte des instructions. Dans la nuit du 24 au 25 janvier, il dépêche à Auch un gendarme, qui remet au préfet une lettre l'instruisant des objections soulevées par Barrau contre l'arrêté du 22 et du refus de publication. Le sous-préfet confesse son embarras : par qui fera-t-il afficher l'arrêté ? par les gendarmes ou par son domestique ? Si les consommateurs refusent d'évacuer les cafés, devra-t-on se borner à une sommation ou employer la force ? Et il demande au préfet de hâter l'arrivée du nouveau commissaire de police, Escousse.

Magnitot est agacé, impatienté par l'irrésolution du sous-préfet qu'influence Barrau, par « son désir de ménager la municipalité », par ses questions qui décèlent une ignorance et une gaucherie « incroyables ». Il répond avec humeur, en défendant la légalité de son arrêté et en reprochant au sous-préfet d'avoir mis le maire en demeure de le publier, tandis, qu'en prévision d'un refus à peu près certain, son devoir était de procéder lui-même immédiatement à cette publication.

M. le sous-préfet, en même temps que cette lettre, vous recevrez : 1° l'exemplaire du *Bulletin administratif*, n° 4, contenant

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52.— Procureur de la Rép. à préfet, 26 janvier; affiche de protestation de Barrau.

une instruction à MM. les Maires sur la fermeture des lieux publics; 2° 100 exemplaires en placards de mon arrêté du 22 janvier qui règle cette importante partie de la police municipale à Lectoure; 3° copie de la circulaire ministérielle en date du 1er juillet 1841 qui explique et interprète le droit résultant, aux termes de l'art. 15 de la loi du 18 juillet 1837, pour le préfet de se substituer à l'administration municipale en cas de refus ou de négligence de la part du maire dûment requis. Mes prescriptions à MM. les Maires prouveront, je n'en doute pas, à M. le premier conseiller municipal, faisant fonction de maire à Lectoure que l'arrêté que j'ai été dans le cas de prendre pour cette ville est moins l'effet d'une mesure *spéciale* que celui d'une mesure générale au département où j'entends voir disparaître les abus qui m'ont été signalés sur certains points, par suite d'une absence totale de surveillance de la part des autorités municipales. Cette observation répond à un passage de la lettre de M. le Maire de Lectoure que vous m'avez communiquée et par laquelle ce magistrat annonce que s'il eût consenti à se prêter à l'exécution d'une mesure *générale*, il croit devoir protester contre celle qui lui paraît avoir un caractère *spécial* à sa commune.

Quant au droit qui m'est contesté par M. le Maire de Lectoure, vous comprenez, M. le sous-préfet, que je n'ai ni à le défendre, ni à l'expliquer ici. Je n'ai pas l'habitude de prendre des mesures en dehors des attributions que la loi me confère, et regrette, qu'ayant perdu de vue vous-même la circulaire ministérielle du 1er juillet 1840 et les principes qu'elle consacre, vous n'avez pas tout d'abord coupé court aux observations de M. le Maire de Lectoure en lui en rappelant les dispositions. Vous voudrez bien, au reçu de la présente, adresser à ce magistrat copie du paragraphe de la dite circulaire que j'ai moi-même eu l'honneur de vous envoyer.

Enfin, en ce qui touche l'exécution de mon arrêté, je regrette également qu'au lieu de mettre M. le Maire de Lectoure en demeure de faire publier cet arrêté, vous n'avez pas pris vous-même les mesures qui pouvaient assurer cette exécution. M. le Maire de Lectoure, requis de prendre un arrêté, s'y était refusé; il devait être évident à vos yeux comme aux miens que ce magistrat vous refuserait son concours pour la publication et l'exécution de celui que j'avais pris en son lieu et place. Aux termes de l'article 4 de cet arrêté, vous êtes chargé de son exécution. C'est donc à vous qu'il appartient de prendre toutes les mesures capables de l'assurer, par les voies ordinaires de publication et d'affichage.

Dans quelques jours, le nouveau commissaire de police, nommé à Lectoure, sera en fonctions. Vous ne manquerez pas de le charger, de concert avec la gendarmerie, de constater toutes les contraventions aux dispositions de cet arrêté, en lui faisant remarquer que les procès-verbaux doivent être dressés contre les cafetiers et cabaretiers et non contre les personnes qui pourraient se trouver dans leur établissement en dehors des heures indiquées. Telle est, vous le savez, la jurisprudence de la cour de cassation en cette matière.

Par le même courrier, Magnitot écrit au procureur : il lui

demande « d'éclairer M. le le sous-préfet... et de lui inspirer un peu de l'énergie qui lui manque » (1).

Entre temps, Barrau s'efforce d'ameuter l'opinion contre l'arrêté préfectoral. Aux entrepreneurs de bals publics qui lui demandent une prolongation de leurs réunions, il refuse l'autorisation prévue par l'article 2. Il leur affirme que le conseil d'Etat cassera bientôt l'arrêté et le public s' imagine naïvement que le préfet sera révoqué en même temps. Les amis du maire entretiennent le mécontentement en disant que les riches s'amuse dans leurs salons, tandis qu'au temps du carnaval l'administration veut empêcher les pauvres de danser. Les têtes s'échauffent : on parle de passer outre aux injonctions de l'arrêté et de résister aux sommations de la police (2).

Barrau entame une polémique avec l'*Opinion* pour justifier son attitude.

Les lieux publics de Lectoure ne sont pas des foyers de « doctrines démoralisantes » ; l'arrêté de fermeture des cafés est inutile, arbitraire, vexatoire et discrédite l'autorité ; Barrau n'obéira qu'à la loi « jusqu'au temps peu éloigné où chaque département sera gouverné par un préfet et 200 gendarmes » ; le droit de police des maires est un pouvoir propre et non délégué. — L'*Opinion* objecte à Barrau l'art. 15 de la loi de 1837 autorisant le préfet, sur le refus ou la négligence des maires dûment requis, à procéder d'office aux actes prescrits par la loi (3).

Le procureur de la république dénonce à Magnitot l'aveuglement du sous-préfet Pompéï, ses temporisations et sa manie de conciliation « qui prolongent les difficultés sans les résoudre... Il ne voit Lectoure qu'à travers l'esprit de M. Barrau qui lui raconte tout ce qu'il veut ». Devant le refus du maire d'accorder une prolongation des bals, refus manifestement inspiré par le désir de rendre vexatoire l'ar-

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Sous-préfet à préfet, 25 janvier ; — préfet à procureur et à sous-préfet, 25 janvier. — *Compte mor. et polit.*, 1850. — Inspecteur général de police à préfet, 4 sept. 1852. Escousse, nommé commissaire de police en 1847, révoqué en 1848 « par la démagogie toute puissante ».

(2) *Ibid.* — Proc. de la rép. à préfet, 30 janvier.

(3) *Opinion*, 5 et 10 février 1850. Lettre de Barrau.

rêté préfectoral et peut-être de provoquer un incident dont l'odieux fut retombé sur l'administration, un sous-préfet habile eût aussitôt démasqué la manœuvre par une affiche et accordé lui-même les autorisations demandées. « Votre expérience administrative, conclut le procureur écrivant au préfet, a besoin de guider M. le sous-préfet » (1).

Ainsi prévenu, le préfet adresse de vifs reproches à Pompéi. Il ne comprend pas que, chargé de l'exécution de l'arrêté, il ait opposé aux demandes d'autorisation le même refus que Barrau.

Il est évident, écrit-il, que le refus de M. le Maire n'avait d'autre but que d'exciter les mécontentements et de faire considérer comme vexatoires les dispositions de mon arrêté. La conduite du sous-préfet était tracée en pareille circonstance. C'était à lui à accorder ce que le maire refusait. Mais, pour éviter toute hésitation et toute difficulté d'interprétation, j'ai l'honneur de vous adresser le nouvel arrêté par lequel je vous désigne spécialement pour accorder les autorisations. Vous voudrez bien le faire afficher... Il faut que la population sache que j'ai voulu la faire jouir d'une police qui existe dans toutes les villes du département et que son administration municipale lui refusait. Je n'ai jamais eu l'idée de la troubler dans ses plaisirs, ni celle de donner à mon arrêté le caractère odieux et vexatoire qu'on a cherché à lui attribuer (2).

A cette semonce, le sous-préfet répond qu'il ne s'est pas senti qualifié pour accorder les autorisations sollicitées, puisque l'article 2 de l'arrêté ne parle que de l'autorité municipale; il n'a pas cru devoir se substituer au maire sans une délégation spéciale du préfet.

Ces reproches et ces explications eurent leur conclusion naturelle dans le départ du sous-préfet, compromis par son indécision et ses tergiversations, miné par les rapports très malveillants du procureur qui avait l'oreille du préfet (3). Il fut remplacé par Montaubric, bâtonnier de l'ordre des avocats à Châtellerault.

(1) Arch. du Gers. — *Municipalités 1834-52*. — Proc. de la rép. à préfet, 28, 30 janvier 1850. — Agasson, conservateur des hypothèques, à préfet, 30 janvier.

(2) Ibid. — Préfet à sous-préfet, 31 janvier; minute de l'arrêté du 31 janvier.

(3) Ibid. — Procureur à préfet, 26, 28, 30, 31 janvier, 5 fév. 1850.

**

Le préfet, informé du pourvoi en conseil d'Etat contre son arrêté, a envoyé au ministre Ferdinand Barrot, sa circulaire du 20 janvier, son arrêté de police municipale du 22, destiné surtout, écrit-il, « à enrayer la propagande par le colportage et la lecture des mauvais journaux dans les cabarets de Lectoure » Le ministre, « un ancien camarade du Palais », approuve sa conduite, loue son administration « éclairée, ferme, vigilante », et lui communique le 9 avril le pourvoi de Barrau (1). Le 14 avril, Magnitot lui adresse en réponse un mémoire justificatif dont voici le résumé :

Le préfet appuie son arrêté sur la circulaire ministérielle du 1er juillet 1840. La loi de 1837 respecte les pouvoirs propres conférés aux maires par les lois du 14 décembre 1837 et du 19 juin 1791 et les préfets ne peuvent pas s'immiscer par des arrêtés dans les attributions de l'autorité municipale. Mais, contre l'inaction des maires dûment requis, l'article 15 de la loi de 1837 confère au préfet le droit d'agir par arrêté pour l'exécution d'une disposition de la loi, et la circulaire ministérielle du 1er juillet 1840 déclare que cet arrêté sera légal et obligatoire comme l'arrêté municipal dont il tient lieu. Pour appliquer l'article 15, il faut que le maire ait négligé ou refusé de faire les *actes prescrits par la loi*. Or, la loi du 24 août 1790 énumère (art. 3) les matières de police confiées aux corps municipaux et notamment « le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, jeux, cafés ». Donc la réglementation des lieux publics est un acte prescrit aux maires par la loi de 1790. De là, le droit pour le préfet de se substituer, en vertu de l'article 15 de la loi de 1837, au maire qui refuse d'assurer cette réglementation prescrite par la loi. D'ailleurs, cette opinion fut nettement affirmée dans la discussion de la loi de 1837 : le député Legrand déclara que le danger d'abandonner aux maires le soin de prendre des arrêtés de police de sûreté générale ou d'intérêt local était écartée par l'article 15 qui autorisait le préfet à se substituer à l'autorité municipale défaillante. C'était le cas de Lectoure où « les cafés étaient devenus des centres de réunion nombreuse dont la politique était le seul but... Les questions les plus subversives de l'ordre et de la société y étaient développées et enseignées... sans qu'aucun contrôle pût empêcher ces réunions de dégénérer en clubs... L'ouvrier qui avait passé la nuit à discuter les affaires politiques avait peu de courage pour reprendre les travaux qui devaient assurer l'existence de sa famille... La passion du jeu compromettait encore plus sérieusement les ressources des familles ». Le maire de

(1) Arch. du Gers. *Municipalités, 1834-52*. — Minute du mémoire du préfet.

Lectoure connaissait ces désordres. Parce que le maire partageait les idées des clubistes, fallait-il tolérer les clubs au nom des franchises municipales ? L'autorité supérieure devait-elle laisser le socialisme infecter cette commune, parce qu'un maire avide de popularité refusait d'agir ? C'était bien le cas prévu par l'article 15 et le préfet estime avoir agi en droit et prie le ministre d'appuyer devant le conseil d'Etat les conclusions suivantes : l'arrêté du 22 janvier est légal et obligatoire ; il a été pris dans la limite des droits conférés au préfet par l'article 15 de la loi de 1837 ; le maire de Lectoure est débouté des conclusions présentées dans son mémoire du 30 janvier 1850 (1).

La thèse et les conclusions du préfet furent adoptées par le conseil d'Etat et l'article 15 resta aux mains de l'administration une arme particulièrement efficace contre les maires et les municipalités rebelles : il réservait toujours le dernier mot au préfet.

Le préfet hésitait toujours à dissoudre la municipalité « systématiquement hostile ». Il redoutait une avanie électorale, la grande majorité de la population paraissant favorable au maire et aux conseillers. Son hésitation était accrue par l'apathie et la timidité des « hommes d'ordre », par l'impossibilité, dans cette excitation des esprits, de trouver trois hommes assez hardis et énergiques pour former une commission provisoire (2). Force lui était donc de se résigner et d'attendre. Le maire Barrau, têtue et batailleur, sentait son avantage et l'embarras du préfet. En toute circonstance, pour narguer, taquiner l'administration, il s'efforçait de soulever un conflit, de créer des incidents.

La célébration du 4 mai, anniversaire de la réunion de la Constituante, fut pour Barrau l'occasion d'un désaccord prémédité et public avec le sous-préfet. Le 4, tous les fonctionnaires avaient assisté à un *Te Deum* ; le maire et le conseil s'étaient abstenus. L'avant-veille, Barrau, pour donner un éclat populaire à cet anniversaire républicain que l'administration fêtait d'assez mauvaise grâce, avait demandé au sous-préfet de renvoyer la cérémonie au 5 mai qui était un dimanche. Le sous-préfet avait

(1). Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Ministre à préfet, 5 février, 8 avril 1850.

(2) *Ibid.* — Procureur à préfet, 28 janvier.

refusé, alléguant l'envoi déjà effectué de toutes ses invitations. L'après-midi du 4, sur l'ordre de Barrau, le tambour de ville annonçait le programme de la fête du 5. Sous-préfet, fonctionnaires, gardes nationaux et sapeurs-pompiers étaient conviés par le maire à la messe de 11 heures, en l'église St-Gervais. Surpris et irrité, le sous-préfet écrivit au curé pour savoir si cette messe de 11 heures était vraiment consacrée à la célébration de l'anniversaire du 4 mai. Le curé lui répondit que cette célébration ayant eu lieu le 4 ne serait pas renouvelée le 5. Muni de cette lettre, le sous-préfet prévint les fonctionnaires, qui ne répondirent pas à l'invitation de Barrau. Si l'on en croit le sous-préfet, la cérémonie fut assez piteuse : 7 conseillers municipaux sur 24 et une vingtaine de sapeurs-pompiers accompagnèrent seuls Barrau à l'église et le maigre cortège défila sous une pluie battante, dans l'indifférence générale (1).

Quelques jours plus tard, le 17 mai, le conseil municipal, sous la présidence de Barrau, « ...considérant que l'universalité du droit de suffrage est consacré par les articles 1, 24 et 25 de la Constitution, que toute restriction apportée à ce droit serait la violation du pacte fondamental et la négation de la souveraineté du peuple », émet le vœu « que l'assemblée rejette le projet de loi électorale soumis à ces délibérations ». Un arrêté préfectoral du 12 juin annula ce vote en vertu de l'article 24 de la loi du 18 juillet 1837. Voici le texte de cet arrêté :

... Vu la délibération en date du 17 mai dernier par laquelle le conseil municipal de Lectoure a voté une protestation contre le projet de loi tendant à modifier la loi électorale du 15 mars 1849 ; — vu les articles 28 et 30 de la loi du 18 juillet 1837 ; — considérant que, par le vote de la proposition ci-dessus énoncée, le conseil municipal de Lectoure est sorti des attributions qui lui sont conférées par la loi ; — considérant qu'aux termes de l'article 24 de la loi du 18 juillet 1837, le vote de toute *protestation*, *proclamation*, ou *adresse* lui est formellement interdit ; — arrêtons que la délibération est déclarée illégale, nulle et de nul effet (2).

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Sous-préfet à préfet, 5 et 7 mai 1850.

(2) Arch. du Gers. — *M. Municipalités*, 1834-52. Minute de l'arrêté préfectoral ; — extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Lectoure.

Le 5 août, nouvel incident. Le café Ayrem recevait un assez grand nombre de « rouges ». Tarrissan, « homme d'ordre », qui avait loué l'établissement à Ayrem, le reprit à son compte à l'expiration du bail. Il voulut inaugurer sa gestion par un bal et, le 3 août, il demanda au maire Barrau l'autorisation de le prolonger jusqu'à 4 heures du matin. Barrau refusa, mais le sous-préfet accorda l'autorisation. Vers 11 heures et demi, le maire se promenait devant le café Tarrissan, en compagnie de deux conseillers républicains Castarède et Baraillé. Apercevant le maréchal-des-logis, Barrau l'apostrophe en lui reprochant de tolérer après 11 heures du soir une réunion chez Tarrissan; il lui ordonne de dresser procès-verbal. Le maréchal-des-logis répond que le bal a été autorisé par le sous-préfet. Mais Barrau s'emporte disant que lui seul a le droit d'accorder ou de refuser de pareilles autorisations, et il somme à nouveau le maréchal-des-logis de verbaliser. Cette scène se passait dans la grande rue, en présence d'une vingtaine de républicains. Le maire tempêtait, criait à l'illégalité, à l'injustice. Cette dispute avait provoqué un rassemblement et faillit tourner à la bagarre entre *blancs* et *rouges*. Le sous-préfet, qui conte l'incident au préfet, demande la révocation de Barrau et la dissolution du conseil municipal parce qu'il est possible à présent de remplacer les rouges par « des hommes sages, énergiques, dévoués à l'ordre »; un rapport où l'on signalerait la protestation contre la loi électorale, les obstacles apportés à la confection de la liste des électeurs, suffirait, pense-t-il, à provoquer cette dissolution. Et le préfet lui demande de rédiger sur-le-champ ce rapport qui lui est adressé le 14 août. Il le transmet aussitôt au ministre en lui demandant la dissolution de la municipalité de Lectoure « composée d'hommes appartenant tous au parti politique le plus exalté, unanimement mauvais » (1).

La révision de la liste électorale pour opérer les élimi-

(1) Arch. du Gers. — *Municipalités, 1834-52*. Rapport du sous-préfet, 14 août 1850. — *Police, 1850*. Com. de Lectoure, 7 août 1850.

nations prescrites par la loi du 31 mai fut une occasion avidement saisi par Barrau d'ouvrir un nouveau conflit avec l'administration. Pour établir la nouvelle liste, le maire est assisté du sous-préfet, du juge de paix et de ses délégués. Mais Barrau s'est bien gardé de consulter les collaborateurs que la loi lui impose; il a confectionné seul la liste en maintenant 622 électeurs écartés par la loi du 31 mai qu'il affecte obstinément d'ignorer; il n'a observé aucun des délais assignés aux différentes opérations de la révision de la liste électorale. Un arrêté du 13 septembre annula la liste de Lectoure, annonça sa révision à dater du 25 septembre, sa publication au 1^{er} octobre et sa clôture au 18. Un arrêté du 18 septembre ôtait à Barrau, qui avait apporté « dans l'exécution de ce travail un mauvais vouloir et une intention formelle d'éluder les prescriptions de la loi,... le soin de refaire les listes électorales... On s'exposerait à voir se reproduire les irrégularités qui entachaient les premières ». Par le même arrêté, Barrué, contrôleur des contributions directes, assisté des deux délégués du juge de paix, était chargé de confectionner la nouvelle liste électorale (1). Le maire avait défendu aux appariteurs, sous peine de révocation, d'afficher les arrêtés des 13 et 18 septembre. Ils résistèrent aux injonctions de Barrué en se retranchant derrière les ordres du maire. Le commissaire, requis par Barrué, s'adressa à l'ancien appariteur, révoqué après Février 1848, et les publications des deux arrêtés furent faites en sa présence. Mais quand Barrué se présenta à la mairie, le 25 septembre, il trouva les portes fermées. Le maire était absent et les secrétaires refusèrent d'ouvrir une salle, alléguant l'ordre formel de Barrau. Barrué écrivit alors au maire qui se présenta vers deux heures, refusant tout local, toute communication de listes, rôles et autres documents nécessaires à la confection de la nouvelle liste électorale. Le serrurier Taurignac, requis par le commissaire, ouvrit les portes. Aussitôt installé,

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Minute des 2 arrêtés des 13 et 18 septembre.

Barrué appela près de lui les deux délégués du juge de paix, Agasson père, et Rivière, percepteur, pour commencer la révision de la liste électorale (1).



Le 17 août, le préfet avait demandé au ministre la dissolution du conseil municipal de Lectoure.

Entre tous les conseils municipaux de mon département qui se sont fait remarquer par leur esprit d'hostilité et leur opposition systématique au gouvernement, il n'en est aucun qui se soit plus que celui de Lectoure signalé par des actes de nature à motiver une répression administrative sévère. » Le préfet a hésité à provoquer sa dissolution parce que « l'esprit révolutionnaire a jeté de si profondes racines dans cette commune que les populations n'auraient pas manqué, en haine du pouvoir, à reporter les mêmes hommes au conseil municipal ou d'en nommer de plus mauvaise ». Aujourd'hui, il n'hésite plus. Tout attermolement nouveau discréditerait l'administration. Et le préfet conte l'histoire de cette municipalité, la nomination de Barrau, ses actes réitérés d'opposition systématique : refus d'appliquer l'arrêté réglementant la fermeture des lieux publics, affichage d'une protestation pourvoi en conseil d'Etat, etc. — « *Le conseil municipal composé d'éléments exclusivement révolutionnaires, n'a pas cessé un seul instant de faire acte d'hostilité au pouvoir. Il serait difficile de trouver un corps délibérant plus unanimement mauvais. Aucun rapport sérieux, utile, profitable aux intérêts matériels de la commune n'est possible avec cette administration municipale. Il importe que ce conseil municipal soit dissous sous le double rapport des intérêts matériels de la commune et sous celui des principes d'ordre contre lesquels il entretient la population en guerre ouverte* » (2).

Un décret du 20 septembre dissolvait la municipalité; un arrêté du 26 septembre suspendait Barrau. Amédée de Bastard, deuxième conseiller inscrit dans l'ordre du tableau, fut désigné pour le remplacer. Il refusa, alléguant l'incompatibilité des fonctions de commandant de la garde nationale avec celles de maire. Mais le procureur général et son substitut ont montré de Bastard en coquetterie avec les républicains, et l'administration verra dans son refus une faiblesse, une condescendance de conservateur timoré

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Barrué à préfet, 25 septembre; — commissaire Escousse à préfet, 25 et 26 sept. — Duprat à préfet, 25 sept. 1850.

(2) *Ibid.* — Rapport du préfet, 17 août.

envers les démagogues (1). Le notaire St-Aubin, cinquième conseiller inscrit, finit par accepter la charge de maire provisoire (2). Le sous-préfet invite Agasson à tâter certaines personnes susceptibles de faire partie d'une commission provisoire (3). Le 1^{er} octobre, le préfet, rappelant au ministre le long scandale de l'opposition systématique de Barrau, la violation préméditée de la loi du 31 mai, les multiples obstacles à la mission de Barrué, demandait la révocation du maire suspendu de Lectoure. Et Barrau fut révoqué (4).

Le maire provisoire St-Aubin s'oppose à la révocation des deux appariteurs, Chanson et Pouydebat, qui ont refusé à Barrué de publier les arrêtés. Pitoyable à ses deux employés subalternes qui n'ont fait qu'obéir au maire, seul responsable de leur attitude, il est persuadé que leur renvoi ajoutera aux embarras de la situation. Mais le sous-préfet et le préfet estimèrent que cette désobéissance au délégué de l'administration appelait un châtiment exemplaire, et les deux appariteurs furent révoqués le 4 octobre, par un arrêté longuement motivé. Saint-Aubin démissionna aussitôt, et le préfet, par deux arrêtés du 6 octobre, nomma maire Agasson, ancien percepteur, et adjoints Lalanne, commandant en retraite, Gauran, propriétaire (5).

L'épuration des employés de la mairie se poursuit. Le sous-préfet Montaubric déclare que tous les employés, sauf un, doivent être renvoyés, et notamment Vidailhan, le secrétaire « socialiste dévoué à Barrau », l'appariteur Caste. Le nouveau maire Agasson se prête à l'opération; mais, vieillard timoré, pour se mettre à l'abri des sollicitations ou récriminations, il prie le préfet de lui adresser

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52. — Bastard à préfet, 27 septembre. — Arch. nat. BB 30/370. Rapport du procureur gén. 30 mars 1850.

(2) *Ibid.* — Saint-Aubin à préfet, 30 septembre 1850.

(3) *Ibid.* — Duprat à préfet, 30 sept. 1850.

(4) *Ibid.* — Préfet à ministre, 1^{er} octobre 1850. — Rec. des actes adm., 1850.

(5) *Ibid.* — Duprat à préfet, 2 oct. — Minuté des arrêtés des 4 et 6 octobre 1850.

une lettre où il assumera l'initiative et la responsabilité des nouvelles destitutions. Et le préfet lui écrit le 9 octobre :

Je savais que j'étais en droit de compter sur votre dévouement complet aux idées d'ordre, dont nous avons à poursuivre le triomphe envers et contre les tendances de l'anarchie démagogique... Le succès de la lutte électorale dépendra de l'attitude et de la fermeté de l'administration intérimaire... L'administration à laquelle vous succédez avait placé sa confiance dans un sieur Vidailhan, secrétaire de la mairie, qui m'est signalé comme professant ouvertement les opinions les plus avancées... Vous ne devez pas hésiter à le remplacer par un homme de votre choix, sûr et dévoué. Agir autrement serait de la faiblesse. Deux sergents de ville ou appariteurs avaient manqué grossièrement à mon délégué. Il en reste un troisième, Taste, en qui l'on m'affirme que vous ne sauriez placer votre confiance. Je vous invite à pourvoir sans délai à son remplacement. C'est en procédant de la sorte, avec sévérité mais justice, que nous ferons connaître notre intention de ne pactiser en aucun cas avec les hommes compromis par leurs idées ou par leur conduite (1).

**

Le renouvellement du conseil municipal a été fixé au 5 janvier 1851, à l'expiration des trois mois qui suivent la ratification du décret de dissolution (2). La lutte électorale s'annonce très vive. Le sous-préfet déclare que « tous les dévouements seront tâtés, mis à l'épreuve ». Le 30 novembre, il informe le préfet que, « parmi les bruits absurdes que les socialistes de Lectoure font courir contre l'administration locale provisoire, il en est un que les paysans, dans leur grossière ignorance acceptent assez volontiers : il consiste à prétendre que la nouvelle administration va faire augmenter les impôts de la commune de 17 centimes ». Montaubric pense que « le moyen de réduire ce propos à sa juste valeur » serait de hâter l'envoi des *avertissements* pour l'impôt à tous les contribuables de Lectoure (3). Le préfet en fait aussitôt la proposition au directeur des contributions directes, et il invite Montaubric à poursuivre

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Sous-préfet à préfet, 7 oct.; — préfet à Agasson, 9 oct. 1850.

(2) Ibid. — Préfet à sous-préfet, 27 nov. 1850.

(3) Ibid. — Sous-préfet à préfet, 27. et 30. nov. 1850.

les auteurs ou les propagateurs de ces bruits, « destinés à fausser le résultat des élections ». Il lui rappelle les dispositions d'une circulaire ministérielle du 27 septembre 1849 :

.... L'article 4 de la loi du 27 juillet 1849, relatif à la publication des fausses nouvelles de nature à troubler la tranquillité publique est applicable lorsque des nouvelles ont été répandues, non par la voie de la presse, mais par la parole. Cette question se résout d'après les principes établis par la loi du 17 mai 1819 qui forme le droit commun de la matière. Or, aux termes de cette loi, c'est la publicité qui constitue le délit et son article 1er comprend parmi les moyens de publication, non seulement les écrits et imprimés, mais encore les discours. Il suffira donc, pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 4 de la loi du 27 juillet 1849, de constater que les discours ou fausses nouvelles de nature à troubler la tranquillité publique ont été tenus dans les lieux où le public est admis, tels que les cabarets, les spectacles, etc. *A fortiori*, si ces discours sont tenus sur la voie publique. En conséquence, chaque fois que des délits de ce genre vous seront signalés, vous aurez soin d'en déférer les auteurs à la justice... Les faits qui se passent à Lectoure et dont vous me rendez compte dans votre lettre du 27 novembre rentrent dans l'espèce que fait la circulaire ministérielle. Je vous engage donc à faire dresser des procès-verbaux contre les auteurs de ces bruits et à les déférer à M. le Procureur de la république (1).

Les *avertissements* furent envoyés à dater du 7 décembre, et, de son côté, l'*Opinion* publiait une note contre « les bruits répandus par les hommes exaltés de Lectoure d'une augmentation des contributions ».

.... Cette nouvelle n'est qu'une infâme et absurde calomnie. Ceux qui cherchent à l'accréditer ignorent sans doute que les administrations provisoires, en cas de dissolution d'un conseil municipal, ne peuvent voter aucun impôt. Ils ignorent très probablement encore les dispositions de la loi du 27 juillet 1849 qui punissent d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 1.000 francs les auteurs de nouvelles fausses de nature à troubler la paix publique (2).

Les républicains ne présentèrent pas de candidats et obéirent à la consigne de l'abstention. Ils parcoururent la banlieue pour détourner les paysans du scrutin. La commission provisoire proposa au préfet d'établir deux sec-

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Préfet à sous-préfet, 30 nov. 1850; — préfet au directeur des contr. dir., 30 novembre 1850.

(2) *Opinion*, 3 décembre 1850.

tions de vote, l'une pour la ville, l'autre pour la banlieue : ce sera « le meilleur moyen de diminuer l'obsession des ouvriers socialistes de la ville auprès des paysans électeurs ». Un arrêté du 20 décembre réalisa ce vœu de la commission (1). Le sous-préfet, inquiet de l'agitation électorale, demanda au lieutenant de gendarmerie deux brigades de renfort pour maintenir l'ordre au scrutin du 5 janvier. Les gendarmes de Fleurance et de St-Clar se rendirent à Lectoure au matin de l'élection (2).

La campagne abstentionniste des républicains eut du succès : sur 1.167 inscrits on ne compta que 446 votants. Rappelons que la nouvelle loi électorale avait écarté plus de 700 électeurs, surtout républicains. Les conservateurs obtinrent 431 suffrages (3). Il est intéressant de signaler parmi les abstentionnistes une soixantaine d'électeurs appartenant au clergé et au parti légitimiste. Le préfet les dénonce avec scandale au ministre de l'intérieur :

... Le curé de Lectoure et le président du Tribunal qui sont l'un et l'autre la tête de ces deux partis (clergé et légitimistes) ont résisté aux instances de M. le sous-préfet de Lectoure en disant que, puisque les socialistes s'abstenaient, la victoire était assurée au parti de l'ordre et qu'il n'y avait pas pour eux une nécessité de se mettre en avant. Cette réponse témoigne de l'apathie et de l'indifférence et même de l'hostilité sourde de certaines fractions du parti modéré, qu'un danger imminent rapprocheraient mais qui, en temps calme, veulent avant tout obéir à leurs rancunes et à leurs susceptibilités. Je m'étonne surtout de la conduite du clergé, car le concours de Mgr l'Archevêque est acquis à l'autorité et, s'il n'était pas en ce moment à Paris, je suis persuadé que, sur mes observations, il blâmerait hautement la conduite du clergé à Lectoure.

Tout en déplorant cette abstention du clergé et des légitimistes, le préfet se hâte d'enregistrer cette élection comme « une victoire réelle » ; et il présente le scrutin au ministre sous le jour le plus favorable. Si aux 431 voix obtenues par les modérés, explique-t-il, on ajoute les 60 voix du clergé et du parti légitimiste, le tiers ou le quart des inscrits qui

(1) Arch. du Gers. *Municipalités, 1834-52.* — Sous-préfet à préfet, 17 déc. ; — préfet à sous-préfet, 20 déc. 1850.

(2) Ibid. — Lieutenant Dal à préfet, 3 janvier 1851.

(3) Ibid. — Préfet à ministre, 6 janvier 1851.

s'abstiennent à chaque scrutin pour divers motifs et qui sont des conservateurs, on obtient une belle majorité; ce calcul, c'est-à-dire la certitude d'être battus, est la raison de l'abstention des socialistes. En 1849, sur 2.000 inscrits, le parti modéré n'avait obtenu que 255 suffrages; il en compte aujourd'hui 431 : c'est un progrès indéniable. Mais le préfet est surtout enchanté des conséquences administratives du scrutin : c'est la disparition d'une municipalité « détestable, empêchant la réalisation de toute sorte de bien ». — « Une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui, conclut-il, et j'en augure les meilleurs effets » (1).

IV

Quatre municipalités rurales ont été dissoutes en 1850. Un décret du 9 novembre 1850 dissolvait le conseil municipal de Lauraët (Condom). « Cette assemblée avait porté l'oubli des convenances jusqu'à blâmer, en termes injurieux, un acte de l'autorité supérieure pris dans la limite de ses pouvoirs ».

Le conseil municipal de Juillac (Mirande) fut dissous le 23 janvier.

Il avait « refusé son concours à l'exécution des mesures prescrites par l'autorité préfectorale dans la limite de ses pouvoirs et dans l'intérêt de la population » (2).

La municipalité d'Urdens (Lectoure) fut dissoute en février 1850 pour « écarts démagogiques ». Tous les républicains furent réélus en mai 1850 (3).

Le 4 décembre 1850, le conseil municipal de Ligardes (Lectoure) était dissous (4).

(1) Arch. du Gers. *Municipalités 1834-52*. — Sous-préfet à préfet, 5 janvier; préfet à ministre, 7 janvier 1851.

(2) *Rec. des actes adm.*, 1851, n° 6.

(3) *Ami du Peuple*, 17 mai 1850.

(4) *Rec. des actes admin.*, 1850., n°s 2, 30. — Arch. du Gers. *Municipalités, 1834-52*. — Etat des maires suspendus ou révoqués depuis octobre 1849.

En mai 1850, le commissaire de Samatan informe le préfet que le maire ayant convoqué deux fois le conseil municipal, les conseillers du parti de l'ordre se sont présentés seuls, mais en nombre insuffisant pour délibérer (1).

Trois arrêtés du 12 juin 1850 annulèrent les délibérations des conseils municipaux de Lectoure, de Mirande et de Fleurance, protestant contre la loi électorale du 31 mai et « les mesures émanées de l'autorité supérieure » (2).

Au total, sous la Législative, le préfet a provoqué la dissolution d'une douzaine de municipalités.

*
**

Nous savons que les menaces aux maires indépendants ou hostiles ne sont pas restées lettre morte et nous assistons à une hécatombe de maires et d'adjoints. Nous savons les révocations des maires de Saint-Clar, Masseube, Marciac, Manciet, Beaucaire, Cazaubon, Haget, Lectoure.

Un arrêté préfectoral du 26 novembre 1849 suspendait le maire de Monlezun (Mirande), Esquerré qui tolérait ou encourageait, par antipathie politique, un charivari contre le desservant, pour l'obliger à quitter sa commune.

Despax, maire de Moncorneil-Grazian (Saramon), était suspendu pour « insultes graves adressées officiellement à Mgr l'Archevêque d'Auch » (3).

Despaux, maire de Sadeillan (Miélan), fut suspendu le 13 novembre 1850 et révoqué le 22 mars 1851.

Au lieu d'assurer l'exécution des lois faisait servir son autorité à leur violation en provoquant dans sa commune des réunions publiques et en colportant des brochures sans autorisation.

(1) Archives du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Samatan, 15 mai 1850.

(2) Rec. des actes adm., 1850, n° 25. — *Ami du Peuple*, 21 mai, 5 juin 1850.

(3) Rec. des actes adm., 1850, n° 6. — Arch. du Gers: *Municipalités*, 1834-52. Etat des maires et adjoints suspendus ou révoqués depuis octobre 1849.

Pérès, maire de Razengues (Isle-Jourdain), se livrait « habituellement ouvertement, à la propagande des idées les plus subversives et compromettait ainsi le caractère public dont il était revêtu ». Suspendu le 10 janvier, il fut révoqué le 10 février 1851.

Suspendu le 1^{er} août 1850, Morisse, maire de Monfort (Mauvezin), avait négligé ou refusé d'exécuter « les délibérations arrêtées par la majorité du conseil municipal » dont il cherchait à esquiver le contrôle en ne convoquant que ses amis ou ses partisans. Il fut révoqué le 20 septembre :

A cause de son hostilité contre son conseil municipal, de sa partialité dans la gestion des intérêts communaux et du mauvais vouloir qu'il mettait dans l'exécution des instructions qu'il recevait de l'autorité supérieure.

Lartigue, maire de Juillac (Marciac), fut suspendu le 11 octobre et révoqué le 4 décembre 1850.

Il avait refusé son concours à l'exécution des mesures prescrites par l'autorité préfectorale dans la limite de ses pouvoirs et dans l'intérêt de la population.

Le 8 novembre 1850, Dupuy, le maire de Toujouse (Nogaro), fut suspendu pour avoir violé la loi du 31 mai en certifiant « véritable et sincère une liste électorale qu'il savait entachée de nombreuses erreurs ». Il fut révoqué le 25 janvier 1851.

Un arrêté du 22 janvier 1851 suspendait Cortade, maire de Castillon-Massas (Jegun) « pour résistance habituelle aux instructions de l'administration supérieure et inexécution ou violation de la loi à l'occasion de ses fonctions ». Cortade fut révoqué le 15 mars 1851.

Le 5 novembre 1851, le maire de Nogaro fut suspendu pour avoir « convoqué par les moyens officiels à sa disposition les citoyens à une manifestation politique ». Il avait annoncé à la population par le tambour de ville qu'un cortège s'organisait pour aller complimenter le représentant Joret à son château de Salles. Le surlendemain le tambour

de ville avait battu le rappel des souscripteurs du banquet offert à Joret (1).

Le maire et l'adjoint de Noulens (Eauze), furent suspendus le 5 juin et révoqués le 30 juillet 1850.

Ils avaient pris part « nuitamment à des scènes scandaleuses dans un café au lieu d'assurer l'exécution de l'arrêté qui ordonnait la fermeture des lieux publics à 10 heures du soir.

Gesta, l'adjoint de Samatan, fut suspendu le 25 juin et révoqué le 29 juillet.

Il avait proposé au conseil municipal de protester dans une délibération, contre certains actes de l'autorité supérieure et contre la conduite du maire dont le tort, à ses yeux, était d'assurer l'exécution des mesures légalement prescrites.

Barthet, maire de St-Michel (Mirande), a « soulevé la population de sa commune pour s'opposer à l'installation d'une institutrice nommée par le préfet ». Il est suspendu le 19 avril. L'adjoint, « complice des faits imputés au maire » est également suspendu le 21 avril. Maire et adjoint sont révoqués par deux décrets du 18 mai 1850 (2).

L'adjoint de Masseube, Sotum, fut suspendu en avril 1850.

Il s'était « opposé à l'action et à la surveillance de la gendarmerie en prenant fait et cause pour des jeunes gens qui compromettaient la tranquillité par leurs chants et causaient dans la ville un véritable tapage nocturne ».

Lamarque, maire de Pouylebon (Montesquiou), et Soumabielle, maire de Marciac furent suspendus en juillet 1851 pour avoir témoigné publiquement leur sympathie à Nabos acquitté par le tribunal de Mirande dans un procès pour port de décoration, intenté par l'administration, et pour avoir toléré ou encouragé des manifestations en son honneur (3).

Les maires de Saint-Germé, Saint-Griède, Estramiac, Moncassin, Gazax-et-Bacarrisse, Lasseube-Propre, Flama-

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850 n° 30, 1851, n°s 6 et 22. — Pour la suspension du maire de Nogaro, voir chap. X.

(2) *Ibid.*, 1850, n°s 25 et 30. — *Opinion*, 20 juin 1850.

(3) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 18; 1851, n° 24. — *Ami du Peuple*, 3 août 1851; *Opinion*, 1er août 1851.

rens, Moncorneil-Grazian, Cazaux, Villecomtal. Bezolles, les adjoints de Lamazère et de Saint-Griède, de Blousson-Sérian furent suspendus et révoqués pour des motifs divers, de caractère politique moins net : *incapacité, abus d'autorité, mauvaise gestion, mauvais vouloir, illégalités, refus de payer les 45 centimes*, etc. (1).

Les maires étaient fréquemment dénoncés. En avril 1850, le ministre de l'Intérieur demandait au préfet des renseignements sur Pagès, maire de Vic-Fezensac, qui lui avait été « signalé comme professant des doctrines subversives et se livrant à une active propagande ». Le préfet lui répond que Pagès a démissionné depuis trois mois et ne saurait être atteint par une mesure administrative (2). — Le procureur et les juges de paix de l'arrondissement de Condom signalent en décembre 1850 le maire d'Eauze qui a toléré un « tapage injurieux » contre la gendarmerie et l'adjoint; — le maire de Lagraulet, Durrey, qui signe tous les jours, dans son journal *La Constitution*, des articles où il attaque le gouvernement »; — le maire de Castelnau-d'Auzan qui « a toléré un discours prononcé par le représentant Duputz sur la voie publique, dans les derniers jours d'octobre » (3).

Les maires et adjoints conservateurs ne sont pas à l'abri des suspicions et des dénonciations. A Vic-Fezensac, le maire Bazax, excédé des allures provocantes, des excès de zèle de Chaland, demande au préfet l'éloignement de ce commissaire. Mais le préfet tient le maire Bazax pour un « homme d'ordre » très faible, trop enclin à la conciliation et mené par les « socialistes ». Il se borne à conseiller la prudence et la modération à Chaland qui, se sentant soutenu, n'en est que plus excité, brave ouvertement maire et adjoint.

(1) *Rec. des actes adm.*, 1849, 1850 et 1851.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités. Arrond. d'Auch 1843-51*. — Min. de l'Intérieur à préfet, 10 avril 1850; réponse du préfet, 13 avril.

(3) *Ibid.* U. Arch. judiciaires, *Annexes des greffes*. — Corresp. du parquet et rapport du proc. de Condom, 6 déc. 1850.

Burot, le maire de Mirande, écrit le procureur général, a de bons sentiments, mais il est obéré de dettes et a une grande faiblesse de caractère (1).

*
**

Dans le Gers, sous la Législative, le bilan de ce conflit de l'administration et des municipalités ou maires républicains s'établit ainsi : 32 maires ou adjoints suspendus et révoqués, dont 20 pour les motifs exclusivement politiques; 12 conseils municipaux dissous. Si l'on adopte les chiffres des deux messages présidentiels du 12 novembre 1850 et du 4 novembre 1851, on compte, pour la même période et dans toute la France, 1.005 adjoints et maires révoqués et 126 conseils municipaux dissous. Nous constatons par le rapprochement de ces chiffres que la lutte et la répression ont été particulièrement dures dans le Gers.

Nous avons vu que la source principale du conflit entre maires et préfet étaient la confection des nouvelles listes électorales et le refus de coopérer à la réglementation des lieux publics, cafés, cabarets, auberges, à la fermeture des cercles où les républicains peuvent se réunir, se grouper et se concerter pour l'action électorale et la propagande. La Législative a refusé au gouvernement la nomination de tous les maires et adjoints; mais l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales, en provoquant l'abstention électorale des républicains et en laissant le champ libre au parti de l'ordre, a facilité à l'administration sa besogne d'épuration municipale et l'écrasement des résistances locales.

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, 1834-52 — Lettres du maire et du commissaire au préfet, 27 mars, 20, 24 mai, 9, 10, 22 juin, 8, 10, 12 et 13 juillet 1850. (Voir chap. VII. p. 252). — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen 31 janvier 1850.

CHAPITRE IX

Répression de la propagande républicaine

I. Le colportage; — les brochures politiques. — Le préfet contre *Le Bien du Peuple*. — *L'Ami du Peuple*; — cautionnement et amendes; — réorganisation financière; — procès. — Surveillance et tracasseries policières. — II. Les cafés « rouges ». — Fixation de l'heure d'ouverture et de fermeture des cafés; — interdiction des discussions politiques et des lectures publiques. — Surveillance et répression. — III. Sociétés et cercles républicains. — La loge maçonnique de Condom. — IV. Dissolution et désarmement des gardes nationales. — V. Le parti montagnard et les sociétés secrètes; — réunions privées. — Conclusion.

La propagande et les manifestations démocratiques effrayaient et irritaient le parti de l'ordre parce qu'elles entretenaient chez les gens du peuple une agitation et un désir de réformes jugés périlleux pour la morale et la société. La diffusion des doctrines républicaines ou « socialistes », abondamment et véhémentement dénoncées comme immorales, subversives, antisociales, risquait de saper dans l'âme populaire les sentiments qui semblaient aux conservateurs la condition séculaire et nécessaire de l'ordre moral et matériel : respect de l'autorité, soumission au clergé, résignation à l'ordre établi. En réduisant au silence le parti républicain, l'administration pensait ramener le peuple à l'indifférence et à la docilité politiques. En vue de ce résultat, elle s'efforça de paralyser tous les moyens de propagande démocratique, — propagande par le colportage et la presse, propagande orale par les cafés, les réunions, les sociétés, les gardes-nationales, — de réprimer toutes les manifestations extérieures de sentiments

républicains, — propos, cris, chants, banquets, placards et emblèmes « séditionnels ».

I

Une surveillance minutieuse et tracassière, une répression attentive, ingénieuse, arbitraire, ne cessa pas de peser lourdement sur le colportage et la presse, ces deux puissants véhicules d'idées démocratiques.

Le préfet du Gers, en exigeant d'un particulier, distributeur occasionnel d'écrits politiques, l'autorisation prescrite aux colporteurs professionnels par l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849, organisait la confusion entre la distribution et le colportage, afin d'enrayer plus aisément et sûrement ce moyen de propagande. D'ailleurs, un arrêt de la cour de cassation du 15 février 1850 confirmait cette jurisprudence administrative, en déclarant que l'article 6 visait à la fois la distribution et le colportage par ces « expressions générales et absolues » : « Tous distributeurs ou colporteurs de livres, écrits, brochures,.... devront être pourvus d'une autorisation... » (1).



Amable Bruchet, de Saint-Clar, avait distribué une lettre imprimée, rédigée et signée par lui, relative à la dissolution du conseil municipal (2). Prévenu du délit de distribution d'écrits politiques, Bruchet fut acquitté par le tribunal d'Auch, décidant que l'article 6 ne s'appliquait pas à l'auteur qui colporte son propre écrit. Mais un arrêt de la cour de cassation du 6 juin 1850 avait cassé ce jugement,

(1) Sirey. *Recueil général des lois et décrets*...., 1850, I, 306. — Arrêt du 15 février 1850.

(2) Voir chap. V, p. 177.

Attendu que la disposition de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 comprend le simple fait accidentel de la distribution ou du colportage des livres, écrits, brochures, gravures et lithographies, puisqu'elle est générale et absolue, qu'elle s'applique conséquemment, par la même raison, aussi bien à l'auteur qui colporte son propre écrit qu'à l'individu qui ne répand que l'écrit d'autrui; — attendu que le jugement dénoncé reconnaît dans l'espèce qu'Amable Bruchet a colporté dans sa commune des exemplaires d'imprimés d'une lettre par lui adressée à ses concitoyens, sans avoir obtenu préalablement l'autorisation du préfet; — que ce fait constitue une infraction manifeste à l'article 6 de la loi précitée; — qu'il suit de là que le dit jugement a commis une violation expresse de cet article, en refusant de lui appliquer les peines qu'il prononce... (1).

L'affaire fut portée devant la cour d'Agen qui condamna Bruchet.

Je vous informe, écrit Chaland au préfet, que le procès-verbal dressé contre Bruchet Amable à Saint-Clar, pour distribution d'écrits séditieux dans les lieux publics, qui a été acquitté à Lectoure et à Auch, et cassé à Paris, vient d'être condamné à Agen. Cette condamnation lui coûtera au moins 7 à 800 francs (2).

**

Préfets et procureurs s'efforcèrent d'entraver le pétitionnement contre la modification de la loi électorale; mais les tribunaux relaxaient obstinément les colporteurs de pétition.

En mai 1850, deux Auscitains, Gesca et Caubet, imprimeurs, étaient prévenus du délit de colportage : ils avaient présenté à la signature de plusieurs personnes un exemplaire d'une pétition à la Législative contre le projet de loi électorale. Lagié, officier en retraite, signala la pétition au secrétaire général de la préfecture. Le commissaire dressa procès-verbal (3). Gesca et Caubet furent traduits devant le tribunal correctionnel pour colportage illégal d'un écrit politique. Le tribunal les acquitta, parce que, juri-

(1) Sirey. *Rec. général des lois et décrets*, 1850, I 633. — Arrêt de la cour de cassation, 6 juin 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Vic-Fezensac, 15 août 1850.

(3) *Ibid.* — com. d'Auch, 15 mai 1850.

diquement, il n'y a pas colportage quand on se borne à présenter une pétition à la signature des citoyens. De ce jugement l'*Ami du Peuple* tirait les conclusions suivantes : celui qui fait signer une pétition imprimée n'est pas un colporteur; le tribunal, fidèle à sa jurisprudence, décide une seconde fois que l'autorisation préalable n'est exigible que du colporteur de profession, conformément à un arrêt de la cour de cassation du 15 février qui distingue la distribution d'avec le colportage (1); désormais les républicains peuvent faire circuler et signer des pétitions imprimées : préfet, sous-préfets, gendarmes ou commissaires s'abstiendront d'en ordonner ou opérer la saisie (2). Mais l'*Opinion* attaque la décision du tribunal et fait aux juges une leçon soufflée par l'administration ou le parquet : tout citoyen qui distribue ou colporte un écrit pour son compte ou pour autrui doit être autorisé par le préfet.

Nous respectons le savoir et la conscience du tribunal; mais nous devons avertir à la fois tous les fonctionnaires chargés d'assurer l'exécution de la loi précitée et les citoyens tenus de lui obéir que cette jurisprudence est en contradiction flagrante avec les décisions de presque tous les tribunaux, et notamment avec la doctrine nette, précise et catégorique d'un arrêt de la Cour de cassation du 15 février 1850, d'après laquelle *toute personne qui veut distribuer ou colporter un écrit quelconque pour son compte ou pour autrui, doit se munir* préalablement d'une autorisation préfectorale, aux termes de l'art. 6 de la loi du 27 juillet 1849, qui prononce contre les contrevenants un emprisonnement d'un à six mois et une amende qui peut s'élever de 25 à 500 fr. Un comité de l'Assemblée législative vient de décider que l'interprétation de la cour suprême est conforme au sens et à l'esprit de la loi. Aussi le procureur de la république s'est pourvu en cassation contre le premier jugement qui était en dernier ressort, et par appel contre la décision du 25 mai du tribunal correctionnel... Ce magistrat a l'intention bien ferme de poursuivre devant le tribunal correctionnel, et, plus tard, s'il y a lieu, devant la cour d'Agen par voie d'appel, tous ceux qui contreviendront à l'article 6 de la loi relative au colportage et à la distribution entendue au sens le plus large, sans distinction ni exception. — Nous avons cru utile de mettre sous les yeux des lecteurs ces différentes circonstances pour que personne ne puisse se méprendre sur l'état actuel de la législation. Il importe que chacun sache bien

(1) Erreur : cet arrêt repousse précisément toute distinction entre la distribution et le colportage.

(2) *Ami du Peuple*, 2 mai 1850.

que les décisions du tribunal d'Auch sont loin d'être investies de l'autorité de la chose jugée (1).

La cour d'Agen, par un arrêt du 30 juillet 1850, réforma le jugement qui acquittait Caubet. Elle décida que le colportage d'une pétition exige l'autorisation prévue par l'article 6, et condamna Caubet à 25 francs d'amende et aux dépens. Caubet se pourvut en cassation et l'arrêt de la cour d'Agen fut cassé en août 1850. Déjà par un arrêt du 6 juillet, la cour de cassation avait décidé que la présentation au domicile et à la signature des citoyens d'une pétition à l'Assemblée nationale n'était pas juridiquement un acte de colportage, lequel implique toujours remise ou vente de l'écrit colporté; en outre, l'exercice du droit de pétition, garanti par la Constitution, ne saurait constituer un délit (2).

Le 26 mai 1850, le brigadier de gendarmerie verbalisait contre Tournier, boulanger à Tournecoupe, et Larrieux, de Saint-Clar, « deux individus rouges », qui avaient colporté une pétition, sans l'autorisation prévue par l'article 6 de la loi de 1849. Tournier avait présenté à la signature de deux habitants de Tournecoupe, — Pertuzé Clément et Ladevèze Jean, — une protestation contre le projet de loi électorale. Le 19 mai, dans l'épicerie de Passerieu, il avait invité Pertuzé à signer la pétition et, sur son refus, l'avait traité de lâche et de c... Sous la halle, il avait fait signer Ladevèze et invité le cordonnier Moucheron à venir signer chez lui. — A Mauroux (Saint-Clar), le tisserand Ladevèze a présenté la pétition au forgeron Ducommet, au chiffonnier Labax et à quelques autres habitants qui l'ont signée. — A Gaudonville (Saint-Clar), le cultivateur Ducasse Pierre a recueilli des signatures devant l'église, à la sortie de la messe, le dimanche 26 mai. Le maire a vivement insisté auprès du brigadier de gendarmerie pour qu'on poursuive Ducasse, « rouge très avancé et très exalté », qui se croit sûr de l'impunité et nargue l'autorité. — Tour-

(1) *Opinion* 27 mai 1850.

(2) *Opinion* 6 juillet; — *Ami du Peuple*, 14 août 1850. — *Sirey. Rec. gén. des lois et décrets...*, 1850, I, 495, II, 248.

nier, Ladevèze, Ducasse, prévenus du délit de colportage d'une pétition, furent relaxés par le tribunal de Lectoure, les 4 et 5 juin 1850 (1).

Désespérant d'obtenir des condamnations contre les républicains colporteurs de pétitions, le procureur essaya d'enrayer le mouvement, en provoquant une information contre les auteurs de fausses signatures. Sous prétexte de vérification, on s'emparait des listes. C'était un moyen d'intimider les pétitionnaires, assurés par la saisie des feuilles de pétition que les listes de signataires passeraient sous les yeux de la police ou de la gendarmerie, des juges de paix, du procureur, qu'elles seraient connues de l'administration.

A Lectoure, les listes confisquées par le commissaire ou les gendarmes contiennent des signatures de mineurs, d'illettrés, d'aveugles, des signatures contrefaites. Le juge d'instruction expédie des commissions rogatoires aux juges de paix en vue de rechercher les auteurs des fausses signatures. Cette procédure aboutit à un non-lieu de la chambre du conseil, le 30 novembre 1850 (2).

*
**

Une active surveillance policière entravait la circulation et la vente des écrits politiques. Dès qu'une brochure républicaine ou « socialiste » était signalée, le préfet alertait ses commissaires et ordonnait la saisie de l'écrit « séditieux ». Le commissaire avait ses mouchards politiques, qui l'orientaient sur la piste des républicains recéleurs, dépositaires ou colporteurs de l'écrit prohibé. Au moindre bruit, indice ou dénonciation, gendarmes et commissaires opé-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Lectoure, 2^e trim. 1850. Contre Tournier, Ladevèze et Ducasse : 3 pro.-v. du brig de St-Clar, 26, 28, 29 mai; citations; jugements

(2) *Ibid.* — Trib. corr. de Lectoure, 4^e trimestre, 1850. Procédure contre quidams pour délit de fausses signatures sur pétitions : rapport du j. de paix de Mauvezin; dépositions.

raient des perquisitions domiciliaires, expédiaient au procureur des procès-verbaux en vue de poursuites judiciaires.

La police fait la chasse aux brochures politiques chez les libraires et, sur l'ordre du procureur général, on a saisi à Condom, chez le libraire Rivière, deux exemplaires de l'*Almanach du Proscrit* et un exemplaire de l'*Almanach démocratique* (1).

Le 11 avril 1851, le lieutenant de gendarmerie de Condom signale « une petite brochure communiste qu'on attribue au sieur Casimir Dugoujon, vicaire apostolique, attaché aux mission étrangères, et qui se vend clandestinement... La police et la gendarmerie sont à la recherche de cette brochure » (2).

Le 12 novembre était un jour de marché à Fleurance. Un jeune républicain, Auguste Bordères, de Homps (Mauvezin), se promenait sur la place entre 10 et 11 heures du matin, en compagnie de Labédan, ancien directeur des postes, et d'un autre Fleurantin. Ils parlaient de la brochure de Cadéot, *Le suffrage restreint à Fleurance*. Despons, un jeune pharmacien de Sarrans (Mauvezin), s'étant approché, se déclara curieux de la lire. Labédan se détacha du groupe et revint avec 3 exemplaires de la brochure. Il en remit deux à Bordères qui en donna un à Despons. Un vieux propriétaire, Denjoy, « homme d'ordre », vint à passer auprès des quatre promeneurs, au moment où Despons prenait la brochure des mains de Bordères. Il s'en fut avertir aussitôt le commissaire qui avait reçu du préfet l'ordre de saisir l'écrit de Cadéot. L'après-midi, vers 3 heures, le commissaire était en observation sur le marché, guettant la brochure interdite. Il aperçut bientôt Cadéot lui-même qui donnait le bras à Bordères et lui remettait son opuscule. Il

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et politique*, 1850. — Com. de la gend. à préfet, 21 janvier 1850.

(2) Arch. de la Guerre. — *Corresp. gén.*, 1851. — Lieut. de gend. à préfet, 21 janvier 1850.

accoste aussitôt Bordères, lui arrache la brochure et lui demande à visiter sa chambre où il soupçonne un dépôt clandestin de l'ouvrage de Cadéot. Assisté du brigadier et d'un gendarme, il effectue une perquisition minutieuse, que Bordères a contée dans l'*Ami du Peuple*. Le commissaire s'empare de deux exemplaires de la brochure Cadéot, que Bordères déclare avoir reçu pour deux amis politiques de Homps. Le gendarme fouille jusque dans le lit. Il découvre dans un tiroir des feuilles multicolores, proclamations de candidats à la Constituante, *Les Confessions d'un Révolutionnaire*, de Proudhon, le *Toast de Félix Pyat*. Le commissaire note sur son procès-verbal que Bordères est le recéleur et le distributeur de la brochure de Cadéot. A Bordères demandant s'il avait été autorisé à pénétrer dans sa maison par le procureur ou le préfet, le commissaire aurait répliqué qu'il avait le droit de s'introduire dans les domiciles la nuit comme le jour, quand bon lui semblait. — Bordères fut inculpé de distribution illégale. Mais le 15 janvier 1851, la chambre du conseil du tribunal de Lectoure rendit une ordonnance de non-lieu (1).

Quelques mois plus tard, en mai 1851, le même commissaire dénonçait au procureur de Lectoure l'institutrice Anne Lafont et le voiturier Baraignes, soupçonnés d'avoir colporté ou distribué une brochure politique et contrevenu à l'article 6 de la loi de 1849.

L'ex-maire Cadéot venait de mourir. Par testament, il légua à Fleurance 100.000 francs pour un hôpital, 20.000 francs pour une fontaine publique et une rente de 1.000 francs pour un prix de vertu. De plus, il laissait 30.000 francs à son ami politique, le professeur Ticier, expulsé du collège pour républicanisme. Ticier écrivit une biographie apologétique de son bienfaiteur et ami, *La Vie*

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Lectoure, 1^{er} trim. 1851. Contre Bordères : J. de p. de Mauvezin à proc., 1^{er} déc. 1850; com. de Fleurance à proc., 11 déc. 1850; interrogatoire et dépositions; ordonnance de non-lieu. — *Ami du Peuple*, 20 nov. 1850. — Lettre de Bordères, 14 novembre 1850. — *Opinion*, 17 nov. 1850.

d'*Adolphe Cadéot* où il narrait les démêlés de l'ancien maire républicain avec le préfet de Magnitot. Le voiturier Baraignes en rapporta d'Auch une vingtaine d'exemplaires, qu'il remit sous enveloppes aux souscripteurs fleurantins. Un jeune démocrate prêta à l'institutrice Lafont cette brochure qu'il disait « fort touchante ». Pendant une récréation, elle pleura d'émotion devant ses élèves en lisant une lettre de Cadéot à sa mère. A ce moment, la petite Soulès s'était approchée d'elle, et, apprenant la raison de ces larmes, elle désira lire l'émouvante brochure. Anne Lafont la lui remit. La petite Soulès la montra à la fille Lauzin qui en parla à son père, le carillonneur. Le commissaire Barthe, affectant une vive curiosité, pria Lauzin d'emprunter la *Vie de Cadéot* à Soulès et de la lui communiquer. En possession de la brochure, le commissaire l'expédia aussitôt au procureur avec trois procès-verbaux contre le voiturier Baraignes et l'institutrice Lafont pour délit de colportage, contre Ticier pour publication d'un « pamphlet politique » visant à déconsidérer le maire de Fleurance, Duprat, et le préfet. Il signalait en même temps les fréquents entrefilets anonymes de l'*Ami du Peuple* contre la municipalité de Fleurance, et il les attribuait à Ticier. L'ex-professeur, retiré à Toulouse, venait de passer un mois à Fleurance, et avait eu « des conférences intimes, nombreuses, occultes », avec les principaux démagogues, notamment avec l'abbé Chabrier, ex-principal du Collège, devenu maître de pension à Villeneuve-sur-Lot, et qui avait dû recevoir un paquet de brochures destinées à ses élèves.

Pour bien établir le délit de distribution, le commissaire a interrogé les élèves d'Anne Lafont, et, le 31 mai, il annonce au procureur une révélation décisive : une gamine de 10 ans, Marie Lannes, a déclaré, en présence de l'agent Capelle, que l'institutrice avait distribué à 4 ou 5 élèves la *Vie de Cadéot*, qu'elle se procurait chez Fitte, fils du notaire; elle affirme de plus que sa mère a refusé de donner 10 sous pour l'achat de la brochure; sans contredire sa fille, la mère déclare qu'elle ne se souvient de rien. La

déposition de la gamine a paru au commissaire accablante pour l'institutrice; il la transcrit mot à mot dans son rapport qu'il termine en manière de réquisitoire :

... Vu le 1^{er} §, de l'art. 6 de la loi du 27 juillet 1849,

Vu l'arrêté de M. le préfet du Gers du 24 décembre 1849 et les instructions de ce magistrat contenues dans les *Actes administratifs* des 24 avril, 1^{er} octobre et 1^{er} décembre 1849;

Attendu que le langage naïf de Marie Lannes, élève de Mme Lafont, est l'expression franche de la vérité la plus pure et que, dans ce moment inattendu de notre visite, elle n'a pas pu déguiser la vérité de cette révélation importante;

Attendu qu'il résulte de ce témoignage irrécusable la preuve évidente, d'une part, de la vente ou distribution clandestine par Mme Lafont à plusieurs de ses élèves du pamphlet dont il s'agit, d'autre part, la révélation d'un dépôt clandestin existant chez M. Fitte (Emile), rue Castelnau, de la brochure ou pamphlet...

Mais le procureur n'est pas rassuré sur l'issue d'un procès. Avant de saisir le juge d'instruction, il veut connaître l'avis du procureur général. Il lui envoie les trois procès-verbaux du commissaire et lui expose les inconvénients d'une poursuite : la brochure a déjà produit son effet et un procès aidera à sa diffusion, grandira Ticier en le désignant comme l'héritier politique de Cadéot; traîner en justice le biographe du bienfaiteur de Fleurance paraîtra bien rigoureux; à l'audience, l'avocat exaltera le démocrate si généreux envers ses compatriotes, et la distribution délictueuse disparaîtra sous l'éloge du grand citoyen; tous les républicains de Lectoure et de Fleurance assisteront aux débats, et, en raison de la jurisprudence du tribunal, l'acquittement est à peu près certain. En définitive, le procès risque de tourner à l'apothéose politique de Ticier; sans procès, Ticier et sa brochure seront vite oubliés. Telles étaient les objections du procureur à une poursuite.

Le procureur général a examiné les procès-verbaux. Il n'a pas découvert de charges suffisantes contre le voiturier Baraignes, et Ticier est demeuré étranger au colportage de son propre écrit. Par contre, il paraît prouvé que l'institutrice Lafont a distribué la brochure à 4 ou 5 élèves de 10 à 11 ans; il sera aisé d'obtenir à l'instruction et à

l'audience un supplément de preuves. Limitée à Anne Lafont, la poursuite sera plus nette : elle visera moins la répression d'un écrit politique que sa distribution par une institutrice. Il est intolérable, conclut le procureur général, que, dans sa classe, une maîtresse lise à des enfants « un ouvrage rempli de mauvaises doctrines, et qu'elle fasse de ses élèves les agents d'une distribution défendue ».

Anne Lafont fut donc poursuivie devant le tribunal correctionnel de Lectoure, pour distribution illégale d'un écrit politique.

Mais, à l'audience du 19 juin 1851, les soi-disant preuves laborieusement échafaudées par le commissaire, s'écroulèrent, les témoignages se déroberent. Ce fut un défilé de fillettes de 8, 10 et 11 ans : toutes nièrent ou déclarèrent ignorer que l'institutrice eût distribué en classe la brochure de Ticier. La petite Soulès avait demandé et emporté un exemplaire de la *Vie de Cadéot* qui fut remis par le carillonneur Lauzin au commissaire; l'institutrice n'a jamais demandé le paiement de la brochure. — Jeanne Dufaut (11 ans) s'est bornée à dire au commissaire que l'institutrice avait distribué à 4 ou 5 élèves des livres ou des brochures, mais elle ignore si c'était la *Vie de Cadéot*. — Marie Lannes (10 ans), dont la déposition était la pièce capitale du procès, déclara en pleurant qu'elle n'a jamais vu l'institutrice distribuer des brochures en classe; confrontée avec le commissaire, elle avoue lui avoir dit que sa mère avait refusé de lui acheter une *Vie de Cadéot*, mais elle persiste à affirmer qu'elle n'a jamais été témoin d'une distribution de brochures en classe. Cette affirmation contredisait la déposition consignée dans le rapport du commissaire. — Le carillonneur Lauzin explique comment il fut amené par l'insistance du commissaire à emprunter la brochure à Soulès et à la remettre au commissaire, « croyant ne pas faire mal ». — La mère de la petite Soulès conte que Lauzin demanda à son mari le livre que l'institutrice avait prêté à sa fille. — Anne Lafont déclara, qu'absorbée par ses fonctions, elle ne s'était jamais mêlée

de politique. Elle ne sortait que pour aller à l'église et n'entretenait ses élèves que de leurs devoirs. Pendant une récréation, elle avait pleuré en lisant une lettre de Cadéot à sa mère, et, la petite Soulès ayant exprimé le désir de lire le livre qui l'attendrissait tant, elle lui avait remis le seul exemplaire qu'elle possédait.

En résumé, à l'audience, aucun témoin n'avait prouvé, ni même affirmé que l'institutrice Lafont eût distribué en classe à ses élèves la brochure de Ticier, et même la gamine, dont le témoignage avait paru au commissaire « la preuve évidente... d'une vente ou distribution clandestine », avait retiré sa première déclaration et ôté toute base au procès. Anne Lafont fut acquittée.

... Attendu qu'il résulte de la procédure que la prévenue a remis dans son domicile, à une de ses élèves et sur sa demande un exemplaire d'un écrit imprimé, mais qu'il n'est pas suffisamment justifié qu'elle en ait distribué de la même manière deux ou trois autres; attendu que le fait établi, qui constitue seulement une confidence intime ne saurait être considéré comme une distribution sans autorisation, prévue et punie par l'art. 6 de la loi du 29 juillet 1849, et ne peut, par suite, faire donner à la prévenue la qualité d'agent de distribution...

Le procureur fit appel devant le tribunal d'Auch qui confirma le jugement de Lectoure (1).

*
**

Les colporteurs professionnels étaient naturellement fort suspects à l'administration et particulièrement surveillés.

A Saint-Clar, Priouloux, colporteur et chanteur, était soupçonné de vendre des écrits et des chansons politiques. Le commissaire le suit à l'auberge Basseau et visite son ballot, où il découvre des brochures montagnardes : *L'aumône du pauvre*, *Un Ouvrier à ses camarades*, *Petits Dis-*

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Lectoure, 2^e trim. 1851. Contre Anna Lafont : rapports du com. de Fleurance, 14, 17, 30 mai; proc. à p. g., 21 mai; p. g. à proc. 26 mai; dépositions, notes du greffier à l'audience; jugement. — *Ami du Peuple*, 25 juin, 10 août 1851.

cours sur le communisme et le christianisme. Prioulaux a prétendu que ses écrits lui avaient été remis par un ministre protestant. Le commissaire saisit ces opuscules « tendant au socialisme », arrête Prioulaux dépourvu d'autorisation, et le conduit devant le procureur. Le 27 février 1850, le tribunal de Lectoure condamnait le colporteur à 1 jour de prison (1).

Les affaires de colportage sont très rares. Les rapports des commissaires n'en signalent guère. Le commissaire de Mirande écrivait le 1^{er} mai 1850 :

Un voyageur de librairie, séjournant dans cette ville et me paraissant suspect, fréquentait les rouges. J'ai perquisitionné pour découvrir des écrits socialistes. Je n'ai découvert que l'*Histoire de la Révolution*, par Morin. J'aurai l'œil sur lui...

Le 29 août, Lacassagne, commissaire à Auch, informe le préfet que le maire de Tirent-Pontéjac a requis le gendarme Despax de conduire à la préfecture un colporteur dépourvu de passeport (2).

Il semble donc que les colporteurs professionnels, fort nombreux à cette époque, aient eu d'assez rares démêlés avec la police. Peu ont été poursuivis. Le commissaire de Condom affirme que le colportage illicite a disparu. En tout cas, les affaires de colportage n'ont guère laissé de trace dans les documents policiers. Dans les dossiers judiciaires on ne relève, de 1850 au Coup d'Etat, qu'une seule poursuite contre un colporteur professionnel Prioulaux. Il est vraisemblable que les colporteurs se sentant surveillés, traqués, se sont mis en règle avec l'autorité.

En résumé, la propagande par le colportage, sévèrement réglementé, a été fortement gênée, sinon enrayée par la surveillance policière et la répression judiciaire. Toutefois, le droit de pétition a été maintenu contre l'arbitraire ad-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Lectoure, 1^{er} trim. 1850. Contre Prioulaux : P. v. du brig. de St-Clar, 9 février 1850; notes d'audience; jugement.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande et d'Auch, 1^{er} mai, 29 août 1850.

ministratif par la cour de cassation, comme l'exercice d'un droit constitutionnel, étranger au colportage, qui implique remise ou vente de l'objet colporté. La chasse aux écrits politiques chez les particuliers et les libraires absorbe les commissaires de police.

*
**

Les imprimeurs sont surveillés avec la même rigueur que les colporteurs ou le gérant du journal républicain. Les fréquentes contraventions relatives à la déclaration et au dépôt sont attentivement relevées. Le procureur de Condom et le préfet ont envisagé des poursuites contre l'imprimeur Bousquet (Condom). Il a négligé d'opérer le dépôt, au parquet, d'une convocation des membres de la loge maçonnique, contravention prévue et punie par l'article 7 de la loi du 27 juillet 1849 et l'article 15 de la loi du 21 octobre 1814. A cette occasion le préfet rappelle qu'il a déjà signalé au sous-préfet de Condom 11 écrits politiques imprimés par Bousquet (1) et dont le dépôt n'a jamais été effectué à la Préfecture. — Il ne semble pas que Bousquet ait été poursuivi (2).

*
**

Nous avons conté les 7 saisies de l'*Egalité* et les procès d'octobre 1849, la condamnation de Zeppenfeld (3). Le journal a succombé aux amendes, en décembre 1849. Quatre mois plus tard, en avril 1850, il reparait sous un nouveau titre : *Le Bien du Peuple*. Avant sa réapparition,

(1) Circulaires électorales, 17, 20, 25 avril, 2 mai 1849; lettre de Gounon, 2 juillet 1849; pétition à l'Assemblée législative, 3 octobre 1849; discours de Jules Favre, 5 janvier 1850, Poésies, 4 février; cantique maçonnique, 5 février; *La Parisienne de 1850*, 20 mars; Lettres..., 10 avril 1850.

(2) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Corresp. du parquet de Condom, 1850. — Préfet à procureur, 4 juin 1850; proc. au proc. gén., 15 juin; proc. gén. à proc., 16 juin 1850.

(3) Voir ci-dessus, chap. VI, p. 224-231.

il s'est déjà heurté à l'hostilité du préfet qui voit avec dépit et colère renaître une feuille gênante dont il croyait s'être à jamais débarrassé.

Dans leur déclaration, les nouveaux gérants Zeppenfeld et Dalas se disaient propriétaires du cautionnement de 1800 francs, Zeppenfeld pour les deux tiers, Dalas pour un tiers. Le préfet, se fondant sur l'article 10 de la loi du 18 juillet 1828, leur dénia cette qualité, en raison de leur pauvreté. Selon lui, le cautionnement avait été fourni par le représentant Duputz dont les gérants n'étaient que les prête-noms. Par un arrêté du 16 mars, le préfet repoussa la demande des deux gérants, « pour défaut de régularité et de sincérité », et voulut s'opposer à l'impression du journal. L'affaire fut portée devant le tribunal d'Auch qui se borna à annuler la déclaration attaquée. Le préfet avait escompté une amende. Mécontent du jugement, il fit appel. Par cet appel, il maintenait contre le journal une menace de suppression capable d'écarter les abonnements et les souscriptions. En attendant l'arrêt de la cour d'Agen, il interdit, par un arrêté du 2 avril, la criée, la distribution et la vente publiques du *Bien du Peuple*. Cet arrêté obligeait le porteur du journal à n'avoir que des exemplaires sous bande portant le nom du destinataire, à présenter à toute réquisition la liste des abonnés; la vente était interdite, même dans les bureaux du journal. Toutes ces mesures agressives étaient arbitraires, et *Le Bien du Peuple* écrivait qu'il était « hors la loi » (1). Le commissaire Lacassagne annonce au préfet qu'il s'est « adroitement emparé de la liste des abonnés ». Une surveillance étroite est prescrite à tous les commissaires :

Aucune vente publique du journal *Le Bien du Peuple*, écrit le commissaire de Fleurance, n'est venue à ma connaissance. Il ne compte qu'une trentaine d'abonnés, un seul abonné de la campagne. Je crois pouvoir assurer que la moitié ne renouvelleront pas leur abonnement ». — Le commissaire d'Auch note à son tour : « Presque tous les cafés reçoivent le journal socialiste.... Il est

(1) *Le Bien du Peuple*, 7 avril 1850. — *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 21. — Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 31 mars 1850.

lu paisiblement par les habitués ». — Le commissaire d'Eauze informe que la poste distribue le journal à 14 habitants (1).

Par un arrêt du 23 avril, la cour d'Agen fit droit aux conclusions présentées sur l'appel par le préfet du Gers. Elle annulait pour défaut de sincérité la déclaration des gérants du *Bien du Peuple*; le journal devait cesser de paraître; Dalas et Zeppenfeld, par application de l'article 11 de la loi du 18 juillet 1828, étaient condamnés à une amende de 500 francs. Les gérants se pourvurent en cassation. Un arrêt du 7 août 1850 décida que la cour d'Agen n'aurait dû statuer que sur la régularité et la sincérité de la déclaration des gérants, qu'elle était incompétente pour condamner à l'amende, que le tribunal civil devant lequel le préfet conteste la sincérité d'une déclaration ne peut prononcer d'amende et doit se borner à annuler la déclaration pour insincérité, si cette déclaration n'a pas encore été suivie de la publication du journal. En conséquence, l'arrêt de la cour d'Agen fut cassé en ce qui concerne l'amende dont les gérants obtenaient remise. Mais la déclaration demeurait annulée (2).

Arrêtés préfectoraux et arrêt de la cour d'Agen furent notifiés « aux maires et différents fonctionnaires ».

Il faut que « nul n'ignore que l'autorité veille sans cesse,... fermement décidée à épuiser tous les moyens de droit en son pouvoir pour faire respecter les lois, assurer le triomphe de la vérité sur le mensonge, et pour atteindre enfin ou paralyser les efforts d'une propagande qui ne craint pas, par des rapprochements impies, de s'attaquer à la religion tout en invoquant ses préceptes, et de déclarer une guerre implacable aux principes les plus sacrés de la famille et de la société (3).

Toute cette phraséologie signifiait une lutte sans merci contre le journal républicain.

Le commissaire d'Auch écrit :

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 15 avril; — de Fleurance, 15 avril; — de Mauvezin, 17 avril; — d'Eauze, 18 avril 1850.

(2) Sirey. *Rec. gén. des lois et décrets...*, 1850, I 698. — Arrêt de la cour de cassation, 7 août 1850.

(3) Recueil des actes adm., 1850, n° 21.

...*Le Bien du Peuple* s'est soumis à l'arrêt de la cour d'appel d'Agen. Avant-hier et hier, le gérant, le rédacteur et tous les intéressés du nouveau journal qui doit paraître, se sont réunis pour délibérer sur le titre à lui donner... Il a été arrêté que le nouveau journal, qui paraîtra le 5 de ce mois, sera intitulé *L'Ami du Peuple, journal des opprimés*... On compte sur un grand nombre d'abonnés de ce journal à Mirande, Pau et Tarbes (1).

*
**

Comme l'annonçait le commissaire, le journal républicain reparut le 5 mai sous ce nouveau titre : *L'Ami du Peuple, journal de l'Egalité*. Il semble s'être débattu d'abord dans de graves embarras d'argent.

Le journal est sans le sou, écrit le commissaire Laccassagne; les 4 ouvriers ne sont payés que par journée de présence à l'imprimerie, 1 fr. 50 ou 1 fr. 25 par jour, et encore ne reçoivent-ils pas au temps dit le montant de leur salaire... L'imprimeur est obéré; le journaliste lui doit; il ne fait ni affiches, ni annonces. La situation est plus que précaire et son établissement à tout l'air d'une presse clandestine.

Laccassagne affirme « tenir de bonne source » que les administrateurs du journal sont en désaccord : Breuils veut suspendre l'envoi du journal aux abonnés qui n'ont pas encore payé; Zeppenfeld, Arexy, Laporterie, Loubet s'y opposent (2). L'avis de Breuils, gérant du journal, prévalut, car, dès son second numéro, *L'Ami du Peuple* informait les abonnés, qu'ils ne recevraient plus le journal si, dans la huitaine, ils ne payaient pas leur abonnement (3).

Les notables du parti montagnard qui forment le comité directeur de *L'Ami du Peuple*, — Breuils, Zeppenfeld, Arexy, Canteloup, Bourdil, Sancet, Délas, — savent que ce journal détesté, menacé, traqué par l'administration, est un irremplaçable instrument d'action et de propagande, le lien des esprits, la force du parti. L'obstination haineuse du préfet et du procureur à lui susciter des difficultés les avertit et les stimule. Ils s'efforcent d'activer et d'étendre sa diffusion. Le commissaire Laccassagne dénonce Breuils

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 30 avril.

(2) *Ibid.* — Com. d'Auch, 31 mai 1850.

(3) *Ami du Peuple*, 8 mai 1850.

et Zeppenfeld comme d'ardents propagateurs du journal :

Breuils se rend dans les chantiers pour entretenir les ouvriers des nouvelles du jour, retremper leur esprit et fomenter de nouveaux troubles... Il ne fait pas de prosélytes en ville et n'a guère de succès que dans les campagnes qu'explorent avec lui Zeppenfeld d'Auch, Georges Tailleur, venant de Paris et demeurant à Montaut, Foret, régisseur du château de la Testère, à Sainte-Christié, Lacombe, régisseur du château d'Arcamont, de Roque-laure (1).

Zeppenfeld fit une tournée de propagande dans les Hautes-Pyrénées pour y recruter des abonnés à l'*Ami du Peuple* qui, dès le 21 mai, avait ajouté à son titre celui de *Journal démocratique du Gers et des Hautes-Pyrénées*. En son absence et en dépit du pourvoi en cassation qui suspendait l'exécution de l'arrêt de la cour d'Agen, le procureur lui signifia à son domicile l'ordre de verser immédiatement les 500 francs d'amende. Cette nouvelle tracasserie visait à entraver ou abrégier son voyage dans les Hautes-Pyrénées. Peut-être, comme le supposait l'*Ami du Peuple*, le procureur voulait-il se procurer « le plaisir d'appréhender au corps l'ancien gérant du journal républicain et de le traîner à Auch de brigade en brigade » (2).

Le journal végétait. Les abonnements rentraient mal. La caisse était à peu près vide. Guetté par l'hostilité attentive du préfet et du procureur, l'*Ami du Peuple* risquait de succomber très vite à de nouvelles amendes.

Le comité directeur désigna dans chaque canton un ou plusieurs représentants ou « percepteurs », choisis parmi les montagnards militants, chargés de tâter et de stimuler le dévouement des républicains, de provoquer et de recouvrer les abonnements à l'*Ami du Peuple* (3).

D'autre part, avec un arbitraire inlassable et ingénieux,

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. Com. d'Auch, 15 juin.

(2) *L'Ami du Peuple*, 14 juin 1850.

(3) *Ami du Peuple*, 14 juillet 1850; — *Opinion*, 13 juillet 1850. — Liste des 51 républicains militants, « percepteurs » de l'*Ami du Peuple* : Lamarque, avocat, Dugarçon, propriétaire, Lestrade, limonadier (Condom); — Brenens, propriétaire, Ripoteau, négociant (Eauze); — Durrey, Thieux-Lagardère, propriétaires (Mont-réal); — Dubois et Montaut, propriétaires, Bacqué, boulanger, (Nogaro); Duproin, propriétaire, (Valence); — Baylin, proprié-

procureur et préfet s'évertuaient à tarir toutes les ressources du journal, en accumulant et en retenant indûment les cautionnements et les amendes. Nous savons, qu'en dépit du pourvoi en cassation, le procureur obligea Zeppenfeld à payer immédiatement les 500 francs d'amende dont un arrêt ultérieur lui fit remise. Quand l'*Ami du Peuple* parut, le gérant Breuils, déposa un cautionnement de 1.800 francs. Le 9 juin, il céda la gérance à Arexy qui, à son tour, la céda à Zeppenfeld, le 11 septembre 1850. A cette date, aucune somme n'avait encore été restituée des 4.315 francs versés par le journal pour des motifs divers : le cautionnement du *Bien du Peuple*, 1.800 francs; l'amende perçue arbitrairement, 550 francs; le cautionnement du pourvoi en cassation et dont la cour a ordonné la restitution, 165 fr., le cautionnement de l'*Ami du Peuple*, régulièrement cédé, 1.800 francs. Le préfet fit mieux : il usa de la nouvelle loi du 24 juillet sur la presse, pour intenter deux nouveaux procès au gérant de l'*Ami du Peuple* : Zeppenfeld avait publié et signé les deux numéros du journal des 11 et 13 septembre, sans avoir déposé un troisième cautionnement, comme l'exigeait la dernière loi. Le gérant s'empressa de verser les 1.800 francs du nouveau cautionnement, tout en réservant ses droits. Le procureur et le préfet avaient ainsi soutiré au journal 6.115 francs, dont 4.315 étaient arbitrairement retenus.

taire (Cazaubon); — St-Martin et Dansos, propriétaires, Malhomme, maître d'hôtel (Jegun); — Lasserre, propriétaire, Passama et Pascau, avocats (Mirande); — Lagrave, propriétaire (Montesquiou); — Nabos, propriétaire, Fitte, maître d'hôtel (Marcillac); — Dr Cavanhac, (Aignan), Dufréchou, propriétaire, Courrèges, maître d'hôtel (Riscle); — D^r France (Miélan); — Breuils, Laporte, Esquinance, propriétaires, (Masseube), — Vidaloque, pharmacien (Bassoues); — Pujol, négociant, (Lectoure); — Dauriol, propriétaire, Duffaut, limonadier (St-Clar); — Fitte et Labédan, propriétaires, Campan, tailleur, (Fleurance); — Montanier, négociant, Capmartin (Mauvezin); — Délieux, avoué, Vignola, négociant, Laffargue, serrurier, (Lombez); — Délieux (l'Isle-Jourdain); — Longayrou, pharmacien, (Samatan); Tournier, Lagarde, Bourdii, Dubouch, (Auch); — Chatel, négociant, Dauzère, poëlier (Vic-Fezensac); — Vitrac, maître d'hôtel, (Gimont); — Campardon, limonadier, (Seissan).

Selon l'*Ami du Peuple*, les deux procès intentés à Zeppenfeld étaient l'effet d'une indigne ruse du préfet. Zeppenfeld, ayant assumé la gérance, s'était rendu à la Préfecture et avait déclaré, qu'à dater du 11 septembre, il signerait le journal. Le préfet se garda bien de lui réclamer le récépissé du nouveau cautionnement exigé par la loi. Il reçut sans observation ses déclarations, tout en les sachant incomplètes. Son silence sur le cautionnement était un piège. Il se serait même vanté à ses employés de ce bon tour : « Je les tiens et je les écraserai », disait-il. Le surlendemain, il intentait à Zeppenfeld deux procès, alléguant que l'article 11 de la loi du 27 juillet abolissait le décret du 9 août 1848, autorisant la libre transmission du cautionnement des journaux; en conséquence, le nouveau gérant aurait dû déposer un cautionnement avant de signer le journal. Zeppenfeld objectait que la nouvelle loi avait abrogé les dispositions du décret du 9 août relatives au chiffre du cautionnement et maintenu les dispositions relatives à sa libre transmission. Le tribunal rejeta la thèse du gérant, mais reconnut sa bonne foi dans son empressement à déposer le cautionnement exigé par la nouvelle loi. Il le condamna au minimum de la peine : 2 mois de prison et 400 francs d'amende. Dans les considérants du jugement, le tribunal avait exprimé le regret de ne pouvoir user, en faveur du gérant, dont la bonne foi était évidente, des circonstances atténuantes inapplicables aux simples contraventions. Mais le préfet s'acharnait, l'amende surtout lui paraissant insuffisante. Il écrivit au procureur général pour avoir son avis sur un appel *a minima* destiné à porter l'amende à 1.200 francs. Le procureur le dissuada nettement d'interjeter appel : les considérants du jugement risquaient de donner à cet appel une couleur politique qui le vouait à l'insuccès. Mais le préfet s'entêta et, sur ses instances, le procureur de la république fit appel. La cour d'Agen, par un arrêt du 13 novembre, maintint l'amende et réduisit l'emprisonnement à un mois. L'*Ami du*

Peuple s'empara de l'arrêt comme d'un bulletin de victoire, et stigmatisa la conduite du préfet :

... Le prétoire n'est pas une annexe de la préfecture et les magistrats ne sont pas les comparses de la police... Non content du succès d'une ruse aussi indigne, le préfet provoque contre nous l'application de peines plus sévères... Il ne rougit pas d'avouer implicitement qu'il poursuit moins la répression de la contravention imputée que l'anéantissement du journal, et il ose fixer, presque dicter, le chiffre des condamnations qu'il attend !

*
**

Pour prévenir la ruine imminente du journal et le consolider financièrement, Duputz imagina de l'organiser en société commerciale avec un fonds d'exploitation de 30,000 francs, constitué par 30,000 actions nominatives de 1 franc, accessibles aux démocrates les plus pauvres. Le 25 octobre 1850, l'*Ami du Peuple* publiait les statuts de la nouvelle société en commandite. Une assemblée générale des délégués, choisis par les actionnaires des cantons, à raison de 1 délégué par 50 actionnaires, se réunira pour constituer la société, dès que 4.000 actions seront souscrites. Elle élira un comité de rédaction de 11 membres, dont 4 désignés au siège du journal et 1 dans chaque arrondissement du Gers et des Hautes-Pyrénées. Elle nommera un Comité de surveillance de 5 membres. Les actions sont payées sur un titre délivré par un percepteur cantonal, et 8.725 actions sont immédiatement réparties entre les percepteurs des 31 cantons du Gers et des Hautes-Pyrénées.

Le préfet, qu'inquiète vivement ce plan de réorganisation du journal, envoie une circulaire aux sous-préfets, aux maires, alerte ses commissaires. Il soupçonne les dirigeants montagnards de chercher à éluder par ce système d'actions minimes et multiples la loi sur les clubs, en substituant à des réunions politiques des assemblées d'actionnaires. Mais la police veille, et le commissaire de Vic-Fezensac écrit au préfet :

Vous êtes préoccupé des menées qui peuvent avoir lieu au sujet de la proposition de société par actions de 1 franc, faite par

l'Ami du Peuple au parti qu'il représente. J'ai de suite compris ce que me commandait mon devoir pour cette commune, et ne néglige rien pour m'édifier sur les entreprises qui pourraient être tentées au mépris de la loi, et les réprimer au besoin. Jusqu'ici, les souscriptions doivent se faire partiellement par des agents allant d'une maison à l'autre pour les recueillir. Pas le moindre mouvement qui ait pu faire supposer un projet de réunion...

Le 18 novembre, le commissaire de Condom écrit à son tour :

... On parle d'une nouvelle émission de 30.000 actions à 1 franc de *l'Ami du Peuple*. On dit que Lamarque est caissier du canton...

Le commissaire d'Eauze regrette de n'avoir pu découvrir le percepteur désigné pour percevoir les actions de *l'Ami du Peuple*, qui n'est adressé par la poste qu'à 4 individus.

Pour entraver la souscription, l'administration de l'enregistrement a suscité des difficultés, des retards.

Tous les jours, le journal républicain éperonne le zèle des percepteurs et des militants, pour activer la souscription des 4.000 actions nécessaires à l'organisation définitive de la société de *l'Ami du Peuple*. Il gourmande « l'indolence des coreligionnaires », leur rappelle la nécessité d'un journal départemental : « Le fusil n'est que l'arme des insurrections; la presse est l'instrument des révolutions; ne la laissons pas échapper de nos mains ». Il se plaint fréquemment que des percepteurs cantonaux retiennent le montant des abonnements recouvrés. « Le moindre retard dans l'envoi de ces fonds peut entraver la marche du journal ». Que les percepteurs aillent solliciter à domicile les citoyens « timides ou indifférents »; que les militants se réunissent pour répartir entre eux les actions à placer et pour faire souscrire au plus tôt les 4.000 actions nécessaires à la constitution de la société du journal.

Mais, en dépit de ces plaintes et adjurations, la souscription traîne. En mars 1851, le total souscrit ne dépasse pas 2.500 actions. Seuls, les cantons de Marciac, Lectoure, Lombez, Fleurance et Tarbes montrent quelque empressé-

ment. Le 21 mars 1851, l'*Ami du Peuple* exhorte de nouveau les démocrates à souscrire au plus vite pour consolider le journal et, par là, unifier, fortifier le parti montagnard.

Pendant que les démocrates, ébahis devant l'idée nouvelle de Duputz, hésitaient à l'accueillir, la combattaient même, le préfet du Gers, inquiet de la réalisation du plan, envoyait aux sous-préfets et aux maires une circulaire. Cette association porte avec elle la consolidation et la victoire de notre parti. Si le journal s'organise démocratiquement, les délégués des actionnaires dirigent et règlent tout, administration et rédaction. Dès lors, la voie est fermée sans retour aux intrigues locales, aux influences malveillantes, aux ambitions inassouvies et aux divisions. Le parti acquiert l'unité, la force, conditions du succès. C'est l'espoir des révolutionnaires socialistes du Gers et des Hautes-Pyrénées. 1852 n'est pas loin ! Nous aurons besoin d'un journal, gardons-le ! (1)

En avril, le total souscrit dans les divers chefs-lieux de canton était monté à 3.725 actions. Pour le porter à 4.000, Canteloup, Nabos et Duprom en souscrivirent 275. On put alors constituer la société. Au début d'avril, 36 délégués des actionnaires des divers cantons se réunirent à Auch. Le commissaire de police assistait à la réunion avec 4 ou 5 agents. Le bureau fut composé de L. Lamarque (Condom) et Durrey (Gondrin), Pujol (Lectoure) et Dauriol (Saint-Clar), Vignola (Lombez) et Délieux (Isle-Jourdain), Passama (Mirande) et Nabos (Marciac). Dans le comité de surveillance figuraient Lacaze, limonadier, Tournier, négociant, Dansos, conseiller général, Dubouch, brasseur, Darre, boulanger (2). Duputz, le principal actionnaire, fut le

(1) *Ami du Peuple*, 10 nov. 20, 22, 25 déc. 1850, 1er, 3 janvier, 14 février 1851.

(2) *Ami du Peuple*, 9 avril 1851. — Liste des 36 délégués : Dubouch, brasseur, Dalas, maçon, Caillau, tisserand, (Auch-nord); Violet, lieutenant de gend. en retrait d'emploi, Canteloup, avocat; (Auch-sud), Cavanhac, médecin, (Aignan), L. Lamarque, avocat, Dugarçon, propriétaire, Lestrade, limonadier (Condom), Ripoteau, négociant (Eauze), Campan, tailleur, Labédan, propriétaire, (Fleurance), Saint-Martin, propriétaire, Dansos conseiller général, (Jegun), Dosithée Pujol (Lectoure), Vignola, négociant, Délieux, avoué, (Lombez) Nabos, maire et conseiller général, (Marciac), Breuils, propriétaire, Laporte (it.), Esquinance fils, (Masseube), Montanier, négociant, Capmartin, chapelier, (Mauvezin), Las-

directeur politique de la feuille montagnarde. Il envoya de Paris le rédacteur en chef, Benjamin Gastineau, collaborateur au journal *La Voix du Peuple*. Le journal compta 1,200 abonnés, « chiffre considérable pour qui remarquera que, malgré les efforts de l'administration, ses feuilles se lisaient en commun » (1). Il sera supprimé au coup d'Etat.

*
**

Procureur et préfet s'acharnaient sur le journal républicain, prompts et ingénieux à découvrir des délits politiques et des contraventions. En vue de la défense sociale, ils se font un devoir d'entraver la feuille montagnarde et de l'accabler sous les amendes. Ils s'applaudissent des condamnations comme d'un succès personnel. Le 1er décembre 1851, le procureur général, après avoir annoncé la saisie de l'*Ami du Peuple*, écrit :

... Cette feuille se propage considérablement et fait le plus grand mal. Je suis parvenu à faire mourir tous les journaux révolutionnaires de mon ressort. Reste encore l'*Ami du Peuple*, qui ne tardera pas, je l'espère, à subir le même sort (2).

Voilà clairement et crûment exprimés les sentiments et le dessein de l'administration et des magistrats à l'encontre de la presse républicaine. Pour la frapper, on exhumaient les dispositions oubliées des lois désuètes de 1818, 1819 et 1828; on étendait, torturait, combinait ingénieusement les textes élastiques ou captieux ou draconiens du décret du 11 avril 1848, des lois de 1849 et 1850. Le 14 février, l'*Ami du Peuple*, passant en revue les textes ré-

serre Bapt., prop., Passama et Pascau, avocats, (Mirande), Lagrave, propr., (Montesquiou), Durrey, propr., Thieux-Lagardère (Montréal), Montaut, avocat (Nogaro), Dauriol, propriétaire, (Saint-Clar), Duprom, vétérinaire, maire et conseiller général (Valence), Chastel, négociant, Pagès, ancien maire (Vic-Fezensac), Arexy, rédacteur de l'*Ami du Peuple* (Bagnères-de-Bigorre), Brouchican, (Castelnau-Magnoac).

(1) Arch. nat. BB 30/398. — Dossier Duputz. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1-15 janvier 1852. — Rapport Géraudon.

(2) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. génér., 1^{er} déc. 1851

pressifs, dont usaient magistrats et préfet contre la presse démocratique, écrivait :

... Ce sont les définitions captieuses et les pénalités draconiennes du décret du 11 août, né de la dictature de juin, les roueries législatives des lois de 1849 et 1850. Pour atteindre les journaux républicains et les étouffer au berceau, on a remis en vigueur certaines parties d'une législation désuète ou rendues inutiles par la pratique. Tout ce que les lois de 1818, 1819 et 1828 contiennent de rigoureux relativement aux déclarations préalables et au dépôt du cautionnement est devenu depuis peu une mine féconde de perfidies, de pièges, de mauvaises querelles, qu'il faut déjouer avant d'imprimer la première ligne d'un nouveau journal. Il n'est pas un délit de presse, depuis le simple outrage au Président de la République jusqu'à la complicité dans un complot, dont on n'ait demandé compte à *l'Egalité*, au *Bien du Peuple*, à *l'Ami du Peuple*, traduits tour à tour devant le jury et devant les tribunaux de toutes les juridictions. Depuis 18 mois, pas une quinzaine sans avoir au moins un procès pendant.

L'Ami du Peuple eut 4 procès en 1850 et 1851. Il était poursuivi pour deux articles du 5 juillet, relatant un abus d'autorité du commissaire Chaland : lors d'une perquisition, ce commissaire avait obligé, sous menace d'emprisonnement, le serrurier Pujos, de Vic-Fezensac, d'aller chercher un fusil chez son frère. « La faiblesse des citoyens justifie l'audace tracassière des agents de l'autorité », concluait le rédacteur :

Lorsque le droit d'un citoyen est équivoque ou douteux, il vaut mieux qu'il cède à la force... Mais quand le droit est certain, la résistance est un devoir, et nous déclarons pour notre compte que, si un commissaire de police, muni d'un mandat de perquisition auquel tout citoyen ne doit qu'une abstention inerte, voulait nous contraindre à un acte quelconque, nous protesterions d'abord; que, s'il employait la force comme le sieur Chaland vient de le faire contre Pujos, nous la repousserions par la force et que nous nous croirions très fermement le droit de casser les reins au commissaire et de brûler la tête au premier gendarme qui nous mettrait la main au collet.

211 exemplaires de *l'Ami du Peuple* du 5 juillet furent saisis et remis au procureur. Arexy était prévenu du délit d'excitation à la désobéissance aux lois, prévu et puni par les art. 6 et 3 de la loi du 17 mai 1819.

Le jour de l'audience, un important service d'ordre était

organisé au palais de justice et assuré par 30 chasseurs et 3 brigades de gendarmerie. Républicains et ouvriers se pressaient sur les bancs du public. Un citoyen a-t-il le droit de résister à un agent de l'autorité, agissant à l'occasion mais *en dehors* de son mandat, et de repousser la force par la force ? Telle était la question débattue devant les jurés et une nombreuse assistance. Le procureur prétendait qu'aucune loi, aucun arrêt n'autorise à tuer un agent qui outrepassé son mandat. Par contre, l'avocat Dubarry démontra l'exactitude juridique du passage incriminé : si le droit n'est pas certain, le citoyen doit céder; s'il est certain, il doit résister. Le droit de résistance autorise-t-il à tuer tout agent qui dépasse son mandat ? Le citoyen peut proportionner la force de la résistance à la violence de l'attaque, et tuer l'agent, si sa vie est en péril. Le jury acquitta l'*Ami du Peuple* (1).

Le préfet et le procureur se méfiaient du jury et relevaient attentivement toute infraction au règlement, déferée aussitôt au tribunal correctionnel.

On connaît les deux procès intentés à l'*Ami du Peuple*, en septembre 1850, pour défaut d'un nouveau cautionnement et qui valut au gérant Zeppenfeld 1 mois de prison et 400 francs d'amende.

En novembre 1850, l'*Ami du Peuple* eut encore un procès : par une étourderie de typographe, la signature du correspondant Robinet avait été omise à la fin d'un seul article et sur quelques exemplaires du numéro du 12 novembre où ce nom figure 4 fois. Le 28 novembre le tribunal condamne Arexy à 500 francs d'amende et aux dépens (2).

*
**

Le journal s'ingéniait à éviter toute poursuite pour délit politique, en s'abstenant d'attaquer directement le gouver-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — C. d'assises 1850. Contre Arexy. Requisitoires, ordonnances, p.-v. de saisie, délibération du jury. — *Ami du Peuple*, 5 et 14 juillet 1850.

(2) *Ami du Peuple*, 11 nov. 1850.

nement. Il se revanchait de cette contrainte par des diatribes historiques contre la monarchie et par l'évocation de ses vieux griefs contre les républicains modérés. Mais le procédé n'échappait pas à l'administration, et le procureur général le dénonçait au garde des sceaux, quand il écrivait le 31 août 1851 :

... *L'Ami du Peuple* égare les esprits. Cette ignoble rédaction est recherchée. Le rédacteur échappe aux poursuites du parquet en ne dirigeant pas ses attaques contre le pouvoir existant. Il vomit toutes ses injures à propos de la royauté. On ne peut que le surveiller rigoureusement... (1)

Mais cette tactique, vraie gageure, fut déjouée; l'élasticité des délits politiques et l'acharnement de l'administration eurent raison de l'ingéniosité du rédacteur de *L'Ami du Peuple*. Le 2 novembre 1851, le journal fut saisi à la poste et dans les bureaux de l'imprimerie, en raison d'un article inséré à la troisième page et intitulé *La Comédie sociale* (2).

Je transcris presque entièrement l'article incriminé. Il donne le ton et le caractère de la polémique de *L'Ami du Peuple*; il montre aussi combien il est aisé aux magistrats de relever dans toute diatribe politique ce vague délit d'excitation au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres, et celui d'outrage à la morale ou à la religion. Cet article, d'une virulence romantique, est un tableau dialogué de la réaction européenne, un pastiche des *Paroles d'un Croyant*, une déclamation furibonde contre les rois, les prêtres, les juges, tous les suppôts d'un monde abhorré, la bourgeoisie capitaliste.

La Comédie Sociale. — Peuples et Rois.

La scène se passe en Autriche. — Un cabinet à Vienne.

Nicolas, à plusieurs personnages. Mes biens-aimés cousins, de l'Orient à l'Occident, les Peuples, incités par le socialisme, secouent les chaînes que nous leur avons forgées au nom du Très-Haut. Ils voudraient se passer de rois et de gouvernements... Si nous ne faisons bonne garde autour du sépulcre de l'Europe, nos esclaves

(1) Arch. nat. BB 30/370. Rapport du proc. gén., 31 août 1851.

(2) Arch. de la guerre. *Corresp. gén.*, 3 nov. 1851.

ves soulèveront bientôt la pierre de leurs tombeaux et nous ren-
 verseront de nos trônes dans la poussière... Formons une sainte
 alliance pour exterminer la Révolution. Que tout peuple qui
 se lèvera au nom de la liberté soit broyé par nos régiments comme
 le grain sous la meule, comme la Hongrie par mes Russes.
 Noyons l'idée dans le sang. Vous y engagez-vous par serment ? —
Tous les rois. Nous le jurons par Satan. Périissent les Peuples !
 Vivent les rois ! ! — *Frédéric-Guillaume.* Je crois avoir donné
 quelques gages à notre sainte cause. Six insurrections écrasées,
 deux assemblées nationales expulsées, les lois violées, le droit
 des gens foulé aux pieds prouvent suffisamment ma haine de
 la liberté et du régime constitutionnel que j'achève d'écraser. Au
 printemps, ce sera le tour de la Suisse. — *Ferdinand.* Mes sujets
 mitraillés, Messine et Catane réduites en cendres par mes Napo-
 litains, 40.000 libéraux dans les cachots, tels sont les glorieux
 faits qui m'ont valu l'épithète de *Bombardeur*... — *Radetzki.* Je
 suis l'Attila de l'Italie. Partout où mon cheval a passé, l'herbe ne
 pousse plus. Les moissons détruites, les villes pillées et saccagées,
 leurs défenseurs égorgés, les femmes violées et fouettées, voilà
 mon œuvre. D'ici à trois mois, je pratiquerai encore une nouvelle
 saignée à l'Italie. — *Haynau.* Je suis le bourreau de la Hongrie.
 Depuis que je gouverne ce pays, la potence y est en permanence.
 Je pends les hommes et je donne la schlague aux femmes. —
Henri V. Mes émissaires agitent la France au nom du droit divin,
 jettent dans ses provinces le brûlot de la guerre civile et sèment
 la haine de la République en la calomniant. Mes lettres, mes por-
 traits, mes bustes se débitent partout avec un grand succès...
 Sous peu, j'y compte, mon lit sera fait aux Tuileries. — *François-*
Joseph à Nicolas. J'ai réuni ici mes fidèles serviteurs, afin que
 vous appreniez de leur bouche même ce qu'ils ont fait en Autriche
 pour conjurer la tempête. — *Un ministre de la police.* J'ai fait
 jeter 3.000 républicains dans les cachots... — *Tous les rois,* avec
 enthousiasme. Vive le gouvernement ! Vive la police ! — *Un*
évêque. Mes divins mandements répandent l'effroi au sein des
 campagnes et l'horreur du nom de socialiste. « Le socialisme,
 » s'écrient mes prêtres en chaire, c'est la destruction de Dieu,
 » de la Religion, de la famille et de la propriété. C'est le débor-
 » dement des passions humaines.... » — *Un général.* Je stimule le
 zèle de mes soldats en leur dépeignant les républicains comme
 des sauvages. J'ai promis de l'avancement à celui qui en arrête-
 rait un et la croix à celui qui en égorgerait deux. En outre,
 je leur ai annoncé que les arsenaux regorgeaient de mitraille et
 de canons... — *Un banquier.* J'ai fondé une vaste association
 qui inonde l'Europe de libelles anti-socialistes. Nous avons 5 mil-
 lions en caisse pour la propagation de la foi... à nos privilèges. —
Un journaliste. Je calomnie et je diffame. Chaque jour, je dis
 au pouvoir et aux 40.000 abonnés qu'il faut en finir avec les réfor-
 mateurs par le suprême argument du fusil et du canon. J'excite
 la férocité de mes abonnés. Je sème partout le mensonge... —
Un homme de lettres. Il faut voir comme je drape les socialistes
 dans mes écrits. Sauvages, forçats, Erostrates, goujats, voleurs,
 destructeurs, incendiaires, idiots, cannibales, telles sont les épithè-
 tes que je leur décerne... — *Un spéculateur.* J'affame le Peuple,
 je fais hausser le prix des denrées en les accaparant. Les ouvriers
 se révoltent, on les fusille. Par mes opérations financières, je

suis l'âme de la Bourse. Quand les peuples sont égorgés, les villes bombardées, les femmes violées, j'achète... et la rente monte. — *Un juge*. Mes foudroyants réquisitoires contre le socialisme m'ont acquis une réputation européenne. Je flatte les passions et les préjugés des jurés en leur persuadant que, si les communistes triomphaient, ils se hâteraient de leur couper la tête. J'arrache ainsi à leur conscience timorée d'incessantes condamnations... — *Un chef d'industrie*. Je chasse de mes fabriques les ouvriers qui ont fait acte d'indépendance républicaine et ils meurent de faim. — *Un soldat*. J'ai tué mon frère et mon père sur les barricades. — *Tous crient* : Gloire aux assassins ! — *Un fils de famille*. Je m'amuse à débaucher les épouses et les filles du peuple, qui vont mourir à l'hôpital. Leurs enfants se perdent dans les hospices... — *François-Joseph*. Gloire aux débauchés ! (Tous répètent ce cri). — *Nicolas*. Fidèles serviteurs, écoutez mes ordres... Faites la nuit et la terreur autour de vous. Effacez de la conscience publique la notion du juste et de l'injuste. Infiltez l'orgueil dans les esprits et la corruption dans les cœurs. Créez un chaos, une Babel, une confusion générale. Bouleversez tout, jusqu'au dictionnaire. Faites que l'injuste soit le juste, le déshonnête l'honnête, l'immoral le moral, le crime la vertu, le désordre social l'ordre social... Qu'est-ce que l'ordre social ? — *L'évêque*. C'est la domination du clergé et le maintien intégral de son budget. — *Le ministre*. C'est la perpétuité de mon portefeuille. — *Le général*. C'est la guerre. — *Le banquier*. C'est le rapport régulier de la rente... — *Le spéculateur*. C'est le vol. — *Le chef d'industrie*. C'est la misère et l'esclavage des ouvriers. — *Le fils de famille*. C'est la prostitution. — *Le juge*. C'est le gendarme. — *Le garde-chiourme*. C'est le bague. — *Haynau*. C'est le gibet... — *Radetzki*. C'est le droit du plus fort. — *Le philosophe*. C'est ce qui est... — *Le spectateur*. Votre ordre social, c'est la désolation universelle... J'ai entendu vos blasphèmes, assassins couronnés !... Illustres représentants de la classe officielle, vous êtes de misérables comédiens. En public, vous vous targuez d'honneur et de vertu, vous vous constituez les défenseurs de la religion, de la famille et de la propriété, mais rentrés dans la coulisse, vous jetez le masque de l'hypocrisie et vous étalez impudemment sur le tapis vos turpitudes et vos forfaits... Mangeurs d'hommes, vous vous abattez sur le Peuple comme une nuée de corbeaux sur un cadavre... Chacun de vous en emporte un morceau... Vous serez châtiés dans ce monde et dans l'autre. Vous subirez les tortures que vous infligez aux damnés de votre ordre social ! — *L'évêque*. Nous disposons à notre gré du ciel et de l'enfer. — *Le Spectateur*. Politiques, qui ne savez qu'opprimer et pressurer les nations,... repaire d'égoïsme, de férocité et de lâcheté,... allez au charnier,... oppresseurs et privilégiés, les prolétaires de l'Europe sonnent partout le glas de vos funérailles et ils vont sceller pour toujours vos cadavres dans le sépulcre !... — *Henri V*. Quel est ce bruit ? — *Le journaliste*. Diable ! On se bat ! — *Nicolas*. On se révolte encore à Vienne, malgré l'état de siège !... — *Le ministre*, tremblant. Mon portefeuille ! Sauvons la société. — *L'évêque*. Ma mitre ! — *Le banquier*. Sauvons la caisse. — *Le spéculateur*. Mes actions ! — *Le fils de famille*. Mes maîtresses. — *Le garde-chiourme*. Mes forçats ! — *Le juge*. Mes gendarmes ! — *Le policier*. Mes mouchards ! — *Nicolas*. Messieurs, c'est terrible, c'est beau ! Il y a au moins 500 cadavres

sur le pavé... — *Le ministre*. Qu'on n'épargne personne,... qu'on massacre les femmes et les enfants ! — *Nicolas*. Qu'on fusille tous les prisonniers sans exception ! — *L'évêque*. Qu'ils meurent sans confession !... *Le garde-chiourme*. Voilà du gibier pour mon bague ! — *Le fils de famille*. Voilà des veuves et des orphelins pour mes plaisirs ! — *Le juge*. Voilà de la pâture pour mes tribunaux ! *Le spéculateur*. La rente va hausser ! — *Le chef d'industrie*. Les salaires vont diminuer ! — *Nicolas*. Mes cousins, écoutez,... ce sublime concert de rires et de pleurs, de chants de triomphes et de mélodées funèbres, de débauche frénétique et de cris faméliques, d'éclats de joie et de déchirements d'entrailles ! Le fils égorge son père, le frère son frère, le soldat son ami... Notre règne est éternel ! — *Tous les rois*. Notre règne est éternel !... — *Le spectateur*. Bourreaux des Peuples, il finira en 1852...

Cet article avait déjà été publié textuellement dans *La Voix du Peuple*, du 4 février 1850, et reproduit par les journaux de province, sans provoquer ni saisie, ni poursuite. Instruit de ce détail, le procureur, pour frapper plus sûrement, incrimina, dans le numéro saisi de l'*Ami du Peuple*, un autre article de Gastineau : *Progrès du mouvement révolutionnaire-socialiste en France*, publié sous la rubrique des *Petits entretiens du dimanche avec les cultivateurs*.

Le citoyen Duputz qui est au cœur de la place et y voit par conséquent plus clair que nous,... écrivait... que les représentants royalistes arrivaient à Paris découragés et démoralisés... Les contrées qu'ils avaient laissées esclaves de leurs influences, ils les ont retrouvées dévouées à la Révolution. Ils avaient peine à en croire leurs yeux... Ils s'imaginaient, les insensés, arrêter les progrès des idées de liberté et d'égalité en bâtissant de petites digues... ils croyaient étouffer à force de compression les aspirations égalitaires de tout un peuple... Que n'avait-on pas dit et agencé contre le socialisme ? Tous les cerveaux réactionnaires s'étaient mis à la torture pour enfanter de nouvelles perfidies, d'incessantes calomnies. Comme si ce n'eût pas été assez des trois nuances royalistes, une *race de traîtres et de fripons politiques*, les faux républicains, dits modérés, de la nuance des Lamartine, des Marrast et des Garnier-Pagès, s'étaient mis de la partie avec les réactionnaires, aboyant, mordant comme des bouledogues les démocrates-socialistes, désignés aux géoliers et aux exécuteurs de Cavaignac, à l'instar des chrétiens d'autrefois jetés aux bêtes féroces... Les populations de France, un instant égarées par la calomnie, se demandaient, après les terribles événements de juin, s'il était bien vrai que les socialistes désirassent, ainsi que le prétendaient les sicaires de la réaction, le partage des biens, la promiscuité de la famille et l'abolition de toute société. Les royalistes forcèrent ainsi tous les citoyens à étudier le socialisme. Le socialisme, ainsi interrogé,... répondit qu'une société comme la nôtre,

renfermant 5 millions de mendiants et 20 millions de pauvres, n'était pas une société bien parfaite, qu'elle devait être reconstituée sur de nouvelles bases;... il demandait la radiation de tous les privilèges et de toutes les sinécures, l'égalité des droits et des devoirs, l'affranchissement du travail et de la production par l'abolition de tous les impôts,... l'abolition de l'exploitation politique par le gouvernement direct du peuple, l'abolition de l'exploitation industrielle et de l'usine par le crédit gratuit, la cessation de toutes les misères par l'organisation du travail et la création de banques cantonales.... Après cet examen, la France et le socialisme scellèrent leur union. L'ouvrier, écrasé de misère par le chômage et la réduction du prix de la main-d'œuvre, le cultivateur, le fermier, le métayer et le petit propriétaire, esclaves du seigneur capital, pressurés par l'usure, se rangèrent sous la bannière du socialisme, qui organisera une société où chacun pourra vivre en travaillant, par conséquent, jouir à l'aise des bienfaits de la famille et de la propriété, réservés seulement aujourd'hui à 3 ou 400.000 individus... Le socialisme fut enfin apprécié et réalisait les vœux de 25 millions d'hommes. De ce jour, la réaction baissa à vue d'œil et fut *honteuse comme un voleur pris sur le fait* ou un *mauvais sujet convaincu de mensonge*. Les calomnies, les perfidies forgées contre le socialisme retombèrent de tout leur poids sur elle. *Elle creva sous l'infamie*. Il n'est pas jusqu'à ces pauvres cavaignaquistes qui ne fussent forcés de demander pardon de leurs péchés et de mettre le comble à leurs trahisons en se proclamant socialistes. C'est ce que firent Marrast et Garnier-Pagès, l'inventeur des 45 centimes...

Dans son réquisitoire introductif, le procureur Saint-Luc résumait ainsi la politique de l'*Ami du Peuple* : « triomphe des idées socialistes les plus radicales, gouvernement direct du peuple, c'est-à-dire, suppression de tout gouvernement régulier, avilissement de la bourgeoisie et de l'aristocratie ». Il déclare avoir suivi patiemment, trop patiemment peut-être, la polémique de la feuille socialiste, avant de sévir. Mais le numéro du 2 novembre, dans les deux articles précités, renfermait les délits prévus par les articles 6 et 7 du décret du 11 août 1848, 8 de la loi du 17 mai 1819 et 1^{er} de la loi du 25 mars 1822. Dans l'article *Progrès du mouvement révolutionnaire*, les passages soulignés, où Gastineau confond les royalistes et les républicains modérés dans un même anathème et sous une dénomination commune, *la Réaction*, sont une excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres. *La Comédie sociale* contient, outre le précédent délit, une attaque contre le gouvernement et la société. « On cherche à renouveler l'organisa-

tion sociale au profit de la démagogie ». L'apologie dérisoire du viol, du vol, de l'assassinat, le langage odieux prêté à un évêque sont un outrage à la morale et une insulte à la religion catholique. Enfin, si la scène est placée à Vienne, les mots *jurés*, *cours d'assises*, *le journal La Calomnie* — les républicains désignaient ainsi *Le Constitutionnel*, — dénotent qu'il s'agit bien de la société et du gouvernement français.

Gastineau avait déclaré au juge d'instruction que dans son article *Le Progrès du mouvement révolutionnaire*, il avait voulu éclairer les électeurs sur la valeur des partis politiques, en vue du vote de 1852; son article *La Comédie sociale* visait l'Autriche et ses fonctionnaires, nullement la France républicaine ou l'Eglise catholique. Il signalait au président de la Chambre des mises en accusation que la *Comédie sociale* avait déjà paru dans *La Voix du Peuple* du 4 février 1850 et dans 5 ou 6 journaux de province, sans éveiller l'attention des parquets : averti de sa méprise, le procureur s'était hâté d'incriminer un second article irréprochable. Pour ce motif, Gastineau priait le président de clôturer l'affaire par un non-lieu.

Mais, dans son arrêt de renvoi, la chambre des mises en accusation adopta les motifs de l'ordonnance préventive dont elle reproduit les *attendus*.

L'arrêt rappelle qu'il y a délit, au sens des articles 6 et 7 du décret du 11 août 1848, quand l'excitation au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres est intentionnelle et susceptible de troubler la paix publique dans un temps plus ou moins lointain; il n'est pas nécessaire qu'elle ait été troublée matériellement. Dans l'article *Progrès du mouvement révolutionnaire*, l'arrêt incrimine le passage souligné où Gastineau traite les républicains modérés de *traîtres*, *fripons politiques* acharnés contre les socialistes comme des bouledogues, honteux maintenant *comme des voleurs pris sur le fait* ou des *mauvais sujets convaincus de mensonge flagrant*. Il les désigne ainsi à la haine et aux vengeances de leurs adversaires. — Dans

La Comédie sociale, le rédacteur excite le mépris ou la haine du *peuple* contre les *classes officielles*, — le clergé, la magistrature, l'armée, le commerce, l'industrie, — des pauvres contre les riches, rongés de vices, artisans d'injustices, ligüés pour la défense de leurs privilèges. Les propos attribués aux représentants des *classes officielles* : *Gloire aux assassins ! Gloire aux débauchés ! Vivent les spéculateurs !* outragent la morale publique et religieuse. Les paroles prêtées à un évêque : *Nous disposons à notre gré du ciel et de l'enfer ! qu'ils meurent sans confession !* sont une insulte au catholicisme.

En conséquence, Gastineau était accusé : 1° d'avoir excité le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres; 2° d'avoir outragé ou tourné en dérision la religion catholique dont l'établissement est légalement reconnu en France; 3° d'avoir outragé la morale publique et religieuse.

Michel (de Bourges), sollicité par Duputz, avait accepté de défendre l'*Ami du Peuple*. Mais le Coup d'Etat survint et supprima le journal, non le procès. Gastineau fut arrêté et détenu comme insurgé. Michel était en exil. Les poursuites devant le jury, en raison des deux articles précités, aboutirent, en janvier 1852, à l'acquittement de l'ex-rédacteur en chef. Il sera déporté par la Commission mixte (1).

L'acharnement du préfet et du procureur expliquent l'existence gênée, cahotée, précaire du journal montagnard qui, en moins de 3 ans, a subi 8 saisies, 6 procès en cour d'assises, 5 poursuites correctionnelles, 4 condamnations par le jury, 4 condamnations par le tribunal correctionnel, 1 condamnation en appel, 1 arrêt d'interdiction de crie, vente et distribution publiques, tandis qu'il succombe trois fois aux amendes et aux frais des procès, et est contraint à reconstituer trois fois son fonds et son cautionnement, à prendre successivement 3 titres.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. C. d'assises, 1^{er} trimestre 1852. Contre Gastineau. Réquisitoire, ordonnance, interrogatoire, arrêt de renvoi, déclarations du jury. — *Ami du Peuple*, 2 et 9 nov. 1851.

*
**

La même surveillance agressive s'étendait à tout ce qui a trait à la diffusion du journal. Les percepteurs cantonaux étaient traqués par l'administration et la police. Ainsi, le boulanger Tarride, percepteur du canton de Cazaubon, fut arrêté pour propos séditieux, le 25 novembre, à 6 heures du matin. Un autre montagnard, Baylin, de Labastide, ouvre aussitôt une souscription pour venir en aide à la femme et aux enfants de Tarride. Il souscrit 15 actions de l'*Ami du Peuple* et s'offre à remplacer ce percepteur cantonal durant son absence. Emporté par son zèle politique, le juge de paix de Cazaubon s'était évertué à provoquer de poursuites contre Baylin, qui avait adressé à l'*Ami du Peuple* une lettre publiée le 1^{er} décembre 1850 :

...Le citoyen Tarride, de Cazaubon, a été arrêté lundi matin 25, à 4 heures du matin. Je ne connais pas le motif de cette arrestation, mais je suis convaincu que c'est l'abonnement à votre journal qui en est la principale cause : comme on l'a brutalement arraché de chez lui, sans lui donner le temps de régler ses affaires, j'ai ouvert une souscription pour venir en aide à sa femme et à ses enfants. Mon appel a été compris et on y a généreusement répondu. Comme je ne crains nullement la réaction ni ses menées, vous pouvez m'envoyer une cinquantaine de bons d'action que je tâcherai de placer. Ayez en même temps la bonté de m'inscrire pour 15 actions à votre journal... Si, en ce moment, j'avais 10.000 francs de rente, j'en mettrais tout de suite 9.000 à soutenir la presse démocratique. Pendant l'absence du citoyen Tarride, je soutiendrai vos intérêts à Cazaubon. Je vous autorise à donner de la publicité à ma lettre; car, je vous le répète, la réaction ne m'intimidera pas.

Le juge de paix, qui a signalé au procureur la lettre de Baylin, se propose de surveiller très activement cet agent de l'*Ami du Peuple*, « fils d'un banqueroutier ». Il trouve scandaleux que Baylin et son frère soient *commis du Président de la république*, comme titulaires de la recette buraliste des contributions indirectes et du bureau de tabac à Labastide. En affirmant que l'arrestation a eu lieu à 4 heures du matin, Baylin accuse le magistrat et les gendarmes d'arbitraire et de violation de domicile. Il y a là un sérieux motif de poursuite. Si on ne poursuit pas, le

juge de paix demande l'autorisation de répondre à la lettre de Baylin, pour défendre son honneur et celui des gendarmes. Baylin ne fut pas poursuivi (1).

Délas, chargé de recouvrer les abonnements du journal montagnard, fut arrêté et détenu pour défaut de passeport, sur les indications de Doat, maire de Plaisance. Délas protesta de sa bonne foi : pour circuler à l'intérieur du département, il n'avait pas cru devoir se munir d'un passeport, les mandats-valeur qu'il était chargé d'encaisser pour le journal tenant lieu de papiers d'identité. Il n'en fut pas moins gardé à vue dans la mairie de Plaisance où il passa une nuit. Le lendemain, il fut conduit par les gendarmes à la prison de Mirande. Le procureur le fit relâcher en l'invitant à prendre un passeport.

Les rapports des commissaires abondent en notes sur la vente et la distribution, les propagateurs, lecteurs et abonnés des journaux républicains.

« La classe ouvrière est tranquille, quoique inondée de journaux exaltés, colportés dans les boutiques et cabarets par un ou deux brouillons que nous surveillons activement ». — « La classe ouvrière est travaillée par 3 ou 4 individus qui reçoivent des paquets de journaux. Nous n'avons pu découvrir encore par quelle voie ces imprimés arrivent. Dans le cas où ils seraient colportés par les diligences, je les saisirai. Je n'ai pas su que des émissaires socialistes courent les campagnes ». — « Les journaux reçus par les hommes exaltés sont *La Voix du Peuple* et *La Presse*. Il en arrive seulement deux exemplaires qui sont colportés dans les cafés et cabarets. Ils y font peu de sensation. » — « Les gens de désordre reçoivent la *Presse* et se la passent avec ardeur. » — « Tout est tranquille, à l'exception de 8 ou 10 individus qui lisent *La Presse* et *Le Siècle*. » — « Les conversations politiques se concentrent entre 3 ou 4 individus qui reçoivent *La Presse* et *L'Ami du Peuple*, mais n'attirent personne à eux » (2).

L'Opinion déclarait que « la mauvaise presse trône seule en souveraine dans les estaminets, tavernes, cabarets, hantés par la classe ouvrière » (3).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — C. d'assises, 4^e trim. 1850. Contre Tarride. — Juge de paix à procureur, 16 décembre 1850. — Voir ci-dessous, chap. x, pp. 484, 485.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Gimont, 8, 18, décembre 1849, 4 janvier, 8 avril, 3 juillet, 18 nov. 1850.

(3) *Opinion*, 28 mars 1850.

En somme, les journaux démocratiques de Paris étaient peu répandus et peu lus dans le Gers. Seuls quelques cafés les recevaient. La surveillance et la réglementation sévères du colportage empêchaient la vente et la circulation des journaux républicains. Toutefois, le journal montagnard du Gers traversa victorieusement les obstacles accumulés par la haine attentive et inventive du préfet et du procureur. Il parut jusqu'au coup d'Etat et compta 1.200 abonnés, chiffre important pour un journal local de cette époque. Sous la compression administrative, il maintiendra l'organisation et la vie dans le parti républicain.

II

Tout en s'efforçant d'écraser la propagande républicaine par la presse et le colportage, le préfet s'acharnait contre la propagande orale dans les cafés, les cercles, les réunions, les sociétés.

Dans les villes et les bourgs, dans les villages fortement républicains ou agités par la discorde politique, les rouges ont l'habitude de se réunir dans un ou plusieurs cafés pour pérorer, lire les journaux ou en écouter la lecture publique, commenter les nouvelles, discuter la situation, se concerter pour une élection, conseiller ou adopter une tactique, donner ou recevoir un mot d'ordre, signer une pétition ou une protestation, entendre un notable du parti et fêter son passage, recruter des adeptes. Les cafés, lieux de réunion, d'information et de propagande politiques, abritent aussi des sociétés secrètes. C'est bien là que s'alimente et s'exalte la passion politique, que se fortifie et se discipline le parti rouge. Au coup d'Etat, le soulèvement armé se décidera et s'organisera dans ces conciliabules. Les cafés seront partout, dans les arrondissements insurgés, des centres d'initiative, d'action et de résistance locales.

De leur côté, *les blancs* ont leurs cercles ou cafés, moins animés, moins bruyants. Les gens « d'ordre » sont bien loin d'être aussi hardis et combatifs que leurs adversaires rouges. Ils se reposent sur l'administration du soin de contenir et de traquer les républicains. Dans leurs rapports, commissaires et sous-préfets déplorent fréquemment leur apathie et leur résignation inerte.



Le coup d'Etat fermera dans le Gers plus de 80 cafés ou auberges fréquentés par les républicains. Nous pouvons dresser la liste des établissements suspects, « rendez-vous des individus exaltés », à l'aide des rapports des commissaires, d'un rapport du général de Géraudon commandant l'état de siège, des notices rédigées par la Commission mixte et des dossiers de républicains soumis à des mesures de sûreté générale après l'insurrection de décembre 1851 (1).

A Auch, le cafetier Lacaze, « le lieutenant d'Arexy », réunit dans son établissement les militants et les dirigeants du parti montagnard. Très surveillé par la police, il fut poursuivi pour exposition d'un emblème séditieux, un bonnet phrygien. Les 3 et 4 décembre 1851, les émissaires et les meneurs du parti rouge se concerteront dans son café en vue de l'insurrection, enverront l'ordre de soulever les populations et de les conduire en armes au chef-lieu. Signalons encore, comme « lieu de réunion des socialistes », les cafés Lannes et Bergès, Denjoy, Dubouch, Elisa Dupont, Elisa Lavergne, Ransan, Bourec, Remeignon, Discors, Dupuy, le cabaret Capmartin où se réuniront les insurgés

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849, 1850. — Rapports des com. de police. — *Compte moral et politique*, 1849, 1850 et 1851. — *Coup d'Etat*, M. 8. — Notices de la com. mixte. — *Insurr. de 1851*, *Cond. polit.* M. 15, Dossiers d'insurgés. — Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.*, 1852. — Rapports du général de Géraudon, commandant l'état de siège dans le Gers, 12 janvier et 8 avril 1852.

de Roquelaure au matin du 4 décembre, les cabarets Gèze, Ducuing, la brasserie Bourdil, activement surveillée par le commissaire Lacassagne, l'auberge Barriac où le tisserand Caillau lit l'*Ami du Peuple* aux ouvriers, les auberges Sant, Dufréchou, Pellefigue, Latour, Vincent, dit Laverdure (1).

A Vic-Fezensac (Auch), le café de Massignac « ancien saltimbanque ruiné », est le rendez-vous des « socialistes les plus exaltés ». L'insurrection y sera décidée. Il est surveillé et fréquemment signalé par le commissaire. Les républicains fréquentaient aussi le café Berdet. Ces deux établissements furent provisoirement fermés par un arrêté du 14 avril 1850 (2).

A Seissan (Auch), le cafetier Campardon était le chef des républicains de sa commune (3).

A Jegun (Auch), les cabarets Malhomme et Délas recevaient « les hommes de désordre » (4).

A Boucagnères (Auch-Sud), le cabaret Fontan, au Brouilh (Jegun), les cafés Branet et Vivent, à Barran (Auch-sud) l'auberge Barciet étaient hantés par les rouges (5).

A Mirande, les cafés Laffont, Pech et Montaut sont très surveillés : les républicains y organisent des banquets, chantent des refrains « patriotiques », tiennent des réunions politiques. Ils se réunissent aussi dans les auberges d'Autissier, de Barbé et de Delom (6).

A Marciac, au café Fitte, on lit tous les jours l'*Ami du Peuple*; on affine des campagnards aux sociétés secrètes.

(1) Arch. de la Guerre. — *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport Géraudon. — Arch. du Gers. *Coup d'Etat*, M. 8 — Notices de la com. mixte sur Lacaze, Capmartin, Caillau. — *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 15 avril 1850.

(2) Arch. du Gers. *Coup d'Etat* M 6. — Notice sur Massignac. — *Municipalités*, arr. d'Auch, 1843-52. — Préfet à maire de Vic, 28 mars 1850.

(3) Notice de la com. mixte sur Campardon.

(4) Notice de la com. mixte sur Malhomme.

(5) Rapport Géraudon.

(6) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 4 février, 2 mars, 17 mai, 15 août, 15 septembre 1850. — *Coup d'Etat*, M. 8. — Notices sur Autissier, Barbé.

Ce café est fréquenté par les « gens les plus mal famés de la contrée ». Fitte a proféré des menaces de mort contre les fonctionnaires et les notables (1).

A Miélan, le limonadier Sembrès est un rouge. L'auberge de Monlaur réunit « les gens les plus suspects », retentit souvent de « chants provocateurs et séditeux », abrite des sociétés secrètes. A l'auberge Desplats, « la société secrète était réunie dans un appartement spécial.... Sous le voile d'une société musicale on y appelait des affiliés de tout âge et de toute condition ». Dans cette auberge s'organisera l'insurrection de Miélan (2).

A l'Isle-de-Noé (Montesquiou), l'aubergiste Cator est un « socialiste ardent » et reçoit les rouges (3).

Dans l'arrondissement de Mirande, les autres établissements à clientèle rouge sont le café Lagonnelle à Saint-Mont (Riscle), les cafés Dauga et Darmagnac à Viella (Riscle), les cabarets Berthegat, Brettes, Dureau à Bernède (Riscle), le cabaret Desbons à St-Germé (Riscle) (4).

A Lectoure, les républicains vont aux cafés Dermiet, Cadéot et Pepet. Ce dernier fut fermé par arrêté (5).

A Saint-Clar, Duffau, correspondant et propagateur de l'*Ami du Peuple*, réunit les rouges dans son café, fréquemment signalé dans les rapports du commissaire. Les jeunes gens y chantent souvent. On y entend « les chants les plus séditeux et les menaces les plus graves contre le parti modéré ». Le commissaire demande et obtient la fermeture de ce café, « lieu de la société des rouges pur sang », très

(1) Arch. du Gers. — *Coup d'Etat*, M 15. — Dossiers Fitte et Lacaze : notes du juge de paix. *Coup d'Etat*, M 8. — Notice sur Fitte.

(2) *Ibid.* *Coup d'Etat*, M 8. Notice sur Monlaur. M 10. Note du j. de paix de Miélan sur Monlaur et Desplats, 25 mars 52. — *Insurr. de 1852. Cond. polit.* M. 15. — Dossier Desplats, note du j. de paix, 25 mars 1852; — Dossier Monlaur.

(3) *Ibid.* *C. d'Etat*, M 8. — Notice sur Cator.

(4) Rapport Géraudon.

(5) Arch. du Gers. *Coup d'Etat*. — Notice de la com. mixte sur Cadours. — *Rec. des act. adm.*, 1850. — Arrêté.

difficile à surveiller, « car, écrit Chaland, ils mettent toujours un planton pour me voir venir » (1).

A Mauvezin, l'aubergiste Dupux « est en relation avec les principaux chefs socialistes » (2).

A Monfort (Mauvezin), les rouges fréquentent le café Saliné (3).

Laclavère, aubergiste à Fleurance, reçoit les républicains dans des chambres particulières, fermées au public, où les principaux meneurs discuteront et arrêteront leur plan d'insurrection dans la nuit du 3 au 4 décembre 1851. Le café Prades et l'auberge Carrère sont fréquentés aussi par les républicains (4).

A Lassauvetat (Fleurance), les deux auberges Freislinck et Bruils ont une clientèle rouge. Bruils soulèvera sa commune au 4 décembre, réunira chez lui les insurgés et marchera avec eux sur Fleurance (5).

A Condom, le café Lestrade donne asile aux sociétés secrètes et, au coup d'Etat, 200 républicains s'y réuniront pour marcher sur la mairie. Les républicains fréquentent encore les cafés Ligarde et Moulié, les auberges Dèche et Lajous (6).

Voici encore une liste de cafés signalés comme le « rendez-vous des individus exaltés les plus dangereux » : à Manciet (Nogaro), les auberges Lacaze et Bordes, le café Peyrecave; à Beaucaire (Valence), le cabaret Laborde, les cafés Lebé, Rozès; à Lauraët (Montréal) l'auberge de la veuve Thieux; à Eauze, le café du Commerce, le café de Paris, les cabarets Lapparre et Lauze; à Montréal, le café Pourquier; au Castéra-Verduzan, le café Bargelet; à Gondrin (Montréal), l'auberge Boyer et le café Duran

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 déc. 1849. — Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Saint-Clar, 6 janvier 1850. — *Rec. des act. adm.*, 1850. — Arrêté du 27 février

(2) Rapport Géraudon. — Notice de la com. mixte sur Dupux.

(3) Rapport Géraudon.

(4) Rapport Géraudon. — Notice de la com. mixte sur Laclavère.

(5) Ibid. — Notice sur Bruils.

(6) Notice de la com. mixte sur Lestrade. — Rapport Géraudon.

où l'on affilie aux sociétés secrètes; à Larressingle (Condom), le café Duran où les insurgés passeront la nuit du 4 au 5 décembre; à Caussens (Condom), l'auberge Boué.

Dans l'arrondissement conservateur de Lombez on a signalé peu de cafés rouges : à l'Isle-Jourdain, les cafés Auguste Pic et Dubarry, à Ségoufielle (Isle-Jourdain) le café Dareste (1).



Le préfet se préoccupe de renforcer et de faciliter la police des lieux publics, très négligée, selon lui, par quelques maires timorés ou avides de popularité. On lui a signalé des réunions clandestines en dehors des heures légales, dans nombre de cafés, cabarets et auberges. Dans certaines communes, les heures d'ouverture et de fermeture de ces établissements n'ont jamais été fixées par un arrêté municipal, ou bien l'arrêté n'est pas appliqué. Des maires, interrogés à cet égard, ont nettement répondu qu'ils refusaient de discréditer leur autorité, de risquer l'impopularité ou d'encourir l'animosité de leurs administrés par une réglementation inutile. Un arrêté préfectoral du 22 janvier 1850, fixe pour le Gers la fermeture des établissements publics à 11 heures du soir dans les villes, à 10 heures en été et à 9 heures en hiver dans les campagnes. L'administration prétend agir au nom de la morale et de l'intérêt des familles; mais elle vise surtout à entraver la propagation des « doctrines subversives », empêcher ou gêner les réunions de républicains.

Dans quelques endroits l'arrêté souleva un assez vif mécontentement. Les maires partagèrent parfois la mauvaise humeur de leurs administrés. Certains, soucieux de leur popularité, hésitèrent à appliquer l'arrêté. Le préfet les admoneste :

La police des cafés, cabarets et autres lieux publics est au nombre des devoirs les plus importants. En l'exécutant avec une

(1) Rapport Géraudon

juste sévérité, vous agissez au nom de la morale qui réprouve la débauche, au nom de l'intérêt des familles dont l'épargne va s'engloutir en ces lieux; enfin, vous empêchez qu'au mépris de la loi qui prohibe les réunions politiques, des conciliabules, où se discutent et se propagent les doctrines les plus subversives, ne puissent avoir lieu... Dans les villes, l'usage consacre généralement l'heure de 11 heures, et, dans les campagnes, celle de 9 heures en hiver et 10 heures en été. Je vous invite à vous conformer à ces prescriptions. Le refus que quelques-uns d'entre vous pourraient faire de s'y soumettre me mettrait dans le cas d'assurer par moi-même cette partie si importante de la police municipale.

Le préfet adresse aux maires un modèle de règlement de police qui pourrait être adopté dans toutes les communes. Ce règlement enjoint à toute personne, qui veut ouvrir un cabaret, café, débit quelconque de boissons, d'en faire la déclaration à la mairie et de la renouveler à chaque changement de domicile; il interdit à tout cabaretier-cafetier de garder chez lui des personnes étrangères au-delà de 11 heures en été (1^{er} avril-30 septembre) et de 9 heures en hiver (1^{er} oct.-31 mars); il permet à l'autorité municipale d'accorder pour un bal ou une fête une prolongation d'ouverture de ces établissements (1).

**

Le préfet ne se borna pas à réduire les heures d'ouverture des cafés pour gêner les réunions de républicains; il prétendit interdire les discussions politiques et la lecture publique des journaux.

Une circulaire préfectorale du 10 mars 1850 assimilait les cafés fréquentés par les républicains à des « clubs déguisés » et les réunions dans ces cafés à des réunions publiques et politiques. Le préfet signalait aux maires de « graves abus ».

Plusieurs cafés, écrivait-il, reçoivent habituellement les mêmes individus qui s'y rendent, non pour y consommer les denrées ou liquides,... mais uniquement pour s'y voir, s'y réunir, écouter la lecture faite à haute voix par l'un d'eux des journaux

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 4.

politiques et s'y livrer à la discussion des matières traitées par les mêmes feuilles. Un café où de pareilles habitudes avaient été consacrées... était un club déguisé; j'ai dû prononcer immédiatement sa fermeture... les considérations d'intérêt privé m'ont paru devoir fléchir devant les considérations beaucoup plus importantes d'intérêt général et d'ordre public... La protection que l'autorité doit à la liberté de l'industrie et du commerce... ne pouvait aller jusqu'à permettre l'existence habituelle d'un foyer de désordre dans un local affecté en apparence à l'exercice de cette même industrie... (1).

Le café dont parle le préfet est celui de Duffau à Saint-Clar. Il a été fermé à la demande du commissaire Chaland par un arrêté du 27 février 1850.

Considérant que le café tenu à Saint-Clar par le sieur Duffau est un lieu avéré de réunion pour tous les hommes appartenant à l'opinion politique la plus dangereuse,... que, sous prétexte de se rendre dans l'établissement du sieur Duffau pour y consommer les denrées qui font l'objet du commerce de celui-ci, plusieurs individus, et toujours les mêmes, s'y réunissent pour se livrer spécialement à des débats politiques ou à la discussion des doctrines les plus dangereuses pour l'ordre de la société,... que, malgré son caractère apparent de café public, il n'en est pas moins constant que cet établissement, qui ne sert qu'à l'usage habituel d'une certaine catégorie d'individus, n'est pour les citoyens paisibles qu'un lieu de terreur et d'effroi, et, pour l'autorité, qu'un foyer permanent de désordres... (2).

L'élasticité de pareils considérants montre quelle arme redoutable entre les mains de l'administration est devenue cette loi du 19 juin 1849. Quel café, cabaret, débit ou établissement similaire pourrait se flatter d'échapper à des formules aussi larges, souples, extensibles : *lieu de réunion pour les hommes appartenant à l'opinion politique la plus dangereuse; discussion des doctrines dangereuses pour l'ordre et la société; lieu de terreur et d'effroi pour les citoyens paisibles, foyer permanent de désordre* ? Deux ou trois républicains, ou même de simples consommateurs, d'opinion démocratique présumée, suffisent à l'administration pour transformer le café en club et motiver sa fermeture. Pratiquement, c'est la suppression par simple mesure administrative de tout établissement qui déplaît. [Les cafés sont à la discrétion du préfet.

(1) *Recueil des actes adm.*, 1850, n° 11.

(2) *Opinion*, 20 mars 1850. — *Recueil des actes adm.*, 1850, n° 11.

D'ailleurs un texte législatif renforcera bientôt cette jurisprudence sur la police des lieux publics, par la prorogation de la loi du 19 juin 1849 et son extension aux réunions électorales.

Le 6 juin 1850, l'Assemblée législative votait la loi suivante :

Art. 1^{er}. — La loi du 19 juin 1849 sur les clubs et les réunions publiques est prorogée jusqu'au 22 juin 1851.

Art. 2. — Les dispositions de cette loi sont applicables aux réunions électorales qui seraient de nature à compromettre la sécurité publique.

Dans sa circulaire du 4 juillet 1850, le préfet commente aux maires la prorogation de la loi du 19 juin, et se déclare prêt à frapper les cafés mués en clubs ou réunions publiques par la discussion et la lecture à haute voix des journaux.

Les mesures, que j'ai été dans le cas de prendre à l'égard de certains cafés, cabarets ou établissements publics,... ont dû vous faire comprendre que je ne suis pas plus disposé à tolérer les clubs qui s'ouvriraient maintenant sous ce nom que celles des réunions qui, sous un prétexte commercial ou industriel, tenteraient de s'organiser dans un lieu quelconque, et ne seraient en définitive que des *clubs déguisés*. La lecture faite à haute voix des journaux et toute discussion politique doivent être interdits dans les lieux publics et les cafés; car, dans ce cas, ce ne sont plus des établissements destinés à la consommation de ceux qui les fréquentent, mais ce sont autant d'arènes ouvertes aux passions politiques (1).

L'administration élargit sans cesse l'application de la loi du 19 juin 1849. Après l'avoir étendue aux cafés, « clubs déguisés », aux réunions électorales, elle se dispose à l'appliquer aux banquets; mais le préfet rappelle surtout avec insistance l'interdiction de la discussion et de la lecture des journaux à haute voix dans les cafés. Il s'exprimait ainsi dans une circulaire de juillet 1851 :

En interdisant les clubs et les réunions publiques où seraient discutées les affaires politiques, en quelque lieu et de quelque manière qu'ils se tiennent, j'ai eu en vue de défendre non seulement les clubs proprement dits, mais encore les banquets organisés dans un but politique, la discussion et la lecture des jour-

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 26.

naux à haute voix dans les cafés ou dans les cabarets et dans les autres réunions qui pourraient devenir autant de foyers de désordre et d'agitation (1).

L'interdiction des discussions politiques et lectures publiques des journaux qui, selon le préfet, transformaient les cafés en clubs déguisés et permanents, était fréquemment éludée, pareil délit étant difficilement saisissable. En effet, le commissaire est guetté (2); à son entrée dans le café, discussions et lecture cessent, parfois on feint de s'intéresser à des faits divers. En cas de surprise ou de dénonciation, le cafetier explique qu'on lisait le récit d'un crime ou d'un accident. Ainsi, à Fleurance, au commissaire qui l'interroge sur une lecture publique, le cafetier Tarrissan déclare que, le 21 avril 1850, quelques clients avaient demandé qu'on leur lût le récit de la catastrophe d'Angers où, par la rupture d'un pont au passage d'une troupe, de nombreux militaires avaient péri noyés; cette lecture a été faite « sans mauvaise intention », conclut Tarrissan. Et le commissaire affirme au préfet que « pas un journal ne se lit à haute voix »; « les antécédents de M. Tarrissan sont très favorables »; il s'efforce d'« introduire l'ordre dans son établissement » et on peut « se fier à lui » (3).

A Marciac (Mirande), au café Fitte, on lit tous les jours « l'infâme *Ami du Peuple* » (4).

A Auch, dans l'auberge Barriac, le tisserand Caillau lit l'*Ami du Peuple* aux ouvriers (5).

« De temps à autre, écrit le commissaire d'Eauze, il y a réunion au café du sieur Laparre des ouvriers de la ville et quelquefois de la campagne. On y lit les journaux, tantôt à haute voix, tantôt à voix basse ».

Laparre réplique aux observations du commissaire qu'il

(1) *Rec. des actes adm.*, 1851, n° 22. — *Opinion*, 11 juillet 1851.

(2) *Arch. du Gers. Police, 1850*. Com. de Saint-Clar, 6 janv. 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Fleurance, 15 et 30 avril 1850.

(4) *Arch. du Gers.* — *M 15 Insur. de 1851. Cond. polit.* — Dossier Fitte, note du j. de paix.

(5) *Ibid. M 8. Coup d'Etat.* — Notice de la com. mixte sur Caillau.

est autorisé par le maire; celui-ci objecte à son tour que, de semblables lectures étant tolérées au cercle, il n'a pas voulu les interdire dans les cafés. Mais le commissaire considère le cercle « comme une réunion de toute une famille », et non comme un lieu public. Néanmoins, il mentionne dans son rapport que les lectures à haute voix ont cessé dans les cafés comme au cercle (1).

Le 3 avril 1850, *Le Bien du Peuple*, relatant les débuts du commissaire Chaland à Vic-Fezensac, écrit :

Ce malheureux a débuté par tracasser les cafetiers suspects d'être républicains en leur faisant de fréquentes visites avec gendarmes et sergents de ville. Il leur a signifié qu'il ne voulait pas qu'on lût les journaux à haute voix, que personne restât dans les cafés sans y consommer, sinon il fermerait. Il a poussé son absurde manie de provocation jusqu'à saisir le plus innocent journal qui soit, le *Journal pour rire*. Il espère effrayer les habitués des cafés rouges...

L'interdiction des lectures publiques de journaux est demeurée un des articles principaux du programme de la répression administrative. Mais le zèle de la police semble avoir été inefficace contre ce genre de délit.

**

Pour l'administration, tous les cafés hantés par les républicains sont des foyers de propagande socialiste, des centres de protestation et de résistance, des nids de conspirateurs. *Clubs déguisés, repaires de la démagogie*, c'est ainsi qu'elle les désigne. Elle les redoute et les surveille avec une vigilance inquiète. Les commissaires s'absorbent dans la surveillance des cafés, rôdent sans cesse autour de ces établissements pour en connaître les habitués, empêcher toute réunion en dehors des heures réglementaires, réprimer toute manifestation, — lectures à voix haute, discussions politiques, cris ou chants « séditeux ». Ils y pénètrent souvent, par surprise, par irruptions nocturnes. Mais les républicains se méfient et veillent. Le café possède

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Eauze, 19 mai 1850.

souvent plusieurs issues, des pièces réservées aux conciliabules politiques. L'administration s'efforce d'intimider les gérants ou propriétaires; elle les tient pour responsables de l'attitude et des manifestations politiques de leurs clients. Parfois, le cafetier, dénoncé par le commissaire, menacé par l'administration, se pose en « homme d'ordre ». Pour écarter les soupçons et les tracasseries, il donne à la police des renseignements plus ou moins exacts, affecte de surveiller les consommateurs, et, grâce à cette ruse, son établissement à clientèle rouge est toléré. Enfin, les commissaires sont encore instruits par des indiscretions, des bavardages ou des délations de particuliers et d'indicateurs.

Les rapports des commissaires ne tarissent pas en renseignements sur les établissements suspects, dont ils décrivent la physionomie, notent les propos, signalent les habitudes.

A Auch, le café Suisse, ceux de Laroque, Dubouch, Denjoy, Lacaze et autres « servent de rendez-vous aux socialistes démagogues, mais ces réunions sont sans préparatifs ni dispositions hostiles. On s'occupe peu de politique; on y joue de l'argent sous l'apparence de consommations déjà faites; ce qui n'empêche pas les amis de la sociale de pousser quelques mots en poussant la carte ». — « ...Le 20 février, il y avait au café Daroles 3 socialistes des plus renommés (non pour leur fortune), Arexy, Passerieu et Zeppenfeld. Ce dernier eut quelques mots blessants pour un employé de la préfecture dont la fermeté fut admirée... Je me suis souvent rendu de nuit à la brasserie Bourdil, située à la Patte d'Oie, hors ville, où l'on m'avait assuré que se réunissaient les socialistes huppés. Je n'y ai jamais rien trouvé. Il est vrai que nous étions alors dans la mauvaise saison. Mais, dans cet endroit, tout est favorable à ces sortes de réunions, et, puisque nous voilà à la belle saison, je vais reprendre ma surveillance sur ce point... (1) ».

« Conversations politique peu animées dans les cafés », note le commissaire de Gimont, le 8 novembre 1849; mais les boutiques et les cabarets sont « inondés de journaux exaltés » comme *La Voix du Peuple* et *La Presse*.

A Saint-Clar, le cafetier rouge Duffau a été déféré aux assises pour « cris séditieux » et rebellion envers la gen-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 31 mars, 15 avril 1850.

darmerie. « Il importe que cet homme chez qui on va parler politique ne reste pas impuni », écrit le procureur général. Sous prétexte que la surveillance de ce café, « lieu de la société des rouges purs », est très difficile parce qu'il y a toujours un planton en observation, Chaland demande sa fermeture. Il conte au préfet comment il s'est introduit dans cet établissement.

... J'ai rentré (*sic*) adroitement... J'ai trouvé la salle du café publique fermée. Je suis monté dans la chambre du cercle que j'ai trouvée également sans feu. Passant dans le corridor, et suivi de la femme Duffau, j'ai aperçu de la clarté. Je demandai à Mme Duffau : « C'est là la chambre qu'habite l'agent-voyer ? — Monsieur, il est parti. — Y a-t-il quelqu'un ? — Non, il n'y a personne. — Votre mari, où est-il ? — Ah ! Monsieur, je crois qu'il y est. — Y est-il seul ? — Oui, monsieur, j'en suis sûre ». Sur cette réponse, j'entrai, et, rien de plus surpris, que d'y trouver 3 individus qui, en me voyant, feignirent de régler leur compte. Ils avaient les yeux fixés sur quelques écrits que je ne pus voir... Je les ai interrogés l'un après l'autre, après les avoir séparés et reconnu dans leurs réponses les contradictions que vous allez voir par vous-mêmes : « M. Dauriol, que faisiez-vous dans cette chambre secrète ? — Nous parlions d'affaires et rien de plus. — M. Bruchet, que faisiez-vous dans cette chambre secrète ? — Je payais à M. Duffau 10 fr. que je lui devais. — M. Duffau, que faisiez-vous dans cette chambre secrète ? — M. Dauriol me payait une tasse de café qu'il venait de prendre; Bruchet me payait 8 fr. 50 qu'il me devait et le livre que vous avez vu était mon livre de compte ». — D'après ces trois contradictions, je vis qu'il y avait de la contrebande et lui déclarai que j'allais faire mon rapport et demander la fermeture immédiate de son établissement, surtout de la réunion rouge qui forme son cercle,... et j'ose espérer, M. le Préfet, que vous me l'accorderez, car c'est un établissement très dangereux...

Le café Duffau fut fermé par un arrêté du 27 février 1850 dont nous avons reproduit les considérants (1).

Chaland, le 1^{er} janvier 1850, passant devant l'établissement de Mainville, boulanger-cabaretier, a entendu « parler avec acharnement ». Il a prêté l'oreille et a cru comprendre que l'ex-agent-voyer Fillol, révoqué pour opinions républicaines, se plaignait de la répartition des impôts, de ce « cc..., cette canaille d'Arrivets, percep-teur... ». — Chaland

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 1^{er} déc. 1849 — Arch. du Gers. Police 1850. — Com. de Saint-Clar, 1^{er}, 6 janvier 1850.

parle aussi du cabaretier Clamens qu'il « surveille spécialement » (1).

Le *Bien du Peuple* conte que ce commissaire à son arrivée à Vic-Fezensac a pénétré avec fracas dans les cafés suspects, s'est montré agressif, brutal (2). Le maire de Vic, Bazax, « homme d'ordre », dénonce cette surveillance tracassière; mais le préfet approuve le commissaire et répond à Bazax :

Vic est livré à des agitations politiques qu'y entretiennent divers établissements publics, tenus par Massignac et Berdet, où des réunions nombreuses ont lieu tous les jours, réunions composées de tous les hommes exaltés de la commune. Je suis au courant, jour par jour, de tout ce qui se passe dans ces deux cafés (3).

C'est Chaland qui l'informe par des rapports quotidiens. Ces cafés Massignac et Berdet, qui donnent tant de souci au préfet, seront fermés par deux arrêtés du 14 avril 1850, « motivés par le caractère reconnu et constaté des réunions qui se tenaient dans ces établissements, contrairement à la loi du 19 juin 1849 » (4).

A Auch, le commissaire Lacassagne a saisi dans le café Lacaze « un bonnet de la déesse Liberté... Cet emblème de désordre était dans ce rendez-vous des socialistes les plus grossiers l'objet de leur culte... » Lacaze fut déféré aux assises (5).

En janvier 1850, le préfet a réglementé par arrêté l'ouverture et la fermeture des cafés à Lectoure. Mais le maire Barrau refuse d'exécuter l'arrêté, qu'il défère au conseil d'Etat comme une atteinte illégale aux « franchises municipales ». Un nouvel arrêté substitue le sous-préfet au maire pour appliquer l'arrêté, jugé illégal, inutile et vexatoire par Barrau, et pour délivrer les autorisations rela-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de St-Clar, 1er, 6 janvier 1850.

(2) *Le Bien du Peuple*, 3 avril 1850.

(3) Arch. du Gers. *Municipalités, arrondissement d'Auch*, 1843-52 — Préfet à maire de Vic et à ministre, 28 mars, 13 avril 1850.

(4) *Opinion*, 23 avril 1850.

(5) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 17 janvier 1850. Voir chap. x, pp. 518, 519.

tives aux bals publics. Ce conflit entre maire et préfet se prolonge en une série d'incidents déjà contés (1).

Sur un rapport du commissaire et l'avis du sous-préfet, le café Bernard Pepet, à Lectoure, fut interdit par un arrêté préfectoral du 16 avril 1850 :

Considérant que des désordres graves accompagnés de manifestations bruyantes ou séditieuses se sont passées le dimanche 13 avril dans ce cabaret (2)...; que mis en demeure par l'autorité d'intervenir auprès des auteurs de ces troubles pour empêcher leurs chants et leurs cris séditieux. Pépet, loin de tenir compte de ses observations, a permis à une foule d'enfants de 10 à 12 ans de s'attabler dans son établissement pour faire chorus avec les tapageurs et augmenter ainsi le désordre; — que déjà ce cabaret a été le théâtre de scènes non moins graves et scandaleuses; — que ce lieu sert de rendez-vous à ces hommes connus par l'exaltation de leurs opinions politiques et qui, par leurs chants, leurs paroles et leur discours, se mettent en opposition constante avec les lois;... que ces faits... donnent à cet établissement le caractère de club; — que, si l'autorité doit protection à toute industrie privée, elle ne doit pas tolérer que des réunions illégales ou contraires à l'ordre public puissent avoir lieu impunément dans un local ouvert en apparence à un commerce ou une industrie... (3).

Bazax, le maire de Vic-Fezensac qu'exaspèrent les tracasseries de Chaland contre les cafés, risque une plainte. Le préfet lui répond sévèrement :

La police des lieux publics est depuis longtemps l'objet de mes préoccupations. Elle a été celui des différentes instructions que j'ai cru devoir adresser à MM. les Maires. Partout, on s'y est conformé et je ne doute pas qu'il en soit de même à Vic-Fezensac. Cette ville ne saurait être une exception,... et vous ne voudrez pas, M. le Maire, que, sous prétexte de faire de la conciliation, on pût y tolérer des actes ou des habitudes contraires à la loi... Il est au premier rang de vos devoirs.... d'associer votre administration aux mesures légales, seules capables d'assurer le bien et d'empêcher le mal (4).

Ainsi, la police et la surveillance des lieux publics sont un moyen de compression et un épisode du conflit de l'administration et des maires républicains.

(1) *Rec. des actes adm.*, 1850, ns g. — Voir chapitre VIII, p.

(2) Voir chap. x, pp. 532, 533, 534.

(3) *Rec. des actes adm.*, 1851, n° 13. — Arch. du Gers, *Municipalités*, 1834-52. Ampliation de l'arrêté du 16 avril 1851.

(4) Arch. du Gers, *M. Municipalités*, Arr. d'Auch, 1843-52. — Préfet à Bazax, 28 mars 1850.



Le 18 mars 1851, la Législative, ayant pris en considération une proposition destinée à renforcer la police des lieux publics, le ministre de l'intérieur demanda aux préfets « un rapport succinct et précis », indiquant :

1° Les principaux abus auxquels donne lieu l'insuffisance des lois de police en ce qui concerne la police des cafés, cabarets et autres débits de boisson à consommer sur place. — 2° Le nombre des cafés, brasseries, chambres, cabarets, etc. fermés dans le département depuis la révolution de Février, et, très succinctement, l'énoncé des motifs qui ont déterminé l'autorité à prendre de semblables mesures; — 3° l'inefficacité trop souvent démontrée de ces mesures, soit que cette inefficacité résulte des lacunes existant dans la loi, soit qu'elle ait pour cause l'absence de sanctions pénales ou le mauvais vouloir des maires.

Le préfet répondit aussitôt en adressant au ministre les numéros 4, 11 et 18 du *Recueil des actes administratifs*, de 1850, où figurent les instructions aux maires et les 3 arrêtés de fermeture des cafés Duffaut (St-Clar), Berdet et Massignac (Vic-Fezensac). La publicité donnée à ces trois mesures de rigueur, un arrêté préfectoral pris en vertu de l'article 15 de la loi de 1837 et sur le refus du maire de Lectoure d'organiser la police des lieux publics, ont suffi à assurer partout l'exécution des instructions relatives aux cafés, auberges et cabarets. La législation actuelle, « convenablement appliquée », suffit donc à réprimer les abus concernant l'ouverture et la fermeture des lieux publics; toutefois, le préfet a cru devoir ajouter que sa « tâche et celle de MM. les Maires serait plus facile encore, si des dispositions légales plus précises étaient spécialement adoptées » (1).

Durant les trois ans de réaction conservatrice, cinq cafés (2) seulement ont été fermés comme « foyers de

(1) Arch. nat. F 1/C III, Gers 8. — Circulaire confid. 18 mars 1851; — réponse du préfet, 20 mars.

(2) Cafés Massignac, Berdet (Vic-Fezensac), Duffau (Saint-Clar), Bernard Pepet (Lectoure), Lafont (Mirande).

désordre et de discussions politiques », « clubs déguisés ». La réglementation sévère de ces établissements, les fréquentes instructions du préfet, la surveillance policière de jour et de nuit, les rapports des commissaires laissaient prévoir un plus grand nombre de fermetures. Mais souvent les républicains, soucieux de se ménager ces lieux de réunion, s'abstiennent prudemment de manifestations « séditeuses », chants, discussions, lectures à voix haute; les cafetiers et aubergistes menacés ont calmé, discipliné leur clientèle et rassuré la police. De son côté, l'administration a hésité à léser gravement des intérêts privés, en ruinant, par l'interdiction de leur commerce, des débitants parfois chargés de famille. Peut-être a-t-elle jugé plus facile de surveiller les républicains dans ces établissements ouverts à la police, et craint, en cas de fermeture, qu'ils ne cherchent asile dans des locaux privés. C'est ainsi que la plupart des cafés sont restés ouverts aux républicains jusqu'en décembre 1851 : ils ont pu s'y grouper, y converser, y lire les journaux, concerter leur action politique, en attendant d'y décider et organiser le soulèvement contre le coup d'Etat.

III

Les sociétés, les gardes nationales ne manquèrent pas d'éveiller l'attention soupçonneuse de l'administration. Comme les cafés, elles pouvaient servir de ralliement aux républicains, devenir des centres de résistance, d'organisation et de propagande démocratiques. Le préfet usa de son pouvoir discrétionnaire sur les sociétés pour fermer les cercles républicains et la loge maçonnique de Condom.

En ôtant toute restriction au droit de réunion et d'association, la révolution de Février avait multiplié les clubs, les sociétés à fins intellectuelles, morales, économiques. Mais ce droit illimité parût vite dangereux, surtout après

les journées de Juin. Le décret du 24 juillet 1848 arma l'administration contre les clubs, qui furent supprimés par la loi du 19 juin 1849. La confusion entre la réunion et l'association, la pratique administrative, par une extension et une combinaison ingénieuses et arbitraires du décret du 24 juillet 1848, de la loi du 19 juin 1849 et de celle du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuel, avaient mis toutes les sociétés à la discrétion du préfet.

En 1850, le Gers comptait 24 sociétés philanthropiques ou cercles : 7 à Auch, 4 à Vic-Fezensac, 2 à Jegun, 1 à Lectoure, 1 à Fleurance, 3 à Condom, 1 à Samatan, 1 à Lombez, 3 à Mirande, 1 à Marciac. Douze de ces sociétés, composées d'ouvriers et de républicains, donnaient du souci à l'administration : *La Bienfaisance mutuelle* de Lectoure, *Le Cercle* de Marciac, *Le Cercle démocratique* de Mirande, *Les Cercles des Travailleurs* de Samatan et de Lombez, *La Bienfaisance mutuelle* d'Auch, *La Société Industrielle* et *La Bienfaisance mutuelle* de Condom, *La Bienfaisance mutuelle* de Jegun, le *Cercle ouvrier* de Condom, les *Associations des maçons et tailleurs de pierre, des menuisiers, des traceurs-carriers*, à Auch. Les 5 premières furent dissoutes par le préfet avant le coup d'Etat (1); les 9 autres furent supprimées en janvier 1852 par le général commandant l'état de siège (2).

*
**

En 1850, le préfet avait demandé la dissolution de la *Bienfaisance mutuelle* de Lectoure pour trois motifs : colportage d'une pétition contre la loi électorale, exclusion irrégulière de trois membres, propagande socialiste. Le conseil d'Etat, par son avis du 19 octobre 1850, réclamait, à l'appui des griefs allégués, des précisions et des pièces

(1) *Ami du Peuple*, 14 sept., 12 nov. 1851.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* 1852. — Rapport du général Géraudon, 12 janvier 1852.

probantes. Le préfet envoya une lettre du sous-préfet de Lectoure, du 21 novembre, et la copie des trois lettres d'exclusion adressées à Tarrissan, Agasson et Miguet. Contrairement au règlement de la société, ces trois lettres n'indiquaient aucun motif, et les exclus n'avaient pas été mis en demeure de s'expliquer sur les griefs imputés. Honorablement connus, ils n'avaient, selon le préfet, que le tort d'être des « hommes d'ordre au milieu de socialistes effrénés ». Quant au procès-verbal de la séance où ces exclusions avaient été décidées, impossible d'en avoir copie, le bureau se refusant à toute communication. D'ailleurs, cette mesure prise par des dirigeants qui opéraient en dehors de tout règlement, n'avait pas laissé de trace écrite. De même, aucun procès-verbal ne relatait le colportage d'une pétition contre le projet de loi électorale, signée par les sociétaires. Mais le fait était notoire; la pétition avait été déposée sur le bureau de l'Assemblée et figurait dans ses archives. Enfin, il était avéré qu les sociétaires ne touchaient aucun secours et que les fonds étaient détournés au profit de la propagande socialiste. Mais ici encore la preuve matérielle se dérobait, parce qu'une gestion occulte avait remplacé la comptabilité régulière, parce que les sociétaires, tous coreligionnaires politiques, refusaient de déclarer qu'ils ne participaient pas à des distributions de secours, enfin parce que la loi du 15 juillet 1850, exigeant des directeurs un compte rendu des recettes et des dépenses, n'était pas encore applicable. Le préfet espère, qu'à défaut de pièces probantes, ses affirmations et celles du sous-préfet sur la réalité des motifs allégués suffiront au conseil d'Etat pour proposer la dissolution de la *Bienfaisance mutuelle*.

La société fut dissoute par un décret du 13 janvier 1851 (1).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Lectoure, 1851. Copie de la lettre du préfet du 25 novembre 1850 et du décret du 13 janvier 1851.

*
**

Samatan et Lombez possèdent un *Cercle des Travailleurs*. Le commissaire signale le cercle de Samatan comme un dangereux foyer d'exaltation et de propagande politiques.

« Si parmi ces travailleurs, il est des individus aux idées calmes et modérées, il en est un grand nombre de très exaltés, et la lecture des journaux qu'ils reçoivent ne contribue pas peu à les maintenir dans un état permanent d'exaltation et à leur procurer même des coreligionnaires ». — « *Le Cercle des Travailleurs* fait des progrès, grâce à leur infatigable propagande. Le 15, un des principaux chefs, fondateur de ce cercle et clubiste enragé, ayant eu une discussion politique avec M. le Suppléant de la justice de paix, homme d'ordre dévoué au gouvernement et combattant avec énergie les idées subversives, lui dit qu'ils avaient le pouvoir, mais qu'ils ne le garderaient pas longtemps. Celui-ci, n'étant que l'organe reproductif dudit cercle, il y a tout lieu de croire que telles sont les vues des membres qui la composent ».

Il existait à Samatan un cercle antérieur à la Révolution, « composé d'hommes dévoués à l'ordre et au respect des lois ».

Il serait à désirer, écrit le commissaire, que celui-là put se renforcer afin de contrebalancer les idées subversives.

Contre le *Cercle des Travailleurs*, les conservateurs fondèrent une *Société de bienfaisance* qui, au dire du commissaire, comptait 82 membres au début de décembre 1849. Ils s'efforcèrent d'absorber le *Cercle des Travailleurs* en attirant ses membres dans leur société.

Les honnêtes travailleurs du *Cercle*, écrit le commissaire, suivront l'exemple des 3 ou 4 qui ont reconnu que dans cette société était le *bon communisme*. Aussi se sont-ils empressés d'en faire partie... Alors que les bienfaits de cette société seront connus, il pourra se produire une grande amélioration sur les esprits à idées subversives. — La *Société de bienfaisance* fait des progrès et attire à elle toujours quelques membres du *Cercle des Travailleurs* (1).

Mais le préfet jugea trop lent et incertain ce procédé d'absorption; il usa d'un moyen plus sûr et plus expéditif : un arrêté du 10 avril 1850 ordonna la fermeture des deux cercles de Samatan et de Lombez.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Commis. de Samatan, 2 et 17 nov. 1849.

Considérant qu'une réunion qui a lieu à Lombez existe dans cette commune depuis 1848 avec le caractère de réunion politique ; — que les membres qui la composent, au mépris des dispositions législatives concernant les clubs et réunions publiques, et sans tenir compte de l'arrêté de notre prédécesseur qui interdisait ces réunions, n'ont pas cessé de s'assembler dans le même local, d'y discuter les affaires politiques et d'y développer les théories les plus dangereuses pour l'ordre et la société ; — que les rapports, qui nous sont parvenus sur les assemblées tenues à Lombez, établissent que cette société n'est autre chose qu'un club déguisé où sont enseignées les doctrines les plus subversives.

Nous retrouvons dans ces considérants le leit-motiv des arrêtés de fermeture ou d'interdiction des cafés : discussion des « théories les plus dangereuses pour l'ordre et la société », « clubs déguisés ».

Le 13 avril, sur l'ordre du maire, le garde-champêtre Latrille notifia l'arrêté à Labriffe, propriétaire du local du cercle, et à Bergeron, président de la société. « Cette notification a produit beaucoup de sensation dans le parti rouge », écrit le commissaire. Le 26 avril, *Le Bien du Peuple* publiait une protestation contre les « rapports mensongers » qui avaient motivé la fermeture du cercle, exclusivement littéraire, nullement politique. Elle était signée des membres notables : Sahuqué, avocat, Darolles fils, Latrille, Palmouriès, capitaine de la garde nationale, Vignola, pharmacien, P. Délieux, avoué, Bergeron, président, Davezan, Capéran, capitaine en premier de la garde nationale, Soulan, sergent-major, Laforge, Lafargue, lieutenant, Capéran Noël, Verdaulon. A son tour, le conseil municipal protesta contre les deux décrets dissolvant le cercle et désarmant la garde nationale, contre l'attitude du maire qui avait exécuté ces deux décrets sans protester. L'adjoint Gesta proposa au conseil de voter un blâme au préfet :

Le conseil municipal, convaincu que l'arrêté de M. le Préfet du Gers, qui dissout le *Cercle des Travailleurs* de cette ville, est basé sur des rapports mensongers et calomnieux, proteste de toutes ses forces contre le dit arrêté.

Malgré l'opposition du maire, cette résolution fut adoptée et signée par 8 conseillers sur 11 présents à la séance : Gesta, adjoint, Marmoyet, Bajon, Gesta Bapt., Larriale jeune, Sary, Dufaure, Daurignac.

Le commissaire soupçonne que le cercle fonctionne toujours et tient ses séances dans la boutique du tisserand Delom.

Faisant ma ronde à 11 heures du soir, accompagné d'un seul garde-champêtre, écrit la commissaire, en face de la maison de Delom tisserand, j'aperçus, à travers les carreaux de sa boutique, le sieur Garrigou-Larriale, ex-président du *Cercle des Travailleurs*, qui était devant une table, un papier à la main, parlant et gesticulant. Je me suis approché de la boutique et j'ai entendu qu'on lisait. Mais je n'ai pu distinguer les phrases, parce qu'il y avait une sentinelle qui m'aperçut; ce qui m'a obligé de me retirer; mais grâce à mon déguisement on ne m'a pas reconnu. Alors je me suis borné à attendre la sortie, et, une demi-heure après, elle s'effectua et je reconnus que c'était une partie du *Cercle des Travailleurs*. J'y reconnus Garrigou-Larriale, conseiller municipal, Gesta, ex-adjoint et conseiller municipal, Bagneries, paveur de la ville, fils de Bagnéries, garde-champêtre : jeune homme très exalté dans son opinion jusqu'à l'insolence. Sensaman Mathieu, étudiant admis à remplacer l'instituteur Daroles quand il s'absente... Je n'ai pu reconnaître les autres, vu qu'ils s'étaient couvert la tête d'un mouchoir.

Le 17 juillet 50, le commissaire affirme que « le cadre du *Cercle des Travailleurs* existe toujours ». Il est vraisemblable et naturel que des groupes de républicains, chassés des cercles ou des cafés, cherchent un endroit où tenir séance, et se réunissent dans des locaux privés, à l'abri des investigations policières (1).

*
**

Le cercle de Marciac avait été supprimé en novembre 1849. En septembre, « 3 individus s'occupant de propagande socialiste, recueillant des adhésions et souscriptions au journal *l'Égalité*, ont été introduits dans ce cercle, y ont exposé leurs doctrines, le but et les tendances politiques de leur journal ». Nabos, maire républicain de Marciac, a exposé, dans ce même cercle, un projet de

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Samatan, 3 juillet. — *Le Bien du Peuple*, 26 avril 1850; *Ami du Peuple*, 7 juin, 3 et 17 juillet 1850.

remaniement de l'impôt. Il a refusé de coopérer à sa fermeture et a été suspendu pour ce refus par arrêté du 2 novembre 1849 (1).

Le commissaire de Condom écrivait le 18 mars 1850 :

La *société industrielle* qui a un peu préoccupé l'autorité ne s'occupe plus de politique. Quoique composée d'ouvriers, la majorité appartient au parti de l'ordre. De tous les journaux qu'ils reçoivent, l'*Assemblée nationale* est presque le seul qu'ils lisent. Le *National* n'est guère lu. Autrefois cependant *Le National* et *La Réforme* étaient les deux journaux de prédilection de la société. Lors du banquet annuel, le 17 février, son président Malaurens, artiste-vétérinaire, rappela l'article du règlement interdisant tout discours ou chanson ayant trait à la politique, et Duputz se contenta de porter un toast à la santé des membres de la société (2).

La *Société industrielle de Condom* subsistera jusqu'au coup d'Etat.

Sur les injonctions du préfet de Grouchy, le maire de Mirande Burot avait fermé le *Cercle démocratique*, fréquenté surtout par des ouvriers. A cette occasion, le vétérinaire Cantaloup, conseiller municipal, avait démissionné, sous prétexte que le maire avait coopéré à la violation de la Constitution, en exécutant l'arrêté préfectoral fermant le *Cercle démocratique* (3).

*
**

La seule société secrète et politique tolérée dans le Gers jusqu'en avril 1851 est la loge maçonnique de Condom. Elle était fréquentée par de nombreux républicains de l'arrondissement.

Chaque samedi, la loge se remplissait de démagogues dont quelques-uns venaient de Valence, Montréal et Gondrin. Le parti envoyait souvent quelques-uns de ses chefs dans certaines communes de l'arrondissement et même au dehors. Il se tenait ainsi en communication avec Auch, Agen, Nérac, Vic-Fezensac, Mézin et Lectoure (4).

(1) *Egalité*, 11 et 15 novembre 1849. — Lettres de Nabos et de Dutrey. — *Rec. des actes adm.*, 1849, n° 33.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. Com. de Condom, 18 mars 1850.

(3) *Egalité*, 29 nov. 1849. — Lettre de Cantaloup, 25 novembre.

(4) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. — Procureur de Condom à proc. gén., 29 déc. 1851.

La loge *Auguste-Amitié* était dirigée par deux avocats montagnards, Daulhième et Lamarque, qui en furent successivement les « vénérables ». Elle réunissait l'état-major, — « une dizaine de démocrates pur-sang » — et les hommes d'action du parti montagnard. C'était un centre d'information, de propagande et d'impulsion politiques. A ce titre elle inquiétait vivement l'administration qui avait prescrit une surveillance étroite. Le commissaire de police a rédigé de nombreux rapports sur la loge, sur sa composition, son esprit, les discussions et propos qui s'y tiennent. Le 6 décembre 1849, le procureur général déclarait que, dans le silence des clubs, « la loge maçonnique où se réunissent les chefs de l'opposition... est à surveiller très activement » (1). Et les notes policières se succèdent, alternativement rassurantes et défavorables. On lit dans un rapport d'octobre 1849 :

...Les réunions sont plus rares... La majorité des membres a de bonnes idées. Le 24 décembre, ils remplaceront Lamarque qu'ils réduisent au rang de simple maçon (2)...

En février 1850, note du commissaire tout à fait défavorable :

Le parti de l'ordre s'est retiré de la loge maçonnique, laissant le champ libre aux perturbateurs. Il serait à désirer qu'on fermât ce repaire...

Quelques semaines plus tard, le ton change à nouveau : la loge paraît s'être amendée.

Les abus qui s'y étaient glissés depuis le 24 février tendent à disparaître. Lucien Lamarque, le vénérable, y avait introduit des discussions politiques interdites par les statuts de la société. En dépit des protestations, les meneurs avaient continué de s'occuper de politique en dehors des réunions générales, et la loge était devenue une sorte de club permanent où se réunissaient quelques individus amis de la débauche et toujours disposés à fomentier des troubles. Les gens d'ordre, au lieu de résister à l'introduction de ces abus, se retirèrent et laissèrent le champ libre aux perturbateurs. Lamarque, aux dernières élections, a été relégué au rang de simple maçon. Son remplaçant, le sieur Daulhième, professant la même politique, offre plus de garanties

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 6 déc. 1849.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Condom, 30 oct. 1849.

à la société, qui l'a choisi parce qu'il était le seul orateur. Tout porte à croire que la loge ne sortira pas des limites tracées par les statuts. La majorité a interdit toute réunion autre que celles du samedi prescrites par le règlement, deux banquets annuels seulement, l'un à la Saint-Jean d'été, l'autre à la Saint-Jean d'hiver. La liste des membres a été affichée dans une des salles et le maçon, qui m'a promis de me tenir au courant de tout ce qui s'y passerait en dehors de l'atelier et qui pourrait intéresser la sûreté publique, doit en prendre un double qu'il ne peut me remettre avant le 29 du courant. Aussitôt que je l'aurai reçu, j'établirai le contrôle que M. le Préfet a demandé, en y joignant les annotations concernant chaque individu.

Le 3 septembre 1850, c'est la condamnation définitive des loges maçonniques. Le commissaire écrit :

... Il n'y a plus de réunions qu'à la loge et presque toutes les semaines on fait de nouvelles réceptions. Il est question de l'inauguration de deux nouvelles loges à Vic-Fezensac et à Eauze. Il est temps que le gouvernement prenne à l'égard de ces sociétés des mesures promptes et énergiques pour arrêter le mal qu'elles pourraient faire, si on les tolérât longtemps encore. Les loges maçonniques ne sont aujourd'hui que des foyers de conspiration (1).

Quelques mois plus tard, le 15 avril 1851, le préfet interdisait provisoirement la loge *Auguste-Amitié*,

Attendu que les sociétés de franc-maçonnerie ne doivent et ne peuvent s'occuper, conformément à leurs statuts, que d'œuvres de bienfaisance, et que cependant la loge de Condom s'était depuis longtemps, de notoriété publique, écarté du but de son institution, en s'immisçant dans l'examen ou la discussion des affaires politiques (2).

Cette interdiction coïncidait avec une vive agitation provoquée par l'arrestation d'Arnoult, l'homme au paletot rouge. Il est présumable que le scandale de l'exhibition du paletot rouge a décidé le préfet à frapper la loge maçonnique dont Arnoult était un des membres les plus remuants. Daulhième, vénérable de la loge, pour braver l'arrêt préfectoral, avait convoqué tous les membres de la société pour le 19 au soir. Mais le sous-préfet manda

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 18 mars, 3 sept. 1850.

(2) *Recueil des actes adm.*, 1851, n° 13. — *Opinion*, 23 avril 51.

Daulhième et l'avertit qu'il était résolu de son côté à empêcher toute réunion, et la réunion n'eut pas lieu (1).

En dépit des rapports défavorables, le préfet n'a frappé qu'assez tard la loge de Condom. Il semble avoir usé envers elle de ménagements, qui contrastent avec sa vigueur agressive contre les cercles républicains. Mais cette tolérance prolongée recouvre une méfiance à l'endroit des loges comme de toute société secrète, et le préfet détourne les hommes d'ordre d'en créer dans le département. En avril, il définit le sentiment et l'attitude de l'administration envers la franc-maçonnerie. Un lectourois Lalanne, commandant en retraite, « enfant du Grand-Orient », avait été prié de créer une loge à Lectoure. Il voulut d'abord s'assurer l'agrément du sous-préfet, qui informe aussitôt le préfet :

J'ai répondu à M. Lalanne qu'une société, dont les statuts étaient un mystère,... me semblait une société secrète qui ne pouvait exister légalement; que je le supposais animé des meilleures intentions, mais qu'il pouvait être débordé, que ce ne serait pas la première fois qu'on verrait la qualité de franc-maçon servir de passeport à des conspirateurs. J'ai ajouté que je vous en défèrerais et que je lui ferais connaître votre avis. M. Lalanne est un homme d'ordre que je rencontre chez M. Agasson. C'est bien pour moi une garantie; mais je le crois d'un caractère un peu faible et je ne serais pas étonné qu'il devint la dupe de ceux qui le mettent en avant.

Le préfet donne son avis :

La franc-maçonnerie est tolérée en France, tant qu'elle ne s'écarte pas du but de son institution et reste étrangère aux matières politiques. Dans ces conditions, elle reste en dehors du contrôle de l'autorité administrative et elle n'a pas besoin d'autorisation pour créer des loges dans différentes villes. Mais si, se détournant du but de son institution, une loge s'immisçait dans des questions politiques, elle perdrait son caractère et tomberait sous l'application des lois relatives aux réunions publiques; leur surveillance serait alors régie par les dispositions du décret du 28 juin 1848 et de la loi du 19 juin 1849.

Le préfet craint lui aussi que Lalanne ne devienne « l'instrument de quelques hommes politiques avancés qui, dans le mystère d'une loge maçonnique, cacheraient une

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.*, 1851. — Sous-préfet de Condom à préfet, 19 avril 1851.

société secrète ». Il invite le sous-préfet à détourner Lallanne de son projet (1).

IV

L'administration s'évertue à ôter aux républicains toute occasion de se grouper. A cet égard, les gardes nationales semblent un danger. De plus, par leur composition et leurs tendances démocratiques, elles excitent fortement la défiance des agents de la répression : au péril de la propagande républicaine elles ajoutent celui d'offrir des cadres et des armes à une insurrection rouge.

Le 31 juillet 1851, l'*Opinion* publiait un article du *Courrier de la Gironde*, où étaient formulés les griefs du parti de l'ordre contre la garde nationale, « institution essentiellement anarchique ».

L'armée est une institution éminemment sociale. Les armes qui lui sont confiées ne sont pas un sujet d'effroi, mais un motif de sécurité... Rien de pareil dans la garde nationale. Les chefs élus par les soldats sont dans la dépendance de ceux-ci pour la conservation de leurs grades. L'obéissance est une exception très rare; les gardes-nationaux, soldats pour quelques instants, toutes les semaines ou tous les mois, apportent dans leurs rangs leur indépendance de citoyen, leurs passions politiques, leurs haines et leurs affections. Ceux qui appartiennent à l'esprit d'ordre et de conservation sont en général timides et silencieux; ils essaient de se montrer disciplinés... Les partisans du désordre se montrent au contraire, violents et sans cesse prêts à agir. Une émeute éclate-t-elle ? Elle a toujours des serviteurs dans les rangs de la garde nationale : les uns servent l'insurrection dans les rangs des insurgés; les autres paralysent, par la méfiance qu'ils inspirent, le petit nombre d'hommes d'ordre qui restent sous les armes dans les moments du danger... La garde nationale, depuis 60 ans, a encouragé les émeutes ou les révolutions, quand elle ne les a pas faites. Nous ne croyons pas que ce soit un motif de conserver cet instrument de désordre... »

Dans le Gers, sur 467 communes, 130 ont des gardes nationales, armées par l'Etat de 6.555 fusils et de 1.140 sabres. Elles se répartissent ainsi par arrondissement: 32 à Auch, 22 à Lectoure, 23 à Condom, 21 à Mirande,

(1) Arch. du Gers. M. 14 Coup d'Etat. — Sous-préfet à préfet, 30 mars; préfet à sous-préfet, 5 avril 1850.

22 à Lombez. Sous la Législative, l'administration en réduira le nombre à 77, en dissolvant et désarmant les gardes nationales de 54 communes : 26 dans l'arrondissement d'Auch, 17 à Lectoure, 1 à Condom, 2 à Mirande, 8 à Lombez; 2107 fusils et 15 sabres seront déposés à l'arsenal de Toulouse (1). Elle procéda au désarmement avec prudence et timidité. Elle crut d'abord devoir masquer l'opération sous de faux prétextes : dépôt des fusils à la mairie sous couleur de réparations, de comptabilité, de vérification de la liste des détenteurs.

Duplicité superflue : pour vaincre la résistance des républicains qui ont flairé le manège, elle dut recourir en définitive à des arrêtés comminatoires.

Le 3 juin 1850, le commissaire de Condom signalait l'inquiétude qu'inspire aux « gens d'ordre » la garde nationale dont ils réclament le désarmement.

Les gens d'ordre sont préoccupés d'une grande quantité d'armes entre des mains suspectes. Ils réclament des mesures pour les faire rentrer. J'ai signalé à M. de Grouchy la nécessité de cette mesure en lui faisant connaître la manière déplorable dont la distribution de ces armes fut faite au 24 février 1848. Toutes celles qui se trouvaient à l'Hôtel de la Mairie furent distribuées sans contrôle, malgré ma vive opposition, aux premiers qui venaient les réclamer, sans au préalable s'enquérir de leur moralité. Une quantité considérable de ces armes, adressées de l'arsenal de Toulouse, sur l'ordre du commissaire général, aux membres de la commission provisoire de l'arrondissement instituée par lui, furent transportées de la sous-préfecture et distribuées par ces Messieurs, Dieu sait de quelle manière et à quelles gens. Pour rendre aux gens d'ordre une sécurité complète, il conviendrait d'aviser à des moyens directs ou détournés de faire rentrer ces armes, et de procéder ensuite à une nouvelle distribution mieux entendue que les deux premières (2).

Le vœu du commissaire fut entendu. Au début d'avril 1851, les gardes nationaux reçoivent du maire l'ordre de porter leurs fusils à la mairie pour une inspection. Quelques gardes nationaux obéissent : aux uns on laisse leurs armes; on retient celles des autres, sous prétexte de

(1) Arch. de la guerre. *Corresp. génér.* 1852. — Rapport Géraudon, 12 janvier 1852.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 juin 1850.

réparation urgente. Mais les républicains ont deviné le vrai dessein de l'administration, et gardent leurs fusils. Pour les contraindre à les déposer, un arrêté préfectoral prescrivit un désarmement général dans les 5 jours, sous peine de poursuites pour détention d'armes de guerre. Il n'était plus question de réparations. C'était le désarmement illégal d'une garde nationale qui n'avait pas été dissoute. Les républicains chansonnèrent l'administration. Le commissaire saisit une copie de la chanson entre les mains du jeune Claverie, élève au Collège, et le parquet ouvrit une enquête. Cette chanson est intéressante comme expression des sentiments que les mesures de compression provoquaient chez les montagnards :

Vous avez donc bien peur, mes maîtres,
 Vous vous trouvez bien déconfits,
 Qu'il vous faille nous prendre en traîtres
 Pour nous enlever nos fusils ?
 Je ne sais trop si je m'abuse,
 Mais, à mon sens, sur mon honneur,
 Quand on a recours à la ruse,
 On a bien peur, on a bien peur.

Oh ! pourquoi ce vain subterfuge,
 Ce prétexte d'inspection ?
 Si par de tels faits on la juge,
 Bien faible est la réaction.
 Quand sournoisement on conspire
 Pour désarmer les gens de cœur,
 Et qu'on n'ose pas le dire,
 On a bien peur, on a bien peur.

Qu'est-ce donc qui vous épouvante ?
 Déjà croyez-vous donc nous voir
 Debout, la main sur la détente,
 Vous débusquant du pouvoir ?
 De fait, cinquante-deux approche ;
 Tout Français veut être électeur.
 Et vous n'êtes pas sans reproche,
 Ça vous fait peur, ça vous fait peur.

Mais pour bien conjurer la tempête
 Nous désarmer ne suffit pas ;
 Car il nous reste encore la tête,
 La tête, le cœur et les bras.
 Et malgré toutes vos entraves,
 Il suffit des bras et des cœurs,
 Pour vous reléguer dans vos caves
 Tremblants de peur, tremblants de peur.

Sains et saufs, trois fois nous vous vîmes
 En ressortir le lendemain,
 La larme à l'œil pour nos victimes,
 Cherchant à nous serrer la main.
 Mais à vos mines hypocrites
 Ne se prendra plus le vainqueur,
 Et vous n'en serez pas quittes
 Pour de la peur, pour de la peur (1).

Deux placards furent affichés dans la nuit du 10 avril, pour dissuader les gardes-nationaux et les pompiers de remettre les armes. L'un d'eux était ainsi libellé :

Citoyens français, gardes nationaux, pompiers, je vous ai prévenus de ce qui arriverait si vous remettiez vos armes. Vous avez vu que les réactionnaires remportent leurs armes, tandis que vous, ouvriers, vous les laissez à l'hôtel de ville, et ces armes, que vous apportez bien propres, ont, dit-on, besoin de réparations. Eh bien, ces armes, que vous croyez en dépôt à la mairie, sont distribuées aux Espagnols par eux. Ils les arment pour faire assassiner les ouvriers républicains et égorger nos enfants dans les berceaux. La réunion des réactionnaires bourgeois a lieu sur la route de Nérac, chez la nommée Ménine où ils opèrent l'armement espagnol. — Un pompier de Condom (2).

**

A Mirande, un arrêté préfectoral avait ordonné le dépôt à la mairie de toutes les armes distribuées à la commune.

— Vu la loi du 22 mars 1831; considérant que la distribution des armes aux gardes nationaux... qui remonte à 1830 a été faite sans qu'il eut été tenu un contrôle régulier de l'armement; que, par suite, l'autorité municipale chargée, dans l'intérêt de la commune, de veiller à la conservation des armes ne peut efficacement exercer cette surveillance puisqu'elle ne connaît pas tous les gardes nationaux aux mains desquels elles ont été remises, — arrête : art. 1^{er}. Les gardes nationaux de Mirande qui ont entre leurs mains des armes appartenant à l'Etat les rapporteront à la mairie dans un délai de 8 jours. Art. 2. — Il sera ultérieurement procédé, *s'il y a lieu*, à un nouvel armement *d'après un mode plus régulier*. Art. 3. — Les contrevenants aux dispositions du précédent arrêté seront poursuivis comme détenteurs d'armes de guerre et punis conformément à la loi.

(1) Arch. de la guerre. *Corresp. gén.*, 1851. — Lieut. de gend. de Condom à min., 11 avril 1851. Copie de la chanson : *Le désarmement de la garde nationale, sous prétexte d'inspection*.

(2) Ibid. — *Ami du Peuple*, 7 avril 1851. Lettre de Lamarque.

Dans cet arrêté le préfet mêlait astucieusement la promesse et la menace, avec l'arrière-pensée de retirer définitivement les armes enlevées par surprise. *L'Ami du Peuple* railla cet arrêté filandreux et reprocha ironiquement au préfet de manquer de netteté et de fierté dans sa mission de rétablir l'ordre et de sauver la société, de « masquer une mesure de salut public sous l'apparence mesquine d'une affaire de bureaucratie, de comptabilité » (1).

Le commissaire annonça que tous les fusils avaient été restitués, « sauf 3 dont on ignore les détenteurs ». Ils furent envoyés à Auch. Les républicains crièrent à la violation de la constitution. Ils présentèrent le désarmement de la garde nationale comme une insulte à la population. Sept conseillers municipaux se rendirent auprès du maire pour protester contre cette mesure et demander qu'on ajournât l'envoi des armes au chef-lieu. Le maire refusa de différer l'envoi; il promit seulement de transmettre leurs observations au préfet. Les fusils furent expédiés à la caserne d'Auch et déposés à l'arsenal de Toulouse. (2)

*
**

La garde nationale de Lombez fut désarmée sans dissolution préalable. L'arrêté préfectoral enjoignait aux gardes nationaux de présenter leurs fusils à un inspecteur chargé de retenir ceux qui nécessitaient quelques réparations. Tous furent retenus.

Le peuple rit de ces jeux d'enfant, écrivait le républicain Délieux. Il espère en 1852, date fatale à la réaction, date réparatrice pour toutes nos libertés (3).

*
**

Un arrêté du 19 novembre 1849 avait suspendu Lagardère, capitaine de la garde nationale de Bezolles (Valen-

(1) *Ami du Peuple*, 23 juin 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 17 juin 1850. — *Ami du Peuple*, 8 sept. 1850.

(3) *Ami du Peuple*, 4 avril 1850. — Lettre de Délieux, 1^{er} avril.

ce). Contre l'ordre du maire, il avait dissuadé publiquement, par le crieur municipal, les gardes nationaux de présenter leurs armes à une inspection à la mairie. Devant le conseil de préfecture, il prétendit que la convocation de la garde nationale était réservée au capitaine, il avait voulu par un contre-ordre maintenir les prérogatives attachées à son grade. Mais le préfet lui répliqua que la garde nationale était sous l'autorité directe du maire, responsable des armes confiées par l'Etat (1).

*
**

Le 24 février, la garde nationale d'Auch avait violemment manifesté contre la destitution de son capitaine le républicain Dansos. Elle fut suspendue, désarmée, puis dissoute (2). Mais la loi du 31 mars 1831 stipulait la réorganisation dans l'année de la suspension ou de la dissolution. Le 3 mai 1850, sur la proposition d'Ader, avoué, le conseil municipal, à l'unanimité, adopta le vœu d'une réorganisation immédiate de la garde nationale. Le maire Soullier fut chargé de le transmettre au préfet, qui déclarait avoir déjà saisi le ministre et attendre sa réponse. Le 4 août, Ader, convaincu de la mauvaise foi du préfet, propose au conseil de déclarer que la garde nationale est réorganisée de droit. Mais, sur l'avis de Canteloup et par souci de légalité, la majorité, qui croit encore à la bonne volonté du préfet, lui adresse une dernière réclamation. Toutefois le silence prolongé de l'administration sur une mesure exigée par la loi, désirée par la population, réclamée par tout le conseil municipal, appuyée, supposait-on, par le préfet lui-même, ne laissait pas d'étonner. Le 2 septembre, au conseil général, Dansos, l'ancien capitaine, arracha le masque au préfet qui, sous main, avait déconseillé la réorganisation au ministre. Il proposa un blâme contre ce fonctionnaire qui, au lieu de proposer la réorga-

(1) *Rec. des actes adm.*, 1849, n° 33.

(2) Voir ci-dessus, chap. v, p. p. 157, 158.

nisation de la garde nationale, comme il l'avait affirmé, en avait demandé l'ajournement.

Dansos avait dit : « Je suis en état de le prouver si on le nie ». Le préfet l'accusa de rapporter inexactement le sens des documents émanés de lui. — « Niez-vous les faits que j'avance ? » reprend Dansos. — Je n'ai pas de réponse à vous faire. — Vous ne niez pas, donc vous avouez ». M. le préfet garda le silence et Dansos conclut en ces termes : « Il s'agit de flétrir une violation évidente de la loi. Votre conscience d'hommes honnêtes et convaincus vous en fait comme à moi un pénible, mais impérieux devoir (1).

Pendant plus de trois mois, — du 9 juin au 22 septembre 1850, — *l'Ami du Peuple* publia dans chaque numéro l'article de la loi du 22 mars 1831 ordonnant la remise en activité ou la réorganisation de la garde nationale dans l'année de sa suspension; il réclamait en outre l'armement immédiat de la garde nationale d'Auch dissoute depuis plus de 15 mois, la restitution des armes aux gardes nationales illégalement désarmées. Le 7 juin, *l'Ami du Peuple* avait protesté avec violence contre cette violation flagrante de la loi à Auch, où la garde nationale dissoute depuis plus d'un an n'a pas été réorganisée.

A Mirande, à Masseube, à Samatan, on désarme les gardes nationales que n'a frappé aucune mesure de suspension ou de dissolution. La loi est foulée aux pieds.

Et le journal rappelle le mot du préfet de police Carlier : « Nous sommes en guerre, il n'y a plus de lois ». Mais *l'Ami du Peuple* et les républicains perdirent leur temps à tempêter contre cette situation arbitraire et illégale : le préfet les laissa crier.

*
**

A la veille du coup d'Etat, l'administration avait désarmé 53 gardes nationales. Mais la plupart des fusils déposés dans les mairies n'avaient pas été transportés à l'arsenal de Toulouse. Le procureur général s'en plaint et écrit, le 1^{er} mai 1851 :

(1) *Ami du Peuple*, 11 août, 8 et 22 sept. 1850.

Dans le Gers, le désarmement des gardes nationales, sous prétextes de réparation de fusils, s'est effectuée sans la moindre opposition. Mais, pour que cette importante mesure ait un effet utile, il est urgent qu'on ordonne la réintégration des armes dans les arsenaux de Toulouse. Je sais que le préfet du Gers l'a demandé plusieurs fois et je ne puis qu'attirer l'attention du gouvernement sur l'urgence de cette mesure qui m'est signalée de toutes parts... (1)

Au 4 décembre 1851, 2107 fusils et 15 sabres avaient été transportés à l'arsenal de Toulouse; mais 4.462 fusils et 1.125 sabres restaient en dépôt dans les mairies ou étaient répartis entre les 77 gardes nationales maintenues. L'administration avait voulu désarmer préventivement l'insurrection républicaine; mais, au coup d'Etat, la plupart des armes déposées dans les mairies tomberont aux mains des insurgés (2).

V

Les locaux où les républicains ont l'habitude de se réunir sont surveillés ou ont été fermés. Pourchassés dans les sociétés ou cercles, espionnés dans les cafés et jusque dans les maisons privées, traqués comme des malfaiteurs, irrités par la loi du 31 mai qui les prive d'une partie de leur force électorale, exaspérés par la menace d'une confiscation de la république, les rouges s'organisent en sociétés secrètes pour dépister les curiosités de la police, se lier fortement par le secret et le serment, se préparer à reconquérir à main armée le suffrage universel en 1852. On ne connaît pas avec certitude le nombre et l'importance de ces sociétés, qui n'ont laissé ni procès-verbaux, ni correspondance, ni papiers d'aucune sorte. Les agents de la répression soupçonnent, devinent ces réunions. Le préfet, que hante la menace des sociétés secrètes, prescrit à ses commissaires de s'enquérir activement. Après le vote de la loi du 31 mai, il redoute un soulèvement montagnard et har-

(1) Arch. nat. BB 30/370. Rapport du proc. gén., 1^{er} mai 1851.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. Rapport Géraudon, 12 janvier 1852.

cèle les commissaires de recommandations en vue de découvrir et surveiller les réunions clandestines des républicains et les sociétés secrètes. Mais la correspondance administrative et policière ne porte la trace d'aucune révélation décisive sur les noms et le nombre des affiliés et les lieux de réunion. L'instituteur révoqué Bazerque prétend que le commissaire ou le préfet aurait vainement tenté de lui soutirer des renseignements sur ces sociétés contre une promesse de réintégration, et se serait heurté à un refus indigné (1).

Par le serment, les affiliés étaient tenus au secret, sous peine de mort. Une telle menace empêcha les indiscretions, et, jusqu'au coup d'Etat, le secret de ces réunions semble avoir été bien gardé contre les investigations de la police.

Mais, après le 4 décembre, les langues se délièrent : la détention ou la fuite des chefs et militants des sociétés secrètes ôta la crainte des représailles, tandis que l'espoir d'une libération ou la peur d'une arrestation poussa aux révélations nombre d'affiliés détenus ou compromis. L'instruction consécutive à l'insurrection put ainsi dissiper en partie le mystère. Les déclarations d'insurgés ou d'affiliés, les rapports des juges de paix, des procureurs, des magistrats instructeurs délégués par la cour d'Agen, les notices de la commission mixte ont décrit les cérémonies d'affiliation, indiqué la teneur du serment, désigné les dirigeants et les recruteurs, révélé l'organisation, les lieux et la ramification des sociétés secrètes (2).

Les recruteurs des sociétés secrètes s'adressaient aux ouvriers, artisans, boutiquiers, petits cultivateurs et métayers. Les temps étaient durs aux travailleurs, déclaraient-ils, mais en se groupant, en formant un corps compact, actif et discipliné, ils amélioreront leur sort. En 1852, la double élection du Président et d'une nouvelle Législative

(1) Voir chap. VII, p. 305.

(2) Arch. du Lot-et-Garonne. U, 1-5. C. d'Etat de 1851. — Correspondance des magistrats instructeurs, des procureurs, du procureur général. — Arch. du Gers. U. Annexes des greffes. Instruction judiciaire de l'insurrection dans l'arr. de Condom. M. 8. Notices de la com. mixte M. 15. Dossiers d'insurgés.

sera l'événement décisif. Il importe d'être prêt à descendre dans la rue, au premier signal des chefs, pour reconquérir, à main armée, le droit de vote confisqué par les monarchistes de l'Assemblée. En portant à la présidence Ledru-Rollin ou tout autre candidat montagnard désigné par le parti, en élisant une assemblée à majorité rouge, ils instaureront un régime vraiment démocratique où les impôts seront diminués, et même payés par les seuls riches, où le coût de la vie baissera, où les salaires des ouvriers passeront de 1 à 2 francs. Les sociétés secrètes, seules capables d'assurer de pareils résultats, sont pour la classe ouvrière, pour les petits cultivateurs et les métayers, le plus sûr instrument d'émancipation. — Les recruteurs rouges se montraient plus réservés avec les ouvriers et les cultivateurs qu'ils sentaient hésitants et timides. Ils évitaient de parler de prise d'armes, de lutte à main armée. Ils présentaient l'affiliation, qui ne comportait ni signature ni engagement écrit, comme l'entrée dans une simple société ouvrière de secours mutuel, une « société de fraternité ». Parfaitement légale, affirmaient-ils, cette société se proposait aussi de défendre la Constitution, de réaliser la justice fiscale par une nouvelle répartition des impôts, si lourds aux paysans, par l'abolition des *droits réunis*, de l'impôt sur les boissons. On laissait aussi entrevoir pour 1852 l'émiettement des grandes propriétés au profit des petits cultivateurs, des métayers et des ouvriers.

C'est dans l'automne de 1851 que s'organisèrent la plupart des sociétés secrètes. L'approche de 1852 suscita et développa un vaste mouvement de propagande et d'affiliation, favorisé par la fin des travaux de la moisson et des vendanges, par les soirées plus longues et les loisirs plus grands des ouvriers, artisans et cultivateurs (1).

Les affiliations se faisaient le soir dans des cafés, dans

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Instr. de l'insurr. Arr. de Condom. Canton de Nogaro. Dossier A. — Interrogatoires d. Géhé, Lacaze Faustin, Salles, etc. — Dossier B. Eauze. Information. — Dépôts, *passim*.

des maisons d'affiliés, dans des métairies ou des granges isolées, — parfois même dans les bois ou dans les champs, soit par goût du mystère, soit surtout par précaution contre la police. Dans une allocution préliminaire, le président expliquait aux assistants le but de l'association : défendre la République et la Constitution, reconquérir le suffrage universel, participer, même à main armée, aux élections de 1852 pour nommer une Assemblée et un Président montagnards; il exhortait parfois à respecter l'ordre, la famille, la propriété, le Christ. Le cérémonial du serment était emprunté au carbonarisme et à la franc-maçonnerie. Dans une demi-obscurité, les initiés, les yeux bandés, à genoux, juraient en étendant la main sur le tranchant d'un poignard dont la pointe était tournée vers leur poitrine, sur un sabre ou sur un pistolet. Le serment contenait ces trois formules : *haine à toutes les tyrannies politiques, religieuses ou sociales; dévouement jusqu'à la mort à la République démocratique et sociale; secret sous peine de mort*. Le récipiendaire jurait aussi de se lever au premier appel de ses chefs, soit pour combattre, même par les armes, toutes les tyrannies, soit pour se rendre armé aux élections de 1852, soit pour défendre la République et la Constitution. L'initiateur prononçait la formule du serment. et le récipiendaire répondait par ces mots : *Je le jure !* « Je jure sur ce fer, symbole de l'honneur, de m'armer pour la défense de la République et de la Constitution », était une des formules ordinaires. Quand le bandeau tombait, l'initié voyait, braqués sur sa poitrine, fusils, pistolets ou poignards. Cet appareil et cette démonstration étaient destinés à impressionner, à intimider le néophyte à qui le président rappelait son serment de garder le secret; toute indiscretion serait infailliblement punie de mort; être poignardé ou fusillé, tel était le sort réservé aux traîtres. On demandait à l'initié une légère cotisation de quelques sous, destinée à secourir les frères malades ou indigents. De plus, il devait se procurer des armes et des munitions, en prévision du combat. L'initiateur lui apprenait le salut et

le signe de ralliement des affiliés. Pour saluer un « frère et ami », l'affilié plaçait sa main gauche sur sa poitrine, ôtait sa coiffure de la main droite, la descendait le long du bras gauche, la ramenait brusquement à droite, après avoir touché de la main gauche le coude du bras droit : ce simulacre de se partager le corps signifiait que le montagnard se laisserait couper en deux pour ne pas trahir son serment. C'était une sorte de salut en signe de croix. Un autre procédé de reconnaissance était la poignée de main rituelle qui consistait en deux pressions du pouce sur le majeur de la main droite du « frère et ami ». Parfois, on élevait les deux bras au-dessus de la tête en prononçant le mot *Christ*. Ce geste était probablement le signe de détresse : l'affilié demandait aide ou protection. Le mot d'ordre était : *Droit au travail; — L'heure a sonné* (1).

Voici la déposition d'un insurgé nommé Caillavet, relative à la société secrète de Manciet (Nogaro) :

Appelé dans la maison Descamps où Soulès procéda à ma réception en même temps qu'à celle de M. Matignon, avocat, et deux autres dont je ne me rappelle par les noms. Il y avait au moins 30 ou 40 personnes. On me fit mettre à genoux devant une table sur laquelle étaient des poignards et des pistolets. J'étendis la main sur ces armes, après qu'on m'eut bandé les yeux, et Soulès prononça le serment auquel je répondis en prononçant ces mots : « Je le jure ! » Je ne me rappelle pas la formule de ce serment. Je me rappelle seulement qu'il contenait de *verser son sang pour la République*. Je n'ai jamais assisté qu'à cette réunion où l'on m'a dit que nous devions être prêts en cas de nécessité à marcher sur Paris. C'est Soulès qui nous fit cette recommandation.

Un autre affilié, Druilhet fils, de Bretagne (Eauze), a conté son admission aux sociétés secrètes. Après les vendanges de 1851, Boyer, peintre à Eauze, lui avait proposé de l'affilier à une association d'ouvriers, constituée pour assurer des secours en cas de maladie. Il le condui-

(1) Arch. du Gers. *Coup d'Etat* M. 8. — Notice de la com. mixte sur Bedout. — U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. 1852. Contre Violet. Dépositions de Brandela, Bienmouret, Sabardan, Lagrave, etc. — *Ibid*, Instruction judiciaire de l'insurr. dans l'arr. de Condom. — Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5 *Coup d'Etat* de 1851. — Rapports de l'avocat-général Régnier, 11, 16 et 20 déc. 1851; — rapport du proc. de Mirande, 27 déc. 1851.

sit à la métairie du Pouy, chez Lalanne, métayer de d'Aracamont.

...A la lumière d'une chandelle de résine, dans un réduit obscur et enfermé, nous vîmes 7 ou 8 individus mal vêtus et de mauvaise mine. Je reconnus parmi eux Carboué, cordonnier à Eauze, Dugoujon, de Larroque-sur-Losse, et Lalanne. Les deux frères Arbon arrivèrent après eux. L'aspect de ces hommes m'inspirait un effroi dont ils s'aperçurent facilement. L'un d'eux me dit en français : « Vous avez peur, jeune homme ? » Je lui dis que non, mais je n'étais pas très rassuré. On me fit connaître les conditions auxquelles je serai reçu : c'était de donner de l'argent, tout ce que je pourrai donner, pour venir au secours de la société. Je répondis que je n'avais pas d'argent dans le moment et j'acceptais toutes leurs propositions, espérant par là pouvoir vite m'échapper. On me fit boire et je vis que celui qui m'avait adressé la parole et que je n'ai point connu était armé d'une paire de pistolets qu'il fit briller à mes yeux (C'était Arnould (1).

Les magistrats instructeurs affirment que le soulèvement républicain quasi instantané, au 4 décembre 1851, s'explique par la ramification, dans les arrondissements de Condom, Mirande et Auch, de nombreuses sociétés secrètes dont les affiliés étaient tenus par serment de marcher au premier signal. Ces sociétés « couvraient tout le département ». On signalait une commune de l'arrondissement d'Auch où tous les habitants étaient affiliés, sauf le maire, le curé et un notable (2). Dans ces conciliabules secrets et nocturnes, on ne prêchait pas le communisme ou le pillage, déclare l'avocat-général Regnier; on promettait aux paysans la suppression des octrois et des contributions indirectes. On lisait et commentait les articles de l'*Ami du Peuple*; on exposait la doctrine montagnarde. On exaltait Robespierre et Saint-Just. On s'excitait surtout contre la loi du 31 mai, qui ôtait leur bulletin de vote à de nombreux républicains; aussi les affiliés s'obligeaient-ils par serment

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. — Rapport du procureur Romand, 24 et 25 janvier 1852. — Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Instr. judic. de l'insurr. dans l'arr. de Condom. Canton d'Eauze. Information. Déposition de Druilhet.

(2) *Ibid.* — Rapport Régnier, 20 déc. 1851. — Rapport Saint-Luc-Courborieus, 26 décembre 1851.

à marcher en armes au scrutin de 1852 pour reconquérir le suffrage universel.

C'était bien la préparation psychologique et militaire d'une insurrection contre la loi du 31 mai et, le cas échéant, contre un coup d'Etat du Président ou de la majorité royaliste. Les affiliés avaient des mots d'ordre et des signaux pour se reconnaître. Les sociétés correspondaient entre elles par des émissaires spécialement désignés. En raison de sa position centrale, des moyens d'action, d'information et de propagande du journal montagnard, le comité de rédaction de l'*Ami du Peuple* — Gastineau, Arexy, Zeppenfeld, Lacaze, cafetier, Bourdil, Breuils, Canteloup, avocat, Dansos, conseiller général, — formait un comité directeur ou central, qui avait la haute main sur les sociétés secrètes du département et un pouvoir de décision. Des agents de liaison transmettaient en quelques heures les instructions du comité central jusqu'aux sociétés les plus éloignées (1). La veille de l'insurrection, l'avocat Canteloup, exactement informé de cette organisation, déclarait avec exagération à Caillau, notaire à Vic : « Il est à craindre qu'il y ait demain 15 à 20.000 insurgés... Avec les sociétés secrètes, il n'y aurait rien d'incroyable » (2).

Nous saisissons mal l'activité de ces sociétés dans les régions et les villes, centres de surveillance administrative et policière; elle apparaît davantage dans les cantons et les bourgs où ne résident ni sous-préfet, ni procureur, ni commissaire : à Jegun, à Valence, à Manciet, Bassoues, Marciac, Lupiac. La division en décuries et centuries, n'est pas constatée par les documents, sauf une brève indication pour Manciet. Les affiliés étaient peut-être trop clairsemés et cette organisation était difficile à établir. L'essentiel pour le parti montagnard était de recruter des affiliés dans

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. — Rapport du proc. de Mirande, 27 déc. 1851; rapport St-Luc, 16 déc. 1851.

(2) Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851, M 15. — Dossier Canteloup. Préfet à min. de la police, 1er mars 1852.

le plus grand nombre de communes, afin d'avoir partout des agents de propagande, d'initiation, recrutant des adeptes et des hommes de main, en vue d'un brusque soulèvement armé. Le coup d'Etat n'a pas connu dans le Gers la liste complète des sociétaires; il n'a obtenu que des renseignements partiels. Ils suffisent toutefois à établir que la plupart des chefs et militants montagnards sont affiliés aux sociétés secrètes, dans les quatre arrondissements qui s'insurgeront contre le coup d'Etat : Auch, Condom, Lectoure et Mirande. Presque partout le parti montagnard s'est organisé en sociétés secrètes. Parti et sociétés ne sauraient être étudiés séparément.



A Auch, le comité de rédaction de l'*Ami du Peuple* dirigeait le parti montagnard et les sociétés secrètes du département. Gastineau, rédacteur en chef du journal, Arexy, le chef du parti montagnard, Violet, ex-lieutenant de gendarmerie, ont été les promoteurs de ces sociétés; ils activent leur recrutement et président aux réceptions. Violet est le fondateur des sociétés secrètes et le principal initiateur dans le canton d'Auch et de Jegun. L'avocat Canteloup, un des principaux actionnaires de l'*Ami du Peuple*, est particulièrement influent par sa nombreuse clientèle. Breuils, propagandiste très actif, est le chef des républicains de Masseube. Dansos, conseiller général, est à la tête des rouges de Jegun. Lacaze, l'ami et l'auxiliaire d'Arexy, réunit l'état-major montagnard dans son établissement d'où partira, au coup d'Etat, l'ordre d'insurrection. Le protestant Bourdil, un riche brasseur, principal bailleur de fonds de l'*Ami du Peuple*, en rapport avec les cafetiers et aubergistes du département, fait de la propagande dans ses fréquents déplacements; sa brasserie de la Patte-d'Oie est un lieu de réunion des républicains, et, à ce titre, elle est spécialement surveillée par le commissaire. Citons

encore deux jeunes démocrates issus de la bourgeoisie : l'avocat Edm. Sancet et le docteur Prieur, qui compte parmi ses oncles et tantes des prêtres et des religieuses, et dont le père, un vieux médecin auscitain, est estimé de tous. Le groupe populaire des militants montagnards est formé d'ouvriers, d'artisans et de petits commerçants, — maçons, terrassiers, aubergistes, perruquiers, bouchers, portefaix, marchands ambulants, etc., — hommes de main, énergiques et violents, qui descendront en armes dans la rue, au 4 décembre 1851. Ils fréquentent une demi-douzaine de cafés rouges (1).

Dans les deux cantons d'Auch, nord et sud, au scrutin de mai 1849, les sections de Montaut, Puycasquier, Mirepoix, ont surtout voté pour le parti de l'ordre; mais dans les sections rouges de Barran et de Seissan, les groupements montagnards sont particulièrement actifs (2).

Barran (Auch sud) est signalé comme « un repaire de démagogues » Tous les dimanches, à l'issue de la messe paroissiale, un instituteur privé, Eugène Daure, ancien élève ecclésiastique, pérore sous la halle, lisant et commentant aux paysans l'*Ami du Peuple* et autres feuilles montagnardes. Un jeune boulanger, Escoubès, lit publiquement des brochures et des journaux républicains « dont Barran est abondamment pourvu ». Les réunions politiques sont fréquentes; les sociétés secrètes y ont recruté de nombreux adeptes. Violet a présidé deux séances d'affiliation en août et septembre 1851. Le juge de paix déclare qu'il « serait difficile de trouver une commune où l'esprit de révolte ait poussé d'aussi profondes racines ». Au coup d'Etat, Barran, proportionnellement à sa population, fournira le plus fort

(1) Voir ci-dessus les rapports du commissaire Lacassagne, chap. VII, p. p. 256-259 et la liste des cafés rouges, pp. 404 et 405, *C. d'Etat*, 1851 M. 8. — Notices de la Com. mixte. — M. 15. Dossiers Gastineau, Prieur, Canteloup, etc. — Arch. nat. BB 30/467. — Suppliques en faveur de Prieur; notices.

(2) Pour la répartition des opinions politiques, voir le chap. VI *in fine*.

contingent d'insurgés. Le chef des rouges est un ancien notaire, Labat (1).

A Seissan (Auch sud), le cafetier Campardon est à la tête du parti montagnard qu'il réunit dans son établissement; les tisserands Marre et Grangé sont des militants affiliés aux sociétés secrètes.

A Ornézan (Auch sud), un ancien publiciste, Dupouy, avait organisé une société secrète où il exaltait Robespierre et Saint-Just. En 1850 et 1851, des réunions d'affiliés se tinrent dans sa maison, et plusieurs cultivateurs furent affiliés par son ami Violet. Dupouy avait étendu sa propagande aux communes voisines d'Ornézan. Il était secondé par le tourneur Lauga, actif propagandiste. On s'efforçait d'enrôler des jeunes gens, comme des affiliés plus sûrs, confiants et dociles, enthousiastes et actifs. Aux approches de la Toussaint de 1851, Lauga et Grangé, tisserand à Seissan, tous deux affiliés aux sociétés secrètes, invitaient les jeunes gens à se rendre le 2 novembre chez Dupouy, à Laouette, où l'on organisait un bal et des amusements. Ils entraînent les deux frères Sabardan (25 et 28 ans), Bernard Trille, traceur à Ornézan (23 ans), Baptiste Pérès (20 ans), cultivateur au Garané, section d'Artiguedieu, Bernard Saint-Paul (29 ans), forgeron au Garané. Le 2 novembre, Lauga alla au café d'Ornézan et décida le tailleur Brandela, son neveu, et un autre jeune homme à passer la soirée chez Dupouy. A la nuit, Lauga introduisit tous les jeunes gens dans le salon de Dupouy où les attendaient Violet, Lagrave, de l'Isle-de-Noé, Dupouy et Saint-Martin, cordonnier à Auch. Violet, une écharpe rouge en sautoir, plaça les jeunes gens sur un rang. On leur banda les yeux; on les fit mettre à genoux. Ils jurèrent sur un sabre de respecter « la famille, la propriété, le Christ », d'être fidèles à la République et d'accourir en armes au premier signal des chefs. On leur apprit le salut et les signes de

(1) Arch. du Gers. *Coup d'Etat* M 8. — Notices sur Daure, Escoubès, Labat, etc.; — M 15 Dossiers Labat, Daure, Escoubès. Notes du juge de paix et lettre du 20 juillet 1852.

reconnaissance des affiliés. Après quoi, ils se retirèrent (1).

A Roquelaure (Auch), Lafourcade et l'ex-instituteur Soulé étaient les chefs des rouges. On signalait trois meneurs très pauvres : le carrier Manabera, le tailleur Labonne et le tourneur Tyver qui récriminait violemment contre les riches (2).

Dans les deux cantons rouges de Vic-Fezensac et de Jegun la propagande est active et les sociétés secrètes se sont multipliées. Le docteur Sainte-Colombe, de Vic, Dansos, son beau-frère, conseiller général du canton de Jegun, Saint-Martin, un riche propriétaire d'Arpentras, Pugens, maréchal-ferrant à Lavardens, sont les chefs du parti républicain.

Une société secrète fonctionnait à Vic. Les réunions et réceptions se faisaient dans la grange de Bedout, propriétaire aisé et conseiller municipal, mené par l'horloger Cassaët et l'adjoint Chastel. En juin et novembre 1851, un des meneurs montagnards de Vic, Keva Joseph, assisté de nombreux « frères et amis », présidait dans ce local à la réception des frères Doreilhan, de Thorignac, Crispin, Dupuy, des deux frères Faget, de Caze, Dutrey et autres républicains. Le voiturier Bajole, désigné pour recevoir le serment des néophytes, affiliait dans sa propre maison. Les agents les plus actifs de cette société étaient Bedout, le quincailler Ojardias, les charpentiers Mesplès, Merle et Labat, le marchand drapier Chastel Pierre, adjoint au maire, le coutelier Gardères, le mégissier Chabrière, le tisserand Moulié, les cordonniers Bedout et Cazavan, le cantonnier Pérès Jean, le marchand de parapluies Laberrenne. Tous ces affiliés recrutent des adeptes et propagent les idées montagnardes (3).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 8. — Notices sur Lauga, Grangé, Dupouy, etc. *U. Arch. judiciaires* Trib. cor. 1852 Contre Violet. Dépôts de Trille, Pérès, Sabardan, etc.

(2) *Ibid.* M 8. Notices de la com. mixte; — M 15 Dossier Tyver.

(3) *Ibid.* M 8 Notices de la com. mixte. — M. 3 Juge de paix de Vic, à préfet, 25 mars 1852. — M. 12 Juge de paix à préfet, 8 avril 1852. — M. 15. Dossier Bedout. Maire de Vic à préfet, 28 oct. 52.

Dans de nombreuses communes du canton, surtout parmi les plus rapprochées de Vic-Fezensac, les meneurs du parti rouge appartiennent généralement aux sociétés secrètes. A Prénérón, les montagnards militants sont le tailleur Bonnet, le maréchal-ferrant Dutrey, les frères Faget, le maçon Caze. — A Roquebrune, un propagandiste montagnard, le menuisier Guillaume Dubosq, péroré fréquemment sur la place publique; un garçon forgeron, Couergou, recruteur des sociétés secrètes, a affilié trois républicains. — A Caillavet, Mougès, ancien instituteur devenu agent d'affaires, président de club en 1848, harangue les paysans sur la place du village et leur présente les riches et les prêtres comme les pires ennemis de la démocratie. Un autre meneur est le tailleur Vergès, agent recruteur des sociétés secrètes. — A Castillon-Debats, l'ex-instituteur Lagardère, très influent, et le tailleur Poudensan, très remuant, endoctrinent avec ardeur les habitants. — A Bazian, Pierre Lasmoles, un cultivateur aisé, — à Riguepeu, le forgeron Durrad, correspondant de l'*Ami du Peuple* et le tailleur Lamarque, « son lieutenant », — à Saint-Araïlhes, l'épicier Mouchet et son ami Darroux, — à Marambat, Despax, propriétaire aisé et discoureur ardent, sont des propagandistes montagnards et les recruteurs des sociétés secrètes (1).

Le conseiller général Dansos était le chef des rouges de la-commune et du canton de Jegun. Bordes, un tisserand aisé, était le président des sociétés secrètes. Le principal initiateur était Violet. Saint-Martin, d'Arpentras, recrutait des adeptes parmi les paysans et les affiliait dans sa maison. On affiliait aussi chez le charpentier Mougès et le tisserand Sabathé, désignés par Violet pour recevoir les serments. Parmi les affiliés et les propagandistes, on rencontrait un jeune commis-marchand Subran, le char-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* M 8. — Notices de la Com. mixte. — M. 10. J. de paix à préfet, 18 avril 1852. — M 3. J. de paix de Vic à Préfet, 25 mars 52.

pentier Arqué et le serrurier Campistron, « acolyte de Dansos » (1).

Un cultivateur d'Antras, Déjus, abonné à l'*Ami du Peuple*, affilié aux sociétés secrètes dont il est un actif recruteur, réunit chez lui les cultivateurs pour leur lire le journal montagnard. — A Lavardens, le maréchal-ferrant Pugens et l'ex-maire Gardère, Bernard Cortade, cultivateur, et l'épicier Lasserre étaient des montagnards militants et affiliés par Violet. Cortade, Pugens et Gardère demandèrent au cultivateur Conquet de les recevoir dans sa maison pour une séance d'affiliation. Conquet préféra mettre à leur disposition une grange, dans une prairie voisine de l'auberge de Labatisse. Conquet fut invité à la réunion. Ils prirent rendez-vous pour le lendemain soir. Pugens se rendit à Auch et ramena Violet sur son char-à-banc. Gardères, Pugens et Violet soupèrent à l'auberge de Labatisse où Conquet vint les rejoindre. De là, tous les quatre s'acheminèrent vers la grange où les attendaient une vingtaine de personnes, qui s'éclairaient avec des bouts de chandelle. Violet sépara d'abord les néophytes d'avec les affiliés, les plaça sur deux rangs. Il prononça une allocution applaudie. On cria : *Vive Violet !* Les yeux bandés, à genoux, les récipiendaires, — le boulanger Bartharès, de Castéra-Verduzan, le charpentier Labat, Faubet, maçon de Mérens, — prêtèrent le serment « de se lever en armes au premier appel du tocsin, d'embrasser une dernière fois leurs femmes et leurs enfants, d'obéir aveuglément à Violet et aux autres chefs ». — A Biran, le tuilier Mesplès est un recruteur des sociétés secrètes et un propagandiste si actif, qu'on lui imputera le « mauvais esprit » de Biran, Monbert, Ordan-Larroque et le Brouilh. — A Ordan-Larroque, le tuilier Sabathier, « le fléau de sa commune », à Biran, le cultivateur Couget, — à Castillon-Massas, le

(1) Arch. du Gers. *Coup d'Etat* M 8. — Notices de la com. mixte. M. 10. J. de paix à préfet, 9 juillet 52. — U. *Annexes des greffes*. Trib. corr. d'Auch, 1852. Contre Violet. — Interr. de Bienmouret.

tisserand Estingoy et le cultivateur Dorbe, sont les meneurs du parti rouge (1).

*
**

L'arrondissement de Mirande semble avoir été fortement remué par les sociétés secrètes.

Il va être établi juridiquement, écrit le procureur, que les sociétés secrètes, dont l'existence remontait à près de deux ans et peut-être plus haut, avaient étendu leurs réseaux de fer sur les principaux centres de population de l'arrondissement et même dans quelques communes rurales. Nous savons que des individus de Mirande ont été reçus à Auch, qu'à Mirande on a reçu des étrangers à la localité. Il paraît qu'il y avait des grands-prêtres à Marciac, à Bassoues, à Lupiac et probablement partout où il y avait quelques têtes bien ardentes (2).

A Mirande, les dirigeants montagnards étaient les trois correspondants de l'*Ami du Peuple* : l'avoué Léonce Bous-sès, très estimé et très influent, Lasserre Baptiste, un riche marchand de chevaux et l'avocat Passama. Parmi les militants notables, on signale le vétérinaire Cantaloup, agent très actif du parti et qui portait des toasts aux grands conventionnels de 1793, à Marat, Danton et Robespierre, les deux avocats Terrail et Pascau, un propriétaire aisé, Ortholan, l'instituteur Sénac Jean, très influent sur ses collègues « qu'il a pervertis », endoctrinant les paysans aux jours de marché, dans la rue et sur la place publique, Duclos, marchand de parapluies, Pierre Lauzin, teinturier, le cordonnier Regnaud, dont l'atelier était devenu « un club permanent où se réunissaient tous les socialistes de Mirande » et où l'avocat Passama lisait et commentait tous les jours l'*Ami du Peuple*. Cinq communes du canton sont travaillées par des énergiques meneurs. A Saint-Elix, un instituteur deux fois révoqué, Tanazac Vital, est un apôtre montagnard infatigable. A Lamazère, les deux frères Carrère, meuniers aisés, reçoivent chez eux les rouges de la commune et endoctrinent les habitants. A Saint-

(1) *Ibid.* M 8. Notices de la com. mixte. — U. *Annexes des greffes*. Trib. corr. d'Auch, 1852. Contre Violet. Déposition de Conquet, Bienmouret, Faubet, etc.

(2) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. — Rapport du proc. de Mirande à proc. gén., 27 déc. 1851.

Médard, l'ancien maire Claverie, actif et intelligent, secondé par Lacomme et le métayer Laffargue, membre des sociétés secrètes, fait une propagande ardente. La commune de Saint-Michel a été « pervertie » par un propriétaire aisé, Pujos, capitaine de la garde nationale, et un instituteur privé Congongle. A Miramont, les deux meneurs rouges étaient le menuisier Lasserre et un cultivateur aisé, Joseph Blanc, dont la maison servait à Lagrave, de l'Isle-de-Noé, pour les séances d'affiliations (1).

Dans le canton de Montesquiou les chefs montagnards et les principaux organisateurs des sociétés secrètes étaient le pharmacien Vidaloque et le grainetier Douau, de Bassoues, Lagrave Prosper, propriétaire à l'Isle-de-Noé.

Le centre rouge le plus actif était Bassoues, « un des foyers du Gers où les principes démagogiques se sont manifestés avec le plus de violence ». Vidaloque correspondant de l'*Ami du Peuple*, adjoint au maire, intelligent, estimé, aimé pour son affabilité obligeante, était signalé comme le « grand prêtre des sociétés secrètes », dont Douau était l'ardent recruteur. Un garde-champêtre révoqué, Louis Pujos, tisserand, abritait dans sa maison des conciliabules nocturnes d'affiliés. Le jeune boulanger Cabos, le tonnelier Despeyroux, le cuisinier nègre Weymont, le cultivateur Cabos, très influent sur les paysans auxquels il distribuait l'*Ami du Peuple*, appartenaient aux sociétés secrètes, étaient des agents de propagande et d'initiation (2).

Trois communes du canton étaient particulièrement agitées par les propagandistes montagnards. A l'Isle-de-Noé, le chef des rouges et l'initiateur aux sociétés secrètes était Lagrave Prosper, ancien notaire. Il fut affilié en mai 1851, par Lasserre, de Mirande. Peu après, il vit à Auch Violet,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 10. Rapport du sous-préfet, 9 nov. 1852. — M 15. — Dossier Sénac, J. de paix à préfet, 16 mars 1852. — Dossier Vidaloque. J. de paix à préfet, 26 juin 52.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 15. Dossiers Vidaloque et Cabos. J. de paix à préfet, 10 avril et 26 juin 1852; préfet à min. de la police, 21 janv. 1853.

qui voulut lui confier le pouvoir et la mission d'affilier. Il refusa, par peur de se compromettre. En août, à Barran, il rencontra de nouveau Violet qui l'invita à assister le soir, au moulin de Podensan, à l'affiliation de 10 à 12 montagnards. En septembre, Violet affilia encore 3 ou 4 républicains à Barran, en présence de Lagrave. Pour le décider à accepter le rôle d'initiateur, Violet lui représenta que les sociétés secrètes ne rédigeaient ni procès-verbaux, ni correspondance, ni papiers d'aucune sorte; il ne restait aucune trace matérielle de leurs opérations. Lagrave, s'étant laissé persuader, affilia deux fois dans sa maison, deux fois à Idrac, une fois à Riguepeu, une fois au bois de Montpelier, une fois au bois de Mazère. Ils assista aux admissions de montagnards, présidées par Violet chez Dupouy, à Ornezan. — Les autres montagnards affiliés et propagandistes étaient le cordonnier Cestac, le boulanger Blousson, le cultivateur Picaro. Les rouges se réunissaient à l'auberge de Cator, montagnard ardent. — A Saint-Christaud, le forgeron Caussade, Laffargue Simon, Noté Louis, un cultivateur aisé, le meunier Bistos étaient les agents des sociétés secrètes. — Pouylebon avait un noyau de militants : Baron Vital, l'ex-maire, et son fils, cultivateurs, le charron J.-B. Duffar, les Chabeau, père et fils, cordonniers, le brassier Corrège. Tous appartenaient aux sociétés secrètes et recrutaient des adeptes. — A Gazax-et-Bacarrisse, les chefs des rouges étaient deux montagnards affiliés et propagandistes : Bonnet, l'ancien maire, et Jean Lazies (1).

A Miélan, le docteur France, correspondant de l'*Ami du Peuple*, le pharmacien Dours et l'étudiant Domerc, étaient les chefs des rouges du canton. Domerc et l'épicier Brun affiliaient aux sociétés secrètes des cultivateurs et des ouvriers, tantôt dans l'auberge Monlaur ou l'auberge Des-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 15 Dossiers Vidaloque, Bonnet, Bistos, Blousson, Corrèges, Chabeau, Duffau. Notes du j. de paix. J. de paix à préfet, 26 juin; à sous-préfet, 2 avril; sous-préfet à préfet, 3 avril 1852.

plats, tantôt dans un bâtiment isolé et inhabité. A Barcugnan (Miélan), un cultivateur aisé, Joseph Blanc, ouvrait sa maison à Lagrave Prosper, de l'Isle-de-Noé, pour recevoir le serment des initiés (1).

Le canton de Marciac est sous l'influence d'Henri Nabos, conseiller général et riche propriétaire, qui dirige le parti rouge. Il a dénoncé la compression administrative et a eu une vive altercation avec le préfet, qui a ordonné de le poursuivre pour port illégal de décoration; il a été deux fois révoqué de ses fonctions de maire de Marciac, pour refus de fermeture du cercle républicain et pour une lettre au préfet. Il est secondé dans sa propagande démocratique par un hongreur aisé, Soumabielle, de Marciac, actif, intelligent, que son métier conduit dans la plupart des communes du canton et met en rapport fréquent avec les paysans. Soumabielle recrute des adhérents aux sociétés secrètes et reçoit les serments des initiés dans des conciliabules où il loue Saint-Just et Robespierre. Les rouges de Marciac se réunissent chez l'aubergiste Fitte, très influent sur les ouvriers. Il a affilié de nombreux montagnards. Les principaux affiliés militants sont : Nabos Charles, frère du conseiller général et propriétaire aisé, le charpentier Bacqué, le teinturier Samalens et le chapelier Bassau, dont les maisons servent aux affiliations ou à des conciliabules d'affidés, le tisserand Bousquet, l'aubergiste Lafargue, le cultivateur Lascombes, le tailleur Pujo, un des rouges les plus influents du canton, le tisserand Tursan, le coutelier Lacaze. — A Palanne (Marciac), le cultivateur Jean Caubet a été affilié aux sociétés secrètes (2).

Existait-il une société secrète à Masseube ? Les documents sont muets sur ce point. Toutefois, d'ardents démo-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 15. Dossiers Fitte et Brun. Rapports du j. de paix, 2 juin 52. — Dossiers Dours et Domerc.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 10. J. de paix à préfet, 15 mars 1852. — M 8. Notices de la Com. mixte. — M. 15. Dossiers Fitte, Lacaze. Notes du j. de paix.

crates prêchaient et propageaient les doctrines montagnardes : Breuils, un riche propriétaire, membre du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*, le chef des rouges du canton; Saint-Antonin, un riche pharmacien, condamné à 15 jours de prison pour usurpation des fonctions de maire; un clerc de notaire aisé, Laporte, qui met au service de la propagande l'influence acquise par sa profession et sa fortune; le boulanger Carrère qui réunit chez lui les rouges et profère des propos violents; un riche meunier, Esquinance, un des chefs les plus résolus du parti montagnard; le ferblantier Ducasse (1).

Dans le canton d'Aignan, les rouges ont pour chefs un riche médecin, Cavanhac, propagandiste ardent, et l'épicier Mangounet, l'organisateur des sociétés secrètes. — A Lupiac, le tailleur Rencontre, le tourneur Fouraignan et Mangounet sont les recruteurs des sociétés secrètes et affilient des paysans (2).



Dans l'arrondissement de Condom, le chef du parti montagnard est l'avocat Lucien Lamarque, vénérable de la loge *Auguste-Amitié*, correspondant de l'*Ami du Peuple*, l'ami du représentant Duputz qu'il accompagne dans ses tournées politiques. Il a présidé le banquet du 24 février 1850 à Vic-Fezensac. Il dénonce dans plusieurs lettres à l'*Ami du Peuple* la compression politique et les provocations policières. Il est le promoteur des sociétés secrètes et préside aux affiliations. Il est secondé par un groupe de militants ardents et audacieux : l'avocat Daulhième qui partage avec lui la direction du parti et s'efforce d'endoctriner les ouvriers; Deler, instituteur au collège et révoqué pour opinions « socialistes », le fondateur

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte.

(2) *Ibid.*. — M 15 Dossier Cavanhac. Préfet à min., 10 sept. 1857. Dossiers Rencontre (note).

Mollo, un inspecteur primaire, Durand, révoqué pour républicanisme et devenu commis en librairie; Florensan, fermier de l'octroi, l'huissier Ferret, l'avocat Lassalle, le jeune Noulens, secrétaire de Duputz, rédacteur au *Suffrage Universel*, auteur de *La Marseillaise du Prolétaire* et ami de Lamarque. Autour de ces confidents et agents politiques de Lamarque, qui forment l'état-major montagnard et « ont gangrené tout l'arrondissement », au dire du sous-préfet, on trouve un groupe de militants résolus, prêts et aptes à un coup de main, ardents propagandistes : un ex-instituteur Bazerque, deux fois révoqué, qui a fait de la propagande dans le Gers et les Hautes-Pyrénées et a été arrêté en août 1851 pour propos séditieux; un jeune clerc d'avoué, Dupuy; le couvreur Arnould, porteur d'un paletot rouge, recruteur et initiateur des sociétés secrètes; un négociant aisé, Traverse, poursuivi pour propos séditieux, les maçons Broconat, Ducouso et Miranne; les menuisiers Molié, Tarrissan, Ferret Jean, et Maragnon qui réunit souvent chez lui les rouges; Audié, clerc d'avoué; le vétérinaire Malaurens, président de la *Société Industrielle*, adroit et influent, « fléau de la classe ouvrière»; Vaur Pierre, chef cantonnier révoqué pour propagande montagnarde; le serrurier Noguès; le tailleur Sénac; le perruquier Filliol; le boucher Bruchot; le forgeron Mothes; le serrurier Duluc; un riche propriétaire, Henri Duffau; un fermier d'octroi, Sarremejean; les tonneliers Saint-Martin et Laffargue; le charron Pérès; le chiffonnier Duchen, le portefaix Pitous et l'ex-boucher Bacqué, signalés par le commissaire comme les limiers politiques de Lamarque et de Daulhième. La plupart de ces militants fréquentent la loge maçonnique et sont affiliés à la société secrète qui, après la fermeture de la loge (15 avril 1851), se réunit au café Lestrade. Le serrurier Duluc ouvrait sa maison aux conciliabules d'affiliés et présidait aux initiations (1). Le procureur affirme que

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 6 Etat des ind. à transporter, expulser... 22 janvier 1852. — M 8. Notices de la Com. mixte.

les affiliés des divers cantons se réunissaient à Eauze et à Condom, dépêchaient quelques émissaires dans les communes de l'arrondissement et au dehors, que les sociétés avaient leurs agents, leurs jours et lieux de réunion, leur mot d'ordre et un matériel de séance.

Depuis longtemps, chaque jeudi à Eauze, on remarquait la présence des principaux socialistes de Vic-Fezensac, Gabarret (Landes), Manciet et Condom. Chaque samedi, la loge maçonnique se remplissait de démagogues dont quelques-uns venaient de Valence, Montréal et Gondrin. Les nouvelles importantes étaient connues du parti socialiste avant les autres (*sic*). Ce parti envoyait souvent quelques-uns de ses chefs dans certaines communes de l'arrondissement et même au dehors. Il se tenait ainsi en communication avec Auch, Agen, Nérac, Vic-Fezensac, Mézin et Lectoure. Depuis que l'administration avait fait fermer la loge, les socialistes se réunissaient le dimanche au café Lestrade, dans un des faubourgs de Condom, et on avait cru y remarquer que des communications brèves et confidentielles étaient faites parfois par quelques individus. Tous ces indices amènent à penser que les sociétés secrètes étaient organisées. Dans l'arrondissement, elles avaient leurs agents, émissaires, jours et lieux de réunions, leur mot d'ordre et un matériel à leur disposition. Condom n'ayant pour toute police qu'un commissaire et 4 valets de ville, il n'a jamais été possible d'exercer sur les sociétés une surveillance efficace et d'avoir une preuve de leur organisation (1).

Dans l'arrondissement de Condom, l'organisateur le plus actif des sociétés secrètes et le principal affiliateur est le couvreur Arnould, dit l'homme rouge, devenu par son audace et sa vigueur l'effroi des gendarmes et du commissaires. En avril 1851, il a été poursuivi pour entrave au culte catholique : le jeudi saint, au grand scandale des fidèles, il avait visité une église, revêtu d'un paletot rouge. Empoigné par les gendarmes, il a été relâché contre une promesse de se constituer prisonnier. Depuis, il n'a pas reparu. Il était soupçonné d'un vol de poudre, et en son absence, on a perquisitionné chez lui et chez sa maîtresse (2). Toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt, traqué par les gendarmes, il mène une vie de proscrit et d'errant, hébergé et caché par des coreligionnaires politiques. Il circule dans les cantons d'Eauze et de Montréal, toujours accompagné

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. — Rapport du proc. de la rép., 29 décembre 1851.

(2) Voir chap. x, p. p. 521 et 522.

de son ami Dugoujon, — un repris de justice, paresseux, violent et vagabond, vivant à Larroque-sur-Losse, chez une veuve. Les deux compagnons inquiètent. Arnould se dit délégué par Lamarque et Daulhième à l'effet d'organiser des « bureaux » ou sociétés secrètes dans les bourgs et villages. Il récrimine contre l'avocat Lamarque, contre Thieux, le chef des rouges de Montréal, trop tièdes et trop modérés à son gré, des ambitieux. La violence de ses propos indispose de nombreux républicains. L'homme rouge inspire à beaucoup de paysans une répulsion mêlée d'effroi.

En décembre 1851, des insurgés détenus ont fait d'importantes révélations sur les sociétés secrètes de Condom, Manciet, Eauze.

Soulès, instituteur révoqué pour propagande « démagogique », était le chef des rouges de Manciet (Nogaro). Il les avait organisés en une société secrète où figuraient des cultivateurs, des ouvriers, des artisans et même le facteur de la ville : Lacaze Faustin, boulanger, et Caillavet, forgeron, qui, après le Coup d'Etat, dévoileront l'organisation et le personnel de la société; les deux frères Paouilhac, facteurs; et dont l'un a été révoqué pour propagande socialiste; le boulanger Coudouy; le chiffonnier Longa; Espiet, propriétaire; Cournière, maréchal-ferrant, fils d'un officier de l'Empire; Salles, cuisinier; Boubée, ferblantier; Daubas, sabotier; Bordes, boucher; Peyrau, cafetier; Tourné, coutelier; Laurent Loze, chiffonnier; Pugens Oscar, clerc de notaire; Delord et Baudé, charpentiers; Lamothe, Gaube et Duffieu, tailleurs; le serrurier Castaing, dit l'Insurgé; Sentenac; Tapie, boulanger; Coudouy, coutelier; Lamarque, sellier; Buzet et Cabaré, tonneliers; Lapeyre, tisserand; Sarramia, botteleur; les frères Salles, dits Coustet, l'un paveur et l'autre marchand de peaux; les deux frères Marsan, charpentiers; Arrac, marchand; Lacoste; Bouzigon, menuisier; Ulam fils, cultivateur; Dermitte; Duffieux, marchand, Norry, cordonnier; Meilhan; Molié fils. — Le tisserand Brana, de Sauboire, et le serrurier Castaing sont les auxiliaires dévoués de

Soulès. Ils recrutent des adeptes avec ardeur. A l'instigation de Soulès, Brana avait organisé à Sauboire, section de Manciet, une société secrète où il lisait l'*Ami du Peuple* aux « frères et amis ». Voici la liste des affiliés : l'avocat Clément Matignon, de Cravensères; Cazenave et les deux frères Saouie, tisserands; les deux domestiques de Descamps; Osmin Gehé, cultivateur à Pédât; les deux frères Lucien et François Gehé, meuniers et leurs deux domestiques, Escoubès et Lafargue; Demu, charpentier à Campagne et son ouvrier; Dubroca, de Blancastet; Ducos, de Millade; Pujos, maçon de Branet; Dupuy, tonnelier; Caillebar, domestique; Duffau, Barée, Dumolié aîné et cadet, Trinqualie, cultivateurs; Lassale, tisserand; Caderon, « gendre de la Claire »; Soudun, sabotier; Matelot, de Bourouilhan. Soulès était président des deux sociétés de Manciet et de Sauboire. La première comptait une cinquantaine et la seconde une trentaine d'affiliés. Elles formaient une *centurie* divisée en *décuries* ou groupes de 10 affiliés. Le centurion était Pugens. Soulès était à la fois président et simple décurion. Les autres décurions étaient Espiet, Longa, Lamarque, le facteur révoqué Paouillac. Longa et Coudouy boulanger, ont été successivement les trésoriers de la société. Chaque affilié versait quelques sous pour secourir les malades. Statutairement, l'affilié ne connaît que les hommes de sa décurie et ne reçoit d'ordres que de son décurion. La décurie se réunit pour recevoir des instructions, pour établir l'entente et l'amitié entre ses membres. Cette organisation en centurie et décuries est spéciale à la société de Manciet : aucun document ne la signale ailleurs. — A Manciet, les réunions ou réceptions d'affiliés se font dans la chambre de Soulès ou dans la maison inhabitée de Descamps, dont l'ancien domestique, le tonnelier Buzet, — un affilié, — gardait les clefs. A Sauboire, on s'assemblait chez le tisserand Brana, au moulin de Gehé ou dans la grange de Longa, à Jouanchic. Arnould, *l'homme rouge*, Soulès, Pugens, Brana ont présidé aux réunions et reçu les serments. Les affiliations se sont faites dans l'automne

de 1851. Dans la chambre de Soulès, Arnould a reçu Lamarque, Buzet, Coudouy, Bordes, Nôrry. Chez Descamps, Soulès a affilié Matignon, Caillavet, Cournère, Sentenac, Tapie, Cazenave et Saouie aîné; Pugens y a reçu les serments d'Ulam fils et de Dermitte. A l'époque des vendanges, dans la grange de Longa, Soulès a présidé une importante réunion où furent affiliés Pugens, Lucien Géhé, Gaube, Lamothe, Daubas. Un soir d'octobre, dans sa maison, Brana présida à l'admission de Dubroca, Duffau, Baré, Dumoulié, Trinqualie, en présence d'Osmin, Lucien et François Géhé, Matignon, avocat, et Cournère. Dans cette réunion, on décida que, le lendemain, Soulès et Brana se rendraient à Estang (Cazaubon) pour y organiser une société secrète. C'était le jour du marché. Ils révélèrent leur projet à Baylin, l'ex-percepteur. Ils s'entretinrent avec quelques démocrates, Laborde, Cheyre, l'aubergiste Dedieu, le teinturier Cavé. Il ne paraît pas que ces pourparlers aient abouti à la formation d'une société. Quelques jours plus tard, le charpentier Lussan, tâté en vue de son admission à une société secrète, a reculé à la vue de « l'homme rouge » et n'a rien voulu entendre. — Le soir du 5 décembre, avant le départ des insurgés pour Manciet, Brana affilia en hâte les deux domestiques de Géhé, le maçon Pujos, le boucher Tapie, Dupouy tonnelier, Caderon, Baude, et trois républicains de Bourouilhan (Nogaro) : le charpentier Lajus, le tisserand Lassale et le cultivateur Dubédât, dit Matelot. Brana désigna Géhé Lucien et Pujos comme les chefs des nouveaux affiliés (1).

Dans le canton d'Eauze, travaillé par d'actifs émissaires, deux sociétés fonctionnent à Eauze et à Bretagne. Arnould, l'homme rouge, et son ami Dugoujon, de Larroque-sur-Losse, rôdent incessamment dans le canton. Arnould se dit

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 15. Dossier Bordère. J. de paix à préfet, 8 mai 1852. U. *Annexes des greffes*. Instr. judic. de l'arr. de Condom. Canton de Nogaro. — Dossier B. Information (89 dépositions). — Dépos. de Caillavet, Cournère, Tourné, etc.

chargé par l'avocat Lamarque, organisateur et chef des sociétés de l'arrondissement, de présider aux réceptions et de recevoir les serments.

A Eauze, le chef des rouges était Montoulieu, à qui Lamarque envoyait des instructions. Très remuant, grand chasseur, il faisait une propagande active, à Eauze et dans les communes voisines. Avec quelques démocrates ardents, il avait organisé une société secrète. Voici une liste de militants affiliés : Brenens, un ancien commis de perception, propagandiste très influent et très actif, « l'homme qui semble toujours comploter ou avoir des secrets à communiquer » ; — l'aubergiste Laparra qui correspondait avec les montagnards de Condom et réunissait dans son établissement les rouges d'Eauze ; — l'horloger Ripoteau fils, très exalté, un peu « timbré », affirment quelques témoignages ; — le tisserand Lanusse, surnommé le préfet du Pajot, en raison de la propagande menée par lui dans cette section d'Eauze ; — Lalanne, métayer de d'Arcamont, au Pouy ; le cordonnier Carboué ; le forgeron Séailles ; Lafage fils aîné ; un pharmacien ruiné, Tauzin ; Rémy Doat ; les frères Lescure, marchands-drapiers ; Luper Esprit, cultivateur. La plupart de ces montagnards, surtout Brenens, Carboué, Tauzin et Lafage, couraient la campagne pour endoctriner les cultivateurs. Ils leur lisaient et commentaient les journaux « exaltés », les excitaient contre le gouvernement et les impôts, si lourds aux paysans, et surtout contre l'impôt des boissons. Ils les entretenaient de 1852, l'année libératrice. Lanusse aîné exerçait sa propagande à Saint-Amand, Lalanne à Bretagne, Dupourqué et Remy Doat à Magnan.

Les chefs montagnards de Condom, notamment l'huissier Ferret, venaient souvent à Eauze, ordinairement le dimanche et le jeudi, jour de marché. A leur arrivée, ils étaient entourés par les affiliés ; mais rien ne transpirait de ces colloques : à l'approche d'un importun ou d'un « homme d'ordre », la conversation cessait. Les rouges se réunissaient aux cafés ou cabarets Laparra, Duthil, Dayon et

Loze. Ils y rencontraient, surtout chez Laparra et Duthil, les rouges des localités voisines, notamment Vios et Dunan, de Gabarret (Landes), Ferret et Lamarque, de Condom, parfois « l'home rouge ». Chez Laparra, ils s'enfermaient dans une chambre, au premier. Là, ils lisaient aux paysans « les journaux les plus incendiaires » et prêchaient « les doctrines les plus subversives ».

A Bretagne, les rouges se réunissaient au café de Dupourqué. Une société secrète a été organisée : Dupourqué, le tisserand Lalagüe, Dandrey, ouvrier agricole, les frères Arbon, tailleurs, le métayer Lalanne, Druilhet fils, le peintre Boyer en sont les principaux membres. Les affiliés d'Eauze et de Bretagne se visitent fréquemment : Brenens et quelques militants vont souvent à Bretagne chez Dupourqué et les frères Arbon.

Arnould est chargé des affiliations. Toujours flanqué de Dugoujon, il se cache tantôt chez Dandrey, tantôt chez Lalanne, où les « frères et amis » le rejoignent le soir. Il circule surtout la nuit. Sa présence a été dénoncée aux gendarmes qui se sont présentés chez Dandrey pour l'arrêter. Mais Arnould s'était esquivé. Il a présidé à trois réceptions, dont deux chez Lalagüe, à Bretagne, et une chez Lalanne, au Pouy.

En septembre 1851, Arnould et Dugoujon s'étaient rendus chez Lalagüe. Ils se présentèrent comme envoyés par Lamarque, Daulhième et Lestrade, de Condom, pour créer un « bureau » à Bretagne : il s'agit de seconder le mouvement socialiste de 1852, qui doit émanciper la classe ouvrière par l'augmentation des salaires et par un impôt sur les riches. Quinze jours plus tard, Lalagüe, les frères Arbon, Meilhan, Dandrey, Petiton étaient affiliés par Arnould, dans la maison de Lalagüe. — Au début de novembre, le peintre Boyer était conduit par Arbon cadet chez le métayer Lalanne, où déjeunaient Ripoteau fils, Arnould et Dugoujon. Invité par Lalanne, Boyer se mit à table. Arbon se retira. Arnould dévoila sa mission à Boyer. A l'entrée de la nuit, Dugoujon, Arnould et Boyer se ren-

dirent à Bretagne, chez Lalagüe. Dans une pièce éclairée d'une mince torche de résine, Boyer prêta le serment avec le cérémonial accoutumé, en présence des quatre affiliés, Lalanne, Lalagüe, Dupourqué et Dandrey. — Quelques jours après son affiliation, Boyer, travaillant chez Druilhet, lui dit : « Vous plairait-il d'entrer dans une société d'ouvriers ? En cas de maladie ou de besoin, on vous fournirait des secours ». Druilhet accepta. Boyer le conduisit chez Lalanne où Arnould l'affilia. — Fin novembre, une dernière réunion faillit tourner à une rixe générale. Meilhan aîné, cultivateur au Higué, avait engagé son cadet à se rendre chez Dandrey, à Bellegarde, « pour y jouer une dinde ». Les deux frères amenèrent un vieux cultivateur Lagelle, dont on avait souvent sollicité l'affiliation. Le peintre Boyer et Arbon cadet les rejoignirent, et, sous une pluie battante, tous les cinq arrivèrent chez Dandrey où Lalagüe les avait précédés. Ils se mirent à jouer aux cartes. Bientôt survint un journalier surnommé le Bordelais. Enfin parurent le fossoyeur Bordes, Dugoujon et Arnould, dont l'abondante barbe s'étalait sur un pardessus marron. « Bonjour, citoyens ! » dit en entrant l'*homme rouge*. Et s'adressant à Dandrey : « Combien d'hommes ce soir ? » — « Trois », répond Dandrey en désignant Meilhan cadet, Bordes et Lagelle. Ce barbu inconnu, qui parle français, impressionne, inquiète les trois paysans. Arnould leur demande s'ils veulent être *initiés*. Lagelle veut qu'on lui explique d'abord ce mot. Agacé, Arnould réitère sa question en la modifiant : « Voulez-vous entrer dans ma compagnie ? » — « Je ne veux entrer dans aucune compagnie sans savoir ce que j'y dois faire », réplique Lagelle. — « On vous instruira en temps voulu », lui dit Arnould. Puis, d'un ton irrité, il lui ordonne de se retirer. Mais le fossoyeur Bordes lui fait observer avec colère qu'ils n'ont d'ordres à recevoir que du maître de la maison, et non d'un inconnu. Là-dessus, le peintre Boyer s'emporte contre Bordes et Lagelle ; il leur déclare que, s'il avait un sac neuf, il s'empresserait de les y fourrer et de les jeter à l'eau. Pour apaiser la

querelle, Dandrey entraîne Lagelle hors de la maison; il lui explique qu'il ne risque rien à entrer dans une société visant seulement la diminution des impôts et la suppression des droits réunis. Pendant ce colloque, la discussion s'échauffait entre Arnould, Boyer, Bordes et Meilhan. Arnould menaçait de souffleter Bordes. Lagelle rentra vivement pour défendre ses compagnons. Mais Arnould se radoucit; il expliqua la menace d'un soufflet par le dépit bien naturel d'un voyage inutile par un temps affreux et payé d'aussi désobligeants souçons. « D'ailleurs, dit-il, en montrant Lalagüe, Boyer, Arbon et Dandrey, ces messieurs ont confiance en moi; vous devez en avoir aussi ». Lagelle répliqua qu'il connaissait ces messieurs, mais qu'il refusait de se compromettre avec un inconnu. La discussion s'échauffait à nouveau, et Lagelle finit par demander à Arnould si « ses papiers étaient en règle ». Furieux, Boyer et Arnould invitèrent Dandrey à jeter à la porte les trois récipiendaires. Dandrey s'empressa de leur donner congé en disant : « Vous pouvez vous retirer; il n'y aura rien ce soir ». Le Bordelais et Meilhan aîné partirent avec eux.

A Courrensan (Eauze), les militants montagnards étaient Billières, cultivateur, adjoint au maire, et son fils très exalté, le maçon Garros aux propos violents, le barbier Barthe, qui réunissaient chez lui les démocrates du village, le fils Barthe, l'épicier Castagnet, Laffitte, un vieillard de 70 ans et « jacobin fini ». Barthe, Billières fils et Castagnet, affiliés aux sociétés secrètes, étaient les meneurs du parti. Les démocrates de Courrensan étaient en rapports fréquents avec ceux de Gondrin et de Condom. Trois campagnards, Ricouté, Duputz, tailleur, et Brena, de Jouanhaut; avaient souscrit un abonnement à l'*Ami du Peuple*, que Brena lisait aux paysans assemblés chez lui.

A Lannepax (Eauze), Descamps, l'ancien maire révoqué de Manciet, et Coulomy, propriétaire, avaient organisé une société secrète où figuraient les trois frères Septe, dont deux étaient traceurs et l'autre tisserand, Laffite André,

Passama, cultivateur à Guillounat, Molas, de Bidé, Lartigue et Bonnet, cultivateurs, Lalanne fils, de Haget, Gignan, sabotier. D'après quelques témoignages, le nombre des affiliés aurait été de 80 à 100. Des militants montagnards de Vic-Fezensac, notamment le coutelier Lagardère, venaient souvent à Lannepax. Ils assistaient aux réunions secrètes chez Coulomy, ou chez Molas, à Bidé (1).

A Montréal, Thieux, commis de perception en 1849 et 1850, propriétaire aisé, intelligent, adroit, s'était mis à la tête d'un petit groupe de républicains, qui se réunissait à l'auberge Pourqué. Le cordonnier Bergès, le forgeron Lauga, Molère et le chiffonnier Lacomme, qui déblatérât volontiers contre les curés, appartenaient à ce groupe, sans influence dans ce bourg politiquement modéré. D'ailleurs, le maire et la plupart des « hommes d'ordre » de Montréal voient en Thieux, moins un socialiste qu'un ambitieux en quête d'une place. *L'homme rouge*, dans ses pérégrinations politiques, le dénonce comme un faux démocrate, qui fait de la politique un tremplin à son ambition.

Gondrin, la plus forte agglomération du canton après Montréal, était un centre montagnard très actif. Les républicains y étaient nombreux et remuants. Depuis 1848, une propagande persévérante avait rallié au parti rouge les ouvriers de Gondrin et des communes voisines : Courrensan, Lagraulet et même Lauraët. Les plus énergiques avaient été enrôlés dans une société secrète et faisaient de la propagande. L'avocat Lamarque présidait de temps en temps aux réceptions d'affiliés, dont quelques-unes se sont faites dans les bois. Un entrepreneur aisé, Blaise Mondin, était le chef des rouges. Citons les principaux militants, affiliés à la société secrète : le vétérinaire Capelle, maire en 1848 et ami de l'ex-représentant républicain Lesseps,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — *U. Annexes des greffes*. Instruction de l'insurr. dans l'arr. de Condom. Canton d'Eauze. Dossier B. Inform. (77 dépositions); Dépositions de Druilhet, Niozel, Lafourcade, Fourteau, Dandrey, Lamort, Mercier, Meillan aîné et cadet, Bordes, Lagelle, etc. Dossier C. Dépositions du maire et de l'adjoint de Bretagne.

de Villeneuve d'Agen, qu'un petit héritage avait attiré à Gondrin; l'épicier Bajon, secrétaire de la société et portant une ample cravate rouge; l'officier de santé Minville, capitaine de la garde nationale; le médecin Laroche; le pharmacien Renaud; Baudé, ex-facteur rural, qui a démissionné à la veille d'être révoqué pour propagande socialiste; le jeune maçon Broca, agent actif des sociétés, très influent sur les ouvriers, lié avec Lamarque, Durrey et les chefs de Gondrin; le boulanger Campistron, aux propos violents; le chiffonnier Saux, chef d'un groupe d'ouvriers qu'il réunit à l'auberge Boyer; les tailleurs Landre et Desbarats; les cordonniers Peralo et Brena fils, ami intime de Broca; l'épicier Barrère; un marchand de blé, Doazan, propagandiste très actif; le maçon Roques; le perruquier Despax; le carrier Cazeneuve, violent, excentrique, dit *le Rouge*, parce qu'il exhibe souvent des insignes ou des vêtements rouges; le sellier Bartharès; un jeune homme de 19 ans, Marchand fils, intelligent, chargé de la lecture publique de *l'Ami du Peuple*, confident des chefs montagnards; Andouand Mathieu, propriétaire au Tilladet; Cavé Delphin; Ladiou fils, domestique; l'aubergiste Boyer. Jusqu'au 10 août 1851, les rouges, — Saux, Cazeneuve, Broca, Peralo, Brena, Capuran, — fréquentèrent l'auberge de Landre. En juillet 1851, ils se réunissaient dans une chambre, au premier, où ils emportaient les cartes et leur vin. En août, ils soupçonnèrent Landre d'être un *blanc* et un espion politique. Ils désertèrent son auberge. Ils formèrent une société secrète qui tenait ses réunions au café Duran et parfois à l'auberge Boyer. On parlait aussi d'une réunion nocturne dans le bois de Gondrin où de nombreux initiés avaient prêté serment.

A Larroque-sur-Losse (Montréal), l'agitateur rouge était Jean Dugoujon, sans profession, repris de justice, vivant chez la veuve Fourteau, au Rounacle. Il était l'ami intime de l'« homme rouge » qu'il cachait souvent. Ils parcouraient ensemble les cantons d'Eauze et de Montréal pour provoquer des adhésions aux sociétés secrètes et procéder

aux affiliations. Le cultivateur Ladoux, beau-frère de Dugoujon, était un meneur rouge et habitait l'ancienne tuilerie de Herrot. Mentionnons aussi le républicain Fr. Gardère, cultivateur.

A Labarrère (Montréal), deux rouges, Mortera Joseph, ancien boucher, très violent, condamné pour voies de fait envers la gendarmerie, et son gendre Bourrel, dit Laverdure, recevaient souvent des émissaires montagnards de Montréal.

A Fourcès (Montréal), le chef des républicains était un riche propriétaire, J.-B. Lamarque, cousin germain de l'avocat Lamarque et de Durrey, maire républicain de Lagraultet. Son auxilaire était Miranne, maçon influent sur les ouvriers. Le cultivateur Fausseries, braconnier, « au visage sinistre », violent, mal famé, affilié aux sociétés secrètes, vivant dans l'intimité de Dugoujon et d'Arnould, se répandait en invectives et menaces contre les riches (1).

Dans le canton de Valence, les communes de Saint-Paul de Baïse, Bonas, Justian, Castéra-Verduzan, Bezolles étaient politiquement influencées par le voisinage de Vic-Fezensac. A Saint-Paul, un cultivateur affilié aux sociétés secrètes, Loubère, fait de la propagande dans sa commune et les communes voisines. — Au Castéra-Verduzan, les trois principaux militants sont un agent-voyer, Macary Pierre, révoqué pour opinions républicaines, un propriétaire aisé, Libespère, que le maire et le curé signalent comme « un chef socialiste énergique et exalté », le boulanger Bartharès, recruteur des sociétés secrètes, et qui profère des menaces contre les riches. — A Justian, un meneur entreprenant, le menuisier Bazax, recevait chez lui le forgeron montagnard de Vic, Desbarats, dans ses tournées

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 6. — Etat des ind. à transporter, à éloigner, 3 fév. 1852. — M 8 Notices de la Com. mixte. — M 15. Dossiers. M 3, 4, 12. — Rapports du sous-préfet, 2, 3, 9 fév., août 1852. — *U Annexes des greffes*. Instr. judiciaire de l'insurr. dans l'arr. de Condom. Canton de Montréal. Dossier B. Information contre Thieux et Bères. Dépositions de Lannelongue, Sorbets, Dulanna, Bergès, Bétous, Landre, Castarède, Dufau — Dossier C. Rapports du j. de paix, 8 déc., et du maire de Labarrère, 7 déc. 51.

de propagande et d'affiliation. Despax, un cultivateur aisé, et Roques, un cultivateur pauvre, étaient deux militants. — A Bonas, les deux frères Réchou, cultivateurs, étaient deux montagnards exaltés. — Bezolles, qui, selon le juge de paix de Valence, « s'est livrée presque en masse, depuis 1848, à toutes les excentricités politiques », avait un groupe de démocrates actifs. Un propriétaire aisé, Bazax, agent des sociétés secrètes, ouvrait sa maison aux conciliabules d'affiliés, quand Lamarque venait recevoir le serment des néophytes. Parmi les montagnards militants, on comptait les deux frères Goudoulin, forgerons, le charron Baylac, le tisserand Bergès, un ancien maire républicain, Vivès, les cultivateurs Fezas, Dansos, abonné à l'*Ami du Peuple*, le maçon Toulan, le mécanicien Mouillé, le tailleur Landre. — Les habitants de Beaucaire avaient été endoctrinés par un officier de santé, Peyrussan, actif, remuant, affilié aux sociétés secrètes, assidu aux conciliabules tenus à Bezolles, chez Bazax. Révoqué de ses fonctions de maire, il déclamaient contre les riches et son métier facilitait sa propagande politique (1).

On peut conclure que, dans les quatre cantons de Condom, Eauze, Montréal et Valence, les militants montagnards sont particulièrement nombreux, actifs, enrôlés dans les sociétés secrètes.

Les magistrats n'ont pas découvert des sociétés secrètes organisées dans l'arrondissement de Lectoure. Toutefois, les conciliabules de l'auberge Laclavère à Fleurance semblent l'indice d'une société montagnarde plus ou moins secrète. Le procureur Izoard note que les rouges se concertaient, se tenaient en rapport avec les groupes des

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Préfet à min. de la police, 20 fév. 52; rapport du j. de paix de Valence, 29 oct. 1852. — M 4. Rapport du préfet, août 1852. — M 8. Notices de la Com. mixte. — M. 10. Maire de Bezolles à préfet, 17 septembre 1852.

chefs-lieux; certains, affiliés aux sociétés des villes voisines, dirigeaient la masse du parti.

L'instruction des troubles de l'arrondissement n'a pas fourni « la preuve qu'il existait dans l'arrondissement des sociétés secrètes organisées, tenant des assemblées périodiques; elle montre que les démagogues de la localité savaient se concerter entre eux, qu'ils entretenaient communication avec ceux des chefs-lieux... Impossible de méconnaître l'action des sociétés secrètes. C'est ce qui donne un caractère saillant à des désordres qui n'ont été marqués ni par le pillage, ni par l'effusion du sang. Les sociétés secrètes avaient-elles un centre dans l'arrondissement de Lectoure ? Y avaient-elles une organisation complète avec des affiliés et des réunions périodiques ? Je ne le pense pas; mais il paraît évident qu'un certain nombre d'individus étaient affiliés aux sociétés secrètes des villes voisines et que les initiés exerçaient leur influence sur la masse des hommes qui, par leurs sentiments politiques ou la faiblesse de leur jugement, se trouvaient disposés à la subir... (1).

Fleurance est la ville la plus rouge du département. Elle a donné une forte majorité à Ledru-Rollin au scrutin du 10 décembre 1848. Elle est sous l'influence du maire républicain Cadéot, riche et très populaire. La municipalité a été deux fois dissoute. Elle a démissionné pour protester contre l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales. Au grand scandale de l'administration, un instituteur libre, l'abbé Chabrier, donnait un enseignement « communiste » à ses élèves. Le parti rouge est très actif. Ses deux dirigeants sont le casquetier Aylies et un percepteur révoqué pour opinions républicaines, Gallut. Les principaux militants sont le cultivateur Castarède, le tourneur Noguès, l'ébéniste Tarrissan, recruteur des sociétés secrètes, le tailleur Campan, le roulier Belbèze, un propriétaire aisé, Dupuy, le ferblantier Délas, le serrurier Adoué, le charpentier Cassagnau, le médecin Clavé dont la profession étend et facilite la propagande, le maçon Corby, un cantonnier révoqué, Doazan, le mégissier Pédaliès, qui fait une propagande très active à Fleurance et à Saint-Clar,

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. — Proc. de la rép. de Lectoure à proc. général, 28 décembre 1851.

un marchand de chevaux, Fourcade, lié avec Pédaliès. Les rouges se réunissent dans l'auberge de Laclavère. Pour les dérober au public et aux curiosités de la police, Laclavère les enferme dans des chambres particulières.

A Montestruc, le cordonnier Thore, ami de Gallut, est le chef des rouges.

A Lassauvetat, l'aubergiste Bruils et le tailleur Maurens sont des meneurs montagnards.

Lectoure, dont le maire Barrau et la municipalité ont fait une si longue opposition au préfet, appartient à l'opinion républicaine modérée. On ne signale pas de groupe montagnard organisé, et, au coup d'Etat, ce chef-lieu demeurera fort calme. L'auberge Jacob est signalée comme le rendez-vous des « démagogues », et le taillandier Laterade comme ayant, à l'aide de sa profession, « perverti les populations rurales ».

A Mauvezin, qui appartient à l'opinion républicaine modérée, on a signalé quelques rouges militants : le chapelier Capmartin, les deux frères Cadours Jean, tailleur d'habits, et Cadours Louis, coutelier, l'aubergiste Dupux en relation avec les chefs montagnards. Le protestant Montanier, brasseur, reçoit tous les lundis le protestant Bourdil, brasseur à Auch, actif propagandiste, membre du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*.

Montfort (Mauvezin), est un village politiquement agité. Les deux meneurs du parti rouge sont Troyes, voiturier-cafetier, et le cultivateur Bordères.

Saint Clar est, après Fleurance, la ville la plus agitée de l'arrondissement. Les fracasseries policières y ont soulevé une forte opposition républicaine. Le chef des rouges est le limonadier Duffau, correspondant de l'*Ami du Peuple*; il a été poursuivi pour chants et cris séditieux, pour rébellion envers la gendarmerie. A la demande de Chaland, le préfet a fermé son établissement où se réunissaient tous les rouges de Saint-Clar. On signale deux autres propagandistes, le cordonnier Carrier et un pharmacien ruiné,

Sentis, condamné pour ouverture illégale d'un club, et dont les prédications ont « perverti la contrée » (1).

*
**

L'arrondissement de Lombez, nettement dominé par le parti de l'ordre, n'a pas de groupement montagnard organisé ni de société secrète et, au coup d'Etat, il ne bougera pas. — Samatan a donné 385 voix à Ledru-Rollin, en mai 1849. D'après le commissaire, la moitié des électeurs sont rouges. Mais rouges et blancs voisonnent paisiblement. Les notables montagnards sont Larriale, juge de paix révoqué pour républicanisme, président du *Cercle des Travailleurs*, le pharmacien Longayrou, correspondant de l'*Ami du Peuple*, le notaire Marmouyet, Mongausi, ex-greffier de la justice de Paix. A Lombez, l'avoué Délieux et le négociant Vignola, à l'Isle-Jourdain, Délieux Maurice, sont les chefs des républicains et correspondants de l'*Ami du Peuple* (2).

*
**

De ces vues sur le parti montagnard et les sociétés secrètes du Gers, il résulte que la portion agissante et militante du parti était enrôlée dans ces sociétés, qui ont fonctionné dans les trois arrondissements d'Auch, de Condom, de Mirande, et, vraisemblablement, dans celui de Lectoure. Elles sont des centres de propagande et d'impulsion. Les points les plus travaillés par ces sociétés seront les plus agités par l'insurrection. Rattachées à un comité directeur, elles assurent la transmission rapide et l'exécution docile d'un mot d'ordre, facilitent les coups de main et un soulèvement armé. Cette organisation secrète communique au parti montagnard l'allure, la combativité et la discipline d'une secte, et aussi son étroitesse, ses préjugés et ses illusions. Elle active et renforce la propagande en re-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices de la Com. mixte. — M 15. Dossiers Ayliès, Gallut, etc.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Samatan, 26 mars 1850. — *Ami du Peuple*, 2 nov. 1851. Liste des correspondants de l'*Ami du Peuple*.

crutant partout des agents zélés. Les propagandistes sont surtout des hommes du peuple, artisans ou commerçants, et des petits bourgeois, agents de démocratie, que leur profession met en rapport avec leur clientèle de la ville ou de la campagne : médecins, avocats, pharmaciens, vétérinaires, instituteurs, brasseurs, forgerons, épiciers, aubergistes, hongreurs. Contre cette propagande orale, contre cette infiltration des idées montagnardes, l'administration et la police sont impuissantes.

La propagande se fait aussi par des réunions privées signalées dans de nombreux rapports policiers.

Pendant l'hiver, écrit le commissaire de Lectoure, certains républicains, fatigués du séjour des cafés, se réunissaient alternativement chez les uns et chez les autres pour y passer la soirée.

Le commissaire de Mauvezin écrivait le 2 décembre 1850 :

Les socialistes ne s'agitent plus tant. Ils se réunissent tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre.

Le 3 juillet 1850, le commissaire de Samatan informe le préfet que le club républicain, dissous le 10 avril, s'est reconstitué et se réunit chez le tisserand Delom.

Dans ces réunions, on s'entretient de politique et on lit les journaux républicains, notamment l'*Ami du Peuple*. Nous savons qu'à Barran, Daure et Escoubès font des lectures publiques de brochures et feuilles montagnardes. A Vic-Fezensac, le forgeron Desbarats et Bernard Bouchet réunissent chez eux des amis politiques pour leur lire l'*Ami du Peuple*. A Mirande, l'avocat Passama lit tous les jours le journal montagnard aux ouvriers du cordonnier Regnaud, dont l'atelier est dénoncé comme un club démagogique par le commissaire. A Auch, le tailleur Castex lit aussi l'*Ami du Peuple* à ses ouvriers. A Condom, la boutique du perruquier Filliol est signalée comme un club permanent où pérorent les « démagogues » de Condom. A Lamazère, deux meuniers aisés, les frères Carrère, réunissaient chez eux les habitants de la commune et leur tenaient des discours politi-

ques. A Antras (Jegun), le cultivateur Déjus, membre des sociétés secrètes, tient aussi dans sa maison des réunions politiques où il lit l'*Ami du Peuple* aux cultivateurs.

Ainsi, tandis que les sociétés secrètes organisaient un peu partout des conciliabules d'affidés, les colloques politiques se multipliaient, grâce aux réunions privées, dues à l'initiative d'ardents démocrates. Les agents de la répression étaient désarmés devant cette propagande, qui se poursuivait à la fois par les sociétés secrètes et les réunions privées. La surveillance policière demeurait surtout inefficace contre l'ardeur de prosélytisme des montagnards militants, dont l'influence politique était singulièrement accrue par leur profession ou leur métier, qui les mêlait constamment et familièrement aux populations des villes ou des champs.

Au total, cette propagande a-t-elle été efficace ? A-t-elle vraiment entamé la masse paysanne ?

A cette question, le plébiscite du 20 décembre répond nettement : dans le Gers, sur 94.000 électeurs inscrits, 64.000 approuvèrent le coup d'Etat et les votes négatifs émanèrent surtout des villes. Si l'on compare le chiffre des voix de Louis-Napoléon au 10 décembre 48 (57.000) avec le nombre des *oui* obtenus au 20 décembre 51 (65.000), on constate un gain général de 8.000 suffrages, ainsi répartis par arrondissement : 3.692 à Lectoure, 1.863 à Lombez, 1.671 à Mirande, 644 à Condom, 629 à Auch. En 48, dans la ville de Lectoure, le Président n'avait eu que 183 voix ; en 51, il recueille 932 *oui*, le chiffre des voix de Ledru-Rollin en 48. Plus significative encore était la comparaison avec le scrutin du 13 mai 1849, où les totaux des suffrages accordés aux candidats républicains et conservateurs accusent une différence de 50.000 suffrages en faveur des républicains (1). De tels résultats, après qu'une large part a été faite à la pression et aux circonstances exceptionnelles du coup d'Etat, témoignent encore avec éclat de l'arrêt ou

(1) Chap. V, p. 189.

du recul des idées montagnardes. On entrevoit déjà les raisons. D'abord, une gêne économique cruelle — elle est décrite plus loin (1) — a provoqué dans la masse des paysans illettrés et crédules un vif mécontentement, que les conservateurs et le clergé tournèrent aisément contre la République, tenue pour responsable de la misère des campagnes. Ensuite, la portion la plus violente et la plus déconsidérée du parti rouge déclame contre les riches, parle d'expropriation, de pillage, d'extermination, et surtout de 1852, l'ère des repréailles. Elle discrédite en effrayant. Quelques apôtres montagnards sont d'assez tristes sires, et ajoutent à l'effroi. Cette *peur rouge* et la haine des *partageux*, entretenues et exploitées par le parti de l'ordre et l'*Opinion*, sont le principal obstacle au succès de la propagande. Vainement, les dirigeants montagnards et l'*Ami du Peuple* prodiguent les protestations d'attachement à l'ordre, à la famille, à la propriété. Un préjugé défavorable aux républicains est créé dans la masse rurale, et s'attachera au parti pour de longues années. Enfin, parce qu'ils sont pouchassés; brimés, réduits à se cacher dans les sociétés secrètes, les rouges éloignent plus qu'ils n'attirent le paysan méfiant et craintif; les affiliés sont surtout des artisans et des ouvriers. D'ailleurs leur nombre ne dépassera pas certainement 2.000. Bref, la force du parti montagnard et des sociétés secrètes est devenue surtout conspiratrice et insurrectionnelle; politiquement, électoralement, le parti est stationnaire ou décroît.

*
**

L'administration s'est efforcée de gêner, d'empêcher la propagande montagnarde. Elle n'a pas réussi à la supprimer. Le colportage a été entravé par une surveillance et une réglementation étroites, et les écrits « démagogiques » circulent plus difficilement. Toutefois les journaux républicains sont reçus et lus dans les cafés, et, surtout, en

(1) Chap. XI, p. 545 et ss.

dépit des efforts conjurés et persévérants du préfet et du procureur, le journal montagnard, l'*Ami du Peuple*, reste un instrument de combat et de propagande. Il mène une campagne ardente contre le gouvernement et le parti de l'ordre, entretient la vie et la discipline dans le parti rouge. Les cafés sont surveillés, dénoncés, menacés; mais une demi-douzaine au plus ont été fermés par le préfet. Les rouges continuent donc à se réunir et à se concerter dans les cafés; ils y organiseront la résistance armée au coup d'Etat. Quelques cercles républicains ont été fermés; mais leurs membres se réfugient dans des locaux privés et déjouent la surveillance policière. Les sociétés secrètes se multiplient à l'approche de 1852, dans les 3 ou 4 mois qui précèdent le coup d'Etat. Elles seront le « puissant levier de l'insurrection ». Les gardes nationales ont été désarmées et ne seront plus convoquées; mais, par un singulier oubli, dans bien des endroits, les armes resteront en dépôt dans les mairies et tomberont aux mains des insurgés, les 4 et 5 décembre 1851. En résumé, si la compression politique a gêné ou diminué le parti montagnard, si elle l'a réduit à se faire conspirateur dans les sociétés secrètes, elle n'a pas réussi à l'écraser, ni à paralyser sa propagande, plus active qu'efficace.

CHAPITRE X.

La répression des manifestations républicaines.

Compression et résistance. — I. Propos « séditieux » ; leur répercussion politique. — II. Banquets, réunions et anniversaires républicains ; services funèbres. — III. Charivaris, chants, cris, emblèmes, placards « séditieux ». — IV. La répression et les résistances. — La jeunesse montagnarde. — Conclusion.

La répression s'étend à toutes les manifestations publiques, individuelles ou collectives, de sentiments républicains, à tout signe extérieur d'opinions démocratiques. Par l'effacement de toute vie publique aboutir à la léthargie politique, tel semblait le rêve de l'administration. Préfet, sous-préfets, commissaires, procureurs et juges de paix se sont efforcés de le réaliser par une surveillance attentive et par une répression impitoyable de toutes les démonstrations républicaines : propos, discours, banquets, charivaris, chants, cris, placards, emblèmes « séditieux ». « Ni cris, ni chants, ni réunions secrètes, ni socialistes affichant publiquement leurs sanglantes doctrines », tel est le refrain de nombreux rapports policiers. Un commissaire écrit avec satisfaction :

Tout est calme : plus de chants, ni de démonstrations politiques. On dirait qu'il n'y a jamais eu de république (1).

Voilà exprimé avec une fidélité naïve l'idéal visé par la dictature administrative.

Comme pour la presse, les mêmes textes répressifs abondent. Les articles 1, 2, 10, 16 et 19 de la loi du

(1) Arch. du Gers. Police, 1850. — Com. de Samatan, 3 juin 1850.

17 mai 1819, les articles 5 et 6 de la loi du 25 mars 1822, les articles 1 des lois du 8 octobre 1830 et du 8 avril 1831, l'article 1 de la loi du 17 juillet 1849, enfin et surtout les articles 3, 6 et 7 de la loi du 11 août 1848 sont des nids féconds de délits politiques, la plupart vagues et élastiques : *cris, propos tendant à exciter la haine et le mépris des citoyens les uns contre les autres, la haine et le mépris du gouvernement, de l'Assemblée, — attaques contre la propriété, la Constitution, le suffrage universel, la religion, la morale, — diffamation ou injures envers les corps légalement constitués, offenses envers le président de la république*. C'est dans l'emploi fréquent de ces textes si souples que se résume la réaction antirépublicaine.

Mais le zèle administratif et policier, l'abondance et la commodités des textes, l'ardeur répressive et l'ingéniosité des procureurs seront impuissants à bâillonner et immobiliser le parti rouge. Avec les gersois, caustiques et frondeurs, passionnés de politique, la police n'aura pas toujours le dernier mot.

Dans les villes et bourgs, déchirés entre blancs et rouges, la surveillance et la délation policières, les poursuites judiciaires irritent plus qu'elles n'effraient les groupements de montagnards résolus et ardents. Une jeunesse ouvrière, turbulente et agressive, de cervelle prompte et chaude, exhale ses sentiments et sa colère en manifestations bruyantes, notamment par des cris et des chants, des défilés tumultueux. Elle fait front et tient tête à la police et aux gendarmes. Le préfet et les procureurs se plaignent de n'être pas secondés par les juges dans leur besogne de compression : les non-lieu sont fréquents. Enfin, le jury acquitte volontiers les accusés politiques, et nous savons que le préfet s'est efforcé d'influer sur la désignation des jurés. Pour ces raisons et en dépit d'une compression méthodique et prolongée, l'opinion montagnarde trouvera des occasions et des moyens de s'exprimer publiquement jusqu'au coup d'Etat.

verbal. Cette intervention inopinée du brigadier indisposa l'assistance, souleva quelques nuées parmi les jeunes gens. « Vous avez donc des espions ici ? » demande Duffau à Ramond. — « Je suis moi-même mon espion, répond le maréchal-des-logis; j'ai entendu votre conversation ». Et il sort avec les gendarmes, sous les murmures réprobateurs.

Pujol fut traduit en cour d'assises. Le procureur général écrivait à son sujet : « Je veillerai autant qu'il est en moi que bonne justice soit faite » (1).

*
**

Le 17 janvier 1851, à Viella (Riscle), le tambour de ville conviait les habitants à une soirée chantante. Le soir, vers 8 heures, une cinquantaine de personnes emplissaient la salle de l'auberge Lafeuillade. Un chanteur nomade, Antony Delourme, entièrement gris, entonna d'une voix pâteuse la chanson *O Béranger, tu peux chanter encor, le Peuple attend sa liberté !* Les assistants ne saisirent pas une parole. Il voulut chanter ensuite : *Voilà pourquoi je suis républicain !* Mais le public déçu, dégoûté, se lassa vite d'écouter le chanteur aviné. Un moment, quelques sifflets dominèrent le brouhaha des conversations. Vexé, Delourme jeta à l'auditoire quelques mots incohérents : « Je vous engage à être calmes. Les républicains doivent être ainsi. Moi, je suis républicain socialiste. Je vous donne ce conseil... Je bois à Ledru-Rollin ! » Les assistants se retirèrent. Delourme, très excité, se prit de querelle avec le maréchal-ferrant Lahourcade; ils faillirent en venir aux mains. Le lendemain, le plâtrier Lafourcatère assurait Delourme qu'à Riscle son attitude et ses propos l'auraient fait arrêter. Mais Delourme déclare qu'il a été arrêté arbitrairement neuf à dix fois, et qu'on a toujours dû le relâcher. Il ajoutait que, dans un pays, il avait subitement converti aux idées démocratiques tous les habitants.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Pujol. — P. v. du brigadier, 25 déc. 1849; dépositions. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 déc. 1849.

A Riscle, Delourme s'installe à l'auberge Labat. La journée se passe en libations et hâbleries. L'aubergiste croyait avoir affaire à un charlatan ou à un marchand de chansons. Delourme but avec le rémouleur Rouquet et lui déclara que les *Gascons étaient de la canaille, parce qu'ils n'avaient pas pris parti pour la Montagne*. Il s'attable ensuite avec le garde-champêtre Lasbats, Daste et le boulanger Meste. Il demande : « Combien y a-t-il de démocrates à Riscle ? — Une douzaine, répond Lasbats. — C'est bien peu, et si je restais quelques jours, tout le monde le deviendrait. S'il y en avait ici 15 comme moi, pendant 8 jours, il faudrait bien que l'on s'occupe de politique ». Et Delourme entonne la chanson de la veille *Voilà pourquoi je suis républicain !* Puis, s'adressant à Marcel Dupouy, il se déchaîne contre le Président, « un sot, un imbécile qui ne connaît pas son métier; il travaille à se faire exiler ou à se faire f... des coups de fusil ». — Cependant, objecte Dupouy, le Président est acclamé par les Parisiens, surtout depuis qu'il a destitué Changarnier. J'ai lu ça dans le *Siècle*. — « Seuls les gamins crient, parce qu'on leur jette des sous, réplique Delourme; mais ils seraient les premiers à lui f... des coups de fusil et, au besoin, je leur en donnerais l'ordre avec plaisir ». Dupouy conteste ses dires. Delourme s'engage à prouver qu'ils sont confirmés par les récits des journaux; il propose un pari de 10 bouteilles de vin et jette un écu sur la table. A ce moment, se présente le brigadier qui lui demande ses papiers et l'invite à le suivre. Delourme se rebitte, proteste qu'on n'a pas le droit de l'arrêter. Le brigadier ordonne au gendarme Dambielle d'apporter les menottes. Furieux, Delourme menace le brigadier : « Vous voulez donc m'obliger à prendre une barre de fer et à vous assommer » lui crie-t-il. — « Pesez vos paroles, vous ne me faites pas peur », réplique le brigadier. Le boulanger Meste murmure hautement contre cette arrestation, et se prend de bec avec le brigadier. Des assistants l'écartent et le font taire. Pendant qu'on lui passe les menottes, Delourme jette ces mots au brigadier : « Pre-

verbal. Cette intervention inopinée du brigadier indisposa l'assistance, souleva quelques huées parmi les jeunes gens. « Vous avez donc des espions ici ? » demande Duffau à Ramond. — « Je suis moi-même mon espion, répond le maréchal-des-logis; j'ai entendu votre conversation ». Et il sort avec les gendarmes, sous les murmures réprobateurs.

Pujol fut traduit en cour d'assises. Le procureur général écrivait à son sujet : « Je veillerai autant qu'il est en moi que bonne justice soit faite » (1).

*
**

Le 17 janvier 1851, à Viella (Riscle), le tambour de ville conviait les habitants à une soirée chantante. Le soir, vers 8 heures, une cinquantaine de personnes emplissaient la salle de l'auberge Lafeuillade. Un chanteur nomade, Antony Delourme, entièrement gris, entonna d'une voix pâteuse la chanson *O Béranger, tu peux chanter encor, le Peuple attend sa liberté !* Les assistants ne saisirent pas une parole. Il voulut chanter ensuite : *Voilà pourquoi je suis républicain !* Mais le public déçu, dégoûté, se lassa vite d'écouter le chanteur aviné. Un moment, quelques sifflets dominèrent le brouhaha des conversations. Vexé, Delourme jeta à l'auditoire quelques mots incohérents : « Je vous engage à être calmes. Les républicains doivent être ainsi. Moi, je suis républicain socialiste. Je vous donne ce conseil... Je bois à Ledru-Rollin ! » Les assistants se retirèrent. Delourme, très excité, se prit de querelle avec le maréchal-ferrant Lahourcade; ils faillirent en venir aux mains. Le lendemain, le plâtrier Lafourcatère assurait Delourme qu'à Riscle son attitude et ses propos l'auraient fait arrêter. Mais Delourme déclare qu'il a été arrêté arbitrairement neuf à dix fois, et qu'on a toujours dû le relâcher. Il ajoutait que, dans un pays, il avait subitement converti aux idées démocratiques tous les habitants.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Pujol. — P. v. du brigadier, 25 déc. 1849; dépositions. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 31 déc. 1849.

A Riscle, Delourme s'installe à l'auberge Labat. La journée se passe en libations et hâbleries. L'aubergiste croyait avoir affaire à un charlatan ou à un marchand de chansons. Delourme but avec le rémouleur Rouquet et lui déclara que les *Gascons étaient de la canaille, parce qu'ils n'avaient pas pris parti pour la Montagne*. Il s'attable ensuite avec le garde-champêtre Lasbats, Daste et le boulanger Meste. Il demande : « Combien y a-t-il de démocrates à Riscle ? — Une douzaine, répond Lasbats. — C'est bien peu, et si je restais quelques jours, tout le monde le deviendrait. S'il y en avait ici 15 comme moi, pendant 8 jours, il faudrait bien que l'on s'occupe de politique ». Et Delourme entonne la chanson de la veille *Voilà pourquoi je suis républicain !* Puis, s'adressant à Marcel Dupouy, il se déchaîne contre le Président, « un sot, un imbécile qui ne connaît pas son métier; il travaille à se faire exiler ou à se faire f.... des coups de fusil ». — Cependant, objecte Dupouy, le Président est acclamé par les Parisiens, surtout depuis qu'il a destitué Changarnier. J'ai lu ça dans le *Siècle*. — « Seuls les gamins crient, parce qu'on leur jette des sous, réplique Delourme; mais ils seraient les premiers à lui f.... des coups de fusil et, au besoin, je leur en donnerais l'ordre avec plaisir ». Dupouy conteste ses dires. Delourme s'engage à prouver qu'ils sont confirmés par les récits des journaux; il propose un pari de 10 bouteilles de vin et jette un écu sur la table. A ce moment, se présente le brigadier qui lui demande ses papiers et l'invite à le suivre. Delourme se rebiffe, proteste qu'on n'a pas le droit de l'arrêter. Le brigadier ordonne au gendarme Dambielle d'apporter les menottes. Furieux, Delourme menace le brigadier : « Vous voulez donc m'obliger à prendre une barre de fer et à vous assommer » lui crie-t-il. — « Pesez vos paroles, vous ne me faites pas peur », réplique le brigadier. Le boulanger Meste murmure hautement contre cette arrestation, et se prend de bec avec le brigadier. Des assistants l'écartent et le font taire. Pendant qu'on lui passe les menottes, Delourme jette ces mots au brigadier : « Pre-

nez garde; vous êtes bien hardi aujourd'hui, mais chacun aura son tour, et je me souviendrai de vous ! »

Ce bavard effervescent, fortement ivrogne et entiché de politique, est signalé par le juge de paix comme un émissaire rouge, très intelligent et dangereux. Il a demandé à s'entretenir en particulier avec Dufréchou, correspondant de l'*Ami du Peuple* : c'est la preuve, selon le juge de paix, qu'il a été délégué par le parti à la propagande socialiste. Natif de Bazax (Gironde), chanteur et colporteur de procédés de dessin et de calque, Delourme a été déjà condamné trois fois à 15 jours de prison pour chants nocturnes et rébellion envers la force publique, à Saint-Sever, à Montbrison, à Epernay.

Le procureur a relevé, dans les propos tenus à l'auberge Labat, de multiples délits : offenses au Président, attaques contre le respect dû aux lois, excitation à la haine et au mépris du gouvernement, des citoyens les uns contre les autres en vue de troubler la paix publique, outrages à la gendarmerie. La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation ne retinrent que le délit d'offense au Président. Le 23 avril 1851, le jury déclara Delourme coupable et lui accorda les circonstances atténuantes (1).

*
**

A Miélan, le 20 décembre 1849, un individu à l'air égaré, déjà pris de boisson, entrait vers midi à l'auberge Desplats. C'était Bernard Gralatoire, un ancien garçon boucher, de 40 ans : l'ivrognerie et la paresse en avaient fait un vagabond, un chanteur ambulancier, gueusant de cabaret en cabaret, en quête de quelques sous et de quelques verres de vin. En entrant, il déclare : « Je suis républicain », demande un demi-litre de vin et s'attable pour le boire. Bientôt, avisant deux marchands qui déjeunaient à une

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Delourme. — P.-v. du brigadier, rapport du j. de paix; interrogatoire; 11 dépositions; réquisitoires, ordonnances, arrêts de renvoi; déclaration du jury, 24 avril 1851.

table voisine, ils les apostrophe : « Je suis républicain. Vous autres, vous n'êtes pas de bons Français; vous êtes des blancs. Vous mangez de bons morceaux. Vous êtes des *salops* et de la canaille... Le Président de la République est une canaille. Ça marche mal, mais il faut que ça change, et, quand il n'y aurait que moi, je le ferai changer ! » Là-dessus, il boit et chante ensuite une romance dont personne ne saisit un mot. Puis, tendant sa casquette, il reçoit un sou de chacun. Il recommence les mêmes propos.. Mais l'aubergiste Desplats qu'impatient ce rabâchage d'ivrogne, entraîne dans une pièce voisine cet hôte encombrant. D'ailleurs Gralatoire reparaît aussitôt, en répétant : « Je suis républicain; vous êtes des blancs; le Président est une canaille ». Pour s'en débarrasser, Desplats le pousse dehors, le jette à terre et l'y maintient, jusqu'à ce que les deux gendarmes, venus à l'auberge pour vérifier les passeports, l'aient appréhendé. Ils l'enferment dans la chambre de sûreté de la caserne.

Le procureur a relevé dans les propos de Gralatoire le triple délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, des citoyens les uns contre les autres en vue de troubler la paix publique, d'offense au Président. La chambre des mises en accusation ne retint que le délit d'offense envers le Président, et le jury déclara l'accusé coupable avec des circonstances atténuantes. A l'audience, Gralatoire avait protesté de son repentir et affirmé avec véhémence qu'il n'était pas socialiste. Il fut condamné à 4 jours de prison (1).

**

Mouchet, épicier à Saint-Arailles (Vic-Fezensac), tient des propos grossiers contre le président de la République et fait de la propagande socialiste. Le maire conservateur

(1) *Arch. du Gers. U. Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Gralatoire. — P.-v. des gendarmes; commission rogatoire; interrogatoire et dépositions, réquisitoires, ordonnances et arrêt de renvoi; déclaration du jury. — *Opinion*, 27 janvier, C. d'assises.

a procédé à une enquête et interrogé 18 personnes. Toutes ont déclaré avoir été « les témoins de scènes de propagande socialiste et d'injures contre le Président de la République et le gouvernement actuel ». Avec des mots orduriers, Mouchet s'acharnait sur le Président, qu'il traitait habituellement de *canaille, soulard, c....., p....., sauteur, n'aimant que les p..... et la danse*. Il répétait « qu'il fallait à tout prix Ledru-Rollin », dont il entamait l'éloge à tout propos.

Rosis, propriétaire à Pédéros, a conté que Mouchet, à Riguepeu, un jour de foire, « propagait, comme à son habitude, les doctrines socialistes et communistes; il disait à un soldat : « Dans 6 mois, l'armée ne sera pas si forte; il n'y aura pas tant de militaires; il faudra bien par force que les maîtres partagent avec les domestiques, car le président de la république n'est qu'un ivrogne et un p..... ». — Sabazan, propriétaire à Riguepeu, a rapporté les propos suivants : « J'entendis Mouchet qui disait à certains individus : « Pauvres gens, vous travaillez beaucoup, mais vous ne travaillez pas pour vous ». Je répondis à cette question : « Mais ce sera donc pour vous qu'ils travaillent ? » Mouchet me répondit : « Ce sera pour le gouvernement ». Sur cette réplique, je dis à Mouchet : « Mais vous ne voulez donc point de gouvernement ? » Sur ce, Mouchet me dit : « Pas au moins un gouvernement comme celui-ci ». — Mouchet aurait dit à Bonnet, ainsi qu'à bien d'autres : « Si nous gagnons notre affaire, je vais à Auch à cheval et je m'habille en rouge, ainsi que ma jument. Mais si nous perdons, je suis sûr de mourir dans un cachot, car nous ne lâcherons pas ». — Vignes, curé de Saint-Arailles, Dubarry et Beaufort, propriétaires, ont affirmé que Mouchet leur a dit « les choses les plus infâmes contre M. le Président de la République ».

Le maire Pellaroque a consigné tous ces témoignages dans un procès-verbal qu'il adresse au procureur (1).

*
**

La dissolution des conseils municipaux et la suspension des maires républicains exaspéraient les rouges. Ils se répandaient en propos furibonds contre l'administration, les commissaires ou les maires provisoires, les « mouchards

(1) Arch. du Gers. *Municipalités, arr. d'Auch, 1834-52.* — P.-v du maire de Saint-Arailles, 2 décembre 1850.

réactionnaires », le parti de l'ordre, contre la radiation des républicains sur les listes électorales.

A Manciet, l'approche des élections municipales agitait les rouges. Furieux de la dissolution du conseil, ils récriminaient violemment contre l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales. Chez Ducos, marchand de blé, quelques rouges avaient lâché des paroles irritées : « Si nous sommes 6 seulement, avâit dit l'un d'eux, nous voterons avec les anciennes listes, ou il y aura du tapage ». Un autre : « Si nous ne votons pas avec un bulletin, nous voterons avec une balle ». Le maire provisoire Tartas signale ces propos au sous-préfet et au brigadier de gendarmerie : il importe de prévenir l'effet de pareilles menaces en organisant un fort service d'ordre pour assurer la liberté et la régularité du vote. Le 15 décembre, jour du scrutin, le montagnard Lafage pérorait dans un groupe. « On vous trompe, disait-il, on vous trouve quand on veut vous faire faire des prestations, et on ne vous trouve pas pour voter ». Au moment où le maire passait, encadré de gendarmes, Lafage haussa la voix pour être entendu de Tartas : « Le maire a fait venir le brigadier pour vous intimider; c'est une indignité, criait-il. Gens de Sauboire et de Manciet, ne portez pas Tartas. Je ne le porte pas ». Le soir, au café, le serrurier Castaing, que ses amis railaient pour son exclusion de la liste électorale, déclara, impatienté : « Si je ne vote pas avec un bulletin, je voterai avec une balle ». Il s'excuse aussitôt auprès de Tartas qui a entendu le propos. Tartas n'y voit d'ailleurs qu'une simple boutade qu'il attribue à l'agacement provoqué chez Castaing par les taquineries de ses amis.

Castaing et Lafage furent inculpés de cris séditieux, mais relaxés par un non-lieu du 3 mai 1851 (1).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Trib. corr. de Condom, 1851. Contre Castaing et Lafage. — P.-v. du maire, rapport du brigadier de Nogaro, 10 déc. 1850; dépositions; lettre du j. de paix à proc., 23 déc. 1850; ordonnance de non-lieu, 3 mai 1851.

**

A Cazaubon, le maire républicain Labarthe-Vacquier a été suspendu, le 6 octobre 1850, à la grande colère des rouges (1). Cette suspension échauffe les esprits, défraye et passionne les conversations.

Le 15 octobre, quatre hommes causaient en patois, au milieu de la route d'Eauze, entre l'auberge Tausias et la caserne de gendarmerie : le boulanger Tarride, représentant de l'*Ami du Peuple*, l'huissier Guillot, Corbin, un jeune aubergiste de Barbotan, et le menuisier Dumas. Ils commentaient avec vivacité la suspension du maire. Tarride s'emportait contre ceux qui avaient dénoncé Labarthe comme un faussaire : il prodiguait à ces délateurs les mots de *brigands*, *coquins*, *canailles*. « Il faudrait, ajoutait-il, faire rouler la guillotine dans la commune pour venger les républicains ». En entendant ces paroles, l'aubergiste Tausias s'approche et lui demande : « Te plairait-il qu'on te coupât le cou ? » Le maréchal-des-logis, qui était devant la porte de la caserne avec deux gendarmes, fut témoin du colloque et connut le propos sur la guillotine. Il s'empressa de le communiquer au procureur.

Une information est ouverte aussitôt. Le juge d'instruction adresse une commission rogatoire au juge de paix, qui enquête, interroge les témoins. Le 25 novembre, — environ un mois et demi après la conversation du 15 octobre, — Tarride était arrêté chez lui à six heures du matin, conduit devant le juge d'instruction, écroué à la prison de Condom. Avec un minutieux acharnement, le juge de paix fouilla la vie privée et la conduite politique du correspondant du journal rouge. Voici les nouveaux griefs : dans une conversation récente avec le chaudronnier Faurvelet et le faïencier Théodore, Tarride a déclaré « qu'avant longtemps, on ferait marcher les réacs » ; il a organisé une souscription en faveur des instituteurs révoqués ; il rédige des lettres politiques publiées par l'*Ami du Peuple*. Le

(1) Voir chap. VIII, pp. 333, 334.

juge de paix met le procureur en garde contre les menées des amis du prévenu. On a essayé de suborner des témoins. Il importe que les lettres adressées à Tarride soient communiquées d'abord au juge d'instruction, que les visites au prisonnier soient surveillées. Une souscription a été ouverte à Cazaubon, par Baylin, un ami politique de Tarride, en vue de secourir la femme et les deux enfants du détenu. A cette occasion, le juge de paix signale un commis de perception, Mauroux, qui fréquente les « écarlates », sert d'agent de liaison aux démocrates d'Auch et de Cazaubon; il prie le procureur d'avertir le sous-préfet, pour que ce fonctionnaire aux accointances suspectes soit éloigné et placé sous la surveillance de ses chefs. Il prodigue les renseignements « confidentiels » au procureur Saint-Luc-Courborieux, « afin que l'accusation s'en serve sans violer la confiance ». Il note la psychologie des témoins, leur attitude présumée à l'audience, indique les questions à poser. Il convient que Tarride soit condamné pour donner une leçon aux « frères et amis qui lui préparent une ovation comme à une victime politique ». En cas d'acquittement, le juge de paix désire être prévenu à temps pour empêcher l'ovation projetée. Enfin, il dénonce le peu de zèle du maréchal-des-logis, cité comme témoin : on ne saurait attendre de lui une déposition bien énergique contre l'accusé. Et il conclut :

Plût au ciel, que vous puissiez, ainsi que M. le Président de la Cour, ranimer ou plutôt éveiller l'énergie du maréchal-des-logis dont on m'avait fait espérer le changement, soit par retraite ou autrement. Je frémis à la pensée du faible concours que j'aurais, si de tristes événements surgissaient. La population d'ordre de Cazaubon partage mes craintes.

Le 25 janvier 1851, Tarride comparait devant le jury. Il était accusé *d'avoir excité la haine des citoyens les uns contre les autres, en disant dans un groupe que les gens qui avaient provoqué la suspension du maire de Cazaubon étaient des brigands, des coquins, de la canaille, qu'il faudrait faire rouler la guillotine dans la commune pour se venger.*

Tarride fut acquitté, après deux mois de détention préventive (1).

*
**

La compression politique, qui s'exprimait en tracasseries, en vexations policières très fréquentes, mettait hors d'eux-mêmes les rouges, les poussait aux violences verbales, menaces de guillotine, d'expropriation, de pillage, de partage des biens. Leur irritation s'échappait parfois en propos frénétiques.

En décembre 1850, le juge de paix de Cazaubon signalait au parquet un cabaretier d'Estang (Cazaubon), Dedieux, discoureur politique très exalté qu'irrite la contradiction. Il répète volontiers que *les riches sont de la canaille*. Le 19 novembre, en présence de deux marchands, il a déblatéré contre les blancs et dit « que M. Barrau méritait d'être guillotiné » (2).

Traverse, fabricant de droguet, à Condom, est un rouge très bavard. Au café, il claboude contre le maire et le préfet, contre les magistrats, « des canailles », contre les fonctionnaires, « des fainéants trop payés ». A tout propos, il se déclare montagnard et bien décidé à voter avec les socialistes. Le 8 décembre 1850, entre 9 et 10 heures du matin, il est dans la boutique du perruquier Filhol avec Daguzan, un employé des contributions indirectes. Il s'empêche contre les fonctionnaires, à qui le gouvernement octroie de trop grosses pensions. — « Cela ne peut pas durer plus longtemps. Il faut que ça finisse; les riches n'ont aucune charge; c'est le pauvre qui paie pour eux. C'est un abus intolérable ». On lui demande par quels moyens

(1) Arch. du Gers. *U. Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Tarride. — P.-v. du mar.-des-logis, 20 oct. 1850; notes confidentielles du j. de p.; dépositions; réquisitoires, arrêt; déclaration du jury. — *Ami du Peuple*, 1er décembre 1850; *Opinion*, 25 janvier 1851.

(2) *Ibid.* Corresp. du parquet de Condom. — J. de p. de Cazaubon à procureur, 18 et 24 déc. 1850.

il compte supprimer les abus. « Il est temps de faire jouer la Marianne (la guillotine), dit-il, les affaires en France ne pourront marcher et n'iront bien qu'autant qu'on aura fait tomber 400.000 têtes ». — « Marianne aura bien de l'ouvrage », observe quelqu'un. — « Il se peut », répond Traverse. — « Il faudra en fabriquer des guillotines ! » remarque un nouvel interlocuteur. — Bah ! il y en aura bien assez avec une par département », conclut Traverse.

Ces propos rapportés au procureur motivèrent une enquête du commissaire. A l'encontre des dépositions de Filhol, Manciet et Daguzan, Traverse déclara qu'il s'était placé dans l'hypothèse d'une guerre européenne en parlant des 400.000 têtes tombées. Il fut inculpé de propos séditieux tendant à troubler la paix publique. Il fut incarcéré préventivement. Mais la chambre des mises en accusation réforma l'ordonnance de prise de corps, parce que l'inculpé était poursuivi pour un délit passible de peines correctionnelles.

Le 25 janvier 1851, Traverse comparaissait devant le jury. Il nia le propos incriminé, et déclara que « le socialisme était pour lui le règne du Christ ». Il fut acquitté (1).

*
**

Le 15 février 1850, le commissaire Chaland, le boucher Perthuzé et le brigadier de Saint-Clar déjeûnaient ensemble dans une auberge de Lectoure. Ils étaient convoqués pour déposer sur la bagarre de l'avant-veille, à Saint-Clar, entre blancs et rouges. Pendant le repas survient un jeune saint-clarais, le cordonnier Bauch, rouge très remuant et qui a été mêlé aux incidents du 13. Apprenant qu'il vient purger 15 jours de prison, Perthuzé lui crie : « Puisque tu vas en prison, assieds-toi là et bois un coup ! » Bauch s'assied, et frappant du poing sur la table : « Si jamais

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Traverse. — P.-v. du commissaire; dépositions, interrogatoires; réquisitoires, arrêt de renvoi; déclaration du jury. — *Opinion*, 14 décembre 1850.

nous avons le dessus, déclare-t-il, il y aura bientôt des têtes de blanc qui tomberont ! » Puis, s'adressant au commissaire avec qui il a eu déjà maintes fois maille à partir : « Vous avez fait contre moi un rapport au procureur, lui dit-il. Si vous me faites arriver de la peine, je vous brûle la cervelle d'un coup de pistolet ! » Après avoir échangé quelques défis avec le commissaire, il sort.

Quelques heures plus tard, Perthuzé et le commissaire étaient devant la porte de l'auberge Fouraignan. Duffau, le cafetier rouge de Saint-Clar, les apercevant, dit à l'aubergiste : « Il y a des gens qui font leur tête à Saint-Clar ; mais s'ils rencontrent ailleurs leurs adversaires, ils n'osent plus bouger. Ils sont trop lâches pour me parler à l'écart. Si nous avons le pouvoir, il y aura beaucoup de têtes de blancs de trop ».

Bauch et Duffau, accusés de cris séditieux et d'outrages envers le commissaire, furent acquittés en cour d'assises, le 26 avril 1850. Des témoins avaient déclaré n'avoir pas entendu les propos sur les têtes de blancs (1).

*
**

Le 26 octobre 1850, Conté, un maçon d'Estramiac (Lectoure) comparait devant le jury pour propos séditieux. Le dimanche, 16 février, il est entré, déjà gris, à l'auberge Chad, où l'aubergiste lui offre à boire. En sortant, il rencontre Marque dans la rue. Et lui tapant sur l'épaule, il lui demande : « Comment va la République ? » — Elle va bien, répond Marque. — « Pas trop bien, reprend Conté. Vive la République ! A bas les blancs ! Il faut les guillotiner ! Si la guerre civile pouvait venir ! » A ce moment passe Lasserre avec son fils. Conté lui crie : « Vive la République ! A bas les blancs ! Il faut les guillotiner et Lasserre le premier ! » Lasserre lui demande raison

(1) *Arch. du Gers. U. Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Duffau et Bauch. — P.-v. du commissaire et du brigadier; interrogatoires et dépositions; réquisitoires; déclaration du jury, 26 avril. — *Opinion*, 1^{er} mai 1850. C. d'assises, audience du 26 avril.

de ces paroles. Conté rappelle alors une vieille histoire : Lasserre avait jadis frappé le maire d'Avensac et laissé accuser et condamner Conté. Et ces deux hommes, qu'anime une vieille rancune, s'injurient copieusement en patois. Lasserre traite Conté de *porc, saïop, ivrogne, avaleur, minable, âcheveur* (1). Dans sa déposition, il lui attribue les propos suivants : « Il faut la guerre civile et le pillage. On veut faire croire qu'à Paris les blancs ont le dessus sur les rouges. Il n'en est rien, nous verrons cela.... Il y en a quelques-uns dans la commune qui doivent y passer ». Conté nie les propos rapportés par son ennemi : s'il a parlé ainsi le 16 février, il était certainement ivre et ne se souvient de rien. Il fut acquitté (2).

Un cordonnier de Mirande, Laffage, poursuivi pour refus de paiement des impôts, a dit au percepteur : « Vous voulez faire saisir mes meubles, faites-le. Ils sont vieux. En 52, j'en achèterai de neufs avec votre argent et celui des autres. Prenez garde à votre tête ! » Le tribunal le condamna à 5 jours de prison et aux frais. Selon l'*Opinion*, il a crié, à l'audience : « Vive la république démocratique ! » et son fils a répété ce cri (3).

*
**

La commune de Sainte-Christie (Nogaro) avait son agitateur rouge, Passama, un célibataire de 45 ans. Né en Espagne, il s'était embarqué tout jeune pour l'Amérique

(1) *Avaleur, acheveur*, en patois *abalairé, acabaïré*; se dit d'un homme endetté, ruiné, qui a *achevé* de dissiper son patrimoine par paresse, par goût immodéré de la dépense et du plaisir. Le petit propriétaire paysan, dont le rêve était d'amasser et d'économiser quelques écus pour arrondir son domaine, avait fait de ce mot *acabaïré* une injure.

(2) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Conté. — P.-v. du brigadier de Saint-Clar; interrogatoire et dépositions; réquisitoires, ordonnances, arrêt; déclaration du jury. — *Opinion*, 31 oct. 1850.

(3) Arch. du Gers. *Compte mor. et pol.*, 1851. — Lieut. Dal à cap. de gend., 24 nov. 1851. — Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*, 1851. — Dal à ministre, 25 nov. 1851.

où il avait vagabondé plus de 20 ans. Depuis sa rentrée en France, en 1849, il vivait à Sainte-Christie, chez sa mère, propriétaire d'une métairie estimée 20.000 francs. Paresseux, ivrogne, il pérorait au café, trainait de maison en maison, suivait aux champs les paysans, tout en invectivant contre le gouvernement et les riches. Il prophétisait le triomphe de la république rouge en 1852, prêchait sans détour le pillage et le partage des biens. Il avait dressé la liste des futurs expropriés de Sainte-Christie, choisis parmi les propriétaires aisés; il se proposait de faire lui-même le partage de leurs biens; un jour prochain, on irait chez les riches pour s'emparer de leur argent. Tous les « c...-blancs » étaient couramment menacés par lui de la guillotine dont il serait heureux de « tirer la corde ». Il parlait de brûler la cervelle à tous les ennemis de la république. Il clabaudait contre le maire, « homme d'ordre », et le curé. Un jour, chez le forgeron Darblade, au passage du curé, il criait : « Vive la République ! » et ajoutait : « 52 arrive ! 52 arrive ! » Bref, par la frénésie de ces propos et de ces menaces, ce braillard effrayait.

En mai 1851, l'adjoint Lannes colporta une pétition pour la revision de la Constitution. Passama en devint plus excité. Il menaça de la guillotine et de l'expropriation tous les pétitionnaires. Le 27 mai, rencontrant Ducos, en présence du facteur Paouillac et de Labadie, le métayer de sa mère, il lui demande s'il a signé la pétition. Sur sa réponse affirmative, il se rue sur lui, saisit des deux mains le col de sa veste et le secoue rudement en criant : « Tu as violé la Constitution ! Tu es un traître à la patrie ! Royaliste ! Brigand ! canaille ! scélérat ! Tu es hors la loi et on peut te tuer comme un chien ! D'ailleurs, si mon parti triomphe, on partagera tes biens et tu seras guillotiné un des premiers ! » Blême d'épouvante, Ducos l'assure qu'il se rendra chez Lalanne pour qu'on efface sa signature. Passama, très excité, profère encore les mêmes menaces contre le maire Lalanne, l'adjoint Lalanne-Peyre, Fontan, Gautrat, Descamps et autres propriétaires de Sainte-Chris-

tie qui ont signé la pétition. Affolé, Ducos se précipite chez l'adjoint Lalanne. Mais l'adjoint est absent et la pétition circule.

Quatre jours plus tard, Passama discourait dans un groupe : il se vantait d'avoir « mis la peur au ventre » à Ducos et à l'adjoint. Selon lui, Ducos et tous les pétitionnaires étaient hors la loi; il les promettait tous à la guillotine, si son parti triomphait en 1852; en attendant, on pouvait « les fusiller comme des chiens, sans être exposé à être recherché par la justice ».

Passama fut envoyé en cour d'assises pour avoir cherché à troubler la paix publique par des propos excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres. La chambre des mises en accusation avait rejeté la prévention relative au délit d'attaque contre la propriété et les droits de la famille. Passama, qui avait fui en Espagne, fut condamné par défaut à un an de prison et à 100 francs d'amende (1).

*
**

Les notices rédigées sur les insurgés républicains par la commission mixte et les divers agents de la répression, les pièces de l'instruction judiciaire consécutive à l'insurrection du 4 décembre 1851 ont relevé des propos qui, pris à la lettre, autoriseraient à voir dans leurs auteurs des hommes de désordre et de violence, rêvant d'expropriation et de massacre.

Le boulanger Bartharès aurait déclaré « qu'il saurait faire marcher les riches, qu'il les embrocherait et les porterait au four comme un fagot d'épines ». — Le forgeron Dubos disait aussi : « Ce sont les riches qui sont cause de tout cela. Je ne serai content que lorsque j'aurai mangé

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Passama. — Lettre du maire de Sainte-Christie au proc., 1^{er} août 1851; information; 22 dépositions; réquisitions, ordonnance préventive, arrêt de renvoi; déclaration du jury, 28 oct. 1851.

le foie de l'un d'eux à la croque-au-sel ». — Le cultivateur Ducouso affirmait que « tous les nobles étaient de la canaille, capables de vendre tous les petits sans les mener à la foire » (1). — Il y a dans Bassoues une vingtaine d'aristos, disait le boulanger Cabos à Capdecombe; avant trois mois, je veux leur servir de bourreau, je veux les mettre sur le gril et les manger les uns après les autres » (2). — Arnould, « l'homme rouge » de Condom, disait en parlant du procureur et de son substitut : « Il faut que je me fasse une ceinture de leurs boyaux et que je donne leur foie aux chiens ». — Un propos du meunier Carrère : « D'un prêtre j'en ferai deux » (3). — Chevert, le procureur de Mirande, a rédigé sur D..., garçon meunier à Miramont, une note ou extrait des dépositions de 9 témoins :

Dangereux, capable de tout; sans moralité: a abandonné depuis plus de 12 ans sa femme et ses enfants qui se conduisent bien. Propos sanguinaires; appelait hautement la république rouge comme une époque de vengeance des pauvres contre les riches; disait fréquemment qu'il lui fallait le cuir et la tête des riches; il disait des riches qu'il voulait tourner la peau des uns, faire labourer les autres, ainsi que les curés en les aiguillonnant avec force; il chantait nuit et jour au moulin des chansons qui excitaient au massacre des riches. Le refrain de cette chanson patoise se traduisait ainsi : « Dans ce combat qu'on n'en laisse échapper aucun. Enterrez cette canaille » (4).

Le limonadier Sembrès, de Miélan, disait qu'il « avait du bois pour faire une guillotine ». — D..., menuisier à Auch, « incapable par fainéantise d'un travail quelconque, vit de celui de son épouse. Socialiste de la plus triste espèce. Parle toujours de l'extermination des riches par la guillotine » (5). — Voici quelques notes du sous-préfet de Condom :

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices de la Com. mixte.

(2) *Ibid.* M 6. — J. de paix de Riscle à préfet, 8 avril 1852.

(3) *Ibid.* M 8. — Notices de la Com. mixte. M 6. — Chevert à préfet, 30 avril 1852; ordonnance de non-lieu du 15 juillet 1852.

(4) *Ibid.* M 14. Dossier de D...

(5) *Ibid.* M 15. — Dossiers, Note du j. de paix, Lavergne.

Gourragne, marchand de charbon à Condom, demandait la permanence de la guillotine. — Cadeot Guillaume, menuisier, s'est vanté d'avoir assisté à la mort du général Bréa et d'avoir mangé de la chaire humaine. Désigné sous le nom de partageux. — Le boulanger Campistron ne parlait que de tuer, ensanglanter et du rasoir national. — D..., un vagabond, repris de justice, condamné pour escroquerie, ne parlait que de sang et de carnage. Initiateur aux sociétés secrètes, réclamait les serment les plus abominables. — F..., braconnier, vagabond, disait : « Je n'ai ni pain, ni vin, ni blé, mais demain j'aurai de tout ». — L..., chiffonnier, repris de justice, « partageux », ne parlait que de poignard, de sang, de guillotine (1).

D'après les notices de la Commission mixte, Dubord, cordonnier à Fleurance, aurait dit « qu'aux élections de 1852 on entrerait dans toutes les maisons et qu'on pillerait ». — En 1849, le cultivateur Déjus avait déclaré à « l'épouse Bordes » que, « si son parti triomphait et si le pillage était autorisé, c'est chez elle qu'on irait d'abord, parce qu'elle était royaliste ». — Le boulanger Carrère « menaçait d'un coup de fusil quiconque toucherait à l'arbre de la liberté; si l'arbre tournait rouge en 1852, la guillotine *marcherait* ».

Un certain nombre de républicains auraient porté des toasts « au bourreau qui fera tomber la tête de nos tyrans », à Marat, Danton, Robespierre, Saint-Just.

Abadie, forgeron à Saint-Jean-le-Comtal (Auch), disait : « On devrait me nommer bourreau ! » — Le maçon Mouchet déclarait : « Quand la révolution socialiste aura éclaté, je me charge pour mon compte de tuer 3 personnes » (2).

Dans une réunion à Manciet, les montagnards examinaient par jeu les emplois qu'il conviendrait d'assigner, après leur triomphe de 1852, aux notables du parti de l'ordre : « M. Ducos deviendrait bouvier; M. Péré garderait les cochons; M. Ripoteau ferait un bon domestique, etc. » — Un jeune homme de Bretagne (Eauze), se disait « disposé à faire le coup de feu contre ceux qui ont des écus ». — Ripoteau fils, d'Eauze, déclarait au marchand Corne « qu'il

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. — M 6 Etat des ind. de Condom à transporter, éloigner, etc. Février 1852.

(2) *Ibid.* M 8. Notices de la com. mixte.

enfoncerait avec plaisir son sabre jusqu'à la garde dans le corps des légitimistes, et en particulier dans le ventre de M. Bazignan, parce qu'il était bien gras ». — Le chiffonnier Lacomme disait que « les curés mentaient, que tous les prêtres étaient de la canaille, qu'on devrait les poignarder, que cela leur arriverait en 1852, époque à laquelle on cesserait d'être asservis ». Il répétait volontiers « qu'on n'avait pas guillotiné assez ». Des témoins ont déposé qu'il tenait fréquemment « des discours horribles ». — Le maçon Miranne reprochait à Danglade, cultivateur à Larroque (Eauze), de n'être pas du *bon parti*; il l'appela *manant, homme de rien*, et l'assura que les rouges, vainqueurs en 1852, se borneraient à lui « descendre un bras ». Il traitait le Président de « soulard ». — Le carrier Tichané, un hâbleur rouge de Gondrin (Eauze), disait au charpentier Lannes qui dépiquait chez son voisin : « Ta meule n'est pas grande; mais il y aura assez de blé pour toi, pour les quelques mois qui te restent à vivre ». — Arbon cadet répétait qu'en 52 on ferait un feu de joie pour brûler tous les blancs. — Dambès, maréchal-ferrant à Estang (Cazaubon), ne cessait de répéter « qu'il fallait égorger les Messieurs et les plonger dans un puits ». — Montoulieu disait, visant les blancs : « L'année dernière on a fort mal taillé la vigne. En 1852, il faudra la tailler autrement et couper beaucoup de cols » (1).

On pourrait allonger la liste de ces propos. Mais ils suffisent à attester la violence de la passion politique, l'irritation des rouges. Ils expliquent les mentions fréquentes dans les dossiers et les états d'insurgés ou de suspects : *pillard et ennemi juré de la propriété, communiste, partageux, ennemi de tous ceux qui possèdent, communiste prononcé, ne rêvant que désordre et pillage, parlant sans cesse de mort et de guillotine, proférant d'horribles menaces, des propos sanguinaires, etc.*

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Insurrection de l'arr. de Condom., 1851. Instruction judiciaire à Eauze, Nogaro, Cazaubon. — Dépôts, *passim*.

Ces propos ont-ils été tenus ? N'ont-ils pas été imaginés ou envenimés par les commissaires ou les agents subalternes de la répression, par des adversaires politiques dans leurs dépositions ? — Quelques-uns ont pu être arrangés, inventés même. Toutefois, on peut, en général, les croire exacts. Certains sont confirmés par de nombreux témoignages concordants et figurent à la fois sur différents rapports. La plupart ont été proférés en patois : ils ont un accent du cru et comme une saveur de terroir, qui suffisent à établir leur authenticité, pour qui connaît le paysan gersois et le patois gascon. Faut-il les prendre à la lettre et au tragique ? — Une mise au point raisonnable exige d'abord qu'on ait égard à la condition sociale de ceux qui les ont proférés : les hommes du peuple ont des véhémences et des brutalités de langage, qui témoignent souvent de plus de colère ou d'emportement verbal que de réelle perversité ou de desseins bien arrêtés. N'oublions pas que beaucoup de ces propos ont été traduits littéralement du patois, plus haut de ton et de couleur que le français. Enfin, nous sommes ici au sud de la Garonne, et tels de ces prpos paraîtront moins des menaces sérieuses que des hâbleries, des échappées de verve gasconne. Des républicains, par mystification ou vengeance, se sont plus à taquiner et effrayer leurs adversaires par des menaces sanguinaires et des pronostics sinistres. Tous ces propos s'expliquent suffisamment par l'exaltation politique, l'exaspération grandissante contre une compression minutieuse et implacable. Bien des colères se soulageaient par des frénésies verbales, et l'étude de l'insurrection montrera que rarement les propos violents et grossiers s'accompagnent de cruauté dans les âmes ou dans les actes.

Toutefois, on ne saurait nier leur répercussion politique sur les bourgeois et sur la masse des paysans ignorants, timorés et crédules, qui les prirent au sérieux. Emanés de la portion la moins éclairée et la moins recommandable du parti républicain, ils se trouvent surtout dans la bouche de braillards écervelés, de paresseux, de vaga-

bords, d'individus endettés, ruinés, mal famés, louches ou tarés, parfois même de repris de justice. Ces inquiétants avocats de la république rouge risquent de la discréditer, de la rendre haïssable auprès des braves gens craintifs, paisibles et bornés. Les violences verbales, les menaces contre les riches, contre la propriété, cette perpétuelle évocation de 1852 comme une vengeance et un défi, comme l'ère de la grande liquidation sociale, donnèrent corps au « spectre rouge », au fantôme de la terreur, exploités par la presse bourgeoise, aux projets d'expropriation violente, grief capital colporté par les riches propriétaires auprès des petits cultivateurs. Bref, ces propos entretinrent et renforcèrent chez de nombreux paysans la peur et la haine des rouges confondus avec les partageux.

II

La propagande démocratique s'exerce par de nombreux banquets que président les chefs montagnards. On y célèbre des anniversaires chers aux républicains, le 24 février, le 4 mai, le 22 septembre. On y fête aussi le départ ou l'arrivée d'un ami politique, le passage d'un représentant élu ou d'un dirigeant du parti. Elus et dirigeants font des tournées dans le département pour étendre et activer la propagande, endoctriner, encourager les républicains, conseiller une attitude ou une tactique, affilier aux sociétés secrètes, recueillir des souscriptions et des abonnements à l'*Ami du Peuple*, dont l'administration essaye de se débarrasser à coups d'amendes. Ils organisent des réunions et des banquets, qui entretiennent la foi démocratique et fortifient la discipline. Ils sont surveillés et filés par les commissaires et les gendarmes, qui notent leurs propos, rapportent leurs discours.



Le 20 janvier 1850, à Condom, dans une réunion, le représentant Duputz, le chef des rouges, recommande à ses amis de se tenir prêts « à combattre pour défendre la République », car il faut s'attendre à un prochain coup d'Etat. Le 14 février, il assiste à un banquet que lui ont offert les républicains condomois, la veille de son départ pour Paris (1). — Le 6 septembre 1850, Pascal Duprat, représentant des Landes, se rend à Condom, chez Duputz, où il rencontre l'état-major du parti républicain condomois : Daulhième, Lamarque, Dugarçon, etc. Dix-sept musiciens lui donnent une sérénade qui leur vaudra le lendemain leur expulsion d'un local prêté par la sous-préfecture. Pascal Duprat est conduit sur la terrasse de l'ancien couvent des Jacobins, où il remercie les musiciens et harangue l'assistance. Toute la police est sur pied, et le commissaire assiste à la réunion; mais la modération de l'orateur déjoua les prévisions de la police et de l'administration.

Il a fait l'éloge de Gavarret et de Duputz, écrit le commissaire, passé en revue tous les partis en termes mesurés : « Oui, nous sommes jacobins, en effet ! Mais pas des Jacobins de sang comme ceux de 93 ! Nous voulons l'ordre, le respect de la famille, de la religion et de la propriété ». Il blâme les théories socialistes qui veulent tout envahir pour tout détruire. Il veut le progrès sans secousse, sans révolution. Il cherche à prouver que la république est le seul gouvernement possible. Les démocrates ont été déçus par ce langage modéré. Cette harangue n'a été saluée que par deux cris de « Vive la République ! » auxquels un individu a répondu par ceux de « démocratique et sociale », soulevant une réprobation unanime. On évalue de 160 à 180 le nombre des assistants. Les démocrates y étaient en minorité; les conservateurs et les légitimistes en grand nombre, la majorité d'indifférents... (2)

L'Ami du Peuple prétend au contraire que Pascal Duprat s'est nettement posé en socialiste, a prêché « l'union entre toutes les fractions loyales du parti républicain », déclaré que « la forme républicaine ne saurait subsister

(1) Arch. du Gers. *Police, 1850*. — Com. de Condom, 3 et 17 février 1850.

(2) *Ibid.*, 17 sept. 1850.

sans les institutions sociales qui doivent en être la base ». — Trois jours plus tard, le 8 septembre, Duprat, accompagné de Duputz, se rendit à Barbaste où il fut l'hôte du maire Delsus. La musique joua devant la maison du maire. Duprat remercia les musiciens et les assistants. Un gendarme surgit aussitôt, brandissant un arrêté qui interdisait tout discours public. La foule cria : *Vive la République !* Pour éviter un incident, Duprat calma les assistants, et tous se rendirent dans la propriété d'un républicain. Là, sur une pelouse ombragée, Duprat exposa ses doctrines politiques et sociales :

« La République sans les institutions sociales est une baraque bâtie sur le sable qu'emporte le moindre souffle monarchique ». Il se déclare partisan de la propriété « accessible à tous », ennemi juré de la propriété « produit du vol, de l'usure, de la banqueroute, de l'agiotage » ; il flétrit la loi mutilatrice du suffrage universel et réclame « l'association et le crédit pour tous les travailleurs » (1).

En septembre 1851, quelques jours avant la rentrée de la Législative, les démocrates de Lectoure offrirent à Duputz un banquet, où il les aurait exhortés à « descendre en armes dans la rue, au premier signal », pour défendre la Constitution.

Le 26 juin 1851, jour de la fête locale, les rouges de Condom se réunirent le soir dans un banquet, où ils firent une quête pour secourir « les martyrs de la République démocratique et sociale », les détenus de Belle-Isle et les transportés de Bône. Les 26 francs de la quête furent adressés à Duputz, chargé de les faire parvenir aux condamnés politiques (2).

Gondrin (Montréal) est signalé comme un centre d'agitation républicaine, « où se rendent de nombreux affiliés de l'arrondissement de Condom, de plusieurs autres contrées du Gers, et même du Lot-et-Garonne ». Une réunion se tint en plein air, chez le notaire Corne, le 22 septembre (3).

(1) *Ami du Peuple*, 13 sept. 1850.

(2) *Ibid.*, 2 juillet 1851.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 oct. 1850.



Le 1^{er} novembre 1850, à Nogaro, le valet de ville annonçait à la population qu'un cortège se formerait vers deux heures de l'après-midi, sur la place du foirail, pour se rendre au château de Salles, en vue de complimenter le représentant Joret avant son départ pour Paris; un banquet, présidé par le Maire lui serait offert à Nogaro, le surlendemain, dimanche, 3 novembre. Trois cents manifestants, gardes-nationaux ou simples citoyens, sous la conduite du maire Bouilhet, partirent de Nogaro et arrivèrent au château de Salles. Joret parut sur le perron et fut harangué par le maire. Dans sa réponse, il exalta la grandeur et la souveraineté du peuple, exhorta ses auditeurs à attendre patiemment, dans l'ordre et le calme, l'année 1852 qui verrait le triomphe de la volonté nationale et l'abrogation de la loi liberticide du 31 mai. Après ce discours, des victuailles furent apportées. Les manifestants mangèrent et burent dans la cour du château. Au départ, le maire invita Joret à un banquet public pour le surlendemain. Joret promit de s'y rendre et, après une dernière ovation, on se sépara.

Informé par le juge de paix, le préfet, en vertu de la loi du 19 juin 1849, interdit par arrêté ce banquet « essentiellement politique ». Le sous-préfet de Condom était absent; « la position et l'influence de Joret à Nogaro exigeaient que l'arrêté fût exécuté par un fonctionnaire hiérarchiquement supérieur au maire et au juge de paix »; le préfet désigna le procureur de la république de Condom pour appliquer la loi sur les attroupements et sur les clubs, « avec énergie et prudence ». Il l'invitait à observer attentivement l'attitude de la garde-nationale, qui sera suspendue, s'il est démontré que le maire l'a autorisée à se livrer à une manifestation politique.

Le 3, à 11 heures, le procureur était à Nogaro. Les tables étaient dressées sous la halle, et le tambour battait le rappel des souscripteurs. Le brigadier de Nogaro notifiait

aussitôt au maire l'interdiction du banquet. Les tables furent enlevées séance tenante, les commissaires du banquet se portèrent avec le maire et la musique au devant de Joret. Après avoir conféré un instant avec le maire, Joret recommanda le calme et l'obéissance à l'arrêt, entra en ville, acclamé par les habitants. Devant la maison du maire, il prononça quelques mots, assista l'après-midi à une course de taureaux improvisée. Il discourt plusieurs fois. Après avoir rappelé que le respect de la famille et de la propriété est la base de la société, il s'écria : « Oui, mes amis, obéissez aux lois; car, lorsque vous serez vraiment en possession du suffrage universel, ce palladium de toute liberté, cette arme de salut de toute société, vous n'aurez plus à obéir qu'à des hommes de votre choix. Crions donc tous ensemble encore une fois : Vive la République ! Vive le suffrage universel ! »

Au lendemain de cette manifestation, le préfet suspendait le maire de Nogaro par un arrêté où il exposait ses griefs contre la garde nationale : promenade à Salles, acclamations et chants patriotiques en réponse au discours de Joret qui les invitait à s'affranchir de la loi *liberticide* en 1852, offre d'un banquet et réception du 3. Mais de nouvelles informations le contraignirent à modifier les considérants de l'arrêté, à renoncer à la dissolution de la garde nationale. En effet, d'après les rapports du juge de paix et du procureur, le maire n'avait pas ordonné la convocation de la garde nationale; le rappel battu par le tambour de ville s'adressait à tous les habitants; dans le cortège, composé de simples citoyens et de gardes-nationaux, figuraient des enfants et des vieillards; le commandant ni les gardes nationaux n'avaient paru en uniforme au cortège; enfin, la garde nationale était étrangère à l'organisation du banquet. Le juge de paix estime que des mesures de rigueur seraient un « honneur excessif ». Toutefois, le préfet suspend le maire, pour avoir « convoqué, par les moyens officiels à sa disposition, les citoyens à une manifestation politique., prévue, combinée, dirigée par lui »,

pour avoir, par là, « méconnu son devoir et compromis sa dignité ». Il n'était plus question de convocation illégale de la garde nationale. Un décret du 6 décembre révoqua le maire Bouilhet (1).

*
**

Le 12 mai 1850, les démocrates d'Auch commémorèrent dans un banquet la plantation de l'arbre de liberté de 1848. Au sortir de l'auberge, ils se rendirent au café de l'*Avenir* où ils chantèrent des « hymnes patriotiques ».

Pendant ce temps, écrit le commissaire, j'étais à Saint-Pierre où je dispersais un groupe d'enfants portant une chandelle de résine et disposés à chanter les mêmes chants, au milieu d'une foule de tout âge et de plusieurs femmes (2).

L'Opinion signale un banquet « socialiste », à la métairie de Laouat, commune d'Ornezan (Auch sud), le 23 septembre. Parmi les convives figuraient de notables « frères et amis » d'Auch, de Mirande et de Masseube (3).

*
**

A Mirande, le 4 février 1850, les démocrates offrent un banquet à Zeppenfeld, gérant de l'*Egalité*, condamné à 500 francs d'amende et à 1 mois de prison, pour une collecte destinée à payer les amendes infligées au journal.

L'autorité, écrit l'*Opinion*, avait pris ses précautions pour que l'ordre public ne fut pas troublé par une manifestation tumultueuse. Un arrêté préfectoral avait interdit toute réunion qui put amener des incidents incompatibles avec le bon ordre ou de nature à exciter les mauvaises passions. La notification de cet acte qui, au besoin, eût été appuyé par la force armée, faite aux maîtres d'hôtel de Mirande, a empêché que la réunion des amis de Zep-

(1) Arch. du Gers. *Municipalités*, arr. d'Auch, 1843-52. — Préfet à procureur, 2 nov., à ministre, 4, 6, 20 nov.; sous-préfet de Condom à préfet, 4, 12, 16 novembre; ministre à préfet, 4 nov.; j. de paix, lieut. de gend. à préfet, 11 et 17 novembre; j. de paix à sous-préfet, 10 nov.; ampliations de l'arrêté du 5 nov. et du décret de révocation du 6 décembre 1850. — *Ami du Peuple*, 13 nov. 1850. Lettre de Montaut, avocat. — *Opinion*, 7 et 9 nov. 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 15 mai 1850.

(3) *Opinion*, 29 sept. 1850.

penfeld put donner à son dîner l'importance d'un banquet politique.

En effet, prudemment, pour éviter d'offrir à l'administration une occasion de sévir, le banquet fut limité à 20 convives. Le commissaire s'y transporta, revêtu de son écharpe (1).

Le 17 août 1851, un banquet réunissait à Bassoues (Mirande), plus de 60 républicains d'Auch, de Mirande, de Marciac. Parmi les convives, figuraient Nabos, conseiller général, Vidaloque, adjoint faisant fonction de maire de Bassoues, le garde-champêtre Clausade, le jeune Delsol, de Mirande. Cette réunion fut très paisible, « sans cris, ni chants, ni toasts », affirme le rapport du lieutenant de gendarmerie. Le lendemain, le sous-préfet, accompagné du lieutenant Dal, vint notifier lui-même leur suspension au maire et au garde-champêtre. A cette occasion, le colonel de la 13^e légion écrit au ministre que le Gers est de tous les départements de sa légion celui qui exige « l'attention la plus éveillée » (2).

*
**

La fête nationale du 24 février gêne l'administration qu'elle oblige à des hommages hypocrites envers une révolution exécrée. On l'expédiait avec la hâte d'une corvée. La cérémonie officielle avait été réduite à une messe suivie d'un *Te Deum*. Dans une circulaire d'où le mot *républicain* est écarté, le préfet déclare que cet anniversaire ne peut-être mieux célébré « qu'en demandant à l'église de

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Commis de Mirande, 4 février 1850. Voici la liste des convives : Lasserre, marchand de chevaux, Boussès, Passama, avocats, Bonnet, tanneur, Fort, cordier, Labat, marchand, Bernès, horloger, Duclos, marchand de parapluies, Louis, teinturier, Cantaloup, vétérinaire, Lagrave, Breuil, maire de Masseube, Laporte (Masseube), Nabos, maire de Marciac, Courrèges (Riscle), Zeppenfeld, Lacaze, cafetier, Bourdil et Dubouch, brasseurs (Auch), Nolot, marchand (Vic-Fezensac).

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.*, 1851. — Colonel de la 13^e légion et lieutenant Dal à ministre, 19 août; Guerre à Intérieur, 4 sept. 1851.

prier pour les citoyens qui ont succombé dans la lutte et d'appeler les bénédictions de Dieu sur la France » (1). *L'Opinion*, dans son compte-rendu dédaigneusement froid et bref, parle « d'une foule impassible et silencieuse ». Elle reproduit, encadré de noir, un article du *Courrier de la Somme*, qui salue ironiquement l'anniversaire républicain par la liste funèbre des républiques « avortées ou décadées ».

24 Février ! Deuxième anniversaire de la République française.
Nécrologie républicaine :

République belge, avortée ! République allemande, décadée !
République badoise, décadée ! République prussienne, décadée !
République saxonne, décadée ! République hongroise, décadée !
République italienne, avortée ! République lombarde, décadée !
République vénitienne, décadée ! République toscane, décadée !
République savoyarde, décadée ! République romaine, décadée !
République haïtienne, décadée ! République française ?... (2).

Par contre, les républicains fêtent le 24 février, avec un empressement joyeux, comme un dédommagement et une revanche de la persécution administrative et des tracasseries policières. Ils assistent au *Te Deum*. Au sortir de l'église, ils ont le plaisir de narguer les autorités en criant *Vive la République !* et jouissent de l'embarras ou du dépit du monde officiel. Le soir, ils se réunissent dans des banquets.

Le 2 mars 1850, le commissaire de Mirande écrit son rapport sur l'anniversaire du 24 février :

La journée a été calme; l'autorité s'est rendue à la messe; un grand nombre de socialistes la suivaient en ordre et en silence. Elle se serait volontiers passé d'une pareille escorte. Arrivés sur la place, MM. les socialistes ont crié *Vive la République !* Une extinction de voix avait empêché M. le Maire de prendre l'initiative. A 1 heure, MM. les socialistes se sont réunis dans le café Montaut où ils ont chanté quelques chansons républicaines... (3).

En 1851, le même anniversaire fut célébré par un service religieux où assistèrent 250 républicains. En sortant de l'église, ils stationnèrent un instant sur la place et se dis-

(1) *Opinion*, 20 février 1850. — Circulaire aux maires.

(2) *Ibid.*, 25 février 1850.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 2 mars 1850.

persèrent en criant *Vive la République*. Le soir, dans les divers hôtels ou auberges de la ville, les républicains se réunirent dans des banquets par groupes de 20 (1).

Le 25 février 1850, Marciac (Mirande), eut son banquet républicain sur la place publique. Une cinquantaine de convives parcoururent la commune, musique et drapeau en tête, conduits par les deux frères Baron, « chefs du parti démagogique ». L'arrêté préfectoral interdisant le banquet n'avait pas été notifié. Le sous-préfet de Mirande, prévenu vers midi, se rendit à Marciac avec 80 chasseurs et quelques brigades de gendarmerie. Mais, quand il arriva, le banquet était terminé et les convives étaient aux vèpres. A la sortie de l'église, ils se formèrent en colonne, drapeau tricolore et musique en tête. Sur l'ordre du sous-préfet, quelques gendarmes voulurent s'emparer du drapeau, qui fut lacéré dans la bagarre. Le maire provisoire Dumestré le rapporta à la mairie, et le rassemblement se dispersa sans résistance (2).

Le même jour, à Lamazère (Mirande), Ortholan, adjoint au maire, s'empara du tambour de la garde nationale. Avec une trentaine de républicains, il parcourut la campagne en criant : *Vive la République démocratique et sociale ! A bas les Blancs !* (3)

Le 24 février 1850, l'avocat de Condom, Lucien Lamarque, avait présidé le banquet républicain de Vic-Fezensac. « Nous ne connaissons rien du discours prononcé », écrivait le commissaire (4).

Les réunions les plus inoffensives sont puérilement tra-

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.*, 1851. — Lieutenant de gend. de Mirande à préfet, 25 février.

(2) Dans le *Journal de la Gendarmerie*, du 16 mai 1850, cette intervention des gendarmes était célébrée comme un exploit des brigades de Marciac et de Plaisance : on parlait d'une « prise du drapeau rouge remis en lambeau à l'autorité locale ». C'était le drapeau tricolore de la garde nationale, qui ne fut pas pris, mais remis par le porteur Dutrey au maire provisoire. (*Ami du Peuple*. Lettre de Nabos, Baron, Soumabielle, etc.)

(3) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 28 fév. 1850.

(4) Arch. du Gers. Police, 1850. — Com. de Condom, 3 mars 1850.

vesties en graves manifestations politiques et dénoncées au préfet. Ainsi le traditionnel plat de haricots, mangés par un groupe de républicains de Condom, le jour des Cendres, en 1851, est signalé par le sous-préfet comme une agape politique clandestine :

Hier, j'ai su que des démocrates ont inauguré le carême en mangeant fraternellement le plat de haricots qu'en d'autres temps il était d'usage de manger innocemment. En effet, il est d'usage à Condom de quêter de porte en porte le mercredi des Cendres et de s'en repaître ce jour-là. Cette année, pendant que la population honnête était aux obsèques de M. Constantin, nos socialistes ont choisi ce moment pour faire cette agape clandestinement. Personne ne s'en est douté en ville et on ignore qu'elle a eu lieu. J'en ai conféré avec M. Romans (le procureur), qui est d'avis qu'il n'y a rien à faire. Nous ne savons pas si Daulhième y a prononcé des discours. Cette réunion, qui n'a duré qu'un quart d'heure, m'assure-t-on, composée d'une trentaine de démocrates les plus avancés, n'avait pas eu lieu uniquement pour ne pas laisser prescrire un usage (1).

On peut conclure que, dans le Gers, le préfet s'est longtemps borné à surveiller ou à gêner les banquets républicains, sans les interdire absolument : tantôt les assimilant à des associations, il oblige les organisateurs à limiter à 20 le nombre des convives; tantôt il intervient au nom de l'ordre, qu'il feint de croire menacé. Une circulaire préfectorale du 27 juin 1851 étendait aux banquets la loi du 19 juin 1849 :

En interdisant les clubs et les réunions publiques où seraient discutées les affaires politiques, en quelque lieu et de quelque manière qu'ils se tiennent, j'ai en vue de défendre non seulement les clubs proprement dits, mais encore les *banquets* organisés dans un but politique....

C'était l'interdiction nette et définitive des banquets politiques, assimilés aux clubs ou réunions publiques politiques.

*
**

Pour fronder l'autorité, les rouges avaient imaginé d'assister en foule aux « bouts du mois » (2), aux services

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, M 2. — Sous-préfet à préfet, 17 mars 1851.

(2) Service religieux célébré un mois après l'enterrement.

commémoratifs de républicains notoires. L'administration paraissait désarmée devant ce genre de manifestations : elle ne pouvait interdire le cortège ou limiter le nombre des assistants par une intervention policière, qui eut choqué comme une atteinte à des droits et à des sentiments respectables (1). Elle se borna à organiser un service d'ordre, en prévision de démonstrations, de discours ou cris « séditeux ».

A Vic-Fezensac, à l'occasion du « bout du mois » de Lapeyrère, « ex-lieutenant de la Garde de l'Empereur et républicain socialiste », un grand nombre de républicains, — 4.000, selon l'*Ami du Peuple*, — venus des cantons voisins, se rendirent d'abord à la maison des affligés. Ils se formèrent ensuite en cortège, deux par deux, pour aller à l'église, trop petite pour contenir cette foule. Au sortir de l'église, ils défilèrent de nouveau pour se rendre au cimetière. Trois brigades de gendarmerie et 5 ou 6 commissaires avaient été convoqués pour surveiller et intervenir au besoin. La colonne des républicains s'allongeait sur près de deux kilomètres; les manifestants durent se borner à défiler devant les murs du cimetière, qui avait été fermé par ordre du préfet (2).

A Barran (Auch nord), au « bout du mois » du républicain Poudensan, un millier de rouges se réunirent au cimetière où l'instituteur privé, Daure, prononça un discours (3).

A Condom, les légitimistes de l'arrondissement avaient été conviés pour le 15 novembre 1851 à un service religieux en mémoire de la comtesse de Marnes (l'ex-duchesse d'An-

(1) A Lyon, le général Castellane avait limité à 300 personnes les cortèges des enterrements, sous prétexte que les enterrements où assistent plusieurs milliers de personnes « ne sont point un hommage aux morts, mais des manifestations politiques et provocatrices,... inquiètent la population et fatiguent la troupe... » (Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*, 1851. Copie de l'arrêté du 18 mars 1851). — A Montpellier, la gendarmerie a dispersé un cortège funèbre se rendant au cimetière (*Ami du Peuple*, 30 avril 1851)

(2) *Ami du Peuple*, 24 sept. 1851.

(3) *Ibid.*, 8 août 1851.

goulême). L'administration craignait quelque démonstration politique, préparée de concert par les républicains et les légitimistes. La gendarmerie fut consignée à la caserne; le maréchal-des-logis et le commissaire exerçaient sur la place « une surveillance discrète ». Un rapport de gendarmerie note la présence de 4 ou 5 « socialistes » à l'église (1).

*
**

Dans le Gers, les républicains, surveillés ou traqués par la police, sont enclins aux manifestations bruyantes. Les charivaris, les chants sont le mode de protestation le plus populaire. Les rouges qui donnet de fréquentes sérénades à leurs élus, prodiguent les charivaris à leurs adversaires : c'est leur revanche des tracasseries policières, une provocation ou une réplique à l'adresse des « hommes d'ordre », des *blancs*.

A Monlezun, le maire a été suspendu pour avoir toléré ou encouragé un charivari contre le desservant dont il est l'ennemi politique (2).

A Condom, les rouges accusent le garde-champêtre Denux d'être un mouchard politique.

Quelques-uns de ces bandits, écrit le commissaire, ayant affirmé qu'il s'était laissé battre par sa femme, un charivari fut organisé et eut lieu dans les soirées du 18, 19 et 20 octobre. J'ai déféré au tribunal de simple police 9 des charivaristes dont 5 ont été condamnés à quelques francs d'amende (3).

L'abbé Carbois ayant prêché à Condom contre les « socialistes », les républicains se proposent de le siffler. Mais la gendarmerie et la police occupent l'église. Le 20 novembre 1849, le commissaire écrit :

P. 391

L'abbé Carbois, qui prêche à Condom depuis la fin du mois dernier..., attaquait ouvertement les doctrines socialistes. Les

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1851. — Rapport du cap. commandant la gendarmerie, 15 nov. 1851.

(2) *Rec. des actes adm.*, 1850, n° 6.

(3) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 30 oct. 1850.

socialistes décidèrent, le 30 octobre, de le siffler, s'il reparaisait en chaire. M. l'abbé Carbois méprisa leurs menaces et ne laissa échapper aucune occasion de leur dire de dures vérités... A l'entendre si bien dévoiler les intrigues et menées de ces **gens-là**, on dirait qu'il a passé les trois quarts de sa vie dans leurs conciliabules (1).

Le prédicateur s'est élevé surtout contre la prétention des Montagnards de réaliser l'Évangile par le triomphe de leurs doctrines. On lisait dans *l'Opinion* du 25 novembre 1849 :

L'abbé Carbois a repoussé la monstrueuse solidarité que les apôtres de la spoliation, de l'impiété, de toutes les mauvaises passions, voudraient faire peser sur la religion du Christ, où tout est sacrifice, abnégation, mépris des choses d'ici-bas. Cette polémique incidente n'a pas été du goût de quelques auditeurs. Aussi, selon l'usage, lettres anonymes, quolibets, chansons même ne lui ont pas été épargnés. A chaque nouvel outrage le saint prédicateur redoublait d'onction et de zèle.

A Mauvezin, le dimanche et le lundi, jour de marché, les ouvriers organisent des charivaris, et le procureur général écrit le 30 août 1850 :

...Mauvezin paraît la seule commune de l'arrondissement qui laisse beaucoup à désirer. Les dimanches et lundis, les ouvriers se réunissent et se livrent à des démonstrations d'opposition systématique. Ils font des *charivaris* qui sèment l'inquiétude parmi les gens paisibles. Ils sont enhardis par l'appui que leur prête le maire. J'ai demandé sa suspension. Il n'y a pas de police à Mauvezin et on ne peut atteindre les perturbateurs (2).

*
**

Depuis la Révolution de Février, on chantait beaucoup dans le Gers. *La Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Chœur des Girondins* étaient devenus des chants « rouges », depuis que la réaction conservatrice avait déchaîné la passion politique. D'autres chants, comme le célèbre *Chant des soldats* de Pierre Dupont, la *Chanson de Ledru-Rollin*, le *Chant du Paysan*, le *Chant du Vigneron*, etc., avaient complété le répertoire des montagnards. D'ailleurs, des poè-

(1) *Arch. du Gers. Police, 1850.* — Com. de Condom, 20 nov. 1849.

(2) *Arch. nat. BB 30/370.* — Rapport du proc. général, 30 août 1850.

tes ou chansonniers du cru composaient des chansons politiques, satiriques, véhémentes ou sentimentales, comme *La Marseillaise du Prolétaire*, de Joseph Noulens. Certaines de ces compositions étaient inspirées par des mesures administratives, dissolution d'un conseil municipal républicain, désarmement de la garde nationale. Dans les villes et bourgs, où la lutte était vive entre blancs et rouges, comme à Saint-Clar, Lectoure, Mirande, la jeunesse montagnarde hurlait des refrains politiques dans les cafés, dans les rues, sur les places. La police était sur les dents, souvent impuissante à faire taire les groupes de chanteurs, en dépit des procès-verbaux pour cris séditieux ou tapage nocturne. Dans les rapports des commissaires, ces chants deviennent des « clameurs anarchiques », des « cris sinistres », des « chants démagogiques »..

A Auch, au temps du mardi-gras, vers 11 heures du soir, on a entendu les refrains de *La Marseillaise* et du *Chant du Départ*, chantés par quelques républicains sortant du café Danjoy. Mais, en août 1850, le commissaire note « qu'avant 1850, on chantait plus qu'aujourd'hui; avant 1848, on chantait à tête rompre ».

« Le chant est dans tout le Midi une distraction et un délassement que l'usage autorise, mais qui ne tardera pas à se perdre à Auch en y tenant la main. » — « Pas le moindre chant, ni le plus petit propos politique dans les rues ou sur les places publiques, écrit le même commissaire. *La Marseillaise* a été chantée au café d'Etigny seulement et l'on a cessé de la chanter sur mon invitation... » — « Les promenades et la place publique n'ont point l'aspect de trouble. On y entend rarement parler de politique... La tranquillité des rues et des places publiques dénote que les esprits ne sont point préoccupés. Les chants, que les socialistes appellent patriotiques, sont un autre signe de l'agitation intestine du peuple; ils sont les avant-coureurs du désordre ou de la résistance aux lois, les précurseurs d'une révolution... » (1)

Ces quelques lignes de rapport policier font écho à la pensée, à l'espoir de l'administration, soulignent la raison et la fin de cette compression : les chants et les cris entre-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 1^{er} juillet, 15 août, 15 septembre 1850.

tiennent l'agitation; l'ordre matériel, le silence de la rue et de la place publique rétabliront « l'ordre moral », conduiront à l'oubli et à l'indifférence politiques.

A Saint-Clar, depuis 1848, la jeunesse montagnarde est très bruyante. Elle s'assemble au café Duffau et y chante des chansons « patriotiques » et politiques. Elle continue ces chants dans la rue. En 1849, des groupes de chanteurs ont été poursuivis et acquittés. En décembre 1850, le commissaire Chaland envoie au préfet la copie d'une chanson saisie chez Duffau et écrite de sa main. En voici quelques couplets :

Tremblez, tyrans, et vous aristocrates,
Tous vos méfaits seront enfin punis !
Allons, allons, courage, démocrates !
Vaincre ou mourir, non, non, plus d'ennemis !

Vous souvient-il, gens de triste mémoire,
De Février et de son lendemain ?
Du peuple, hélas ! héros de la victoire,
Qui vous punit en vous serrant la main ?

Henriquinistes, hommes de la Régence,
Votre cynisme à coup sûr vous perdra.
Car, voyez-vous, le peuple de la France
Des injustices commence d'être las !

Quelques jeunes gens furent poursuivis pour chants nocturnes et pour les cris *Vivent les Rouges ! A bas les Blancs !* Une autre chanson visait la dissolution du conseil municipal républicain (1).

Le 13 février 1850, au lendemain du mardi-gras, chez Duffau, une vingtaine de jeunes ouvriers montagnards banquettaient joyeusement. Pendant deux ou trois heures, ils chantèrent des chansons politiques, — *Marseillaise*, *Chant du Départ*, — et notamment la *Chanson de Ledru-Rollin* qui déchaînait l'enthousiasme : on la reprenait, on ne s'en rassasiait pas (2). La voici :

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Saint-Clar, 26 décembre 1849, 26 janvier 1850. — Voir chap. v, pp. 175, 176.

(2) Pour le détail de cette manifestation, voir ci-dessous, pp. 538, 539.

I

Deux cris sont partis de l'espace :
L'un, plein de haine et de menace,
Porte ce mot de fiel imbu :

A bas Ledru ! (*bis*)

L'autre à cet accent de colère
Accent d'amour répond soudain :

Vive Ledru-Rollin ! (*bis*)

II

Du pain pour celui qui travaille ?
Arrière donc, vile canaille !
Répète le bourgeois repu.

A bas Ledru !

Droit au travail, point d'assistance,
Car du pauvre la conscience
Veut gagner, non point quêter son pain.
Vive Ledru-Rollin !

III

Quoi ! Ledru veut qu'à l'exercice,
Comme un paysan s'assujétisse,
Le fils d'un bourgeois parvenu !

A bas Ledru !

Mais Dieu, bourgeois aristocrates,
Pétrit bien de la même pâte
Tous les enfants du genre humain.
Vive Ledru-Rollin !

IV

Il veut l'instruction gratuite ;
Mais toute influence est détruite !
Tout pouvoir alors est perdu !

A bas Ledru !

Oui, Ledru veut que la science
A toute haute intelligence
Des honneurs ouvre le chemin.
Vive Ledru-Rollin !

V

Ledru-Rollin veut encore faire,
Pour dégager le prolétaire,
Payer l'impôt au revenu.

A bas Ledru !

Mais le capital et la rente
Remplaceront bien la patente,
L'impôt du sel, l'impôt du vin.
Vive Ledru-Rollin !

VI

Enfin, c'est la Démocratie,
 Luttant contre la bourgeoisie
 Qui, de peur de perdre un écu,
 Honnit Ledru.
 Mais le bourgeois aura beau faire,
 L'avenir est au prolétaire,
 S'il persiste dans son refrain :
 Vive Ledru-Rollin !

Le commissaire Chaland prétend avoir entendu ces quelques mots d'une chanson composée et chantée l'année précédente, sur l'air de la *Carmagnole* : *Des boyaux de Napoléon* (bis), *Nous en ferons du saucisson* (bis). Et le cafetier Somrabère lui en a confié quelques couplets :

I

Napoléon et Changarnier (bis)
 Auront la tête tranchée. (bis)

II

Napoléon est un souldard,
 Léon Faucher est un mouchard.

III

Léon Faucher avait promis
 De faire égorger tout Paris.

REFRAIN

Mais leur coup a manqué
 Grâce à nos ouvriers.
 Dansons la Carmagnole !
 Vive le son du canon !

*
 **

A Lecture, les jeunes ouvriers montagnards chantent souvent à l'auberge Pichague. En février 1849, un jeune ouvrier tailleur, récemment arrivé de Paris, avait apporté une chanson politique : *Les sentiments d'un insurgé*. Le 4 mars, il la chanta avec succès chez Pichague. On y adapta le *Ça ira* de la *Carmagnole*. Au sortir de l'auberge, les jeunes gens se rendirent sur la promenade du Bastion où ils chantèrent la chanson. Le *Ça ira* fit sensation.

Ça ira !

Les aristocrates à la lanterne,
Les aristocrates, on les pendra,
Sur le cou des aristocrates
La guillotine tombera !

On chanta aussi *La Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Chœur des Girondins*. Une cinquantaine de jeunes gens parcoururent les rues en hurlant le *Ça ira*. Le lendemain, ils recommencèrent. Huit manifestants furent inculpés d'avoir troublé la paix publique par des chansons et des refrains « séditeux ». Ils furent acquittés aux assises (1).

Le 2 décembre 1850, le commissaire de Lectoure écrit :

Aujourd'hui, à l'occasion d'un bal et des musiciens venus de Condom, une quarantaine de rouges sont allés dîner à l'hôtel. Après le dîner, ils se sont rendus au café Ayrem où ils sont restés longtemps, chantant à gorge déployée des chansons insinifiantes. Ils se sont rendus paisiblement au café Ransan où ils ont beaucoup chanté. Vers les 4 heures, tout chant ayant cessé, j'ai rendu compte au préfet du nombre qu'ils étaient. Ils se sont dirigés vers la route de Condom pour accompagner les musiciens et, arrivés devant la prison, ils ont chanté le *Chant du Départ*, continuant ainsi jusqu'au pont où ils ont quitté les musiciens (2).

Le 13 avril 1851, à l'auberge Pepet, une vingtaine de jeunes ouvriers montagnards chantèrent *La Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Chant du Vigneron* et le *Chant des Paysans*. Entre deux chansons, ils conspuaient les blancs. Le commissaire, escorté de deux gendarmes, menaça de fermer l'auberge si les chants continuaient. Les jeunes gens se rendirent alors processionnellement, au chant de la *Marseillaise* sur le Bastion et chantèrent autour de l'arbre de liberté. Ils parcoururent ensuite les allées de la promenade en criant *A bas les Blancs ! Vivent les rouges ! M.... pour les blancs ! A bas les mouchards !* Trois jeunes gens furent condamnés à 3 mois et 1 mois de prison (3).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1849. Contre Maignaut, Filhol, Demay, etc. — P. v. du commissaire; interrog. et dépositions; réquisitoires, ordonnances, arrêt; déclaration du jury.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Lectoure, 2 déc. 1850.

(3) Pour le détail de cette manifestation, voir ci-dessous, p. 532 et ss.



A Mirande, le soir du 24 février 1850, au café Montaut, les républicains ont chanté *La Marseillaise*, le *Chœur des Girondins* « et une autre chanson qui avait pour refrain : « Grandissez dans les fers ». — Le 21 juillet, un jeune homme, prévenu de chants nocturnes, fut arrêté et conduit à la mairie. La population irritée s'y transporta, mais se dispersa sur l'ordre du commissaire. Le jeune homme fut relâché vers minuit, et tout rentra dans l'ordre. — Trois mois plus tard, le commissaire Chaland verbalisait, un soir, pour attroupement, chants séditieux, injures envers l'autorité, contre un groupe de jeunes gens chantant « des chansons patriotiques exaltées, qui ne pouvaient que troubler le repos des honnêtes gens et exciter les esprits les plus calmes ».

Nous avons compris, écrit le commissaire, les paroles ci-après : Plus de tyrans, plus d'esclavage, le peuple a reconquis ses droits. Nous sommes républicains. Vive la liberté ! Mort à ceux qui nous poursuivent et veulent nous tenir enchainés ! (1)

Le 14 avril 1850, le docteur France, de Miélan, conte dans *Le Bien du Peuple* que, vers 8 heures du soir, un dimanche, des jeunes gens passaient dans la rue en chantant. Les gendarmes leur ordonnèrent de se taire. Les chants cessèrent aussitôt. Mais le docteur France, sous prétexte qu'il chantait ou écoutait chanter, fut saisi au collet par les gendarmes Deforge et Dupont, ce dernier pris de boisson. Le procès-verbal des gendarmes mentionnait mensongèrement que France était travesti ou déguisé au milieu du groupe des chanteurs (2).

A Condom, comme à Saint-Clar, les républicains ripostaient aux mesures de compression par des chansons où s'exprimaient leurs haines et leurs espoirs politiques. Le

(1) Arch. du Gers. — *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 2 mars et 15 oct. 1850. — *Compte mor. et polit.* 1850. — Sous-préfet à préfet, 23 juillet 1850.

(2) *Le Bien du Peuple*, 14 avril 1850. Lettre de France.

20 novembre 1849, le commissaire adressait au préfet la copie d'une chanson composée par J. Noulens, qui la chanta dans un dîner d'adieu offert par ses amis, à l'occasion de son départ pour Paris, « où il est allé, dit-on, pour s'inspirer auprès des gros bonnets du socialisme, dont il doit transmettre les instructions à ses correspondants de l'arrondissement » (1). — On chansonna un arrêté préfectoral ordonnant aux gardes nationaux de porter leurs fusils à la mairie sous prétexte d'inspection (2). — Le 17 mars 1851, le sous-préfet de Condom informe le préfet que Lestrade, du quartier de la Bouquerie, a chanté, un soir de foire, dans une auberge d'Eauze, une chanson de l'avocat Daulhième, pleine « d'allusions perfides contre M. le Président de la République » (3). — La chanson la plus populaire, chantée par les républicains de l'arrondissement, était *La Marseillaise du Prolétaire*, de Joseph Noulens. Dans cette composition amère et violente, gronde la haine sociale qu'exaspère l'ardente lutte de classe entre blancs et rouges.

La Marseillaise du Prolétaire (sur l'air de *La Liberté*)

J'ai trop souffert pour garder l'espérance !
 Mieux vaut mourir dans le fond d'un cachot,
 Que de glaner chaque jour sa pitance,
 Comme le veut l'ignoble providence
 Des aristos.

Un lampion projette sa pénombre
 Dans mon logis et malsain et mal clos.
 Là, mon enfant se fane comme une ombre.
 Je dois son mal et mes douleurs sans nombre
 Aux aristos !

De tout bonheur, moi, je suis le Tantale.
 Aussi toujours je dresse des complots
 Pour niveler la famille sociale,
 En étouffant cette race infernale
 Des aristos.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Condom, 20 nov. et 1^{er} déc. 1849.

(2) Voir chap. précédent, pp. 431 et 432.

(3) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 2. — Sous-préfet de Condom à préfet, 17 mars 1851.

Je n'entre pas, moi, pauvre prolétaire,
 Chez ces gens-là sans quitter mes sabots,
 Sans que mon cœur n'y reçoive un ulcère.
 Pourtant je suis et l'égal et le frère
 Des aristos.

Au capital je déclare la guerre.
 Il faut tomber à grands coups de marteau
 Sur l'intérêt, sur l'abus délétaire
 De ce système appelé *laissez-faire*
 Par l'aristo.

Sans nous donner un pays de Cocagne,
 On pourrait bien amoindrir nos impôts,
 Guérir la faim, notre maigre compagne,
 Qui pousse au vol et qui peuple le bagne,
 Vils aristos !

Je veillerai : car l'aristo conspire
 Contre mon droit, ma vie et mon repos.
 Et toi, mon fils, avant d'apprendre à lire,
 Apprends d'abord à haïr et maudire
 Les aristos.

Vienne le jour de vengeance finale,
 Qui doit tarir nos pleurs et nos sanglots,
 Et nos fusils prodigueront des balles !
 En les chargeant, j'écouterai le râle
 Des aristos.

Pour préluder au courage suprême,
 Matin et soir, nos voix et les échos
 Répèteront ce terrible anathème,
 Qui fut lancé par Jésus-Christ lui-même :
 « Plus d'aristos ! » (1)

Le 29 juin 1851, jour de la fête locale de Condom, « la musique n'a pas cessé de jouer les airs chéris de *la Marseillaise*, du *Chant du Départ* et du *Chant des soldats* de Pierre Dupont » (2).



Le commissaire de Vic-Fezensac a expulsé du café Mas-signac des saltimbanques qui chantaient des chansons politiques. Voici comment il conte l'incident au préfet :

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Coup d'Etat, 1851*. — Rapport du procureur de Condom, 24 janvier 1852. Copie de *La Marseillaise du Prolétaire*.

(2) *Ami du Peuple*, 2 juillet 1851.

Avant-hier j'ai dû faire acte d'autorité à l'encontre du sieur Massignac, dont les instincts tracassiers cherchent toujours à percer. Un saltimbanque avait été autorisé à donner une représentation dans une salle du café. Quelques morceaux de chants non politiques ont été chantés... Mais, profitant de mon absence et de celle du brigadier, le public demande un morceau plus friand, et le dernier couplet se termine par le cri de « Vive la République ! » A vrai dire, c'est plutôt une satire qu'une louange de la République. A ce moment, nous rentrons dans la salle; on commençait à battre des mains, à trépigner, à demander le *bis*, lorsque je me présentais. Je défendis de continuer et fis sortir les saltimbanques (1).

En juillet 1850, le commissaire déclare qu'à Samatan les chants « patriotiques » ont cessé :

Tout est calme. Plus de chants patriotiques. Les jeunes gens les plus exaltés sont partis de la localité. Quelques procès-verbaux pour chants, bruit et tapage nocturne les ont mis à la raison (2).

A Mauvezin, un voyageur de commerce a chanté une chanson dont le commissaire n'a entendu que ces mots : « Vive Ledru Rollin ! » Les jeunes conscrits ont fait « une démonstration au tambour », ont chanté la *Marseillaise* jusqu'à 10 heures du soir. Ils ont dit au commissaire qu'ils étaient autorisés par le maire.

Ils étaient excités par quelqu'un, écrit le commissaire, Sacquaux, plâtrier, et Molinais les encourageaient à chanter. Le lendemain, ils ont recommencé leurs chants. Voici les noms de ces jeunes gens : Abadie, Commaire, Dabrin, Mauco, Mouton, Rocole; je crois que ces 5 jeunes gens sont du parti socialiste (3).

Le 29 août 1851, à Bassoues, Boyries, une jeune maçon de Castelnau-d'Auzan, et le charpentier Escarré chantèrent, devant la maison du notaire Dousset, une chanson dont le refrain était : *Ran, plan, plan, vivent les rouges ! A bas les blancs !* Prévenus d'avoir cherché à troubler la paix publique par des chants excitant au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres, ils furent déférés aux assises et déclarés coupables par le jury (4).

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Vic-Fezensac, 15 octobre 1850.

(2) *Ibid.* — Com. de Samatan, 31 juillet, 3 nov. 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Mauvezin, 12 mai 1850.

(4) *Ibid.* U *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Boyries. — P.-v. du brigadier de Bassoues; réquisitoire; déclaration du jury.

Le chant a donc été dans le Gers le mode de protestation politique le plus populaire. La jeunesse montagnarde chantait beaucoup pour narguer les blancs et la police. Commissaires et gendarmes ont la consigne de ne tolérer aucun chant dans les cafés ou dans la rue. Ils ont verbalisé souvent pour tapage nocturne, chants « anarchiques », clameurs « séditeuses », capables de « troubler le repos des honnêtes gens ». Ces démonstrations sont devenues rares par suite d'une répression persévérante et d'un mot d'ordre montagnard. En 1851, les chants politiques ou « patriotiques » ont diminué ou cessé; les commissaires l'affirment dans leurs rapports.



La police fait la chasse aux emblèmes séditeux, — gravures, bustes et portraits de démocrates célèbres, étoffes ou vêtements rouges, bonnets phrygiens, etc., — à tous les signes extérieurs d'opinions républicaines.

A Auch, le 30 décembre 1849, vers 9 heures du matin, le commissaire Lacassagne, accompagné de trois agents, pénétrait dans le café Lacaze, rue de Mirande. Dans la salle du public, « un bonnet rouge de la déesse Liberté », entouré de deux drapeaux tricolores et surmonté d'une couronne de laurier, reposait sur un plateau fixé au mur. A côté s'étalait un dessin au crayon d'une Liberté coiffée d'un bonnet rouge. En présence de la femme du cafetier Lacaze absent, le commissaire se fait remettre le bonnet rouge et le dessin.

Cet emblème de désordre et de violence, écrit-il au préfet, était, dans ce lieu de rendez-vous des socialistes les plus grossiers, l'objet de leur culte, et donnait lieu aux quolibets et aux pronostics de cette secte en délire.

D'après l'*Opinion*, ce casque peint en rouge avait coiffé en 1848 l'arbre de la liberté planté devant la préfecture. Les gardes nationaux républicains l'avaient transporté au café Lacaze.

Prévenu d'avoir exposé en 1849, dans son café, des signes ou symboles propres à troubler la paix publique, Lacaze fut envoyé devant la cour d'assises. A l'audience du 18 janvier 1850, son défenseur Arexy précisa la signification du bonnet phrygien et du drapeau rouge :

Le bonnet phrygien symbolise le progrès, la liberté, la civilisation, c'est-à-dire, « la Révolution en marche vers l'avenir » ; le drapeau rouge est « le drapeau de la lutte armée à l'intérieur, le drapeau d'un peuple insurgé contre le pouvoir qui l'opprime », comme le drapeau tricolore est celui de la guerre contre l'étranger.

Lacaze fut acquitté (1).

Le 23 novembre 1850, le préfet écrivait au procureur de Condom que le fondeur Mollo possédait un moule à fabriquer des médailles de Ledru-Rollin, et qu'il en avait envoyé 300 à Vic-Fezensac. Le procureur requit aussitôt une information,

Attendu qu'il y aurait contravention au décret du 5 germinal an XII (art. 1 et 3), au décret des 11 et 12 août 1848 (art. 6), à la loi du 27 juillet 1849 (art. 6)... — qu'il importe de rechercher et saisir les moules et matières qui ont servi à la fabrication de ces médailles, ainsi que des médailles qui pourraient être encore en la possession de Mollo, et, en outre, les écrits et documents se rattachant à la fabrication et à la distribution....

Mais les recherches chez Mollo furent infructueuses, et le fondeur démontra que son outillage ne lui permettait pas de fondre les médailles « séditeuses ». L'affaire fut close par un non-lieu.

Le 5 mai 1850, fête de Saint-Oréns, à Auch, quatre jeunes gens travestis portaient de longs rubans rouges à leurs chapeaux, ornés d'une cocarde tricolore. Commissaire, sergents de ville et gendarmes se précipitèrent vers eux et leur enjoignirent d'ôter les rubans. L'un des jeunes gens aurait été malmené. Les rubans disparurent (2). — Le

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. Com. d'Auch, 17 janvier 1850. — *U. Annexes des greffes*. Cour d'assises, 1^{er} trim. 1850. Contre Lacaze. — P.-v. du commissaire; ordonnance préventive; déclaration du jury. — *Opinion*, 22 et 24 janvier 1850. Lettre d'Arexy.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 15 mai. — *Ami du Peuple*, 8 mai 1850.

dimanche 20 septembre 1850, sur les allées d'Etigny, vers 3 heures de l'après-midi, un groupe de fumeurs exhiba des pipes « incendiaires » où étaient sculptées les têtes de Ledru-Rollin, Barbès, Raspail. Aussitôt les gendarmes accostèrent les fumeurs pour connaître la provenance de ces pipes (1). — Selon un usage immémorial, les Auscitains se rendaient à Pavie le mercredi des Cendres pour les funérailles du Carnaval. En 1851, à cette réjouissance populaire, un jeune homme « travesti en Liberté » s'était coiffé d'un bonnet phrygien. Il fut conduit devant le maire, quitta « la coiffure perturbatrice » qu'il remit presque aussitôt. Un procès-verbal fut dressé (2).

En octobre 1851, on écrivait de Marciac à l'*Ami du Peuple* :

Une loi interdit le colportage des portraits d'hommes proscrits. Alors, pourquoi laisse-t-on colporter le portrait du comte de Chambord ? La chasse aux portraits de Ledru-Rollin, Barbès, absorbe cette brave police (3).

A Lectoure, les blancs ayant offert un bal au café Tarrissan, quelques jours plus tard, les rouges en organisent un autre au café Ayrem, où ils invitent leurs amis politiques de Condom, Fleurance, Saint-Clar. Les commissaires du bal sont décorés de grandes rosaces rouges, et sept jeunes gens ont arboré des gilets écarlates. Rosaces et gilets sont signalés par le commissaire au sous-préfet et au procureur (4). — A Saint-Clar, les jeunes gens, qui fréquentent le café rouge de Duffau, pénètrent dans un bal, coiffés du bonnet phrygien et portant des ceintures et des cravates rouges. Le commissaire Chaland dressa procès-verbal. Une instruction fut ouverte; mais ces jeunes gens ne furent pas poursuivis (5).

Le 9 mai 1851, l'*Ami du Peuple* conte une intervention du nouveau procureur de Lombez, Izoard. Le 4 mai, un bal

(1) *Ami du Peuple*, 26 septembre 1851.

(2) *Opinion*, 9 mars 1851.

(3) *Ami du Peuple*, 8 oct. 1851.

(4) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Lectoure, 2 déc. 1850.

(5) *Opinion*, 1^{er} mai 1850

avait été organisé dans la salle des spectacles de Lombez. Au-dessus de l'orchestre s'étaient trois inscriptions superposées : *Vive la République démocratique ! 4 mai ! 24 Février !* La première était surmontée de deux pivoincs. Le procureur pénétra dans la salle avec son substitut. Il jugea seditieuses les fleurs rouges et les inscriptions, et ordonna de les faire disparaître. Un danseur portant un habit doublé de rouge aurait été contraint de l'ôter avant d'entrer dans la salle du bal.

*
**

A Condom, le 30 mars 1851, le couvreur Arnould circulait dans les rues, vêtu d'un paletot rouge, « la livrée de 93 ». Le commissaire lui enjoignit de ne plus exhiber ce vêtement. Arnould écrivit au maire une lettre ironique pour protester contre cette sommation « irrégulière », aucune loi ne fixant les costumes et leurs couleurs.

Monsieur le Maire, c'est avec une vive surprise que j'ai reçu ce matin la visite d'un de vos agents. Je suis convaincu que vous êtes complètement en dehors de cette démarche et que ce personnage a abusé de votre nom, quand il est venu me sommer d'avoir à m'abstenir désormais de porter mon paletot rouge. En effet, vous êtes trop éclairé, Monsieur, pour ne pas comprendre tout ce qu'il peut y avoir de ridicule dans une pareille sommation. Je ne sache pas de loi qui fixe les costumes et leurs couleurs.... Les citoyens ont le droit incontestable de s'habiller comme il leur plaît et selon leurs ressources... Aussi m'approuverez-vous, si je ne tiens aucun compte d'une sommation aussi irrégulière dans la forme qu'absurde au fond. Je ne suis pas assez riche pour avoir plusieurs costumes et, le serai-je, que je ne reconnais à personne le droit de diriger ma garde-robe....

Arnould récidiva et aggrava son cas : le jeudi saint, il visita les églises revêtu de ce même paletot. Le scandale et l'émoi furent grands parmi les fidèles. Le lendemain, les agents pénétrèrent chez Arnould et s'emparent du paletot qui est déposé au greffe. Un mandat d'arrêt pour « interruption des exercices d'un culte » est décerné contre « l'homme rouge ». Le commissaire Labal, chargé d'exécuter ce mandat, n'a pas trouvé Arnould chez lui. Il se rend à la caserne de gendarmerie et remet le mandat au

maréchal-des-logis Trouette, en lui indiquant le lieu où travaillait Arnould : un pavillon dans la vigne du charcutier Dessus, à 1 kilomètre du faubourg de la Bouquerie. Au vrai, le commissaire ne se souciait pas d'arrêter Arnould, très redouté pour sa violence et sa vigueur. Il appréhendait surtout de traverser avec un pareil prisonnier le faubourg populaire et républicain. A son tour, le maréchal-des-logis se dérobe et confie aux gendarmes Casquil, Lapoujade, Laffite et Lambinet l'exécution du mandat. Il expliquera au lieutenant qu'il s'est abstenu d'accompagner les gendarmes, en raison de ses infirmités. Les quatre gendarmes se rendent à la vigne de Dessus où ils trouvent Arnould. Ils l'appréhendent, sur une échelle, à sa descente. Arnould se débat et crie : « A l'assassin ! » Les habitants du faubourg, qui ont eu vent de l'arrestation, s'agitent. Une douzaine d'hommes accourent vers le prisonnier. Arnould, aux prises avec les gendarmes, leur promet de se présenter devant le maire. Le marbrier Vigneau prend l'engagement de le conduire chez le commissaire. Sur cette assurance, les gendarmes, peu désireux d'affronter une foule excitée, lâchent leur prisonnier et se retirent. Entre temps, le brigadier, inquiet, se dirigeait avec le gendarme Mendousse vers la vigne de Dessus. Il rencontre les 4 gendarmes qui reviennent. Ils lui content qu'ils ont relâché Arnould contre la promesse de se constituer prisonnier. Le brigadier ne s'illusionne pas sur les suites de cette promesse, et, pour réparer la faiblesse ou la méprise de ses subordonnés, il les ramène aussitôt à la vigne. Mais « l'homme rouge » avait disparu.

Le préfet, qui désirait vivement capturer l'agitateur, demande la révocation du commissaire qui a eu peur : l'autorité « a besoin d'agents fermes, actifs et vigoureux, sachant, au besoin, payer de leur personne ». Le procureur général écrivait de son côté :

Il est impossible que ce magistrat reste à Condom. Il y est né : il y a sa famille et ses propriétés. Il y exerce ses fonctions depuis 1830 ; il ferait mieux partout ailleurs.

Le brigadier fut mis à la retraite, et les 4 gendarmes furent immédiatement déplacés. Arnould s'était enfui pour éviter la prison préventive. En son absence, le fisc voulut opérer une saisie en raison de quelques impôts impayés. Il fut désintéressé par le produit d'une « souscription démocratique », et la saisie n'eut pas lieu.

Cette affaire Arnould agita violemment Condom. Elle provoqua une manifestation à Manciet, un des bourgs les plus rouges de l'arrondissement : le 20 avril, jour de Pâques, une trentaine de jeunes gens parcoururent la ville en chantant *la Marseillaise* et des « airs patriotiques ». « Le maire Sabathié, écrit le commissaire, ne s'est pas ému : il a laissé faire ». Les jeunes gens furent mandés devant le juge de paix et durent fournir des explications (1).



Les placards, les inscriptions politiques anonymes s'étaient un peu partout. La police et *L'Opinion* incriminent les rouges qui, à leur tour, imputent à la police et aux conservateurs cette besogne occulte de provocation, destinée à justifier et aggraver la répression antirépublicaine.

En mars 1850, à Mirande, des affiches injurieuses pour le sous-préfet ont été apposées de nuit sur les piliers de la halle et sur la porte de la sous-préfecture. Un enfant de 12 ans, dont l'écriture ressemblait à celle des placards, fut interrogé par le juge d'instruction. Le 1^{er} avril, le commissaire note qu'une nouvelle affiche, contenant des menaces au sous-préfet, a été placardée sous la halle. « Elle a été enlevée par le vétérinaire Canteloup qui a déclaré ne plus se souvenir du contenu ». « Je veillerai jour et nuit, s'il le faut », conclut le commissaire (2).

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et politique*, 1851. — Huit lettres du lieutenant et capitaine de gendarmerie, du sous-préfet, du préfet. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén.; 1^{er} mai 1851. — *Ami du Peuple*, 27 avril et 25 mai 1851.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Mirande, 15 mars, 1^{er} avril 1850.

A Fleurance, dans la nuit du 12 au 13 janvier 1850, une affiche portant ces simples mots : *Vive la république démocratique et sociale !* fut placardée. Elle fut enlevée par le commissaire (1).

Le 20 février 1851, à Lectoure, un placard contenant des menaces et des injures contre plusieurs habitants, fut affiché de nuit sous la halle. Une information fut ouverte (2).

Le 2 août 1851, l'*Opinion* signalait des affiches politiques anonymes à Eauze.

En mai, juin et juillet, de nombreux placards furent nuitamment apposés à Condom.

Dans la nuit du 27 au 28 mai, écrit le commissaire, six affiches ont été placardées sur le mur longeant le jardin des bains publics. Une quarantaine d'individus ont été signalés comme mouchards pour le compte de la réaction. Ces placards sont l'œuvre de 5 ou 6 mauvais sujets que je connais parfaitement, mais contre qui je n'ai pu encore recueillir des preuves suffisantes pour les livrer au procureur de la république. Le parti socialiste a essayé de faire retomber l'odieuse de cette manœuvre sur les réactionnaires qui en seraient les auteurs. Personne n'est dupe de cette jonglerie. Je désirerais les voir revenir à la charge (3).

Ces placards n'étaient pas dirigés contre les bourgeois et les propriétaires; si l'on en croit l'*Opinion*, ils contenaient une liste de 42 noms d'ouvriers ou d'artisans, tourneurs, carrossiers, charpentiers, cultivateurs, tisserands, selliers, coiffeurs, ébénistes. C'était un avertissement aux républicains de ne pas accueillir ces « mouchards vendus à la réaction; plutôt les fusiller sur le champ » (4). — Le 4 juin, nouvelles affiches. Elles portaient : *Communisme universel. Anéantissement de la réaction ! Mort aux riches !* Au-dessous figuraient le bonnet phrygien et des armes en croix.

Que ces menaces soient sérieuses ou non, écrivait le procureur général, il est déplorable que les auteurs en soient restés inconnus. Cependant, à Condom, il y a une brigade de gendarmerie, un commissaire de police et un appariteur. L'instruction n'a jeté aucune

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Fleurance 15 janvier 1850.

(2) *Ibid.* — Com. de Lectoure, 1^{er} mars 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Condom, 3 et 18 juin 1850.

(4) *Ibid. Compte mor. et polit.*, 1850. — Lieut. de gend. à préfet. 29 mai 1850. — *Opinion*, (éd. hebdomadaire), 7 juin 1850.

lumière. A Condom, on croyait à une prise d'armes fin mai ou début de juin et on voyait plusieurs individus, objet d'une surveillance spéciale, qui nettoyaient leurs fusils (1).

Le 13 juillet suivant, de nouveaux placards étaient affichés.

...MM. Saint-Etienne, de Peraldi, Dupouy imprimeur et moi, écrit le commissaire, avons été condamnés à mort par les disciples de Marat et de Robespierre. Mais cette menace ne nous intimide pas. Nous n'avons affaire qu'à des poltrons ou des lâches. On ne manquera pas encore de les attribuer à la réaction. C'est une tactique usée... (2)

L'Opinion désigna les républicains comme les auteurs de ces affiches. Quatre avocats, — Lamarque, Dugarçon, Daulhième, Lassalle, — furent condamnés par la cour d'Agen à des suspensions de 3 et 6 mois et à une prorogation de stage (3).

En juin 1851, Condom fut agité à nouveau par une affaire de placards. Dans la nuit du 2 au 3, 10 affiches furent collées sur les murs de la sous-préfecture, des maisons du boulanger Mazeret, du marchand de bois Lagarde, d'une auberge, sur la porte de l'hospice, sur la place, sur la route d'Agen à Bayonne. L'une de ces affiches était une évocation caricaturale de l'affaire Arnoult : elle représentait deux agents de police en train de pêcher un habit rouge dans la Baïse. Dessinées à l'huile avec de l'ocre rouge mêlée à du noir, ces affiches ne pouvaient être que l'œuvre d'un peintre : ainsi décida le procureur, qui ordonna l'arrestation de Malliac, un jeune ouvrier peintre, « signalé par ses principes démagogiques et ses relations avec Arnoult, à l'occasion desquels ces placards ont été faits ». Un autre peintre, Créach Julien, fut également arrêté. On fit une perquisition dans les chambres de ces deux jeunes gens. On saisit chez Créach 8 petits et 4 grands pinceaux. On fouilla minutieusement la malle de Malliac où

(1) Arch. nat. BB 30/470. — Rapport du proc. gén., 20 juin 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 18 juil. 1850.

(3) Voir ci-dessus, chap. VII, pp. 282, 283.

se trouvaient des lettres de famille, des bulletins de convocation à la loge maçonnique, des chansons. Le commissaire s'est emparé d'un carré de gros papier, où est dessiné un œil sur une face ronde terminée en bec d'oiseau, de 3 imprimés : une petite brochure sur Ledru-Rollin, deux fascicules de *la République nouvelle* de mai et juin 1851. Les placards ont été soumis à deux peintres décorateurs-carrossiers, à des avoués, à des professeurs du collège, à l'instituteur primaire pour en découvrir les auteurs par l'examen du dessin et de l'écriture. Mais les expertises ni les perquisitions ne relevèrent aucun indice décisif, n'aboutirent à aucun résultat. Les deux jeunes peintres justifièrent l'emploi de leur temps dans la nuit où furent affichés les placards : Malliac s'était promené avec quelques jeunes cuivriers, s'était entretenu avec eux du rappel à l'ordre infligé à Duputz sous prétexte qu'il avait approuvé l'insurrection du 13 juin. Il se déclare républicain. Il avoue avoir récriminé contre les riches en disant : « Ils nous laisseraient mourir de faim; mais notre tour viendra et on les fera danser ». Le juge d'instruction lui a fait observer que ce propos était écrit mot pour mot sur les affiches. Malliac n'en persiste pas moins à nier qu'il les ait jamais vues. Créach explique qu'il passa la soirée avec quelques camarades et se coucha à 11 heures. Il se déclare républicain, comme Lamarque et Daulhième.

La prévention n'étant pas suffisamment établie, un non-lieu intervenait le 13 juin 1851 (1).

Tous ces placards, — provocations policières ou échappées de mauvaise humeur ou de colère des républicains, — décèlent l'ardeur de la lutte entre le parti montagnard et le procureur, qui dirige la surveillance policière à Condom. Lamarque, dans une lettre à l'*Ami du Peuple*, décrit le régime d'intimidation et de délation qui sévit à Condom :

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*, Trib. corr. de Condom, 1851. Contre Malliac et Créach. — P.-v. du commissaire; réquisitoire; p.-v. de perquisition; interrogatoire; expertises; ordonnance de non-lieu, 13 juin 1851.

...Condom a des alguazils, des mouchards, des délateurs des complots basés sur une chanson ou sur un paletot rouge, des arrestations, l'intimidation et la terreur. Tout est crime aux yeux de notre parquet : une couleur, un chant, une promenade nocturne. Il n'y a plus de possibilité de causer intimement avec un ami sur les grandes routes ou dans les allées de nos campagnes. Chaque arbre recèle sous son ombre une oreille délatrice. La parole la plus innocente, le projet le plus inoffensif produisent des mandats d'amener. Cette nuée d'agents de police officielle et occulte, qui découvrent partout des crimes, des délits, des conspirations, laisse impunément appliquer sur les murs de tous nos quartiers, voire même à la porte du commissaire, des affiches gigantesques et incendiaires. Il y a un an, une protestation du parti socialiste motiva des peines disciplinaires contre 4 avocats et le refus d'autorisation d'ouvrir une école secondaire à un professeur destitué pour républicanisme. Aujourd'hui, même manège. *L'opinion* accuse les républicains. Deux jeunes peintres, ouvriers intelligents et laborieux, Malliac et Julien Créach sont saisis, incarcérés dans une maison d'arrêt et mis au secret. La population s'émeut... Partout, les républicains sont traqués, poursuivis, incarcérés, ruinés eux et leur famille.... Mais nous demeurerons calmes (1).

Le jour où paraissait la lettre de Lamarque, le commissaire de Condom, dans une note au procureur, signalait « les agents de police du parti rouge » : le chiffonnier Duchén, le portefaix Pitoux, agent particulier et commensal habituel de Lamarque et Daulhième, Baqué Baptiste, « ex-boucher au Pradeau ». Il se propose de suivre leurs menées d'un œil vigilant (2).

IV

Ce tableau de la répression des manifestations démocratiques montre l'âpreté persévérante et minutieuse de la lutte contre le parti républicain qu'on charge de tous les méfaits. Un incendie éclate, des placards politiques, anonymes et injurieux, s'étalent sur les murs d'une ville, on incrimine

(1) *Ami du Peuple*, 11 juin 1851.

(2) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Condom, 1851. Contre Créach et Malliac. — Rapport du commissaire.

les rouges. Un vol de poudre est commis, on perquisitionne chez les rouges. Un condamné politique s'est enfui, visites domiciliaires chez les rouges. Des brochures républicaines circulent, le préfet soupçonne des préparatifs d'un soulèvement armé, et les perquisitions se multiplient chez les rouges. Des groupes de citoyens, excédés par la surveillance policière, résistent aux sommations ou ripostent aux interventions du commissaire ou des gendarmes, les rouges sont incarcérés préventivement et poursuivis pour rébellion. Un banquet républicain, le passage d'un représentant montagnard sont signalés, et le préfet prend aussitôt un arrêté d'interdiction, mobilise la police et la gendarmerie, suspend des maires et adjoints républicains. Un rouge profère un propos véhément ou injurieux contre les blancs, le gouvernement, l'administration ou la police, et il est sur-le-champ déféré aux tribunaux ou au jury. *La Marseillaise* ou d'autres chants « patriotiques » retentissent dans un café ou dans la rue, commissaires et gendarmes se précipitent et verbalisent, des jeunes gens sont arrêtés et condamnés à plusieurs mois de prison. Un commissaire découvre un bonnet phrygien dans un café, et le cafetier rouge est poursuivi. Des jeunes gens portent des insignes et des vêtements rouges dans un bal, le commissaire les dénonce au préfet et une information est ouverte. Une caricature politique est affichée la nuit, et deux ouvriers sont aussitôt emprisonnés et mis au secret. Par un réseau serré de lois, de décrets et d'arrêtés répressifs ou préventifs, par la surveillance étroite et incessante d'une administration de combat, par le zèle et l'arbitraire des agents subalternes, notamment des commissaires et des gendarmes, la vie des républicains tendait à devenir une sorte de contravention perpétuelle. Dans cette croisade antirépublicaine, la passion politique légitimait, absolvait tous les procédés. Tout semblait permis contre les républicains assimilés à des malfaiteurs de droit commun; rien ne leur était permis, et d'eux tout devenait suspect :

Avons-nous le droit, écrivait Gastineau, d'être républicains sous

la République,... sans être exposés à être vexés, ruinés, emprisonnés, persécutés ?... Partout on provoque les républicains socialistes qu'on sait vouloir rester dans la légalité. Dans le Gers, à Condom, Lectoure, Mirande, le port d'un habit rouge ou une chanson suffit pour vous mettre sous la main des gendarmes. On ferme les cabarets où se réunissent les républicains; on enlève aux gardes-nationaux leurs fusils, *pour les nettoyer*, dit-on !...

Le 26 octobre 1851, l'*Ami du Peuple* publiait un article du *Démocrate de Vaucluse* où, sous une apparence de charge ou de fantaisie, sont décrits et résumés avec exactitude l'esprit et les procédés de la répression antirépublicaine dans le Gers. Il est intitulé : *Sus aux rouges !*

Un rouge ne doit pas chanter : — car, s'il chantait, il chanterait la *Marseillaise* qui est un chant prohibé.

Un rouge ne doit pas crier : « Vive la République ! » — car, dans la bouche d'un rouge, Vive la République ! cela veut dire Vive l'anarchie !

Un rouge ne doit pas danser : — car sous forme de polka, il danserait la Carmagnole.

En cas de contravention de la part d'un rouge, vous avez le droit de l'interroger, mais il n'a pas le droit de vous répondre.

S'il vous adresse la parole, ce ne peut être que pour vous insulter.

Si vous le saisissez au collet et qu'il recule, — résistance à l'autorité, crime prévu et puni, etc.

S'il crie, appel à l'insurrection, crime prévu et puni, etc.

S'il ne dit mot, il médite quelque trahison : dans ce cas, méfiez-vous de lui, et mettez-lui les menottes, le tout en vertu de l'article, etc.

S'il vous regarde en face, c'est une provocation.

S'il passe près de vous sans vous regarder, c'est un signe de mépris, une insulte à l'autorité.

Un rouge qui sort du café ou du cabaret est nécessairement ivre.

Deux rouges qui dînent ensemble constituent un banquet politique.

Trois rouges, qui se réunissent ensemble pour lire un journal, constituent un club, un club, chose terrible !

Un rouge qui parle de 1852 est un affilié du complot de Lyon, un ennemi personnel du Président de la République...

Attention au signe de ralliement des rouges ! Cravate rouge, — prohibée ! Ceinture rouge, — prohibée ! Prohibé enfin tout ce qui est rouge, car rouge signifie sang, meurtre, guillotine !...

La besogne de compression administrative, le système de provocations, vexations, tracasseries quotidiennes à l'adresse des républicains du Gers, tiennent en raccourci dans cet article. La plupart des traits en sont corroborés par la correspondance policière et administrative, par les

documents judiciaires et les journaux. Il suffit de relire à cet égard les rapports des commissaires de police.

*
**

Toutefois, on l'a vu, cette lourde compression n'a pas réussi à mater, lasser, réduire à l'immobilité et au silence le parti rouge. Au contraire, elle a exalté la passion politique à Condom, Lectoure, Mirande, Auch, Saint-Clar, Mauvezin, Vic-Fezensac, Manciet, où des groupes ardents ripostaient aux interventions et aux tracasseries policières ou administratives par des manifestations bruyantes ou narquoises : charivaris, chants, cris ou propos « séditionnels », emblèmes, placards. Dans ces villes et bourgs, des jeunes ouvriers montagnards, turbulents, taquins, audacieux, se livraient à de fréquentes démonstrations dans les cafés, dans la rue ou sur la place publique. Exaspérés par la répression, ils se divertissaient à narguer, chansonner, provoquer même gendarmes et policiers, les conservateurs notoires, l'administration. Par leurs propos, leurs chants et leurs cris « séditionnels », ils faisaient aux paisibles bourgeois et à tous les « hommes d'ordre » l'effet d'incorrigibles agitateurs, capables des pires méfaits. L'intervention brutale ou maladroite des gendarmes et des commissaires, dont le zèle répressif était sans cesse éperonné par l'administration, stimulait l'ardeur agressive des montagnards et provoquait des bagarres ! Cette agitation permanente entretenait et aggravait les haines politiques et, chez les bourgeois, la peur rouge.

Lectoure n'a pas cessé d'être politiquement agité depuis Février 1848. Les électeurs sont en majorité des républicains. On l'a vu aux scrutins de mai et de juin 1849. C'est à Lectoure que Ledru-Rollin avait eu sa plus forte majorité au 10 décembre. Une jeunesse ouvrière rouge, tapageuse et agressive, s'assemble souvent dans les cabarets, où elle affirme bruyamment ses sentiments politiques, par des cris et des chants. Le soir, les rues et la promenade retentis-

sont de refrains « séditions ». Commissaires et gendarmes multiplient vainement les procès-verbaux.

En 1849, au lendemain de l'élection présidentielle, la division politique s'était accentuée; les démonstrations montagnardes étaient devenues plus fréquentes et plus passionnées. Des ouvriers de 19 à 20 ans, — menuisiers, charpentiers, tailleurs, cordonniers, tisserands, etc. — se réunissaient à l'auberge Pichague pour boire et chanter *La Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Chœur des Girondins*, le *Ça ira*. Déférés aux assises pour tapage nocturne et chants « séditions », ils avaient été acquittés (1).

La municipalité républicaine, dirigée par Barrau, entama un long conflit avec l'administration. Il prit fin en janvier 1851, par l'élection d'un conseil docile à l'administration (2). Un épisode de ce conflit, la dissolution de la *Société de bienfaisance mutuelle*, avait fortement irrité les rouges. Créée en 1840, cette société avait été secouée par la fièvre politique de 1848. Les républicains, nombreux et actifs, voulurent en faire une sorte de club, un foyer de propagande démocratique. Le président, — l'avoué Sabathé, — s'était vainement efforcé d'y introduire des « hommes d'ordre » pour neutraliser « l'influence socialiste ». Cet antagonisme politique entraîna une scission et une série de démissions et d'exclusions. Vivement combattu par un ancien instituteur, Durios, et l'huissier Mousseron, Sabathé s'était démis. Sur un rapport du commissaire, le préfet avait demandé la dissolution de la société, en raison d'exclusions irrégulières et de propagande socialiste. Un décret du 13 janvier 1851 la supprima (3). Ses dirigeants montagnards tournèrent leur fureur contre le percepteur Agasson et l'avoué Sabathé, qu'ils tenaient pour responsables de cette mesure. L'irritation s'accrut, quand ces deux notables du parti de l'ordre fondèrent, avec l'agré-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Maignaut, Filhol, etc. — Pièces de la procédure.

(2) Voir chap. VIII, pp. 344 et ss.

(3) Voir chap. IX, pp. 420 et 421.

ment et l'encouragement de l'administration, une nouvelle société de bienfaisance, composée de blancs. Agasson en était le président. Ainsi exaspérée, la haine entre rouges et blancs éclatait fréquemment en propos, cris ou chants « séditieux ».

Les montagnards, dont les plus ardents étaient des jeunes ouvriers, se réunissaient à l'auberge de Pepet, située derrière le Bastion, sur l'ancienne route d'Auch. Le 13 avril 1851, un dimanche, des membres de l'ex-société de bienfaisance et des jeunes montagnards, — Camoreyt, ancien clerc, Couleau, ferblantier, Pelissier, jardinier et officier de la garde nationale, Verduzan, Baraigne, Pujol, Cazeneuve, etc., — étaient attablés dans le jardin du café. Ils buvaient et chantaient des chansons « patriotiques » ou politiques, dont le refrain était repris en chœur par toute l'assistance : la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Chant du Vigneron* et le *Chant des Paysans*. Les chants cessaient au passage des promeneurs dominicaux qu'on savait être des blancs. Alors, du jardin, partaient à leur adresse des huées, des sifflets, des quolibets, des cris *A bas les Blancs ! Vive la République rouge ! Vive la montagne !* Sabathé, avec sa femme, sa tante et la veuve d'Arcamont, vint à passer devant le café. — « Tiens, dit un jeune ouvrier, voilà un jésuite à qui ces chants ne font pas plaisir ». Les buveurs se levèrent et, désignant le groupe avec des gestes de menaces, huèrent, sifflèrent et crièrent *A bas les chouans ! A bas les Blancs ! Vive la Montagne !* Le même incident marqua le retour des promeneurs. Sabathé se plaignit au commissaire qui vint aussitôt au café Pepet avec deux gendarmes. Accueillis par des cris et des huées, ils pénétrèrent dans le jardin, tandis que les buveurs, assis ou montés sur les bancs autour des tables, entonnaient la *Marseillaise*. Le commissaire ordonna de cesser tout chant. — « Nous sommes en république », lui crie-t-on, et de tous côtés éclatent des cris de *Vive la République démocratique !* Camoreyt vocifère : « Le soleil n'est pas encore couché. On est en droit de chanter, et on

continuera ». Une seconde sommation soulève un nouveau tumulte. Ayant avisé un enfant qui criait : *Vive la Sociale !* le commissaire menace de l'arrêter. Alors les clameurs redoublent, dominées par les cris de *Vive la République démocratique et sociale ! Vive la Sociale !* Le commissaire fait mine d'appréhender un jeune homme qui avait proféré ce cri séditieux. « Ce n'est pas lui ! Il ne l'emmènera pas ! » hurlait-on. Impuissants et débordés, commissaire et gendarmes se retirent sous les sifflets et les huées.

Tandis que le commissaire allait conter l'incident au sous-préfet, les rouges sortirent de l'auberge. Ils se dirigèrent vers l'arbre de la liberté, en colonne, les deux meneurs Couleau et Camoreyt en tête, Pélissier au milieu des manifestants. Grossi d'enfants et de curieux, l'attroupement comptait 200 à 250 personnes. Une trentaine de jeunes gens chantaient *La Marseillaise* et la *Chanson de Ledru-Rollin*. Aux chants se mêlaient les cris *A bas les Blancs ! Vivent les Rouges !* Camoreyt et Couleau excitaient les camarades. Camoreyt agitait une canne en criant : « Il faut que ça finisse ! » Apercevant des blancs accoudés au parapet du Bastion, des manifestants les menacèrent de la main en criant : *A bas les Chouans !* Toujours chantant, le cortège se rangea autour de l'arbre de la liberté, en demi-cercle, face au Bastion. Là, tête nue et agenouillés, ils entonnent le couplet *Amour sacré de la patrie*. Ils se lèvent au refrain, et chantent *Aux armes ! citoyens !* en élevant et agitant leurs chapeaux. Après quoi, toujours conduits par Camoreyt et Couleau, ils envahissent la promenade, s'arrêtent un instant au pied de la statue du maréchal Lannes. Les uns crient *Vivent les rouges !* les autres *A bas les blancs !* Ils se dirigent ensuite vers l'allée du midi longeant le parapet. Quelques « hommes d'ordre », Agasson, Gauran, Ladevèze, Masson, s'y promenaient. En passant à côté d'eux, les manifestants les dévisagent et crient : « A bas Agasson ! A bas les mouchards ! A la lanterne ! Il faut les pendre ! » Camoreyt agitait toujours sa canne, répétant : « Il faut que ça finisse ! » Quelques-uns ont crié *Vive Robespierre !*

Les promeneurs se retirent. Les manifestants s'engagent alors dans la deuxième allée, où ils entourent un groupe de républicains modérés. Ils les invitent à manifester avec eux. « Criez donc comme nous ! » vociférait Pélissier. Leur mutisme l'irrita. « A bas les bourgeois rouges et blancs , hurla-t-il; il faut les pendre tous ! » Un jeune garçon boucher de 23 ans, Otier, très exalté, relevait les manches de son gilet de tricot en criant : « Les chouans, il faut leur casser la gueule à tous ! Je suis en costume pour bûcher et assommer, s'il le faut ! »

Entre temps, sous-préfet, procureur, lieutenant de gendarmerie, commissaire et gendarmes débouchaient sur la promenade. Le groupe des manifestants s'éloigne. Mais Camoreyt qu'exaspère l'arrivée des autorités, fait d'abord mine de s'élancer vers elles : « Je veux tuer toute cette canaille-là, répétait-il. Il faut que j'en tue quatre ». Ses camarades l'entraînèrent hors de la promenade. Dastouet disait : « Ce n'est pas le moment », et Couleau déclarait : « Si l'on arrête quelqu'un, il faut leur tomber dessus. Il ne faut qu'aucun de nous aille en prison. Attendons qu'on en ait pris un. Nous nous posterons au coin d'une rue, et quand ils passeront, nous enfoncerons tout ». — « Sois tranquille », répondait Camoreyt.

Mais les arrestations n'eurent lieu que 5 jours plus tard, par suite d'un désaccord entre le procureur et le juge d'instruction. Le procureur avait requis l'arrestation des 4 fauteurs présumés de la manifestation, Pélissier, Couleau, Otier, Camoreyt, inculpés de cris séditieux. Estimant inutile l'incarcération préventive des inculpés, le juge d'instruction refusa de délivrer les mandats d'arrêt. Le procureur fit opposition à l'ordonnance du juge; la chambre des mises en accusation évoqua l'affaire par un arrêt du 17 avril 1851 :

Attendu que les considérations exprimées par le juge d'instruction dans son ordonnance donnent lieu de craindre qu'il ne procède pas au complément de l'information avec toute la fermeté désirable...

Les 4 inculpés furent arrêtés le 18 avril. Deux brigades

de Saint-Clar et de Fleurance avaient été appelées à Lectoure pour assurer l'exécution des mandats d'arrêt. C'était jour de fête locale et de foire. Toute la population de la ville, de la campagne et des communes voisines emplissait les rues et la place. Les gendarmes à cheval bousculèrent la foule. Ce déploiement de force, un pareil jour, parut une ostentation brutale, indisposa fortement la population. Contre l'avis du sous-préfet, qui voulait ajourner au soir l'opération, le procureur insista pour l'arrestation immédiate, craignant que les inculpés, instruits des mesures, ne fussent tentés de se soustraire par la fuite à une incarcération préventive.

Le jury déclara Camoreyt, Couleau et Otier coupables, les deux premiers pour avoir crié sur la promenade : « *A bas les blancs ! A bas les chouans ! Il faut les pendre !* » — Otier pour avoir dit : *Ces chouans, il faut que je leur casse la gueule ! Je suis en costume pour bûcher et assommer !* » Il accorda aux trois condamnés les circonstances atténuantes. Pélissier, à qui on imputait les cris *A bas les bourgeois rouges et blancs ! Il faut les pendre !* fut acquitté. A l'encontre des procès-verbaux des gendarmes, le principal témoin Carbonneau, visé par ces cris, avait affirmé n'avoir ni vu ni entendu Pélissier; c'est la raison probable de son acquittement. Camoreyt, Couleau furent condamnés à 2 mois, Otier à un mois d'emprisonnement.

Sur le rapport du commissaire et l'avis du sous-préfet, le café Pepet fut interdit par arrêté préfectoral du 16 avril, en raison des incidents du 13.

Camoreyt, Couleau et Otier avaient demandé à être détenus à Lectoure où habitaient leurs familles. Le préfet refusa. Ils partirent de Lectoure le 12 août 1851 pour subir leur détention à Auch. A leur passage, les amis leur crièrent : « *Espoir et courage !* » (1).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Camoreyt, Otier, etc. — P.-v. du commissaire et du brigadier; arrêt d'évocation; ordonnances, réquisitoires, arrêt de renvoi. — Interrogatoires, dépositions; déclarations du jury. — *Ami du Peuple*, 23 avril, 16 juillet, 13 août 1851.



Saint-Clar est le bourg le plus agité de l'arrondissement de Lectoure. De vieilles et âpres inimitiés politiques ont dressé haineusement les rouges contre les blancs. De jeunes ouvriers montagnards s'assemblent fréquemment au café Duffau pour boire, danser, chanter des chansons « patriotiques » ou politiques. La sortie du café est bruyante et la soirée se prolonge souvent en promenades tumultueuses à travers la ville. Au lendemain de l'élection présidentielle, quelques jeunes gens ont été poursuivis pour cris séditieux, chants et tapage nocturnes. Saint-Clar a été dénoncé par le *Moniteur* comme un foyer de désordres (1). La dissolution de la municipalité républicaine et le zèle maladroit du commissaire Chaland qui a séjourné trois mois à Saint-Clar, — de décembre 1849 à mars 1850, — ont accru l'irritation des rouges. Les incidents, presque quotidiens, risquent à tout instant de déchaîner une bagarre entre les deux partis ou une collision entre gendarmes et manifestants. Commissaires et gendarmes sont sur les dents (2).

Notons les incidents les plus caractéristiques.

Le 16 décembre 1849, vers 7 heures du soir, sous le couvert de Larroque, le cafetier Duffau, le meneur de la jeunesse rouge, rencontre trois amis politiques et leur crie : « Nous détruirons les ambassadeurs et les tyrans... Nous ne voulons plus de provisoire ! Vivent les Rouges ! M.... pour les Blancs ! » Il entonne une chanson :

Tremblez tyrans et vous, aristocrates ;
Tous vos méfaits seront enfin punis...

C'est ensuite la chanson contre la commission provisoire :

Nous ne voulons plus de ces machines provisoires
Nous ne voulons plus de ces bouchons de trou de c....

Duffau fut inculpé d'avoir cherché à troubler la paix

(1) Voir chap. v, pp. 175-177.

(2) Voir chap. VII, pp. 246-250.

publique « en surexcitant les passions locales par les cris *Vivent les Rouges ! M.... pour les Blancs !* » Mais le 17 janvier 1850, les juges de Lectoure rendirent une ordonnance de non-lieu.

Un jeune ouvrier cordonnier de 19 ans, Bauch a, presque tous les jours, maille à partir avec le commissaire ou les gendarmes, en raison de son intempérance de langue. Un jour, il déclare que les gardes-champêtres comme les gendarmes sont de la canaille, et ce propos lui vaut une amende de 16 francs. Un dimanche, à Marsac (Tarn-et-Garonne), il était entré à l'église. Dans son prône, le curé déplorait la diffusion à travers les campagnes de journaux « propageant les fausses doctrines » et rédigés par des « écrivains avides de désordre et de pillage ». Bauch l'apostropha : « Vous feriez mieux de vous occuper de religion que de politique ». Il fut poursuivi pour « entraves à l'exercice du culte » et condamné à huit jours de prison. — Bauch est considéré comme le principal instigateur de toutes les manifestations politiques (1).

Le 4 janvier 1850. Amable Bruchet, ex-conseiller républicain, auteur d'une brochure poursuivie, se promenait sous le couvert en compagnie de deux autres républicains : l'ex-maire Dauriol et de l'ex-adjoint Rouède. Apercevant le gendarme Cassagne, il s'en approche et le dévisage avec défi en disant : « Je veux voir clair qui est cet individu ». Cassagne entre chez le buraliste Escot. Bruchet l'y suit avec Rouède et Dauriol. Et, par deux fois, dans la boutique, il le heurte du coude; il lui porte ensuite la main sur la poitrine en disant : « Es-tu gendarme ou citoyen ? » Cassagne dressa procès-verbal pour insultes et menaces. Bruchet fut condamné à 16 francs d'amende.

Fidèles à une vieille coutume, les Saint-Clarais, jeunes ou vieux, se réunissaient, au lendemain du mardi-gras, dans les différents cafés ou auberges, en d'amicaux banquets,

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Trib. corr. Contre Duffau et Bauch. — Procédure. — Poursuites antérieures contre Bauch. — *Opinion*, 1^{er} mai 1850. C. d'assises, audience du 26 avril.

pour inaugurer le carême en se repaissant de haricots et de morue. Le 13 février 1850, une vingtaine de jeunes montagnards étaient attablés chez Duffau : Lagarde fils, ex-facteur rural; Bresson fils, plâtrier; Clamens fils cadet, boulanger; Cantaloup, ferblantier; Maurel, fils aîné; Delbac fils, cordonnier; Candelon, dit Ferrague; Dastros, domestique; Gauché, perruquier; Bauch, cordonnier; Tricoche, charpentier; Basseau, serrurier, etc. Les blancs, d'âge plus mûr, déjeunaient au café Sommaière. Enfin, un autre groupe banquetait chez le tisserand Caubet.

Chez Duffau, le repas fut bruyamment joyeux. Les jeunes gens avaient convié deux ménestriers allemands, — un fifre et un tambour, — qui avaient joué au bal Duffau durant la saison du carnaval. Ils les coiffèrent de bonnets phrygiens. Les ménestriers payèrent leur écot en jouant *La Marseillaise* et le *Chant du Départ*, chantés en chœur par tous les convives. On chanta aussi *le comte de la Houillaque*, chanson sociale et satirique, et la *Chanson de Ledru-Rollin*. Les chants étaient coupés d'applaudissements et de cris *A bas les Blancs ! Vivent les Rouges ! A bas Henri V et sa clique ! A bas la Régence et tous les prétendants ! Vive la République !*

Vers 4 heures, les blancs quittent l'auberge Sommaière pour aller boire un punch chez Caubet, dit Finet. Se tenant par la main, ils forment une farandole ou *courante*, qui se déroule sur la place, au son d'un fifre et d'un tambour. De leur côté, les rouges, dont 10 à 12 sont affublés de coiffures, foulards ou ceintures rouges, sortent de l'auberge Duffau, organisent une *courante* que conduit Cantaloup, précédé du fifre et du tambour allemands. Aux cris *A bas les Blancs ! Vivent les Rouges !* la *courante* rouge se dirige vers la *courante* blanche pour la couper. Les blancs reposent en criant : *A bas les Rouges ! Vivent les Blancs !* Les deux courantes s'abordent. On se mêle. Quelques poings s'abattent, mais on n'échange que des horions sans gravité, grâce à la prompte intervention du maire Descamps-Larrouget, du commissaire et des gendarmes qui parviennent

à séparer les combattants. Ils décident les blancs à se retirer. Mais les rouges excités, enhardis, les défient par les cris répétés : *A bas les blancs ! M.... pour les blancs !* Les blancs font face à nouveau et demandent raison de ces insolences. Une collision nouvelle se prépare. Gendarmes et commissaires mettent alors la main au collet de quelques rouges. Ils les relâchent bientôt, à la demande du maire. Et le rassemblement se disperse lentement.

Une information fut ouverte. Sept jeunes gens, de 16 à 21 ans, qui avaient pris part aux troubles du 13 février, — Duffau, Canteloup, Carrier, Maurel, Delbac, Tricoche, Bauch, — furent inculpés de cris et de chants séditieux dans un repas public, au café Duffau, d'offense au Président de la république, d'excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres, en vue de troubler la paix publique. Mais les juges de Lectoure estimèrent ces délits insuffisamment prouvés : les couplets injurieux contre le Président, signalés par le commissaire, niés par les inculpés, n'avaient été entendus par aucun témoin ; dans la bagarre sur la place, il était impossible de démêler les agresseurs, chaque groupe se prétendant provoqué ; les libations de la journée avaient échauffé les têtes, exalté la passion politique ; la *courante* ou farandole rouge a trop aisément paru une provocation « aux yeux de ceux que l'âge et la raison auraient dû éloigner d'un divertissement semblable » ; « l'ordre n'a été que momentanément troublé ». Tels sont les motifs du non-lieu de la chambre du conseil (1).

*
**

A Mirande, comme à Lectoure et à Saint-Clar, une jeunesse ouvrière rouge a l'habitude de se promener le soir en chantant des chansons « patriotiques » ou politiques.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1850. Contre Duffau et Bauch. — P.-v. du brigadier et du commissaire ; 16 dépositions ; interrogatoires ; réquisitoires et ordonnances de non-lieu.

Le 7 octobre 1850, vers 10 heures du soir, le commissaire Chaland, en tournée avec ses deux agents, rencontra, à l'extrémité de la rue d'Auch, une bande de jeunes gens se tenant par le bras et chantant « à tue-tête » *le chant de Mazagran*. Le commissaire leur enjoignit de se taire et de se disperser, sous prétexte qu'il y avait des malades dans le quartier et que les attroupements étaient interdits. Laffite, un jeune cordonnier, lui demanda : « Où sont donc ces malades ? » Chaland ne répond pas. « Allons, je t'em... ! » lui crie Laffite, et il entraîne ses camarades. Les chants recommencent. Les policiers suivent toujours. Devant la maison du procureur, les jeunes gens s'arrêtent et font le cercle. A leurs chants, ils mêlent des menaces à l'adresse du commissaire : « Malheur à 'qui nous dérangera ! » Bientôt l'un d'eux se détache du cercle, et, à quelques pas des policiers, défait son pantalon, s'accroupit et dit en se relevant : « Voilà pour ceux qui nous surveillent ! » Les promeneurs se dirigent vers l'ancienne caserne, traversent la rivière et crient au commissaire : « Tiens, fais comme nous : passe l'eau sans bateau ». Ils rentrent en ville, parcourent les promenades et poussent du coude les policiers qui ne bronchent pas. Compromis par ses excès de zèle, Chaland avait la consigne de ne répondre à aucune provocation. A 10 heures 3/4, le calme était rétabli.

Sept jeunes gens de 20 à 23 ans furent inculpés d'attroupement illégal, de cris séditieux, d'injures envers le commissaire : Souptès, Dubarry, Arnaudy, Bougues, cordonniers, Barrère, chapelier, Cassaignard, coutelier, Poque, marbrier. Tous nièrent avoir été plus de 20, avoir poussé des cris séditieux, insulté le commissaire; ils prétendirent que les chants avaient cessé à la première injonction de Chaland.

Le procureur abandonna le délit d'attroupement et ne retint contre Laffite que le délit d'outrage au commissaire. Les juges de Mirande écartèrent même ce dernier délit : le mot grossier imputé à Laffite n'est pas un outrage à

« l'honneur et la délicatesse de l'agent de la loi » ; ce n'est qu'une injure, « blâmable sans doute, mais sans moralité criminelle,... en raison de la situation sociale du prévenu et de ses vices d'éducation ». Mais le procureur fit opposition à l'ordonnance de non-lieu, et Laffite finit par être condamné à 8 jours de prison, le 13 décembre 1850. L'indulgence des juges de Mirande à l'endroit de l'inculpé s'explique par le discrédit du commissaire devenu impossible, et bientôt éloigné du département (1). •



Nous connaissons les bagarres provoquées à Saint-Clar et à Mirande par une intervention inutile des gendarmes et le zèle maladroit du commissaire Chaland. Les jeunes saint-clarais et les républicains de Mirande ont été acquittés aux assises (2). Les poursuites ont été pour les avocats républicains des occasions de flétrir publiquement ce régime de vexations et de tracasseries suscitées aux démocrates par la police et la gendarmerie; l'*Ami du Peuple* donnait aux non-lieu et aux verdicts d'acquittement le retentissement et le caractère de blâmes publics infligés au préfet et au procureur, les chefs de la répression.

Dans la plupart des villes et des bourgs les rapports des agents politiques signalent une jeunesse rouge que la répression exalte plus qu'elle n'intimide ou ne décourage. Le commissaire de Condom déclare que presque tous les électeurs de 21 à 25 ans « appartiennent à l'opinion révolutionnaire » ; les jeunes gens de la classe 1850 sont décidés à voter pour les rouges. Le commissaire de Samatan affirme que « les plus exaltés des socialistes sont des jeunes

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Trib. corr. de Mirande, 1850. Contre Laffite. — P.-v. de Chaland; dépositions et interrogatoires; réquisitoire et non-lieu; appel et jugement du 13 décembre 1850. — Voir ci-dessus, chap. VII, pp. 255-256.

(2) Voir ci-dessus, chap. VII, pp. 266-269.

gens depuis 18 jusqu'à 30 ans » (1). A Mauvezin, à Vic-Fezensac, à Manciet, comme à Auch, Saint-Clar, Lectoure, Mirande et Condom, des bandes de jeunes gens manifestent leurs sentiments républicains par des chants, des cris, des défilés bruyants. — Les dirigeants des sociétés secrètes conseillent de recruter surtout des jeunes.

Contre cette jeunesse rouge, ardente, militante, la répression est peu efficace. Les jeunes ouvriers se rebiffent et cognent à l'occasion. De hardis gaillards, qu'irrite cette surveillance incessante, toisent, défient et parfois même bousculent les commissaires et les gendarmes. Aux commissaires, ils prodiguent lazzis, injures, menaces ou gestes de mépris; ils leur rendent parfois la vie très dure en les obligeant à une lutte sans détente, harassante, qu'aggrave des soucis de pauvres diables, chargés de famille, risquant leur gagne-pain à la moindre défaillance ou maladresse, car l'administration est là, qui les pousse, les guette et les destitue sans pitié. Souvent les agents municipaux et les gardes-champêtres, hommes de la localité et mêlés à leurs concitoyens, boudent ou répugnent à cette besogne politico-policière, où les commissaires prétendent les entraîner. Les maires, même conservateurs, élus ou même désignés par le gouvernement, les soutiennent mal et parfois les désavouent, par libéralisme ou souci de popularité. Ainsi rebutés, lâchés parfois et isolés dans leur ingrate mission, ils ne trouvent guère d'appui qu'auprès des sous-préfets et du préfet. Chaland lui-même, jeune commissaire de 30 ans, débordant d'un zèle candide, opiniâtre, a connu le découragement. Les Saint-Clarais taquins, agressifs, lui tiennent tête et ne lui ménagent pas les brocards et les bravades. Défié publiquement par Duffau, le chef des jeunes montagnards de Saint-Clar, Chaland s'est plaint amèrement à l'aubergiste Fouraignan : « Voyez le propos que tenait

(1) Arch. du Gers. *Police, 1850*. Com. de Samatan, 26 mars 1850. Voir les rapports des commissaires. — Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 mars 1850.

Duffau. Je suis homme à ne pas reculer devant un autre homme. J'en porte les marques. Je suis criblé de blessures. J'ai demandé deux fois mon changement au préfet; et, si je demeure plus longtemps à Saint-Clar, assurément on m'y enterrera. Voyez comme je suis devenu maigre. Je préférerais reprendre le sac sur le dos que de rester plus longtemps commissaire à Saint-Clar » (1). On le voit, les montagnards gersois n'ont pas été pour les commissaires ou les gendarmes des opposants commodes à manier ou à mater. Le procureur général et le colonel de gendarmerie conviennent dans leurs rapports que le Gers est le département exigeant la plus active surveillance et le plus difficile à maîtriser.

Les manifestations, l'activité, la résistance des montagnards, les non-lieu des tribunaux, les acquittements en cour d'assises, l'opposition des maires expliquent les doléances du préfet, du procureur général et de ses substituts, qui réclament un mécanisme et un personnel de répression plus sûr et plus complet.

Toutefois, si, dans le Gers, la répression n'a pas réussi à mettre le bâillon au parti rouge, à l'immobiliser, on note une accalmie en 1851 : dans bien des endroits les manifestations d'opposition se sont ralenties ou ont cessé. Les commissaires l'affirment dans leurs rapports. Ce résultat est dû, moins à la répression, qu'à un mot d'ordre et une tactique du parti. Après le vote de la loi du 31 mai, et surtout après son application aux élections municipales, cantonales et départementales, le parti montagnard s'est retiré de la lutte. Duputz et l'*Ami du Peuple* ont fait de l'abstention électorale un devoir de discipline. La consigne d'attendre dans un calme confiant et silencieux la double élection de 1852 fut acceptée et généralement observée. *1852 approche* devint le refrain du parti montagnard. Cet effacement, — relatif d'ailleurs, — coïncide avec la période

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. Assises, 1851. Contre Camoreyt, Otiér, etc. — Information : déposition de Fouraignan.

d'organisation du parti en sociétés secrètes. Aux démonstrations bruyantes a succédé une sorte d'activité souterraine et silencieuse. Les rouges recrutent et affilient avec ardeur « les frères et amis ». « Ils préparent dans l'ombre », comme disent leurs adversaires, la reconquête, à main armée, du suffrage universel, en 1852. L'activité extérieure et tapageuse du parti s'est partiellement résorbée en force conspiratrice et insurrectionnelle.

CHAPITRE XI

Opinions et partis

(Novembre 1849-Décembre 1851)

I. Le malaise économique et le mécontentement. — Message du 31 octobre et désaccord du Président et de l'Assemblée. — Les élections montagnardes du 10 mars et du 28 avril. — La loi électorale du 31 mai 1850 et les républicains. — II. Le conflit du Président et de la majorité royaliste. — La revision de la Constitution. — III Les partis et les journaux à la veille du coup d'Etat. — IV. Conclusion générale.

I

Dans le Gers, la Seconde République a coïncidé avec une crise économique dont la classe rurale a durement pâti. En 1848, une véritable détresse, causée par les mauvaises récoltes, la grêle, qui a ravagé la moitié du département, la mévente des produits agricoles, notamment du blé, du vin et des eaux-de-vie, a exaspéré le paysan contre les 45 centimes (1). Durant les trois années qui précèdent le coup d'Etat, les mêmes causes, — récoltes médiocres, grêle, avilissement des prix, rareté du numéraire, — entretiennent ou aggravent la misère. La vente des grains, notamment du blé, est la principale ressource des cultivateurs. Une vue comparée des prix avant et après 1848 nous éclairera sur cette mévente qui désola les campagnes gersoises. La culture du blé n'est rémunératrice que si le prix de

(1) Voir chap. III, *Les 45 centimes*, pp. 99-121.

l'hectolitre atteint 20 francs. Or, de janvier 1846 à août 1847, la moyenne mensuelle du prix du blé pour tout le département va de 21 à 32 francs (1). A Auch, le prix varie de 23 à 25 francs, à Condom, de 23 à 26. En mars, avril et mai 1847, il monte, à Auch, jusqu'à 28 fr. 50, 31 fr. 50, 33 fr. 50, à Condom jusqu'à 33, 37 et 39 francs. La baisse commence en août 1847 et le prix moyen est de 17 et 18 fr. 50. Le prix descend encore, et en 1849, 1850 et 1851, il oscille de 12 à 14 fr. à Auch, de 11 à 13 à Vic-Fezensac, de 14 à 15 à Condom. Le maïs et l'avoine subissent une dépréciation moindre. Toutefois, le maïs qui, en 1846 et 1847, se vend de 12 fr. 50 à 17 fr. l'hectolitre et même plus de 20 francs en mars 1847, l'avoine dont le prix varie de 8 fr. 50 à 13 et 13 fr. 50, sont cédés, en 1849, 1850 et 1851, à 9 francs l'hectolitre de maïs, à 7 et 8 francs l'hectolitre d'avoine. Le trafic des eaux-de-vie est la principale ressource de l'Armagnac. En 1846 et 1847, le litre d'eau-de-vie se vend à Condom 14, 15 et 16 sous; en décembre 1847, il tombe à 13 sous; en 1848 à 3 et 4 sous. Le prix ruineux ne se relèvera que légèrement : 6 et 7 sous en 1849 et 1850, 8 sous en 1851. L'hectolitre de vin qui se vendait 12 francs en 1847 descend à 4 francs en 1848 (2).

Ces quelques chiffres attestent avec éloquence et précision la gravité de la crise et la gêne cruelle des paysans. En août 1848, le préfet décrivait au ministre des finances la situation lamentable des campagnes gersoises : la moitié des communes a été dévastée par la grêle; « la misère est à son comble »; les cultivateurs ruinés quittent leurs

(1) Arch. du Gers. *M. Mercuriales, 1846-1847*. — Voici pour l'hectolitre de blé le prix moyen mensuel du département, de janvier 1846 à fin décembre 1847 : 22 fr. 45, 22 fr. 44, 23 fr. 78, 23 fr. 28, 23 fr., 22 fr. 56, 21 fr. 82, 21 fr. 21, 22 fr. 17, 22 fr. 25, 22 fr. 85, 23 fr. 24, 24 fr. 42, 26 fr. 14, 30 fr. 84, 32 fr. 47, 33 fr. 37, 25 fr. 14, 21 fr. 47, 17 fr. 67, 18 fr. 40, 18 fr. 46, 17 fr. 70, 17 fr. 73.

(2) Arch. du Gers. *M. Mercuriales, 1846, 47, etc.* — Prix des grains par quinzaine dans les principaux marchés du département. — *L'Ami du Peuple* et *l'Opinion* indiquent dans leur *Bulletin commercial* les prix du blé, de l'avoine, du maïs, du fourrage, du pain, de la viande, des eaux-de-vie, etc., sur les principaux marchés du Gers. — Cf. chap. III, p. 100, une pétition à la Constituante.

champs et se louent au loin comme domestiques; les propriétaires riches sont acculés aux emprunts (1).

Sous la Législative, tous les commissaires ont signalé « la stagnation des affaires », « la nullité des transactions », la mévente des denrées agricoles, la rareté du numéraire, le chômage, la misère des ouvriers et des paysans. Le malaise économique entretient le mécontentement, exalte la passion politique. Les ouvriers crient contre la dureté des riches, certains paysans regrettent la monarchie : en ce temps-là « ils votaient moins et vendaient mieux ».

Le commissaire de Condom dénonce le chômage, favorable au socialisme. Il note les récriminations des ouvriers contre les riches qui « enfouissent leurs capitaux pour faire mourir le peuple de misère ». L'hiver révèle bien des infortunes qu'aggrave l'arrêt du travail. Les maigres ressources des bureaux de bienfaisance ne peuvent soulager toutes les misères. Si cette situation se prolonge, les agitateurs susciteront aisément des troubles que l'ouverture d'ateliers de charité publics eût prévenus. Les paysans sont cruellement éprouvés : ils ne peuvent écouler, même à vil prix, les produits agricoles; dans les campagnes, le numéraire est à peu près tari. Tout le monde réclame des mesures énergiques pour enrayer la crise (2).

Les rapports du commissaire de Lectoure traduisent la même situation et les mêmes plaintes :

Le pays entièrement agricole est gêné par le prix minimum des denrées et des bestiaux qui sont les principales ressources de la population.

Le commissaire de Mirande note que « le travail ne va point; les ouvriers d'état, surtout les charpentiers et les maçons, sont sans ouvrage ».

Dans l'Armagnac viticole, le commissaire d'Eauze signale la modicité des salaires qui suffisent à peine à nourrir l'ouvrier agricole :

(1) Arch. du Gers. *Contr. dir.*, 1846-47. — Préfet au min. des fin. 22, 29 août 1848.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Condom.

L'ouvrier de la terre gagne 1 fr. 50 par jour et 3 litres de vin; la femme gagne 0 fr. 75 et 2 litres. Le mari et la femme qui travaillent la terre réalisent toutes les semaines 13 fr. 50. Mais il ne reste pas à ces individus 1 centime de réserve le dimanche.

Le procureur général, d'après le rapport de son substitut, déclare que les paisibles cultivateurs de l'arrondissement de Lombes sont durement atteints par la mévente des produits du sol et l'arrêt des transactions. Ils tournent leur mécontentement contre « le parti révolutionnaire », qu'ils accusent d'avoir provoqué cette crise de misère par ses « violences ». Ils ne cachent pas leurs regrets d'un régime « où ils votaient moins et vendaient mieux ».

Tous ces témoignages affirment la gêne et le mécontentement de la population ouvrière et agricole. Les ouvriers s'enrôlent dans le parti rouge; un petit nombre de cultivateurs y est entraîné, et quelques-uns se laissent embri-gadés dans les sociétés secrètes. Mais la masse paysanne, endoctrinée par ses conseillers conservateurs, hantée par le souci de la misère grandissante, de la ruine imminente, par la nostalgie des années prospères de la monarchie, impute la crise économique à l'agitation et à l'incertitude politiques issues de la révolution. Les journaux et les meneurs du parti de l'ordre l'obsèdent de leurs sinistres pronostics et de l'évocation du spectre rouge. Quelques républicains exaltés et de vie suspecte l'inquiètent par la violence de leurs propos ou de leurs menaces. Et le paysan timoré et crédule s'imagine que les rouges veulent le partage des terres, rêvent d'expropriation et de pillage. Il se détache de la République qui entretient la fièvre et le malaise dans le pays; de « cette bienheureuse république qui nous a fait la grâce de tuer le crédit, de paralyser les affaires, d'étouffer la production industrielle, d'anéantir les revenus agricoles » (1). Il aspire à un changement politique et se dispose à accepter tout gouvernement fort qui assure le respect de la propriété, l'ordre et la tranquillité indispensables à la prospérité matérielle. Cet état d'es-

(1) *Opinion*, 30 juin. Article de l'*Assemblée nationale*.

prit explique le succès du coup d'Etat et le revirement politique du Gers qui, après s'être nettement prononcé pour la république par une forte majorité de suffrages en mai 1849, se ralliera en masse à Louis-Napoléon au 20 décembre 1851. La misère et l'irritation nées de la crise économique, exploitées contre la république par les conservateurs, prévaudront chez le paysan gersois sur la propagande active et persévérante du parti montagnard.

En 1849, la passion politique a été fortement excitée dans le Gers (1). La crise économique, les déclamations et la polémique des deux journaux locaux, la lutte électorale, la répression administrative, l'organisation et l'ardeur agressive des rouges ont dressé les artisans, les ouvriers et les paysans démocrates contre la bourgeoisie conservatrice et la masse des cultivateurs, soumise au clergé rural et aux riches propriétaires. Les événements politiques sont suivis avec une curiosité passionnée. En étudiant leur répercussion sur les divers partis, nous nous efforcerons de démêler les vrais sentiments de la population, des groupes organisés, et les courants d'opinion, de noter, en un mot, les mouvements de l'esprit public.

**

En décembre 1849, le procureur général brosse avec les informations de ses substituts un tableau de la situation politique du Gers. Il déplore l'apathie des hommes d'ordre, « pusillanimes jusqu'à se retirer devant l'appréhension d'une défaite »; dans les élections municipales, ils laissent le champ libre à leurs adversaires. « Les campagnes sont perverties.... »; *L'Egalité* y « a fait des ravages »; la plupart des municipalités « sont très mal composées ». Et pourtant le Gers ne connaît pas « les dangereuses agglomérations d'ouvriers », la propriété y est très divisée; mais « le principe de l'égalité brutalement entendue s'est propagé dans les masses ignorantes et crédules ». Lombez

(1) Voir ci-dessus chapitres v et vi.

est le seul arrondissement où les « mauvaises doctrines soient peu répandues » (1).

De son côté, le procureur de Condom signale au procureur général le progrès du parti républicain parmi les ouvriers et les petits propriétaires paysans, persuadés « qu'avec le socialisme les riches seuls paieront l'impôt ». Les jeunes gens sont généralement républicains. Aux élections générales le parti démagogique risque de l'emporter, grâce à l'appui de Gavarret très influent sur les cultivateurs, que domine le souci de se ménager des protecteurs au lendemain d'une victoire républicaine. Chez les hommes d'ordre toujours la même apathie égoïste.

La situation politique et morale de Condom est loin d'être satisfaisante. Le socialisme paraît y faire des progrès dans la classe ouvrière et celle-ci trouve des adhérents dans la campagne parmi les travailleurs et les petits propriétaires qui se figurent qu'avec le socialisme les riches seuls paieront l'impôt. En général, les électeurs de 21 à 25 ans appartiennent à l'opinion révolutionnaire. Les jeunes gens qui viennent d'être désignés par le sort pour faire partie de la classe 1850, sont presque tous animés des plus mauvais principes et décidés, disent-ils, à voter pour les rouges, sans que les généraux s'en doutent. En cas d'élections générales, il est probable que le parti démagogique réussirait à faire nommer la plupart des candidats, parce que le représentant Gavarret, qui vote avec lui, jouit d'une très grande influence dans les campagnes. Les petits propriétaires sont entraînés par le désir et l'espoir d'être protégés ou respectés par lui dans le cas où la société tomberait entre ses mains. Parmi les hommes d'ordre, toujours même tiédeur, même souci égoïste pour conserver leur position avec un lendemain révolutionnaire. D'ailleurs, il ne faut pas s'attendre à ce qu'en aucun temps ceux qui possèdent, qui ont des aises dans la vie, déploient autant d'énergie et d'ardeur que les gens sans fortune, endurcis à la fatigue, et qui, n'ayant rien à perdre dans un incendie ont tout à gagner dans les décom-
bres (2).

Dégageons la conclusion de ces rapports : les idées démocratiques répandues par le journal *l'Egalité* et patronnées par des républicains modérés hautement estimés, comme Gavarret, ont fait brèche dans les campagnes et

(1) Arch. nat. BB 30/367. — Rapport du procureur génér. l. 31 décembre 1849.

(2) Arch. nat. BB, 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 mars 1850.

cheminent sans trop d'obstacles parmi les paysans, grâce à l'inertie du parti de l'ordre.

**

Le premier désaccord du Président et de la majorité royaliste de la Législative éclata sur le renvoi du ministère Odilon Barrot, annoncé brusquement par le message du 31 octobre 1849. Il était remplacé par un cabinet d'hommes nouveaux, effacés, mais dévoués au Président. Cette tentative de gouvernement personnel était le premier épisode d'un conflit de deux années, qui aboutira au coup d'Etat du 2 décembre.

L'Opinion s'irrite d'abord contre le message du 31 octobre. Mais la crainte d'une scission dans le parti de l'ordre et l'attitude du nouveau ministère qui promet de faire « bonne guerre au socialisme et à la démagogie », la calment vite, et elle prêche l'apaisement, l'oubli des discordes entre conservateurs (1).

Des républicains ont cru voir dans cette querelle l'indice et le début d'une politique républicaine dont ils prétendent louer le Président. Mais *l'Egalité* se méfie : le remplacement d'Odilon Barrot par son frère et la nomination d'Oudinot, un des notables du Comité de la rue de Poitiers, lui interdisent cet espoir ou cette illusion.

La Voix du Peuple est d'avis que, loin de repousser les vellétés républicaines du Président, nous devons les encourager de toutes nos forces... Encore faudrait-il que les vellétés républicaines du Président ne fussent pas un mythe insaisissable.... Nous acceptons comme un bon augure cette division de la majorité; mais nous n'apercevons pas comment il serait possible d'en faire honneur au Président de la République. Jusqu'ici donc, rien n'est changé dans l'attitude que les républicains ont à garder vis-à-vis de lui. Doivent-ils considérer comme des vellétés républicaines le remplacement de M. Odilon Barrot par M. son frère ou la nomination toute récente du chef de la rue de Poitiers au commandement de l'armée expéditionnaire d'Italie ? Nous attendrons, quant à nous, pour encourager M. Bonaparte (2).

(1) *Opinion*, 4, 6, 9 novembre 1849. — Voir ci-dessus, chap. VI, p. 234.

(2) *Egalité*, 13 novembre 1849.

La déclaration et les circulaires ministérielles, annonçant et organisant la lutte contre les idées et le personnel républicains, ne tardèrent pas à justifier la réserve clairvoyante de l'*Egalité*.

Le commissaire de Condom note que le message du 31 octobre est universellement commenté.

Les uns le blâment, les autres le louent; le plus grand nombre en n'émettant aucune opinion tranchée semblerait cependant n'en être pas trop mécontent. Ce qu'il y a de bien positif, c'est que tout le monde est las de la situation présente (1).

Le procureur général affirme que « l'immense majorité approuve le message du Président, ferme, précis et courageux » (2). Au total, ce message loué, blâmé, paraît avoir été accueilli favorablement par la masse des électeurs et même par les républicains.

La majorité de la Législative ne rencontre quelque faveur que dans la bourgeoisie orléaniste, peu influente dans le Gers où le clergé et les légitimistes dominent le parti de l'ordre. *L'Opinion* orléaniste se fait l'avocat de la majorité contre le Président. Louis-Napoléon a la sympathie des classes populaires. Dans les conflits entre ces deux pouvoirs, les républicains, en haine de la majorité royaliste, surtout après le vote de la loi électorale du 31 mai 1850 inclinent plutôt à ménager le Président et ils verront sans déplaisir les coups qu'il portera à l'Assemblée.

Le nouveau ministère, le conflit de la majorité et du Président, le nouveau journal *Le Napoléon*, le projet d'augmentation de la solde des sous-officiers, font croire à un prochain coup d'Etat, si l'on s'en rapporte aux commissaires de Condom et d'Auch. Les républicains entrevoient la dislocation de la majorité, le discrédit du président, le coup de force parlementaire ou présidentiel, et ils se fami-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1849. — Com. de Condom, 31 oct. 1849.

(2) Arch. nat BB 30/370 — Rapport du procureur général, 6 décembre 1849.

liarisent avec l'idée d'une insurrection générale pour un régime et un gouvernement républicains (1).

« M. Duputz, écrit l'*Opinion*,... depuis quelque temps dans le département du Gers, cherche à réchauffer le zèle de ses partisans et leur annonce une levée de boucliers socialistes, rendue inévitable par un prochain coup d'Etat. » — « Des rumeurs, des craintes circulent dans le public, écrit le commissaire de Condom. Un cataclysme paraît inévitable. La stagnation des affaires et la nullité des transactions donnent à ces bruits une apparence de réalité que les meneurs exploitent. J'apprends qu'un député montagnard du Gers écrit à un de ses compatriotes que le parti socialiste se recrute à force, et qu'une lutte des plus acharnées doit avoir lieu incessamment dans Paris... » — « Le 20 janvier, Duputz a tenu une réunion où il a dit : « Il faut s'attendre à un coup d'Etat. Soyez prêts à combattre pour la République » (2).

Cette rumeur d'un coup d'Etat, née du conflit du Président et de l'Assemblée, accréditée par les déclarations publiques de Duputz, le chef du parti rouge, enfièvre quelque temps les républicains du Gers.

Les légitimistes pensent qu'une tentative de restauration impériale ridiculiserait le président et favoriserait le retour d'« Henri V ». Mais ce parti, par indolence mystique ou inertie fataliste, reste inactif, dédaigne « d'user de sa position de fortune pour influencer la population ouvrière ». — « Il est dangereux par sa neutralité », déplore un autre commissaire.

Enfin, « la masse de la population » espère qu'un empereur ramènera la prospérité matérielle, « guérira la société du marasme où elle vit depuis 1848 » (3).

*
**

En février 1850, les bruits d'un coup d'Etat de Louis-Napoléon et d'une insurrection républicaine à Paris agitent

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom et d'Auch, 17 et 31 janvier 1850.

(2) *Ibid.* — Com. de Condom, 17 janvier, 3 février 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Condom, 15 oct. 1849, 17 janvier 1850.

encore les esprits. Le 18 février, le commissaire de Condom écrit :

On parle beaucoup d'une démonstration qui doit avoir lieu à Paris, le 24 février, de la part du parti socialiste et qui doit être décisive; mais tout le monde est à peu près convaincu qu'ils n'oseront faire aucune tentative. On est bien plus préoccupé du coup d'Etat annoncé par les journaux pour le même jour. Les conservateurs en général, tout en désirant que le Coup d'Etat ait lieu, éprouvent cependant des craintes sérieuses sur les résultats qu'il amènerait. Une grande partie des légitimistes paraissent vouloir prêter leur appui à Louis-Napoléon, parce que, disent-ils, il faut passer par l'empire pour arriver à Henri V. La création de 4 nouveaux gouvernements militaires est un sujet de clameur de la part de nos chefs de parti. Ils proclament que nous marchons à grands pas vers l'Ancien régime. « On veut créer la dictature du sabre, disent-ils, mais ils n'y parviendront pas, nous sommes les plus forts... » (1).

Au début de 1850, la gêne économique, le mécontentement général semblent avoir disposé la masse des électeurs, surtout ruraux, à accepter, à désirer un changement politique : elle croit que l'Empire ramènera la prospérité. Les légitimistes envisagent sans effroi et même sans déplaisir un coup de force présidentiel : il hâtera le retour d'Henri V. Les républicains sont confiants; ils se préparent à la lutte et s'adjugent l'avenir.

*
**

Le Président s'est rapproché de la majorité. Son ministère a engagé une campagne violente contre les républicains. Les bruits de coup d'Etat se dissipent.

... Il y a environ 3 semaines, écrit le commissaire d'Auch, on croyait assez généralement à un coup d'Etat. Aujourd'hui, il n'en est plus question. Le président de la République en se rapprochant de la majorité a fait évanouir ces idées chimériques (2).

L'accord du ministère et de la majorité se fortifie par la lutte électorale contre la Montagne. Il faut pourvoir aux sièges vacants des 31 représentants montagnards condam-

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Condom, 18 fév. 1850.

(2) *Ibid.* — Com. d'Auch, 31 janvier 1850.

nés pour l'affaire du 13 juin et déclarés déchus. Ces élections complémentaires, fixées au 10 mars, provoquèrent une vive agitation politique.

L'élection de 21 montagnards, et notamment celle de Vidal, Carnot et de Flotte à Paris, atterrent les conservateurs, exaltent la confiance des républicains.

La physionomie des socialistes, note le commissaire d'Auch, a une apparence de contentement qui n'est pas ordinaire et qu'on doit attribuer au triomphe des élections de la capitale (1).

Le commissaire de Condom écrit :

Le résultat des élections de Paris, écrit à son tour le commissaire de Condom, a découragé bon nombre de membres du parti de l'ordre. Les meneurs socialistes reprennent courage et prédisent déjà la chute du système actuel et le triomphe de leurs doctrines avant 1852 (2).

On lit dans un rapport du commissaire de Gimont :

... Les élections de Paris continuent à être le but de leurs conversations (des républicains). Ils crient moins dans la rue, mais ils sont plus animés que de coutume ... (3)

Le commissaire de Lectoure note à son tour :

Le jour que les rouges ont appris le triomphe des socialistes à Paris pour cette dernière élection, ils étaient tous rayonnants de joie, sans pour cela faire aucune démonstration, se tenant dans la plus grande réserve... Cette joie n'a pas eu une longue durée, car, lorsqu'ils ont appris la nomination de M. le ministre de l'Intérieur, ç'a été pour eux un coup de foudre, aussi comptent-ils sur la seconde élection à Paris pour le représentant à nommer en remplacement de M. Vidal.... (4)

L'Opinion, commentant les élections du 10 mars, jette un cri d'alarme, déclame furieusement contre le suffrage universel qui ne sera pas plus clément aux conservateurs en 1852 : il faut le modifier ou il tuera la France. Une dictature est nécessaire; qu'on ne s'embarrasse pas de scrupules de légalité : il y va du salut du pays.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch 15 mars 1850.

(2) Ibid. — Com. de Condom, 18 mars 1850.

(3) Ibid. — Com. de Gimont, 3 avril 1850.

(4) Ibid. — Com. de Lectoure, 30 mars 1850.

... Cette misérable circonstance du suffrage universel... il nous sera bien permis de la flétrir quand elle prostitue dans sa capricieuse mobilité le triomphe à nos ennemis. Nous demanderons si on peut abandonner le sort d'une grande nation à cette aveugle puissance,... qui trébuche comme un homme ivre pour glisser dans la boue... Nous mettrons-nous à espérer que le suffrage universel nous sera favorable en mai 52 parce qu'il nous a été contraire le 10 mars 1850.... Non, Non, nous ne nous endormirons pas dans ces stupides illusions !... Pauvre peuple, toujours aveugle ! Il faut le sauver malgré lui. C'est trop longtemps nourrir une nation avec le poison qui la tue. Le suffrage universel, tel que l'ont organisé les articles 24 et 30 de la Constitution, renferme la ruine de la France... Visible ou invisible, écrit ou sous-entendu, toutes les constitutions du monde contiennent un article 14 que savent imposer les hommes de cœur au jour des grands périls. Dans chaque société menacée de périr, il y a toujours, cachée quelque part, une dictature qu'il n'appartient qu'aux lâches, voués à une mort honteuse, de laisser inerte et stérile. Cette dictature réside entre les mains de l'Assemblée nationale agissant de concert avec le président de la république. Nous ne reconnaissons pas d'autre souveraineté. Tout ce que feront l'assemblée et le président sera légal de toute légalité. Arrière les arguties des procéduriers constitutionnels ! Ne nous ont-ils pas dit que nous avions violé l'article 8 de la Constitution en suspendant le droit de réunion ?... l'art. 5 du préambule en étouffant la république romaine ? Qu'ils ajoutent encore que nous avons vidé l'art. 24, pourvu que la postérité puisse dire à son tour que nous avons sauvé la France (1).

Après avoir appelé de ses vœux une mutilation institutionnelle du suffrage universel, l'*Opinion* applaudit, le 23 mars, aux lois « de salutaire compression » que le gouvernement prépare sur la presse, le jury, les réunions électorales, la déportation; le projet sur l'organisation du suffrage universel « écrasera la tête du serpent révolutionnaire ».

Les journaux parisiens avaient accueilli par un *tolle* général le projet de loi sur la presse, qui doublait le cautionnement et imposait un timbre de 4 centimes aux journaux de Paris et de 2 centimes aux journaux de province. Le 26 mars, l'*Opinion*, qu'enchanter toute mesure de répression, se plaint du déchaînement de toutes les feuilles parisiennes contre le projet et morigène ses confrères :

Nous avons applaudi à la fermeture des clubs, à la loi de l'état de siège... Nous avons abandonné avec joie les instituteurs au

(1) *Opinion*, 16 et 17 mars 1850.

pouvoir discrétionnaire des préfets. Il nous tarde que le droit de nommer et révoquer les magistrats municipaux soit restitué à l'autorité centrale,... et lorsque le moment est venu de prendre notre part dans ces sacrifices qui, pour le salut de la patrie, sont imposés à tous,... nous autres, journalistes de la presse modérée nous nous révolterions ! — Mais s'écrie-t-on, le projet de loi est de nature à ruiner la bonne, comme la mauvaise presse. — D'abord, cela n'est pas vrai. Il est beaucoup de départements, et nous pourrions en citer au moins un, où le journal qui combat pour la civilisation, vivra en dépit du cautionnement augmenté et du timbre rétabli et où la feuille, clairon de la démagogie, disparaîtra sans retour... La mauvaise presse fait beaucoup plus de mal que la bonne ne peut faire de bien. — « La mauvaise presse arône seule en souveraine dans les estaminets, tavernes, cabarets hantés par la classe ouvrière... »

L'Opinion conclut que le timbre de 4 centimes, imposé aux feuilles parisiennes, les contraindra à élever de 15 fr. leur abonnement, tandis que le timbre de 10 centimes sur les journaux de province n'augmentera l'abonnement que de 7 fr. La presse départementale luttera donc avec avantage contre la concurrence de la presse parisienne.

Le ministère a déposé un projet de loi attribuant au gouvernement la nomination de tous les maires. Les légitimistes font grise mine au projet et, à cette occasion, *l'Opinion* met le parti de l'ordre en garde contre le danger de la décentralisation, répudie ou ajourne ce vieil article du programme conservateur. L'élection des maires par le suffrage universel risque d'énervier la défense sociale.

... Avant de repousser au nom de la décentralisation une loi que le gouvernement nous demande comme une mesure de salut public... ne chercherons-nous pas à savoir ce que contient ce mot fastueux ?... Ce qu'il contient, c'est la nomination de tous les maires par les conseils municipaux, la faculté donnée aux citoyens de poursuivre les maires en justice sans autorisation. la liberté pleine et entière de se réunir laissée aux conseils municipaux et généraux; c'est la suppression en principe, sauf des cas rares où l'intérêt général serait engagé, de l'autorisation préalable pour l'exécution des délibérations des conseils municipaux et généraux; c'est le droit actuel des agents du pouvoir central d'annuler ou de modifier les délibérations restreint à la violation ou inexécution des lois; ce sont toutes les affaires des communes et du département terminées dans le département même, sauf dans quelques cas, un droit de recours auprès du gouvernement et du conseil d'Etat; c'est l'administration active d'intérêts considérables transportée des mains des agents du pouvoir central aux citoyens élus par les conseils généraux; c'est, en un mot, les

préfets réduits au rôle de simples commissaires du gouvernement n'ayant plus qu'un droit de veto et de remontrance vis-à-vis des communes et des départements qui s'administrent eux-mêmes. Voilà ce que signifie ce mot décentralisation... Or, nous le demandons, est-ce à une époque où la société est condamnée, sous peine de périr, à ne pas cesser un seul jour d'être sur le pied de guerre, qu'elle pourrait bouleverser ainsi l'organisation qui la protège, sans courir le risque de devenir la proie de ses ennemis acharnés ? Le premier effet de cette transformation ne serait-il pas d'énervier le pouvoir central avant d'avoir pu donner la vie et la force à la commune et au département émancipés ? Qu'arriverait-il si, en face des délégués du gouvernement, le suffrage universel faisait surgir des administrateurs départementaux socialistes ? C'est à peine si la société bardée de fer et d'airain, comme elle l'est aujourd'hui, parvient à se défendre; et, cette armure déjà insuffisante, vous ne craignez pas de la briser ?... (1)

La peur haineuse de Paris s'étale dans la presse conservatrice départementale. Le 9 avril, l'*Opinion* jette l'anathème à Paris, ce cloaque immense où fermente et bouillonne la démagogie, « la grande sentine de la Révolution », tyrannisé par « cette multitude famélique, insolente, corrompue, qui s'entasse dans les faubourgs ». La ville qui a élu des rouges est dangereuse à habiter pour le gouvernement.

... Ou Paris doit cesser d'être le siège du gouvernement, ou Paris doit être purifié. Qu'on expulse impitoyablement de Paris tout individu ayant subi une condamnation afflictive et infamante. Que ces existences aventureuses, recrues ordinaires de toutes les révolutions, soient éloignées de ce foyer redoutable; que tous les étrangers, missionnaires de la démagogie européenne, ne puissent y venir porter leurs déclamations.... Si Paris doit rester le siège du gouvernement, Paris doit cesser d'être industriel... A ce prix seulement, la France échappera au gouvernement d'émeutiers, de malfaiteurs et de voyous qu'on lui prépare (2).

Ainsi, après les élections montagnardes du 10 mars, la peur règne au camp conservateur : peur du suffrage universel, peur de Paris, peur de la presse, peur des maires républicains. Qu'on mutile le suffrage, qu'on bâillonne les journaux, qu'on épure ou qu'on décapitalise Paris, qu'on remette au gouvernement la nomination de tous les maires, tels sont les vœux du parti de l'ordre. On en trouve l'écho

(1) *Opinion*, 22 mars 1850 (éd. hebdom.). — Cf. chap. VIII, pp. 313, 314.

(2) *Opinion*, 9 avril 1850.

dans les rapports de police et, dans l'*Opinion*, l'expression véhémement ou irritée.

*
**

Le parti de l'ordre, alarmé et furieux, réclame d'énergiques mesures contre ses adversaires. Il se serre autour du Président, qui lui sacrifie son ministre de l'Intérieur, Ferdinand Barrot, jugé trop faible, et le remplace par Baroche, qui a dirigé le procès en Haute-Cour contre les montagnards. Les chefs de la majorité ont envisagé deux moyens d'enrayer les succès de la montagne : la prolongation d'un an de la loi de 1849 sur les clubs et une nouvelle loi sur la presse, en attendant la mutilation du suffrage universel.

Entre temps, Vidal, élu à Paris le 10 mars, opte pour le Bas-Rhin. L'élection complémentaire dans la Seine est fixée au 28 avril. Elle oppose le romancier Eugène Sue, candidat des rouges, à un garde national bourgeois, Leclerc, « héros des journées de Juin », candidat du parti de l'ordre.

Tous les esprits sont tendus vers cette élection parisienne. Le parti de l'ordre l'attend comme une revanche et les républicains comme une confirmation de celle du 10 mars.

Le commissaire d'Auch écrit :

Les socialistes attendent paisiblement l'élection du 28 avril pour relever le nez, mais l'attitude ferme et répressive du gouvernement intimide les plus audacieux...

Le commissaire de Condom note à son tour :

Tous les esprits sont tendus vers l'élection du 28 avril qu'on considère comme une question de vie ou de mort. Aussi, on en attend le résultat avec une grande anxiété (1).

Eugène Sue fut élu. Cette élection exaspéra dans le parti de l'ordre la haine, la colère et la peur. Elle provoqua le vote de la loi du 31 mai, point culminant de la réaction conservatrice sous la Législative.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch et de Condom, 15 et 19 avril 1850.

Dans le Gers des rumeurs alarmantes circulaient. Chez les conservateurs le découragement et l'effroi l'emportaient sur la colère.

Le parti de l'ordre est vraiment affecté de l'élection d'Eugène Sue, écrivait le commissaire de Condom. Il ne comprend pas comment et pourquoi, en présence des dangers qui menacent la société, 100.000 électeurs de la Seine se sont abstenus de voter; et les bruits qui circulent ne sont pas de nature à le rassurer. On dit que M. Thiers a affiché son hôtel de la place St-Georges et qu'il est même parti pour l'Italie où il a l'intention de fixer sa résidence; que M. de Montalembert est déjà rendu en Belgique et que plusieurs autres personnages de distinction ne tarderont pas à suivre ces messieurs sur la terre étrangère. Ces bruits ont ici un fâcheux retentissement.... Le parti de l'ordre ne voit d'issue pour sortir de l'impasse où nous sommes acculés que dans la revision de la Constitution et du suffrage universel qu'il appelle de tous ses vœux. Encore craint-il que le gouvernement, en prenant cette mesure de salut, ne provoque quelque nouveau bouleversement (1).

L'Opinion fait chorus avec toute la presse bourgeoise qui tonne contre le suffrage universel. Elle exhale sa fureur dans de nombreux articles. Elle écrit :

Le suffrage universel est un poison... De la cohue électorale, il ne sortira jamais... que les ultras de la sottise et de la stupidité humaines.

Le journal cite deux pensées de Proudhon :

« La démocratie n'est autre chose que la tyrannie des majorités, la plus exécration de toutes, car elle ne s'appuie ni sur l'autorité de la religion, ni sur une noblesse de race, ni sur les prérogatives du talent et de la fortune ». — « Qu'attend-on d'une représentation qui, sortie de comices plus ou moins complets, plus ou moins éclairés et libres, produit du bon plaisir de la cohue électorale ?... »

Trois jours plus tard, le 19 mai, *l'Opinion* s'efforce de rassurer les conservateurs, en étalant les précautions militaires prises par le gouvernement contre une insurrection éventuelle.

Le gouvernement prend ses précautions. Les casernes sont remplies de troupes; les soldats sont sur le qui-vive, les régiments toujours prêts à marcher au premier coup de tambour et à couvrir Paris, soit de jour, soit de nuit, d'un vaste éventail de baïonnettes qui ne laisseraient pas une place pour remuer un pavé, ni pour dresser une barricade... Le plan de bataille est admirablement dressé par le général Changarnier (2).

(1) *Arch. du Gers, Police, 1850.* — Com. de Condom, 3 mai 1850.

(2) *Opinion*, 14, 16 et 19 mai 1850.

L'élection d'Eugène Sue enchantait les républicains. Elle les consolait de la persécution administrative, de toutes les tracasseries policières. Mais leur joie se mêlait d'appréhension, hésitait à éclater. Dans sa fureur et son épouvante, le parti de l'ordre réclamait une « épuration du suffrage », comme une mesure de salut public. Prudemment les républicains évitent toute manifestation bruyante ou provocante, pour ne pas irriter davantage leurs adversaires. La plupart des rapports policiers ont noté la réserve des républicains au lendemain de l'élection d'Eugène Sue. On l'attribue à un mot d'ordre.

Ils sont tous rayonnants, écrivait le commissaire de Lectoure, exprimant surtout leur satisfaction du vote de l'armée. Ils ne font aucune démonstration et se tiennent sur une grande réserve.

Le commissaire de Condom note :

Nos socialistes continuent à être réservés;... On attribue ce calme au mot d'ordre qu'ils auraient, dit-on, reçu de Paris, de ne faire aucune espèce de démonstration et de montrer la plus grande indifférence jusqu'à la prochaine élection du président de la République; car il paraît que c'est pour cette époque qu'ils préparent leurs batteries....

Le commissaire de Gimont :

L'élection du candidat socialiste à Paris, connue hier, n'a produit aucune manifestation. Les hommes d'ordre, qui sont en grande majorité, en imposent par leur calme et, au besoin, par leur énergie au petit nombre d'individus qui voudraient surexciter la population...

Mais les républicains ardents se résignaient mal à cette attitude contrainte.

Les agitateurs, écrivait le commissaire de Condom, sont très peu satisfaits du mot d'ordre de se tenir dans la réserve. On dit qu'ils brûlent du désir de recommencer la lutte, qu'ils espèrent que le signal ne tardera pas à leur être donné (1).

Il est présumable que Duputz, le chef du parti rouge dans le Gers, en rapport avec les démocrates de Condom, a

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Lectoure, 2 mai; — com. de Gimont, 3 mai; — com. de Condom, 3 et 18 mai 1850.

conseillé cette attitude réservée et prudente. Les représentants républicains, témoins de la fureur de la majorité décidée à modifier le régime électoral, redoutaient de la provoquer, de la pousser à bout, de lui fournir des prétextes à mutiler le suffrage universel. Ils exhortèrent leurs électeurs à patienter et à préparer dans le calme et la légalité leur triomphe aux élections de 1852.

*
**

Les craintes des montagnards n'étaient pas chimériques. Thiers et les « burgraves », d'accord avec le Président, proposèrent la modification du suffrage universel comme l'unique moyen de sauver la société du péril rouge. La loi du 31 mai 1850 exigea pour être électeur un domicile de 3 ans dans le canton, prouvé par l'inscription au rôle de la taxe personnelle ou des prestations, ou par la déclaration du patron pour les ouvriers, du maître pour les domestiques. Le parti de l'ordre se débarrassait ainsi d'une masse d'électeurs « dangereux », en ôtant le suffrage à près de 3 millions d'ouvriers, obligés de changer souvent de domicile pour trouver du travail. Comme corollaire à cette loi, le gouvernement avait songé un instant à instituer le vote obligatoire, pour vaincre l'apathie des hommes d'ordre. Il interrogea les préfets sur les effets présumés de cette mesure. Le préfet du Gers se déclara hostile à un pareil projet : selon lui, le vote obligatoire ne produirait aucun changement, serait exploité contre le gouvernement comme un attentat au libre exercice du droit de suffrage et comme un impôt déguisé, suprême recours d'un ministère aux abois (1).

Le projet d'une « épuration » du suffrage universel avait mis en fureur les républicains menacés d'être dépouillés d'une partie de leur force électorale; ils la dénoncèrent

(1) Arch. nat. *Élection. F 1/c III, Gers, 6.* — Préfet à ministre de l'Intérieur, 23 mai 1850.

comme un défi, une « violation du pacte fondamental », un attentat contre la République. *L'Ami du Peuple* exhorte les républicains à pétitionner contre le projet de loi.

... Le danger est imminent. La constitution va être violée, le suffrage universel détruit... Il ne s'agit pas seulement de demander à l'Assemblée nationale le rejet de la loi Baroche... Il faut qu'à l'instant même et de tous les points du territoire s'élève une protestation immense, unanime... Il faut que l'Assemblée, il faut que le Pouvoir s'arrêtent, ou bien que, décidés à passer outre, ils connaissent toute l'étendue de leur responsabilité... Il y va du sort de la France ! Protestez ! Protestez !

Le 17 mai, *l'Ami du Peuple* publie un texte de pétition contre le projet de loi électoral⁽¹⁾. Il adjure les républicains de le répandre à profusion, de le faire signer dans les campagnes et de le renvoyer sous trois jours, avec les signatures, au journal, qui l'expédiera à l'Assemblée. En voici le texte :

Citoyens représentants, les citoyens soussignés, convaincus que le projet de loi présenté le 8 mai 1850 à l'Assemblée législative par M. le ministre de l'Intérieur, viole ouvertement la Constitution dans sa lettre et dans son esprit et renverse le principe du suffrage universel, vous prient instamment de repousser la proposition du Pouvoir et de lui en laisser toute la responsabilité.

Le 26 mai, le journal montagnard déclare que le vote certain de la loi ouvre aux républicains le droit de résistance légale.

L'attitude de la majorité, le langage des journaux royalistes ne nous laissent place à aucune illusion. La loi sera votée à peu près telle que la commission l'a faite. La majorité marche résolument dans la voie de violation du pacte fondamental. Le moment de remplir le suprême devoir est proche, le droit de résistance légale va s'ouvrir... (1)

Les républicains font circuler un peu partout dans le département, — à Auch, Condom, Mirande, Gimont, Beauchaire, etc. (2) — des pétitions contre le projet de loi électoral. Ils usent de promesses et de menaces auprès des gens de la campagne; ils excitent au refus de l'impôt. A

(1) *L'Ami du Peuple*, 15, 17, 19, 26 mai 1850.

(2) *Opinion*, 8 août 1850.

Mirande, une pétition a été signée de 200 rouges. A Gimont, les « exaltés » ont signé la pétition de *La Presse* (1).

Ils entraînent, écrit le commissaire, quelques individus de la campagne en dénaturant le caractère de la loi. Une pétition a été signée à l'instigation de 4 ou 5 individus bien connus pour leur exaltation. Je n'ai pu me la procurer. Pour les engager à la signer on a fait aux gens de la campagne, dit-on, des promesses extraordinaires (2).

Le maire de Beaucaire, le docteur Peyrussan a pris l'initiative d'une protestation contre la loi électorale. Il aurait contraint par des menaces plusieurs habitants à la signer. Il recueillit 80 signatures et il fut révoqué (3). — A Auch, deux imprimeurs, Caubet et Gesca, ont colporté une pétition en faveur du suffrage universel. Ils furent poursuivis (4). — Les conseils municipaux de Lectoure, Mirande et Fleurance ont protesté en séance contre la loi du 31 mai; ces délibérations furent annulées par 3 arrêtés du 12 juin 1850

Quelques démagogues, écrit le procureur général, ont parcouru la campagne pour exciter au refus de l'impôt. Mais les campagnes sont indifférentes à ces luttes qui ne s'adressent ni à leurs intérêts, ni à leurs habitudes (5).

*
**

La discussion et le vote de la loi du 31 mai portèrent au comble la fureur des républicains. Un moment, le gouvernement et le parti de l'ordre craignirent un soulèvement. Le préfet prescrivit à ses commissaires une surveillance très attentive des sociétés secrètes et des réunions politiques. Il ordonna des perquisitions en vue de découvrir des préparatifs d'insurrection, des dépôts ou des fabrications d'armes. Les gardes nationales suspectes furent désarmées (6). Mais les dirigeants du parti avaient calmé les

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.*, 1850 — Com. de gend. du Gers à préfet, 18 mai 1850.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Gimont, 3 juin 1850.

(3) Voir chap. VIII, pp. 338, 339.

(4) Voir chap. IX, pp. 370 et ss.

(5) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 juin 1850.

(6) Voir chap. VII, pp. 287 et ss. et chap. IX, pp. 429 et ss.

montagnards. Ils les décidèrent à attendre dans l'ordre et la légalité les élections de 1852. Cette résignation, — résignation d'attente et d'espoir, écrivait le procureur général, — leur coûta. La loi du 31 mai soutirait au parti montagnard une force électorale considérable (1). Le Gers est un pays de petits propriétaires cultivateurs ou vigneron. Ils forment la partie stable de la population. Les ouvriers agricoles, — métayers, domestiques loués à l'année, journaliers, — se déplacent fréquemment. Les conditions nouvelles d'électorat supprimaient 26.000 électeurs, généralement républicains, sur 96.000 inscrits; 70.000 seulement avaient trois ans d'inscription au rôle de la taxe personnelle ou des prestations (2). Voici un exemple des effets de la nouvelle loi. A Lauraët (Condom), le chiffre des électeurs tomba de 200 à 128. Aux élections municipales de mai 1851, il y eut 52 votants et 76 abstentions. Les candidats conservateurs furent élus sans concurrents, à l'unanimité. *L'Ami du Peuple* note que, parmi les votants, 22 métayers ou domestiques ont été inscrits sur les déclarations de leurs maîtres (3). De pareils résultats expliquent les colères que les chefs montagnards maîtrisèrent difficilement, en montrant le danger d'une rébellion prématurée.

Les rapports policiers et les journaux ont noté l'exaspération, le découragement et aussi le calme des montagnards après le vote de la loi électorale. Par contre, cette loi a donné un regain d'espoir et de courage aux conservateurs, abattus par les élections montagnardes du 10 mars et du 28 avril.

A Condom, 1.100 ou 1.200 électeurs ont été rayés sur la liste électorale. Quelques meneurs rouges sont furieux; beaucoup de républicains sont découragés; le parti de l'ordre renaît à l'espérance.

(1) On estimait que le chiffre des électeurs écartés par la nouvelle loi dépassait 3 millions sur 9 millions d'inscrits.

(2) Arch. nat. F 1/c III, Gers, 6. Elections. — Préfet à Intérieur, 29 oct. 1850. — *Ami du Peuple*, 12 mai 1850.

(3) *Ibid.* BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 1^{er} juin 1851. — *Ami du Peuple*, 30 mai 1851.

L'adoption de la loi réglementant le suffrage universel, écrit le commissaire, a rassuré le parti de l'ordre, effrayé par les allures belliqueuses de nos anarchistes. Cette sécurité augmentera, si le gouvernement persévère dans la présentation de nouvelles lois dont tout le monde reconnaît la nécessité pour ramener la tranquillité. Au premier rang, celle des maires, dont on considère l'adoption comme un bienfait immense pour le pays.... Quelques aboyeurs du parti socialiste paraissent exaspérés du résultat que produit la nouvelle loi électorale. Ils ne peuvent se faire à l'idée de voir le nombre des votants de Condom diminuer de 1.100 à 1.200; aussi, ils s'occupent activement de vérifier si les radiations ont été faites d'une manière régulière. Ils disent, à ce qu'on rapporte, que la Constitution étant plus forte que la loi, tout le monde, sans exception, doit voter de gré ou de force, et qu'ils se feront tous tuer, plutôt que de se laisser enlever cette prérogative que la Constitution leur accorde... Je me suis entretenu avec un des chefs de la démocratie condomoise, avec qui j'ai conservé de bonnes relations. Il m'a dit que la manifestation annoncée n'était plus possible. Immédiatement après le vote de la loi électorale, Paris devait commencer le mouvement et les départements de l'Est, du Centre et du Sud le seconder. Aujourd'hui, ce serait un acte de folie. Les chefs de parti se sont effacés. Les ouvriers restent livrés à eux-mêmes. Leurs réunions ont lieu dans la campagne et en plein vent. Ils paraissent déterminés à agir seuls. En effet, l'annonce de cette manifestation ne me paraît avoir d'autre but que d'arrêter des déserteurs du parti. Beaucoup se fatiguent de toujours cheminer vers la Terre promise, sans prévoir l'époque où ils pourront y arriver... (1)

Le commissaire d'Auch signale « un calme profond ».

Pendant la discussion de la loi électorale, la ville est restée dans le calme, et, depuis que le parti de l'ordre a la victoire, un calme profond lui a succédé (2).

A Lectoure, les montagnards sont « abattus », si l'on en croit le commissaire.

...Le parti à idées montagnardes est tellement abattu qu'il semble avoir perdu tout espoir jusqu'en 1852, quoique n'osant pas trop compter sur le succès à cette époque, prétendant que la nouvelle loi a annihilé 5 millions d'électeurs (3).

A son tour, le procureur général, renseigné par ses substituts, note la résignation et le découragement des républicains. Le département est très calme. Les points les plus agités, comme les cantons de Saint-Clar et de Fleurance,

(1) Arch. du Gers. *M. Police*, 1850. — Com. de Condom, 3 et 18 juillet 1850.

(2) *Ibid.* — Com. d'Auch, 31 mai 1850.

(3) *Ibid.* — Com. de Lectoure, 3 juin, 2 et 18 juillet 1850.

sont en voie d'apaisement. « Lectoure renferme moins d'éléments de désordre ». A Condom, « quartier-général du socialisme », la mauvaise humeur des républicains s'exprime par des placards politiques anonymes. A Mirande, « tout est calme » (1).

Le parti de l'ordre, remis de sa chaude alarme électorale, reprend courage, et *L'Opinion* raille les républicains, traite de fanfaronnade leur menace « d'enfoncer les portes des collèges électoraux », en 1852.

Les socialistes convaincus d'impuissance disent maintenant qu'ils resteront calmes jusqu'en 1852, mais qu'alors ils demanderont impérieusement qu'on leur ouvre les portes des collèges électoraux, ou bien qu'ils les enfonceront au nom du suffrage universel. C'est le mot d'ordre du parti... Ce bruit fanfaron n'a pour objet que de sauver l'honneur du drapeau compromis. Les socialistes ne bougeront pas plus en 1852 qu'en 1850...

Enfin le 20 juin, la feuille orléaniste jette tout masque et réclame ouvertement la monarchie :

La résurrection de la monarchie ou une lamentable série de gouvernements de hasard, telle est la seule alternative qui s'offre à la France (2).

*
**

L'Ami du Peuple ne cesse pas de protester avec véhémence contre la violation de la Constitution par la loi du 31 mai. Il répète et commente la formule : *il n'y a pas de lois contre le droit*, rappelle la déclaration de Carlier contre le socialisme : *Nous sommes en guerre, il n'y a pas de lois !* Le 14 août 1850, il publie le compte rendu de la Montagne, signé de 39 représentants : c'est un exposé des mesures de compression, la justification des votes des élus montagnards, un appel à « l'union et à la persévérance ». Duputz n'a pas signé ce manifeste, mais celui de la « Montagne dissidente », formée de 24 représentants, plus « avancés », plus « révolutionnaires ». Le désaccord des deux groupes

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 juin 1850.

(2) *Opinion*, 20 juin 1850.

porte sur la tactique, la méthode d'action : la majorité de la Montagne entend se borner à l'action légale, parlementaire; la minorité prône l'action révolutionnaire. Mais la divergence paraît théorique, verbale, car le manifeste des dissidents est véhément et imprécis, sans indications pratiques.

Que le peuple soit toujours à son poste et qu'il désigne à chacun de nous celui qu'il doit occuper. Notre force vient du peuple, notre gloire c'est d'exécuter ses desseins, quand il les a conçus dans sa sagesse et manifestés avec son irrésistible puissance.

Attendre la consigne du peuple, habitué à recevoir l'impulsion et à être conduit, c'était évidemment se payer de mots, se donner des airs résolus dans une attitude expectante, comme celle des montagnards modérés.

En attendant la revanche de 1852, l'*Ami du Peuple* exhorte les conseils municipaux républicains à surveiller la formation des listes du jury, afin que les républicains n'en soient pas exclus; les poursuites politiques se multiplient et il faut que dans les cours d'assises les montagnards rencontrent des juges et non des adversaires. — Le journal montagnard dénonce « la conspiration des écus » : une oligarchie financière pèse sur la politique. Les gros commerçants et les banquiers ont menacé de suspendre leurs opérations ou leurs escomptes, si une révision constitutionnelle favorable à l'Empire n'était pas adoptée.

.... De l'aveu d'un grand journal impérialiste, d'ici à 6 mois, 50 grandes maisons de commerce et de banque suspendront leurs opérations ou leurs escomptes, si la population française ne consent pas à laisser fouler aux pieds la Constitution, pour y substituer le bon plaisir d'un empereur. On a considéré cette menace comme une gasconnade. Nous conseillons à la bourgeoisie de ne pas trop s'y fier. On connaît cette race égoïste qui ne voit rien au-delà de ses écus; on sait la ténacité des usuriers et ce dont ils sont capables contre ce qui gêne leur âpre appétit. D'ailleurs, on les a vus à l'œuvre. Aux mois de mars et d'avril 1848, les capitaux des gros banquiers se sont faits contrerévolutionnaires; ils se feront révisionnistes en 1851.... Notre société est ainsi faite, que l'honneur, la fortune de 36 millions d'hommes sont aux mains de 50 individus. Suivant que les événements servent ou contrarient leurs ténébreux desseins, ils lancent ou retirent leurs capitaux, c'est-à-dire la vie, l'activité, la richesse de la nation. La France est vouée à la ruine ou à la tyrannie, parce qu'elle ne sait pas

se passer d'eux... Nous avons fait 20 insurrections pour nous débarrasser des rois. Ne saurons-nous jamais trouver un moyen pacifique et légal de nous débarrasser des usuriers ?... (1)

La fureur des républicains contre la loi du 31 mai s'exprima dans de nombreux articles de presse, dans des pétitions; les protestations de quelques conseils municipaux. Ils s'empressèrent de faire inscrire leurs amis sur les nouvelles listes électorales dont ils surveillèrent, entravèrent parfois la confection; mais on ne signale aucune manifestation bruyante, violente. Les dirigeants du parti sentent leur impuissance et s'emploient à calmer les furieux, les exaltés. Le mot d'ordre est de s'abstenir à tous les scrutins et d'attendre patiemment la double élection de 1852.

Les nouvelles listes électorales furent établies du 11 juin au 11 juillet par des commissions formées du maire et de deux délégués désignés par le juge de paix. Le 30 juin, le procureur général écrivait :

La nouvelle loi s'exécute partout avec énergie. Les juges de paix très actifs comprennent l'importance de leur mission (2),

Le préfet déclare que la population est restée indifférente aux « excitations de la presse démagogique; presque partout, le travail des délégués a été adopté sans modifications » (3). Selon le commissaire de Lecture, les républicains se sont efforcés de maintenir ou d'inscrire sur la nouvelle liste le plus grand nombre de leurs amis; à cet effet, des meneurs ont parcouru la ville et les campagnes (4). La confection de ces listes donna lieu à maints conflits entre délégués et maires républicains : les maires dressèrent la liste en dehors des délégués et se bornèrent souvent à recopier l'ancienne, ou bien, ils refusèrent aux délégués les locaux et les documents nécessaires pour opé-

(1) *Ami du peuple*, 7 juin, 14, 18, 28 août, 15 sept. 1850.

(2) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén., 30 juin 1850.

(3) Arch. nat. F 1/c III, Gers, 6. *Elections*. — Préfet à Intérieur, 29 oct. 1850.

(4) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. de Lecture, 18 juillet, 3 octobre 1850.

rer les éliminations prescrites par la loi du 31 mai. Le préfet écarta ces maires et nomma un troisième délégué pour les remplacer. L'établissement de ces listes provoqua 50 dissidences entre maires et délégués, 400 décisions des commissions municipales, 90 appels devant les juges de paix, 5 ou 6 pourvois en cassation (1).

Les nouvelles listes électorales furent closes le 17 août 1850. Elles semblèrent d'abord réservées aux élections législatives, les élections municipales et départementales étant réglées par le décret du 3 juillet 1848 quant aux conditions de domicile. Mais une circulaire de Baroche, du 23 octobre 1850, déclara la loi du 31 mai applicable à l'élection des conseillers municipaux et généraux (2).

Jusqu'au 23 octobre, les élections, faites avec les anciennes listes électorales, furent favorables aux républicains. Le légitimiste de Grizony, conseiller général de Valence, était mort. Une élection eut lieu en août. Le candidat des démocrates était le vétérinaire Duprom; celui du parti de l'ordre était le juge de paix Lussan, peu sympathique aux légitimistes. *L'Ami du Peuple* exhorte les républicains à infliger « à l'ennemi un avertissement sévère », dans un canton qui, en mai 1848, donnait « sur 2.700 votants une majorité de 2.000 voix à la liste de l'*Egalité* ». Duprom fut élu. Le procureur écrivait :

... Les électeurs qui ne figurent pas sur les nouvelles listes ont fait la majorité (3).

Tant que l'application de la loi du 31 mai aux élections municipales resta douteuse, le préfet, redoutant quelque déconvenue électorale, ne s'aventura pas à dissoudre les municipalités hostiles; mais après la circulaire Baroche, il frappa résolument. D'autre part, les républicains étaient

(1) Arch. nat. *F 1/c III, Gers, 6. Elections.* — Préfet à Intérieur, 29 octobre 1850. — Voir chap. VIII.

(2) Arch. du Gers. *Municipalités, 1834-52.* — Circ. du min. de l'Intérieur, 23 oct. 1850..

(3) Arch. nat. *BB 30/370.* — Rapport du proc. gén., 30 août 1850. — *Ami du Peuple*, 9 et 14 août 1850; — *Opinion*, 14 août 1850.

incertains et divisés : fallait-il voter ? fallait-il s'abstenir en manière de protestation ? Ainsi, à Fleurance, les élections municipales du 27 octobre 1850 se firent d'après la nouvelle liste. Les rouges, un moment indécis, votèrent, et leur liste passa entière. Mais les 23 élus démissionnèrent aussitôt, pour protester contre l'application « illégale » de la loi du 31 mai aux élections municipales. — Les républicains de Beaucaire et de Manciet votèrent, et triomphèrent aux élections municipales du 15 décembre 1850 (1).

Mais en janvier 1851, les représentants montagnards se prononcèrent pour l'abstention absolue, et, le 8 janvier 1851, l'*Ami du Peuple*, pour couper court aux hésitations et aux dissidences, publia cette résolution comme le mot d'ordre du parti. Le 12 janvier, Lucien Lamarque exhortait les républicains à la discipline par l'abstention totale.

Dans le Gers, certaines localités ont adhéré à l'abstention, d'autres ont voté. Il faut que toute divergence cesse (2).

A chaque élection, l'*Ami du Peuple* prêche l'abstention. En mai 1851, les républicains du canton de Masseube (Mirande), n'ont pas voté à l'élection d'un conseiller général. Sur 2.401 inscrits, on ne compte que 1.267 votants. Gontaut-Biron obtient 1.237 voix.

Une majorité compacte de républicains du canton de Masseube, écrit le journal montagnard, vient de faire triompher le principe de l'abstention. Sur 413 votants, M. de Gontaut-Biron n'a eu que 124 voix, dues aux démarches, sollicitations et réquisitions des employés, gabelous, gendarmes, juges de paix, curés, médecins et pharmaciens de la ville (3).

A Masseube, aux élections municipales d'octobre, la liste du parti de l'ordre triompha, grâce à l'abstention des républicains (4). — A Lectoure, des élections municipales se firent le 5 janvier. La loi électorale avait écarté plus de

(1) Voir chap. VIII, pp. 335-340. — *Opinion*, 31 oct. 1850.

(2) *Ami du Peuple*, 8 et 12 janvier 1851.

(3) *Ibid.*, 14 mai 1851.

(4) *Opinion*, 31 octobre 1850.

600 électeurs. Sur 1.167 inscrits, 446 votèrent, et la liste de l'administration fut élue par 431 voix (1).

En mai 1851, les républicains de Lombez adressèrent au représentant Duputz, le chef du parti rouge dans le Gers, une pétition contre la loi électorale. Duputz écrivit à l'*Ami du Peuple* pour détourner tous les démocrates de pétitionner : la loi est inconstitutionnelle; en demander l'abrogation à l'Assemblée serait lui reconnaître le droit de l'avoir votée; les représentants montagnards se sont prononcés pour l'abstention électorale et leur décision est irrévocable (2).



En 1851, le parti républicain, amputé électoralement, s'est retiré de la lutte. Son abstention était « une protestation contre la violation d'un droit essentiel », et aussi un moyen de prévenir des défaites, de masquer son affaiblissement ou son impuissance, et, par là, d'écarter le découragement et les défections. La reconquête du suffrage universel était ajournée à la double élection de 1852 : les républicains forceront alors, à main armée, les portes des collèges électoraux et les affiliés aux sociétés secrètes jurent de se lever en armes à l'appel de leurs chefs pour cette besogne de vigueur. 1852 reste l'espoir et la consolation du parti. Cette date est un stimulant à l'organisation, à la discipline, à la propagande, la réponse ordinaire aux tracasseries de l'administration. C'est le mot d'ordre et de ralliement des rouges. Il circule partout, dans les sociétés secrètes qui ont reçu de la loi du 31 mai une vigoureuse impulsion, dans les journaux, dans les discours, dans les réunions. Avec une insistance agressive et imprudente, les républicains, trop irrités, trop meurtris pour être circonspects et mesurés, le lancent à leurs adversaires comme un défi, une

(1) Voir chap. VIII, pp. 344 et ss.

(2) Arch. nat. BB 30/398. — Dossier Duputz. Lettre du 26 mai 1851.

menace, l'espoir d'une revanche prochaine. Le parti de l'ordre s'en effraye et s'en empare comme d'un épouvantail politique, répétant sans cesse que 1852 inaugurerait une ère de désordres et de violences.

II

La lutte contre le parti montagnard a rapproché le Président et l'Assemblée; mais l'entente n'a pas survécu au vote des lois de défense contre l'adversaire commun. Le conflit s'ouvre sur l'augmentation des frais de représentation du Président, proposée par le ministère et difficilement obtenue par une intervention de Changarnier. L'Assemblée écarte un projet de nomination de tous les maires par le gouvernement. A la veille des vacances, elle nomme une commission de permanence, composée surtout d'adversaires notoires du Président. En vue d'une restauration monarchique, le parti de l'ordre s'efforce de réaliser l'accord entre légitimistes et orléanistes, la réconciliation des deux branches de la maison royale. Les légitimistes se rendent à Wiesbaden auprès du comte de Chambord, les orléanistes vont à Claremont, où Louis-Philippe vient de mourir. Louis-Napoléon riposte aux menées royalistes par un voyage dans les départements de l'Est et en Normandie. Il prononce des discours où, en termes calculés, il envisage sa réélection, la révision de la Constitution, l'appel au peuple. Le conflit se précise bientôt entre le Président et le général Changarnier, l'homme de confiance de la majorité royaliste, et devenu, par son double commandement de l'armée et de la garde nationale de Paris, le principal obstacle à un coup d'Etat présidentiel. A la revue de Satory, tandis que la cavalerie acclamait le Président, l'infanterie, obéissant à un ordre du général Neumayer, a défilé sans un cri. Louis-Napoléon met Neumayer en disponibilité,

Changarnier prend parti pour le général disgrâcié. Dans un ordre du jour, il rappelait que l'armée ne doit « proférer aucun cri sous les armes ». Après avoir hésité quelque temps, Louis-Napoléon destitue Changarnier, le 9 janvier 1851. La majorité furieuse vote un ordre du jour de défiance contre le ministère, refuse un crédit de 1.800.000 fr. pour frais de représentation du Président, écarte une proposition d'amnistie des condamnés politiques; mais, impuissante par ses divisions, elle se résigne au ministère du 11 avril 1851, résolu à maintenir la loi du 31 mai et à lutter contre les républicains.

*
**

Dans le Gers, les conservateurs sont rassurés par la loi électorale. *L'Opinion* applaudit à toutes les mesures destinées à compléter le système de défense sociale. Contre la presque unanimité des journaux de Paris, la feuille conservatrice approuve la loi sur la presse qui, par le cautionnement et le timbre, peut tuer les feuilles républicaines et socialistes. Le 25 juillet 1850, elle publie un violent réquisitoire contre la presse.

... La presse s'est toujours jouée de la crédulité publique. Les faits, elle les travestit; les doctrines, elle les mutile pour les plier à ses passions du moment. Les mauvais instincts du cœur humain, elle les courtise sans relâche. Les idées généreuses, elle s'en sert pour les exploiter... Elle se substitue insolemment à la vie intellectuelle de tout un peuple... Elle rend des oracles, et, pour ces oracles, elle obtient de la bêtise universelle le plus superstitieux respect. Jamais, parmi les hommes, une plus savante machine ne fut inventée pour énerver l'esprit public, propager l'erreur, accréditer le mensonge. Pour vaincre cette redoutable et funeste puissance, il faut l'arracher à l'impersonnalité, au mystère qui fait sa force. L'opinion publique abdiquait devant la presse anonyme. Devant le journaliste qui dira son nom, l'opinion publique se relèvera. Au lieu de s'asservir aux journaux, elle les jugera. Le journaliste, sentant qu'il aura à répondre de ses paroles, se fera moins complaisamment l'écho du mensonge, le porte-voix de l'erreur (1).

L'Opinion défend le projet de loi qui donne au gouver-

(1) *Opinion*, 25 juillet 1850.

nement la nomination de tous les maires, et reproche à l'Assemblée de l'avoir écarté. La querelle du Président et de la majorité l'attriste; elle se plaint du ton agressif des journaux « élyséens ». Le conflit pour le commandement de l'armée de Paris provoqué la destitution du général Changarnier, l'homme de l'Assemblée. *L'Opinion* blâme énergiquement cette mesure, qui fait de la Montagne l'arbitre de la situation. On compromet la défense sociale par d'inopportunes divisions.

« Enlever les pouvoirs à Changarnier,... gardien de la tranquillité publique,... c'est ouvrir les écluses au torrent révolutionnaire ». — « C'était bien la peine de lutter corps à corps depuis deux ans avec la démagogie... Voilà que nous allons la chercher au fond de sa défaite pour en faire l'arbitre de nos querelles... »

Pour venger Changarnier, l'Assemblée ne doit solliciter ni accepter le concours des républicains. Qu'elle dévore l'affront silencieusement, patriotiquement. Cette résignation lui sera comptée en 1852 (1).

L'Opinion combat en Louis-Napoléon le futur candidat inconstitutionnel. Elle laisse entendre que sa destitution désigne Changarnier pour la présidence de la République. Tout en poursuivant sa campagne antirépublicaine, tout en provoquant, publiant, louant les mesures de répression, — révocations de fonctionnaires, fermetures de cafés, poursuites contre des républicains, etc., — elle ne cesse pas de dénoncer « l'alliance de l'Elysée et de la démagogie », conclue en vue du discrédit de l'Assemblée et d'un coup de force présidentiel. Et la feuille orléaniste impute au parti républicain ce danger de dictature. Les démocrates auront été les fourriers du despotisme :

...Depuis le 24 Février, les démocrates ont fait deux choses : ils ont fabriqué une niche toute prête pour le despotisme. Ensuite, ils ont inoculé à la France l'appétence d'un despote... De tout temps, les démocrates ont frayé la voie aux Césars... (2)

Disaut, le rédacteur de *l'Opinion*, salue par une bordée d'injures l'anniversaire du 24 février.

(1) *Opinion*, 10, 15, 16 et 18 janvier 1851.

(2) *Ibid.*, 21, 29 janvier, 4 février 1851.

... Ce jour-là, on mit à néant les institutions de tout un peuple, avec la suprême insolence de la force triomphante, et, sur leurs ruines accumulées, glissèrent une douzaine de démagogues plus ou moins jacobins, plus ou moins attachés aux traditions de 93, plus ou moins communistes qui, de leur propre autorité, se proclamèrent dictateurs. Ils firent pleuvoir sur la nation stupéfaite un déluge de proclamations et de décrets, qui resteront comme un monument de la sottise humaine. Il semble que le mensonge, l'effronterie, l'hypocrisie, l'ignorance en aient dicté toutes les phrases... (1)

L'Opinion poursuit de ses anathèmes habituels le socialisme; elle le flétrit par des citations de Lamennais, de Victor Hugo, de Considérant, d'E. de Girardin, par l'injurieuse boutade de Proudhon : « Le socialisme n'est que le dernier rêve de la crapule en délire » (2).

L'administration est gagnée par la peur rouge : elle se livre à des alarmes puériles, se croyant toujours à la veille de troubles graves. Ainsi, le 9^e Chasseurs doit être remplacé à Auch par le 6^e Hussards; les chasseurs partiront le 31 mars et les hussards n'arriveront à Auch que le 2 avril. La ville restera deux jours sans troupes, et le préfet s'effaye à la pensée que, durant ces 48 heures, il ne disposera plus « d'une force suffisante pour neutraliser des tentatives de désordre qui viendraient à se produire ». Et il demande qu'on retienne à Auch, jusqu'au 2 avril, l'état-major du 9^e Chasseurs et les 2 escadrons qui l'accompagnent. Mais la situation a paru moins alarmante au ministre de la guerre : selon lui, la gendarmerie suffit à préserver la tranquillité, et il refuse de modifier ses ordres (3).

Un rapport du procureur général nous instruit du sentiment des populations et de l'attitude des partis au cours de cette crise politique. La masse des électeurs est en général indifférente à la querelle du Président et de l'Assemblée. Le message du 11 novembre, qui a paru rétablir un instant la concorde entre les deux pouvoirs, a beaucoup

(1) *Opinion*, 24 février 1851.

(2) *Ibid.*, 27 février, 11 mars 1851.

(3) Arch. de la Guerre. — *Corresp. génér.*, 1851. — Préfet à Guerre, 21 mars 1851; — Guerre à préfet, 26 mars 1851.

déçu les rouges, qui espéraient tirer profit de la division du parti de l'ordre; la découverte du complot de Lyon a réfréné leur audace. Mais la destitution de Changarnier, véritable déclaration de guerre du Président à l'Assemblée, alarme les « hommes timides » et réjouit les « démagogues ». Dans cette crise, l'autorité s'affaiblit; la popularité du Président grandit, tandis que l'Assemblée se discrédite.

... Si, extérieurement et superficiellement, tout est calme, les conflits déplorables qui éclatent sans cesse dans les hautes régions du pouvoir entretiennent incessamment l'incertitude, la défiance, l'irritabilité, et sont plus propres à ouvrir une brèche aux ennemis du repos public qu'à fortifier l'autorité. Mes substituts m'écrivent tous que, si l'Assemblée perd beaucoup de sa popularité, M. le Président de la République grandit tous les jours aux yeux des hommes sages et des masses, qui prennent toujours parti pour lui. Il passe toujours pour l'ancre de salut et de miséricorde du pays.

Un mois plus tard, le procureur affirme à nouveau la popularité croissante du Président :

... Les masses, dans mon ressort, sont aujourd'hui ce qu'elles étaient au 10 décembre, et l'élu de cette époque est resté l'homme de leur choix. Depuis les événements qui ont passionné la politique de ces derniers mois, la popularité du Président a plutôt grandi que diminué. Quant aux éternels ennemis de l'ordre, ils comprennent qu'ils n'ont chance de profiter des malheureuses divisions qui agitent les autres partis, qu'en se tenant étroitement serrés, dans un calme apparent, prêts à saisir la proie qu'on se dispute si imprudemment en leur présence... (1)

Dans ce conflit du Président et de l'Assemblée, l'administration, les magistrats, les fonctionnaires tiennent pour le Président, dont la popularité parmi la masse des électeurs a bénéficié d'une politique habile et du discrédit de l'Assemblée. Les républicains assistent à la querelle, indifférents ou ironiques. Ils se plaisent à l'envisager comme un gage de succès pour 1852.

*
**

En mai, juin, juillet 1851, la révision de la Constitution domine la politique et agite les esprits. Pour se maintenir

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapports du proc. gén., 30 nov. 1850, 29 janvier, 28 février 1851.

légalement à la Présidence, Louis-Napoléon voulait une révision *partielle*, limitée à l'abrogation de l'article interdisant sa réélection en 1852. Secrètement, le ministère poussa l'administration à organiser et activer un vaste pétitionnement en faveur de la revision. Les royalistes hésitèrent à demander la révision, moins sûrs, par cet expédient, de rétablir le Roi que de favoriser les desseins du Président. Puis, ils réclamèrent la révision *totale* : pour restaurer la royauté, il fallait abroger toute la Constitution. Les républicains combattirent avec fureur une révision qui se proposait de substituer la monarchie à la république. Mais les précautions prises en 1848, pour rendre très difficile toute modification à la Constitution, empêchaient la revision : elle devait être votée par les trois quarts des représentants, et l'opposition des républicains suffisait à l'écarter.

L'Opinion accueille la révision avec une froideur hostile. Son rédacteur en chef, l'avocat Disaut, analyse la situation politique où il ne voit que difficultés et périls. Une revision partielle au profit d'un parti exige la nomination d'une Constituante et d'une Législative pour effacer 2 ou 3 articles de la Constitution. « Autant mettre en mouvement la machine de Marly pour se procurer un verre d'eau ». Une revision totale divise le parti de l'ordre en trois sectes acharnées à se détruire, à la joie et au profit des socialistes unis. D'autre part, l'absence de revision nous expose au péril d'une double élection à 15 jours de distance, au 28 avril et au 12 mai 1852 (1) Le maintien du *statu quo* républicain conduira la France à l'abaissement définitif. — Le 29 avril, *l'Opinion* déclare que la seule revision souhaitable est le remplacement de la république par la monarchie :

... Parce que la République est profondément antipathique à nos mœurs et habitudes, à nos traditions; parce que, pour la supporter, il nous faudrait des vertus et des vices que nous n'avons

(1) L'élection du Président était fixée au 28 avril, celle de l'Assemblée au 12 mai 1852.

pas; parce que avec le déchaînement de toutes les libertés, elle ne serait que l'anarchie; parce que, si elle pouvait vivre, elle aboutirait au fédéralisme,... à la dissolution du lien national;... parce qu'elle n'a jamais su et qu'elle ne saura jamais enfanter que des gouvernements de hasard inquiets, soupçonneux, impuissants ! De sorte que la seule révision qu'il soit désirable de faire subir à la Constitution de 1848, c'est tout simplement de mettre la monarchie à la place de la République (1).

Au début de mai, une pétition pour la révision circule dans le Gers. Il s'agit d'une revision *légale*, limitée; c'est la revision bonapartiste. *L'Opinion* la critique durement, comme sournoise, équivoque.

.. La pétition se borne à demander la révision et ne va pas au-delà. Ce moyen peut être fort ingénieux, et, sans doute, grâce à lui, on se flatte d'obtenir une avalanche de signatures. Vous voulez l'Empire, signez. Vous voulez tout simplement la prolongation du pouvoir, signez. Vous voulez le retour à la monarchie légitime, signez. Eût-on des milliers d'adhérents à l'aide d'un pareil procédé, à qui pourra servir ce tohu-bohu d'adhésions voilées et masquées ? Ainsi, vous vous proposez d'éclairer l'Assemblée sur les vœux du pays et vous lui proposez des énigmes à deviner... Tant que le parti de l'ordre reste débandé, nous n'osons pas encourir la responsabilité d'une revision (2).

Dans *l'Opinion* du 22 mai, Disaut s'élève encore contre la pétition bonapartiste, « une pétition sournoise lancée de Paris dans notre département par une société qui dissimule ses véritables intentions ». A cette pétition, *l'Opinion* substitue un texte voté par toutes les fractions du parti de l'ordre, en vue d'une revision *légale, totale, immédiate*. Elle présente la nouvel'e pétition comme « une protestation contre l'œuvre de Février » (3). Les deux pétitions circulent dans le Gers.

*
**

Les républicains sont violemment hostiles à la revision de la Constitution, qui ne vise qu'à confisquer la République. Selon eux, le peuple ne s'intéresse qu'à une seule revision : celle des impôts et des lois antidémocratiques.

(1) *Opinion*, 29 avril 1851.

(2) *Ibid.*, 13 mai 1851.

(3) *Ibid.*, 22 mai, 4 et 16 juin 1851.

... Le peuple veut la revision de tous les impôts, écrit l'*Ami du Peuple*, de l'impôt des boissons en particulier, la revision du budget de la loi du 31 mai, de la loi contre les instituteurs, de la loi sur la transportation, de la loi contre la presse, de la guerre contre Rome, de la loi contre les réunions et les clubs, de la loi contre la garde nationale, de toutes les mesures de compression... Royalistes, telle est la revision démocratique que le Peuple désire et qu'il obtiendra, sinon demain, du moins en 1852.

L'*Ami du Peuple* dénonce « le problème jésuitique », soulevé par les revisionnistes, et l'inanité des pétitions. « Etant donné une constitution républicaine, comment la détruire et la renverser sous le fallacieux prétexte de la reviser ? » tel est le problème. L'impossibilité d'une revision légale rend inutile toute pétition : l'opposition du quart des représentants, — 189 — empêche la revision; or, 200 représentants de la gauche républicaine se sont engagés dans une réunion publique à repousser la revision, même légale (1). — La revision aboutirait à la monarchie contre laquelle l'*Ami du Peuple* s'emporte en de fréquents et virulents réquisitoires.

« ... Si la monarchie revenait, nous serions condamnés à devenir les serfs d'insolents seigneurs qui nous feraient marcher à coups de fouet, comme les nègres de l'Afrique ». — « ... On ne tirera jamais de la monarchie... que la guerre civile, le despotisme, le privilège et la misère du plus grand nombre. Son œuvre est écrite en lettres de sang dans l'histoire... » — « ... Pourquoi discuter la monarchie ? Ne s'est-elle pas assez longtemps discutée et plaidée par une expérience de 1.400 ans, à travers les massacres, les persécutions, les orgies, les saturnales, les oppressions sanguinaires de ces brigands qu'on nomme rois ? Par Charles IX, qui de ses fenêtres fusillait ses sujets dans une nuit de meurtre; par Henri III, le sodomiste, qui suçait jusqu'au sang de la France pour payer ses mignons; par Henri IV, qui envoyait à la mort les paysans surpris à la chasse; par Louis XIV et Louis XV, qui faisaient de la France une vaste prostitution; par Marie-Antoinette, qui dansait avec les accapareurs des grains et les courtisans, lorsque la faim déchirait les entrailles de ses sujets; par Louis XVIII, qui, rentré à la queue des Cosaques et des Anglais, organisait le massacre des patriotes; par Louis-Philippe, qui vendait la France au plus offrant et dernier enchérisseur... ? La monarchie, honte et plaie de l'humanité, drapeau de l'ignorance et de l'esclavage, de la misère et du crime, a été trois fois discutée, trois fois réfutée, trois fois vaincue et aplatie par le Peuple, en août 1792, juillet 1830 et Février 1848... Et la voix du Peuple, c'est la voix de Dieu !... (2) »

(1) *Ami du Peuple*, 14, 30 mai, 2 juillet 1851.

(2) *Ami du Peuple*, 22, 29 juin, 30 juillet 1851.

**

L'administration a mobilisé tous ses agents de combat pour étendre et activer le mouvement révisionniste. Commissaires, gardes-champêtres, gendarmes, colportent partout des pétitions. A Castelnaud-Barbarens, conte l'*Ami du Peuple*, le trompette de ville a annoncé publiquement qu'une pétition intéressant toute la commune était déposée à la mairie pour être signée. — Montanier, de Mauvezin, signale que la pétition a été colporté par le commissaire. « Les agents révisionnistes jettent leur pétition à la tête des passants ». L'*Ami du Peuple* écrivait le 23 juillet :

Une nuée de mendiants s'était abattue dans les communes, les villages, les maisons pour récolter des signatures : une signature pour avoir de l'avancement, une signature pour rester en place,... pour aller en Paradis,... pour ne pas être chassé de votre ferme,... pour une pension,... pour sauver la France malade. Tous les sauveurs officiels avaient déclaré la société perdue, si la révision n'était pas votée (1).

En dépit de l'activité des agents révisionnistes et en dehors des fonctionnaires, maires et conseillers municipaux conservateurs, la révision rencontrait surtout la défiance, la froideur ou l'hostilité ouverte. Fin juillet, le pétitionnement avait cessé dans le Gers. Quel a été le résultat du mouvement révisionniste ? Si l'on tient pour exactes et complètes les 7 listes publiées par l'*Opinion*, le chiffre des pétitionnaires a été de 12.139 sur 94.000 électeurs. Ce n'était pas un succès. La plus forte proportion des pétitionnaires aux électeurs a été atteinte dans les arrondissements de Lectoure et de Mirande qui ont fourni plus des deux tiers des pétitionnaires du Gers : 3.636 sur 16.234 électeurs à Lectoure; 4.476 sur 25.573 à Mirande. La proportion est plus faible dans les arrondissements de Condom et d'Auch. Dans celui de Lombez, elle tombe à 479 pétitionnaires sur 12.644 électeurs. Parmi les 466 communes du département, 220 seulement figurent sur les listes de l'*Opinion*. Ainsi

(1) *Ibid.*, 4 juin, 23 juillet 1851.

on ne rencontre pas une signature émanant des cantons de l'Isle-Jourdain et de Cologne. Cinq cantons, — Auch sud, Gimont, Jegun, Condom, Samatan, — ne comptent qu'une ou deux communes où l'on ait signé des pétitions (1). Il est à peu près certain qu'elles n'ont pas circulé dans toutes les communes; ou bien, il faut admettre que l'*Opinion* n'a connu ni publié toutes les listes; car, on comprendrait mal que des cantons entiers n'aient pas accordé une signature aux porteurs de pétitions.

Dans l'*Ami du Peuple*, l'avocat républicain Terrail signale que, sur 130 pétitionnaires de Mirande, on compte 104 fonctionnaires; 26 pétitionnaires sont pères, gendres ou fils de fonctionnaires, de 4 ou 5 propriétaires et de leurs domestiques, de 2 ou 3 avoués et de leurs clercs, de 1 ou 2 apothicaires et « de 2 ou 3 mouchards ».

Un avoué sans cause, un capitaine retraité, le tambour de ville ont colporté publiquement la liste de salon en salon, de boutique en boutique. Sur 900 gardes nationaux, il n'y a pas 20 signatures sérieuses... on escroque (2).

Le petit nombre de pétitionnaires prouve que dans les villes ou bourgs, chefs-lieux de canton, comme Gimont (134), Saramon (51), Cazaubon (29), Eauze (106), Montréal (72), Nogaro (133), Lectoure (122), Fleurance (115), Mauvezin (125), Miradoux (27), Aignan (18), Marciac (136), Miélan (79), les agents du gouvernement forment souvent la majorité ou la totalité des pétitionnaires.

Le procureur examine les causes de cet insuccès. Il l'impute d'abord et en partie à un défaut d'organisation : la négligence à colporter des pétitions dans les campagnes. Il signale ensuite un préjugé qui paralyse le mouvement revisionniste : le désir de passer pour indépendants éloigne nombre de conservateurs de « toute initiative qui a pour but de soutenir ou de fortifier le pouvoir, comme si l'on faisait acte de courtisan à l'égard du gouvernement en

(1) *Opinion*, 16, 17, 20, 30 juin, 3, 7, 11 juillet 1851.

(2) *Ami du Peuple*, 20 juin 1851.

cherchant à se prémunir contre le socialisme ». Il prétend que les paysans, toujours fascinés par le nom de Napoléon, auraient signé plus volontiers des pétitions, si, au texte vague d'une demande de révision *légale* ou *totale*, on avait substitué la rédaction plus explicite d'un vœu pour la prolongation des pouvoirs du Président. Enfin les républicains, furieux contre une révision ne visant qu'à escamoter la république, se sont efforcés d'intimider les paysans pour les empêcher de signer. Les « démagogues » ont menacé les pétitionnaires de l'amende et de la guillotine pour 1852. Un Italien, Bonetti, aurait terrorisé un petit cultivateur par la menace d'une amende de 4.000 francs, et le cultivateur a supplié qu'on effaçât sa signature. Passama, de Sainte-Christie (Lectoure), a menacé publiquement de la guillotine et du partage des biens tous les signataires de la révision. A Vic-Fezensac, un individu a lacéré une pétition revêtue de signatures (1).

Le préfet informe le ministre que l'*Ami du Peuple*, « par le mensonge et l'ironie insolente », a tenté de diminuer le succès des pétitions révisionnistes.

La feuille montagnarde a cherché « à faire croire qu'une première liste de 3.077 signatures publiées dans l'arrondissement de Lectoure était le résultat total de l'opinion publique dans le département ».

Dans sa session d'août, le conseil général du Gers adopta, par 17 voix contre 8, le vœu voté par la Législative en faveur d'une revision totale et conforme à l'article 111 de la Constitution. Joret, Carbonneau et Nabos parlèrent contre la revision. — Les conseils d'arrondissement de Mirande et de Lombez demandèrent la revision; ceux d'Auch, de Condom et de Lectoure n'émirent pas de vœu (1).

Le 21 juillet, la Législative avait voté la revision par 446 voix contre 278 voix de républicains, de légitimistes

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapports du procureur général d'Agen, 1^{er} juin, 1^{er} et 31 juillet 1851. — Sur Passama, voir le chap. X, pp. 489-491.

(1) *Ami du Peuple*, 17 août 1851.

et d'amis de Thiers. Mais la Constitution exigeait pour l'adoption les 3/4 des suffrages; la revision, qui n'en avait pas recueilli les 2/3, était donc rejetée.

L'échec de la revision enchantait les républicains. *L'Ami du Peuple* entonne un chant de triomphe.

Elle est morte et enterrée, la revision, par 278 croque-morts républicains. Et il n'en fallait constitutionnellement que 182. Et pourtant rien n'avait été négligé !... Tous les sauveurs officiels avaient déclaré la société perdue, si la revision n'était pas votée... Oui, ces nains et ces serpents rongeurs de limes, cette queue grotesque de chevaliers de la Sainte-Ampoule et du Droit divin, de fonctionnaires dégommes et de trafiquants de Louis-Philippe, de soudards et de ratapoils de l'Empire, tous ces royalistes de Carnaval se faisaient fort d'abattre la République... Ces myrmidons avaient la prétention de jouer au Samson et d'ébranler les colonnes du temple républicain (1).

*
**

Dans le Gers, la campagne pour la revision a échoué. Ce mot de revision recouvrait des opinions et des desseins divers et opposés : royauté, prolongation des pouvoirs, empire. Les feuille orléaniste a dénoncé l'équivoque de la pétition « bonapartiste », colportée par les agents et les amis de l'administration : en évitant de préciser le sens de la révision, on espérait multiplier les adhésions. Elle a lancé à son tour une pétition, — celle de la majorité royaliste, — en faveur d'une revision totale. Les deux pétitions circulent sans se combattre ouvertement, mais l'équivoque subsiste, aggravée. Elle paralyse le mouvement, explique la froideur et la réserve du parti de l'ordre. La répugnance des paysans à signer une pétition, surtout une pétition à portée vague et obscure, la campagne antirévisionniste des républicains, la certitude de l'échec, le sentiment de l'inanité de toute cette agitation, la négligence à colporter des pétitions dans les campagnes, voilà encore quelques raisons du petit nombre des pétitionnaires : 12.000 sur 94.000 électeurs.

(1) *Ami du Peuple*, 13 juillet 1851.

III

Durant l'agitation revisionniste, le conflit du Président et de la majorité royaliste continue. Des heurts se produisent. Depuis la destitution de Changarnier, l'Assemblée se sent mal défendue contre un coup de force. Mais, divisée en quatre groupes irréconciliables, — républicains, légitimistes, orléanistes, parti de l'Elysée, — elle est impuissante à s'unir durablement, efficacement contre le Président. Le rejet de la revision a ôté à Louis-Napoléon tout moyen légal de se maintenir au pouvoir. Il est résolu au coup d'Etat. Tandis que les représentants sont en vacances, il se débarrasse du ministère Baroche-Faucher, hostile à l'abrogation de la loi du 31 mai. Les journaux de l'Elysée réclament et annoncent bruyamment cette abrogation; ils attaquent violemment la Constitution et l'Assemblée. Par un choix significatif, le général de Saint-Arnaud devient ministre de la Guerre. Quatre régiments de la garnison de Paris sont remplacés par quatre régiments récemment arrivés d'Afrique et deux régiments de lanciers, dont les officiers sont dévoués au Président. Les colonels prononcent des harangues et des toasts politiques. A la rentrée de l'Assemblée, il n'est bruit que de coup d'Etat. Dans son message du 4 novembre, Louis-Napoléon propose le retrait de la loi du 31 mai, et ravive ainsi à propos la discorde entre les républicains et la majorité royaliste. Tandis qu'il mène le conflit public avec la majorité sur la loi électorale, le gouvernement prépare secrètement le coup de force contre l'Assemblée. La droite, qu'exaspère et qu'affole la tactique du Président, riposte par la proposition des questeurs, qui confère à l'Assemblée le droit de requérir directement la force armée. Mais

la gauche républicaine, dans sa fureur aveugle contre la majorité royaliste hostile au retrait de la loi du 31 mai, s'unit aux légitimistes et aux bonapartistes pour écarter la proposition des questeurs. Quinze jours plus tard, Louis-Napoléon exécutait son coup d'Etat.

*
**

Dans l'*Opinion*, Disaut, champion de la majorité royaliste, combat la réélection inconstitutionnelle de Louis-Napoléon, et défend la loi du 31 mai, « l'œuvre la plus mémorable de la Législative ». Il se dit sans tendresse pour la République et la Constitution : la République développe la corruption, les divisions, l'ambition, l'envie, le mépris des lois et de l'autorité, entretient « une sédition perpétuelle » ; elle ne peut être supportée que par un peuple « merveilleusement sage, merveilleusement éclairé, merveilleusement vertueux » ; la curée républicaine de 1848 a dépassé les curées monarchiques de 1814 et de 1830, « en ardeur famélique, en âpreté gloutonne ». Toutefois, en dépit de cette virulente diatribe, Disaut conseille la résignation à la République et à la légalité pour éviter un plus grand mal, le socialisme.

« Il faut nous résigner à la légalité, comme aux afflictions que Dieu nous envoie.... Que, si du choc des événements avait surgi un de ces hommes dont la mission est de sauver les nations, on ne lui marchanderait pas les pouvoirs. Mais M. Louis Bonaparte n'est pas un de ces hommes prédestinés. Dès lors, la légalité a dû conserver tous ses droits. La société française est exposée sur la plage révolutionnaire nue et dépouillée. Elle n'a pour la couvrir un peu que la légalité. Ne lui arrachons pas ce dernier vêtement... C'est une légalité pleine d'embûches et de périls ; mais, sur ses débris, nous rencontrerions le socialisme ». — « Que l'Assemblée reste dans la légalité, et la démagogie restera dans son repaire. Elle n'osera pas en sortir » (1).

Disaut s'évertue à réfuter les arguments d'Emile de Girardin, qui, dans *La Presse*, prétend démontrer la nullité de la loi du 31 mai et le droit des électeurs exclus à voter en 1852. Si « le salut du pays » commande le respect de la

(1) *Opinion*, 3, 8, 30 juillet, 2, 4, 29 septembre 1851.

Constitution, il exige plus impérieusement encore le maintien de la loi électorale, frein nécessaire au suffrage universel. Tandis que, sur un ton agressif ou injurieux, les journaux de l'Elysée en réclament le retrait, Disaut se défend contre tout soupçon de tactique électorale : il s'est fait l'avocat de cette loi, non pour gêner la réélection de Louis-Napoléon et frayer la voie à la présidence du prince de Joinville ou de Changarnier, mais parce que la société, dont l'intérêt l'emporte chez lui sur le souci des formes politiques, ne peut pas vivre, « livrée à la toute puissance du nombre, sans digue, sans limite et sans contre-poids ». A l'objection que le maintien de la loi du 31 mai risque de provoquer un soulèvement républicain Disaut répond :

... Si, entre l'insurrection de la démagogie et son triomphe électoral, il faut choisir, nous disons mille fois : Que la démagogie s'insurge et que Dieu nous protège ! Dieu nous protégera. — Déclamer contre la loi du 31 mai, comme Cassagnac dans *Le Constitutionnel*, c'est « réclamer un empereur à la démagogie ».

L'Opinion applaudit l'Assemblée, qui a refusé l'urgence à la proposition de retrait de la loi électorale.

La question n'est plus que de savoir si le pays sera sauvé par l'Assemblée, ou s'il ira honteusement s'agenouiller devant un despote, qui pactisera avec la démagogie, pour qu'elle lui permette de régner quelques jours avant qu'elle l'écrase. Cette question formidable, c'est à l'Assemblée de la résoudre. Nous comptons sur son patriotisme et sur son énergie pour que nous ne devenions pas le peuple le plus abject de la terre.

L'Opinion adjure la presse conservatrice départementale de peser sur chaque représentant du parti de l'ordre par cet avertissement net : voter avec la Montagne pour la discussion du projet du Président, c'est s'exclure du parti, « agir en apostat », et se priver de tout appui électoral des journaux conservateurs. « Il faut, avant tout, que la majorité fasse rentrer sous terre l'œuvre du 4 novembre ».

La proposition des questeurs ne parut à beaucoup de représentants montagnards qu'un moyen *d'armer la loi du 31 mai*, selon le mot de Michel (de Bourges). Ils votèrent avec le parti de l'Elysée et quelques membres du parti de

l'ordre; la proposition fut rejetée. Et Disaut dénonce à nouveau l'alliance de l'Elysée et de la démagogie : « la faction élyséenne montagnarde » s'emploie à discréditer l'Assemblée pour faciliter le coup d'Etat du Président (1).

Ainsi, jusqu'en décembre 1851, l'*Opinion* se fait l'avocat chaleureux de l'Assemblée et de la loi du 31 mai. Elle dénonce la coalition des républicains et des amis du Président et le coup de force imminent contre la Législative. Le 3 décembre, Disaut publiera une protestation véhémement contre le coup d'Etat. Mais il est certain que la feuille orléaniste ne traduit pas les sentiments politiques de la masse du parti de l'ordre dans le Gers. L'administration et les fonctionnaires en général sont bonapartistes et favorables au coup d'Etat. Les légitimistes, qui forment la fraction la plus nombreuse du parti de l'ordre, sont indolents et inactifs. Ils s'appuient sur le clergé, le grand agent électoral des campagnes, qui, en haine des républicains, se ralliera à Louis-Napoléon. Le parti orléaniste est sans force dans le Gers. Enfin, les paysans, durement éprouvés par la crise économique, sont prêts à acclamer une dictature dont ils attendent la fin de leur misère. D'ailleurs, l'*Opinion*, après avoir flétri le coup d'Etat, sera bâillonnée, et une assemblée des actionnaires décidera de défendre la politique de Louis-Napoléon, remplacera l'orléaniste Disaut par l'ancien rédacteur du journal, le bonapartiste Bories. Ainsi, l'*Opinion*, violemment hostile au Président, n'est plus le porte-parole du parti de l'ordre qui, dans sa très grande majorité, approuvera le coup d'Etat.

*
**

L'échec de la revision, la majorité de l'Assemblée irrémédiablement divisée et impuissante à restaurer la monarchie, le Président ligoté par la Constitution, encerclé par les haines de la Droite et l'hostilité de la Montagne, acculé à un départ prochain, semblaient aux républicains autant

(1) *Opinion*, 15, 29 septembre, 21 octobre, 7 et 10 novembre 1851.

de raisons d'espérer. Irrités par la loi du 31 mai, par les menaces de confiscation de la République, par les tracasseries d'une administration toujours plus agressive, excités et enhardis par la querelle du Président et de l'Assemblée, les républicains se croyaient les bénéficiaires naturels de la crise politique et s'octroyaient l'avenir. Ils comptaient, naïvement et un peu indolemment, sur le peuple et l'armée, les deux « sentinelles » de la Constitution. L'approche de 1852 exaltait leur confiance, et ils s'immobilisaient dans une sorte d'attente messianique. *L'Ami du Peuple*, par des articles sentimentaux, véhéments et emphatiques, entretenait cet état d'esprit et ces illusions.

« 52 approche, s'écriait Gastineau. Instituteurs, courage et patience !... Vous êtes les successeurs et les disciples de l'instituteur qui mourut il y a 18 siècles, calomnié, bafoué et crucifié par les Pharisiens, pour avoir enseigné aux hommes la justice et la vérité. Songez au Christ ! » — « En 1852, commencera la gigantesque lutte entre les rois, coalisés pour le maintien de leur despotisme, et les peuples, réunis en faisceau pour la défense sacrée de leurs droits. Partout, les peuples commencent à secouer énergiquement leurs chaînes et à détruire l'horrible tyrannie des porte-couronnes. Frères, je vous le dis en vérité, heureux seront alors les braves qui verseront leur sang dans cette sainte croisade de la justice et de l'égalité contre les monarchies ; car, avant d'expirer sur le champ de bataille européen, où seront à jamais couchés avec les couronnes et les privilèges, les armes des tyrans, ils verront, délicieux et divin spectacle, les nations républicaines sceller entre elles le pacte de justice et de fraternité et fonder la république démocratique universelle ! ». — « Sainte République, idéal de justice et d'égalité, espoir du pauvre et de l'opprimé, tu vivras ! Comme le Christ dont tu es la manifestation, dont tu réaliseras un jour toutes les sublimes promesses, tu as été calomniée et souffletée par les Pharisiens et les hypocrites de la réaction. Tu as sué la sueur de sang sous ta couronne d'épines. Ils t'ont clouée en croix... Ils t'ont flagellée publiquement. ils t'ont fait tremper tes mains dans le sang de ta sœur la Romaine... Sainte République, conquise en Février au prix du sang du prolétaire, tu vivras, pour délivrer le laboureur de l'impôt et de l'usure qui pèsent si lourd sur ses épaules amaigries, pour racheter l'ouvrier du chômage et de la misère, pour délivrer tous les opprimés !... Que ton existence soit un jour menacée, et tu verras accourir de tous les points de la France un million de tes enfants pour te couvrir de leur poitrine. »

Le manifeste de 24 représentants montagnards, signé par Duputz et publié par *l'Ami du Peuple*, invitait les répu-

blicains à rester calmes dans la légalité, « au port d'arme ». Envisageant une attaque ouverte contre la république et la Constitution, Gastineau conviait les montagnards à former « le premier rempart de la République ». « Un million d'hommes, affirmait-il, prêts à marcher pour la défense de la République et de la Constitution, vous suivront sur la brèche. » *L'Ami du Peuple* ne cesse pas de répéter que l'armée est républicaine. Il s'excite sur les divisions du parti de l'ordre; elles lui font bien augurer de la république.

« Ça va bien, les royalistes commencent à s'entendre. La fusion se fait à coups de discours, d'injures et de menaces ». — « La République triomphe... Légitimistes, orléanistes, élyséens se ruent les uns sur les autres en s'excommuniant. Il semble que la Providence ait frappé de stérilité l'œuvre infernale des intrigants et des apostats de la monarchie » (1).

Gastineau s'efforce de conduire les paysans au socialisme qui, seul, peut conjurer « l'expropriation absolue », « la banqueroute ».

Il y a en France près de 8 millions de mendiants, 22 millions de citoyens vivant dans un état voisin de la misère et 200.000 possédant une grande fortune... Les cadastres constatent environ 1 million de petits propriétaires,... dévorés eux-mêmes par des créanciers. Ecrasés d'impôts, de dettes usuraires, ils sont plus malheureux que ceux qui ne possèdent rien. La propriété foncière s'élève à 52 milliards... Elle est grevée de 42 milliards, tant d'hypothèques que de dettes chirographaires, c'est-à-dire, des quatre cinquièmes. Il ne reste plus que le cinquième de la propriété à dévorer. Nous marchons à l'*expropriation absolue*, à la *banqueroute*, si les dégrèvements d'impôts, la fondation des banques agricoles, l'institution prompte d'un crédit, circulant dans toutes les veines de la propriété épuisée, ne l'arrêtent pas. Eh bien, voilà les institutions demandées par les socialistes. Comme l'ouvrier qui manque de travail, comme l'agriculteur épuisé de charges, comme le commerçant arrêté dans ses transactions par la misère générale, le propriétaire accablé d'impôts, de dettes hypothécaires et chirographaires, a donc un intérêt direct à l'établissement du socialisme.

Le socialisme réclame l'abolition de tous les privilèges et de toutes les sinécures, l'égalité des droits et des devoirs, l'abolition de tous les impôts, le gouvernement direct du

(1) *Ami du Peuple*, 4, 30 mai, 6, 15 juin, 16 juillet, 8, 17 août 1851.

peuple, le crédit gratuit, l'organisation du travail et la création de banques cantonales. Mais ce socialisme de l'*Ami du Peuple* reste vague et diffus. Si Gastineau déclame contre la dureté des riches, loin de proscrire la propriété, il la proclame « inviolable et sacrée; mais, par l'abolition des privilèges et de l'usure, par la conciliation du travail et du capital, chacun aura un droit égal de jouir du fruit de son travail ». Ce socialisme consiste avant tout dans l'association professionnelle des travailleurs. L'*Ami du Peuple* signale et encourage la formation d'associations ouvrières, celle des maçons, menuisiers, traceurs-carriers à Auch.

Avec le levier de l'association, les travailleurs soulèveront un nouveau monde de justice et d'égalité, en se débarrassant pour toujours de la misère et du parasitisme.

Nabos résume ainsi les raisons et l'utilité des associations ouvrières : Un capitaliste a 100.000 francs; il veut leur faire produire un intérêt exorbitant et il fonde une usine avec 20 ouvriers. Il réalise de gros bénéfices. Que revient-il à l'ouvrier ? Rien. Abolissons l'exploitation de l'homme par l'homme, organisons la participation aux bénéfices et le capital à bon marché pour favoriser la formation d'associations ouvrières. Le 12 juin 1851, on lit dans un article *Le socialisme et l'agriculture* :

La grande cause de la détresse des campagnes est l'extrême morcellement des propriétés; le remède, c'est l'association agricole.

Dans 6 lettres à l'*Ami du Peuple*, Dautour exposa longuement les avantages pratiques des associations agricoles (1).

L'*Ami du Peuple* ne cesse pas de flétrir la monarchie.

C'est la dégradation de l'espèce humaine réduite à l'état animal, parquée en un troupeau marchant sous la verge de fer d'un roi, esclave d'un jésuite.

(1) *Ami du Peuple*. — 12 juin, 14 août, 26 sept., 3 oct., 2 novembre 1851.

La feuille montagnarde évoque les corvées, la gabelle, le droit du seigneur, la Saint-Barthélémy, le Parc aux cerfs, les fourgons de l'étranger, les Jésuites, etc. Il exalte la Révolution française, « source de tous les progrès ».

Sans la Révolution, nous serions encore sous le joug des rois et des nobles. Le travailleur des campagnes serait encore un serf attaché à la glèbe, ne possédant rien. Gloire à la Révolution française ! Gloire à Saint-Just, à Robespierre, à tous les Jacobins ! Gloire à nos pères qui ont cherché à réaliser l'égalité sociale par le dévouement et le sacrifice.

L'Ami du Peuple déclame furieusement contre « les légitimistes, orléanistes, bonapartistes, cavaignaquistes, ces quatre sectes qui veulent la servitude, la misère et l'exploitation du peuple ». Elle s'acharne surtout contre les républicains modérés, parle de « la vipère cavaignaquiste qui a jeté son venin en juin 48 », et rappelle « l'impôt des 45 centimes de M. Garnier-Pagès, les fusillades et les transportations de M. Cavaignac », l'abandon de la Pologne par Lamartine (1).

Dans ses *Petits entretiens du dimanche*, Gastineau déclame et vaticine dans le jargon sentimental, emphatique et religieux de l'époque. Il s'efforce de consoler et d'affermir les républicains par des vues d'avenir, des articles confus, attendris et lyriques sur les Peuples, sur *Les Martyrs de la Rédemption sociale* et sur *La vile multitude*. Une cause triomphe toujours par ses martyrs. La persécution est le signe de la vérité et le plus sûr garant de l'avenir.

Est-ce que le républicain Jésus, bafoué, souffleté et crucifié par les Pharisiens, n'a pas été le soleil et le dieu d'un nouveau monde ? Est-ce que les premiers chrétiens, traqués comme des bêtes fauves, torturés et décimés par des supplices sortis d'inférieures imaginations, n'ont pas triomphé de leurs persécuteurs ? Et cependant on déversait sur les premiers disciples du Christ les mêmes calomnies que la mauvaise foi des réactionnaires de nos jours lance contre les socialistes (2).

Les appels au sentiment ont produit de nombreux pasti-

(1) *L'Ami du Peuple*, 1er juin, 6 juillet 1851.

(2) *Ibid.*, 28 septembre 1851.

ches des *Paroles d'un Croyant*, comme l'article sur « La vile multitude » :

Qui, du matin au soir, par le soleil ou par la pluie, conduit la charrue, fend les entrailles de la terre pour la couvrir d'abondantes moissons ?

La vile multitude des cultivateurs et des vignerons.

Qui bat le blé, qui le moud, qui pétrit le pain ?

La vile multitude.

Qui bâtit les chaumières et les palais, les décore et les peint ?

La vile multitude.

Qui apprête le vin, qui coud les souliers, les vêtements de bure et de soie ?

La vile multitude.

Qui forge sur l'enclume le soc de la charrue ou le fer du guerrier ?

La vile multitude.

Qui fait les révolutions sublimes, les 89, 93, 1830 et 1848 ?

La vile multitude.

Qui gagne les batailles, les Lodi, les Arcole, les Marengo, les Austerlitz ?

La vile multitude... (1).

La veille du coup d'Etat, Gastineau, rédigeait, toujours à la manière de Lamennais, et publiait une série d'effusions sur le Christ, l'enfant du peuple et l'ami des humbles, des souffrants, l'ennemi des riches, des égoïstes, des despotes.

Qui fut le père du Christ ? Un homme du peuple, un pauvre ouvrier.

Où le Christ prit-il ses premiers disciples, ses apôtres ? Dans les rangs du Peuple.

Pour qui prodiguait-il ses prodiges et ses miracles ? Pour le Peuple.

Qui le suivait dans le désert et sur les montagnes de la Judée ? Le peuple.

Qui fut son meilleur ami ? Le peuple.

Qui étendait les vêtements sous ses pas, lors de son entrée à Jérusalem ? Le peuple, toujours le peuple.

A qui adressait-il des paroles de consolation et d'espérance ? Aux pauvres, aux souffrants, aux déshérités d'ici-bas, au peuple enfin.

Pour qui réservait-il les éclats de sa colère, ses malédictions et ses menaces ? Pour les heureux du monde, pour les égoïstes et les avarés, pour les orgueilleux et les despotes, pour la race impure des Pharisiens (2).

(1) *Ami du Peuple*, 14 septembre 1851.

(2) *Ibid.*, 3 décembre 1851. — Cf. chap. ix, l'article poursuivi : *La Comédie Sociale*, pp. 394-398.

Ce ton religieux, solennel et prophétique, ces comparaisons arbitraires et ingénues, — les républicains identifiés aux premiers chrétiens, la République et le Peuple assimilés au Christ souffrant, Jésus républicain, Jésus socialiste, Jésus instituteur, — toutes ces effusions lyriques, grandiloquentes sur le Peuple, ses vertus et ses misères, destinées à exciter le sentiment démocratique, à bercer les colères et entretenir l'espoir, charmaient les républicains, d'éducation chrétienne et d'imagination romantique, et répondaient à des besoins sentimentaux, avivés par la lutte et la persécution.

*
**

Duputz est le directeur politique de l'*Ami du Peuple*, qu'il a réorganisé financièrement. Il a désigné le rédacteur en chef, Benjamin Gastineau. Il l'exhorte à maintenir le journal « franchement dans la ligne démocratique, socialiste et révolutionnaire », « à négliger les personnes » pour exposer les principes. Il le félicite de ses articles, qui ont enchanté les chefs montagnards des principaux cantons. La fermeté, l'inflexibilité des principes est d'autant plus nécessaire, affirme Duputz, que les journaux républicains de Paris semblent évoluer vers une candidature de Cavaignac à la Présidence, et inclinent à transiger sur la loi du 31 mai. Et l'*Ami du Peuple* fait rage contre les républicains modérés.

A l'occasion d'un voyage de Garnier-Pagès à Toulouse, Gastineau fulmine contre Cavaignac, contre les 45 centimes, imaginés et proposés par Garnier-Pagès, « le premier pas monarchique, le premier acte réactionnaire de la Révolution de Février, la cause de tous nos malheurs ». Et l'*Ami du Peuple* s'acharne d'autant plus sur les républicains modérés, qu'ils font mine, dans le Gers, de relever leur drapeau (1).

(1) *Ami du Peuple*, 2 novembre 1851.

Depuis les élections à la Législative, ils ne manifestent guère d'activité. De rudes mécomptes électoraux les ont découragés. Ils n'ont ni réunions, ni journal. Les rouges les tiennent à l'écart et en suspicion. Timide, inactif, ce parti s'efface de plus en plus. En janvier 1850, le commissaire d'Auch s'exprimait ainsi sur les républicains modérés:

... Ce parti est le moins nombreux; mais sa composition est bonne. Il possède une partie de l'élite de la population et presque tout ce qui a une position faite. Braves gens, au fond, mais timides dans le danger et sans énergie pour repousser les attaques du parti opposé; blâmables par le manque d'unité, quand vient le moment de déposer un vote. Trop confiants dans leur immutabilité..., ils sont toujours calmes et froids, et cette situation, que leur ennemi traduit en craintes, en espérances déçues et en couardise, c'est l'élément de la propagande et de l'exaltation du socialisme... (1)

Ces bourgeois républicains, partisans du *statu quo* social dans une république démocratique, ne forment plus guère qu'un état-major sans troupes. Mais, à mesure que se précise la menace d'une confiscation de la République par l'Assemblée ou le Président, à l'approche de la double élection de 1852, les montagnards et les républicains modérés de la Législative ont senti la nécessité d'un rapprochement pour défendre la Constitution, rétablir le suffrage universel, réaliser l'unité de candidature républicaine à l'élection présidentielle de 1852, s'assurer une majorité républicaine dans la nouvelle Législative. Pour cette politique de réconciliation et de défense républicaine, Alem-Rousseau et ses amis ont fondé à Auch un journal, *Le Démocrate*, dont le premier numéro paraît le 6 novembre 1851. Ce journal réclame l'abrogation de la loi du 31 mai, se déclare anti-socialiste, mais favorable au progrès démocratique. « Il accepte comme un dogme, avec Vico et Condorcet, la loi de la perfectibilité indéfinie ». Il prêche la « fusion démocratique » : Girondins et Montagnards doivent s'unir pour défendre la Constitution. Il entretient les mêmes espoirs et illusions que l'*Ami du Peuple*.

(1) Arch. du Gers. *Police*, 1850. — Com. d'Auch, 17 janvier 1850.

Le peuple est calme. Qu'importe qu'une majorité sans racines dans la population repousse l'abrogation de la loi du 31 mai ? Les bulletins de 52 balayeront tout ce monde-là.

Raynal, le rédacteur du *Démocrate*, félicite l'Assemblée d'avoir « déjoué l'intrigue orléaniste » en repoussant la proposition des questeurs.

La loi du 31 mai est maintenue à 2 voix de majorité; la loi dictatoriale est repoussée à 108 voix de majorité; décidément, la République se porte mieux que jamais.

Le Démocrate reprend à son compte la riposte de Crémieux à Thiers, qui l'invitait à voter avec la droite la proposition des questeurs : « Nous, aller avec vous ? Mais nous aimerions cent mille fois mieux donner la main à M. Bonaparte ! » Et le journal ajoute : « Pourquoi servirions-nous les rancunes de MM. Baze, Leflô, de Panat et Vitet contre le Président ? » A mesure que le coup d'Etat approche, il semble que les illusions redoublent :

Le Président paraît avoir rompu avec les hallucinés des partis monarchiques... Revient-il enfin à la République ? Cela est possible.

Beaucoup de républicains étaient dans ces sentiments. D'accord avec eux sur l'amnistie et le suffrage universel, le Président leur déplaisait moins que la majorité royaliste, qui s'acharnait sur eux depuis bientôt trois ans.

Le 2 décembre, *Le Démocrate* fait un dernier appel à l'union des républicains, à « la fusion démocratique », condition du « salut » et de la « victoire » (1). Mais Duputz, qu'hypnotise la candidature de Ledru-Rollin, est hostile à tout rapprochement, et, le 3 décembre, Gastineau, répondant au *Démocrate*, ravivait tous les vieux griefs des montagnards contre les républicains modérés et combattait âprement la fusion.

Le peuple ne veut plus servir de dupe et d'enjeu aux républicains modérés qui, en 1848, ont persécuté le socialisme en écrasant la campagne par l'odieux impôt des 45 centimes... Que chacun se range sous son drapeau... Etes-vous pour la république modérée, ennemie du socialisme et de la révolution ? Ne le cachez pas...

(1) *Le Démocrate*, 6, 15, 18, 20, 25 nov., 2 décembre 1851.

Etes-vous enfin pour le progrès révolutionnaire, pour l'affranchissement du travail, pour l'égalité sociale, pour le crédit gratuit, pour l'abolition des octrois, des impôts, pour la radiation de tous les privilèges sociaux et de toutes les inégalités ? Proclamez-le. Nous ne voulons plus de traîtres, ni de fripons, plus de républicains dits cavaignaquistes et modérés, plus d'hermaphrodites, plus de saltimbanques bariolés de toutes les couleurs... Royalistes ou révolutionnaires socialistes, choisissez ! (1).

Le lendemain, le coup d'Etat mettait fin à la querelle en supprimant les deux journaux.

*
**

Duputz a donc imaginé de lancer la candidature de Ledru-Rollin à la présidence de la République. Il compose une brochure, destinée à saisir l'opinion. Il doit se rendre à Londres, mandé par Ledru-Rollin. Il se plaint de la presse démocratique parisienne, qu'il soupçonne de s'orienter vers une candidature de Cavaignac et, sous son inspiration, l'*Ami du Peuple* mène une vive campagne contre les républicains modérés. Dans des lettres hebdomadaires adressées à Gastineau et publiées par le journal montagnard, Duputz suit et analyse la crise politique.

La candidature de Joinville a consterné les bonapartistes, et, à l'Elysée, « la caisse est vide ». En riposte à cette candidature, Louis-Napoléon propose à ses ministres le retrait de la loi du 31 mai. Le cabinet démissionne. La commission de permanence, irritée contre le Président, songe un moment à convoquer l'Assemblée. Mais cette effervescence tombe vite et « ces messieurs en sont réduits à crier à l'ingratitude et à attaquer vivement le Président ». Le général de Saint-Arnaud, récemment arrivé d'Afrique, a été nommé ministre de la Guerre, « pour faire contre-poids aux généraux qui siègent dans l'Assemblée et dont on redoute à bon droit l'influence sur l'esprit de l'armée ».

Aveuglé par la candidature de Ledru-Rollin, emporté par son antipathie contre les royalistes, Duputz ne verra dans la proposition des questeurs qu'une « machine de guerre dressée contre l'Elysée et les républicains ». Avec tous les représentants du Gers, sauf de Panat, il votera contre la proposition.

(1) Arch. nat. BB 30/398. — Dossier Duputz. Lettres à Gastineau des 5 sept., 6, 15, 27 oct., 14 nov. 1851.

... Les royalistes, les vaincus de Février, écrit-il, voilà nos vrais, nos plus cruels, nos plus dangereux ennemis... La proposition des questeurs avait pour but d'assurer l'exécution de la loi du 31 mai et, comme résultat, l'envoi du Président à Vincennes et de la Montagne à Nouka-Hiva. Oui, mon cher Gastineau, tel était le projet des chefs royalistes.... réunis par une haine instinctive de la démocratie.... (1)

Mais Gastineau apprécie différemment la situation. A l'encontre de Duputz, il estime que la gauche républicaine, en protégeant de son vote le Président contre les représailles des royalistes, a obéi à une rancune et à une crainte puériles; il eut été plus habile, plus profitable de laisser les deux pouvoirs s'entre-détruire.

...La proposition des questeurs, c'est le premier coup de canon tiré par la majorité contre M. Bonaparte. Pourquoi la gauche républicaine s'avise-t-elle de le couvrir de son vote ? Elle se croit menacée, elle aussi, par les dispositions belligérantes de la réaction législative. Mais, n'a-t-elle pas le Peuple et la Constitution derrière elle ? Si la gauche n'eut pas obéi à des craintes ou à des ressentiments puérils, elle eut laissé les deux pouvoirs s'escrimer à l'aise et se détruire réciproquement....

Ainsi, Gastineau et Duputz ont gardé cette illusion que le Peuple et la Constitution protègent la Montagne contre toute tentative du Président ou de l'Assemblée. Ils comptent que des déchirements de la majorité sortira la victoire des républicains.

... La confusion et la division existent dans ses rangs. Le châtiment commence. La main de Dieu s'appesantit sur elle. Aux révolutionnaires socialistes seuls appartient l'avenir et 1852 (2).

L'avant-veille du coup d'Etat, Duputz envoie à Gastineau une lettre, qui servait de préface à une brochure où sont exposés les titres de Ledru-Rollin à la présidence de la République. Il a inspiré la brochure et payé les frais d'impression. Il prétend faire obstacle à une candidature issue d'une « fusion » de la Montagne et des républicains modérés.

Il importe au plus tôt à la démocratie socialiste de planter son drapeau. L'heure de la lutte approche. Il faut d'ailleurs

(1) *Ami du Peuple*, 19, 24 oct., 1er, 2, 9, 14, 23 nov. 1851. — Lettres de Duputz.

(2) *Opinion*, 3 déc. 1851.

déjouer la Montagne qui paraîtrait vouloir se rallier à la candidature de Carnot...

Dans cette brochure, à la population ouvrière industrielle, menée par des chefs d'école, tous plus ou moins enclins à substituer la propriété collective à la propriété individuelle, Duputz oppose la population rurale, infiniment plus nombreuse, attachée à la terre et à la propriété, réfractaire aux systèmes socialistes. On ne peut intéresser le paysan qu'à des institutions ou des réformes pratiques et précises : suppression des douanes, des octrois, des contributions indirectes qui « gênent la circulation, paralysent les échanges, anéantissent la consommation, frappent l'agriculture au cœur, tarissent les sources du travail » ; vaste mutualité « destinée à assurer les récoltes, les maisons, à garantir, en cas de décès, l'existence de la famille » ; exploitation nationale des chemins de fer et des canaux ; nationalisation des banques pour réduire les frais de transport et l'intérêt de l'argent, des loyers, des instruments de travail ; crédit foncier agricole, etc. Le programme politique de Ledru-Rollin répond à ces vœux de la démocratie rurale ; sa popularité dans les campagnes dépasse celle de Louis-Napoléon au 10 décembre 1848. Par ces raisons, sa candidature s'impose aux républicains (1). — Ledru-Rollin, émigré à Londres, plus populaire dans les campagnes que Louis-Napoléon ! Voilà l'illusion dont on berçait le parti rouge dans le Gers, à la veille du 2 décembre. Elle était entretenue et propagée par les sociétés secrètes.

Ni la lettre-préface, ni la brochure ne virent le jour. Le coup d'Etat faucha tous ces projets, espoirs, rêveries. Il surprit le parti montagnard méditant, préparant, savourant d'avance sa revanche de 1852. Ce parti, le seul vraiment actif et militant dans le Gers, surveillé, tenu en haleine et en perpétuelle alerte par les tracasseries policières et les poursuites, diminué et irrité par la loi du 31 mai, suspect à la masse des paysans, haï et redouté par le parti

(1) Arch. nat. BB 50/398. — Dossier Duputz. Lettre à Gastineau, 30 novembre 1851 ; brochure.

de l'ordre en raison de sa propagande, en raison de ses propos et de ses desseins subversifs, vrais ou supposés, s'est organisé dans des sociétés secrètes, durant l'automne de 1851. Ces sociétés, qui ne comptent pas plus de 2.000 affiliés, sont des centres de propagande, des pépinières de militants, liés par le secret et le serment d'accourir en armes à l'appel des chefs. Reliées entre elles et à un comité central siégeant à Auch, elles seront « le levier de l'insurrection ». A l'annonce du coup d'Etat, les quelques centaines d'affiliés provoqueront un mouvement qui s'étendra à la moitié du département. Les mairies où ont été déposées les 4.500 armes de munition enlevées aux gardes nationales serviront d'arsenal aux insurgés. Le général de Géraudon, commandant l'état de siège, décrira ainsi les ressources et le personnel de l'insurrection :

Au moment où l'insurrection éclata, un journal détestable, rédigé par des hommes ardents, donnait une impulsion puissante aux idées socialistes. Les sociétés secrètes étaient nombreuses et en pleine activité. 9 associations avouées étaient dangereuses. Les compagnies de pompiers de Lectoure et de Fleurance pouvaient paralyser tous les efforts des hommes d'ordre de ces deux villes. 5.000 armes de munition environ étaient disponibles; sans compter les armes des particuliers, et les faulx, haches, piques, qui sont autant de moyens destructeurs au jour de l'émeute.

A la veille du coup d'Etat, la situation politique était la suivante : le parti de l'ordre, — clergé, paysans, bourgeois légitimistes et orléanistes, — généralement passif et apathique, laissant à l'administration et aux magistrats le soin de traquer ses adversaires, mais fortifié et uni par la peur et la haine des rouges, incline vers un pouvoir fort, acclamera, acceptera ou subira le coup d'Etat; les modérés, bien réduits et inactifs, sont violemment hostiles à un coup d'Etat, mais répugnent à un soulèvement armé; seul, le parti montagnard, formé d'éléments populaires, irrité par la persécution, organisé en sociétés secrètes, est prêt à se lever en armes pour défendre la Constitution et rétablir le suffrage universel.

IV

La conclusion générale d'une étude de la réaction conservatrice dans le Gers, depuis la proclamation de la République en 1848 jusqu'au coup d'Etat de décembre 1851, sera surtout un abrégé des constatations et conclusions particulières établies au cours de cette enquête.

La République démocratique, proclamée et organisée en février et mars 1848, sanctionnée le 23 avril par l'élection de 8 représentants républicains à la Constituante, par une majorité républicaine aux élections de mai 1849, est répudiée au plébiscite du 20 décembre 1851 par les deux tiers des électeurs : 65.000 sur 94.000 inscrits abdiquent aux mains d'un « sauveur ». Dégageons dans un clair raccourci final les raisons de cette évolution des esprits, en précisant les circonstances, influences et sentiments qui ont contribué au rapide abandon de la République.

L'accueil fait par le Gers à la Révolution de Février est le point primordial à rappeler et à caractériser. Publiquement la chute de Louis-Philippe et la proclamation de la République n'ont provoqué ni protestations, ni regrets d'aucune sorte. On a noté de la surprise, de l'enthousiasme, une confiance optimiste, attestés par des cérémonies multiples, des discours, des cris, des chants, des arbres de liberté, des offrandes patriotiques, les récits enthousiastes ou lyriques des journaux. Mais l'enthousiasme n'est pas universel. Sous l'emphase des mots et des formules perce l'appréhension du désordre. Souvent, surtout chez les bourgeois, la joie n'est que la satisfaction d'avoir échappé à un danger d'anarchie ou de représailles. Les cris, les

chants, les dons patriotiques émanent de groupes ardents, mais restreints. Les orléanistes, conscients de leur impopularité, se tiennent à l'écart ou, par tactique, acclament le gouvernement provisoire, seul capable de maintenir un peu d'ordre dans cette agitation des esprits. Les légitimistes et le clergé, hostiles au gouvernement de juillet, goûtent le sentiment d'une revanche, dans cette révolution pacifique et débonnaire, respectueuse de la religion; et les curés bénissent les arbres de liberté. Le paysan, illettré, sans éducation politique, docile à ses conseillers traditionnels — le curé, le maire, le gros propriétaire, — fait confiance au nouveau gouvernement, dont il espère un allègement fiscal. Les résignés, les indifférents, les curieux l'emportent numériquement sur les enthousiastes, qui font du bruit et donnent l'illusion du nombre. Un élan indéniable et unanime de bonne volonté, inspiré, soit par le sentiment d'un péril d'anarchie, soit par une confiance joyeuse dans le régime qui s'élabore, réalisa un moment l'union cordiale de toutes les classes. Mais cette union, tant célébrée depuis, n'a pas dépassé les deux premières semaines de la Révolution. Dès le 6 mars, le journal orléaniste formule ses griefs, et la discorde politique s'alimente bientôt aux déclamations et à la polémique électorale des journaux. Elle s'aggrave d'une rivalité personnelle entre deux chefs républicains, Alem-Rousseau et Canteloup.

Aux élections du 23 avril, se dessinent déjà, à l'état de groupes confus, encore inorganisés, les trois partis, — républicains réformistes ou rouges, républicains modérés, conservateurs, — dont la lutte remplira l'histoire de la seconde République. Les 8 élus sont des républicains modérés, dont 6 anciens opposants dynastiques; 7 ont été patronnés par l'*Opinion*, qui applaudit bruyamment à l'échec des « ultras de la République », c'est-à-dire du parti de Ledru-Rollin. Le journal conservateur réclame aussitôt une république sans républicains, c'est-à-dire gouvernée par les orléanistes. A l'élection complémentaire du 4 juin, il patronne la candidature nettement contre révolutionnaire de Thiers, qui

est battu. Mais le candidat républicain Forgues a succombé lui aussi, et un légitimiste, de Panat, est élu. Cette élection, qui précède de trois semaines les sanglantes journées de juin, marque bien la fin de l'élan républicain de Février. Elle est due à l'influence du clergé, qui, au scrutin d'avril, faisait déjà campagne pour les légitimistes, mais aussi au mécontentement provoqué par les 45 centimes.

*
**

Cette contribution coïncidait dans les campagnes avec une terrible crise de misère, due à la grêle, à des récoltes déficitaires, surtout à la mévente des produits agricoles. Les paysans gersois furent exaspérés : naïvement, ils avaient cru à une diminution des charges fiscales, et on les frappait d'un impôt supplémentaire. Les 45 centimes en brouillèrent aussitôt un grand nombre avec la République. Sur plusieurs points, l'irritation se traduisit par des résistances, des violences, de graves rébellions collectives. *L'Opinion* s'efforça de tourner ces manifestations contre le nouveau régime et les républicains; elle en étaya ses diatribes contre-révolutionnaires. Vainement le gouvernement multiplia les dégrèvements; les colères ne s'apaisèrent point. Elles contribuèrent à l'élection d'une grande majorité de municipalités conservatrices, d'un conseil général presque entièrement formé de monarchistes. Les 45 centimes favorisèrent surtout le triomphe de Louis-Napoléon, qui recueillit dans le Gers 57.000 suffrages contre 15.000 à Ledru-Rollin et à Cavaignac. On peut affirmer que les 45 centimes ont, au lendemain de Février, dépopularisé la république dans les campagnes.

Ces trois élections, — d'un représentant légitimiste, d'une majorité de conseils municipaux à tendance conservatrice et d'un conseil général nettement conservateur, — le succès de Louis-Napoléon marquent une revanche éclatante et rapide des conservateurs. L'émeute de Juin, les déclamations virulentes de *l'Opinion* contre le gouvernement pro-

visoire et tout le personnel républicain, enfin et surtout la campagne pour l'élection à la Présidence ont déchaîné la passion politique et la lutte des classes. Elles ont précisé l'orientation des groupes politiques. Le parti républicain s'est coupé en deux fractions irréconciliables : les modérés et les montagnards ou rouges, qui s'anathématisent avec une violence croissante; les conservateurs de toute nuance s'amalgament dans un grand parti de conservation sociale, le parti de l'ordre. Au cours de l'élection présidentielle, ces trois partis s'organisent et s'opposent avec netteté et vigueur. Les préfets cavaignaquistes Belliard et Pasquier se dressent contre le parti rouge et les conservateurs; ils pratiquent timidement la candidature officielle. Les rouges acclament leur candidat Ledru-Rollin, dans des banquets, où ils développent leur programme politique et social. Le parti de l'ordre et son journal l'*Opinion* démasquent leur passion et leurs desseins contre-révolutionnaires. Les vrais vaincus du scrutin du 10 décembre furent les républicains modérés.

*
**

L'élection triomphale de Louis-Napoléon, due surtout à une coalition de mécontents et à l'effet d'un nom prestigieux sur la masse des ignorants, ne doit pas être envisagée comme une répudiation de la République, comme un désaveu de la révolution de Février. Des républicains sincères ont voté pour Louis-Napoléon. Mais cette élection fut l'origine de la campagne antirépublicaine, qui se poursuivra et s'aggravera sous la Législative. Le Président a composé son ministère d'orléanistes libéraux. Le ministre de l'Intérieur, Léon Faucher, adversaire passionné du socialisme, organise la répression des manifestations d'opinions républicaines; les insignes rouges et le cri de *Vive la République démocratique et sociale* sont interdits. *La solidarité républicaine* est supprimée. Le ministre n'a pu obtenir la suppression des clubs; mais il chasse tous les préfets

et sous-préfets cavaignaquistes, et leur substitue d'anciens fonctionnaires de Louis-Philippe.

Dans le Gers, vers la mi-janvier 1849, le préfet cavaignaquiste Pasquier fut remplacé par de Grouchy, sous-préfet avant Février, ancien député « pritchardiste ». Lectoure, Lombez, Mirande reçurent des sous-préfets conservateurs. Grouchy inaugura dans le Gers la répression antirépublicaine. Il proclame la nécessité de restaurer l'*ordre moral*. Il se pose en adversaire irréductible du socialisme, c'est-à-dire des républicains. Il menace les instituteurs qu'il fait étroitement surveiller. Il dénonce l'absence de zèle répressif chez les procureurs, rédige des rapports alarmants sur les progrès du socialisme dans le Gers. Des colporteurs, des imprimeurs, des républicains sont poursuivis; un réfugié polonais, établi en France depuis 18 ans, est expulsé; un sergent est envoyé dans un fort de correction pour avoir crié : *Vive la République démocratique et sociale !* Ainsi, dans le Gers, la compression administrative a commencé en janvier 1849 avec le préfet Grouchy, au lendemain de l'élection présidentielle.

*
**

En vue des élections à la Législative, et pour rallier à la république réformiste la masse des paysans qui ont voté pour Louis-Napoléon, les rouges ont fondé l'*Egalité*. Ce journal réplique à l'*Opinion*, développe le programme montagnard, discipline le parti et l'entraîne à la lutte. La campagne électorale est très vive. L'*Opinion* dirige la propagande du parti de l'ordre; les brochures antirépublicaines de la rue de Poitiers, et notamment *Les Veillées d'une chaumière de la Vendée*, sont répandues à profusion. Les républicains ripostent par la distribution des *Lettres de Joigneaux* et le *Toast* de Félix Pyat. Tandis que l'*Egalité* vulgarise les doctrines montagnardes, d'ardents démocrates endoctrinent les paysans et les ouvriers dans des réunions et conciliabules, où ils pérorent, lisent et commentent

les journaux républicains. Certains projets, tels que le dégrèvement de la propriété foncière, la suppression de l'impôt sur les boissons et le sel, l'abolition des octrois, de l'exercice et de la prestation en nature, la liberté de la chasse, l'organisation du crédit agricole, ont séduit le paysan et conduit à la République une partie de la classe rurale, comme le prouve un examen détaillé du scrutin du 13 mai 1849. Entre républicains modérés et rouges la fusion électorale a échoué, et, grâce à cette division, 4 représentants du parti de l'ordre sont élus contre 3 représentants républicains. Toutefois, les 266.000 suffrages républicains, rapprochés des 216.000 suffrages conservateurs, accusent encore la supériorité numérique des républicains. Les cavaignquistes ou républicains modérés sortent amoindris du scrutin. Inactif et sans journal, ce parti s'effacera progressivement, tandis que les rouges, propagandistes, agressifs, soutenus, excités et disciplinés par un journal de combat, mèneront hardiment la lutte contre le parti de l'ordre et l'administration.

*
**

Sous la Législative, c'est la croisade officielle contre le socialisme montagnard. Le gouvernement s'efforce de paralyser les trois principaux moyens d'action des républicains : la presse, le suffrage, les réunions. Dans le Gers, les deux propagandes, conservatrice et républicaine, s'affrontent avec violence jusqu'au coup d'Etat. Pour endiguer le flot montant des idées démocratiques, la compression se fait plus lourde et plus méthodique. Juges de paix, procureurs, tous les agents politiques de l'administration font du zèle sur le dos des républicains. Les fonctionnaires, surtout les instituteurs, sont admonestés, déplacés, révoqués. Les perquisitions chez les républicains se multiplient. Toutes les manifestations d'opinion démocratique, — chants, cris, emblèmes, banquets, réunions, discours, — sont interdites et poursuivies. Les militants montagnards sont arrêtés, incarcérés

préventivement, déférés aux tribunaux ou au jury. Le préfet et le procureur, deux virtuoses de la répression, s'ingénient à tuer par des procès le journal rouge. Cette compression gênera, sans la supprimer, la propagande démocratique. Jusqu'au coup d'Etat, le parti rouge ne sera jamais entièrement muet et inactif. Toutefois la loi électorale du 31 mai et la persécution administrative modifièrent son attitude. Le mot d'ordre fut de s'abstenir à toutes les élections et d'attendre dans un calme confiant la double élection de 1852. Cette consigne diminua l'activité extérieure du parti. En 1851, les manifestations se firent plus rares, et, durant cette accalmie, les montagnards s'organisèrent en sociétés secrètes, pour se lier par le serment, pour se préparer à reconquérir, armes en main, le suffrage universel en 1852. Le parti prend alors l'esprit et les allures d'une secte : il devient intransigeant, enthousiaste, crédule. En se faisant conspirateur, il accroît son ardeur de prosélytisme, sa combativité; il s'organise pour un coup de main. Mais le sens du réel et du possible s'émousse en lui. 1852 devient la date messianique, chargée d'espoirs grandioses et chimeriques. Avec une insistance imprudente et maniaque, il ne cesse pas de lancer cette date à ses adversaires, comme une bravade et une menace. Par l'abstention électorale et l'embrigadement occulte, il s'est diminué, car son attitude implique un aveu d'impuissance provisoire, qui lui ôte sa force d'attraction. La persécution administrative et le mystère des sociétés secrètes éloignent le paysan craintif et méfiant, rétif aux affiliations. On recrute surtout des jeunes gens, plus faciles à entraîner. Les affiliés n'ont pas été nombreux : les documents suggèrent un chiffre inférieur à 2.000.

*
**

Dans les campagnes, la République perd du terrain. La crise économique éprouve cruellement les paysans. Le parti de l'ordre tourne leur mécontentement contre ce régime

d'agitation, de bavardage, d'instabilité, qui entretient la misère : par leurs menaces contre l'ordre social, les républicains tuent la confiance, le crédit, le commerce, provoquent l'arrêt des affaires, qui entraîne la mévente des produits agricoles; sous la monarchie, on parlait et on votait moins, mais on vendait mieux. Misérable, aigri, le paysan prêtait une oreille complaisante à ces propos murmurés, colportés par ses conseillers traditionnels, les gros propriétaires et le curé. — En chaire, le clergé tonnait volontiers contre le socialisme, et les républicains le lui reprochent. A Condom, une mission prêchée par l'abbé Carbois n'a été qu'une longue réfutation du « socialisme ». Dans leurs prônes, les desservants faisaient de fréquentes allusions à la propagande montagnarde, qu'ils flétrissaient comme visant à détruire la religion, la famille, la société. Dans les villages, les curés, familiers et commensaux du « châtelain », de quelques « vieilles familles » légitimistes, gardaient la nostalgie des Bourbons; Charles X était toujours le roi de leurs rêves; les légitimistes étaient les plus pieux de leurs paroissiens. D'ailleurs, presque tous les paysans, illettrés et croyants, assistaient aux offices et communiaient à Pâques. L'influence du clergé était donc très puissante. Elle s'exerçait sans obstacle. — L'instituteur, par son instruction et sa profession, aurait pu devenir le conseiller politique du paysan et un professeur de démocratie au village. Le journal et le parti montagnards le conviaient bruyamment à ce rôle. Mais la loi plaçait le maître d'école sous la surveillance du maire et du curé. Etroitement bridé, au moindre « écart démagogique », il était déplacé ou révoqué. D'ailleurs, le préfet Magnitot s'était débarrassé de la plupart des instituteurs républicains. — Dans les villages, les influences contre-révolutionnaires et la propagande anti-républicaine étaient fortifiées par les propos et la conduite de certains rouges, oisifs et bavards, piliers de cabaret, qui clabaudaient, à l'auberge et sur la place, contre le curé, les riches, appelaient de leurs vœux 52, l'ère de la vengeance, des expropriations et du pillage. Les rouges se

recrutaient parmi les citoyens les plus pauvres, artisans, métayers, ouvriers et domestiques agricoles; parmi des propriétaires endettés, ruinés, aigris; parmi les *acheveurs* ou dissipateurs de patrimoine, paresseux et dépensiers, — *lous acabairés*, disaient dédaigneusement les paysans; parmi cette population nomade, nombreuse alors, de gagne-petit, — colporteurs, rouliers, chiffonniers, chaudronniers, rétameurs, etc., — qui portent envie au paysan sédentaire et propriétaire, le taquent et l'inquiètent par la menace d'une république rouge, qui procèdera à un nouveau partage des terres. Ce partage, grâce à la propagande conservatrice, passa pour l'article fondamental du programme montagnard, et beaucoup de paysans ne virent plus dans les républicains que des partageux. Signalons aussi quelques meneurs ou agitateurs, de vie suspecte, parfois repris de justice. Cette portion compromettante du parti montagnard nuisait à la propagande démocratique. Il était aisé aux notables du parti de l'ordre d'exciter chez les paysans timorés, ignorants, dociles aux influences traditionnelles, la peur haineuse des rouges, en leur présentant tous les républicains comme des gens chimériques ou dangereux, des fainéants ou des vagabonds, rêvant d'un bouleversement social, des malfaiteurs contre qui se sont ligüées toutes les forces de défense sociale. Ainsi s'élaborait et s'implantait dans les campagnes une image passionnée, caricaturale de la République et des républicains. Elle sera très lente à s'effacer chez les paysans du Gers.

Dans les villes et les bourgs, entre rouges et blancs, la lutte était ardente, et plus acharnée encore entre les rouges et les agents de la répression : sous-préfet, procureur, commissaires et gendarmes. Contre la compression politique la jeunesse montagnarde réagissait avec vivacité, par des promenades tumultueuses, des refrains révolutionnaires, des chants républicains, des cris « séditieux », parfois des provocations et des injures à l'adresse des blancs et de la police. Cette jeunesse exaltée, bruyante, que n'intimidaient ni les menaces ni les poursuites, inquiétait les

bourgeois placides et timorés. Par peur, ils désiraient un pouvoir fort, capable de rétablir l'ordre dans la rue, en réduisant les rouges à l'inaction et au silence.



Ainsi, partout, dans les villes et les campagnes, les républicains et le parti de l'ordre attendent, espèrent un changement politique.

Les 45 centimes et la détresse économique ont donné à la propagande conservatrice une forte prise sur la masse rurale. Paysans et bourgeois désirent un gouvernement fort qui ramène la prospérité, mette fin à l'agitation et au « bavardage », responsables du malaise économique. Le clergé combat ouvertement le parti montagnard, et son influence est grande. Clergé, paysans et bourgeois applaudiront au coup d'Etat.

Les républicains et l'*Ami du Peuple* font une active propagande qui a inquiété et coalisé tout le parti de l'ordre. Une dure répression et la propagande conservatrice, — que favorisent la crise économique, les violences verbales et les menaces de certains rouges, un programme démocratique hardi, démesuré, heurtant trop de préjugés et d'intérêts, — ont entravé et arrêté ses progrès. La compression n'a pas réussi à mater, à bâillonner le parti rouge, toujours vivant et agissant par son journal et sa propagande; mais elle l'a exaspéré, poussé aux manifestations violentes, aux propos imprudents, aux déclamations irritées et creuses, aux attitudes intransigeantes, aux vaticinations et aux anathèmes. Dans sa colère, il n'a pas toujours résisté à la tentation de faire peur. Il a repoussé avec injure toute alliance avec les républicains modérés. Il se repaît de chimères. Il parle trop de 52. Amputé électoralement, traqué, presque hors la loi, il a, sur les conseils de ses chefs, momentanément déserté la place publique et les collèges électoraux pour s'organiser en sociétés secrètes. Cette organisation occulte, signe de déclin et d'amoin-

drissement, accroît la force conspiratrice du parti, développe son aptitude aux coups de main. Elle explique sa mobilisation instantanée au coup d'Etat et les mouvements insurrectionnels dans treize cantons. Mais cette insurrection, parce qu'elle est disproportionnée à l'importance réelle du parti, parce qu'elle ne rencontre nulle part l'appui enthousiaste et effectif des populations, avortera rapidement. Elle motivera une répression brutale et hâtera l'écrasement définitif des républicains.

I. — ANNEXE AU CHAPITRE IV

Élection du Président de la République

(10 et 11 décembre 1848)

Division des cantons en 105 sections électorales

(Les noms en italique indiquent la section de vote)

AUCH (Nord). — 1. *Auch (nord)*, Roquelaure, Duran, Castin, Montégut, Lahitte. — 2. *Montaut*, Preignan, Nougroulet, Leboulin. — 3. *Puycasquier*, Crastes, Augnax. — 4. *Mirepoix*, Ste-Christie, Tourrenquets.

AUCH (Sud). — 1. *Auch (sud)*, Boucagnère, Lasseube-Propre, Auterive, Lasseran, St-Jean-le-Comtal, Pavie. — 2. *Seissan*, Durban, Orbessan, Ornezan, Sansan, Labarthe. — 3. *Barran*, Mombert. — 4. *Pessan*, Haulies.

GIMONT. — 1. *Gimont*, Escornebœuf, Ste-Marie, Juilles. — 2. *Aubiet*, l'Isle-Arné, Lussan, Marsan. — 3. *St-Sauvy*, Ansan, Blanquefort.

JEGUN. — 1. *Jegun*, St-Lary, Antras. — 2. *Lavardens*, Roquefort, Arcamont, Castillon-Massas, Peyrusse-Massas, Mérens. — 3. *Biran*, Le Brouilh, Ordan-Larroque.

SARAMON. — 1. *Saramon*, Boulaur, Tirent-Pontéjac, Aurimont, Lartigue, Sémézies-Cachan, Faget-Abbatial. — 2. *Castelnau-Barbarens*, Bédéchan, Traversères. — 3. *Tachvires*, Pouyloubrein, Moncornell-Grazian, Monferran, Lamaguère.

VIC-FEZENSAC. — 1. *Vic-Fezensac*, Caillavet, St-Jean-Poutge, Marambat, Roquebrune, Préneron. — 2. *Riguepeu*, Bazian, Mirannes, St-Arailles. — 3. *Cazauc-d'Anglès* Callian, Tudèle, Belmont. — 4. *Castillon-Debats*.

CONDOM. — 1. *Condom*, Larressingle, Beaumont, Béraut, Causens. — 2. *Cassagne*, Mouchan, Mansencôme. — 3. *Larroumieu*, Castelnau-sur-l'Auvignon, Gazaupouy.

CAZAUBON. — *Cazaubon*, Monclar, Larée. — 2. *Campagne*, Réans, Marquestan, Ayzieu, Bourouillan. — 3. *Etang*, Lias, Panjas, Maupas, Castex, Mauléon. — 4. *Labastide-d'Armagnac*, Lannemaignan.

EAUZE. — 1. *Eauze*, Bretagne. — 2. *Lannepax*, Ramouzens, Mourède. — 3. *Dému*, Séailles, Bascous, Lagraulas, Noulens. — 4. *Courrensan*.

MONTREAL. — *Montréal*, Lauraët. — 2. *Gondrin*, Lagraulet, Cazeneuve. — 3. *Castelnau-d'Auzan*, Labarrère. — 4. *Fourcès*, Larroque-sur-Losse.

NOGARO. — 1. *Nogaro*, Salles, Caupène, Arblade-le-Haut, Lanne-Soubiran, St-Griède, Bétous, St-Martin, Sorbets, Sion. — 2. *Manciet*, Espas, Ste-Christie, Loubédât, Cravencères. — 3. *Le Houga*, Laujuzan, Mormès, Magnan, Luppé-Viole, Perchède. — 4. *Monguilhem* Monlezun, Toujouze.

VALENCE. — 1. *Valence*, Beaucaire, Maignaut, Roques. — 2. *Bezolles*, Rozès, Justian, Lagardère, St-Paul-de-Baïse. — 3. *Castéra-Verduzan*, Bonas, Ayguetinte. — 4. *St-Puy*, Roquepine, Blaziert, Saint-Orens.

LECTOURE. — 1. *Lectoure*. — 2. *Terraube*, Marsolan, Lagarde, Mas-d'Auvignon. — 3. *St-Mézard*, Pergain-Taillac, Ligardes, Pouy-Roquelaure, Berrac, St-Martin-de-Goyne, Larroque-Engalin. — 4. *Castéra-Lectourois*, St-Avit.

SAINT-CLAR. — 1. *Saint-Clar*, l'Isle-Bouzon, Magnas. — 2. *Cadeuroux*, St-Créac, Castéron, Gaudonville. — 3. *St-Léonard*, Cadeillan, Bivès, Avezan. — 4. *Tournecoupe*, Estramiac, Pessoulens.

FLEURANCE. — 1. *Fleurance*, Castelnau-d'Arbieu, Brugnens, Pauilhac, Ste-Radegonde, Céran, Urdens, Goutz, Lalanne. — 2. *Lassauvetat*, Cézan, Réjaumont, Lamothe-Goas. — 3. *Montestruc*, Pis, Miramont-Latour, Gavarret, Préchac, Puységur.

MIRADOUX. — 1. *Miradoux* Pleux, Castet-Arrouy. — 2. *Flamarens*, St-Antonin, Peyrecave. — 3. *St-Pesserre*, Ste-Mère. — 4. *Gimbrède*.

MAUVEZIN. — 1. *Mauvezin*, Labrihe, St-Orens, St-Antonin, Mansempuy, Sérempuy. — 2. *Monfort*, Ste-Gemme, St-Brès, Maravat, Taybosc, Bajonnette. — 3. *Solomiac*, Homps, Avensac. — 4. *Sarrant*.

LOMBEZ. — 1. *Lombes*, Sauveterre, Cadeillan, Espaon, Montadet, Puylausic, Montégut, Sauvimont. — 2. *Simorre*, Villefranche, Gaujan, Meilhan, Betcave, Pellefigue, St-Elix, Tournan, Sabailhan. — 3. *Mongausy*, St-Martin, St-Soulac, Gaujac, Montamat. — 4. *Montpezat* St-Loube-Amade. St-Lizier-Duplanté, Garravet, Laymont.

COLOGNE. — 1. *Cologne*, St-George, Ste-Anne, Ardizas, Saint-Criq, Sirac, Encausse. — 2. *Touget*, St-Germier, Catonvieille. — 3. *Thoux*, Monbrun, Roquelaure.

L'ISLE-JOURDAIN. — 1. *L'Isle-Jourdain*, Clermont, Ségoufielle, Auradé, Endoufielle, Lias, Pujaudran, Beaupuy. — 2. *Monferran*, Giscaro, Maurens, Frégouville, Garbic, Castillon, Marestaing, Razengues.

SAMATAN. — 1. *Samatan*, Noilhan, Monblanc. — 2. *St-André*, Montiron, Lahas, Bézéril, Polastron. — 3. *Labastide-Savès*, Cazaux, Pompiac. — 4. *Savignac-Mona*, Seysses, Pébées, Nizas.

MIRANDE. — 1. *Mirande* St-Martin, Marseillan, Laas, St-Maur-Soulès, Idrac-Respaillès, Lamazère, Saint-Médard. — 2. *Ponsampère*, St-Michel, Berdoues, Arcoues, Bazugues. — 3. *Labéjan*

Loubersan, Clermont-Pouyguilhès, Artiguedieu, Miramont. — 4. *St-Elix*, St-Ost, Sauviac, Belloc, Moncassin, Lagarde, Viozan.

AIGNAN. — 1. *Aignan*, Avern, Loussous-Débat, Margouet-Meymes, Sabazan. — 2. *Lupiac*, St-Pierre-d'Aubezies, Castelnavet. — 3. *Thermes*, Sarragachies, Pouydraguin, Bouzon-Gellenave, Fusterouau.

MARCIAC. — 1. *Marciac*, St-Justin, Ricoùrt, Blousson-Sérian, Sembouès, Cazaux, Beccas, Laverraët, Tourdun, Scieurac et Flou-rès, Monlezun. — 2. *Tillac*, Monpardiac, Troncens, Palanne. — 3. *Ladevèze-Rivière*, Ladevèze-Ville, Juillac, Armentieux.

MASSEUBE. — 1. *Masseube*, Mont'es-Aussos, Sère, Bellegaide, Courties, St-Arroman, Esclassan. — 2. *Panassac*, Bezues-Bajon, Arrouède, Cabas, Mont d'Astarac, Chélan, Manent-Montané. — 3. *Aujan-Mournède*, Moulaur-Bernet, Ponsan-Soubiran, Guélas, Samaran. — 4. *St-Blancard*, Sarcos, Monbardon, Lalanne-Arqué.

MIÉLAN. — 1. *Miélan*, Laguian, Estampes, Castex, Aux-et-Lannefrancon. — 2. *Sadeillan*, Ste-Dode, Mont-de-Marrast, Sarra-guzan. — 3. *Barcugnan*, Manas, Montaut, Dufort, St-Orens. — 4. *Villecomtal*, Montégut, Haget, Betplan, Malabat.

MONTESQUIOU. — 1. *Montesquiou*, Castelnau-d'Anglès, Pouy-lebon, Monclar, Bars. — 2. *Isle-de-Noé*, Mouchès, Estipouy. — 3. *Bassoues*, Mascaras, St-Christaud, Louslitges, Armouss-et-Cau, Courties. — 4. *Peyrusse-Grande*, Peyrusse-Vieille, Gazax-Bacar-risse.

PLAISANCE. — 1. *Plaisance*, Couloumé-Mondébat, Tieste-Ura-gnoux, Jû-Belloc, Tasque, Préchac, St-Aunix-Lengros, Galiac, Lasserrade. — 2. *Cahuzac*, Maumusson-Laguian, Cannet, Goux, Isotges. — 3. *Beaumarchès*.

RISCLE. — 1. *Riscle*, Tarsac, Caumont, Maulichères, Lelin-Lapujolle. — 2. *Barcelonne*, Lannux, Bernède, Vergoignan, Arblade-le-Bas, Vilères, Ségos, Gée-Rivière. — 3. *Viella*, Projan, Verlus, Aurensan. — 4. *St-Mont*, Corneillan, Labarthète, St-Germé.

SCRUTIN DES 10 ET 11 DÉCEMBRE 1848

Arrondissement d'Auch.

SECTIONS ÉLECTORALES	Louis-Napoléon	Cavaignac	Ledru-Rollin	Voix perdues
<i>Auch (nord)</i>	765	181	298	1
Montaut.....	430	33	9	3
Puycasquier.....	252	133	15	16
Mirepoix.....	238	29	6	0
<i>Auch (sud)</i>	1012	363	438	3
Seissan.....	268	46	200	0
Barran.....	461	19	87	0
Pessan.....	213	0	0	1
Gimont.....	1056	36	99	0
Aubiet.....	614	55	25	0
Saint-Sauvy.....	317	9	3	0
Saramon.....	876	16	17	2
Castelnau-Barbarens ..	453	4	5	3
Tachoures.....	179	8	75	1
<i>Vic-Fezensac</i>	1322	52	100	0
Riguepeu.....	473	6	7	0
Cazaux-d'Anglès.....	374	17	0	0
Castillon-Debats.....	284	3	0	3
Jegun.....	624	22	16	15
Lavardens.....	524	17	40	1
Biran.....	488	64	19	0
TOTAUX.....	11223	1113	1459	49

Arrondissement de Condom.

<i>Condom</i>	974	428	671	0
Cassagne.....	318	59	18	0
Larroumieu.....	682	63	26	0
<i>Cazaubon</i>	590	104	9	2
Campagne.....	480	4	3	0
Étang.....	1044	21	19	5
Labastide.....	394	55	27	0
<i>Eauze</i>	964	28	107	0
Lannepax.....	543	22	7	0
Dému.....	668	4	0	3
Courrensan.....	246	0	0	0
<i>Montréal</i>	622	65	67	0
A reporter.....	7525	853	954	10

SECTIONS ÉLECTORALES	Louis-Napoleon	Cuvai-nac	Ledru-Rollin	Voix perdues
<i>Report</i>	7525	853	954	10
Gondrin.....	818	62	11	7
Castelnau-d'Anglès.....	346	34	147	12
Fourcès.....	207	111	156	0
<i>Nogaro</i>	1319	46	19	3
Manciet.....	847	24	6	0
Houga.....	745	48	28	0
Montguillem.....	275	10	21	0
<i>Valence</i>	541	58	213	1
Bezolles.....	493	10	14	1
Saint-Puy.....	79	36	17	1
Castéra.....	435	28	34	1
TOTAUX.....	14260	1320	1620	36

Arrondissement de Lectoure.

<i>Lectoure</i>	180	223	934	11
Terraube.....	271	73	242	16
Saint-Mézard.....	757	72	59	2
Castéra-Lectourois.....	151	11	141	1
<i>Saint-Clar</i>	361	79	262	0
Mauroux.....	442	23	29	0
Saint-Léonard.....	456	4	20	0
Tournecoupe.....	511	35	6	0
<i>Fleurance</i>	568	191	1051	11
La Sauvetat.....	490	70	81	5
Montréjac.....	477	25	18	9
<i>Miradour</i>	607	61	28	71
Flamarens.....	299	30	8	13
Saint-Pesserre.....	219	95	8	5
Gimbrède.....	264	6	1	2
<i>Maurezin</i>	601	206	99	11
Monfort.....	599	74	17	10
Solomiac.....	245	39	20	13
Sarrant.....	127	104	4	0
TOTAUX.....	7625	1421	3028	180

Arrondissement de Lombez.

<i>Lombez</i>	802	42	158	4
Simorre.....	1060	20	32	4
Mongauzy.....	296	12	19	9
Montpezat.....	569	9	22	1
<i>Cologne</i>	625	167	103	2
<i>A reporter</i>	3352	250	334	20

SECTIONS ÉLECTORALES	Louis-Napoléon	Cavaignac	Ledru-Rollin	Voix perdues
<i>Report</i>	3352	250	334	20
Touget.....	174	68	49	2
Thoux.....	205	13	60	0
<i>L'Isle-Jourdain</i>	760	158	595	4
Monferran.....	541	41	220	4
<i>Samatan</i>	378	168	210	0
Saint-André.....	517	21	6	7
Labastide-Savès.....	170	62	39	0
Savignac-Mona.....	264	11	41	1
TOTAUX.....	6361	792	1554	38

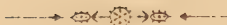
Arrondissement de Mirande.

<i>Mirande</i>	502	124	556	2
Ponsampère.....	374	18	24	1
Labéjan.....	430	25	18	0
Saint-Elix.....	394	5	124	2
<i>Aignan</i>	757	20	14	0
Lupiac.....	590	2	2	0
Thermes.....	617	7	10	11
<i>Marcillac</i>	1139	43	2	5
Tillac.....	431	10	0	9
Ladevèze-Rivière.....	506	2	0	71
<i>Masseube</i>	530	133	181	13
Panassac.....	551	25	4	1
Aujan-Mournède.....	375	19	4	0
Saint-Blancard.....	379	13	2	3
<i>Miélan</i>	921	26	42	2
Sadeillan.....	426	7	1	15
Barcugnan.....	484	3	21	5
Villecomtal.....	664	10	10	2
<i>Montesquiou</i>	666	21	65	0
L'Isle-de-Noé.....	208	27	95	3
Bassoues.....	650	21	12	0
Peyrusse-Grande.....	445	5	0	0
<i>Plaisance</i>	1574	15	2	0
Cahuzac.....	396	5	0	0
Beaumarchès.....	314	12	5	0
<i>Riscle</i>	689	25	4	4
Barcelonne.....	756	9	6	0
Viella.....	523	104	15	0
Saint-Mont.....	501	6	13	0
TOTAUX.....	16792	742	1232	149

Armée	992	563	125	0
--------------------	-----	-----	-----	---

Total général :	LOUIS-NAPOLÉON....	57.253 voix
	CAVAIGNAC.....	5.951 voix
	LEDRU-ROLLIN.....	9.018 voix

Les chiffres officiels des voix de Cavaignac et de Ledru-Rollin sont : 5.946 et 9.125. Cette légère différence provient de l'addition ou de la défalcation de voix contestées.



ELECTIONS A LA LÉGISLATIVE

SCRUTIN DU 13 MAI 1849

Les résultats des sections ont été fournis par les procès-verbaux du scrutin des sections. Les résultats des cantons donnent les chiffres du scrutin rectifié par l'adjonction ou la défalcation des voix contestées.

Sections électorales	LISTE DES RÉPUBLICAINS MODÉRÉS											CANDIDATS DISSIDENTS											
	LISTE MONTAGNARDE				OU DE L'ÉGALITÉ							LISTE DES « MODÉRÉS » OU DE L'OPINION											
	LEDRU-ROLLIN	BREUIL	DUFONT	COMBES	DUPUTZ	CARBONNEAU	GAVARRET	ALEM-ROUSSEAU	DAVID	GOUNON	BOURÉE	PANAT	BELLIARD	JORET	LACAVE-LAPLAGNE	LAGRANGE	GONTAUT-BIRON	ST-MARSAULT	LAURENTIE	FEZENSAC	LURO	BARÉ	DACHÉ
Auch (nord)	643	664	646	666	696	788	811	187	284	107	107	442	419	373	401	287	321	248	191	91	56		
Montaut	80	99	86	76	93	166	162	87	102	69	67	302	313	290	310	262	254	240	60	44	53		
Puycasquier	39	56	44	47	48	92	170	104	207	3	55	231	184	134	231	125	129	72	170				
Mirepoix	85	84	85	83	82	93	99	5	44	10	4	169	151	162	164	160	167	122	32		8		
Auch (sud)	819	812	779	879	997	1105	1156	103	774	248	248	703	692	771	741	364	347	347					
Seissan	346	361	348	339	354	397	431	103	84	45	60	123	127	117	92	74	81	81	50		20		
Barran	278	294	289	289	292	291	322		51			180	171	143	150	124	131	115	62				
Pessan	41	44	39	37	42	76	76	44	60	24	22	126	136	121	117	98	107	111	36	3	21		
Gimont	25	689	23	27	695	705	715	686	105	605	675	564	559	561	557	525	520	500	24	10			
Aubiet	58	227	77	84	241	337	353	324	331	169	254	222	213	197	187	90	130	106	78				
St-Sauvy	15	42	15	15	52	91	95	79	56	78	79	255	254	219	253	161	215	219	89		89		
Jegun	438	499	494	492	514	517	529	21	100	74	7	206	213	192	153	175	181	97	105				
Lavardens	422	436	434	430	444	456	456	17	34	14	13	110	107	92	108	96	103	74	36	8	5		
Biran	178	242	236	237	241	250	258	12	172	55		270	243	169	254	239	236	170	179		15		
Saramon	78	139	80	78	133	255	257	190	237	167	182	609	592	583	566	452	574	520	174	64	104		
Castelnau-Barb. ...	31	187	40	43	158	255	257	222	288	121	203	201	207	189	189	79	163	158	46	13	9		
Tachoures	172	187	182	189	182	213	228	19	27	33	14	97	114	91	97	73	86	98	20	14	13		
Vic-Fezensac	79	1034	1029	1025	1068	1073	1091	58	62	996	44	413	362	396	401	399	397	378	71		31		
Riguepeu	30	265	257	249	272	312	316	80	37	265	51	90		84	116	67	63	61	30		60		
Cazaux-d'Anglès ..	4	72	72	67	71	88	187	31	172	95	24	214	216	203	133	58	71	110	97		200		
Castillon-Debats ...	1	32	22	23	24	23	28	8	190	27	2	241	229	239	237	208	236	53	24		3		

Résultats officiels par cantons

Auch (nord)	847	903	861	870	919	1149	1242	393	637	249	233	1144	1067	959	1106	834	871	682	453	162	163	3	4
Auch (sud)	1483	1571	1464	1514	1625	1869	1985	613	769	306	330	1132	1127	948	920	659	810	646	547	140	115	69	43
Gimont	98	958	115	126	988	1133	1163	1089	492	852	1008	1041	1026	977	997	776	865	855	191	70	89	13	
Jegun	1038	1177	1164	1161	1189	1212	1243	50	310	143	25	586	564	443	515	510	510	341	320	30	24	9	2
Saramon	281	513	302	310	473	723	742	431	552	316	339	907	913	863	852	604	823	776	240	91	126	20	
Vic-Fezensac	117	1394	1380	1364	1435	1496	1622	177	461	1376	121	958	897	922	877	732	767	602	222	3	294	5	3
TOTAUX	3864	6516	5286	5375	6629	7582	7797	2753	3221	3239	2116	5768	5594	5112	5267	4115	4646	3902	1973	496	811	119	52

Arrondissement de Condom

Condom		1003	984	988	1390	1438	1658	554	546	1510	501	825	789	727	792	796	766	753					
Cassagne		70	54	58	259	285	292	231	212	280	225	87	87	83	86		84	82	7				
Larroumieu		185	150	144	472	518	551	361	369	513	356	243	253	174	241	231	209	234					
Cazaubon					205	604	602	603	581	602	601	172	171	170	171	163	169	155					
Campagne				71	110	180	197	202	103	202	182	243	239	297	222	210	201	219					
Etang				278	365	516	576	550	234	451	463	391	362	599	335	339	326	332	64				
Labastide d'Arm. ...				52	264	305	513	315	251	201	314	77	87	100	80	65	55	35	38				
Eauze		26	27	691	835	918	928	894	226	950	892	249	242	238	230	205	196	226					
Lannepax		72	70	80	138	292	305	218	207	307	216	150	145	145	149	138	138	143					
Dému		161	146	154	193	205	216	60	47	204	56	256	243	231	259	258	243	252	29				
Courrensan		121	21	22	252	277	282	260	153	280	257	19	17	14	19	13	11	16					
Montréal		35	34	37	524	562	569	528	527	562	524	297	302	291	295	290	283	286					
Gondrin		66	18	18	407	713	718	708	670	718	707	226	223	220	227	226	229	230					
Castelnau-d'Auzan .	4	4	3	33	442	539	543	536	507	540	535	61	59	64	59	58	53	56					
Fourcès	1	5	5	5	191	306	305	300	302	303	300	175	238		173	172	171	172					
Nogaro	22	51	88	109	113	218	291	196	135	197	123	726	717	1167	722	695	692	577	131		63		
Manciet					139	343	361	358	359	335	328	379	360	652	368	341	274	307					
Le Houga	177				249	360	368	211	204	191	178	373	361	514	358	350	295		284				
Monguilhem	28			15	18	50	74	46	33	38	37	163	180	255	182	161	157	94	62				
Valence	112	430	355	408	499	516	529	158		387	157	249	249	241	247	244	242	249					
Bezolles	15	385	383	387	431	431	445	48	50	377	52	78	75	80	66	65	65	62					
Castéra-Verduzan ..	75	339	325	315	362	384	384	40	65	286	39	139	134	119	115	110	115	101					
St-Puy	28	558	551	549	610	610	700	87	104	608	83	231	234	219	227	212	177	213					

Résultats officiels par canton.

Condom	13	1258	1188	1190	2121	2341	2501	1146	1127	2304	1082	1155	1129	984	1129	1099	1062	1069	53				
Cazaubon	11	16	13	425	944	1605	1688	1670	1169	1556	660	883	859	1166	808	777	751	741	145	2	2		4

[illegible]

Arrondissement de Lectoure

Lectoure		122	6	12	1213	1301	1296	1276	1203	1273	1263	266	314	230	262	263	222	237					
Castéra-Lectourois .		63			209	211	212	210	155	210	210	113	126	121	123	122	117	123					
St-Mézard	2	103	5		394	434	437	426	335	425	428	480	504	481	479	480	471	480					
Terraube	3	37	22	22	585	616	636	602	586	615	584	214	254	208	212	224	202	204					
Mauvezin		508			513	514	534	516	18	517	513	515	531	527	523	501	509	521					
Sarrant		61			61	72	73	72	12	71	72	187	174	167	174	174	174	174					
Solomiac	2	35	2	2	161	190	190	193	163	191	187	135	140	129	130	115	125	120					
Montfort	11	300	12	11	295	304	314	297	41	294	275	423	417	401	427	418	408	414					
Miradoux	3	44	4	4	314	560	557	529	512	527	526	176	173	172	171	149	119	152					
Gimbrède					81	130	130	127	130	129		141	139	140	139	139	131	131					
St-Pesserre	1	1	1	1	67	84	84	78	81	66	78	209	299	269	269	255	248	250					
Flamarens	1	5			179	190	190	185	184	184	187	130	122	132	128	126	128	125					
Fleurance	1240	1407	1246	1241	1444	1540	1557	290	190	310	291	496	566	500	513	488	466	503					
Monetstruc	240	329	255	247	317	345	360	78	129	78	72	292	287	291	305	282	202	287					
Lassauvetat		473	134	147	483	519	565	322		415	387	152	253	146	157	129	103	127					
St-Clar		422	21	25	482	509	495	470	81	460	475	274	280	279	268	264	257	271					
Tournecoupe		184	3	2	184	187	190	186	2	183	186	331	333	331	331	331	278	329					
St-Léonard	11	89	14	14	91	95	97	79		77	84	377	383	381	383	382	376	378					
Mauroux		244	18	20	245	285	299	279	52	250	250	173	142	210	213	152	154	186					

Résultats officiels par cantons

Lectoure	15	325	33	39	2401	2562	2579	2510	2278	2523	2524	1073	1198	1040	1076	1089	1012	1044	53	5	7	1
Saint-Clar	31	939	2	61	1002	1076	1081	1014	137	970	995	1155	1188	1201	1195	1129	1065	1164	47	52	1	
Fleurance	1564	2199	1635	1623	2244	2404	2482	690	380	797	756	940	1106	937	975	899	770	917	79	8	34	
Miradoux	6	50	5	5	641	964	961	919	907	906	918	716	743	713	707	669	659	661	30	4		
Mauvezin	12	904	13	12	1030	1080	1111	1078	234	1073	47	1260	1262	1225	1254	1208	1216	1229	81	4	1	
TOTAUX	1628	4417	1688	1740	7318	8086	8214	6211	3936	6269	6240	5144	5497	5116	5207	4994	4722	5015	290	73	43	1

Arrondissement de Lombez

Lombes	300	314	304	302	316	320	324	31	8	16	14	770	770	763	766	764	756	742	36			
Mongauzy	34	77	35	35	70	80	81	47	14	40	42	259	266	250	256	255	259	234	28	2	4	
Simorre	156	226	138	152	280	358	364	25	83	207	219	644	743	623	604	606	640	618				
Montpezat	44	51	44	44	50	52	67	24		4	7	601	616	615		607	599	592	27			
L'sle-Jourdain	4	1041		4	1037	1068	1068	1074	8	1056	1070	915	884	880	878	875	876	879	16			
Monferran	2	333	3	33	332	340	341	339	2	331	336	529	525	514	528	524	526	486	81			
Cologne		362		17	361	373	379	387		375	375	558	560	568	567	565	547	573				
Thoux		95		3	95	98	98	98	3	98	98	213	205	210	213	212	212	214	10			
Touget		163			165	181	182	182	23	180	182	165	164	163	164	157	156	164	10		3	
Samatan	385	459	185	281	457	468	471	311	186	192	292	423	423	315	413		379	399	32		40	
Savigna-Monna	8	149	10	8	148	165	166	161	16	165	157	168	182	167	167	165	162	167	3			
Labastide-Savès	2	124		2	124	123	124	122		121	121	156	158	155	158	155	154	155	3			

Résultats officiels par canton

Lombes	534	668	521	523	716	810	836	356	105	276	282	2274	2390	2237	2241	2282	2237	2186	133	4	23
Cologne		620		20	651	652	659	667	28	653	655	936	929	941	944	934	915	951	44		21
L'Isle-Jourdain	8	1374	5	6	1369	1408	1409	1413	12	1387	1406	1444	1409	1394	1046	1399	1402	1365	97		9
Samatan	340	864	246	239	858	918	923	711	73	577	687	1125	1135	1084	1113	1068	1071	1072	70	2	29
TOTAUX	882	3526	772	798	3594	3788	3827	3147	218	2893	3030	5779	5868	5676	5704	5643	5642	5574	350	6	92

Arrondissement de Mirande

Mirande	836	41	19	59	797	886	917	815	65	55	789	359	371	334	423	339	321	302	63			919
St-Elix	343	177	131	162	343	363	372	199			193	209	201	204	210	204	204	188	36			239
Labéjan	125	59	40	40	137	247	275	240	156	102	205	211	221	181	171	188	186	159				187
Ponsampère	129	17	9	15	179	197	203	161	33	44	143	155	100	92	147	135	136	133	85			181
Aignan						227	231	229	205	217	214	424	400	411	427	400	386	379	51	228		2
Thermes	1	24	2	1	6	118	122	130	32	98	114	245	310	334	353	307	328	142	135			
Lupiac	2	25	23	25	27	69	75	47	41	67	43	461	463	457	466	461	457	459	154			
Marcillac				326	344	433	496	389	97	401	387	481	509	437	415	453	424	358	61	283		162
Ladevèze-Rivière ..					47	58	101	37	70	53	22	308	281	239	223	247	232	238	44			172
Tillac		24		553	568	718	738	184	195	141	143	251	217	202	214	211	212	203	15	126		
Masseube	562	623	558	194	189	310	320	136	136	89	107	228	230	204	217	196	209	208	28			91
Panassac	171	231	190	73	71	181	191	94	105	96	102	201	190	204	203	206	199	200		76		
Aujan-Mournède ..	75	101	76	4	5	19	24	15	13	13	14	379	387	385	383	385	396	384				
St-Blancard	5	7	4	4															50	314		721
Miélan	245	200	11	35	372	550	575	211	184	284	357	303	248	221	282	191	208	224	129			353
Barcugnan				6	150	214	201	61	155	166	171	99	83	28	32	29	29	17	69	112		358
Sadeillan	18	15	4	45	88	240	247	194	108	84	174	62	28	32	34	29	29	17	33	672		504
Villecomtal	35	74				526	533	520		470	517	264	263	239	286	277	236	228		446		
Montesquiou				1		93	101	98		99	99	322	314	303	308	304	299	300	14	137		
Peyrusse-Grande ..	3	1	1	1	77	439	443	468	55	396	443	162	168	151	130	153	153	142	14	282	122	
Bassoues	37	7	3	27	254	259	263	253	31	6	240	97	94	70	69	87	72	48	47	48	12	264
Isle-de-Noé	247	8	4	28		71	143	82	227	49	48	1000	852	1007	723	784	703	1008	191	345		
Plaisance	19	12	8	7		59	58	57		47	57	308	312	317	312	308	300	298		45		
Cahuzac	3	10	5	1	24	51	61	54	21	33	46	143	164	158	146	156	130	158		50		
Beaumarchès	1			4	36	141	144	142	17	141	142	384	379	381	391	382	379	335				
Riscle		31			40	213	215	134	15	173	185	271	264	282	258	251	258	232	53		131	
Barcelonne	37	53	34	35	39	320	331	320	225	312	318	121	118	106	171	108	101	114				
Viella					231	247	249	247		248	249	161	163	165	162	159	157	137	25		10	
S.-Mont	2	225																				

Résultats officiels par canton

Mirande	1433	294	199	276	1456	1693	1787	1415	200	226	1530	1130	1197	1206	1246	1168	1150	1148	194	37	388	4
Aignan	4	57	24	28	35	426	444	411	344	402	387	1140	107	976	996	1028	982	927	268		469	354
Marcillac	11			357	435	516	634	463	176	487	363	1059	1054	995	1037	998	1036	995	89		229	107
Masseube	813	962	828	824	833	1228	1273	429	449	339	366	684	538	363	563	400	417	281	281	2	1116	128
Miélan	337	325	24	81	722	1114	1271	580	613	673	802	845	839	763	793	821	760	718	117	70	877	470
Montesquiou	341	29	19	59	386	1321	1340	1339	146	951	299	1451	1328	1482	1248	1137	1461	218	83	440	42	
Palaisance	23	22	13	12	67	181	261	193	253	129	151	937	924	934	982	901	895	818	159	15	242	29
Riscle	39	315	34	35	409	671	339	903	258	880	894											
TOTAUX	3001	2004	1141	1672	4343	7153	7949	5733	2499	4081	5592	8180	7883	7530	7749	7429	7224	7133	1549	207	3879	2237
Armée	207	197	163	192	275	695	822	886	627	351	562	641	556	608	669	427	412	441	49	9	122	9
	Ledru-Rollin	Breuil	Dupuy	Combes	Dupuy	Carbonneau	Gavarret	Alm. Rousseau	David	Gounon	Boubée	Panel	Belliard	Joré	Lac-Laplagne	Lagrange	Goutaut-Biron	St-Marsault	Laurentie	Fezensac	Luro	Barbé
Total général	10079	20365	12441	14399	30526	38005	40021	26197	16457	26956	23771	31320	31164	30820	30230	28029	27803	26956	5059	865	5098	2368

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	Pages.
INTRODUCTION	V
ERRATA	XI
	~~XIX~~ Fin du livre

LIVRE PREMIER

Établissement de la République.

CHAPITRE I. — <i>Organisation du nouveau régime.</i>	
1. Nouvelle de la révolution parisienne du 24 Février et formation à Auch d'une commission municipale et départementale; — proclamation de la République; — Alem-Rousseau, préfet provisoire. — A Mirande, Condom, Lectoure, Lombez, etc. — Pégot-Ogier, commissaire-délégué du Gers; — les premières mesures. révolutions. — II. La réorganisation municipale; les communes rurales. — Divisions et incidents. — III. L'esprit public : troubles à Auch, Miélan, l'Isle-Jourdain, Masseube, etc.; — les clubs; — dons patriotiques et paiement anticipé des impôts; — fêtes et arbres de liberté; — le journal <i>L'Opinion</i> . — Acceptation de la République....	1
CHAPITRE II. — <i>Les élections à la Constituante.</i>	
I. Journaux et polémiques. — Comité central et Comité électoral. — L'administration. — <i>L'Opinion</i> et le Comité national, le clergé. — Listes et comités cantonaux; les instituteurs. — II. Profession de foi et programmes. — Réclamations contre le vote au chef-lieu de canton. — Le scrutin	63

LIVRE DEUXIÈME

La réaction sous la Constituante.

CHAPITRE III. — <i>L'élection complémentaire du 4 juin. — Les 45 centimes.</i>	
1. <i>L'Opinion</i> contre le Gouvernement provisoire et la Constituante. — Thiers candidat; élection d'un dégitimiste. — II. L'impôt des 45 centimes et la gêne des cultivateurs. — La résistance. — Troubles à Malabat. — La résistance étendue et organisée; arrestation de 3 meneurs à Malabat. — Incidents épars. — Retard exceptionnel du Gers et difficultés de recouvrement. — Délais, remises ou dégrèvements. — Une pétition contre les 45 centimes. — Répercussion politique de cet impôt	91

CHAPITRE IV. — *Elections des conseils municipaux et du conseil général. — Election du Président.*

I. *L'Opinion* contre les républicains. — Elections municipales. — Le Conseil général. — Promulgation de la Constitution. — II. Election à la Présidence : campagnes de *L'Opinion* et du *Pays*; les banquets montagnards. — Le scrutin.....

122

CHAPITRE V. — *La propagande politique. — Elections à la Législative.* (décembre 1848-mai 1849).

I. *L'Opinion* contre la Constituante. — Le nouveau personnel administratif; le préfet de Grouchy. — Manifestation de la Garde nationale d'Auch et sa dissolution. — La propagande antisocialiste. — II. La propagande républicaine : *L'Egalité*. — La diffusion de brochures et de journaux républicains. — Les paysans. — La répression. — III. Elections à la Législative : tentative d'un rapprochement électoral des montagnards et des républicains modérés; — programmes et listes. — le scrutin; — la répartition des opinions

153

LIVRE TROISIÈME

La réaction sous la Législative.

CHAPITRE VI. — *Organisation de la répression antirépublicaine* (mai-novembre 1849).

I. Journaux et polémiques. — Manifestation républicaine du 16 juin à Auch. — Interdiction des clubs et des réunions politiques. — Election complémentaire du 8 juillet. — II. Le « socialisme » de *L'Egalité* et les diatribes antisocialistes de *L'Opinion*. — *L'Opinion* contre les fonctionnaires « rouges » et les instituteurs. — La répression du colportage et les procès de *L'Egalité*. — III. La question romaine et le ministère du 31 octobre. — Organisation de la surveillance politique

191

CHAPITRE VII. — *Les républicains et la surveillance politique* (nov. 1849-2 déc. 1851).

I. Les commissaires de police. — Chaland à St-Clar, Vic-Fezensac, Mirande. — Laccassagne à Auch. — Commissaires de Vic-Fezensac, Lectoure, Fleurance, Mauvezin, Gimont, Mirande, Condom, Eauze, Samatan. — II. Surveillance réciproque des divers agents de la répression. — Les représentants républicains. — Les militants montagnards. — Les perquisitions. — Les fonctionnaires et employés. — III. Les instituteurs. — La révocation de Bazerque

240

CHAPITRE VIII. — *Conflit de l'administration et des maires ou conseils municipaux républicains.*

I. Le conflit. — L'opposition des maires et des conseils municipaux républicains; avertissements et menaces du préfet. — Projet de nomination des maires par le gouvernement. — Conflits à Fleurance, Saint-Clar, Masseube, Mirande, Marciac, Manciet, Beaucaire, Cazaubon, Haget. — III. Conflit à Lectoure : arrêté du

22 janvier 1850 et opposition du maire Barrau; — pourvoi en Conseil d'Etat; — nouveaux incidents; — dissolution de la municipalité et révocation de Barrau; — élection du 5 jan- vier 1851 et abstention des républicains. — IV. Dissolution de municipalités rurales et révo- cation de maires. — Bilan du conflit. Con- clusion	307
--	-----

CHAPITRE IX. — *Répression de la propagande républicaine.*

I. Le colportage; — les brochures politiques. — Le préfet contre le <i>Bien du Peuple</i> . — <i>L'Ami du Peuple</i> . — cautionnement et amendes; — réor- ganisation financière; — procès. — Surveillance et tracasseries policières. — II. Les cafés « rou- ges ». — Fixation de l'heure d'ouverture et de fermeture des cafés; — interdiction des discus- sions politiques et des lectures publiques. — Surveillance et répression. — III. Sociétés et cercles républicains. — La loge maçonnique de Condom. — IV. Dissolution et désarmement des gardes nationales. — V. Le parti montagnard et les sociétés secrètes; — réunions privées. — Conclusion	368
---	-----

CHAPITRE X. — *La répression des manifestations républi-
caines.*

Compression et résistance. — I. Propos « sédi- tieux »; leur répercussion politique. — II. Ban- quets, réunions et anniversaires républicains; services funèbres. — III. Charivaris, chants, cris, emblèmes, placards « séditieux ». — IV. La répression et les résistances. — La jeunesse montagnarde. — Conclusion	474
--	-----

CHAPITRE XI. — *Opinions et partis.*

I. Le malaise économique et le mécontentement. — Message du 31 octobre et désaccord du Pré- sident et de l'Assemblée. — Les élections mon- tagnardes du 10 mars et du 28 avril. — La loi électorale du 31 mai 1850 et les républicains. — II. Le conflit du Président et de la majorité royaliste. — La revision de la Constitution. — III. Les partis et les journaux à la veille du coup d'Etat. — IV. Conclusion générale	545
--	-----

I. ANNEXE AU CHAPITRE IV	613
II. ANNEXE AU CHAPITRE V	620

CARTE DU GERS

PORTRAIT D'ALEM-ROUSSEAU	6
PORTRAIT DE DAVID	68
PORTRAIT D'AYLIES	84
PORTRAIT DE GAVARRET	186

ERRATA

- Page 18, ligne 28, lire *les municipalités furent dissoutes à Giscaro...* au lieu de *les municipalités dissoutes étaient Giscaro...*
- Page 40, ligne 30, 7^e mot, lire *ministre* au lieu de *ministère*.
- Page 58, ligne 41, lire *n'a été ni profond* au lieu de *n'a été profond*.
- Pages 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 81, etc. lire le titre du chapitre
ELECTIONS A LA CONSTITUANTE au lieu de ELECTIONS DE LA
CONSTITUANTE.
- Page 112, ligne 3, lire *des habitants* et non *les habitants*.
- Page 126, ligne 12, lire *30 juillet* au lieu de *20 juillet*.
- Page 129, ligne 18; après *Dagé*, ajouter *Carbonneau, Berès*.
- Page 139, ligne 9, lire *les fils* et non *le fils*.
- Page 140, lignes 24 et 25, lire *la politique* et non *le caractère politique*.
- Page 179, ligne 10, supprimer ces deux mots : *qui circulent*.
- Page 183, ligne 23, après *décembre*, ajouter : *Joret, propriétaire d'Eauze*.
- Page 186, lignes 25 et 26, lire *auraient érasé, auraient élu*, au lieu de *écrasaient, élaient*.
- Page 192, lignes 10 et 11, lire *par la loi du 16 juillet 1850 qui, par le cautionnement et le timbre, gêne...* au lieu de *par la loi du 24 juillet qui, en élevant le cautionnement, gêne...*
- Page 228, note 1, lire *26 octobre 1849* au lieu de *26 août 1849*.
- Page 229, ligne 29, lire *17 novembre* au lieu de *5 novembre*.
- Page 285, ligne 28, lire *du primitif ruban bleu à liseré rouge* au lieu de *du ruban bleu primitif sans liseré*.
- Page 382, lignes 10 et 11, lire *par le représentant Duputz; les gérants n'étaient que ses prête-nom...* au lieu de *Duputz dont les gérants n'étaient que les prête-nom...*
-



